



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

S.E. M. José Manuel Durão Barroso à la Chambre des Députés

Irak et intégration



Face à la crise irakienne, le Premier Ministre portugais veut avant tout éviter des "conséquences profondes" pour les relations américano-européennes. Il estime que - faute d'une position commune - les Européens auraient intérêt "à ne pas apparaître comme adversaire des Etats-Unis, mais de leur accorder l'appui qu'ils attendent de nous qui sommes, ne l'oublions pas, leurs alliés." M. Durão Barroso a effectué une visite officielle à Luxembourg le 10 mars 2003, au cours de laquelle il a également rencontré une délégation parlementaire.



Le Premier Ministre portugais accueilli par le Président et le Secrétaire général de la Chambre des Députés (à g.), et entouré par les membres de la délégation portugaise et de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense de la Chambre des Députés

L'intégration des ressortissants portugais au Luxembourg fut l'autre sujet marquant les entretiens de M. Durão Barroso à la Chambre des Députés. Dans ce contexte, le Premier Ministre portugais s'est prononcé en faveur du principe de la double nationalité, tout comme il salua toute autre mesure visant une plus grande participation civique et autre de ses concitoyens dans leur pays hôte.

Le faible volume d'échanges commerciaux entre le Luxembourg et le Portugal et la quasi-identité de vues entre les deux pays au sujet de la réforme des institutions de l'Union européenne ont également été abordés au cours des entretiens auxquels participaient - du côté de la Chambre des Députés - M. Jean Spautz, Président, MM. Ben Fayot, Jean-Paul Ripinger, Laurent Mosar, Claude Wiseler, Jacques-Yves Henckes et François Bausch, membres de la Commission des Affaires étrangères et eu-



MM. Ady Jung, François Bausch, Georges Wohlfart et le Président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz

La deuxième session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a eu lieu à Vienne les 20 et 21 février 2003. La Chambre des Députés y était représentée par son Président, M. Jean

Spautz, ainsi que par les députés MM. Ady Jung, Georges Wohlfart et François Bausch.

Parmi les points forts de la session d'hiver - dominée traditionnellement par des questions adminis-

tratives - figuraient l'intervention du Président de la République autrichienne, M. Thomas Klestil, qui a insisté sur la nécessité de renforcer les liens entre les structures gouvernementale et parlementaire de l'OSCE et la remise du prix pour le Journalisme et la Démocratie à la journaliste russe Anna Politkovskaya, qui - au péril de sa vie - a fait des reportages sur la situation générale en Tchétchénie et en particulier sur la violation des droits de l'homme dans cette région.

A noter finalement qu'en marge de la session d'hiver, le Président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz a eu un entretien sur des questions politiques et parlementaires d'actualité avec le nouveau président du Nationalrat d'Autriche M. Andreas Khol.

Un nouveau député...

"Je peux certes reprendre le siège du député Willy Bourg, mais je ne saurai jamais remplacer l'homme." C'est avec ces mots que M. Marcel Sauber a commencé son discours inaugural à la Chambre des Députés, le 11 mars dernier. L'ancien Président du Conseil d'Etat avait été assermenté comme nouveau député peu avant par le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz.



...et un nouveau Vice- Président



Comme suite au décès de M. Willy Bourg, la Chambre a également dû procéder à l'élection d'un nouveau Vice-Président. M. Nico Loes, candidat unique, issu du PCS, a été désigné par acclamation. Membre de la Chambre des Députés depuis le 10 décembre 1992, il rejoint dans cette fonction les deux autres Vice-Présidents, MM. Niki Bettendorf et Jean Asselborn.



Session de printemps du Parlement Benelux

Le Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux s'est réuni en session plénière au Sénat belge les 14 et 15 mars 2003. Tous les membres de la délégation luxembourgeoise, présidée par M. Ady Jung, y ont assisté. C'est ainsi qu'en dehors de leur Président, MM. Nico Loes, John Schummer, Vice-Président du Parlement Benelux, Jeannot Belling, Mme Lydia Mutsch et MM. Camille Gira et Jean-Pierre Koepf ont pu suivre des débats très fouillés sur des sujets d'actualité

et les rapports préparés au cours des semaines précédentes par les diverses commissions et des groupes de travail de l'Assemblée.

Après une question d'actualité sur la peste aviaire, frappant la volaille dans certaines régions du Benelux, le Conseil a discuté, en présence de la Ministre flamande de l'Environnement, des problèmes de pollution marine en mer du Nord. En effet, suite à la catastrophe du Tricolor et des conséquences en ayant résulté

dans la région du Zwin, visitée par plusieurs commissions de l'Assemblée, il s'est avéré nécessaire de revoir d'urgence le plan de catastrophe en place.

Le problème des inondations a lui aussi retenu l'attention du Conseil, notamment en raison des divergences des vues belges et néerlandaises en matière de lutte contre ces avaries.

En raison de la situation mondiale inquiétante, des tensions au Moyen-Orient et des menaces de guerre, le sujet de la coopération des pays du Benelux dans le domaine de la politique extérieure a revêtu une importance capitale, ne fût-ce qu'en raison de notables divergences existant à propos d'une intervention en Irak entre les pays du Benelux en général et les Pays-Bas et la Belgique en particulier. Dans un débat général fort animé, basé notamment sur le 46e rapport commun des trois Gouvernements, sont intervenus, après une prise de position du Secrétaire d'Etat fédéral des Affaires étrangères de Belgique, plusieurs orateurs et notamment les Présidents de l'Assemblée balte et du Conseil nordique, dont d'importantes délégations ont assisté à la session.

La loi belge relative aux étrangers et le contrôle des services de police et de renseignements en Belgique, des propositions de recom-



M. Armand De Decker, Président du Sénat de Belgique (à g.) et M. John Schummer, Député luxembourgeois, Vice-Président du Parlement Benelux

mandations sur les panneaux de signalisation et la fonction d'Ombudsman, ainsi qu'un rapport intermédiaire sur la biotechnologie étaient également à l'ordre du Jour.

En fin de session, M. Jean-Marie Happart, nouveau Président du Parlement Benelux, a brièvement fait rapport sur les travaux du Groupe de travail "Fonctionnement du Parlement Benelux", qui soumettra fin juin à l'Assemblée des propositions concrètes sur

une importante réforme des structures et méthodes de travail de l'Assemblée.

Après que lui furent soumises des réponses gouvernementales à des recommandations approuvées antérieurement, l'Assemblée, qui avait été l'hôte à dîner, la veille au soir, de M. Armand de Decker, Président du Sénat de Belgique, a ajourné ses travaux en séance plénière jusqu'aux 27 et 28 juin 2003.



La délégation luxembourgeoise: MM. Jeannot Belling, Jean-Pierre Koepf, Nico Loes, Ady Jung, Mme Lydia Mutsch et M. Camille Gira

NOUVELLES LOIS

4968 - Projet de loi

portant approbation de la Convention de Vienne sur le droit des traités, signée à Vienne, le 23 mai 1969 et de son Annexe

Le projet de loi a pour objet l'approbation de la Convention de Vienne sur le droit des traités, signée le 23 mai 1969 et entrée en vigueur le 27 janvier 1980.

Applicable aux accords internationaux conclus par écrit entre Etats et régis par le droit international, la Convention a le mérite d'apporter la sécurité juridique dans une matière régie jusqu'au début du XXe siècle par des normes d'origine principalement coutumière, qui se caractérisent par la lenteur de leur création et l'imprécision de leur contenu. La place croissante des traités comme source du droit international a en effet rendu nécessaire l'élaboration de règles applicables à tout traité conclu entre Etats.

La Convention vise plus particulièrement la conclusion, les réserves, l'entrée en vigueur, l'application à titre provisoire, le respect, l'application, l'interprétation, la situation des Etats tiers, les amendements et modifications, la nullité, l'extinction et la suspension d'application ainsi que les procédures y relatives, les dépositaires, les notifications, les corrections ainsi que l'enregistrement des traités en cause.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 06.06.2001

Rapporteur: M. Laurent Mosar

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense (Président: M. Paul Helminger):

26.09.2002 Désignation du rapporteur
03.02.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 25.02.2003

5017 - Projet de loi

relatif à la location avec option d'achat de deux immeubles administratifs destinés aux institutions européennes

Dans le contexte des élargissements futurs, il est nécessaire d'adapter les institutions européennes aux besoins d'une Union de 28 membres et plus. De même, le Luxembourg exercera la présidence de l'Union européenne au premier semestre de l'an 2005. Il est donc indispensable, quel que soit le nombre de pays membres, qu'à cette occasion les instances européennes au Luxembourg puissent fonctionner convenablement et disposent des infrastructures nécessaires pour leurs tâches.

Les deux immeubles dont s'agit sont les deux bâtiments-tours de 19 étages chacun qui seront construits de part et d'autre de l'avenue John F. Kennedy au débouché du Pont Grande-Duchesse Charlotte. L'ensemble formera la Porte de l'Europe, située dans

le voisinage immédiat de la Place de l'Europe avec le Centre de conférences international en voie d'extension et la Salle philharmonique.

Le Parlement européen souhaite occuper ces deux bâtiments (ayant une surface totale en bureaux de 34.166 m² et des surfaces archives et techniques de 6.275 m²) et conclure, à cet effet, un contrat de bail afin de pouvoir libérer l'immeuble-tour Alcide de Gasperi. Ce déménagement est dans l'intérêt du gouvernement luxembourgeois qui doit rénover et étendre le Centre de Conférences International à temps utile pour assumer la prochaine présidence de l'Union européenne en 2005 et pour disposer des infrastructures prêtes à accueillir des réunions du Conseil des Ministres dans une Union élargie.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, le 23.08.2002

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

24.10.2002 Désignation du rapporteur
19.11.2002 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
07.02.2003 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 25.02.2003

5063 - Projet de loi

relatif à l'adaptation budgétaire du projet d'extension du Lycée Technique des Arts et Métiers à Luxembourg-Limpertsberg

La loi du 27 mai 1993 relative à l'agrandissement et à la rénovation partielle du Lycée technique des Arts et Métiers à Luxembourg-Limpertsberg avait autorisé le Gouvernement à faire procéder aux travaux nécessaires y relatifs. La loi du 5 juin 1997 modifiant la loi du 27 mai 1993 relative à l'agrandissement et à la rénovation partielle du Lycée technique des Arts et Métiers à Luxembourg-Limpertsberg avait complété cette autorisation en prévoyant encore le remplacement des dalles et la mise en conformité de la structure portante de l'aile de la rue des Cerisiers de l'établissement scolaire concerné.

Le coût des dépenses relatif aux travaux projetés passait de 485.000.000 à 610.000.000 LUF (15.121.505 euros).

Le présent projet a pour objet d'autoriser le Gouvernement à adapter l'enveloppe financière accordée à l'évolution réelle et actuelle du chantier. L'exposé des motifs fait état de multiples raisons ayant entraîné le dépassement de ladite enveloppe du principalement à la qualité des bâtiments

existants à transformer et notamment aux travaux supplémentaires de gros-oeuvre à effectuer en conséquence, d'une part, et, d'autre part, aux modifications du programme de construction demandées par la Ville de Luxembourg et l'établissement scolaire.

Enfin, la mise en faillite de quatre entreprises occupées au chantier, tout en entraînant un retard de l'achèvement des travaux, n'a guère favorisé la compression des dépenses y relatives.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 04.12.2002

Rapporteur: M. Nicolas Strotz

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Nicolas Strotz):

18.12.2002 Désignation du rapporteur
08.01.2003 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
27.01.2003 idem
06.02.2003 Présentation et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 25.02.2003

Ordre du jour

1. Dépôt d'un projet de loi
2. Débat d'orientation relatif à la Convention sur l'avenir de l'Europe

(Discussion générale - Motion et Résolutions - Votes)

3. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Henri Grethen, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op. Huet d'Regierung der Chamber iergendwellech Matdeelung ze maachen?

(Assentiment)

Den Här Minister Grethen huet d'Wuert fir den Dépôt vun engem Projet de loi.

1. Dépôt d'un projet de loi

M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*.- Här President, ech sinn duerch groussherzoglechen Arrêté vum 5. Februar autoriséiert den Dépôt ze maache vum

- *Projet de loi 5099 instaurant un régime d'aide à la protection de l'environnement, à l'utilisation rationnelle de l'énergie et à la production d'énergie de sources renouvelables.*

M. le Président.- D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun deem Projet de loi duerch den Här Wirtschaftsminister Henri Grethen. De Projet gëtt un déi zoustänneg Kommissioun weidergeleet.

2. Débat d'orientation relatif à la Convention sur l'avenir de l'Europe

Op eise Ordre du jour vun haut de Mëtteg steet d'Orientéierungsdebatt iwwer den europäesche Konvent. Et hu sech bis elo age-droen: déi Häre Wiseler, Fayot, Helming, Gibéryen, d'Madame Wager, déi Hären Urbany, Calmes a Bausch. Als éischten ageschriwwene Riedner huet den Här Wiseler d'Wuert.

Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eis heiteg Debatt ass net déi éischt iwwer d'Europäesche Unioun an hir Zukunft. Et ass awer déi éischt, déi mer méi spezifesch dem Konvent widmen, deem Konvent den duerch d'Erklärung vu Laeken dozou bestëmmt ass entscheedend Richtlinnen auszeschaffen, no deene sech d'Stats- a Regierungschefen ab Juni 2003 am Verlaf vun der nächster Regierungskonferenz kënnen a sollen orientéieren.

Dee Konvent ass de konkreten Ausdrock vum Wëlle vun Europäesche Rot fir an der Debatt iwwer déi eigentlech Finalitéit an déi zukünfteg Organisations- a Funktionsweis vum der Unioun nei Weeër ze beschreiben. An him sinn déi europäesche Acteure vertrueden, deenen hir Zoustëmmung gebraucht gëtt, wann Europa sech e grondleeënden neie politeschen Zouschnëtt gëtt. Verrieder vun de Regierungschefen vum Europaparlament a vun deenen nationale Parlamenten, sou wéi vun der Kommissioun, beroden zesummen en europäesche Verfassungsvertrag, deen als eenheetlech konstitutiivt Dokument vum politeschen Europa soll déi aktuell Vertragslandschaft ersetzen.

Originell un där Démarche vum Konvent ass net nëmme seng institutionell verschiddeaardeg Zesummesetzung, mä och déi geographesch. Et ass fir d'éischt an

der Geschicht vun der Unioun, dass d'Bäitrettskandidaten en esou enger Aarbecht gläichberechtigt associéiert sinn, an zwar alleguer. Och d'Türkei hält als dräizéngte Kandidat fir en EU-Bäitritt um Konvent deel.

Wann dëst Gremium am Ufank och nach vu verschidde Sceptiker als e quasi informellen Diskussionsforum ugesi ginn ass, deem seng Zesummesetzung eleng wuel kéint dofir surgen, dass net schrecklech vill bei sengen Debatten géif erauskommen, sou huet de Konvent zënter senger Asetzung viru ronn engem Joer awer, muss ee ganz kloer soen, eng Eegendynamik entwéckelt, déi drop hin deit, dass säin Ofschlossbericht duerchaus kéint méi si wéi e Rapport un den Europäesche Conseil, Rapport mat deem dësen dann eppes ufänkt oder och net.

Am Verlaf vun der Zäit huet d'Zesummesetzung vum Konvent och geännert. Haut sätzen als Regierungsverrieder esou vill Aussenan Europaministernen op de Konventsbanke, dass et legitim ass unzuhuelen, hei géif d'Aarbecht vun der nächster CIG wierklech präfiguréiert ginn. Däitschland, Frankräich, d'Belsch an d'Türkei hunn hir Ausseministernen delegéiert, Italien säi stellvertredende Premier, Groussbritannien säin Europaminister. Dëst muss als Zeechen derfir gewäert ginn, dass de Konvent vum rengen Berodungs- zu engem halwe Beschlossorgan evoluéiert huet. Dëst bedeit och, dass dat Resultat, op dat de Konvent hischafft, nämlech d'Redaktioun vun engem am Konsens zustan kommende Verfassungsvertrag, wuel kann erreecht ginn. Mir sollten eis Debatt vun haut am Hibleck vun esou engem Dokument féieren.

De Konvent huet elo bal e Joer zënter senger konstituéierender Sëtzung den 1. März 2002 getaagt. Am Verlaf vun där Zäit huet e quasi all Mount zwou Plenartagungen ofgehalen an zéng Aarbechtsgruppen hu sech mat jeeweils engem fundamentale Reformsujet befaasst, éier se en Ofschlossrapport vun hire Berodunge virgeluecht hunn. Dës Aarbechtsgruppen hunn all wichteg Themegebieder a Politikberäicher am Zesammenhang mat der Unioun ofgedeckt. Vun der Subsidiaritéit an der Vereinfachung vun de Rechtsinstrumenter iwwer d'Aussen- an d'Verdeegungspolitik bis hin zum sozialen Europa leie Berichter vun den Aarbechtsgruppe vum Konvent vir. Elo geet et dréms, aus dëse Berichter Schlussfolgerungen ze zéien, déi sech fir d'Redaktioun vun engem eenheetleche Verfassungstext eegnen. De Konvent ass souzeeso an senger waarmer Phas ukomm.

De Conseil vu Laeken ass dovun ausgegangen, dass déi wesentlechste Aufgab vum Konvent géif dra bestoen - an en huet seng Deklaratioun och dorop axéiert -, de Bierger en neit, e méi kloert, e méi immediat Europabild ze vermëttelen, andeems e Propositione géif maache wéi een d'Unioun gläichzäitig géif vereinfachen an dem Bierger se méi no bréngen. E kruziale Schrëtt op deem Wee, dat ass zu Laeken festgehalde ginn, ass den Iwwergang vun engem komplizierter Landschaft vun dräi grondlegende Verträge zu engem eenze-

ge Grënnungsdokument, wat wiesenschaft eng Verfassung misst sinn, och wann iwwer dës Begrëff nach net déi allergréissten Eenegkeet herrscht.

De Wee zur europäescher Verfassung ass eigentlech e Logeschen an e virgezechneten. Eng „union sans cesse plus étroite“ téschent Staaten an hire Bierger, sou wéi de Vertrag vu Maastricht se postuliert, kann op Dauer nëmme vun engem Instrument vum interne Recht begrënt an organiséiert ginn. Dofir ass den Iwwergang vum Vertrag, engem Instrument aus dem Völkerrecht, zu der Constitution als intern Rechtsnorm, déi juristesche Iwwersetzung vun där Aspiratioun zu enger nach méi enker politescher Unioun op eise Kontinent ze kommen.

Dësen Iwwergang bedeit ganz sécher e qualitative Schrëtt, deem seng Bedeitung net ze ënnerschätzen ass. An de Grënnere joren huet kaum een dru geduecht déi Gemeinschaften, déi do konstituéiert goufen, op enger anerer Basis wéi op där vu Statenzesummeschlëss ze fondéieren. Deemools ware mer nach wäit ewech vun enger Konzeption, déi wëllt dass net nëmme déi europäesche Staaten, mä och déi europäesche Bierger noutwendeg Légitimitéits- a Légitimationsquelle sinn, an dass also d'Unioun op enger dualer Basis muss fonctionnéieren.

Viru allem dësem Émstand gëtt mat der Redaktioun a mat der Akraaftsetzung vun enger europäescher Verfassung Rechnung gedroen. Europäesche Bierger kënnen keng internationalen Verträge mateneen ofschléissen. Dat maache just hir Staaten, an et ass domat och just d'Verhale vun de Staaten, vun deenen aktuell 15 Memberstate vun der Unioun, wat an nennenswäertem Mooss vum dem Vertrag geregelt ass, an net d'Verhale vun de Bierger. Mat deem Iwwergang an eng Verfassungsgemeinschaft gëtt dat e wéineg anescht.

Dësen Text stellt domat, a mengen Aen, dee signifikantste Change-ment an der Bedeitung vun der Europäescher Unioun zënter de réimesche Verträge duer. Natierlech gouf et no 1954 wichteg Momenter mam Acte unique 1985, mam Vertrag vu Maastricht 1991, mä dës Instrumenter hunn d'Wiese vun der Gemeinschaft, respektiv der Unioun net verännert. Et blouf eng Statengemeinschaft. Déi Verfassungsgemeinschaft, op déi mer eis zou bewegen, beréiert awer d'Wiese vun der Unioun. Si gëtt zu enger Staaten- a Völkergemeinschaft, déi net méi ausschlieslech um Wëlle vun de State berout, mä och op deem vun den europäesche Bierger.

Ee Wuert nach an deem Zesammenhang zur Begrëffsdefinition. Wat e Verfassungsvertrag ass, an dat schéngt jo den Term ze sinn op dee sech einstweile festgeluecht gouf, fir dat Dokument, wat am Entstoen ass, ze beschreiben, dat ass schonn an dëser Etapp schwéier ze soen. Verfassungsvertrag sinn onbekannte Wiesen an der juristescher Welt, mä am Kader vun där sui generis Konstruktioun, déi d'Europäesche Unioun ass, muss et och erlaabt sinn, mat sui generis Begrëffer ze operéieren. Wann d'Vertragsnotioun nach an deem Konstitutionellen drun hänkt an dat d'Saach vereinfacht, soll een aus enger terminologescher Debatt kee Glawenskrich maachen. Eent ass awer wichteg, ob mer elo vun enger Verfassung einfach esou oder vun engem Verfassungsvertrag schwätzen, d'Bedeitung vum Akt ass ganz genee déiselwech. Déi eng an déi aner bereeden de Wee an déi dual Légitimitéit, an allen zwee stelle se den Iwwergang

zu enger vun enger interner iewegter Rechtsnorm geregelter Unioun vu Staaten a Völker duer.

Fir dat Ganzt emol un engem konkrete Beispill festzemaachen: D'Verfassung vun de Vereenegte State vun Amerika fänkt u mat der Formel: „We, the people.“ Déi europäesche Vertrag hunn, obwuel dat net do stong, mä just e Sous-entendu war, ugefaangen op der Basis vun engem: „We, the States.“ Mä nodeems en europäesche Verfassungsvertrag mam duebele Wëlle vun de Staaten an den Europäer um Wee vu Referenden a Kraaft gesat ginn ass, baséiert déi politesche Unioun vun Europa um Konzept vun „We, the States and the people.“

Här President, grad well den Iwwergang an d'Verfassungsgemeinschaft esou ee bedeitende Schrëtt ass, muss en op enger iwwerluegter Manéier vollzu ginn. Et gëtt wiesenschaft ënnerscheeder téschent engem Vertrag an enger Verfassung, an och wa mer begrëfflech déi zwou Notiounen matenee fusionéieren, da gëllen dach verschidde Regeln, déi mer musse mateneen an Aklang bréngen. Am Entworf vun deenen éischte 16 Artikelen vum zukünftigen Verfassungsvertrag, deen de Presidium vum Konvent d'lescht Woch virgeluecht huet, si sécherlech an dësem Kontext nach eng ganz Rei Froen op.

E Verfassungsdeel soll en Dokument sinn, dat nëmme déi wesentlech Mierkmoler vun deem politesche Gebilde, dat se organiséiert, regelt an dem Sekundärrecht den Detail iwwerléisst. De vertraglechen Deal soll e Kompendium vun Detailprovisiounen sinn. Dës zwou Konzeptionen sinn net wiesenschaft Famill mateneen. Wa mer se wëllen an engem eenzegegen Dokument matenee vereenen, muss mer nawell dat Konstitutionell vun deem Vertraglechen trennen.

Et ass kloer, dass de Verfassungsvertrag muss op där enger Säit dat Grondleeënd regelen an zum Ausdrock bréngen, wat d'Wiese vun der Unioun ass. E muss Wäerter an Iwwerzeegungen ausdrécken op denen d'Unioun baséiert, an e muss duerleeën zu wéi enge gemeinsamen Usiichten a Virgoensweisen d'Memberstate an d'Bierger vun der Unioun sech entschloss hunn. Op der anerer Säit, well e jo d'Verträge, déi mer haut kennen, soll ersetzen, muss hien d'Politike vun der Unioun definéieren, an dat kann net mat manner Detail a manner Déifgang sinn, wéi et de Moment de Fall ass. Also ass et evident, dass an deem konstitutionellen Deal vum Verfassungsvertrag aner Regele gëlle wéi an där vertraglecher Partie.

Gutt ass, dass e puer vun deene wichtege Froen, déi an der Erklärung vu Laeken opgeworf goufen a fir déi vill Memberstate a Bierger sech interesséieren, schonn an enger éischer Redaktiounsetapp vum Konvent ugepaakt goufen. Et sinn dës viru allem d'Grondlage vun der Unioun an d'Kompetenzverdeelung téschent hir an de Memberstate. Déi institutionell Froen, sou wollten et och d'Stats- an d'Regierungschefen, ginn zu engem spéideren Zeitpunkt am Detail behandelt, dann nämlech wann déi Politiken an Inhalter definéiert sinn, deenen d'Institutionen am Fong just nëmme sollen dëngen.

De Presidium vum Konvent huet d'lescht Woch 16 Artikelen virgeluecht déi konstitutioneller Natur sinn. Verschiddener vun den Dispositionen, déi de Leadership vum Konvent do redigéiert huet, droen, a mengen Aen, awer Elementer vu politescher Programmatik a sech, wou ee sech d'Fro muss stellen, ob se an dee konstitutionellen Deal gehéieren. Déi juristesche Qualitéit a Verbindlechkeet vun den Dispositionen, déi de Presi-

dium redigéiert huet, stellen eng Rei Froen. Den éischen Artikel ass fir dës Constat a sech sënnebildlech. Ech wëll deen eng Kéier zitéieren, well en a sech symbollesch ass. Do gëtt gesot: „Inspirée par la volonté des peuples et des Etats d'Europe de bâtir leur avenir commun, cette Constitution établit une Union, au sein de laquelle les politiques des Etats membres sont coordonnées, et qui gère, sur le mode fédéral, certaines compétences communes.“

Dass also innerhalb vun der Unioun sënngemeiss all d'Politike vun de Memberstate koordinéiert ginn, ass esou gesot, mengen ech, net ganz richtig. Och den Ausdrock „sur le mode fédéral“ seet näischt Konkretes aus. A wat eng „politique commune“ ass, steet op jidde Fall net an de 16 Artikelen, déi eis elo virleien. Schliesselech ass den Ausdrock „certaines“ ganz sécher een, deen näischt zur Präzisioun vum Verfassungstext beidreit. Leschtendlech mengen ech, dass d'Verben „coordonner et gérer“ an dësem Kontext relativ schwach Ausdréck si fir dat auszudrécken, wat mer a sech wëlle soen. Et feelt sécherlech, zumindest an deem éischen Artikel, mä och an enger Rei anerer déi duerno kommen, un där grousser Envolée, un deem groussen Idealismus, deen awer zu engem Deal noutwendeg ass fir d'Kreatioun vun deem, wat mer an deenen nächste Jore wëlle maachen.

Ech wëll a kann op dëser Plaz elo keng Analys vun där éischer Version vun all deene 16 Artikelen maachen. Ech mengen awer, dass déi Version, esou wéi se elo hei läit, nach sécherlech ganz staark muss verbessert ginn. Dat war jo och esou geduecht, well d'Konventionar, oder wéi nenne mer se, d'Conventionnés op Franséisch, si gebieden hir Amendementer esou schnell wéi méiglech eran ze rechen. Ech ginn dovun aus, dass der och eng ganz Rei schonn elo wäerte kommen. E ganz décke Pak. Ech weess awer och wéi schwierig et fir se ass, Amendementer an dëser Etapp zu engem Text ze bréngen, wou a sech 16 Artikelen virleien an de Rescht vun den Artikelen a sech net do ass, well ee jo net weess, andeem een déi 16 éischte Artikelen kennt, wat an deenen nächste Artikelen wäert déi global Konzeption vum Text sinn, an et esou evidentereis extrem schwierig ass déi éischt Partie emol ze amendéieren, wann een net weess, wat an där zweeter an an där drëtter iwwerhaupt am Detail wäert stoe kommen. Mä ech denken awer, dass et wichteg ass, dass d'Reaktiounen zu dëse Propositionen direkt elo kommen, well soss riskéiere mer, dass den Dampfer op sengem falsche Kurs nach een Äisberg ze pake kritt.

Dem Konvent seng Aarbechte si bis elo erstaunlech positiv verlaf an ech trauen him absolut zou, eng gutt Virlag auszeschaffen, mä nach muss op den éische Worf vu sengem Leadership elo reagiert ginn.

Ee Problem, deen ech am Zesammenhang mam Verfassungsvertrag nach speziell wëll belichten, ass dee vun der Agliederung vun der Charta vun de Grondrechter. Dës Charta ass de Moment an zënter dem Sommet vun Nice eng Absichtserklärung ouni Verbindlechkeet. Si ass net Deal vun der Vertragslandschaft, awer mam Iwwergang an d'Verfassungsgemeinschaft soll se elo verbindlech ginn a wéi all modern Verfassungen een Titel zu de Biergerleche Fräiheeten a Rechter beinhalten.

Zwee Problemer stelle sech hei. Den éischen ass dee vun der Charta hirer Lokalisatioun am Verfassungsvertrag. Deen zweeten ass d'Aklobarkeit vun hiren Dispositionen, an domat verbonnen d'Interaktioun vun der Europäescher Cour zu Lëtzebuerg an dem Gerichtshaff fir Mënscherechter zu

Stroosbuerg. Deen zweeten ass, a mengen Aen, méi schwiereg wéi deen eischten.

Zur Lokalisatioun vun der Charta an der Constitutioun wéll ech just soen, dass fir mech als Net-Jurist déi Fro a sech keng wesentlech ass. Si kann entweder eng verbindlech Preamble vum Verfassungsvertrag ginn oder si gëtt als Verbatim am eischten Deel vun der Verfassung iwwerhol als där hiert „Hauptstück“, wéi dat op däitsch heescht, zu de biergerleche Rechter an hirem Geltungsberäich, oder awer si gëtt durch ee vun deenen eischten Artikel vum Verfassung formell verbindlech erkläert a kann dann als autonomen Text weiter bestoen, oder och nach, obwuel dat vläicht net déi beschte Lösung ass, si figuréiert als Annexe, wou awer spezifizéiert gëtt, dass se Partie intégrante vum Gesamtinstrument ass. Mä do mussen d'Juriste sech de Kapp driwwer zerbréchen, wat einfach juristeschesch déi bescht Lösung ass.

Deen zweete Problem ass awer méi delikat. Et ginn, wann d'Charta verbindliche Charakter kriit, zwee Texter, déi op supranationalem Plang d'Grundrechter vun de Bierger vun der Europäescher Unioun etabléieren, an zwar d'Charta fir d'Unioun engersäits an d'europäesch Mënscherechtskonvention vum Europarat. Well all aktuell an zukünfteg Membere vun der Unioun och Member vum Europarat sinn an der Rechtssprechung vum Europäesche Gerichtshaff fir Mënscherechter ënnerstinn, kann déi Situatioun enstoen, dass zu darselwechter Dispositioun d'Cour vu Lëtzebuerg eng aner Jurisprudenz entwéckelt wéi déi zu Stroosbuerg, an da gëtt et keng Hierarchie tëschent deenen Décisionen, wat zu Parallellkonzeptionen vum einzelne Rechter kéint féieren. Esou eppes wier fir d'Eenheetlechkeet vun der europäescher Mënscherechtskonzeption natierlech net besonnesch förderlech.

De Problem kann am Prinzip duerch geléist ginn, dass d'Europäesch Unioun der Mënscherechtskonvention bäitritt a sech der Jurisprudenz vu Stroosbuerg als sollech ënnerwerft. De Problem dobäi ass awer, dass d'Konvention bis elo nëmme Regierungen vum Memberstate vum Europarat zougänglech ass, an net enger Organisation wéi der Europäescher Unioun, déi jo och mat Verfassungsvertrag nach ëmmer kee Stat gëtt. Well awer déi iwwerragend Bedeutung vun der Stroosbuurger Jurisprudenz muss op d'Unioun ausgeweit ginn, wa mer eng eenheetlech Rechtssprechung bei de Grundrechter wëlle behalen, muss e Wee gesicht ginn, wéi d'Unioun als sollech kann d'europäesch Mënscherechtskonvention ënnerschriewen. E simplen Zousatz zur Konvention, dass se och ka vun der Europäescher Unioun ënnerschriewe ginn, géing hei duergoen. Eng Lösung fir dës Fro, denken ech, misst kënne fonnt ginn.

Här President, den zweete Volet, deen ech am Kader vun der Konventionsdebatte wollt uschneiden, betrëfft d'Erweiderung vun der Unioun an hir institutionell a politesch Kohesivum mat 25, 27 oder 28 Membere. E betrëfft och d'Tat-saach, dass weider acht europäesch Staaten nach net Kandidat fir e Bäitritt sinn, mä ee se bei der Reflexioun iwwert de finalen Zouschneet vun der Unioun net kann definitiv ausser Uecht loos-sen.

De Konvent mécht seng Aarbecht an der Optik vun enger Unioun zu 28. Dat kann och net anescht sinn, well 28 Länner u senge Berodungen deel huelen. Dozou gehéiert d'Türkei, eng Türkei déi awer nach eng Rei Préalablé muss erfëllen, éier weider Schrëtt folgen. Dobäi geet et ëm d'Erfëllung vun de Kopenhagener Kritären, ëm Mënscherechter, ëm d'Trennung vu Stat an Arméi, ëm Nordzypem an ëm den Emgank vun der Zentralregie-

runng mat de Minoritéiten, also Kritäre vu Rechtsstaatlechkeet an Demokratie, déi integral an an der konkreter Applikatioun op deene véier Felder, déi ech opgezielt hunn, applizéiert ginn a sécherlech do och eng Noutwendegkeet sinn.

Ee vun deene 16 Artikelen, déi de Presidium dem Konvent virgeluecht huet, seet och, dass d'Unioun allen europäesche Staaten opsteet. Dëst ass eigentlech evident, nodeems ee kann en europäesche Stat am Prinzip kaum ausschléissen, wann en déi verschidde Kritären, déi eng Memberschaft voraussetzt, erfëllt.

Mä dës Feststellung stellt eis alt erëm eng Kéier virun déi wesentlech Fro vun den europäesche Grenzen, an och, irgendwou, wann ech dat vun der philosophescher Säit aus kucken, vun der europäescher Identitéit.

Et geet mer mat deenen Ausféierungen drëms, am Kontext vun den Debatten am a ronderëm de Konvent och d'Fro vun de Grenze vun Europa ze belichten. Déi geographesch Grenzen nämlech, mat deene mir eis dacks jo ganz schwéier dinn. Ouni elo selwer am Besëtz vun allen definitiven Äntwerten op wichteg europäesche Grenzfragen ze sinn, wéll ech awer soen, dass mer d'Geleeënheet vun dëser Konventsdebatte net solle laanscht goe loos-sen, ouni déi Fro unzepaken.

Mir maachen duerch déi méi oder manner immediat ustoend Erweiderung vun der Unioun no Osten d'nächst Joer schonn e Schrëtt, deen zu enger Horizonterweiterung bäidreit. Mir kommen an zwee Joer innerhalb vun den Uniounsgrenzen net grad mä bal bis op St Petersburg a bis un déi ukrainesch Grenz, mä domat ass et an aller Logik net fir all Éiwegkeet fäerdeg.

Här President, et ass genau aus deem Grond, wou et esou wesentlech ass, dass haut déi richteg Weiche gestallt ginn. Déi richteg Weiche fir de komplexen a schwierigen Apparat, deen d'Europäesch Unioun ass, nach weider steierfäeg ze halen. Ech wëll net ze laang drop agoen, well och dat den Zentralpunkt vun enger Resolution wäert sinn, déi den Här Fayot duerno déposéiere wäert an zu där ech wëll soen, fir se e wéineg ze relativéieren, dass et sécherlech eng Resolution ass, déi d'CSV mat ënnerschriewen huet an déi mer och mat droen, mä déi ee menger Meinung no awer muss gesinn zu deem Zäitpunkt an zu deem Diskussionspunkt, wou mer wëssen, dass de Konvent nach weider wäert diskutéiert ginn, dass d'Evolution vun all deene Punkten, déi do ugeschnidde gi sinn, sécherlech an deem nächste Mount wäert weider goen a wou an zwee, dräi Méint vläicht dat iwwerhol ass wat elo gesot gëtt. Dofir wëll ech se wierklech an den Zäitkader vun haut a vun deenen nächste Wochen aschriewen, wou mer wëssen, dass déi Diskussion an zwee, dräi, véier Méint sécherlech en aneren Inhalt an aner Ausgangspunkte wäert hunn.

E puer Punkte wëll ech awer opzählen, well se fir Diskussion an der Konvention an an hiren Aarbechtsgruppe gesuergt hunn a well all déi Rapporten, déi mer aus dem Konvent kriit hunn, sech och ëm dës Punkten dréinen.

Fir d'éischt - an ech hale mech wierklech ganz kuerz - wëll ech nach eng Kéier, well mer dat schonn off an Debatte gesot hunn, déi heibannen iwwert d'europäesch Institutioun gefouert gi sinn, déi zentral Wichtigkeet widerhuelen, déi an eisen Aen d'Kommissioun huet. A well se esou eng zentral Wichtigkeet huet, si mer der Meinung, dass se muss renforcéiert ginn, fir dass de President vum Parlament gewielt, also legitiméiert ass, fir dass eng Egalitéit zwëschen de Membere vun der Kommissioun weider bestoe soll, déi am kolleegiale System weider schaffe sollen, well dat einfach

d'Vetraue vun de Bierger an déi Institutioun vun der Kommissioun garantéiert.

Si soll och responsabel si virun deenen Institutiounen, déi se agesat huet, a se soll weider, nach wie vor - an dat ass wesentlech an eise Reflexiounen -, d'exklusiv Initiative hu fir déi legislativ Prozedur ze entaméiere fir Direktive weider ze ginn. Si kann dat och maachen op Invitatioun vum Conseil, op Invitatioun vum Parlament, mä wa se et refuséiert ze maachen, da muss se dat just motivéieren. Si kann net dozou gezwonge ginn. Dat exklusiv Initiative ass wesentlech. An da mussen natierlech och déi exekutiv Fonctiounen vun der Kommissioun an deenen heiten Diskussionen verstärkt ginn.

Wat déi legislativ Fonctiounen ugeet, menge mir, dass de System vun der Majoritéit qualifizéiert nach weider sollt ausgebaut ginn an dass d'Méthode communautaire och an Domäne wéi dem Asyl, der Migration an der Coopération judiciaire eng Noutwendegkeet fir d'Zukunft ass. Wann een d'exekutiv Fonctiounen vun der Kommissioun erweidert, dann erlaabt dat en contrepartie dem Conseil sech méi konkret ze konzentréieren op déi Impulsmissionen, déi a sech seng sinn, op d'Definitionen vun deenen grouse politeschen, generelle Linnen an haaptsächlech och gréisser Impulser ze ginn am Kader vun der PESC.

Wat d'Présidence vum Conseil ugeet - just ganz kuerz - ass et evident, dass et net esou soll sinn, dass de President vum Conseil en deors vum Conseil soll kënne gewielt ginn an dass d'Rotatioun, déi am Conseil besteet, schonn e positive Facteur ass, well se u sech d'Implikatiounen vun deenen eenzelne Länner an dat ganz Geschehen erlaabt. Mir sinn awer der Meinung, dass de Conseil vun den Affaires générales scho vum President vun der Kommissioun soll presidéiert ginn.

Op där anerer Säit kann déi Diskussion iwwert d'Aussepolitik sännvoll geléist ginn, andeem den Haut Représentant engersäits an de Commissaire aux relations extérieures vun der Kommissioun eng an déiselwecht Persoun wier, déi eng duebel Casquette hätt an déi och Vizepresident vun der Kommissioun wär an domat dat noutwendeg Gewicht hätt. Dat géif der europäescher Aussepolitik déi absolut noutwendeg a wesentlech Kohärenz vläicht kënne ginn.

Wat déi national Parlamenter ugeet - dat ass jo och e wichtige Punkt fir eis hei am Haus -, ass et evident dass se sollen - wat se jo bis elo net waren - an déi europäesch Architektur mat agebaut ginn. Mir soen do Jo zu enger normaler préalable Transmissioun vun de legislative Propositionen an déi national Parlamenter. Mir soe Jo zum Renforcement vum COSAC, well hien erlaabt e besseren Echange vun Informatiounen ze maachen. Mir soen och Jo zum Contrôle vun der Subsidiaritéit, an zwar ex ante vun den nationale Parlamenter an zum Abau an esou engem Vertrag vun engem Mécanisme d'alerte précoce, deen et de Parlamenter erlaabt an engem fréizäitege Stadium ze reagéieren.

Mä mir mussen eis awer och bewusst sinn, wa mer dat afroen, wa mer dat verlaangen, dass mir eis och heibannen d'Moyene mussen gi fir et dann ze realiséieren. An dat ass jo ee vun de Punkten, wou et net esou einfach ass a wou mer eis säit enger Rei Jore mat schwéier doen, mä ech denken dass awer déi europäesch Komponent an der Lëtzebuerger Politik haut schonn esou eng riseg Wichtigkeet hat a mar nach méi eng grouss Wichtigkeet kriit, dass et einfach net méiglech ass, dass mir eis net déi noutwendeg Moyenen dofir ginn.

Par contre si mer der Meinung, dass dee Congrès des Peuples d'Europe, déi dréit Chamber, dee Senat wéi en och heiansdo virgeschloen gëtt, keng gutt Iddi ass, well dat déi schwéierfällg Institutiounen, déi awer elo heiansdo an Europa fonctionnéieren, sécherlech net wäert vereinfachen. Au contraire, dat mécht se nach méi schwéierfällg, nach méi onduerchsichteg. Dofir si mer der Meinung, dass een net soll op dee Wee goen.

Dann am Kader vun dem Contrôle vun der Subsidiaritéit vun de Parlamenter an dem Mécanisme d'alerte précoce muss ech soen, dass ech mer awer eng Rei Froe stellen, quitte dass de Konvent elo an der lescht majoritaire schéngt op esou e Wee ze goen, iwwert d'Méiglechkeet, déi een ex post, dat heescht nodeem dass d'Saachen zu Bréssel a Kraaft getruede sinn, deenen eenzelnen nationale Parlamenter wëllt ginn am Kader vun de Subsidiaritéitsfroen, fir der Cour de Justice européenne d'Méiglechkeet ze gi vun de Parlamenter befaasst ze ginn, fir duerno ze intervenéieren.

Ech si wierklech der Meinung dass de Contrôle, deen d'Parlamenter sollen exercéieren, e politesche Contrôle sollt ginn, an dass een net sollt op de Wee goe fir am Fong enger politescher Instanz, déi d'Parlamenter sinn, d'Méiglechkeet ze gi fir op eng Cour de Justice ze goen, wa se mat eppes net d'accord sinn. Op jidde Fall stéiert mech dat, esou wéi ech d'Institutiounen an de Fonctionnement vun den Institutiounen gesinn.

Dann denken ech och, dass et gutt ass fir de Prinzip vum Konvent an de Verfassungsvertrag anzeschreiwe fir zukünfteg Ännerungen. De Prinzip vum Konvent - dat soen ech awer ganz kloer -, net onbedéngt d'Method vum Konvent, well ech denken - ech sinn elo net Member vum Konvent -, wann ech déi Leit, déi vun der Chamber an de Konvent geschéckt ginn, heiansdo an der Commission des Affaires étrangères héiere schwätzen a wann ech och Zeitunge liesen, da gesinn ech, dass awer d'Method vum Konvent, esou wéi se bis elo ass, eng Rei Problemer mat sech bréngt. Esou dass ech denken, dass mer eis sollten - wann dat Ganzt elo an enger Etapp ass, wou mer weider si mat den Evolutiounen - eng Kéier dohinner setzen an aus där Method eng Kéier Konklusionen draus zéie sollten, wat un der Method gutt a schlecht war, an dann eis do definitiv festleeën. Jo zum Prinzip vum Konvent, woubäi een awer iwwert d'Method eng Kéier Konklusionen muss maachen, wann déi Saach méi fortgeschritt ass.

Här President, mä leschten The-meblock haut de Mëtteg ass deen vun der Roll vun Europa an der Welt. Dese Sujet wëll ech net am lofleere Raum behandelen, mä un den Ambitiounen festmaachen, deen de Konvent a säi Presidium am Kontext vun deenen eischte 16 Verfassungsartikele fir déi europäesch Aussewirkung huet.

De Projet, deen vum Konventspräsident virgeschloen ginn ass, kléngt wéi eng Wonscherklärung zur gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik, déi sech drop limitéiert eng guer net definiéiert PESC als eng Loyalitéitsaufgab fir d'Memberstater ze instituéieren. Si ass net Deel vun virgeschloene Kompetenzarrangement, an deemno weder eng exklusiv Kompetenz vun der Unioun, nach eng gedeelten Zoustännegkeet. Si ass eng pur Facultéit, eng Optioun, an den Text vun deem Artikel, deen sech de Konventspräsidium fir d'PESC ausgeduecht huet, formaliséiert dat esou - an ech zitieren den Text: „Les Etats membres appuient activement et sans réserves la politique étrangère et de sécurité commune de l'Union dans un esprit de loyauté et de solidarité mutuelle. Ils s'abstiennent de toute action contraire aux intérêts de l'Union ou susceptible de nuire à son efficacité.“

Ech hätt léiwer gehat, Här President, wann déi gemeinsamer Aussen- a Sécherheetspolitik e gréisseren a méi däitleche Stellwäert an der projetéierter Kompetenzlandschaft vun der Unioun gehat hätt. Mä wat net ass, dat ka jo nach ginn.

■ M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Et gesäit ganz gutt aus.

■ M. Claude Wiseler (CSV). - Voilà.

■ M. Ben Fayot (LSAP). - Dat do steet am Maastrichter Vertrag, Här Wiseler.

■ M. Claude Wiseler (CSV). - Jo, mä ech sinn awer der Meinung, dass d'PESC an Zukunft, esou wéi d'Währungspolitik, ee vun de Kärberäicher vun dem europäeschen Handele misst ginn, an et ass méi néideg haut wéi et jee néideg war.

Déi europäesch Sichtbarkeet an der Welt gëtt ëmsou méi héich bewäert wéi net nëmme hire wirtschaftleche Volume bestänneg zouhëlt. Mat der Erweiderung gëtt d'Unioun eng Entitéit mat bal enger halwer Milliard Awunner. Esou e politescht Gebild kann net an der Weltpolitik mat eidelen Hänne do stoen an och net mat glieserne Féiss iwwert de Globus wandelen.

Déi europäesch Aussepolitik huet sech bis elo - an dat ass ganz kloer - net terribel duerch Klorheet an Effektivitéit recommandéiert. Datselwecht géllt fir déi europäesch Sécherheetsbestriewungen um Balkan, wou mer et net fäerdeg bruecht hu verschidde Kosenge vun der europäescher Famill am Fridde ze halen. An der aktueller Irakkris ass et net Europa, wat sech mat enger Stëmm géif zu Wuert mellen, wann et drëms geet dat weider Virgoe géigeniwwer dem Irak festzeleeën. Dës Lescht ass quasi leider beliebig wäit weiderzeféieren.

Et schéngt mer evident, dass d'europäesch Positioun an der Welt net nëmme an engem Duerstellungs-, mä och un engem Substanzproblem leit. Well souguer wann - wat mir géife begréissen a wat mir eis an deene beschten Délaie wënschen - en europäeschen Aussecommissaire, deen verschiddelech Ausseminister genant gëtt, d'Zoustännegkeet fir d'Duerstellung vun der gemeinsamer europäescher Aussepolitik hätt, da misst hien nach eppes hu fir duerstellen. An dat, wat do duerstellen ass, kann hien net eleng erfannen.

An der Definition an an der Konzeption vun enger Aussepolitik vun der Unioun muss de Conseil Relations extérieures fiederféierend bedeelegt sinn, an zum Deel natierlech och den europäesche Conseil an der Zesummesetzung vun de Stats- a vun de Regierungschefen.

Mir brauchen also dréngend e qualitative Sprong an der PESC, net nëmme an der Iwwerbréngung, mä virun allem an der Substanzfindung. A fir déi ze errechen, schéngt et mer kloer, dass et méi en ausgeprägte gemeinsame Wellen zu iwwerhaapt enger Aussepolitik muss an der Europäescher Unioun ginn.

Ech mengen, dass et an deem Kontext nëmme kéint sännvoll sinn, wann de Konvent géif drop hischaffe fir der PESC e Stellwäert am Projet vum Verfassungsvertrag ze ginn, deen schonn op eng reell a faktesch méi aktiv a méi determinant Roll vun esou enger Politik an der Welt hindeit. Net nëmme d'Aussepolitik, och d'Sécherheet an d'Verdeedegung vun der Unioun als Ganzt - mat allen Nuancen, déi een do tëschent NATO-Memberschaft an Neutralitéit vu verschidde State muss berücksichtigen - mussen an deene kommende Joren esou verstärkt ginn,

dass dat politesch Europa sech och militäresch ka weise loosson. Well déi Roll, déi op d'Uniou als ee vun deene groussen Acteure vun enger multipolarer Welt zumindest kann oder souguer misst zoukommen - wa se dësen Challenge meeschtert -, ka bestëmmend si fir ganz viles, wat sech zukünfteg ronderëm dat friddlecht, kooperatiiv Zesummeliewe vun alle Staaten op eisem Globus kann doen.

Europa huet besonnesch Relatiounen mat de Vereenegte Staaten an entwéckelt där och mat China, Indien, Russland an der arabescher Welt. Et ass d'Europäesch Uniou déi quasi de ganzen Nordrand vum Mëttemier anhëlt, dee Raum deem dem Maghreb géigeniwwerläit. Eng Partie vun den aktuellen an zukünftege Memberstaaten hunn traditionell Relatiounen mat anere Regione vun der Welt, déi an engem gemeinschaftleche Kader solle valoriséiert an domat gestärkt ginn. Ech nennen nëmme Groussbritannien an de Commonwealth hei, fir déi ganz Grouss, a Malta mat senger wichteger Impulsgeberfunktoun am Mëttemierraum an am euro-arabeschen Dialog, fir déi ganz kleng Memberstaaten.

Schliesslech wëll ech op d'Modellfunktoun vun der Uniou an der Welt verweisen, déi eréischt dann op eng wirkungsvoll a gläichzäitig équilibréiert Aart a Weis kann zur Geltung kommen, wann Europa sech definitiv inhaltlech féint an den Inhalt mat enger Stëmm kann dobausse verrieden, an do gesi mer, dass dat nach e ganz wäite Wee ass. Eis Fräiheeten an eis Gesellschaftsorganisatioun, eise Wirtschaftmodell, eis Suerg fir d'Ëmwelt, och fir d'Mënscherechter, all dat sinn Elementer déi zu Europa gehéieren a mat deenen Europa identifizéiert gëtt. Et sinn och Leitbilder fir ganz vill Staaten ausserhalb vun Europa, déi dono striewe sech un engem europäeschen Entwécklungsmodell ze orientéieren.

All dës Considératiounen zesumme bréngen mech dozou fir ze widerhuelen, dass déi gemeinsam europäesch Aussepolitik mat hirer sécherheetspolitescher Komponent ganz sécher dee Piliere vun der europäescher Politik ass, un deem de Succès vun der Uniou iergendeng kéier wäert geooss gi vun eise Partner an der Welt, mä och vun den europäesche Bierger, déi sech eng eenheetlech europäesch Roll an der Welt dacks mat vill méi Engagement an Nodrock wënsche wéi eenzel Regierungen op deem Kontinent.

Här President, ech sinn um Schluss vu mengen Ausféierungen ukomm. Wéi ëmmer bei enger Debatt iwwert d'Europapolitik an hirer Gesamtheit, och wann et am Kader vum Konvent ass, kann een net all d'Facettë beréieren, déi de Sujet eigentlech huet, well soss all Zäitrumm géing gesprengt ginn. Ech hu probéiert d'Aarbechte vum Konvent als Ophänker ze huelen, fir op déi wichtegst vun den Erausforderungen anzugehen, deene mer mam Verfassungsprojekt entgéint gesinn an déi ënner allen Ëmstänn déi erfollegräich Zukunft vun enger erweiderter Uniou wäerte konditionéieren.

Wéi esou dacks halen ech och aus dëser Debatt fest, dass méi Europa do, wou d'Bierger et dacks gären hätten, och am Intérêt vun engem Land wéi eisem wier. Méi Europa no bannen, fir dass et sech kann an enger definitiver Perspektiv festegen a konsolidéieren, a méi Europa no baussen, fir dass déi europäesch Stëmm an der Welt esou erklängt wéi een et vun elo scho bal där gréisster Weltwirtschaftsmuecht eigentlech erwaarde kann.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Ben Fayot

agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, viru knapps engem Joer huet de Konvent seng Aarbechten ugefaangen, an deemools war jo den Ustouss d'Noutwendegkeet fir Europa méi biergerno a méi demokratesch ze maachen. Déi Europäesch Uniou ass jo haut fir vill Leit onverständlech. Bon, et muss een dat natierlech relativéieren. Vill Leit interesséieren sech och net fir déi national Politik, mä si interesséieren sech nach vill manner fir déi europäesch.

Ustouss fir de Konvent war och den Echec vun der klassischer Method vun de Regierungskonferenze fir d'Verträge ze reforméieren. Dës Method war am Gefelchs vun den Dezembereuechten zu Nice am Joer 2000 ënnergaangen. Dass dës Konvent méi komplizéiert géif gi wéi deen éischten, deen iwwert d'Charta vun de Grondrechter gefouert huet, doriwwer war jiddferree sech bewosst vun Ufank un. Dass dës Konvent echt Chancen hätt ze réusséieren, war vun Ufank un net esou evident, besonnesch d'Regierung waren éischter skeptesch am Ufank.

Elo, wou et awer zum Schluss geet, gesäit een, dass se ëmmer méi wichteg Regierungsmemberen an de Konvent schécken. Ech mengen dat ass gutt esou, well d'Konventsmethod kann nëmme Erfolleg hunn, wann d'Regierung kloer weise wéi wäit dass se gewëllt sinn ze goen, dass se also mussen agebonne sinn. Et ass och eng gutt Viraussetzung, wann héichgradeg Regierungsverrieder am Konvent sinn, fir dass herno d'Regierungskonferenz selwer, déi jo den Traité muss änneren, respektiv eng Verfassung unhuelen, réusséiert.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Och mussen allerdéngs dobäi d'Regierungen, wéi alleguerten déi aner Memberen, mä besonnesch d'Regierungen, disponibel si fir nei Virschléi ze diskutéieren. Do ginn ech dem Här Wiseler absolut Recht, wat hien éineschter gesot huet: Wa mir och haut eng Resolution virleeë mat enger Partie Positionen, dann ass et kloer dass een an dee Konvent nëmme ka mat engem oppene Geescht goen an open diskutéieren muss, fir eben zu enger Réussite ze kommen.

Här President, fir mech huet dësen Débat an onser Chamber zwee Ziler. Et ass fir d'éischt d'Méiglechkeet fir déi vun ons, déi um Konvent deelhuele, de Bols vun der Chamber a vun de Fraktiounen ze huelen. Ech huele jo un dass d'Fraktiounen an hir Spezialiste verfollegt hunn, wat am Konvent geschitt ass, wat bei den 11 Aarbechtsgruppen erauskomm ass a wat déi Lëtzebuerger Deputéierten a Regierungsverrieder do gesot a verdeedegt hunn. Dir fannt dat jo alles zum Beispill um Internet.

Dat zweet Zil ass ons Aarbechten no baussen ze droen, de Bierger ze soe wat do geschitt. De Konvent ass eng oppe Veranstaltung, entgéint de Regierungskonferenzen, déi ware jo hannert zouenen Dieren an do ass d'Resultat dann ëmmer enges Dags mat wäissem Dampf erauskomm.

(Interruption)

Wäissen oder schwaarzen, dat ass egal, mä enges Dags ass déi stauend Offentlechkeet mat den definitive Resultater konfrontéiert ginn.

(Interruption)

D'Verrieder vun der Chamber an der Regierung am Konvent hate jo schonns en öffentlechen Hearing virum Summer a mir wëllen en zweeten Hearing am Abrëll organiséieren, fir vun de Bierger ze héieren wéi se déi zukünfteg Verfassung vun Europa aschätzen, vun deenen déi éischt Elementer jo elo virleien.

Mir hunn als Chamber hei eestëmmege Resolutiounen ugeholl, fir

esou vill wéi méiglech op d'Leit duerzegoen. Perséinlech sinn ech jo och ëmmer bereet an ech meng meng Kolleegen, déi am Konvent sinn, och, fir iwwert d'Aarbecht vum Konvent dobaussen ze schwätzen an ze diskutéieren. Do fir, mengen ech, mussen mer awer eng Schépp uleeën, zum Beispill andeem mir onsen Hearing iwwer ons Chambertelevision iwwerdreie géifen an interaktiv organiséieren géifen. An ech muss nach eng kéier hei bedauern op der öffentlecher Tribün, dass de Büro vun der Chamber...

Une voix.- Awer net all!

M. Ben Fayot (LSAP).- ...aus onerklärlechen Ursachen esou en Unterfange blockéiert. Ech fanne dat eigentlech skandaléis, besonnesch vun enger Majoritéit, déi jo awer Transparenz an Dialog op hire Fändel geschriwwen huet.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Fir mech, Här Weiler, ass ee vun den erfrelechen Aspekter vun der Aarbecht am Konvent de groussen Intérêt vun de gesellschaftleche Kräfte just un där Aarbecht vum Konvent. D'Gewerkschaften, d'Patronatsorganisatiounen, d'Berufsorganisatiounen, Institutione wéi de Conseil économique et social zu Lëtzebuerg, ONGen, europäesch an national Lobbye fir vill interessant a wichteg Uleessen, fir d'öffentlech Déngschter, fir d'Gläichheet vu Mann a Fra, eenzel interesséiert Bierger siche den Kontakt mat de Konventsmemberen. Elo, wou déi éischt Texter vun der neier Verfassung virleien, sinn déi Kontakter besonnesch wichteg, well mir wëlle se jo eescht huelen a mir wëllen hinne Rechnung droe bei der Aarbecht un der Verfassung. Si weisen op vill Problemer hin, déi d'Sensibilitéit vun den europäesche Bierger erëm ginn.

Här President, ech wollt fir d'éischt eng allgemeng Appréciation iwwert déi bisherege Resultater vum Konvent ginn. Ech meng mir sollen déi realistesch aschätzen, mä och positiv. An där Hinsicht sinn ech mat deenen Aschätzung vum Här Wiseler d'accord.

Bekanntlech gouf et bis elo eelef Aarbechtsgruppen, déi alleguer hir Aarbecht ofgeschloss hunn, de leschte 6./7. Februar. Ech hu perséinlech un dräi vun deenen deelgeholl.

E schnellen Iwwerbléck iwwert d'Resultater vun deenen Aarbechtsgruppe weist eng Partie Fortschreiter an deem vergaangene Joer um Wee zu méi Integratioun an zu méi Zesummenaarbecht, mä allerdéngs och eng Partie Echecen oder eng Partie hallef Erfolger oder hallef Echecen, jee nodeem wéi een et ka soen.

Zum Beispill huet den Aarbechtsgruppe I sech ëm d'Subsiaritéit gekëmmert, e grousst Thema fir vill Leit an Europa, dass Europa sech nëmme ëm déi Saache soll bekëmmern, wou et wierklech eng Plus-value an der Politik ka bréngen. Deen Aarbechtsgruppe ass zur Konkusioun komm, dass een d'Nationalparlamentarier méi an de Contrôle vun der Subsidiaritéit abanne soll. Si sollen iwwer e Fréwarnsystem d'Méiglechkeet kréie legislativ Initiative vun der Kommission ze kontrolléieren.

Den Aarbechtsgruppe II huet virgeschloen d'Charta vun de Grondrechter an d'Verfassung ze integréieren a se bindend ze maachen. Do wëll ech ganz kloer soen, dass dat eng laang Diskussioun war, well jo d'Charta vun de Grondrechter zu Nice eigentlech nëmme als Deklaratioun ugeholl ginn ass. Et ass awer e wichtige Fortschritt, dass prinzipiell dee contraignant Charakter vun der Char-

ta festgehalte ginn ass, allerdéngs mat enger Partie laangen Diskussiounen, besonnesch mat onsen englesche Frënn, déi fäerten dass iwwert d'Charta vun de Grondrechter déi Europäesch Uniou iwwer en heemeleche Wee ëmmer méi Kompetenze kréie géif, wat allerdéngs net de Fall ass.

Den Aarbechtsgruppe III huet e wichtige Accord fonnt iwwer eng rechtlech Perséinlechkeet vun der Uniou, där dann an Zukunft näischt méi am Wee steet fir international Verträge als sollech ofzuschléissen.

Den Aarbechtsgruppe IV huet eng Verstärkung vun der Kontroll vun den Nationalparlamentarier vis-à-vis vun den nationale Regierungen, mä och vis-à-vis vun den europäeschen Décisionsprozesser gewünscht.

Den Aarbechtsgruppe V huet eng méi kloer Definitioun vun zousätzleche Kompetenze ginn iwwer eng méi staark koordinéiert Wirtschaftspolitik.

Iwwer eng Institutionalisatioun vum Euro-Conseil ass am Aarbechtsgruppe VI allerdéngs keen Accord fonnt ginn. Dat ass e majeure Problem - dat wëll ech hei ënnersträichen -, well et gesäit jo ëmmer méi kloer esou aus, dass op jidde Fall déi Länner, déi eng gemeinsam Währung hunn, hir Wirtschaftspolitik an hir Budgetpolitik méi staark mussen openeen ofstëmmen.

Op d'Aussen- a Verdeedegungspolitik kommen ech nach herno kuerz zrëck (Aarbechtsgruppe VII an VIII).

Den Aarbechtsgruppe IX huet eng drastesch Vereinfachung vun de Prozedure virgeschloen, déi majoritaire ugeholl ginn ass. Dat wäert eng gréisser Revolutioun an der Manéier gi wéi an Zukunft d'Legislatioun an Europa gemaach gëtt.

Den Aarbechtsgruppe X huet eng ganz Partie Fortschreiter am drëtten Piliere fir e Raum zu Justiz a Fräiheet festgehalen.

Op d'Resultat vum Aarbechtsgruppe XI iwwer Soziale kommen ech herno nach kuerz zrëck.

Insgesamt also e positive Bilan vun laangen an intensiven Diskussiounen am Konvent, déi dozou bäigedroen hunn dass de Konvent méi wéi e Sammelsurium vu ganz verschiddene Leit aus allen Härelänner ass, mä dass et wierklech elo lues a lues eng Versammlung ginn ass, an där déi Mise en réseau fonctionnéiert huet an an där sech natierlech och déi eenzel Lageren - wann ech dat emol esou ka soen - definéiert hunn.

Här President, mir hunn elo nach 18 Woche bis zum Europäesche Rôt vum 20. an 21. Juni. Do soll jo den Här Giscard d'Estaing, de President vum Konvent, de Projet fir e Verfassungstext virleeën. Duerno trëtt dann d'Regierungskonferenz zesummen, déi jo eben de Constituant ass, wéi mir jo wëssen.

Dat ass ganz weineg Zäit, wann ee bedenkt dass mir elo 16 Artikelen virleien hunn, déi nach amendéiert, diskutéiert an herno konsensuell ofgeseent mussen ginn. Dass vill Amendementen do sinn, dat konnt jiddferen, deen am Konvent ass, déi lescht zwee, dräi Deeg op sengem Mail constatéieren, wou ganz Schüb vun Amendementen kommen a wou och probéiert gëtt Ennerschrëfte vu jiddferemeng ze kréien.

Et stinn nach fir déi eigentlech Verfassung eppes 30 Artikelen aus an da steet jo och nach deen héich komplizéierte Réaménagement vun deene bisherege Verträge aus, déi jo mussen imbriquéiert gi mat dem eigentleche Verfassungstext. Dat ass, dat kann ee bal soen, also wierklech eng Sisypheearbecht.

Dobäi - dat ass trotzdeem eppes, wat ech hei och wëll ënnersträichen - ass zum Beispill d'Fro vum Euratom-Vertrag nach absolut net diskutéiert ginn. Mir wëllen eng Vereinfachung vun de Verträge maachen. Mir hunn elo zwee Verträge,

dee vun der Europäescher Uniou, dee vun der europäescher Gemeinschaft - deen drëten, dee vun der CECA ass jo elo ofgelaf -, et bleift dann nach den Euratom-Vertrag. Ech si perséinlech der Meinung, dass een dee Vertrag soll mat integréieren. Den Euratom-Vertrag gouf jo sengerzäit fir d'Förderung vun der ziviler Nuklearindustrie gemaach. Ech mengen déi Zäite sinn eriwuer. A mengen Aen op jidde Fall soll déi nei Verfassung sech ëm den Ausstieg aus der Atomenergie an ëm den Iwwergang zu erneierbaren Energiequelle bekëmmern.

Här President, et kann een erwaarden, dass e Konsens zum Schluss erauskënn, deen net e minimalistesch Konsens ass. Esou wéi bis elo d'Diskussiounen am Konsens verlaf sinn, bedauern ech dass et kee Konsens iwwer vill méi, respektiv nei Kompetenze fir d'Uniou, iwwer eng méi staark gemeinsam Aussepolitik oder iwwer méi gemeinsam Kompetenze fir en eenheetleche Rechts- a Fräiheitsraum an Europa gëtt. Et gëtt och kee Konsens iwwer eng seriö Verstärkung vun der sozialer Dimensioun vun Europa oder vun der wirtschaftspolitescher Gouvernance vun Europa, ob dat elo d'Eurozon ass oder déi Europäesch Uniou insgesamt. Nach sinn d'Divergenzen tëschent de méi integratiounsfreedege Länner an deenen, déi méi zrëckhalend sinn, relativ grouss.

Groussbritannien - fir dat trotzdem ze huelen, well ech mengen, dass et e wichtegt Element an deem Tableau ass - schafft positiv am Konvent mat. Am Verglach zu fréiere konservative Regierungen steet d'Regierung Blair offensiv fir Integratioun an, an dach féiert dat Land e Grupp vu Länner un, déi géint eng verstärkt politesch Integratioun sinn oder op jidde Fall net esou wäit an der politescher Integratioun wëlle goe wéi d'Karlänner vun Europa oder wéi eng Partie Länner, déi viru kuerzem zu Europa zougestouss sinn.

E puer Beispiller vläicht dozou.

Eng europäesch Aussepolitik gëtt vun de Bierger verlaangt. Mir hunn dat an onse Sondagë gesinn, déi mer ënnerholl hunn, fir erauszefanne wat sinn dann déi Positionen, déi mer als Lëtzebuerger sollen och am Konvent verdeedegen. D'Bierger wëllen, dass Europa eng Stëmm am Interesse vu Multilateralismus an der Welt erhieft.

Eng europäesch Verdeedegungspolitik, geschweige denn eng europäesch Verdeedegung, gëtt et nach net. Dat huet natierlech och domat ze dinn, dass eelef vu 15 EU-Länner an der NATO sinn an dass ons amerikanesch Frënn fäerten, esou eng Politik géif d'Bindung vun Europa mat den USA schwächen, obschonn se op där anerer Säit wënschen dass Europa méi fir seng eege Verdeedegung maache soll.

Sou ze soen all Baitrëttslänner, ech mengen, well mer an engem Konvent si wou mer zu 28 sinn, also 15+13 an net nëmme 15, muss een och iwwer d'Baitrëttslänner schwätzen. Sou ze soen all Baitrëttslänner stinn an där Hinsicht méi no zu den USA wéi zu der Europäescher Uniou. Polen, en zukünftege sougenannte grouse Memberstat, mat 38 Milliounen Awunner, ass de beschten Alliiéierte vun den USA a kuckt fir seng Verdeedegung no Amerika, an net esou séier no Europa.

An dat muss een hei och soen, Här President. Dat wat mühséileg an der Aussepolitik an de leschte Jore säit Maastricht opgebaut gouf, ass an deene leschten Deeg zerbrach. An deen Artikel, deen den Här Wiseler elo éinescht virgelies huet, dat ass den Text vu Maastricht, also vun 1992, also viru zéng Joer.

Krich a Friden, Här President, am Noen Oste scheeden d'Gewerkschaften an Europa. No dem schwierige Komproméss zu der Irak-Fro vum

27. Januar am Ausseministerrot, hunn den 30. Januar aacht Länner, dovunner fënnf EU-Memberlänner an dräi Baitrëttslänner, hir Verbondenheet mat den USA ausgedrückt, an datselwecht hunn déi zéng Vilniusstaten de 5. Februar an engem Appel gemaach. Weder déi griichesche Präsidence, nach den Här Solana, nach soss iergendeen, war au Courant gesat ginn. All Kanäl sinn op eemol zesummegebrach. An ech mengen, dat ass eng Katastroph fir d'Glafwierdegkeet vun der Europäescher Unioin vis-à-vis vun Amerika an och vis-à-vis vun der Welt.

Besonnenesch bedauern ech, dass gestanen EU-Memberstaten de Baitrëttslänner de Wee gewisen hunn, wéi een an Zukunft déi politesch Beméiung fir eng gemeinsam aussepolitisch Haltung sabotéiere kann.

En anert d'Beispill, Här President, ass déi sozial Dimensioun vun Europa. Den zoustännegen Aarbechtsgrupp huet de 6. an de 7. Februar seng Aarbecht ofgeschloss. Positiv ass, dass bei de Wäerter, op déi d'Europäesch Unioin soll grënnen, d'sozial Gerechtegkeet, d'Solidariteit, d'Gläichheet, och déi vu Mann a Fra, festgehalte goufen. Bei den Objektivier ass et wichteg, dass Vollbeschäftegung, sozial Gerechtegkeet, Développement durable, déi sozial Maartwirtschaft, an net einfach d'Economie de marché, zréckbehalte goufen. Dat sinn also, wann Der wëllt, verbal Avancéieren, mä et sinn trotzdem Avancéieren an der Prise de conscience vun de Politiker.

Wat d'Kompetenzen um soziale Plang ugeet, esou gouf festgestallt, dass déi bestehend géifen duergeen. Dat war de minimale Konsens. Just iwwert d'öffentlech Gesondheet, Artikel 152, sollt d'Kompetenz e bëssen ausgebaut ginn, fir international grenziwwergräifend sanitär Problemer kënnen ze lösen, an och festgehalte ginn, dass den Artikel 16 iwwer öffentlech Dëngschleeschungen emgéinert gëtt, fir dass d'Europäesch Unioin do méi aktiv kënt ginn.

Mä wat d'Majoritéitsbeschlëss um soziale Plang ugeet, esou soll de Kompromëss vun Nice erhale bleiwen, obschon, muss ech soen, eng grouss Partie vun de Membere vun der Konventioun fir méi Majoritéitsbeschlëss wéi bis elo op deem Plang waren.

Dir gesitt also, wann een dat am Detail kuckt, dass wuel eng Partie Avancéieren sinn, mä dass och trotzdem nach gréisser Blocage si fir dat ze maachen, wat awer vill Bierger dobausse verlaangen.

Här President, et gëtt eng kloer Trennung tëschent formalen Aspekter a realpolitischen Aspekter. De Konsens ass grouss, d'Europäesch Unioin méi visibel, méi demokratesch, méi einfach ze maachen, se dem Bierger méi no ze bréngen. Mä de Konsens ass kleng, wann net inexistente, fir Dealer vun der nationaler Souveräniteit an der Aussepolitik, an der Verdedegungspolitik, an der Justizpolitik, oder bei der Bekämpfung vun der internationaler Kriminaliteit an der sozialer Wirtschaftspolitik zesummen ze leeën, a mat gemeinschaftleche Mëttele, Methoden zesummen ze géieren.

Meng Befierchtung, an dat muss een an deem Punkt vun der Diskussioun och am Konvent gesinn, ass, dass fir vill al, mä besonnenesch och nei Länner vun der Europäescher Unioin, d'Europäesch Unioin éischter e Supermarché ass, an deem se déi beschte Stécker an hire Kuerf fir hir national Interesse leeën. Mä d'Iwwerzeegung, dass d'Europäesch Unioin e politesch Instrument fir de Friden, fir d'Zesammenhalen, fir gemeinsam Wäerter anzestoen, ass oft nëmmen hallefhäerzeg bei münche Länner. Ech mengen awer, mir kommen net derlaanscht no méi Integratioun ze sichen, well eleng si mir Lëtzebuerger, mä och vill eu-

ropäesch Länner, an ech mengen se allegueren, sécherheetspolitesch, aussepolitisch am Kampf géint d'international Kriminaliteit oder vis-à-vis vum sozialen Dumping oder dem wirtschaftleche Protektionismus verluer. An ech mengen, och do nëmmen eng staark europäesch Politik op deene Gebidder mécht onst Land, grad esou wéi déi aner, staark a garantéiert ons Existenz.

Här President, ech wollt dann e puer Wuert soen zu deem augenbléckleche Stand an och zu enger Partie Punkten, déi am Zesammenhank mat deene 16 Artikele sinn, déi an der Verfassung dra stinn, déi de Konventspräsidium virgueluecht huet.

1. Den Här Wiseler huet schon den Artikel 1 ernimmt, en huet en och virgelies, an do kënt dann direkt schon den Aspekt, wat dann elo d'Grundlag vun der Verfassung ass. Mat him sinn ech d'accord, dass et engersäits d'Etat sinn, anerersäits d'Vollek vun Europa wéi et dra steet, les peuples d'Europe, an ech sinn och mat him d'accord, dass et sécher och Bierger vun Europa sinn, déi d'Grundlag vun der Verfassung sinn.

D'Unioin ass also net eleng eng Organisatioun vu Staten, mä och a virun allem vu Bierger, vu Mënschen, déi iwwert d'Grenze vum Nationalstat eraus zesummeschaffe wëllen.

Dir wësst, dass et och nach eng Diskussioun iwwert den Numm vun der Unioin gëtt. Ech mengen zwar, dass déi Diskussioun scho bal duerchgestanen ass. Déi meescht sinn dofir, dass et Unioin bleiwe soll, münche hate vu Communauté européenne geschwat. Perséinlech hunn ech am Fong geholl näischt géint deen Ausdrock, mä ech mengen, mir sollten d'Schwieregkeeten net siche goen a bei deem Numm bleiwen, dee mer hunn.

Da gëtt och an deem éischten Artikel ugedeit, dass Europa no zwee Modeller fonctionnéiert, engersäits dee vun der Koordinatioun vun de Politike vun de Staten, an dee vun der Zesummelegung vu verschiddene Kompetenzen no engem federale Modell, an natierlech wësse mer, dass deesen Ausdrock verschiddene Länner an och verschiddene politesche Gruppierungen am Hals stieche bleiwen. Ech mengen awer, dass federal Elementer elo schon an der Europäescher Unioin sinn an dass weider federal Elementer mussen erakommen, fir de Fonctionnement vun der Unioin ze verbesseren.

2. Am Zesammenhank mat deene 16 Artikelen: D'Charta vun de Grundrechter soll Bestanddeel vun der Verfassung ginn, nom Artikel 5. Op steet nach d'Fro, ob de ganzen Text an d'Verfassung selwer integréiert gëtt oder an en annexéierte Protokoll. Ech si perséinlech ëmmer der Meenung gewiescht, dass dee wichtige Text vun der Charta am eigentlechen Text vun der Verfassung soll stoen. Op jidde Fall muss iergendwou dee ganzen Text erschéngen, wa mer jo och déi Verfassung wëlle lisibel fir de Bierger maachen. Dozou gehéiert och an deem Artikel 5, dat ass den zweeten Alinéa, dass d'Unioin sech soll un d'Mënscherechtskonventioun uschlëssen, d'Europäesch Unioin als solch. Ech mengen et soll een och d'Méiglechkeet opmaachen, dass d'Europäesch Unioin an Zukunft un eventuell neien internationale Konventiounen kann deelhuele, déi an deiselwecht Richtung ginn.

3. Här President, een drëtter Punkt, eng schaarf Reaktioun géint d'Verfassungspropositioun koom vun der kathoulescher Kierch, vu gewësse Kreesser ronderëm d'kathoulesch Kierch, déi am Virfeld d'Campagne fir eng reliéis Referenz gemaach haten. Ech erkläre firwat et géint eng reliéis Referenz an enger zukünfteger Verfassung sinn.

Éischtens wëlle mer Europa net als e chrëschtliche oder esouguer als e kathoulesche Club identifizéieren. Et gi vill Reliounen an der Europäescher Unioin praktizéiert, déi alleguer respektabel sinn. An et gëtt Leit, déi u kee Gott gleewen an hir Wäerter aus enger laizistescher Grondhaltung eraus sichen. Et geet drëm déi verschidden Usichten ze respektéieren. Et geet drëm Europa zesummen ze halen, an net no reliéise Clivagen ze deelen.

Zweetens sinn ech aus Grënn vun der Subsidiariteit der Meenung, dass d'Verhältnis vum Stat zur Relioun eng national Problematik ass, a keng europäesch, mat där all Land natierlech verschidden ëmgeet. Et gëtt zum Beispill keng reliéis Referenz an der Lëtzebuerger Verfassung. Ech gesinn net an, firwat dass esou eppes an der europäescher Verfassung stoe soll. Ech mengen, d'Verhältnis vum Statswieser zu Gott an zu der Kierch ass jee no de Länner verschidden. Si ass ganz staark a Polen, si ass an anere Länner inexistente. Et ass also eng Fro vun der Subsidiariteit, eng Fro vun all eenzelne Stat.

Drëttes hu mer och an der Charta vun de Grundrechter, Artikel 10, wéi och an der europäescher Mënscherechtskonventioun d'Toleranz an de Respekt fir de reliéise Glaf an all Iwwerzeegung kloer festgehalen. Esou och am Artikel 2 vum virgeschloene Verfassungstext.

Véiertens: Här President, den Artikel 8 behandelt déi fundamental Prinzipie vun der Verfassung. Ee wichtige ass dee vun der Subsidiariteit. D'Hyder vun der Subsidiariteit solle jo d'national Parlaementer sinn. Si sollen am Virfeld vun engem legislative Prozess ënersichen, ob en europäesch Gesetz net d'Kompetenz vun der Europäescher Unioin iwwerschrëtt. Si kënnen den Usproch erhiewen an esouguer herno beim Geriichtshaff kloer. Dat ass op jidde Fall dat, wat den Aarbechtsgrupp proposéiert hat, wat net esou a Fro gestallt ginn ass, mä wat awer diskutéiert gëtt, fir herno beim Geriichtshaff ze kloer, wa se net nogelauschert kruten. Dat wäert, wéi mer scho gesinn hunn, nei Erausforderungen, och fir d'national Parlaementer, op jidde Fall fir eng Partie, déi dat bis elo nach net esou intensiv gemaach hunn, bréngen.

Fënneftens: Den Artikel 8 seet och, dass d'Unioin nëmmen am Kader vun de Kompetenzen därerf ze handelen, déi se expressement duerch d'Verfassung attribuéiert kritt. Eng fundamental Neierung ass d'Kloerstellung vun de Kompetenze vun der Europäescher Unioin. Well dëst ass e wichteg Uleies fir d'Europäesch Unioin méi kloer a méi liesbar fir d'Bierger ze maachen. Esou geet Rieds vun exklusiv Kompetenzen a vu gedeelte Kompetenzen.

Exklusiv Kompetenz sinn déi, déi d'Europäesch Unioin eleng verwalt: d'Zollunioun, d'gemeinsam Handelspolitik, d'Geldpolitik fir d'Eurozon. Gedeelte Kompetenz gi vun der Unioin a vun de Memberstate verwalt: de Bannemaart, e Recht vu Raum a Fräiheet, d'Landwirtschaft an esou weider. Da gëtt et ënnerstëtzend Aktiounen iwwerall do wou d'Europäesch Unioin Aktiounen a Programmer ofwëckelt, ouni d'Souveräniteit vun de Staten ze beeinträchtigen. Dozou gehéiert zum Beispill d'Kultur, an ech hu gelies, dass d'Madame Reding, d'Kommissarin, elo wëllt Amendementer virbréngen, fir déi kulturell Dimensioun vun Europa ze betounen, wat ech perséinlech op jidde Fall kënt approvieren.

Et gëtt, contrairement zu deem wat am Ufank gefrot gi war, keng zoue Lëscht vu Kompetenze fir d'Unioin, mä et gëtt eng konzept-

tuell Ofgrenzung vu Kompetenzen, an et gëtt weider eng Flexibilitätsklausel. D'Méiglechkeet, mengen ech, muss bestoe bleiwen, jee no der Interesselag, nei Initiativen ze huelen. D'Europäesch Unioin muss eppes Dynamisches bleiwen, wat net ee fir allemol figéiert ass. Si muss och reaktionsfäeg bleiwen op dat wat an der Gesellschaft geschitt.

Här President, drëtter a lescht Partie: Wéi geet et elo virun? Ech mengen, wichteg Aarbechte stinn dem Konvent bevür. Dozou gehéieren institutionell formal, mä och inhaltlech Froen. Ech wëll hei eng Partie institutionell Froe kuerz beréieren, déi jo nach am Floss sinn.

Ech mengen d'Fro vun der politescher Muecht an der Europäescher Unioin steet onausgesprochen anner all institutioneller Fro. Dëst ëmsou méi wéi d'Erweiterung, d'Majoritéitsverhältnisser tëschent klengen a grouse Länner, mä virun allem tëschent Länner mat verschiddene geopolitischen Interesselagen ännert.

Fro wéi déi vun engem President vun der Unioin hu machtpolitesch Bedeutung. Wann iwwert de Wee vun engem stännege President vun der Unioin den europäesche Rot als Institution ausgebaut gëtt, da schwächt dat déi aner Institutionen, da verännert dat d'Gläichgewicht tëschent Rot, Kommissioun a Parlament.

Den Europäesche Rot, do wëll ech drun erënneren, ass jo am Ufank 1975 iwwerhaupt keng Institution gewiescht. Et war e labbert Gespräch beim Kamäifeier, oder sollt et op jidde Fall sinn, vu Stats- oder Regierungschefen. Den Artikel 4 vum Vertrag vun der Europäescher Unioin seet, de Conseil européen soll Impulser ginn, mä no an no, am Laf vun der Zäit, huet jo den europäesche Rot ëmmer méi u sech gerappt. Haut bekëmmert e sech ëm d'Wirtschafts- an d'Aarbechtsmaartpolitik, ëm Aussepolitik, ëm Mënscherechter, ëm Sëtzpolitik, ëm d'Revisioun vun de Verträge, an dat alles a relativ kuerze Sitzungen zweemol am Semester, heiansdo och nach eng extra Sitzung dobäi, wann et ëm eng wichteg aussepolitisch Fro geet, wéi nächste Méindeg.

Ech mengen, den Europäesche Rot soll d'Strategie festleeën. E soll och wesentlech Froe behandelen an en huet wesentlech Duerchbréch an de leschte Jore fäerdegbruecht, mä ech mengen an deem Konzept wou den Europäesche Rot déi Strategie festleet an déi wichteg Impulser gëtt, brauch e kee permanente Virsëtz, mä e brauch eigentlech e Président de séance.

An déi, déi e permanente Virsëtz froen, wëllen aus dem Europäesche Rot eng nei Institution mat enger neier Verwaltung maachen. An doduerch gëtt dat institutionell Gläichgewicht geännert. Et schéngt, menger Ansicht no, wéi wa besonnenesch déi grouss Länner op den Europäesche Rot géife setzen. Et freet ee sech allerdéngs, dat wëll ech hei a Klammern dobäi soen, wéi de President vun der Unioin ausgesinn hätt, wann em dat geschitt wär, wat elo an der Irakkris an der Europäescher Unioin geschitt ass.

De Ministerrot, also ech schwätzen elo net vum Europäesche Conseil, mä ech schwätze vum eigentleche Ministerrot, dat gesäit jiddferen an, soll sech besser organiséieren. Ech mengen een Aspekt dovunner, dee jo allgemeng unerkannt ass, ass d'Trennung vu legislativen an exekutiven Fonctiounen, wat vläicht an der Realiteit net esou einfach ass wéi et gesot gëtt. En aneren ass och dee vun der Kontinuität an der Effikasiteit.

Elo stellt sech natierlech d'Fro vun der Präsidence anescht wéi beim Europäesche Rot, an do kann een zum Beispill den zoustännege Kommissär President vun engem sektorielle Conseil maachen. A wann en europäeschen Ausse-

minister decidéiert gëtt, da kann den de Ministerrot fir déi international Relatiounen presidéieren. E gëtt do vill Modeller, mä ech mengen schon dass et am Intérêt vum Conseil wär, dee jo den Hyder vun den nationalen Interessen ass, wann dee sech méi straff géif organiséieren.

Mir hunn de Moien den Här Gourens hei gehéiert, wéi e sech Gedanke gemaach huet iwwert d'Entwécklungspolitik an Europa, a wéi e bedauert huet, dass am Kader vun der Reform vum Ministerrot zu Sevilla esou sektorielle Conseilen, wéi de Conseil de développement, ofgeschafft gi sinn am Kader vun der Straffung vun der Aarbecht. Ech mengen schon, dass der Weisheit letzter Schluss nach net fonnt ginn ass fir de Conseil des Ministres besser ze organiséieren an all de Besoinen ze entsprechen.

En anere Virschlag betrëfft och erëm de President vun der Unioin, als Kapp esouwuel vum Europäesche Conseil wéi vun der Kommissioun zugläich. Dat ass eng Iddi, déi am Konvent dorëmmer geescht. Doduerch soll dann d'Geintenee vu Conseil a vu Kommissioun iwwerwonnen ginn. Ech froe mech allerdéngs, ob dat eng gutt Léisung ass, well de Conseil vertritt jo déi national Interesse vun de Memberstaten, d'Kommissioun vertritt d'Interesse vun der Unioin, ass d'Gardienne des traités.

A schliesslech geet et och nach ëm d'Manéier wéi de President vun der Kommissioun bestëmmt gëtt. Villes schwätzt dofir. Ech sinn och där Meenung, dass en duerch d'Europaparlament soll gewielt ginn, an dann duerch den Europäesche Conseil bestätegt gëtt. Déi wesentlech Fro allerdéngs, Här President, stellt sech wann d'Parlament en cours de législature kee Vertraue méi an dee Kommissionspräsident huet. Wann also duerch e Mësstrauensvotum de President ofgewielt gëtt, da sinn ech der Meenung dass d'Parlament, dat jo dann de Contrat de législature mat dem Kommissionspräsident brécht, och misst opgeléist ginn a virun de Wieler trieden, wa mer an der Logik vun esou engem Prozess sinn.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Wat d'Zesummesetzung vun der Kommissioun ugeet, esou gëtt et weitgehend Zoustëmmung am Konvent den Abléck fir all Land e Commissaire ze loossen, op jidde Fall am Ufank vun der Erweiterung.

E weidere Punkt ass och d'Fro, ob d'Majoritéitsbeschlëss solle weider ausgebaut ginn oder esouguer verallgemeinert ginn. A well mir wëssen, dass, wa 25 Länner an der Europäescher Unioin sinn, iwwerall do wou Eestëmmegkeet noutwendeg ass, keng Décisioun méi wäert geholl ginn - dat muss mir hei ganz kloer gesinn -, stellt sech d'Fro also, ob d'Vetosrecht ganz oder deelweis verschwanne soll. Mir sinn ons eens, dass d'Revisioun vun der Verfassung an Zukunft eestëmmeg soll geschéien, mä et wär interessant ze ënersichen, ob een a sensibele Froen, wéi zum Beispill der Steierharmoniséierung oder der Schafung vun enger neier europäescher Steier, ech schwätzen hei net vum nationale Steierrecht, oder och a Verdedegungsfroen, amplaz Eestëmmegkeet net eng Majoriteit virgeséit kënt ginn, eng extra Majoriteit, zum Beispill dräi Véierel vun de Memberstate mat zwee Drëtterel vun der Populatioun. Dat sinn Iddien, déi am Konvent diskutéiert ginn.

(Interruption)

Ech fannen et eng gutt Saach fir d'Eestëmmegkeet weitgehend ofzeschaffen, well wa mir zu 25 sinn, wéi ech gesot hunn, mer an deene Gebidder keng Décisioun a kee Fortkomme méi kréien.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.- Très bien.

Ech deelen déi Meenung awer eréischt zënter dass mer en Accord an der Zënnssteuerfrou hunn.

M. Ben Fayot (LSAP).- Ech mengen där wärend et der vill zu Lëtzebuerg, Här Statsminister.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.- Ech hoffen, dass dat ökumenesch gedeelt ass an alle Parteien.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech wollt och nach drun erënneren, dass et d'Méiglechkeet vun der verstärkter Zesummenaarbecht gëtt. Dat däerf een net vergiessen, wann et wierklech an Europa soll zu zwee Lager kommen, déi eng déi méi integratiounsfreedeg sinn, an déi aner déi et manner sinn.

Insgesamt, an ech kommen domat zum Schluss, ass den Agenda fir déi nächst zwee Joer jo voll gepaakt. Mir musse bis den 20. Juni 2003 de Konvent ofschléissen, duerno kënn d'Regierungskonferenz. Wéi séier dass déi ofgeschloss gëtt, dat steet an de Stären. Da muss déi nei Verfassung an alle Länner ratifizéiert ginn a mussen déi Traités d'adhésion jo och nach an deenen eenzelne Länner ratifizéiert ginn.

Fir ofzeschléissen an zesummenzefaassen, sechs kuerz Punkten:

1. Als Konventsmitglied wëll ech e Maximum vun Zesummenaarbecht mat de Bierger, mat den ONGen, de Gewerkschaften an interesséierten Institutionen.

2. Ech wëll eng Stärkung vun allen europäeschen Institutionen am Respekt vum Gläichgewicht tëschent Rot, Kommissioun a Parlament.

3. Ech wëll keng nei Institution, a fir den Abléck op jidde Fall wëll ech kee President vun der Unioun an och kee Congrès des peuples.

4. Ech wëll, dass Europa d'Mëttele kritt fir de Friden an d'Sécherheet vun Europa ze garantéieren.

5. Ech hätt gär, dass de Sozialmodell, deenen an Europa herrscht, an déi öffentlech Dëngschter an der Erzéiung, der Kultur, der Gesondheet am Zäitalter vun der Mondialisatioun erhale bleiwen an entwéckelt ginn.

6. Ech wënsche mer, dass d'Lëtzebuurger Parlament sech intensiv mat dese Froe beschäftegt.

Här President, ech wollt dann awer, fir ofzeschléissen, eng Resolutioun - ech soe wuel vermierkt eng Resolutioun - virleeën, déi vum Här Helminger, der Madame Wagener, dem Här Wiseler, dem Här Krecké a mir ënnerschriwwen ginn ass. Dräi vun deene véier Konventsmitglieder hunn déi mat ënnerschriwwen. Et ass eng Resolutioun, déi sech un d'Parlament wennt an déi soll d'Positioun vum Parlament och dem Konvent vis-à-vis kloer maachen. Mir verstinn déi Resolutioun als e Beitrag un d'Aarbechte vum Konvent. A wann d'Chamber d'accord ass fir se unzehuelen, da schéck mer se un de Konvent als Document de travail.

Ech soen lech merci.

Résolution 1

La Chambre des Députés,

- considérant les acquis importants obtenus dès à présent par la Convention sur l'avenir de l'Europe;

- considérant la contribution des gouvernements du Benelux;

- considérant le mandat de la Convention pour rendre l'Union européenne plus démocratique, plus transparente et plus efficace dans son fonctionnement;

- considérant la nécessité de simplifier le fonctionnement de l'Union;

- souhaitant que la réforme entreprise contribue au rapprochement

entre les institutions européennes et les citoyens européens, ainsi qu'à une plus grande adhésion de ces derniers au projet européen;

- saluant l'approche de nature constitutionnelle destinée à renforcer la communauté de valeurs qui unit les citoyens européens;

- souhaitant instamment que la Convention réussisse pleinement dans sa tâche ambitieuse, afin de permettre à l'Union de relever les défis de l'élargissement et de la mondialisation;

- fermement attachée au principe de l'égalité des Etats membres;

quant aux objectifs généraux:

1. est d'avis que l'Union joue un rôle important sur la scène internationale et se rallie à la position majoritaire au sein de la Convention qui demande une politique étrangère et de sécurité commune, visant une plus grande efficacité et cohérence de l'action extérieure de l'Union européenne;

2. se prononce pour la réalisation d'un espace de sécurité, de liberté et de justice dans l'intérêt des citoyens européens;

3. demande que le modèle social, une gouvernance économique européenne, le développement durable et l'égalité des femmes et des hommes soient des objectifs à poursuivre dans tous les champs politiques;

quant aux questions institutionnelles:

4. juge essentiel de sauvegarder l'équilibre entre les trois institutions politiques - Conseil, Commission, Parlement - tout en renforçant chacune d'elle pour augmenter son efficacité;

5. exprime avec force son attachement à la méthode communautaire qui permet d'assurer l'égalité des Etats membres et comporte le recours au principe de majorité qualifiée et l'action conjointe du Conseil, de la Commission et du Parlement européen;

6. estime que le Conseil européen devrait à l'avenir se concentrer sur son rôle d'impulsion et sur les questions stratégiques essentielles;

7. plaide pour la réforme du Conseil des ministres, afin de distinguer la fonction législative et la fonction exécutive;

8. soutient la création d'un ministre des Affaires européennes ayant la fonction de Vice-président de la Commission et assurant la présidence du Conseil Relations extérieures, disposant de deux mandats, l'un conféré par le Conseil, l'autre par la Commission;

9. souligne la nécessité d'assurer un contrôle parlementaire sur le plan tant national qu'europeen sur toutes les matières de politique étrangère et de défense;

10. juge indispensable que le Parlement européen, ensemble avec le Conseil dans sa fonction législative, devienne un législateur à part entière, y compris en matière budgétaire;

11. rejette l'idée d'une présidence du Conseil européen choisie en dehors du Conseil;

12. considère le système de la rotation semestrielle de la présidence du Conseil européen comme positif pour donner à chaque Etat membre l'occasion de s'impliquer pleinement dans les affaires de l'Union;

13. est ouverte à des réformes du système de la présidence du Conseil des ministres permettant d'assurer la continuité et la stabilité des conseils sectoriels et propose en particulier d'attribuer la présidence du Conseil Affaires générales au président de la Commission;

14. souligne l'importance d'assurer une plus grande participation des Parlements nationaux aux travaux de l'Union européenne;

15. déclare sa volonté, dans les efforts déployés pour renforcer la légitimité démocratique de l'Union européenne, à consolider ses propres instruments de contrôle du gouvernement en matière de politique européenne;

16. appuie à cet égard l'idée d'un contrôle de la subsidiarité ex ante à assurer par les Parlements nationaux, sous la forme d'un mécanisme d'alerte précoce;

17. n'est pas convaincue de l'utilité de la création de nouvelles institutions, tel que le Congrès des Peuples d'Europe, qui risque de devenir une 3^e chambre à côté du Conseil et du Parlement européen;

18. propose de retenir le principe de la Convention pour la préparation de futures modifications de traité;

19. charge ses représentants à la Convention de transmettre la présente résolution en tant que contribution de la Chambre des Députés aux travaux de la Convention.

(s.) Ben Fayot, Paul Helminger, Jeannot Krecké, Renée Wagener, Claude Wiseler.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Paul Helminger agedroen. Den Här Helminger huet d'Wuert.

M. Paul Helminger (DP).- Här President, et gëtt Momenter wou et engem ka baang sinn em Europa, wann een erlieft wat an deene leschte Woche sech zum Beispill ronderem de potenzielle Konflikt am Irak entwéckelt huet, déi Zerstridenheet, déi Oneenegkeet, net nëmmen tëschent de Länner vun der Unioun, mä, wann ech déi Debatten hei am Haus verfollegt hunn, och hei an eiser eegener Innenpolitik.

Wann ee gesäit wéi an deem Moment den Euro zwar staark ass, mä eis Wirtschaft schwaach ass, wou mer eis dach ëmmer gebretzt hunn, dass, wa mer och scho kee politesche Ris sinn, dann awer wéinstens e wirtschaftleche Ris wärend, wa mer gesinn dass d'Erweiterung no Oste virun der Dier steet, déi sécherlech d'Beschlossfaassung an der Unioun net méi einfach wäert maachen, wéi gesot, da kann et engem vläicht baang ginn em d'Zukunft vun deem Europa. Mä et schéngt mer trotzdeem, vläicht nëmme just well ech en onverbesserlechen Optimist sinn, dass mer eis eigentlech trotz all deenen, wann och dramateschen Oneenegkeeten, awer dach iwwert dat Wesentlech hei an Europa eens sinn.

Mir hunn dat Europa virun iwwer 50 Joer mat gegrënt, well mer der Meenung waren, dass et deen eenzege Moyer wär fir e Krich an Europa ze verhënneren. Mir sinn eis, mengen ech, nach ëmmer eens, dass mer eis wirtschaftlech an och eis sozial Entwécklung zesumme wëlle gestalten, dass mer frou sinn dass eis Bierger sech kënnen an Europa fräi beweegen, an enger Unioun déi d'Identitéit an déi fundamental Gläichheet vun de Memberstate respektéiert a wou an engem och europäesche Rechtsstat deem Einzelne seng Rechter protégéiert sinn.

Mir streiden eigentlech, wann ee sech dat esou iwwerleet, iwwer Froen, déi mer eis nach viru 15 Joer héchstwahrscheinlech iwwerhaapt net hätte brauchen oder net dierfen ze stellen zur Zäit vun kalle Krich. Bei all där Oneenegkeet besteet iwwregens och, dat d'Gefill hunn ech jiddefalls, bei deenen Allermeeschten d'Gefill, jo esouguer d'Gewëssheet, dass mer eigentlech zesummen, wat ëmmer mer erreche wëllen, et besser géingen errechen. An deem Sënn ass de Konvent vläicht och een neien Ufank. E Schluss, wann ech dat

emol burschikos däerf ausdrécken, mam Gebastel vum deene leschte Joren, wou ëmmer erëm probéiert ginn ass, ouni sech déi fundamental Froen iwwert d'Zilsetzung an d'Funktionéiere vun der Unioun ze stellen, dat wat mir geierft hate vun enger Communautéit déi mer zu sechs ugefaangen hunn, och nach eriwuer ze retten an eng Communautéit vu 15 a mar vu 25 a méi, e Moyer also fir d'Dier opzemaache fir vläicht e bësse méi resolut wéi eng Conférence intergouvernementale dat hätt kënnen maachen, nei Weeër ze sichen.

Ech muss an deem Sënn de Courage vun de Regierunge bewonneren, déi zu Laeken dee Konvent hei an d'Liewe geruff hunn, well menger Meenung no, a meng Virriedner hunn och schonn ähnlech Gedankengäng gefouert, ass deen Exercise net ouni Risiken. Et fänkt u bei der Zesummesetzung vun deem Konvent, déi jo, an dat freet eis, ënnert de Länner paritätésch ass, an deen een esou vill wéi deen anere konnt Verrieder vu sengem Parlament, Verrieder vun der Regierung dohinner schécken. Et fällt och op, dass de Gros vun de Verrieder Parlamentarier sinn, wat dann de Parlamentarier, deen ech haut sinn, och freet, an de gréissten Deel dovun Verrieder vun den Nationalparlamenten, plus e gutt Stéck Verrieder vum Europaparlament. Et muss een allerdéngs wëssen, dass dee majoritéire Grupp vu Parlamentarier do, jiddefereen aus senger Siicht eraus, frustréiert ass. Déi national Parlamentarier well se d'Impressioun hunn, si hätten näischt méi ze soen, an d'Europaparlamentarier well se d'Impressioun hunn, si hätten nach net genuch ze soen. Als Grondtoun ass do jiddefalls genuch Zündstoff dran, genuch Dynamik dran, fir dass dee Konvent also géing wëllen u Verschiedenes résele goen, wat bis elo als unantastbar gegollen huet.

An dann d'Methodé vum Konvent iwwert déi och scho geschwat ginn ass, iwwert déi ech mech och net wëll nach weider laang ausbreeden.

Dann de Presidium, deen zesumme gesat ass, wéi en et eben nun ass, mat dräi Leit un der Spézt, déi vun de Regierunge bestëmmt gi sinn, an dann awer duerno eng Rei Verrieder, déi aus dem Konvent selwer eraus derbäi komm sinn, déi fatalerweis, besonnesch mat deem extrem kuerzen Zäitraum deen de Konvent huet fir seng Aarbechten ofzeschléissen, muss eng féierend Roll iwwerhuelen, wou dann de Konvent muss drop reagéieren, woubäi et dann deem Presidium operluecht ass fir feststellen, well jo net ofgestëmmt ka ginn, wat dann elo dee Konsens ass, dee sech aus deenen Diskussiounen erausschieft, e Konsens selwer, deen nach net richtig weess wou e sech soll usidelen a wou och, direkt nodeem déi éischt puer Artikelen op de Dësch koumen, scho mat deene berühmte bloe Kaarten deen een oder anere sech zu Wuert gemellt huet, fir ze soen en hätt awer d'Impressioun, dass an deenen Artikelen munches géif dra stoen, wat eigentlech net dee Konsens wär esou wéi hien e verstanen hätt, oder si e verstanen hätten, deen aus de Groupes de travail, aus den Diskussiounen an der Plénière hätt sollen erauskommen. Bref, do sinn nach Diskussiounen déi op eis duerkommen.

Ech wëll och haut net déi eenzel Artikelen, déi schon um Dësch leien, kommentéieren. Ech menge wierklech déi Constitutioun soll - dat schéngt jo festzestoen - eng Kéier zwee Deeler kréien: ee méi fundamentalen, forcément méi allgemengen Deel, vun deem ech emol ausginn, dass dat deen ass vun deem de President Giscard d'Estaing gären hätt, dass „un lycéen pourrait le lire facilement“, an dann hannendrun en zweeten Deel, dee forcément dann der ganzer Komplexitéit vun der Europäescher Unioun géing Rech-

nung droen, mä wou awer wuel munches wäert dra stoen, wat eis misst erlaben herno ze soen, ob déi méi allgemeng Formuléierungen an deem éischten Deel dann elo am Endeffekt akzeptabel sinn oder net.

Wa mir deen Débat haut hei féieren, Här President, dann ass et, well mer als Konventsmitglieder der Meenung waren, als Ar Delegéierten am Konvent, dass mer lech éischters missten dach en Zwëschebericht ginn iwwert dat wat am Konvent gelaf ass, mä awer och dass mer lech sollten nolauschtere fir dat wat Dir eis sot, fir ze kucken inwiefern een dat kann an d'Debatten zu Bréissel afléisse loossen. An ech géif wéinstens an deem Sënn gäre mech de Wiederer vu mengem Virriedner, dem Ben Fayot, uschléissen, dass mer op alle Fall, och wann et sech leider nach eng Kéier net esou perfekt wäert ofspille wéi mer eis dat erhofft haten, mat der Société civile den Dialog awer net wäerten opginn an zumindest en Hearing organiséieren, an der Hoffnung dass en awer, wann en och net ka wäit no bausse gedroe ginn, da wéinstens hei net hannert verschlossenen Dieren stattfënn.

Wat huet de Konvent bis elo gemaach? Sain Zil ass et jo Texter aus deene verschiddenen Traitéen an deene villen Décisiounen, déi am Laf vun deene leschte Jorzéngten zu Bréissel geholl gi sinn, an engem vereinfachten Texte de base ze vereeneegen. Fir dat ze errechen huet de Konvent eng Antwort op folgend Froe misse sichen, déi him vum Conseil vu Laeken gestallt gi sinn: Wéi soll een an Zukunft d'Kompetenzen tëschent der Unioun an de Memberstaten opdeelen? An anere Wiederer eng Antwort op d'Fro: Wie mécht an der Europäescher Unioun wat? Wien ass dann elo dofir verantwortlech? Wéi sollen d'Aufgaben tëschent deenen eenzelnen europäeschen Institutiounen besser verdeelt ginn? An anere Wiederer: Wéi kënnen d'Décisionsprozess vum der Unioun méi einfach, méi iwwersiichtlech gestallt ginn, fir dass de Bierger se och novollzéie kann a fir dass d'Unioun awer och nach zu 25 a méi iwwerhaapt funktionéiere kann? A schlussendlech: Wéi kënnen mer d'Auspolitik vun der Europäescher Unioun méi effizient a kohärent gestalten?

An net manner wéi an 11 Aarbechtsgruppen ass sech em déi Froe beméit ginn. Si waren de Leitfuedem vun den Diskussiounen an all Aarbechtsgrupp, an zum Schluss, géing ech och mengen, missten d'Resultater vum Konvent dorunner gemiesst ginn, ob se op déi dräi wesentlech Erausforderungen dann och elo eng anstänneg Antwort ginn.

Fir lech de ganze Spektrum vun deene Sujeten ze ginn, misst ech eigentlech elo nach eng Kéier, mä dat huet de Kolleg Ben Fayot scho gemaach, dofir maachen ech et net, all déi Sujeten opzielen, déi an deene verschiddenen Aarbechtsgruppen traitéiert gi sinn. Ech wëll der nëmme just e puer erausgräifen. Ech wëll zum Beispill d'Subsiaritéit huelen an domadder verbonnen och d'Roll vun den nationale Parlamenten.

Fir unzefänke soll d'Roll vun de Parlamenten verstärkt ginn, andeem se an der europäescher Constitutioun berücksichtegt gëtt. Si solle besser informéiert ginn, andeem all Texter a Propositiounen, sou wéi alleguerten déi legislativ Programmer an och Strategien, direkt ouni Emwee vun der Kommissioun un d'Parlamenten verschéckt ginn. Prinzipiell awer ass festgehale ginn, dass déi national Parlamenten virrangeg eng national Roll ze spillen hunn, an dass et net drëm geet fir den europäeschen Décisionsprozess nach ze komplizéieren. D'Roll vun den Nationalparlamenten ass virun allem fir d'Aktioun vun hire respektiven nationale Regierunge an de Conseilen zu Bréissel ze kontrolléieren.

Wann een do d'Diskussionen no-verfollegt huet, déi an deene verschiddene Groupes de travail gefouert gi sinn, dann ass et ganz kloer dass déi heiteg Praxis vun den Nationalparlamenten ganz wäit ausereen läit. Dat geet vun der dänescher Praxis, wou d'Regierung praktesch net kann op Bréissel goen, ouni dass se e formell Mandat vun hirem Parlament kriit huet, bis zu där méi labberer, woubäi awer ech net wëll soen, dass mir déi mannste gutt doranner wäeren, Haltung, déi mir hunn, wou mir zwar e reegen Informatiouns-austausch, net, muss ech nach eng kéier soen, mat alle Ministere mä awer jiddefalls emol als Commission des Affaires étrangères mat deene Ministere hunn, fir déi mir, wann ech esou d'ärf soen, zoustänneg sinn, mä wou awer mer der Regierung méi e grouse Spillraum zu Bréissel ginn an eis am Fong dann herno drop konzentréieren fir ze jugéieren an där gerénger Bandbreit, déi mer dann nach hunn, ob dat wat se zu Bréissel erreicht hu gutt ass oder net grad esou gutt ass.

Eng méi staark Implizéierung vun den nationale Parlamenten an déi europäesch Froen heescht awer och eventuell d'Method vum Konvent selwer, wou, wéi ech scho gesot hunn, d'Nationalparlamenten an hir Vertrieeder jo eng grouse Roll spille fir zukünfteg Ännerung vum där europäescher Constitutioun festzehalen. Och ass d'Iddi opkomm, fir sougenannt Semaines européennes ze organiséieren, wou d'Nationalparlamenten an d'europäesch Institutiounen zesummé komme géinge fir sech ze beroden. An deem Kontext ass och vu Conférences interparlementaires geschwat ginn, wou iwwer wichteg Sujeten debattéiert soll ginn. Alles schéin a gutt, mä vun enger neier Institutioun, geschweige da vun engem europäesche Kongress, deen erëm alles verméschen a verwésche géing, do hält de Konvent näischt gehat. Ech muss esouguer soen dass dat do, zesummé mat där Propositioun fir eng duebel Présidence vum Conseil européen ze hunn, zwou Propositioune waren, déi, wa se am Plenum ernimmt gi sinn an et huet een dergéint geschwat, alle kéier mat Applaus beduecht gi sinn. An deem Punkt d'ärf keen Zweifel dru bestoen, dass den negative Konsens do ass, dass mer weder dat eent nach dat aner wëllen.

Déi Mesure awer, wéi soll ech soen, déi am bahnbrechendste schéngt an där ganzer Diskussioun, ass déi déi am Groupe de travail iwwert d'Subsidaritéit gefouert ginn ass an déi den nationale Parlamenten do eng ganz nei formal Roll zougesteet. U sech geet et jo beim Prinzip vun der Subsidiaritéit dorëmmer, dass d'Aktioun vun der Europäescher Unioun op deem Niveau an an deenen Domänen a soll setzen, wou se am effizientesten ass a wou se dem Bierger esou no wéi méiglech ass.

De Groupe de travail subsidiaritéit huet dofir och proposéiert, dass de Stellwärt vun deem Prinzip an der europäescher legislativer Prozedur besser soll ugewannt ginn. Dat soll doduerch geschéien, dass d'Nationalparlamenten d'Méiglechkeet kréie schnell an effizient anzegräifen, wa se der Meenung sinn dass ee legislativen Text, deen zu Bréissel proposéiert ginn ass, net konform zu deem Subsidiaritéitsprinzip ass. Déi europäesch Kommissioun soll also zu all Propositioun eng Fiche subsidiaritéit drun hänken, fir eng besser Evaluatioun ze garantéieren, a bei de sougenannte Mécanismes d'alerte précoce sollen d'Nationalparlamenten d'Méiglechkeet kréien, an engem fréie Stadium vun der legislativer Prozedur an an engem kuerzen Délai, fir déi Prozedur awer net opzehalen, hir Awänn geltend ze maachen.

An dann ass virgesinn, dass zumindest déi Parlamenten, déi de Mécanisme d'alerte précoce akti-

véiert hunn, och sollen herno, wann awer déi Propositioun virugeet an et ass eng Direktiv oder eng europäesch Gesetzgebung doraus entstanden, dass dann déi kéinte virum d'Cour de Justice vun de Communautéit goen, fir do eng Violatioun vum Prinzip vun der Subsidiaritéit anzekloen. Doriwwer ass awer dat lescht Wuert am Konvent nach net geschwat, wuel iwwert de Prinzip, dass d'Nationalparlamenten wéi iwwregens och de Conseil des comités des régions fir déi Saachen, fir déi hie souwisou em säin Avis gefrot gëtt, déi Méiglechkeet kréien, mä ob awer elo nëmmen een eenzelt Parlament dat ka maachen, oder nëmme wa sech eng gewëssen Zuel vu Parlamenten an darselwechter Objektiv erëm-fannen, dat ass nach net definitiv decidéiert.

Eng aner Fro, op déi ech kuerz wëllt agoen, ass déi vun der Kompetenzopdeeling téschent der Europäescher Unioun an de Memberstaten. Ech hunn an deem Groupe de travail iwwert d'Compétence complémentaire siégéiert, dee sech awer séier Rechenschaft driwwer ofginn huet, dass een net kennt iwwer ee vun deenen dräi Haaptniveauen vu Kompetenz schwätzen, ouni dass een dat Ganz géing kucken. De Konsens huet sech direkt gemaach, dass et am Fong noutwendeg wär, fir an där zukünftiger europäescher Constitutioun ee ganzen Titre ze reservéieren der Beschreibung vun de Kompetenz vum der Europäescher Unioun.

Dobäi gi mir dovun aus, dass déi Europäesch Unioun nëmme sougenannt attribuéiert Kompetenzen huet. Dat heescht, si huet keng eegene Kompetenzen an deem Sënn, dass se sech déi kéint schafen. Si huet nëmmen déi Kompetenzen, déi hir vun de Memberstate formal iwwerdroe ginn. Am Exercice vun deene Kompetenz soll se nom Prinzip vun der Subsidiaritéit, wéi gesot, nëmmen dann handelen, wann et besser ass um europäeschen Niveau ze handelen, a Proportionalitéit, dat heescht nëmmen dat ze léigféréieren, wat wierklech muss léigféréiert ginn, an am Respekt vun der Identitéit vun de Memberstate dovunner Gebrauch maachen.

Déi Kompetenz géinge sech dann en gros an déi dräi Gebidder opdeelen, déi de Ben Fayot schonn zitéiert huet, dat heescht déi sougenannten exklusiv Kompetenzen, zum Beispill d'Politique monétaire, déi bei der europäescher Zentralbank läit, oder d'Aussenhandelspolitik, déi bei der Kommissioun läit, déi sougenannte gedeelte Kompetenz wéi zum Beispill de Gros vun deenen Décisiounen, déi ufalen am Kontext vum gemeinsame Maart, woubäi dat entweder eng ganz Politik ka sinn oder nëmmen en Deelberäich vun der Politik, wou de Prinzip da spillt, dass esou laang wéi d'Unioun do net gehandelt huet d'Memberstate ganz eleng d'Kompetenz behalen, mä dass vun deem Moment un, wou d'Unioun do handelt, d'Memberstaten entweder fir dee ganze Beräich oder fir deen Deelberäich em deen d'Unioun sech an Zukunft këmmert hir Kompetenzen opginn hunn.

An dann, wéi gesot, déi sougenannte Compétences complémentaires, fir déi mir laang en anert Wuert gesicht hunn, well dat jo eigentlech keng Kompetenz sinn, mä nëmme just Domänen an deenen d'Unioun allenfalls kann ënnerstëtzend Aktiounen huelen, woubäi dann awer d'Kompetenz fir d'Politik bei de Memberstate bleift. D'Kultur ass schonn opgefouert ginn, en anert Beispill ass d'Education, wou eng ganz Rei vu Länner och der Meenung sinn, dass dat grad wéi d'Kultur an eng Rei aner Geschichten zu der Identitéit gehéieren, zu där Manéier wéi si selwer sech an hirem Gesellschaftsliewen determinéieren an dévelloppéieren, an dass et dofir wichteg ass, dass dat an der Kompetenz vun de

Memberstate bleift. Et drängt sech awer och aus enger ganzer Rei vu Grënn op, dass ee sech e Minimum vu gemeinsame Regele gëtt, wéi zum Beispill an der Education déi géigesäiteg Unerkennung vun den Diplomen oder déi géigesäiteg Förderung vun engem gewësse libre Mouvement vun de Studenten, wéi zum Beispill de Programm ERASMUS. Dat si keng Kompetenz vum der Unioun, mä et sinn Aktiounen vun der Unioun, déi dat ënnerstëtze wat d'Memberstate selwer maachen.

Et ass also, wéi gesot, virgesinn, dass do e separaten Titel an déi europäesch Constitutioun soll geschriwwen ginn, wou gesot gëtt a wat fir eng Kategorie sech déi Kompetenzen areien a wou se kuerz beschriwwen ginn. Dat war net en ongeféierlechen Exercice, well an dem Konvent si jo eigentlech ënner dem Drock vun der Redaktioun vun enger Constitutioun oder vun engem constitutionellen Text alleguerten déi Reserven op där enger Säit, Ambitiounen op där anerer Säit erëm zum Virschäi komm.

Déi déi net zu deene gehéieren, déi Europa all Dag e Schrëtt no vir bréngen wëllen, hunn natierlech dofir plädéiert, dass déi Kompetenz solle méiglechst prezis an domat restriktiv festgeluecht ginn. Déi aner, déi der Meenung sinn, dass Europa nach jonk ass a sech am Fong nach e ganze Koup kann dévelloppéieren, waren éischer der Meenung, dass een do soll déi Definitioun éischer large halen, dass ee wa méiglech kee Katalog, wat e fäerdege Katalog wär, vu Kompetenzen soll opstellen, mä dass een eng gewësse Flexibilitéit do soll dra lassen. Ech géing och mengen, dass et finalement déi lescht Schoul ass, déi awer do d'Iwwerhand behalen huet.

Et ass zum Beispill eng laang Diskussioun ginn iwwert de jetzegen Artikel 308 vum Traité iwwert d'Communauté européenne, dee précisément virgesäit, dass d'Unioun fir déi Ziler, déi se sech gesat huet, zum Beispill d'libre circulation des travailleurs, och an engem Domän Mesurë kann huelen, deen eigentlech net zu hire Kompetenz gehéiert, wann den Objektiv deen ass fir an deem Fall dat Zil vum libre mouvement des travailleurs ze errechen.

Doriwwer ass vill diskutéiert ginn, well eng Rei Länner, eng Rei Delegéierten der Meenung waren, dass dovun an der Vergaangenheit abuséiert ginn ass, an dass de Conseil an d'Kommissioun dovunner Gebrauch gemaach hu fir sech a Saachen anzeméschen a Saachen ze reglementéieren, wou se am Fong besser gehat hätten d'Fanger dovun ewech ze loossen. Et ass awer och drop higewise ginn, dass notament den europäesche Gerichtshaff doduerch, dass hien an enger Rei Affäre wéi zum Beispill am Arrêt Kohl-Decker gesot huet, dass eng gewësse Flexibilitéit noutwendeg ass, mä am Arrêt iwwert d'Publicitéit vum Tubak awer och gesot huet, wat d'Limité vun där Flexibilitéit sinn, schonn dofir gesuergt huet, dass Fous bei Mol behale ginn ass. Dat Ganz huet dozou gefouert, dass de Groupe de travail jiddefalls der Meenung war, dass een déi Flexibilitéit soll bäibehalen.

Ech hunn elo net geschwat an och net Wëlles ze schwätze vun deene Formen, déi déi Décisiounen an deene verschiddene Kompetenzberäicher kënnen hunn, en extrem komplexe Sujet. Et genügt ze soen, dass do déi allgemeng Meenung esou ass, dass een déi verschiddene Zorte vun Décisiounen a Prozeduren, no deenen d'Unioun Décisiounen hëlt, op e Minimum reduzéiere soll, dass effektiv de Prinzip vun de Majoritéitsdécisiounen soll

de Prinzip ginn, dass de Ministerot esou wäit wéi en a senger legislativer Funktioun tagt och soll öfentlech tagen, an dass iwwerall do, wou mat der Majoritéit decidéiert gëtt, och d'Prozedur vun der Codécisioun mam Europaparlament soll agefouert ginn.

Ech géing dann nach e puer Wierder verléieren iwwert de Groupe de travail „action extérieure“. Mir hunn an deem Haus grad an deene leschte Jore virum Nicer Vertrag an och duerno ëmmer erëm ënnerstrach wéi wichteg et wär, dass d'Europäesch Unioun sech eng kohärent Aussepolitik géing ginn - ech mengen, et ass grad haut wou mer kënnen feststellen, dass dat am Fong méi dréngend ass wéi jee - an dass d'Europäesch Unioun sech dann och misst d'Moyene gi fir dat ze maachen.

Mir hunn dës Feststellung gemaach virum Hannergrond, wa Lëtzebuerg, mä och seng Frënn an der Europäescher Unioun déi international Szen iergendwéi effizient beaflosse wëllen, dass dann déi Europäesch Unioun misst als eng Entitéit agéieren. Dofir huet de Groupe de travail eigentlech folgend Propositioun gemaach, déi, wann een dat mat deem vergläicht wat ee virum engem Joer nach geduecht huet wat méiglech wär, wéi de Konvent ugefaangen huet, dach awer relativ wäit ginn.

Esou sollen zum Beispill am Hibleck vun engem klenen Text de base alleguerten d'Propositiounen, déi d'Action extérieure vun der Unioun uginn, an enger Sektoun vun der zukünftiger Constitutioun opgeléicht sinn. Do sollen och d'Prinzipien an d'Objektiver vun der aussepolitichescher Aktioun vun der Unioun festgeschriwwen ginn. De Conseil européen soll op Basis vun deene Prinzipien déi strategesch Objektiv vun där Aktioun festleeen an d'Unioun soll bien entendu och d'Kompetenz zougésprach kréie fir international Accorden iwwer Matièreen, déi an hirem Kompetenzberäich leien, anzegoen.

Mä wat vläicht déi revolutionäer Revolution ass, dat ass dass finalement d'Usicht sech duerchgesat huet, wann een eng gemeinsamen Politik wëllt maachen, dass et dann noutwendeg ass, dass een och no baussen en eenheetlech Bild ofgëtt an dass een déi kloer identifizéiere ka mat enger Perséinlechkeet. Dat war bis ewell mam Haut Représentant vun der PESC, mam Här Solana, mam Commissaire vun de Relations extérieures, dem Här Chris Patton, an dem jee-weilege President vum Conseil Affaires générales plus alleguerten déi aner, déi sech ëmmer erëm be-ruff gespiert hunn, ob et grousser oder méi klenger waren, fir am Numm vun Europa ze schwätzen, net ganz einfach.

Dofir ass proposéiert ginn, dass eng Persoun déi zwou Funktiounen vum Haut Représentant a vum Commissaire chargé des relations extérieures soll iwwerhuelen an et soll eng spezial Formation „action extérieure“ um Niveau vum Conseil entstoen - dat ass allerdeings eng Décisioun, déi de Conseil européen scho geholl huet -, déi dann och vun deem neie Ministere des affaires étrangères de l'Union - den Numm ass vläicht nach net ganz kloer, mä et ass dat, wou et sech drëm handelt - presidéiert géif ginn.

Ech fannen dat heiten ass enger-säits wichteg, well et iwwerhaupt en Accord doriwwer ginn ass, well, wéi gesot, virum engem Joer wär et nach net evident gewiescht, dass déi grouse Länner d'accord gewiescht wäer fir dass et eng kéier e Ministere des affaires étrangères de l'Union géing ginn. Dee Konsens schéngt mir och wichteg ze sinn, well et e Beispill ass vun dem Rassemblement an enger Persoun vun där duebler Legitimitéit, där Legitimitéit vun Haut Représentant engersäits, déi jo aus dem Conseil des Ministres vun der Unioun ent-

steet, an anerersäits dem Vizepresident vun der Kommissioun, deen eng aner Legitimitéit huet, déi aus senger Membership vun der Kommissioun erauskënnt. Et ass also ënnert der duebler Legitimitéit, wat eng interessant Erneuerung ass an déi och vläicht e Virbild ass fir anerer, déi nach ustinn.

Um organisatoresche Plang soll dann um Niveau vun der Kommissioun eng Koordinatiounsstell geshaf ginn, wou alleguerten d'Froe vun der Aussepolitik, déi d'Kommissioun betreffen, géingen zesummefléissen.

Zu der Présidence vum Conseil européen hunn ech virdrun ugedeit, dass dat, wat um Niveau vun de Ministres européens des affaires étrangères elo de Konsens schéngt ze maachen, vläicht a la fois en Ustouss war, wuerfir dass déi ieweg Hären zu Berlin an zu Paräis geduecht hu si misste sech elo séier mellen, fir dass och fir si eng Roll do wär - dat mag sinn -, mä et ass op där anerer Säit vläicht wéi sech dat, wann och elo net direkt, mä awer an Zukunft eng kéier kéint dévelloppéieren.

Op engem vläicht manner wichtege, mä awer net onwesentleche Plang, wëll ech dann nach d'Iddi zréckbehale vun enger Ecole de diplomatie de l'Union européenne, grad esou wéi déi vun engem Service diplomatique de l'Union Européenne.

Eng weider Saach, déi net onwesentlech ass fir d'Visibilitéit vun der Unioun no baussen, ass, dass gefrot gëtt dass déi international Organisations hir Statuten an deem Sënn géifen änneren, dass déi Europäesch Unioun hinne bäitriede kann. De Groupe de travail iwwert d'Personnalité juridique huet jo do excellent Aarbecht geleescht an d'Dier wierklech opgemaach, fir datt d'Unioun als sollech kéint internationalen Organisations, mä och Accorde bäitrieden. Dat ass eng Fro, déi jo och am Groupe de travail iwwert d'Charta diskutéiert ginn ass, wou eng vun den Alternative wär, datt d'Unioun als sollech géif der europäescher Mënscherechtscharta bäitrieden.

Ech hunn de Moien nach zu Bréissel an enger Réunion, wou d'Buergermeeschtere vun deene 25 europäeschen Hauptstied beim Comité des régions ageluete waren, mech duerfir agesat, datt een d'Eventualitéit emol soll préiwen, ob d'Unioun net och kennt als sollech der Charta européenne de l'autonomie communale bäitrieden, déi de Moment nach ëmmer a mengen Aen déi beschten Definitioune gëtt vun der Autonomie locale, déi jo och soll an déi europäesch Constitutioun ageschriwwen ginn an déi entre-temps vun alle Bäitrittskandidate ratifizéiert ginn ass an déi bal, mä nach net grad just vun alle Memberstate vun der Europäescher Unioun ratifizéiert ginn ass.

D'Défense ass natierlech och e wichteg Element vun enger kohärenter Aussepolitik an ech géif d'Kollegen alleguerten invitéieren emol déi gemeinsam Contribution ze liesen, déi virum Enn vun Joer deen däitschen an dee franséischen Ausseminister - deen däitschen, ech erënnen drun, dat ass den Här Joschka Fischer, an dee franséischen ass den Här De Villepin, mä dat ass vläicht an deem Kontext net esou wichteg - an där Hisiicht geleescht hunn, wou si an engem ganz forscheren Toun ënnersträchen, datt eng europäesch Aussepolitik ouni e Minimum vu militärescher Kapazität, déi allerdeings an hiren Aen - an dat soen se formell - misst opgestockt ginn, well se de Moment onbefriddegend wär, net ganz wäit féiere géif. Dat ass och interessant am Kontext vun den Diskussiounen, déi mer grad just an deem Moment erliewen.

Ech wëll just kuerz ervirsträchen, dass de Groupe de travail proposéiert huet, fir ënner anerem déi Petersberg-Missiounen ze erwei-

deren, zum Beispill em eng Mission de gestion de crises mat der Méiglechkeet fir op militäresch Moyenen zréckzegräifen.

Wéi gesot, mir hunn eis besonnesch - dat mag sinn - mat de Prozeduren a mat den Disziplin beschaftegt, awer manner mat der Substanz, besonnesch an deem Kontext vun den Affaires étrangères, mä ech géif awer mengen datt déi Determinatioun fir e Fortschrétt ze maachen am Hibleck op eng Stëmm an ee Gesiicht vläicht awer dozou bäidroen kéint, datt mer aus där enger Stëmm a mat deem enge Gesiicht, entweder engem Laachen oder engem Kräischen, op jiddefalls e gemeinsame Message no bausse vermëttele géifen.

Ech géif zu den institutionelle Froen nëmmen dat heite soen, datt et wichteg ass, datt den Equilibre institutionnel bei allem wat mer maache garantéiert bleift. E muss esou wéi mer en de Moment kenne bliwen, also mat engem Conseil, wou prinzipiell d'Intérète vun de Memberstate veruede ginn, mat enger Kommissioun, déi prinzipiell do steet fir de gemeinsamen Intérêt an d'gemeinsam Aktioun vun der Unioun an engem europäesche Parlament, dat déi demokratesch Komponent an der Europäescher Unioun duerstellt. Mäi Kolleg Emile Calmes wäert sech nach méi speziell domadder auserneeetzen.

Här President, ech menge schonn dass mer eis an engem historeschen Abléck an där jonker Geschicht vun der Europäescher Unioun befannen. De Konvent huet bis elo probéiert déi Chance trotz munchem Hickhäck ze notzen. Wann een d'Aarbechte vun de Groupes de travail kuckt, da stellt ee fest, datt wierklech probéiert ginn ass d'Saachen net hallef ze maachen. Et muss een elo fir d'éischt gesi wat dorauer d'Plénière mécht a wat dann duerno - en supplant datt mer e Konsens fanen dee Gehalt huet - d'nächst Joer d'Conférence intergouvernementale dorauer mécht.

Ech soen lech villmoos merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President. Den 28. Februar 2002 huet de Konvent seng éischt Sëtzung zu Bréssel ofgehalen. Fir ee wéi mech, deen op dem europäesche politesche Plang nach praktesch keng Expérience hat, war an ass d'Participatioun un deem Konvent e fantastescht Experiment, eng Schoul an awer och eng Erausforderung.

An deenen deeglaange Sëtzungen, déi elo schonns iwwert e Joer ginn an nach bis viraussichtlech de Summer weider ginn, huet een déi eemoleg Chance déi europäesch Politik mat all hire Faceten, Detailler, Strukturen, Komplikatoune, Vir- an Nodeeler an esou weider kennen ze léieren. E spannend Erliefnes, eng eemoleg Schoul a wéi gesot och eng Erausforderung fir erauszefannen, wat een aus der Siicht vun deenen Idealer, déi een an der dagdeeglecher Politik am Numm vun senger Partei vertritt, kann an Aklang fanen mat engem Text, engem Traité oder enger Constitutioun.

Déi gréissten Erausforderung, déi menger Meenung no sech awer un de Konvent stellt, ass, ob iwwerhaapt erausfonnt gétt firwat esou vill Bierger sech net vun deem Europa ugesprach fillen, keen Interessen dru fannen, sech net verbonne fillen, jo firwat esou vill Bierger a Politiker éischer Euroskeptiker sinn. Zweetens, ob de Konvent iwwerhaapt gewillt ass am Fong och eppes dorunner ze änneren an ob Europa, esou wäit et haut besteet a funktionéiert, iw-

werhaapt amstand oder nach amstand ass eppes dorunner kënnen ze änneren.

Ech muss lech soen, datt opgrond vu menger Erfahrung, déi ech an deene leschte Méint gemaach hunn, ech fäerten, dass dat aktuell Europa dozou net méi amstand ass. All déi Diskussiounen déi mer féieren an déi och musse gefouert ginn iwwert eng Constitutioun oder en Traité, iwwer Institutiounen, Presidentschaften, Rotatiounen, juristeschen Formen, Strukturen an esou weider si wichteg, awer de Messaage deen d'Leit gären hätten, dee se verstinn, dee bréngen mer - fäerten ech - net eriwuer. Ze vill technokratesch ass d'Diskussioun ginn. Déi Leit, déi d'Soen hunn, sinn ze wäit vun normale Bierger ewech, leiden am Sproochgebrauch ënner enger Déformation professionnelle, déi se quasi onverständlech mécht.

Ze wäit ginn d'Meenungen ausernee. Europa ass ze vill mächtig ginn an en Zréck opgrond vun den Traitéen ass net méi méiglech. Europa ass fir den normale Bierger net méi gräifbar, net méi verständlech, hie fillt sech ausgeschloss, hien huet kee Matsprooch- a kee Matbestimmungsrecht. All dat féiert bei ville Bierger zu engem Vertrauensverloscht, zu Messtrauen.

Zu deem Mësstraue droen zousätzlech déi eenzel Nationalstate bäi. Wéi oft héiere mer vu Regierungsmemberen, vu Ministeren, wa se negativ oder souzosen negativ Moosnamen huelen oder emsetzen: „Jo, mir wollten dat doten net maachen, mä et ass Bréssel dat eis dat virschreift. Et ass des oder déi Direktiv, déi eis dozou obligéiert.“ Et gétt ëmmer heibäi vergiess ze soen dass, ier Bréssel dat konnt soen a maachen, fir d'éischt déi eenzel Nationalstate Bréssel dee Pouvoir hu misse ginn.

Vill Staten oder Regierungen hu souguer net de Courage fir verschidde Politiken an hirem Land duerchzesetzen, ginn dann de Pouvoir un d'Kommissioun of, a wann dann e puer Joer méi spët Bréssel dat realiséiert an duerchsetzt, wou si selwer net de Courage dozou haten, da rege se sech vis-à-vis vun deene betraffene Bierger iwwer Bréssel op, hëlfefen also Mësstraue beim Bierger vis-à-vis vun Europa opzebauen. Net nëmmen de Bierger dobaussen, mä och d'Volleksvertreider an deene verschidde nationale Parlamenten fille sech haut scho gréisstendeels bei der Matsprooch a Matbestimmung vun der europäescher Politik ausgeschloss.

De ganz groussen Deel vun den Direktiven an den Traitéen gi laanscht d'Parlament. Si gi vun Eurokraten an nationale Fonctionnairen ausgehandelt, a wa se fäerdeg si gi se am Parlament nach just ratifizéiert. D'Parlament hu sech mannerjähreg erkläre gelooss an hunn als déi wierklech Volleksvertreider zugonschte vun engem iwwermächtigen a vun Technokrate gefouerten Europa haut scho gréisstendeels ofgedankt.

Wa mer deem Europa - wat mer brauchen - eng Zukunft wëlle ginn, da mussen mer et méi demokratesch, méi transparent a méi biergero maachen. Dat kënnen mer doduerch, datt mer den nationale Parlamenten erëm e reellt Matsprooch- a Bestimmungsrecht ginn. De Bierger an d'Société civile ass méi no bei den nationale Parlamenten. Hei kann deen eenzelen Bierger Abléck kréien an hie kann och iwwer besteend Strukturen an Organisatiounen mat diskutieren an decidieren.

De Bierger muss och d'Iwwerzeugung kréien datt, duerch d'Politik déi gemaach gétt, Europa him eppes bréngt, amplaz datt vill Leit Angscht virun enger Entwécklung hunn. Europa huet de Leit schonns eppes Wichtige bruecht. Ech géif souguer soen, dat Wichtigst, nämlech iwwer 50 Joer Friden.

Dat ass de gréissten Erfolleg, deen Europa iwwerhaapt an der Vergaangenheet an och an der Zukunft ka bréngen. Mä d'Leit verlaange méi, si verlaange mat Recht sozial Ofsécherung, eng Aarbechtsplaz, Sécherheet fir hir Famill an hiren Eegentum. Soulaang Europa des Problemer net an de Gréff kritt, gétt et fir vill Leit, fir grouss Deeler vun eise Leit, net akzeptabel.

Här President, dat ass eiser Meenung no d'Erausforderung, déi un de Konvent gestallt ass. A wann déi Diskussiounen am Konvent sech och iwwer Wochen a Méint higezunn hunn, ouni awer konkret ze ginn, sou ass dach elo de Moment komm wou d'Saach eescht gétt. D'Groupes de travail hunn hir Aarbecht ofgeschloss an an der Sitzung vun der leschter Woch huet de Presidium e Projet vun engem Text virgeluecht, iwwert déi 16 éischt Artikele vun engem Traité „instituant une constitution pour l'Europe“.

D'Zil vun der Debatt haut ass, datt mer eng Zwëschebilanz zéien zwiwschent deem wat bis elo geschitt ass, ee Meenungaustausch organisieren, fir déi eng an déi aner Meenung erauszefannen, fir d'Gemeinsamkeiten an d'Differenze festzustellen. An der Kommissioun hate mer festgehalten, keng Motiounen oder Resolutiounen ze maachen, et ass awer am Virfeld vun deser Diskussioun vum Kolleg Fayot eng Motioun oder eng Resolutioun preparéiert ginn, déi och vun dräi anere Parteien mat ënnerschriwwen ginn ass, an ech kommen herno nach eng Kéier dorop zréck.

Här President, ier ech mech mat e puer prinzipielle Punkte beschäftegen, wëll ech fir d'éischt eng prinzipiell Iwwerleeung maachen. Éischens wëll ech soen, als ADR soe mer Jo zu Europa, et gétt keng Alternativ zu Europa. Friden iwwer 50 Joer. Kee Land méi eleng kann um Weltmarkt bestoen. Krisensituatiounen an Ex-Jugoslawien an déi aktuell Kris am Irak beweisen, wann Europa net kann aus engem Mond schwätzen, wat fir ee blambelt Bild et no bausen ofgëtt. Mir brauchen also dat Europa.

D'Fro déi sech awer stellt ass: Wat fir een Europa? Hei gétt et zwou grouss Tendenzen, déi eng déi wëlle méi en zentralistescht Europa, en europäesche Stat, mat méiglechst vill Pouvoir un der Spëtzt, e federaalt Europa. Déi aner wëllen en Europa vu Staten an Natiounen, wou d'national Parlamenten eng Schlësselroll bei den Entscheedungen behalen, wou nëmmen dat op europäeschem Niveau delegéiert gétt wat do besser wéi op nationalem Niveau ka realiséiert ginn.

Den ADR ass kloer géint en zentralisteschen europäesche Stat, mä schwätzt sech kloer fir en Europa vun de Staten an den Natiounen aus. Op där prinzipieller Basis berouen eis Iwwerleeungen an Entscheedungen an Hisiicht vun engem neien Traité.

Déi wichtigst Fro déi sech direkt stellt ass: Eng Constitutioun, jo oder neen? Eng Constitutioun ass den Ausdrock, d'Base vun engem fräien an eegestännege Stat. En unilateralen Akt, dee sech bannent engem Stat ofspillt an op de Stat begrenzt. Wann ee keen europäesche Stat wëllt, kann een och net eng europäesch Constitutioun wëllen. Déi fir en europäesche Stat sinn, hätte gären eng Constitutioun. Europa beweegt sech awer nëmme weider a kéint och nëmme virun, wann d'Bereitschaft zum Kompromiss besteet. Dofir si mir als ADR och domat d'accord, datt een den Numm kéint als Traité constitutionnel maachen; e Kompromiss téschent zwou Meenungen.

De Projet vum Text, dee virläit a seet: „du traité instituant une constitution pour l'Europe“, féint net eis Zoustëmmung. Traité constitutionnel: Jo. Zwar ass dat en Term deen et laut Juristen net gétt, awer geléiert hunn ech am Kader vun deenen Diskussiounen an Europa, datt d'Antwort ëmmer nëmmen am Konsensualismus praktesch méiglech ass.

M. Ben Fayot (LSAP).- Dat wäerten d'Bierger, Här Gibéryen, net verstoen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Wa si et net verstinn, Här Fayot, sinn ech iwwerzeegt datt Dir se wäert weider informieren.

Fir eis, Här President, ass et awer wichteg, wa mer esou en Traité constitutionnel maachen, datt mer deen engem Referendum ënnerzéien. Den ADR ass prinzipiell fir Referendumen, a mir hunn och dofir eng Proposition de loi deponéiert fir Referendumen ze erméiglechen. All europäeschen Traité misst, laut eis, engem Referendum ënnerworfen ginn, virun allem da wa Souveränitätsrechter ofgetratt ginn; dat war eis Meenung och beim Traité vu Maastricht.

Op alle Fall bei engem Traité constitutionnel muss e Referendum, eiser Meenung no, hei am Land ofgehal ginn. Et ass dës fir eis eng absolut Bedingung. De Bierger muss entscheiden. Am Projet, dee vum President Valéry Giscard d'Estaing virgeluecht ginn ass, steet am Artikel 1, Ofsaz 1, „inspiré par la volonté des peuples“. Wa kee Referendum stattfënt, kënnen mir als ADR, egal wat fir en eendeitegen Text herno zustane kënn, domat net averstane sinn.

D'Kompetenze wëlle mer kloer definieren. D'Institutiounen sollen équilibréiert bliwen, also kloer definéiert Kompetenze wie fir wat fir Politiken zoustänneg ass. Éischens exklusiv Kompetenze fir d'Unioun, zweetens gedeelte Kompetenzen, dréttens exklusiv Kompetenze fir national Staten, déi bis elo net festgehal ginn am Text, a véiertens fir Politike wou jiddefree fräi ass, wéi zum Beispill bei der Recherche.

Prinzipiell solle keng nei Kompetenzen no Europa goen, mat Ausnahm, wéi mer och wéi meng Virriedner der Meenung sinn, dass eng gemeinsam Aussen- a Sécherheitspolitik, de Kampf géint den Terrorismus, d'organiséiert Kriminalitéit an d'illegal Awanderung op europäeschem Niveau besser niddergelooss ass.

E weidere wichtige Punkt, deen de Mëtten hei vill diskutéiert ginn ass, ass d'Subsidaritéit an der Fro vun de gedeelte Kompetenzen. Wéi gétt d'Subsidaritéitsfro haut geregelt? Dat ass vu Land zu Land verschidden. Den Här Helminger huet virdu vun nordische Länner geschwat, déi doranner vill méi e Pouvoir hunn, an de Parlamenten vis-à-vis vun hire Regierungen.

An et ass och festzustellen, datt am Fong déi Länner, déi vun Ufank u bei der Unioun derbäi sinn, datt dat am Fong déi Länner sinn déi am mannste Strukturen am Parlament hunn, fir eben e Matsproochrecht an eng Kontrollfunktoun am Parlament auszeüben. Dat ass awer net d'Schold vun Europa, et ass och net d'Schold vum Traité, mä et ass eng Schold wou mer eis selwer müssen op d'Schëller klappen, wou mer eis selwer als Parlament ni déi Moyeré ginn.

Den Aarbechtsgrupp Subsidaritéit, deem ech d'Chance hat unzuegheieren, huet festgehal fir keng nei Institutiounen anzeféieren, och kee Congrès des peuples, wéi e verschiddeleche virgeschloeg ginn ass. Keng nei Prozeduren déi als Zil hunn, eng zäitlech Verlängerung mat sech ze bréngen.

Et ass och proposéiert ginn ee Mécanisme d'alerte précoce anzeféieren. Eng Kontrollpolitik ex ante fir d'national Parlamenten. Hei soll eng

direkt Relatioun téschent der Kommissioun an de Parlamenten estoen, wou zum gläichen Zäitpunkt, wéi d'Europaparlament an de Conseil, déi national Parlamenten direkt vun der Kommissioun d'Dokumenter zougedroe kréien. Dat Ganz soll an Zukunft ëmmer begleet si mat enger Fiche subsidiaritéit.

D'Parlamenten kréien dann d'Méiglechkeet bannent sechs Wochen ze reagieren, ob se an der Fro, net wat de Fong, mä wat d'Subsidaritéit ubelaangt, mat där Propositionen averstane sinn, a wann net, da kënnen se direkt dogéint eng Objektioun bei der Kommissioun maachen. Wann een Dréttel vun de Parlamenten eng Objektioun mécht, muss d'Kommissioun zousätzlech motivieren. Wann zwee Dréttel vun de Parlamenten eng Objektioun maachen, muss d'Kommissioun hir Propositionen iwwerschaafen.

Sollt zum Schluss vun der Prozedur kee Satisfaktioun kréien, kréien d'national Parlamenten d'Recht virum europäesche Gerichtshaff ze kloen. D'Viraussetzung, an dat ass d'Proposition wéi se elo um Dësch läit, datt se vun der éischer Méiglechkeet, nämlech bei der éischer Kéier ze reagieren a vum System vun der Alerte précoce Gebrauch gemaach hunn, dat gétt hinnen d'Recht fir herno da kënnen ze kloen.

Firwat ass dat esou zréckbehale ginn? Mä well gesot ginn ass, soss géifen d'Parlamenten sech an der éischer an der zweeter Etapp net mat der Proposition befaassen a si géifen eréischt wa se fäerdeg wier, a si géife feststellen datt de Subsidiaritätsprinzip hirer Meenung no net respektéiert wier, kloer goen. Dofir war d'Iddi vum Groupe de travail fir ze soen, ma nëmmen déi kënnen kloen, déi schonn an der éischer Etapp sech bemierkbar gemaach hunn, fir eben esou d'Parlamenten dozou ze bewegen, vun Ufank un direkt sech mat dem Dossier ausenanerzesetzen. Aner Leit hu gesot, wann dat de Fall ass, da wäerte mer eng Lawin erliewen an da wäert all Land an Zukunft emol direkt am Ufank eng Opposition maachen, fir sech domadder d'Recht ze behale fir kënnen och op den europäesche Gerichtshaff ze goen. Dës Fro ass nach net ausdiskutiert.

Mir waren allerdéngs iwwerrascht am Memorandum vum Benelux, vun deenen dräi Regierungen, datt déi sech am Fong géint dese System ausgeschwat hunn, wat d'Méiglechkeet vum Recours a posteriori beim europäesche Gerichtshaff festhält. Mir bedauern des Haltung vun eiser Regierung, déi mat de belschen an hollänneschen Regierungen zesummen am Fong des Iddi, déi am Konvent op grouss positiv Reaktiounen gefall ass, vun deenen dräi Regierungen refuséiert oder verworf gétt. Et ass wéi wann d'Regierungen am Fong géife fäerten, wéi wa se eppes dergéint hätten, datt d'Parlamenten erëm méi Matbestimmung kréichen an och hei kënnen selwer kloer goen.

Am Kader vun der Subsidiaritéit misst et och méiglech gi bestehend Direktiven ze iwwerpräiwen, déi elo scho bestinn, an iwwer eng ähnlech Prozedur, wéi déi, déi elo agefouert gétt fir nei Direktiven, eventuell am Kader vun der Subsidiaritéitsfro och erëm kënnen réckgängeg ze maachen.

Am Zesummenhang mat der Subsidiaritéit si mer och der Meenung, datt de COSAC eng méi wichteg Roll ka spillen, an zwar ouni dem COSAC nei Pouvoiren ze ginn, fir iwwert d'Subsidaritéit ze decidieren, mä fir méi eng administrativ Roll ze spillen téschent de Parlamenten. En Austausch téschent de Meenunge vun de Parlamenten, vun den Dokumentatiounen, well mer jo och musse wëssen, datt an Zukunft, wann dee System do kéint, sécherlech d'Parlamenten ënnerenee müssen diskutieren, datt d'Dokumenten, d'Déciounen

hin an hier geschéckt ginn an datt eventuell do de COSAC kann eng wichteg Roll spillen, dee jo och elo soll e Sekretariat kréien.

Mat der Personnalité juridique vun der Unioun hu mer kee Problem, datt déi agefouert gëtt. Dat bewierkt eng Verstärkung vun der Unioun no baussen. Et muss awer och wichteg ginn, datt an deem neien Traité eng Klausel agebaut gëtt, datt e Land sech erëm kann aus der Unioun zrëckzéien. Do gëtt et bis haut keng kloer Prozeduren an et ass verschiddelecht am Konvent ugeklongen, datt een och sollt eng Prozedur aféieren, laut där e Land sech aus der Unioun kann zrëckzéien.

E weidere Punkt, mat deem elo net ongewéinlech grouss Problemer sinn, mä deen ech awer hei wëll uschneiden, ass, well mer zoufällg gëschter eist neit Wahlgesetz gestëmmt hunn an am Fong Dero-gatiounen agebaut hunn, fir den Net-Lëtzebuerger eng Residenz-klausel vu fénnef Joer ze obligéieren, fir kënnen dat aktiiv a passivt Wahlrecht ze kréien. Well déi Proposition vum Traité constitutionnel, wéi se elo virläit a sengem Artikel 7, hält fest: „Les citoyens et les citoyennes de l'Union jouissent des mêmes droits de vote et d'éligibilité aux élections du Parlement européen ainsi qu'aux élections municipales dans l'Etat membre où ils résident dans les mêmes conditions que les ressortissants de cet Etat.“

Wa mer also dësem Traité an dës Form zoustëmmen, da muss mer och wëssen, datt dat Gesetz, dat mer gëschter gestëmmt hunn, am Fong an deene Punkten net méi conforme zu deenen neien Texter ass. Wéi gesot, mir hunn domat kee Problem, ech wollt awer just drop hiweisen.

Wat d'Presidentschaft ugeet schlësse mer eis der Meenung vun eise Virriedner un. Mir si prinzipiell mat deem System averstanen, mä mir sinn net mat där däitsch-franséischer Proposition averstanen. Mir sinn och der Meenung, datt de Fonctionnement vu 15 op 25 wäert méi schwéier ginn, sinn awer och der Meenung, datt de System vun der Rotatioun muss bäibehale ginn, wéi dat am Memorandum vum Benelux proposéiert ass, ee kann op aner Méiglechkeeten iwwergoe fir dee funktionnéieren ze loossen. Bei der Vereinfachung vun de Prozeduren, mengen ech, gëtt et keng Differenzen.

Beim sozialen Europa huet de Konvent sech relativ schwéierfällg beholl an et huet relativ laang gedauert bis e Grupp agesat ginn ass, dee sech ëm d'Sozialpolitik bekëmmert. Dat huet bewise wéi schwéierfällg Europa och an der Sozialpolitik ass, mä et ass dat ee vun deenen Domänen wou d'Leit awer, géif ech soen, am meeschten drop kucken.

Den Aarbechtsgrupp recomman-deiert am Traité festzeschreien, d'Valeur de justice sociale, de solidarité et d'égalité, och d'Egalité tëschent Männer a Fraen, an och déi handicapéiert Leit sollten doranner mat abezu ginn. D'Sécurité sociale soll awer an de Länner bleiwen an Europa soll méi fir grenziwwerschreidend Moosnamen an den transfrontalière Bestëmmungen zoustänneg ginn um Niveau vun der Sécurité sociale oder vun der Gesondheetspolitik.

E weidere Punkt, deen zur Diskussioun stoung, ass de Vote vun der Majorité qualifizéiert. Och dee geet aus dem Här Fayot senger Motioun eraus a mir waren der Meenung, datt et vläicht zu dësem Zäitpunkt verfréit wier, datt mer och als Parlament géifen eng Motioun stëmmen, wou mer eis scho méi positiv zu engem Vote qualifizéiert prononcieren. Mir mengen, et sollt een domadder ofwaarden, bis d'Diskussioun méi wäit fortgeschritt ass.

En anere Punkt, deen ech nach wëll uschneiden, ass d'Reliounsfro, déi an deene leschte Wochen a

Méint fir vill Gesprächsstoff an Artikelen gesuergt huet, wou d'kathoulesch Kierch am Fong verlaangt, datt e Gottesbezuuch, eng reliés Referenz misst an den Traité constitutionnel kommen. Mir sinn als ADR der Meenung, et sollt een dat net maachen. Ech schlësse mech och do dem Virriedner un, datt dat eng Diskussioun ass, déi tëschent deenen eenzelne Staaten an de Kierche sollt stattfannen am Kader vun der Subsidiariteit, mä en Traité sollt d'Reliouns-, d'Meenungs- an d'Organisationsfräiheet generell verankeren.

Wat d'Charte vun den Droits fondamentaux ugeet, si mer als ADR och der Meenung, datt déi hiren Nidderschlag an deem Traité constitutionnel soll fannen, ob elo e Verweis op d'Charte des droits fondamentaux gemaach gëtt oder als integralen Text, schéngt mer net esou wichteg ze sinn. Et ass vläicht méi e symbolesche Wäert wéi e juristeschen. Wichteg géif dann awer ginn, datt dës Charte duerch en Aschreiwien an deem Traité constitutionnel rechtskräfteg géif an alle State ginn, wat bis haut net bei alle Staaten de Fall ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt op dës puer prinzipiell Punkte vun eiser Sait agoen a mir wollten déi och mat enger Motioun an enger Resoloutioun dokumentéieren. Eng Motioun, wou mer am Fong wëllen datt d'Chamber sech haut soll ausschwätzen, fir wa mer eng Kéier um Schluss ukomme vun esou engem Traité constitutionnel, datt mer dee sollen de Lëtzebuerger Leit a Form vun engem Referendum virleeën, fir datt se doriwwer kënnen ofstëmmen.

Déi meescht Länner an der Unioun wäerten dës och maachen, esou wäit wéi eis Informatiounen ginn.

Motion 1

La Chambre des Députés considère

- *qu'une des tâches de la Convention sur l'avenir de l'Europe est l'accroissement de la « légitimité démocratique » des institutions européennes;*

- *que le « projet de texte des articles du traité instituant une constitution pour l'Europe » ambitionne de se fonder sur la « volonté des peuples » de « bâtir leur avenir commun »;*

- *que dans un texte constitutionnel d'un Etat démocratique les citoyens s'accordent sur le contenu, les limites, l'organisation, l'exécution et le partage du pouvoir politique;*

- *qu'un document légal aussi fondamental qu'un traité constitutionnel pour l'Europe ne pourra être mis en vigueur au Grand-Duché que si une majorité des citoyens luxembourgeois le ratifie;*

- *que sans l'approbation explicite des citoyens un traité constitutionnel n'aura pas la légitimité démocratique nécessaire;*

- *qu'un référendum décisionnel est l'instrument de choix pour assurer la légitimité démocratique d'un traité constitutionnel;*

- *que seul un référendum permettra de connaître la volonté du peuple relative à cette étape cruciale dans le processus de la construction européenne que constitue la ratification d'un traité constitutionnel;*

- *que l'organisation d'un référendum sur un traité constitutionnel pour l'Europe contribuera à un large débat sur les institutions et politiques européennes et à une sensibilisation du citoyen aux questions européennes;*

invite le Gouvernement à

- *organiser, indépendamment du texte final retenu par la Convention sur l'avenir de l'Europe, un référendum décisionnel sur le projet d'une constitution ou d'un traité constitutionnel pour l'Europe.*

(s.) *Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf, Robert Mehlen.*

Dat zweet ass eng Resoloutioun iwwert d'Subsidiariteit, an zwar well eis déi Fro vun der Subsidiariteit, wéi se och vum Grupp Subsidiariteit festgehalen ass, enorm wichteg erschéngt, a well mer och festgestallt hunn, datt ebe grad am Memorandum vun de Benelux-Länner d'Regierungen e wichtige Passage vum Dokument vun dem Grupp Subsidiariteit ewech gelooss hunn oder esouguer refuséiert hunn. Dat ass nämlech deen, fir datt déi eenzel Parlamenter kënnen virun den europäesche Gerichtshaff kloer goen.

Et schéngt eis awer wichteg ze sinn, datt mer als Parlament he eng Zoustëmmung zu dem Resultat zum Grupp Subsidiariteit bréngen an dat och ënnerstëtzen. Wa mer déi Resoloutioun, wéi den Här Fayot se hei virgeluecht huet, wou mer vir an de Considéranten hiweisen op d'Continuation des Gouvernements vum Benelux an hannen am Text, ënner 16, nëmmen de Mécanisme d'alerte précoce opféieren an net méi drop verweisen, datt e Parlament och ka virun d'europäescht Gericht goen, da stëmmt dës Chamber am Fong dem Benelux-Memorandum zou an hält sech domadder d'Méiglechkeet, fir kënnen op den europäesche Gerichtshaff ze goen, eng Méiglechkeet, déi se elo vun der grousser Majoriteit, wéi se am Konvent diskutéiert gëtt, am Fong kritt. An ech fannen, datt mer net als Parlament richtig géife leien, wa mer wierklech déi Méiglechkeeten elo géife kréien, wa mer als Parlament eis selwer déi Méiglechkeet da wëllt refuséieren.

Dofir, wéi gesot, Här President, hu mer eng Resoloutioun gemaach, déi deen dote Punkt preziséiert.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

- *considérant le principe de subsidiarité introduit par le traité de Maastricht afin d'assurer que l'action politique se place au niveau le plus approprié dans les domaines où la compétence est partagée entre Etats membres et Union européenne;*

- *considérant qu'une action au niveau de l'Union européenne ne doit se faire que si l'Union est réellement en mesure d'agir plus efficacement que les Etats membres individuellement;*

- *constatant que jusqu'à ce jour l'application du principe de subsidiarité n'est soumise qu'au contrôle juridictionnel de la Cour de Justice européenne, contrôle qui n'intervient qu'après l'adoption des actes législatifs;*

- *prenant acte du souhait exprimé par le groupe de travail « Subsidiarité » de la Convention européenne qu'à l'avenir l'application du principe de subsidiarité par les institutions européennes soit améliorée et que les parlements nationaux puissent intervenir rapidement et efficacement dans le processus législatif européen s'ils considèrent qu'une proposition de texte législatif ne respecte pas ce principe;*

- *saluant la solution présentée par le groupe de travail « Subsidiarité » dans son rapport présenté à la Convention européenne les 3 et 4 octobre 2002 en session plénière qui renforce la position des parlements nationaux dans le processus législatif européen sans y créer une nouvelle instance ou un nouvel organe;*

- *constatant que cette solution obligera la Commission européenne de joindre à ses propositions de texte une « fiche subsidiarité »;*

- *constatant que la création d'un « mécanisme d'alerte précoce »*

permettra à la Chambre des Députés de s'exprimer dès le début de la procédure législative sur la conformité ou non des propositions de texte de la Commission européenne au principe de subsidiarité;

- *constatant que l'activation du « mécanisme d'alerte précoce » par la Chambre des Députés lui donne droit de saisir la Cour de Justice européenne après adoption des actes législatifs, pour violation du principe de subsidiarité;*

décide de

- *soutenir les propositions du groupe de travail « Subsidiarité » de la Convention européenne qui visent à améliorer l'application du principe de subsidiarité.*

(s.) *Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf.*

Wat d'Resoloutioun vum Här Fayot ubelaangt, wäert eis Fraktioun sech herno, wéi gesot, opgrond vun deem doten an och verschiddeenen aneren Artikelen enthalen. Mir waren der Meenung, datt et verfréit wier fir sech generell a spezifesch a Punkte festzeleeën, datt mer mengen, dat Wuert Majorité qualifizéiert wéi ze fréi, datt een e Vote géif doriwwer huelen, datt mer mengen, et wier ze fréi fir sech iwwert d'Nature constitutionnelle auszuschwätzen.

Ech hunn dat elo vu Subsidiariteit gesot. Och Wiederer wéi Ministere des Affaires européennes schéngen eis falsch Wiederer ze sinn. Europa huet keng Regierung, kann och kee Minister eiser Meenung no hunn. Dat sinn d'Staten. Et ass also eng Resoloutioun, déi eis scho géif fixéieren zu engem Zäitpunkt, wou mir mengen datt mer eis als Land sollten nach méi Spillraum behalen. Dofir hu mir just eng Resoloutioun an eng Motioun deponéiert. Eng ass ganz wichteg, nämlech de Referendum, well et kann een net en Traité constitutionnel hei am Land oder fir d'Bierger hei am Land aféieren, wann een d'Bierger net doriwwer léisst ofstëmmen.

Den zweete wichtige Punkt ass fir de Parlamenter méi Rechter ze ginn. Dofir déi Resoloutioun, wou mer als Parlament d'Resultater vum Groupe de travail Subsidiarité an hirer Integraliteit ënnerstëtzen.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- D'Madame Renée Wagener ass als nächst Riednerin agedroen. D'Madame Wagener huet d'Wuert.

■ Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG).- Merci, Här President. Ech wëll mech un déi Virgab halen, déi mer als Konventionell eis eigentlech ginn hate fir prioritär d'Aarbecht an deene verschiddeenen Aarbechtsgruppen duerststellen, an eise Rieden, ier et da vläicht am Uschloss dozou géif zu méi inhaltlechen Diskussiounen kommen. Dofir wäert och mäi Kollege Fränz Bausch herno nach eng Kéier d'Wuert huelen.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech wëllt dann um Beispill vum Aarbechtsgrupp Rôle vun den Nationalparlamenter demonstrieren, dass d'Aarbecht am Konvent och kann e ganz konkreten Nidderschlag op d'Aarbecht vum Lëtzebuerger Parlament hunn.

Deen Aarbechtsgrupp, an deem ech d'Éier hat Member ze sinn, huet sech mat der Fro befaasst vun der Kontroll vun de Regierungen am Verlaf vum Décisiounsprozess ronderëm déi europäesch Gesetzgebung.

Här President, ech weess net ob een eppes ka maachen, fir datt meng Stëmm besser eriwuer kënn, well ech hunn d'Gefill, ech misst hei ëmmer ganz haart jätzen. Vlächicht ass et en technesche Problem.

■ M. le Président.- Da waart, ech probéieren emol.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG).- Wéi gesot, et geet also ëm d'Kontroll vun de Regierungen op d'europäesch Gesetzgebung. Dat ass e Problem, deen a ganz Europa sech stellt, wou et awer Länner gëtt, déi sech besser Instrumenter ginn hu fir déi Kontroll, an aner Länner, wou déi Instrumenter net esou développéiert sinn. An interessanterweis sinn et haapt-sächlech déi nei Länner, respektiv d'Kandidatländer, déi sech do scho méi Gedanke gemaach hunn, niewent natierlech deene skandinavesche Länner, déi ganz wäit fortgeschritt sinn, well Lëtzebuerg gehéiert éischter zu deem Grupp vun den ale Länner an deem alen Europa, déi net esou développéiert Strukturen an deem Beräich hunn.

(Interruptions)

Jo, hei ass alles ganz labber, Här Fayot. Dee Prozess vun „scrutiny“, wéi dat op englesch genannt gëtt, do hu mer dann eng Rei vu Recommendationen an eise Aarbechtsgrupp festgehalen. Zu deene gehéieren zum Beispill d'Aschreiwel vun der Roll vun den Nationalparlamenter als Kontrollorgan vun de Regierungen, déi am Ministerrot vertruede sinn an den Traité constitutionnel. Eng besser Beliwierung vun den Nationalparlamenter mat der Dokumentatioun ronderëm Projets de directive an anerer. Ech mengen, do si mir zu Lëtzebuerg nach relativ fein eraus, mä et ginn aner EU-Länner wou dat méi schwéier ass.

D'Festhalten um Délai vu sechs Wochen tëschent dem Dépôt an den Décisiounen, wéi en am Traité vun Amsterdam virgesinn ass an deen de Parlamenter et géif erméigleche sech an den Entscheidungsprozess anzuschalten. D'Afféiere vun engem Fréiwarnsystem, op deen ech elo net aginn. Den Här Gibéryen huet dee schonn développéiert. Deen ass jo vu sengem Aarbechtsgrupp am Fong entwéckelt ginn. An dann d'Kläre vum Mandat vum COSAC, also den Zesummeschluss vun den Nationalparlamenter vun der Unioun, wat sécherlech e Sujet ass, wou och d'Lëtzebuerger Membere vum COSAC vlächicht sech kënnen danken maachen, wéi se do kënnen d'Entwécklung virundreiwen, déi heiansdo e bëssen zéi schéngen ze sinn. Mä op alle Fall ass geduecht ginn, dass dee COSAC kënn als Kader dänge fir e besseren Echange um Niveau vun den Informatiounen an awer och vun Aarbechtsmodeller tëschent de parlamentaresche Kommissiounen vun alle Länner. De COSAC kënn dann och méi prezis Lignes directrices ausschaffen, quasi e Katalog vu „best practices“, wéi méi eng effikass Kontroll vun de Parlamenter soll ausgesinn.

Da wär och ze klären, ob et sënnavoll wier e Forum ze schaffen an deem iwwert déi grouss politesch Orientatiounen vun der EU kënn diskutéiert ginn a wou esouwuel d'Nationalparlamenter wéi och d'EU-Parlament dra vertruede wieren. Dat ass eng Fro, wou dann och d'Propos komm ass vun engem europäesche Kongress. Do sinn d'Meenunge ganz wäit ausenaner gaangen. Et kann een op alle Fall zrëckbehalen, dass d'Iddi vum Kongress guer keng Ennerstëtzung fonnt huet, a wéi wäit et Alternativen zu deem Modell ginn, ass bis elo awer och nach net esou richtig eraus. Dann ass och virgeschloen ginn, dass e kënn all Joer eng Semaine européenne an all Memberland maachen.

Dat hei sinn also, wéi ech se elo opgezielt hunn, keng contraignant Mesuren, déi do proposéiert gi fir d'Kontroll vun den nationale Regierungen. An d'Argument fir dat eben net contraignant ze maache wor, dass ee jo de Parlamenter, déi autonom sinn, näischt esou kënn op-

zwängen. Ech hunn do innerhalb vun deem Aarbechtsgrupp, an deem ech aktiv wor, eng aner Meenung vertrueden. Ech muss och soen, dass ech do esou minoritär wor, wéi een nëmme ka minoritär sinn, well all déi aner eben déi aner Meenung haten, mä ech hu fonnt, et hätt e kënné weinegstens an engem allgemenge Saz am Traité constitutionnel festhalen, dass et eng Pflicht vun den Nationalparlamentarier wier fir sech Moyenné fir dee Contrôle ze ginn. Mä wéi gesot, ech wor do an der Minoritéit. Dat ass vläicht awer e bëssen erstaunlech, wann ee gesäit dass um Niveau vun der Subsidiaritéit d'Problemer net esou grouss woren, fir do méi e präzise System vu Kontroll ze schafen, wou d'Länner sech och an engem gewisse Sënn verpflichten, fir sech mat de parlamentareschen Dokumenter vun der EU-Gesetzgebung ausenaner ze setzen.

Fir dass dee lëtzebuergesche parlamentareschen Tiger dann awer och emol Zänn kritt an deem Beräich, hu mir als Gréng gemengt, mir géife Proposen eraginn, fir dass mir selwer hei och emol kënnen méi aktiv gi par rapport zu eiser Regierung. Mir hunn déi virun enger Zäitchen déposéiert. Dat si Propositionen fir de Règlement intérieur ze amendéieren a wou eng ganz Rei vu Saache virgesi sinn. Ech gi just e puer Beispiller.

Zum Beispill hate mer geduecht, dass eng Commission des Affaires européennes hei am Haus sollt geschafte ginn, déi den Tri vun den Dokumenter géif maachen déi erakommen, an déi da gegebenfalls géif en Avis ausschaffen oder vun enger Commission sectorielle ausschaffe loossen, fir dass dann eben d'Regierung kënn eng Ligne de conduite hunn, wa se an Europa geet, an dann eng gewisse Position vis-à-vis vun de Projets de directive anhëlt.

Eng weider Propos wor, dass d'Europadeputéiert an alle Commissionen kënnent als Observateur derbäi sinn. Dat misst der Fraktion vun der LSAP jo och gutt gefallen. Eng aner wor, dass et heibannen...

(Interruptions diverses)

Neen, guer net. Ech hu just gemengt, dat wier eng Fuerderung déi vill Membere vun lech och aus dem Europaparlament géife vertrieben.

Här President, en anere Virschlag wor, dass et heibannen zum Prinzip géif ginn, dass d'Chamber der Regierung eng Ligne de conduite par rapport zu de Projets de directive géif virschloen, an och dass d'Chamber doriwwer eraus géif iwwert d'Evolution vun esou engem Projet de directive informéiert ginn. Et geet net duer, dass ee ganz am Ufank eng Kéier gesot kritt, esou gesäit dee Projet aus, an een dann herno net méi matkritt wéi eng verschidden Tractatiounen do gelaf sinn, wéi eng Ännerungen um Text gemaach si ginn an een dann herno muss feststellen, dass en fin de compte eng ganz aner Direktiv dobäi erauskomm ass, wéi een am Ufank als Nationalparlament geduecht hat.

Dat, wéi gesot, eng Rei vun deenen Iddien, déi mer a Form vun enger Revisioun vun eisem Règlement intérieur eragereecht haten. Wann ee wëllt méi a Richtung vun enger Stärkung vun Europa goen, woufir mir als Gréng och antrieden, da muss ee sech awer op där anerer Säit och de Corollaire ginn, den Afloss vun den Nationalparlamentarier op d'Regierungen am Virfeld vun der Schafung vun deenen neien europäesche Gesetzer méi grouss ze maachen.

An dofir drängt sech zu Lëtzebuerg eiser Meenung no esou eng Reform vun deene Kontrollinstrumenter op. Ech hu verlaude gehéiert, dass den Echo bis elo ganz positiv wor heibannen op déi dote Propositionen. Ech hoffen, dass et dann och um Niveau vun

der Commission du Règlement geschwé kann zu méi konkreten Diskussiounen kommen. Här President, dat zu deem Aarbechtsgrupp an deem ech Member wor.

Ech wëllt da just nach um Schluss e puer Wuert soen zum Traité constitutionnel. Et ass jo elo am Konvent esou wäit, dass konkret um Text vun esou engem Traité geschaff gëtt. Déi gréng Memberen am Konvent hu sech do fir eng ganz Rei vu Sujeten agesat, ënner anerem dofir dass Sujeten an deem Traité ageschriwwen gi wéi Chancéglichheit tëschent Fraen a Männer, de Schutz vun der Ëmwelt an och nach eng ganz Rei vun anere Punkten. Mir hoffen, an dem Här Fayot säi Projet de résolution deit jo och drop hin, dass d'Lëtzebuerg Chamber dat och esou gesäit.

Mir géifen et awer ganz wichteg fannen, dass d'Iddi vun de Services d'intérêt général an där neier Verfassung géife verankert ginn, well soss riskéiere mer, dass wichteg Missiounen vun der EU deem suspekten Wierke vun engem Här Lamy kéinten zum Opfer falen. Wéi gesot, den Hér François Bausch wäert herno nach op déi méi inhaltlech Punkte par rapport zu deem Traité an och zum Konvent Stellung huelen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Madame Wagener. Den nächste Riedner ass den Hér Urbany. Dir hutt d'Wuert, Hér Urbany.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Merci, Hér President. Dësen EU-Konvent soll jo der Europäescher Union e verfassungsrechtliche Kader ginn, a bei esou engem regelrechten Acte fondateur vun enger neier Union, hätt ee sech jo kënnen denken, dass déi europäesch Bevölkerung op eng äusserst breet an demokratesch Aart a Weis mat an déi Aarbechte géif agebonne ginn.

Mä wat ass geschitt? De Konvent beschränkt sech op Regierungs- a Parlamentsmembere an léisst déi vill beschwueren Zivilgesellschaft dobaussen. De Konvent ass domat e Spigelbild vun der Regierungsmethod an Europa, déi jo vun Ufank un dora bestanen huet, dass déi legislativ Muecht am wesentlechen an den Hänn louch vun den europäesche Regierungen, a wann do einschneidend Décisiounen geholl ginn op den EU-Ministerréit, also vun eiser Regierung mat, da brauchen déi Regierungen herno hire Wieler nëmme ze erklären, déi onpopulär Moosnamen déi wieren all zu Bréssel decidéiert ginn, dat géif net méi an hir Kompetenz falen.

Här President, am Punkt 2 vum Artikel 3 vum „Projet de texte des articles du traité instituant une constitution pour l'Europe“, deen dem Konvent virläit, steet, dass déi nei Union eng Politik ustrief, „visant le plein emploi et générant de hauts niveaux de compétitivité et de hauts niveaux de vie“.

Wat mech un Europa esou fasziniert, dat ass déi permanent Spannung tëschent de Proklamatiounen vun den offiziellen Texter an de Realitéiten um Terrain.

Wéi kann een eng héich Kompetitivitéit, wéi se an den neoliberalen Denkmustere jo verstane gëtt, verbanne mat enger héijer Liewensqualität a mat der Vollbeschäftigung? Dat ass déi Fro, déi ech hei wëll opwerfen.

Mir gesinn et jo all Dag, fir kompetitiv ze bleiwe gëtt d'Kapital ëmmer manner besteiert, d'Sozialkäschte ginn esou déif wéi nëmme méiglech erfrogedrückt, d'Aarbechtskonditiounen gi fir déi Betraffen ëmmer méi flexibel, ëmmer méi schlecht an endege ganz dacks bei Kënnegungen a Failliten.

Säit dem Ufank vun den 90er Joren huet d'Kommissioun ugefaangen déi öffentlech Déngschtleeschungen mat enger richteger Salamtaktik ze privatiséieren. Et huet uge-

faange mat den Telekommunikatiounen, du koum den Transport, de Strom, de Gas an dann d'Post, a muer ass et wahrscheinlech d'Gesondheitswiesen an d'Schoul. Ech froe mech, wéi een ënner esou Bedingungen eng héich Liewensqualität kann errechen?

De Pacte de stabilité, dee jo zu Maastricht beschloss ginn ass, stellt eng ganz Rei vun äusserst rigide budgetäre Kritären op. Mer hu schonn d'lescht Joer gesinn, dass verschidde Länner wéi Däitschland oder Portugal sech net méi un déi Kritäre kënnen halen, wat den öffentlechen Defizit ugeet.

A wann elo esou Länner bäikomme wéi déi Tscheschech Republik, Ungarn, Slowenien, d'Slowakei oder Polen, da muss ee feststellen, dass déi jo en niddregt Duerchschnëttsakommes pro Kap hunn, dat bei nëmme 53% vun europäeschen Duerchschnëttsläit. Fir déi baltesch Länner sinn dat nëmme 37%. Aner säits hunn déi dräi äermsten EU-Länner, Griicheland, Portugal a Spuenien, e PIB am Joer 2000 vun 78% par rapport zum europäeschen Duerchschnitt gehat. Dorunner gesäit e jo ganz gutt d'Kluft tëschent den aktuellen EU-Memberen an deenen neie Baitrétslänner.

Ekonomisten hunn ausgerechent, dass d'Baitrétslänner an deenen nächste Jorzinten e Wuesstum misste kréien, deen zweemol esou héich läit wéi dee vun den EU-Länner, wa se wëllen op den Niveau komme vun deene räichste Länner an Europa. Dat ass awer incompatible mat de Kritären, déi am Maastrichter Vertrag festgehalde goufen, weinstens wann een ustrieft dass dee Wuesstum soll sozial verträglich sinn. Dat setzt natierlech héich Sozialbudgeten och an deene Länner viraus.

Ech wëll e weidert Beispill ginn. Et gouf an Europa eng Entwécklung ageleet fir de Finanzwäert vill méi Gewicht aneraumen. D'Investitionsfonge wéi och d'Pensionsfonge sollen encouragéiert ginn. Déi national Regularisatiounsmechanisme sollen op enger minimalistischer Basis harmoniséiert ginn an all Barrière géint d'Finanztransaktiounen sollen ofgeschaaft ginn. Lëtzebuerg mat senger Bankeplaz gehéiert zu deenen driewende Kräfte vun där Entwécklung. Dat stellt awer à la longue d'Finanzierung vun de Budgeten a vun de soziale Services an deenen eenzelne Länner a Fro. E kleng Virgeschmaach dorobber hu mer jo kritt, wéi mer iwwert de Budget hei virun ongeféier zwee Méint diskutéiert hunn.

Här President, wann een déi konkret ekonomesch a finanziell Politik vun der Europäescher Union betruecht, da fällt op wéi allgemeng an inhaltslos de konkrete Contenu vun deem ass, wat dat sozialt Europa soll an Zukunft duerstellen.

Ech hunn hei en Zitat fonnt vum Hér Juncker, dat nach zimlech rezent ass, zu Bréssel gehalten an enger Ried de 15. Mee 2001, wou hie gesot huet: „Depuis tant d'années j'ai entrepris un pèlerinage. L'Europe souffre d'un énorme déficit social“, huet de Pilger Juncker festgestallt.

An der Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, déi um Konvent vum Joer 2000 verfaasst gouf, feelen eng ganz Partie konkret Rechter. Dozou wëll ech aus dem Robert Badinter sengem Artikel am Monde vum 20. Juni 2000 zitieren, wou e seet: „A défaut de reconnaissance, par tous les Etats de l'Union (...) de droits économiques et sociaux au contenu précis, à la portée étendue et qui expriment l'identité sociale, mieux vaudrait renoncer au projet de Charte. Car, si celle-ci de-

vait marquer un renoncement à la reconnaissance dans l'Union des droits sociaux que la France tient pour fondamentaux, alors la Charte constituerait, non pas l'affirmation d'un progrès, mais l'expression d'un recul au regard de nos valeurs fondamentales de solidarité et de justice sociale.“

Abee, et ass déi relativ inhaltlos Charte vun de Grondrechter, déi elo onverännert soll an déi nei europäesch Verfassung integréiert ginn, an domadder eng onzefriddestellend Basis duerstellt fir d'Zukunft op där eng sozial Kohesioun vun de Länner an Europa kaum nach méiglech ass.

M. le Président. - Hér Urbany, den Hér Fayot wëll lech eng Fro stellen.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - D'accord, wann ech déi Interruption herno bei meng Riedezäit derbäi gerechent kréien.

M. Ben Fayot (LSAP). - Et ass ganz kuerz, Hér Urbany. Ech wollt lech just drop hiweisen, dass an der Charte des droits fondamentaux, vläicht nodeem dass den Hér Badinter deen Artikel geschriwwen hat, awer e relativ ausféierlecht Kapitel iwwer „solidarité“, wou all déi Sozialrechter dra sinn, ugehall ginn ass an dat Partie integrante vun der Charte des droits fondamentaux ass.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Ech weess, Hér Fayot, dass déi Charte des droits fondamentaux verbessert ginn ass a verschidde Punkten, nodeem se ganz heftig kritiséiert gi war, mä se bleift awer ëmmer nach onzefriddestellend, well soss hätt jo net den Hér Juncker kënnen déi deprimant Feststellung hei maachen, e Joer nodeem déi Charte eréischt ugehall ass, wou e seet „l'Europe souffre d'un énorme déficit social“. Ech mengen, dat ass jo awer eng kloer Ausso, oder ass dat nëmme eng polemisch Ausso gewiescht?

M. Ben Fayot (LSAP). - Dat ass jo de Problem. D'Charte fir den Abléck ass eng Deklaratioun, a wat mer wëllen um Konvent maachen, dat ass fir se bindend-contraignant ze maachen.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Contraignant an deem aktuelle Contenu.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Et ass noutwendeg déi dote Charte bindend-contraignant ze maachen, well se geet net immens wäit. Si ass ënnert deem, wat an onser nationaler Gesetzgebung steet.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Voilà, wat ech wollt soen, si gëtt contraignant an hirem aktuelle Contenu gemaach. A si gëtt esouguer nach, mengen ech, fir zéng Joer festgeschriwwen. Dir kënn mech do vläicht corrigéieren, wann ech mech ieren. Se daerf zéng Joer laang net geännert ginn. Esou ass et virgesinn. Dat heescht, do gëtt och nach e Status quo festgeschriwwen vun där Charte, déi - an ech bleiwen där Meenung -, Hér President, absolut onzefriddestellend ass. An dat ass vu ville Säite kritiséiert ginn, ënner anerem vun de Gewerkschaften, Hér Fayot, ass dat jo awer ganz daitlech gesot ginn.

D'Gewerkschaften iwwregens, déi jo zesumme mat aneren Associatiounen hei op Ären Hearing kommen an déi do zu deem Europakonvent eng ganz Partie vu konkreten Analysen a Propositionen erabruecht hunn, fir deen europäesche Verfassungsprozess mat Liewen ze fëllen, am Interesse vun enger harmonescher a sozialer Entwécklung vun alle Leit déi he schaffen a wunnen. Mä et gesäit awer net esou aus - an do misst Dir mech vläicht dann erëm eng Kéier corrigéieren -, wéi wann déi Uleiese vun de Gewerkschaften, déi se hei ausgedrückt hunn, och hiren

Nidderschlag am europäesche Konvent géife fannen. Et gesäit éischter esou aus, wéi wann déi bestehend Institutionen an déi bestehend politesch Linnen an Europa géife weidergefouert ginn ënner enger neier Verpackung.

Dobäi sinn ech awer der Meenung, dass esou Fuerderung bestëmmt net op wirtschaftlech Barrière tössen, mä ganz kloer op politesch an ideologesche Barrieren, an esou laang wéi déi neoliberal Dogmen an Europa, déi jo awer op ganz knallhaarde wirtschaftlechen Interesse berouen, esou laang wéi deen neoliberale Mainstream hei an Europa virherrscht, besti weineg Chancen dass déi berechtigt Fuerderung vun de Gewerkschaften och géifen ëmgesat ginn.

Mä ech sinn awer och op där anerer Säit der Meenung, dass de Widerstand an Europa sech lues a lues mécht, an dass d'Alternativen op deene verschidde Gebidder lues a lues ufänken sech ze prezisieren an, wat ech virun allem wichteg fannen, ze koordinéieren, och tëschent deene verschidde Interessen, de sozialen Interessen op där enger Säit, den Ëmweltinteressen op där anerer Säit an och deenen neien Interessen, déi sech de Moment zum Beispill an der Friddensbewegung weisen.

Wann ech verschidde Leit heibanne gesinn, déi schéngen depriméiert ze sinn, dass dat mat der europäescher Friddens- a Sécherheetspolitik de Moment net esou virugeet, da soen ech: Ech si guer net depriméiert doriwwer, ech freie mech, dass 80% vun de Leit an Europa der Meenung sinn an Hoffnung fir d'Zukunft hunn, dass et zum Fridde kënn a soen: De Fridde muss garantéiert ginn an et daerf net zu engem Krich am Irak kommen.

An ech mengen, wat mer brauchen - an dat wëll ech dann zum Schluss nach eng Kéier soen - dat ass keen Europa wat ee „global player“ ass, mat enger Aussen- a Militärpolitik, déi virun allem dofir do ass fir d'Mäert op der Welt ze sécheren, mä wat mir brauchen, dat ass eng Welt wou jiddereen zielt - fir e Slogan ze huele vun der CSV -, och d'Kanner am Irak.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Hér Urbany. Den nächste Riedner ass den Hér Emile Calmes. Dir hutt d'Wuert, Hér Calmes.

M. Emile Calmes (DP). - Hér President, Dir Dammen an Dir Hären: „La mission de l'Europe aujourd'hui est de trouver sa conscience et sa responsabilité dans le sens le plus profond du terme, c'est-à-dire responsabilité non seulement à l'égard de sa propre architecture politique, mais envers le monde dans son ensemble.“ Dat Zitat vum Vaclav Havel beschreift, esou wéi ech mengen, am beschten déi zwou Erausforderunge mat deenen déi Europäescher Union haut confrontéiert ass.

Déi Europäescher Union muss hir politesch Architektur prezisieren, méi effizient gestalten, méi verständlech maachen, méi erkennbar maachen, fir eben déi Responsabilitéiten an der Weltgemeinschaft anzehuelen, zu deenen hir Memberstater sech scho laang verpflichtet hunn, an deenen si sech schonns nëmme eleng weinst hirem Poids démographique, économique a politique an der Welt net entzée kann a wëllt.

Haut an deesen Zäiten, déi gepregt sinn duerch d'Onsécherheet, wou d'Welt den Otem unhält, wier et natierlech wichteg, dass déi Europäescher Union eng kloer Linn hätt. Déi Europäescher Union huet eng Verantwortung virun der Weltgemeinschaft fir eng Position ze vertrieden. Déi Europäescher Union huet och eng Verantwortung vis-à-vis vun hire Bierger. Hir Verantwortung ass et fir hinnen ze weisen, dass si sech op si verlooosse kë-

nen, an dat wier och deen eenzege Moyaen fir der Onsicherheit entgéint ze wierken.

Et brauch een net e grouse Spezialist oder Ekonomist ze si fir ze verstoen, dass d'Politik, wa se keng eenheetlech Haltung huet, d'Onsicherheit gefill verstärkt an domadder d'Marché veron-sécher. Egal wem seng Positioun méi richtig oder méi falsch ass wéi déi vun deem aneren, dat huet den Désavantage datt d'Positiounen net eenheetlech sinn an domadder kee Gefill vu Sécherheet vermëttele.

Or, ebe just grad dat ass et, wat eng vun den Haaptmissiounen vun der Europäescher Unioun ass. Déi aktuell weltpolitesch Situatioun wëllt eben, dass déi Europäesch Unioun elo während dem Reformprozess, dee se elo säit engem Joer ageschloen huet, schonn e Wee fanne muss fir hir Unitéit ze beweisen.

Et gi Leit déi elo soen dat wier net gutt fir de Konvent a seng Aarbechten. Ech mengen et kann een en fin de compte soen, datt et em och net schuet. Déi Situatioun an där mer elo si beweist just emol méi wéi urgent et ass, dass déi Europäesch Unioun sech esou organiséiert, dass se aussepolitisch eng Linn festleet, déi se vertritt, a wou keen op d'Iddi kënt Cavalier seul ze spillen. Ee vun den Ziler vum Konvent soll et jo ebe just grad sinn déi Europäesch Unioun de Bierger méi no ze bréngen. Et soll e Gemeinschaftsgefill an en Identitéitsgefill entstoen, wou een zouglich houffeg op seng Diversitéit an op seng Gemeinsamkeiten ass, an déi een dann och no bausse vertritt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dat ze erreeche muss déi Europäesch Unioun reforméiert ginn. Spéitstens no den Diskussiounen em den Traité vun Nice huet een erkannt, oder besser gesot wollt een endlech erkennen, dass déi Europäesch Unioun à terme net méi richtig funktionnéiere kéint, an dat besonnesch en vue vun hirem gréissten Elargissement säit hirem Bestoen.

Ech ginn a menger Interventioun net op alleguer d'Punkten an, déi am Konvent diskutéiert gi sinn, déi vun de Kolleegen a Kolleeginnen, déi d'Chamber am Konvent vertrieben, elo in extenso erkläert goufen, déi awer allegueren e wichtege Bäitrag fir d'Ausschaffe vun enger Constitutioun sinn.

Mä nieft deene Punkten ass et genau esou wichteg fir en Zesummespill zwëschen den Institutionen, dem Conseil, der Kommissioun an dem Europaparlament méi kloer demokratesch an transparent ze gestalten. Domadder erreecht een, dass d'Institutionen fir de Bierger besser verständlech an him méi no bruecht ginn. Déi Europäesch Unioun kann och do nëmmen u Visibilitéit gewannen, wa se dat mécht.

Am Rapport iwwert d'Conférence intergouvernementale, déi den Här Fayot an ech selwer hei virgestallt hunn, hat d'Commission des Affaires étrangères folgend Remarque gemaach: „Il ne faut pas perdre de vue que la réforme des institutions concerne le triangle institutionnel de l'Union européenne, c'est-à-dire le Conseil de l'Union européenne, la Commission européenne et le Parlement européen. D'ailleurs le triangle institutionnel suggère, et c'est bien le but recherché, que ces trois institutions soient étroitement liées entre elles. Ces trois institutions se trouvent dès leur création dans une interdépendance équilibrée.“

Déi Interdépendance équilibrée soll och no de Reforme bestoe bleiven, just soll d'Legitimitéit vun den Décisiounen, déi am Triangle institutionnel ausgeschafft ginn, verstärkt ginn, andeem de legislativen an exekutive Prozess méi verständlech demokratesch an effizient gestallt gëtt.

Dat bedéngt natierlech och, datt déi Institutionen intern reforméiert ginn, fir deenen Uspréck gerecht ze ginn. De Rôle vun der Kommissioun, dem Moteur de l'intégration européenne, wéi ëmmer gesot gëtt, muss gestärkt ginn, dat besonnesch am Hibleck op den Elargissement. Dat soll duerch de Kommissionspräsident geschéien, dee vum Europaparlament gestëmmt soll ginn, an da vum Conseil um Niveau vun de Stats- a Regierungschefe mat enger qualifizierter Majoritéit approvéiert gëtt.

An enger erweiterter Unioun ass et kloer, dass d'Ziel vun de Commissairen erofgesat muss ginn an all d'Länner gläichgestallt sinn an an der Kommissioun no engem gerechte Rotationsprinzip vertrauede muss sinn, esou wéi dat schonns am Traité vun Nice festgehal ginn ass. D'Kommissioun, déi weider nom Kolleegialitéitsprinzip funktionnéiere soll, an déi exklusiv d'Recht op déi legislativ Initiative hu soll, soll och responsabel si virum Europaparlament an dem Conseil. Wat elo déi legislativ Fonctiounen vun der Kommissioun ubelaangt, esou sollen déi weider gestärkt a confirméiert ginn. D'Europaparlament soll verstärkt mat an de legislative Prozess mat ageschloss ginn, notamment duerch eng Ausweitung vun der Codécision.

A puncto Exekutiv soll d'Kommissioun d'Applikatioun vun europäesche Recht nach méi intensiv kontrolléieren am Zesummespill mat der Cour de justice européenne. Dat soll och gëlle fir d'"grandes orientations de politique économique", deenen hir Applikatioun méi effizient op pluriannueller Basis opgestallt soll ginn. An deem Kontext soll d'Kommissioun och e verstärkte Rôle an der Iwwerwachung vum Pacte de stabilité kréien.

Fir elo op de Conseil européen ze schwätzen ze kommen, esou ass et och do néideg, dass Reforme gemaach ginn, mä awer net där, déi en fin de compte riskéiere géifen d'Gläichstellung vun alle Memberstaaten, déi an der Unioun sinn, a Fro ze stellen. Duerfir ass et och net opportunt, dass een e President vum Conseil fir eng länger Zäit nominéiert.

Grad den Turnus an der Présidence vum Conseil gëtt alle Memberlänner d'Geleeenheet déi europäesch Politik emol eng Kéier vun hirem Standpunkt aus ze beaflossen, dat natierlech awer an enger Kollaboratioun mat deenen anere Memberlänner. D'Présidence tournante erlaabt et och, esou wéi dat bis elo ewell de Fall war, deene Bierger vun deem Land, wat d'Présidence huet, Europa méi no ze bréngen.

De Conseil européen, wou d'Stats- a Regierungschefe vertrauede sinn, soll jiddefalls grouss politesch Orientatiounen festhalen. De Conseil européen arrétéiert och de Programme pluriannuel op Basis vun enger Proposition vun der Kommissioun. Dat Zesummespill zwëschen den Institutionen, wou op där enger Säit d'Kommissioun hir Propositionen mécht, d'Europaparlament duerch d'Codécision verstärkt implizéiert gëtt an de Conseil Décisiounen hält, kann nach verstärkt ginn. Ech halen duerfir déi Propositionen vum Benelux fir ubruecht, an deene gesot gëtt dass de Conseil Affaires générales vum President vun der Kommissioun presidéiert gëtt an de Conseil Relations extérieures vum Haut Représentant oder vum Commissaire, deen eng duebel Kap soll droen, presidéiert ginn. Ech halen et fir effektiv unabdingbar, esou wäit wéi ech et schonns am Ufank vu menger Interventioun ënnerstrach hunn, dass déi Europäesch Unioun sech an hire Relations extérieures besser artikuléiert an hir Positioun vun enger Personalitéit vertritt gëtt. Dat soll souwuel de Fall sinn an der gemeinsamer europäescher Sécherheitspolitik wéi awer och an der Verteidigungspolitik.

Jiddfereen, dee sech e bësse mat Aussepolitik beschäftegt, weess, dass eng Aussepolitik nëmme komplett ka si wann hir allegueren d'Moyenen zur Verfügung stinn, déi esou eng Politik ausmaachen. Fir unzefänke muss awer duerfir eng Entitéit, an deem Fall déi Europäesch Unioun, an deene groussen internationalen Organisationen vertrauede sinn, déi fir d'Anhale vum Droit international asteet. Déi Europäesch Unioun konnt dat bis ewell net, well si iwwer keng Personalitéit juridique verfüegt huet. Am Konvent ass d'Meenung opkomm, dass een déi internationalen Organisationen opfuere soll hir Statuten ze änneren. Ech sinn der Meenung, dass, wann ee sech eng Constitutioun gëtt, een dann och eng Personalitéit juridique unique sollt hunn.

En anert Element ass dat - an dat hu mer jo am Kader vun aneren Diskussiounen hei schonns oft genuch gesot -, dass eng Aussepolitik eng militäresch Komponent muss hunn. Dat wëllt net heeschen, dass déi en finalitéit agesat gi soll, mä si soll als Drockmëttel dënge kënnen an eis erlabe Krisen op eisem Kontinent eleng Meescher ze ginn oder Memberen oder anere Frënn aus der internationaler Gemeinschaft zu Hëllef ze kommen. Ech ënnerstëtzen och, dass ee Mesuren huele kann, déi et erlaube schnell op Krisensituatiounen ze reagéieren. Duerfir sti mer och favorabel der Auswäitung vun de Petersberg-Missiounen géigeniwwer. Alles dat sinn Elementer, déi eng kohärent Aussepolitik ausmaachen an déi déi Europäesch Unioun sech soll ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll e weidere Sujet opwerfen, dee mir nach um Häerz läit, an dat ass dee vun dem Rôle vun den nationale Parlamenten. An deene 14 Joer, wou ech elo hei an der Chamber sinn, hunn ech leider musse feststellen, dass ganz Décisiounen, déi um europäeschen Niveau geholl gi sinn, oft méi oder manner laanscht d'Chamber gelaf sinn. Mir ginn zwar vun eiser Aussemnistesch regelméisseg informéiert, wat um europäeschen Niveau geschitt, mä trotzdem gëtt eisen Avis eréischt gefrot, wann um Niveau vum Conseil schonn alles gelaf ass. Duerfir begrëssen ech et, dass am Kader vun der COSAC - Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires - d'Berodungen an d'Echangé verstärkt solle ginn.

Mir sinn och der Meenung, dass et eng gutt Saach ass, dass den nationale Parlamenten d'Méiglechkeet soll ageraumt ginn, e Contrôle ex ante ënner der Form vun enger Alerte précoce ze maachen, wat de Respekt vum Subsidiaritätsprinzip vun de legislative Propositionen, déi zu Bréssel diskutéiert ginn, garantiéiere géif. Och dat, Här President, soll et erlaben déi Europäesch Unioun hire Bierger méi no ze bréngen, wann hir gewielte Vertrieeder aus den nationale Parlamenten iwwert dat matschwätze kënnen, wat zu Bréssel decidéiert gëtt.

Par contre si mer der Meenung, dass e sogenannte Congrès des peuples keng Plus-valué bréngt, weder fir déi Europäesch Unioun de Bierger méi no ze bréngen, nach fir eng méi grouss demokratesch Legitimitéit ze erreechen. Au contraire, eng weider Institution géng déi Europäesch Unioun, nodeems mir se da vläicht méi verständlech organiséiert hätten, erëm méi komplex maachen. Wann an deene Mesuren, déi de Konvent elo ausgeschafft huet, d'Iddi vun enger Unioun vun de Staten an de Völker weider respektéiert gëtt - an dat schéngt jo de Fall ze sinn -, dann hu mer eng demokratesch Legitimitéit, déi déi Europäesch Unioun bis ewell nach net hat.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Konvent huet eng ganz Rei vu Propositionen ausgeschafft, déi der Missioun vum Conseil vu Laeken gerecht ginn. Wa mer gären hätten, dass déi Europäesch Unioun eng Unioun vun de Staten an de Völker ass, wou et méiglech gëtt e reellt Gemeinschaftsgefill ze entwéckelen, dann därefer mer des Chance net verpassen.

Merci.

M. le Président. - Merci, Här Calmes. De leschte Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den Här François Bausch. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, ech wëll de Mëtteg am Kader vun deser Debat zwee Themeberäicher uschneiden. Deen een ass deen iwwert dat soziaalt Europa an deen zweeten ass deen iwwert dat ekologescht Europa.

Zum éischte Punkt ass ze soen, dass, wat dat soziaalt Europa ubelaangt, mir bedauern, dass dee Punkt ze kuerz komm ass am Kader vun den Diskussiounen iwwert de Konvent. Et muss een drun erënneren, dass eigentlech am Kader vum Konvent deen Aspekt quasi vergiess gi war an dass eréischt am November dat lescht Joer en Aarbechtsgrupp agesat ginn ass, deen en Text sollt ausschaffen. Et ass eigentlech esou, dass dat Eenzegt wat gesot ginn ass am Ufank vum Konvent, dat war dass géif versicht ginn - ebe wéi den Här Fayot virdu vermerkt huet -, dass d'Charta vun den Droits fondamentaux quasi soll integréiert ginn an de Projet vun der Constitutioun.

Ech mengen ech sinn do awer éischter dem Här Urbany senger Meenung, dee virdu gesot huet dass dee ganze sozialen Aspekt, deen am Text vun den Droits fondamentaux enthalen ass, eigentlech immens schwach formuléiert ass a ganz oft wäit hannert deem bleift, wat et haut schonn u soziale Rechter an deenen eenzelnen Nationalstate gëtt. Dat ka sécherlech net déi allerbeste Léisung sinn am Kader vun der Diskussioun am Konvent iwwert d'Schafe vun engem Projet de constitution, fir deen Text als Basis ze huelen.

Et ass och esou, dass eigentlech deen Aarbechtsgrupp am November nëmmen agesat ginn ass, well d'Conférence européenne des syndicats Drock an eng immens staark Lobbyarbecht gemaach huet, well soss wier wahrscheinlech deen Aarbechtsgrupp do net agesat ginn. Et ass dunn esou gewiescht, dass natierlech zu engem gewëssene Moment verschidde Parteien, déi och am Europaparlament vertrauede sinn, d'Gewerkschaften ënnerstëtzt hunn, fir dass deen Aarbechtsgrupp sollt agesat ginn. Fakt ass awer, dass en eréischt am November, also ganz spéit, wéi d'Debatte scho längst amgaange waren, agesat ginn ass, an dass mir elo eréischt de 4. Februar d'Joer de Rapport vun där Kommissioun kréie konnten, wat natierlech net glécklech ass, well mir jo awer wëssen, dass an enger Rei vun anere Sujeten, déi virdrun hei ugeschnidde gi sinn, an der Diskussioun alles scho vill méi verdéift ass an dass de Risiko elo reell ass, dass do vill méi konkret Saache wäerte festgehal gëtt zu dem Aspekt Sozialpolitik an Europa.

Fir eis als Gréng ass dee Volet niewent deem vun der Nohaltegkeet am Allgemengen an der Ekologie awer e ganz wesentlechen, well wa mer iwwert déi politesch Eenheet vun Europa schwätzen an doriwwer diskutéieren, ob déi politesch Eenheet bedrot ass, dann ass et fir mech awer kloer, da maachen ech dat un alleréischter Stell un deenen dote Volete fest, an net esou un der gemeinsamer europäescher Ausse- a Sécherheitspolitik, och wann dat e wichteg Thema ass.

Den Zesammenhalt vun der Europäescher Unioun kënnen mer awer nëmmen eng Kéier kréien, wann déi Europäesch Unioun e Raum gëtt, wou sozial Sécherheet, Gerechtegkeet a Solidaritéit eescht geholl ginn, wou dat zum Grundgedanke gehéiert vun der ganzer Politik an Europa a wou sozial Sécherheet, sozial Gerechtegkeet, eng nohaltig an eng ekologescht Entwécklung kombinéiert zesummen dofir suergen, dass d'Leit, esou gutt wat de Wuelstand ubelaangt wéi iwwerhaapt an hirem Alldagsliewen, spieren, dass dat hinnen eppes bréngt, an deementsprechend dee sozialen Zesammenhalt, dee mer haut nach net hunn an Europa, doduerjer kënt.

Ech maache mir awer allerdéngs keng Illusiounen, wann ech kucke wéi d'Realitéit de Moment ass. Ech fannen do den Dissens, dee mir an Europa hunn, vill méi grave fir d'Zukunft vun Europa wéi deen an der Aussepolitik. Et sinn zwar déi nämlech Länner - dat muss een natierlech dobäi soen -, déi bei der Aussepolitik bremsen, déi och hei am meeschte bremsen. Et ass virun allem England a Spuenien, déi sech mordicus wiere géint all méi verstärkten, verdéifte Sozialpolitik zum Beispill an Europa, déi carrément dergéint sinn dass déi communautaire Kompetenz am soziale Beräich soll erweidert ginn. Dat huet domat ze dinn, dass natierlech a Spuenien eng Regierung um Pouvoir ass, déi méi neoliberal ass - kann ee bal soen - wéi all déi aner Länner zesummen.

Leider gëtt et an England eng Regierung, déi och extrem neoliberal ausgericht ass. Dat ass zwar leider eng, déi vun enger Labour-Partei regéiert gëtt, woubäi ee sech als Gréngen, wann een den Här Blair entre-temps héiert diskutéieren - an dat net nëmmen zum Irakkonflikt -, eigentlech bal misst freeën, wann déi Konservativ bei den nächste Wahlen wannen, vu dass an England jo esou en ondemokratesch Wahlsystem ass, dass een iwwerhaapt kee Choix huet fir eppes aneschtens ze kréien, eleng fir de Fakt ze kréien, dass den Här Blair endlech ofgewielt gëtt.

Ech sinn awer net esou masochistes, well ech jo awer weess, wat déi Konservativ duerstellen, an dass déi an den achzeger Joren ähnelch Saache gemaach hunn. Et ass eigentlech bedauerlech, dass deen ondemokratesch Wahlsystem an England et kaum méiglech mécht, dass mer an den nächste Joren eng Alternativ wäerte kréien.

Déi Gréng hunn an England bei Europawahlen 15% vun de Stëmme kritt, wat jo bestëmmt kee schlecht Resultat ass, mä dat ass emol net duergaange fir e Sëtz ze kréien, Här Jung. Dat ass dat wat ech gemengt hu mam ondemokratesch Wahlsystem. Et ass e gutt Beispill, wat eigentlech beleet firwat dass...

(Interruptions diverses)

Här Fayot, eigentlech ass dat och ee Punkt, dee mech optimistesche stëmmt, dass duerch den Drock, deen um Niveau vun der Europäescher Unioun ass, fir zimlech en ähnelche Proporz an alle Länner vun der Unioun anzeféieren, dass dat dozou féiert, dass mer dee bipolare System, dee mer an England hunn, eng Kéier opgebrach kréien.

Ech mengen, et ass awer zimlech kloer, dass mer hei konfrontéiert sinn, duerch de Fait dass England a Spuenien duerch hir Politik alles bremsen, mat enger Situatioun déi et och an engem gewësse Mooss risikohaft mécht, fir einfach esou blannemännerchers ze soen, mir ginn hin a mir verlageren elo déi ganz Kompetenzen op de communautairen Niveau. Am meeschte bedauern ech awer, dass et emol net fäerdeg bruecht ginn ass an deem doten Aarbechtsgrupp e wichteg Thema mat ze integréieren, nämlech dat fir ze kucken eng Definitiouen ze kréien, wat ass e Service public an Europa, a fir dofir ze suergen iwwert deen doten Aar-

bechtsgrupp, dass mer och eng Verankerung kréien an dee Pabeier, deen do soll erauskommen, deen ee fir allemol sech wiert géint déi Tendenz, déi awer de Moment staark vertraued ass an der Europäescher Unioun fir ze privatiséieren auf Teufel komm raus, an deementspriedend öffentlech Déngschtleeschungen am Endeffekt quaz ofzeschaffen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Mir sinn als Gréng der Meenung, dass eigentlech op deem dote Gebitt néng Punkte wichteg wieren. Dat éischt ass, dass emol misst d'sozial an d'ökologesch Maartwirtschaft, dat heescht de Respekt vun nohalteger Entwécklung, gesond Émwelt, Erhaltung vun eisem Naturiewen, Déiereschutz, gesond Nahrungsmittel an en europäesche Sozialmodell, misst e Verfassungszil gi vun der Europäescher Unioun.

En zweete Punkt ass, dass mer mengen, dass eng europäesch Wirtschaftspolitik misst endlech méi eescht geholl ginn, dass déi misst méi verankert ginn an der Unioun an dass déi effektiv all bannemaart-relevant Beräicher betreffen, dat heescht och de Steuerberäich. Vu que dass de Problem vun der Kapitalertragssteuer elo emol provisoersch geléist ass, sinn ech elo méi wéi jee der Meenung, dass ee misst do gemeinsam schaffen, well mer elo als Lëtzebuerg, vu que dass mer et net fäerdeg bruecht hunn de Volet vun de Betribssteieren ze kombinéieren an déi dote Fro, grouss Risiké lafen, dass mer um Niveau vun de Betribssteieren zum Beispill esou e staarken Dumping kréien, dass et eigentlech an d'Richtung geet dass d'Finanzkapazitéit vun deenen eenzelne Memberstaten, an deementspriedend och vun der Europäescher Unioun, gefährdet ass mat alle Konsequenzen, déi dat mat sech bréngt, an déi mer och am Moment zu Lëtzebuerg schonn ze spiere kréien.

En drëtten Punkt ass, dass mer mussen gemeinsam sozial Mindeststandarden an Europa kréien. Ee wichtige Aspekt dovunner ass, dass mer et endlech mussen fäerdeg bréngen en europäesche soziale Mindestloun ze schaffen. Mä dat geet awer domadder net duer. Mir müssen et fäerdeg bréngen, dass déi Mindeststandarden esou wäit gefächert ginn, dass net eng Erosioun entsteet vun den nationale Sozialsystemer, déi mer haut kennen. De Risiko vu Sozialdumping, duerch de Fakt dass mer keng Mindeststandarden hunn, ass immens grouss a gëtt ëmmer méi grouss.

E véierte Punkt ass dee wou ech scho virdu gesot hunn, dass öffentlech Déngschtleeschungen mussen vun der Unioun als allgemeng Interessen unerkannt ginn an deementspriedend och mussen gemeinsam Kritären entwéckelt ginn a festgehale ginn, déi einfach ofsécheren, dass net all öffentlech Déngschtleeschungen um Altor vu GATS oder wat och ëmmer an den nächste Jore geopfert ginn.

E fënnefte Punkt ass, dass eiser Meenung no de Pakt fir Stabilitéit misst ergänzt, respektiv erweidert ginn op e Pakt fir Stabilitéit, Beschäftegung a Wuesstum, an ech mengen, dass et dofir ubruecht ass net an d'Richtung ze goe fir de Stabilitéitspakt an där Form, wéi mer en haut kennen, a Fro ze stellen. A mir sinn als Gréng der Meenung, dass een net de Stabilitéitspakt misst ofschafen, mä dass ee verschidde Kritäre misst anescht haut gesinn, zumools à la lumière vum Risiko vu Rezessioun a Wirtschaftskris, wou mer dra sinn.

E sechste Punkt ass, dass mer mengen, dass d'Ziler vun der europäescher Geldpolitik missten erweidert ginn an dass d'Kritäre vu Wuesstum a Beschäftegung och an der europäescher Geldpolitik eng méi grouss Roll misst spillen, an deementspriedend si mir och

der Iwwerzeugung, dass zwar d'Zentralbank soll hir Onofhängegkeet behalen, mä dass misst méi eng grouss Rechenschaftspflicht bestoe vun der europäescher Zentralbank an och vun der europäescher Investitionsbank par rapport zu dem Europäeschem Parlament.

E siwente Punkt ass, dass de stännege sozialen Dialog misst ausgebaut ginn. Virun allem misst et fäerdeg bruecht ginn, dass deen tëschent Arbeitgeber an Arbeitnehmer besser verknëppt gëtt an dass och esou e Genre Tripartite op europäeschem Niveau muss méiglech ginn, wou Arbeitgeber an Arbeitnehmer mam Rot engersäits, der Kommissioun oder dem Parlament anersäits, misst méi e stännege a méi e verdéifene Sozialdialog féieren, an et misst virun allem dofir gesuergt ginn, dass d'Rechter fir d'Sozialpartner, fir och grenziwwerschreidend Vereinbarungen ze treffen an Europa, an de Verträge mat berücksichtigte ginn.

En achte Punkt, d'Aussen- an Handelspolitik ingesamt vun der Unioun misst komplett ënnert de Prinzip vun der Nohaltegkeet gestallt ginn. D'Duerchsetzung vu globalen, ökologeschen a soziale Mindeststandarde missten zum Zil gi vun der europäescher Politik. D'Europäesch Unioun muss e Géigemodell ginn zu deem wat mer soss de Moment an der Welt kennen, an dee muss sech ganz kloer an der Aussen- an Handelspolitik vun der Europäescher Unioun erëmispigelen, wou mir opweisen dass d'Europäesch Unioun der Meenung ass, dass nëmme wann Ekologie a sozial Mindeststandarden eescht geholl ginn, dass dann och de sozialen Zesammenhalt vun der Gesellschaft an och Friden an Endeffekt kënnen garantéiert ginn.

An néngten a leschte Punkt, Här President, an domat kommen ech zu mengem Ofschluss, menge mer, dass de Begrëff vun der Nohaltegkeet misst am zukünftigen Traité ganz staark verankert ginn, konkret verankert ginn, virun allem och an engem Sënn, dass en iwwergräifend vun engem Ressort zum anere spillt, dass en net ëmmer nëmme isoléiert gekuckt gëtt an an deem Kontext menge mer och, dass bestehend Verträge, déi mat der Nohaltegkeet ze dinn hunn, mussen reforméiert ginn, iwwerluecht ginn an den Euratom-Vertrag ass sécherlech ee vun deenen éischten, deen dozou gehéiert. Mir hunn als Gréng déi lescht Woch, mat eisem Europadeputéierten, dem Premierminister e Pabeier ofginn, wéi mir mengen a wéi eng Richtung dass dat misst goen. Den Här Fayot huet et och scho virdu gedeit. Op alle Fall net an déi Richtung wéi d'Madame De Palacio et gären hätt, nämlech fir e Revival ze kréien an der Europäescher Unioun vun der Atomenergie, mä éischer fir deenen Energieformen eng Chance ze ginn, wou Zukunft dra stécht, an dat sinn déi alternativ a regeneréierbar Energieformen.

Dat si graff gesot, Här President, déi Punkten, wou mir fannen dass se einfach ze kuerz komm sinn an der Debatt am Konvent a wou mer awer hoffen, dass déi Zäit, déi elo nach bleibt, genotzt gëtt, fir zumindest deen Nohuelbedarf, deen do besteet, opzehuelen, dass mer nach e bësse méi konkret Saache kënnen herno am finalen Text an deenen dote Beräicher erëmfannen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Ben Fayot freet nach d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Entschëllegt, Madame Ausseminister, nëmme ganz kuerz. Ech wollt nach eng Résolutioun déposéieren. Ech hat d'éinescht ugedeit, dass ech et schrecklech bedauert hunn, dass mer onsen Hearing net kënnen iwwer ons intern Televisioun transmetéieren, an ech hunn dofir eng

Résolutioun virgeluecht, fir der Chamber nach eng Kéier eng Chance ze gi fir dat awer ze decidéieren. Et si bis elo dräi Ennerschrëften drop. Wann d'Majoritéitsparteien eventuell d'accord wiere fir dat mat ze ennerschreiwene, wär ech net méi wéi frou. Wann net, da fanne mer allerdéngs och nach bei ons Ennerschrëfte fir dat ze compléieren. Ech ginn hinnen dann nach e bëssen eng Chance bis mer esou wäit sinn.

Résolution 3

La Chambre des Députés,

- *considérant les travaux en cours de la Convention sur l'avenir de l'Europe;*

- *considérant qu'un débat public sur les objectifs de l'Union européenne est nécessaire au Grand-Duché du Luxembourg;*

- *vu que la Convention permet d'impliquer les citoyens dans le processus de rédaction d'une Constitution européenne;*

- *vu que le processus doit être ouvert et transparent afin de gagner la confiance des citoyens, et aborder les thèmes qui sont essentiels pour les citoyens européens et ont un réel impact sur leur vie;*

- *considérant à cet égard qu'il importe d'aller au-delà de la mise en place du site Internet y relatif, destiné à servir d'interface entre les conventionnels et la population;*

- *considérant les moyens audiovisuels considérables que s'est donnés la Chambre des Députés, notamment la chaîne parlementaire;*

- *considérant la nouvelle stratégie de communication que compte se donner la Chambre des Députés;*

décide

- *de procéder à la retransmission télévisée des hearings consacrés aux travaux de la Convention, de manière à permettre une meilleure interactivité entre les représentants à la Chambre des Députés et les citoyens.*

(s.) Ben Fayot, Gast Gibéryen, Renée Wagener.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, mir haten de Mëtteg hei eng ganz wichteg Debatt, wou ech ganz frou driwwer sinn, datt se och an deem Klima verlaf ass wéi mer dat de Mëtteg hei alleguer konnte feststellen, an engem Klima vum grousssem Konsens, géif ech bal gäre soen, bis op ee Punkt, an do kommen ech herno an där Motioun zréck op d'Méiglechkeet, ob d'national Parlämenter och kënnen virum Geriichtshaff kloen, nodeem en Akt legislativ ugeholl ginn ass, mä ausser deem elo an ausser der Constitutionalisatioun vun dem Traité, mengen ech awer op alle Bänken e ganz grouss Konsens festgestallt ze hunn, datt mer zesammen all Efforte solle maache fir dat Europa, wat fir ons jo ganz besonnesch wichteg ass, ze kucken, datt et och muer nach funktionsfäeg ass an datt mir och an deem Europa vu muer ons Plaz geséichert hunn.

Ech mengen, dat si grondsätzlech d'Haaptziler, déi mer eis gesat hunn, a wou de Mëtteg hei e groussen Appui komm ass fir déi Positionen, déi d'Lëtzebuurger Regierung ugeholl huet an deem Memorandum Benelux, dee mer mat der belscher an der hollännescher Regierung ufanks Dezember geholl hunn.

Den Débat hei vun de Mëtteg war ganz wichteg, well eben Europa esou wichteg fir Lëtzebuerg ass.

Ech deelen net ganz déi Bedenken, déi den Här Gibéryen hei ausgeschwat huet, dass d'Lëtzebuurger am Fong misstrauesch vis-à-vis vun Europa wieren. Ech menge mir hu genuch Europabarometere, déi eis just de Contraire weisen. Mir selwer als Chamber, zesumme mat der Regierung - dofir kann ech soe mir - hate virun engem Joer eng Émfro gemaach wéi mer eis op den Elargissement préparéiert hunn a wou mer de Leit eng ganz Hellewull vu Froe gestallt hunn.

Do ass ganz kloer ervirgaangen - dat kënn Der noliesen -, dass fir 60% vun de Lëtzbuerger dat éischt Gefill, wat se hunn, wann iwwer Europa geschwat gëtt, dat vu Vertrauen ass. Lëtzebuerg ass och dat Land wat bei Wäitem deen héchste Pourcentage huet vu Leit, déi den Elargissement positiv gesinn, 74%. Dat ass eng Grondastellung, well d'Leit instinktiv spieren, dass fir e klengt Land wéi onst et keng Zukunft géif ginn, wa mer net kéinten an engem méi grousser Kader, deen op eng geregelt Aart a Weis organiséiert ass, matmaachen.

Dat hëlt deem awer net ewech, dass d'Manier wéi Europa funktionéiert heiansdo ganz schwéier ze verstoen ass, an dat kann ech ganz gutt nofillen, mä dat erënnert mech heiansdo an eng Televisioun. Wa mer eng Televisioun kucken, da kënnen mer och net alleguerten erklären, wat hannendru funktionéiert, fir dass ee vir kann e Bild gesinn, mä Haaptsaach et funktionéiert.

Esou ass et och oft an Europa. Mechanismen, wann ee se misst dem normale Bierger erklären, sinn heiansdo ganz komplizéiert, mä se hunn awer meeschtens hire Sënn. Dee Sënn ass eben aus verschiddenen Interéten, aus verschiddene Problemer, aus verschiddene Situatiounen duerch vill Diskussiounen op verschiddenen Ebenen, awer herno e Konsensus erauszeschiele fir e puer Schrëtt kënnen weider ze goen op deem Wee, dee mer zesumme wëlle maachen.

An nawell, an do si mer eis all eens, wëlle mir dat Europa, wat muer méi grouss ass, wou et nach méi komplizéiert wäert ginn Décisiounen ze huelen, méi transparent, méi biergero, méi kloer gestalten. An deene Wieder si mer eis all eens. Wéi mer dohinner kommen, dat si mer amgaangen zesummen ze diskutéieren. Ech sinn am Fong och dankbar fir ze héieren, dass et eng Expérience ass ze gesi wéi et net einfach heiansdo ass eben an där Vielfalt vu Meenungen a Problemer awer ze versiche Léisungen erauszeschielen.

De Konvent ass agesat gi fir no Nice ebe just déi Problemer nach ze erläuteren, déi nach um Dësch bliwwen waren, wéi zum Beispill de Kompetenzkatalog. Nice huet de Prinzip festgehale a Laeken huet am Dezember 2001 de Prinzip an d'Kompositioun vum Konvent festgehale.

Ech sinn domat d'accord, wann an der Résolutioun, déi hei vu bal enger Unanimitéit vun der Chamber ennerschriwwen ginn ass, de Prinzip vun der Konventioun soll bäibehale gi fir zukünfteg Ännerungen un den Traitéen. Op anere Plaze stoung, et soll een d'Method vun der Konventioun zréckbehalen. Do géif ech mengen et wier an deem Moment vläicht nach ze fréi fir ze soen, ob déi Method wierklech déi allerbescht ass, well mir wësse jo net ëmmer wéi d'Method dann elo ass.

Déi, déi Member vum Konvent sinn, hunn elo déi éischt 16 Artikelle kritt. Si kënnen hir Amendementer eraginn. Wéi dat elo gehandhabt gëtt, wéi eng zréckbehele ginn a wéi eng net zréckbehele ginn, dat steet de Moment nach net wierklech op engem Blat, a wat herno als Konsensus erauskënn, wéi deen zustane kënn, do wäert Der och nach munches entdecken. Dofir: Jo zum Prinzip, mä iwwert d'Method, do loosse mer emol nach ofwaarde wéi se sech dann

elo wierklech am Endeffekt behält, well ech muss lech soen, wann am Ufank vun enger wichtiger Diskussioun am Konvent den Här President seet, dass 6 Länner 74% vun der Populatioun duerstellen, 8 Länner 19% an 11 Länner 7%, dat heescht dass et am Konvent dräi Gruppe vu Länner ginn, net nëmme déi Grouss an déi Kleng, mä déi Grouss, déi Mëttel an déi Kleng. An da brauch ech lech net ze soen, wann hie vun 11 Länner schwätzt déi nëmme 7% vun der Populatioun duerstellen, dass warscheinlech a sengen Aen déi 6, déi 74% vun der Populatioun duerstellen, dass bei deenen op d'mannst de Risiko besteet, dass déi Amendemente vläicht aneschters behandelt ginn. En anert Beispill, wat ech noliese konnt...

M. Ben Fayot (LSAP).- Den Här President ass net ëmmer geschéckt a sengen Aussoen, Madame Minister.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.- Dat sot Dir elo, mä ech stellen nëmme fest, wat effektiv an den Aussoen och gemaach ginn ass.

En anert Beispill ass dat, wa mer vun der Présidence à plein temps fir de Conseil européen schwätzen. Do hat Der jo am Konvent eng ausgiebig Diskussioun. Wéi et schéngt ware vun 91 Intervenanten der just 12 dofir, 64 dergéint a 15 esou hallef an hallef. D'Konklusiounen, déi aus där Diskussioun erauskomm sinn, hunn awer deenen doten Zuelen net entsprach. D'Iddi ass nach ëmmer bäibehale ginn. Dofir soen ech: De Prinzip Jo, mä bei der Method loosse mer emol nach ofwaarden an eis d'Méiglechkeet ginn nach eng Kéier drop zréckzekommen.

Dem Här Wiseler, deen de Rapport hei gemaach huet, an all deenen, déi intervenéiert sinn: dem Här Fayot, dem Här Helminger, dem Här Gibéryen, der Madame Wagener, dem Här Bausch an dem Här Urbany e grousser Merci, ganz besonnesch natierlech dem Rapporteur, well si waren esou ausgiebig an hirer Duerleeung vun deenen verschiddene Punkten, déi mir och am Memorandum Benelux duergeluecht hunn, dass ech mengen, dass ech et lech erspuere kann nach eng Kéier op déi verschidde Punkten, déi d'Regierung ageholl huet, anzegoen. Ech mengen entre-temps kennt jiddereen déi Positionen an ech ka mech, wéi gesot, nëmme freeën driwwer, dass déi Positionen, déi mer am Memorandum festgehale hunn, heibannen op alle Fall op eng ganz grouss Ennerstëtzung kënnen zielen.

Datt domat nach net all d'Problemer geléist sinn, dass och net all d'Problemer ugeschwat gi sinn - wéi den Här Bausch et virdu ganz richtig gesot huet -, daers si mer eis bewosst, mä do wäerte mer am Detail an den Diskussiounen nach drop zréckkommen. Ech kann och do him nëmme soen: Effektiv, och wann an engem Conseil européen mir als Lëtzebuurger héieren, dass et d'englesch Regierung ass déi de grousser Champion vun der Libéralisatioun ass a mir dann awer soi-disant eng méi liberal, konservativ Regierung sinn, déi au contraire fir d'Services publics, besonnesch och beim Waasser, formell agetruede sinn, da freet ee sech heiansdo, ob déi richteg politesch Wäerter nach mat deem iwwereneestëmmen, wat d'Leit heiansdo esou wëlle gleewen dinn.

Mir op alle Fall wäerten - dat kann ech assuréieren an dat hunn ech och schonn e puermol gesot -, esou wäit et nëmme méiglech ass, bei eise Positionen bleiwe fir d'Services publics, ob dat elo d'Gesondheet ass oder ob dat eben och d'Waasser ass, wat e ganz prezise Problem war, dee mer schonn e puermol ugeschwat hunn.

Eis Positionen aus dem Memorandum fannen heibannen also eng grouss Ennerstëtzung. Ech si fro doriwwer, well dat gëtt ons déi Assurance fir weiderhin eis - wéi nenne mer se - like-minded Partner an der Europäescher Unioun an an der erweiterter Unioun dovunner versichen ze iwwerzeegen. De Memorandum Benelux huet nämlech e ganz grouss Gehéier fonnt a ganz vill vun deene mëttleren a méi klengen Länner an der Europäescher Unioun hu sech deenen Iddien zu engem gudden Deel ugeschloss.

Mir haten hei zu Lëtzebuerg an deene leschten zwou Wochen zwou grouss Réunione vu Verrieder vun Länner, souwuel vun deenen neie Kandidatländer wéi och vun anere mëttleren a méi klengen Länner, wou en gros eis Positionen aus dem Memorandum Benelux als déi méi richteg ugeholl gi sinn. Déi Positionen, déi och heibannen d'Ennerstëtzung fonnt hunn. Fir nëmme kuerz drop anzeegen: déi absolut Prioritéit fir d'Méthode communautaire ze halen. Mir hunn ons fir eng staark Kommissioun ausgeschwat.

Ee Punkt, dee bei deene Länner, déi hei waren a mat deene mir geschwat hunn, an och heibannen, zum Deel zu Diskussiounen Ulass ginn huet, dat ass dee vum President. Soll hie vum Parlament gewielt ginn oder soll hie weiderhin nëmme vum Conseil européen gewielt ginn?

Do kann een d'Argumenter dofir an dergéint huelen. Déi, déi dergéint waren, hunn als Argument geholl, dass wann een de President vun der Majoritéit vum Parlament - dem europäesche Parlament wuel verstanen - wéi léisst, da politiséiert ee forcément déi Fonctioun. Dat ass evident. Dat ass wouer. E politiséierte Personnage, dat heescht, dee vun engem Groupe politique ofhänkt, huet natierlech net déi nämlech Position fir och mat deenen anere Groupes politiques an och mat deenen aneren nationale Représentatiounen an der nämlecher Aart a Weis emzeegen.

Dofir, eng Politisatioun huet vläicht den Avantage vun der Effikassitéit, well ee weess dass dat, wat ee proposéiert, och eng Majoritéit am Parlament ka fannen, mä et gëtt där Position awer en anere Charakter. Dofir ass dat e Punkt, dee wierklech oft ugeschwat ginn ass an deen net ëmmer op Ennerstëtzung gestouss ass.

Dann déi grouss Fro vun der Présidence vum Conseil européen. Dir wësst, dass mir als Benelux ons ganz formell dergéint ausgeschwat hunn, dass do eng Présidence kéint kommen, déi vu baussen eragewielt wier, dat heescht e President fir fënnf Joer, deen net Member vum Conseil européen wier. Dat ass eng Position, déi wierklech unanime vun alleguerten deene mat gedroe gëtt mat deene mir geschwat hunn an déi de Moment nëmmen nach vu ganz wéinege Länner oprecht erhale gëtt, sou dass ech mengen dass dat eng Position ass, déi wahrscheinlech net herno wäert zrëckbehale ginn. Mä nach besteet effektiv awer de Wëlle fir d'Présidence vum Conseil européen e bësse méi an der Durée ze gesinn, dat heescht net méi all sechs Méint ze wiesselen. Mir an eise Memorandum hunn dat zwar proposéiert, mä mir hunn awer och eng gewëssen Ouverture gelooss. Dat do wäert also ee Punkt sinn, deen nach wäert an deenen nächste Méint diskutéiert ginn. All déi aner Punkte fanne gréisstendeels d'Ennerstëtzung.

Ech kommen da just op deen ee Punkt zrëck, deen heibannen ugeschwat ginn ass a wou gefrot ginn ass, firwat dass mir am Memorandum Benelux déi Position ageholl hunn, dat heescht dass mer am Fong de Contrôle ex post net wëllen an d'Hänn vun den nationale Parlamentarier ginn, fir domat virun der Cour de Justice kënnen virzeegen.

Mir hu gemengt, dass et wichtig wier - an dat wëll ech hei nach eng Kéier ennersträchen -, dass een alles mécht fir d'Kollaboratioun mat den nationale Parlamentarier ze verbessern. An deem Mooss kéint ech op alle Fall am Numm vun der Regierung déi Motioun, esou wéi se vum Här Gibéryen hei virbruecht ginn ass, wat de Prinzip vun der Subsidiaritéit an der Kollaboratioun vun den nationale Parlamentarier betrëfft, absolut ennerstëtzen. Eng besser, eng méi wäit, eng méi schnell Informatioun, d'Méiglechkeete fir ex ante, dat heescht ier en Acte législatif geholl ginn ass, kënnen un d'Kommissioun erunzertriede mat eben deene Remarken oder Kriticken, déi een huet, ennerstëtze mir absolut, mä duerno muss jo d'Kommissioun hir Position entweder deementsprechend mat enger Argumentatioun änneren oder och net.

Da kënnt dat Ganzt op den Niveau vum Conseil des ministres, wou déi Deputéierten oder déi Parlamentarier, déi Bedenken haten - a wann éieren deem net Rechnung gedroe gi wier - jo dee Moment d'Méiglechkeet hunn Afloss ze huelen op hir Regierungsverrieder um Niveau vun de Conseilen, fir do eben dann nach eng Kéier ze versichen dat richteg ze bëssen. Mat e bësse Chance oder awer och vläicht net kritt een et dann esou riicht gebéit wéi een et gefrot hat.

Duerno nach engem eenzelne Parlament d'Recht ze gi fir virun d'Cour de Justice ze goen, dat risquéiert natierlech effektiv d'Sécurité juridique an d'Prévisibilitéit vun engem Akt wierklech ganz wäit erauszeschieben. Dat ass dat, wat ons verulast huet ze soen: Muss dat an deem Moment sinn, wou ee jo awer souwuel am Virfeld um Niveau vun der Informatioun, um Niveau vun der Interventioun an och um Niveau vun der Décisioun - um Niveau vum Conseil des Ministres - an duerno jo nach eng Kéier um Niveau vum Parlement européen ka versichen déi Iwwerleeunge virzebréngen? Mir hu gemengt, dass et awer eng ganz Rei Moossname géif, déi een hätt. A wa mer wëllen, a wann et eis esocht ass, fir ze soen: „Mir hätte gäre muer eng Communautéit, déi nach effikass schaffe kann an déi überschaubar ass“, dann hu mir an deem Kontext fonnt, dass mer déi dote Propositionen net wollten zrëckbehale, mä et steet natierlech dem Parlament fräi déi nach oprecht ze erhale bis definitiv Décisiounen gefall sinn. Op allen anere Punkten deelen ech natierlech d'Appréciatiounen, och déi Saachen, déi nach musse méi detailléiert beschwat ginn, déi hei vun de Conseillere...

(Hilarité)

■ Une voix.- Den Deputéierten.

■ Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- ...den Deputéierte virbruecht gi sinn.

(Interruption et hilarité)

Ech soen all deenen, déi intervenéiert sinn, merci fir déi Denkestéiss, déi se ons matginn hunn.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ee Wuert nach vläicht zu der Kollaboratioun tëschent der Chamber an der Regierung: Mir hunn ons e puermol scho gesinn, d'Verrieder an der Konventioun an d'Regierung. Ech géif proposéieren, dass mer an Zukunft, vu dass mir elo an déi Phas kommen, wou net nëmme méi diskutéiert gëtt, mä wou konkret Texter gemaach ginn, dat méi systematesch a méi oft maachen.

Dir wësst, dass Membere vun dem diplomatesche Corps, déi zu Bréissel sinn, ganz besonnesch d'Aarbechte verfolgegen. Et ass eng extra Cellule am Ministère des Affaires étrangères agesat ginn, déi all déi Texter, déi virgeluecht ginn, analyséiert, kuckt a wéi engem Mooss se mat deene Positionen,

déi Dir hei ageholl hutt an déi mir als Regierung ageholl hunn, kompatibel sinn, déi lech drop hiweist an lech se jo och esou schnell wéi méiglech zoukomme léisst, an der Hoffnung dass se an Amendementen kënnen hiren Nidderschlag fannen.

Fir dat do beschteens ze koordinéieren géif ech lech proposéieren, dass mir eis esou schnell wéi méiglech géifen nees eng Kéier gesinn an dass mir dann an deenen nächsten dräi Méint op eng ganz regelméisseg Aart a Weis den Austausch vun Informatiounen kënnen organiséieren, ëmmer mat deem nämlechen Zil, dass mer esou wäit wéi méiglech an am Respekt vu jiddferengem sengen Iwwerzeegungen natierlech déi Konventioun esou kënnen mat beaflossen, dass wann dann herno soll e Konsensus erauskommen, en Text, dass deen esou wäit et nëmme méiglech ass och ons Ennerschrëft mat dréit, an dass duerno dann effektiv an enger nofolgender Conférence intergouvernementale d'Saach à la rigueur ka méi einfach iwwert d'Bühn goe wéi dat bei deene vir dru war. Dat wäert awer nëmmen esou sinn, wann déi verschidde Positionen Afloss an d'Konventioun an an den Text vun deem finalen Text fannen. An do, wéi gesot, bidden ech ons voll Zesummenaarbecht.

Deen Débat haut de Mëtteg war eng ganz gutt Illustratioun vun där Zesummenaarbecht an der Ausenansetzung vun Iddien, déi mer haten. Ech wënsche mer nëmmen, dass mir dat nach e puermol bis zum Summer kënnen maachen, wou et jo da soll wierklech fäerdeg sinn. Merci.

■ M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zum Vote iwwert d'Motioun an iwwert d'Resolutioun, déi agereecht goufen. Den Här Ben Fayot freet nach d'Wuert.

Motion et Résolutions

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech wollt just ganz kuerz eppes iwwer zwee Texter soen, déi ons virgeschloe gi sinn. Dat ass d'Resolutioun 2 an och d'Motioun 1 vum ADR.

Wat d'Resolutioun vum ADR ugeet iwwert de Mécanisme d'alerte précoce ex ante an och ex post, kann ech mat där Resolutioun d'accord sinn. Wa mer eng Resolutioun gemeinsam mat der DP, der CSV an deene Gréngen gemaach hunn, da war dat e Kompromiss, mengen ech, deen ebe sollt jiddferengem Rechnung droen.

Perséinlech hunn ech kee Problem mat där Proposition wéi se an dem Aarbechtsgrupp Subsidiaritéit an dem Konvent zu Virschäi komm ass, d'autant plus wou déi Prozedur ex post souwisou nach net preziséiert ass wéi se genee soll fonctionnéieren. Et wäert net esou sinn, dass all Parlament, wat iergendwou eng Kéier ex ante gesot huet dass do Problemer wäert mat der Subsidiaritéit, automatesch herno kann op d'Cour goen. Ech wëll iwwerengs drun erënneren, dass dat eng Méiglechkeet ass, déi sengerzäit an engem Rapport vum Här Goerens, wéi hien Europadeputéierte war, deen un den Här Statsminister virbruecht gouf. Ech mengen déi Resolutioun kënnen mir unhuelen.

Wat d'Motioun vum dem ADR ugeet, do wollt ech zwou Bemierkungen dozou maachen. Hei gëtt e Réferendum décisionnel gefrot iwwer eng zukünfteg Verfassung. Domat kënnen mir op kee Fall d'accord sinn, well dat schléisst d'Parlament aus. Mir hunn näischt géint Biergerbefragung, géint Referenden, mä mir mengen awer, dass et fir den Abléck souwisou och ze fréi wär fir iwwerhaupt iwwer e Referendum iwwer en Text ze schwätzen, deen nach net virläit.

Wann et e Réferendum décisionnel ass, da si mir op jidde Fall net mat där Motioun d'accord.

■ M. le Président.- Mir stëmmen dann elo of iwwert d'Motioun, déi schréfflech am Text virläit.

Ass e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Mir stëmmen of iwwert d'Motioun 1, déi erabruecht ginn ass vum Här Gibéryen. Den Här Gibéryen freet nach d'Wuert.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President, ech wollt just elo nach froe wéi d'Meenung vun de Kolleegen dann elo ass. Den Här Fayot huet gesot hie kéint mat eiser Resolutioun liewen.

■ Plusieurs voix.- Motioun.

■ M. le Président.- Mir schwätzen elo iwwert d'Motioun, Här Gibéryen, net iwwert d'Resolutioun.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Huele mir d'Motioun vir?

(Interruption)

Jo, okay.

■ M. le Président.- Den Här Wiseler freet d'Wuert nach dozou.

■ M. Claude Wiseler (CSV).- Ech wollt zwou Saache ganz kuerz soen. Éischtens steet an där Motioun, wann een den Text esou hält: „indépendamment du texte final retenu par la Convention“. Wann et em en Texte final geet, da gëtt deen net vun der Convention zrëckbehale, mä vum CIG, dee schlussendlech dono muss decidéieren. Zweetens wollt ech soen, dass d'CSV-Fraktioun dergéint stëmmt. Dat soll net als e prinzipiellen Nee fir oder géint e Referendum verstane ginn, mä et ass fir eis evident, dass et momentan absolut net d'Zäit ass fir doriwwer eng Décisioun ze huelen. Et muss een den Text vum Traité constitutionnel emol fir d'éischt kucken, fir doriwwer eng Décisioun definitiv kënnen ze huelen.

■ M. le Président.- D'Wuert huet den Här Bausch, an dann den Här Rippinger.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här President, mir wäerten net fir d'Motioun 1 stëmmen. Mir sinn zwar fir de Referendum, mä fir de Referendum consultatif an net décisionnel. Ech sinn do éischer der Meenung vum Här Fayot, niewent anere Bedenken natierlech, dass dat vläicht elo bësse fréi ass fir dat ze soen. Mir kënnen déi Motioun 1 duerfir net stëmmen.

■ M. le Président.- D'Wuert huet den Här Rippinger.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Jo, Här President, ech mengen eis Fraktioun vertritt déiselwech Meenung wéi déi, déi den Här Wiseler elo virgedroen huet, an natierlech den Här Bausch. Mir si mam Prinzip vum Referendum averstanen. Mir hunn also Préjugés favorables fir dese Referendum, awer net fir e Réferendum décisionnel, wou d'Chamber dann ausgeschloss wier. Domadder kënnen mir zu deemem Zäitpunkt net d'accord sinn.

■ M. le Président.- Den Här Gibéryen kritt fir d'éischt d'Wuert, an dann d'Madame Ausseminister.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, ech wollt awer nach eng Kéier drop opmierksam maachen, dass, wa mer an déi Richtung gi vun engem Traité constitutionnel, een eiser Meenung no nëmmen esou en Traité emsetze kann, wann d'Bierger hir Zoustëmmung dozou ginn hunn.

Ech hu gesot, Här President, mir bräichten eng méi participativ Gesellschaft. Duerfir hu mir decidéiert, am Fall wou mer zu enger grousser Verfassungsrevisioun kéimen,

dës zum Referendum ze stellen. Ech wëll drun erënnere wat den Här Statsminister bei senger Regierungserklärung, den 12. August 1999, an der Chamber gesot huet: „Eng fundamental a breet Verfassungsrevisioun brauch déi direkt Zoustëmmung duerch de Vollekssouverän.“ Dat waren d'Wierder vum Statsminister vis-à-vis vun onser Constitutioun, wa mer déi géifen emänneren.

Esou schéngt et mer awer nëmmen eng Logik ze sinn, dass, wa mer eng europäesch Constitutioun wëllen emsetzen, mer dozou zumindest dann och géifen eis Bierger froen. Duerfir bleiwe mir bei eiser Motioun.

■ M. le Président.- Den Här Bausch freet d'Wuert.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Hei gëtt jo elo bewosst en Amalgame gemaach vun zwou verschidde Saachen, wéi sech dat gehéiert. Mir sinn fir de Referendum an deser Fro - ech wëll dat betounen -, mä mir si just fir e Réferendum consultatif an net décisionnel. Dat wat deemools gesot ginn ass, ass menger Meenung no éischer an d'Richtung vun engem Réferendum consultatif an net décisionnel gaangen, well wann een...

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Dir gitt Är Zoustëmmung?

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Et kann een natierlech elo hei mat de Wierder spillen, mä ech wëll lech just soen: Wann Dir e Réferendum décisionnel wëllt organiséieren, da musst Der dann awer emol kucke wéi Der dat wëllt maachen en fonction vun deenen eenzelne Constitutiounen an der Europäescher Unioun. Ech wëll lech just soen: Dat geet iwwerhaupt emol guer net! Duerfir, wann een e consultativ Referendum mécht, dann ass dat sécherlech e gutt Instrument, fir en faveur vun der Europäescher Unioun ze mobiliséieren. Dat wat awer hei an der Motioun steet - dat soen ech lech -, ass haut um Niveau vun Europa net emsetzbar.

■ M. le Président.- Den Här Rippinger freet nach d'Wuert.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Ech wollt just nach een Argument soen, wat ech vergiess hunn ze soen: No eiser Verfassung gëtt et dee Referendum do momentan net. Mir missten also, wa mer op dee Wee géinge goen, deen den Här Gibéryen eis hei virzeechent, fir d'éischt eis Verfassung änneren.

(Interruptions)

Momentan kenne mir nëmmen de Réferendum consultatif. Ech hunn elo den Text net virun den Ae leien, mä menger Meenung no kenne mir keen aneren Text, an do kann ech nëmmen dem Här Bausch Recht ginn a senger Argumentatioun, déi menger Meenung no juristesche an och verfassungsrechtlich richteg ass.

■ M. le Président.- Den Här Lucien Weiler freet och d'Wuert.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Merci, Här President, ech wëll dat ennersträche wat den Här Rippinger elo just gesot huet. Et ass esou, dass dat wat hei proposéiert gëtt vum ADR guer net geet. D'Regierung kann net vu sech aus elo higoen an e Referendum organiséieren. Fir e Referendum ze organiséieren brauche mir opgrond vun eiser Verfassung e Gesetz.

Et misst emol fir d'éischt e Gesetz erabruecht ginn. An deem Gesetz misst definéiert ginn, wat den Objet vun esou engem Referendum wier, an eréischt wann esou e Gesetz eng Majoritéit hei an der Chamber fonnt hätt, da wier et méiglech fir e Referendum ze organiséieren. Dat si kleng Subtilitéiten, déi de Fraktiounschef vum ADR, mengen ech, iwwersinn hat.

M. le Président.- Den Här Gibéryen freet nach d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, ech hat gemengt mir géifen dës Diskussioun seriö ofhalen, mä den Här Weiler kann et net loossen. Ech ginn awer weider net dorop an.

Ech wëll just soen, dass hei zu Lëtzebuerg schonn zweemol e Referendum gemaach ginn ass mat där Constitutioun. Ech wëll och soen, dass mir wëssen, dass e Gesetz muss gemaach gi fir e Referendum ze maachen, well mir hu selwer an der Persoun vum Roby Mehlen eng Proposition de loi gemaach fir e Gesetz ze maache fir kënnen de Referendum hei am Land duerchezéien. Dat ass eis also ganz bewosst an et ass sous-entendu, wa mir e Referendum hei zu Lëtzebuerg organiséieren. Och fir dee Referendum, deen den Här Statsminister ugekënnegt huet, hätte mir missen e Gesetz maache fir en organiséieren ze kënnen.

(Interruption)

Bei eis ass et net méi an net manner. A wann Der d'Motioun net wëll stëmmen, da stëmmt se eben net, mä mir halen eis Motioun oprecht.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Den Här Henckes freet nach d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Ech wollt nach e Wuert bäifügen. Mir hunn an der Commission des affaires institutionnelles d'iddi selwer vum dem Referendum zréckbehalen an dee war, esou wéi e virgesi war, décisionnel.

M. le Président.- Madame Minister, wëllt Dir nach eppes dozou soen?

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.- Neen.

Motion 1

M. le Président.- Dir Damen an Dir Hären, mir stëmmen elo of. D'Motioun läit vir a si ass genuch explizéiert ginn.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 1 ass verworf mat 49 Nee-, 7 Jo-Stëmmen an enger Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Jean Colombara (par M. Gast Gibéryen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent

Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer (par Mme Marie-Josée Meyers-Frank), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par Mme Simone Beissel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Niki Bettendorf);

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Da komme mer elo un d'Resolutiounen. Mir komme fir d'éischt un d'Resolutioun 1, déi den Här Fayot virgedroen huet an déi Dir och schrëftlech virleien hutt. Ech menge mir kéinten direkt doriwwer ofstëmmen.

Résolution 1

Ass e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Mir stëmmen dann of iwwert d'Resolutioun 1 vum Här Fayot.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthalte sech.

D'Resolutioun 1 ass ugehall mat 45 Jo-Stëmmen, enger Nee-Stëmm an 7 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, MM. Laurent Mosar, Marco Schank, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par Mme Simone Beissel), MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Marco Schroell), Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Niki Bettendorf);

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké,

Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

A voté non: M. Jean Spautz.

Se sont abstenus: MM. Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Résolution 2

Da komme mir zur Resolutioun 2 vum Här Gibéryen, déi och virläit an déi Der ausgedeele kritt hutt. Mir kënnen also direkt doriwwer ofstëmmen.

M. Paul Helming (DP).- Här President?

M. le Président.- Den Här Paul Helming freet nach d'Wuert.

M. Paul Helming (DP).-

Ech wollt zu där Resolutioun just soen, dass dat, wat den Här Gibéryen elo hei proposéiert, effektiv dat ass wat exactement als Konsens vun deem Groupe de travail „Subsidiarité“ am Konvent erauskomm ass. Déi grouss Majoritéit vun de Parlamentarier, déi do waren - déi europäesch waren e bësse méi reservéiert, mä déi aner waren alleguerter frou -, ware frou dass d'Parlamentarier dat dote Recht elo kréie sollen.

Ech hu virdrun d'Madame Ausseminister am Fong esou interpretéiert, dass si seet, dass d'Regierungen zwar insgesamt de Moment net schrecklech waarm fir dat heite sinn, well se eng ganz Rei Komplikatoune gesinn, déi sécherlech och do sinn, mä mir si jo hei an engem Etappeprozess.

D'Konventioun soll elo emol soen - dat ass meng Meenung -, wat se an deem Punkt do gären hätt, an da geet dat Ganzt an d'Conférence intergouvernementale an da musse mer kucken, ob mer an enger definitiver Constitutioun mat deene Schwierigkeeten, déi sech stellen, eens ginn.

Dofir géif ech mengen, an deem Mooss wou jiddefalls hei déi zwee effektiv Memberen, an ech mengen och déi zwee Suppléanten, déi d'Lëtzebuurger Chamber dohinner geschéckt hat, am Fong genau dat hei an der Konventioun ennerstézt hunn, géif et eis e bësse schwéier falen, wann d'Chamber elo géif soe mir hätten eis do verrannt. Duerfir géing ech proposéieren, datt mer déi Resolutioun hei och géingen unhuelen.

Merci.

M. le Président.- Mir stëmmen iwwert d'Resolutioun of.

Vote

Déi fir d'Resolutioun 2 si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Resolutioun ass mat 56 Jo-Stëmmen, enger Nee-Stëmm an enger Abstentiuon ugehall.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par Mme Nelly Stein), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Marco Schank, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen et Lucien Weiler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu (par Mme Simone Beissel), MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Gusty Graas), Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Niki Bettendorf);

MM. Jean Asselborn (par M. Jos Scheuer), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Ben Fayot), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké);

MM. Jean Colombara (par M. Fernand Greisen), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

A voté non: M. Claude Wiseler.

S'est abstenu: M. Marcel Glesener.

Résolution 3

Da komme mer zur Resolutioun 3. Déi hat nëmmen dräi Ennerschrëften a gétt nach ennerstézt vun der Mme Mady Delvaux-Stehres an dem Här Paul Helming

Vote

Déi fir d'Resolutioun si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

D'Resolutioun ass mat 30 Nee- a 25 Jo-Stëmmen verworf.

Ont voté oui: M. Paul Helming;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer et Georges Wohlfart;

MM. Jean Colombara (par M. Aly Jaerling), Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert (par M. Fred Sunnen), Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer (par Mme Nelly Stein), Marco Schank, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Gusty Graas), Xavier Bettel, Niki Bettendorf (par Mme Simone Beissel), Emile Calmes, Gusty Graas, Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel (par M. John Schummer), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach (par M. Alexandre Krieps).

Da kéime mer elo zum leschte Punkt. Dat ass den Ordre du jour vun der nächster Sitzung.

3. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz ass haut de Moien zesummekomm an huet proposéiert, dass d'Chamber de 25. an de 26. Februar mat folgendem Ordre du jour siégéiert.

En Dënschdeg, de 25. Februar um dräi Auer:

1. Eng Froestellung un d'Regierung;

2. Eng Aktualitéitsstonn vun der Fraktioun vun deene Gréngen iwwert d'Urgencen an de Spideeler;

3. De Projet de loi 4968 betreffend d'Wiener Konventioun iwwert d'Vetragsrecht;

4. De Projet de loi 5063 iwwert déi budgetär Upassung bei der Vergréissering vun der Handwerker-schoul um Lampertsbiereg;

5. De Projet de loi 5017 iwwert d'Loune vun zwee Verwaltungsgebaier fir déi europäesch Institutiounen;

6. D'Chamberskonte vum Joer 2001.

E Mëttwoch, de 26. Februar um halwer dräi, hu mer eng Consultationsdebatt iwwert déi international Kris ëm den Irak, an dat nom Modell 2.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Domat wiere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 18.08 heures)



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber online op

www.chd.lu

Ordre du jour

1. **Hommage à la mémoire de Monsieur le Député Willy Bourg, Vice-Président de la Chambre des Députés**
2. **Ordre du jour**
3. **Communications**
4. **Heure de questions au Gouvernement**
 - Question 268 de Mme Agny Durdu au sujet des projets de construction de nouveaux lycées
 - Question 278 de M. Mars Di Bartolomeo concernant l'accord "maintien de l'ordre" du service de la police luxembourgeoise avec le Gouvernement belge et les conséquences qui en résultent pour les personnes concernées
 - Question 273 de M. Jos Scheuer au sujet d'une restructuration éventuelle de l'Inspection du Travail et des Mines

traitée conjointement avec la

 - Question parlementaire 2050 de M. Jacques-Yves Henckes relative à l'audit de l'Inspection du travail et des mines réalisé par le BIT
 - Question 274 de M. Jean Huss relative aux problèmes soulevés au sujet d'une station relais pour téléphones portables à Dudelange
 - Question 276 de Mme Renée Wagener au sujet de l'implantation à Luxembourg-Gare d'un foyer d'accueil pour les toxicomanes et d'un local d'injection
 - Question 279 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'accord conclu entre le gouvernement et l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg
5. **Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG concernant la situation des services d'accueil et de soins d'urgence dans les hôpitaux luxembourgeois**
(Discussion générale - Motion - Vote)
6. **4968 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Vienne sur le droit des traités, signée à Vienne, le 23 mai 1969 et de son Annexe**
(Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)
7. **5063 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet d'extension du Lycée Technique des Arts et Métiers à Luxembourg-Limpertsberg**
(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)
8. **5017 - Projet de loi relatif à la location avec option d'achat de deux immeubles administratifs destinés aux institutions européennes**
(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)
9. **5087 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2001**
(Rapport de la Commission des Comptes - Discussion générale - Résolution - Vote)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Erna Hennicot-Schoepges, M. Michel Wolter, Mme Anne Brasseur, MM. Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; MM. Joseph Schaack et Eugène Berger, Secrétaires d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Matdeelung ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. **Hommage à la mémoire de Monsieur le Député Willy Bourg, Vice-Président de la Chambre des Députés**

Dir Dammen an Dir Hären, Léif Kolleginnen a Kollegeen, well Dir bestëmmt all meng Gefiller deelt, kënnt Dir lech virstelle wéi traureg ech sinn, haut den Noruff op ee vun eise Kollege maachen ze mussen, dee mir all gären haten an deen esou enk mat eiser Chamber verwuuss war.

Mir waren eis laang bewosst, dass de Willy Bourg e jorelaangen onermiddleche Kampf gefouert huet géint eng heimtückesche Krankheet. Hien huet sech awer näischt umierke gelooss an huet a grousem Pflichtbewusstsein an ouni

Aschränkung seng Aarbecht als Deputéierten an als Vize-Präsident vun der Chamber verricht. Bis zum Schluss war op hien ëmmer Verlooss.

Mir erënneren eis nach all un déi Sitzung am Dezember, wou hie fir d'lescht hei am Sall bei eis war a wou hien, siichtbar gezeecht vu senger Krankheet, bis zum Schluss vun der Sitzung bliwwen ass. Bis zu sengem Doud war hien iwwerzeegt, dass hien et nach eng Kéier géif packe senger Krankheet de Kapp ze weisen. Säin Optimismus huet och eis doru gleewe geden.

Et sollt dës Kéier awer anescht kommen. Et sollt eis net méi vergonnt sinn, hien an eise Reien erëm ze gesinn. Bleiwen awer wäerten d'Erënnerungen un ee Kollege, deen trei stong zu senger Prinzipien, matfillend, gewëssenhaft, effikass, zouverlässig an ëmmer frëndlech.

De Willy Bourg koum 1985 fir d'éischt an d'Chamber an huet bei de Wahle vun 1989, 1994 an 1999 ëmmer erëm d'Vetraue vun de Wieler ausgesproch kritt. Hie war Member vun de Kommissioun Force publique, Travaux publics, Transport, Famill, Ethik, an der Drogkommissioun wou hie während laange Jore President war.

Zënter 1998 war hien och Vize-Präsident vun der Chamber.

Doriwwer eraus war hie vun 1989 u Member vum NATO-Parlament.

Zënter 1979 war en och Conseiller an duerno bis 1996 Schäfte vun der Stad Lëtzebuerg.

Eise verstuerwene Frënd huet sech ëmmer an iwwerall mat Leif a Séil fir d'Wuel an d'Belaanger vun deenen aneren agesat, huet seng Dossier gutt kannt an hat ëmmer en oppent Ouer fir déi, deenen et net esou gutt gaangen ass an déi Hëllef gebraucht hunn.

Mam Willy Bourg verléiere mer e sympathesche Mënsch an e gudde Kollege, vun deem et schwéier fällt sech ze trennen. De Gedanken, hien net méi heibannen an der éischer Rei ze gesinn, ass schwéier ze erdroen, besonnesch och fir seng Kollegeen aus der CSV-Fraktioun, vun där hien en engagéierte Member war.

Senger Fra, senger Kanner a senger ganzer Famill wëll ech vun dëser Plaz aus, stellvertriedend fir eis all, eist häerzlechste Bäileed aussprechen an hinne soen, dass mir zesumme mat hinnen dat Leed deelen, dat elo op si duerkomm ass.

Ech géif lech bieden opzestoen, fir eng Minutt am Stëllen un dee léiwe Verstuerwene ze denken.

(Minute de recueillement)

Ech soen lech merci.

D'Wuert huet den Här Lucien Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, en Fraktiounskollege ze verléieren, dat ass e battere Moment. De Willy Bourg war awer net nëmme just e Fraktiounskollege, an dat mécht mer et ëmsou méi schwéier fir hei iwwer hien ze schwätzen. De Willy Bourg war e Frënd, selbstverständlech vun de Kollegee vu menger Fraktioun, vu mir perséinlech a vu ville Leit hei am Haus an iwwert d'Parteigrenz ewech.

An et war esou wéi ee vun de Kollege gesot huet, just ier mer d'Trap erop komm sinn, et war e feine Käreil. Mä de Willy Bourg war net nëmme e feine Käreil, d'Chamber verléiert mam Willy Bourg en engagéierten Deputéierten, dee Vize-Präsident vun dësem Haus war a sech als Volleksvertrieder

während laange laange Jore mat Leif a Séil fir d'Land a fir d'Leit agesat huet.

Meng Fraktioun denkt un hien zréck als e Mann vu Prinzipien, e Mann mat Standfestegkeet, e Mann dee gären diskutéiert huet, deen haart diskutéiert huet, mä deen ëmmer esou diskutéiert huet, dass en ni bei deenen, mat deenen en diskutéiert huet, Wonne geschloen huet.

Et war en iwwerzeegten an en iwwerzeegende Politiker. Virun allem awer war et e Frënd op deen an alle Situatiounen Verlooss war, politesch esou gutt wéi mënschlech. Fir all dëst si mir him dankbar an eise Bléck zréck op säi Liewe mat eis wäert mat Dankbarkeet ëmmer erfüllt sinn.

De Willy Bourg huet a senger politescher Carrière ni no sech selwer gekuckt, och net a besonnesch net 1993 wéi en als Spätzekandidat vun der CSV an d'Gemengewahlen hei an der Stad mat gaangen ass, just nodeem e gewuer gi war, dass en esou krank wär. Iwwerhaupt huet en aus där Krankheet ni Ophiewes gemaach, och wa mer alleguer gesinn a gespuert hunn, wéi en a ville Momenter ënnert där Krankheet schwéier gelidden huet, speziell wann d'Péng en esou iwwerkomm ass, dass e se bal net méi gepackt huet, an dat war oft hei an der Chamber de Fall.

De Willy Bourg war e Beispill fir eis, a senger Manéier mat Mënschen ëmzegen. Seng militäresch Disziplin, déi en ëmmer hat, huet en ni verluer, och net an de leschte Momenter wéi en de Kampf géint seng Krankheet net méi gepackt huet.

Charakterfest a mënschlech waarm huet de Willy Bourg seng Relatioun mat de Kollegeen an der Fraktioun hei an der Chamber gelieft. Säi Liewen hannerléisst Spuren, speziell och bei deenen déi d'Chance hate fir mat him ze schaffen. Et war e Liewe wat duerch vill Erliefes an duerch haart, och privat, Schicksalsschléi gepräegt war an dofir och anerer matgepräegt huet. Wa mer dem Willy Bourg mar de Mëtten déi leschten Eier erweisen, da maache mer dat am Gedenken u säi Beispill.

Ech wëll fir meng Fraktioun an och am Numm vun deenen anere Fraktiounskollegeen an hire Fraktiounen der Madame Bourg an hire Famill eist oprichteg Bäileed ausdrécken a wëll hinne soen, dass mer a Gedanke bei hinne sinn, dass mer de Willy net wäerte vergiesen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Premier- a Statsminister Jean-Claude Juncker.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ëmmer e Liewen op een Enn geet, a wann een am Liewensbuch vun deem ufänt ze bliederen, deem säi Liewen op een Enn gaangen ass, da gétt et eng Rei vu Säiten op deenen ee méi laang stoe bleift wéi op aneren. A wann een am Liewensbuch vum Willy Bourg bliedert, da bleift ee spontan automatesch bai deene Passagé stoen, wou een den Numm vun deem gesäit dee gestuerwen ass a wou een den eegenen Numm gesäit. A wann ech op déi Säiten zréckkucken, déi mer konnten zesumme schreiwen, dann drängt sech mer d'Bild op vun engem, dee virun anere Qualitéiten, déi en hat, virun allem déi vum Courage hat.

Et fällt op an der Biographie vum Willy Bourg, dass, wann d'Liewen eng aner Kéier geholl huet, hien déi Kéier mat geholl huet. De Willy Bourg war Offizéier an der Arméi, a wéi d'Arméi ofgeschafft ginn ass, huet de Willy Bourg eng aner Carrière ageschloen, net gesicht wou

e soss iergendwou kéint beim Stat ënnerkommen, mä en huet eng nei Etapp a sengem Liewen ageschloen. Déi Beharrlechkeet an der Liewensgestaltung, déi huet en ëmmer ausgezeecht.

De Willy Bourg war e Mënsch mat deem ech eng grous Complicitéit hat a gläichzäiteg ganz dacks Sträit hat. An et ass mat Emotioun wou ech un déi Momenter denke wou mer eis zerstridden hunn, well et kee gängege Sträit war, esou wéi een deen heiansdo ënnerteneen huet, mä wat eng stramm Ausenarnersetzung ëm d'Saach war, an dee bei aller Ennerschiddlechkeet vun den Usiichten ëmmer esou ausgaangen ass, dass en engem duerno, wann een déi Diskussioun hannert sech hat, de Cadeau gemaach huet vu senger Loyautéit a senger Fidélitéit. Dat wat ee mat him geschwat huet, dat ass eigentlech ënnert véier Aen an ënnert véier Ouer bliwwen, an dat ass net op aner Plazen erausgedroen gi fir aner Leit un där Diskussioun, déi een hat, ze interesséieren.

Déi Complicitéit, déi wëll ech haut éieren, déi Loyautéit och. An dat treit Festhalten un eppes, wat ee sech zesumme virgeholl huet, ass eppes, wat sech mer haut als bleiwend Bild vum Willy Bourg opdrängt.

Et ass mer an esou villen Diskussiounen opgefall, dass de Willy Bourg en ausgeprägten Statsverständnis hat, dat fäerdeg bruecht huet wat déi meescht vun eis nëmme seele fäerdeg bréngen, sech selwer zréck ze huelen an d'Saach an hire Globalitéit, an hire Vill-schichtegkeet an an hire multiple Komplexitéiten ze kucken. Och säi Verméigen, wat en hat, ee matzehuelen an déi Stécker vu senger Welt, déi hien heibannen net gewisen huet, mä déi awer zu sengem Wiese gehéiert hunn.

Mir éiere jo hei de Politiker Willy Bourg. Dat war awer net dee ganze Mënsch. An een, deen an deene leschte Woche bei him war, fir och iwwert d'Enn vum Liewen ze schwätzen, weess, dass en aussergewöhnlech räiche Mënsch vun eis gaangen ass, deen net all Aspekter vu sengem Rächtum a vu senger Komplettheet hei opblénke gelooss huet, well en och eng Timiditéit hat, wann et drëm gaangen ass dat ze weisen, wat méi déif an him souz.

Et ass dofir wou och d'Regierung sech där Trauer uschléisst, déi déi vun der Chamber ass a besonnesch vun der Fraktioun a vun der Partei, där de Willy Bourg, niewent sengem Déngscht um Land, e Liewe laang probéiert huet trei ze dengen. En hat bis ganz zum Schluss de Courage vun deem, dee méi wäit gesäit wéi säin eegent Enn.

2. Ordre du jour

M. le Président.- Léif Kollegeen, wat eisen Ordre du jour vun dëser Woch ubelaangt, wollt ech der Chamber matdeelen, dass wéinst der Doudemass vun eisem Kollege Willy Bourg d'Sitzung vu muer op néng Auer mueres virverluecht ass.

3. Communications

Ech wollt der Chamber nach folgend Kommunikatiounen maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Monsieur Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 13 février 2003, le projet de loi N°5100 modifiant le Code des assurances sociales et la loi modifiée

du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension.

Madame Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, a déposé en date du 17 février 2003 le projet de loi N°5101 relatif aux études et travaux préparatoires en vue de la réalisation d'un centre national de la culture industrielle sur le site des hauts fourneaux à Belval-Ouest.

3) En date du 11 février 2003 le Président de la Chambre s'est vu remettre la pétition N°247 relative aux chiens.

4) La deuxième session d'hiver de l'Assemblée parlementaire de l'OSCE a eu lieu à Vienne les 20 et 21 février 2003. La Chambre des Députés y était représentée par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, Président de la délégation, ainsi que par les députés M. Ady Jung, M. Georges Wohlfart et M. François Bausch, membres de la délégation.

La délégation était accompagnée par M. Martin Bisenius, secrétaire de la délégation.

5) Par lettre du 19 février 2003 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte d'une résolution sur les droits, les priorités et les recommandations de l'UE dans la perspective de la 59^e session de la commission des droits de l'homme des Nations unies, qui se tiendra à Genève du 17 mars au 25 avril 2003, adoptée par le Parlement européen au cours de sa période de session du 29 au 30 janvier 2003.

4. Heure de questions au Gouvernement

Fir haut de Mëtteg hu mer eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 78 vun eisem Reglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir seng Fro virzedroen an d'Regierung véier Minutte fir drop ze äntweren.

D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Oppositoun.

Mir kommen elo zur Fro N°268 vun der Madame Agny Durdu un d'Bauteministesch iwwert d'Baupläng vun deenen neie Lycéeën. D'Madame Durdu huet d'Wuert.

- Question 268 de Mme Agny Durdu au sujet des projets de construction de nouveaux lycées

Mme Agny Durdu (DP).- Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech wollt am Kontext vun eiser Froestonn des Fro un d'Madame Bauteminister stellen: De 5. Februar hu mer an deemem Haus de Plan sectoriel Lycées virgestallt kritt a mir konnten dovunner iwwerzeegt ginn, dass do net nëmmen ee Ministère eng ganz gutt Aarbecht geleescht huet, mä dass op eng ganz intelligent Aart a Weis gekuckt ginn ass, wou mer an Zukunft wäerte Lycéeën an eisem Land bauen, déi eng an enger noer Zukunft, déi aner an enger méi wäiter Zukunft an een, deem am Horizont sengen Presenz markéiert.

Mä ech mengen d'Leit heibannen an d'Leit dobause stelle sech elo d'Fro: Wéi ass et mat der konkreter Ëmsetzung vun deem Plan sectoriel Lycées? An an deem Kontext wollt ech folgend Froe stellen, déi am Fong geholl ronderëm deesewechte Sujet dréinen.

Wéi wäit si mer mat den Ukeef vun deene verschiddenen Terrainen, déi mer brauche fir d'Lycéeën ze bauen?

Wat fir eng Solutiounen envisagéiert d'Regierung, am Fall wou se déi eng oder aner Terrainé vläicht net kritt, do wou se mengt? Ginn do vläicht eventuell aner Siten dann dee Moment gewielt, géit op déi zweetbeschit Siten zréckgegraff, oder wat fir eng aner Méiglechkeeten huet d'Regierung sech virgehollt?

Wou sinn d'Grënn vun deene Retarden, déi elo do sinn? Sinn et nëmmen d'Problemer vun der Acquisitioun vun den Terrainen? An do wollt ech konkret froen, Madame Minister: Wéini hofft Der deen éischte konkrete Chantier kënnen unzefänken?

Dat waren déi Froen, déi ech wollt un d'Madame Minister stellen an ech soen am Viraus merci fir d'Äntwert.

M. le Président.- D'Wuert huet d'Madame Bauteminister Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*.- Här President, Dir Damm an Dir Hären, ech äntweren op déi Fro, déi d'Madame Durdu formuléiert huet, folgendes:

Mir hunn am Plan sectoriel Emplacementer festgehalen. Dee Plan sectoriel gesäit wuel d'Plaze vir, mä nach net déi konkret Terrainen, an et ass ëmmer nach d'Fro wéi mer mat de Propriétaires eens ginn, wat jo och d'Madame Durdu an hirer Fro hei daitlech formuléiert huet, als eent vun den Elementer wat riskéiert Projeten ze retardéieren.

Wou si mer drun? Fir de Moment huet d'Regierung jo dräi Projete konkret festgehalen. Dräi Projete vun neie Lycéeën: Réiden, Jonglënster an Esch/Belval, an an deem Fall kann ech der Chamber matdeelen, datt fir Réiden de Compromis vum Terrain mat der Gemeng ënnerzecht ginn ass, datt d'Négoziatioun vum Comité d'acquisition mat Propriétaire fir d'Zoufuhrtsweeër amgaange sinn.

Fir de Lycée Jonglënster kann ech d'Informatioun ginn, datt suite zu engem Accord mat der Gemeng an dem Minister vum Aménagement du Territoire, esou wéi och der Educationsministesch den Terrain définéiert ass, datt deemno de Parcelaire amgaang ass opgestallt ze ginn, dat heescht d'Kadasternummern zesummegestallt ginn an datt, vu datt dese Projete ganz enk zesammenhängt mat dem Contournement vu Jonglënster, de Comité d'acquisition gebieden ass Terrainé fir déi zwee Projeten, dat heescht à la fois fir de Contournement an och fir de Lycée, ze kafen an dass domadder och d'Verhandlungen ufänken.

Wat de Lycée Esch/Belval ugeet, do ass d'Situatioun méi kloer, well dee Lycée, deen ass schonn an der Zone Parc Belval/Sud festgeschriwwen an do sinn d'Bebauplungspläng vun de Gemengen Esch a Suessem amgaang an der Approbatiounsprozedur fäerdeggestallt ze ginn. Vu datt hei d'Terrainen d'Propriétéit vun der AGORA sinn, dierft et net allze schwierig si fir och an d'Propriétéitsverhältnis vum Terrain ze kommen.

Wat dann d'Planung ugeet: Mir hunn am Plan sectoriel ganz kloer duergeluecht wéi d'Planungsphas vun engem Lycée ass. Mir versichen déi Phas esou kuerz wéi méiglech ze halen, doduerch datt mer eng Standardisatioun ugestriift hunn, de Bauten- an den Educationsministère zesummen, esou datt mer fir déi nei Lycéeën net erëm vu vir brauchen unzefänke fir d'Erstellung vun dem Programm, mä direkt an d'Planungsphas ginn, esou bal mer wëssen datt déi Fro vum Terrain gekläert ass.

Mir hunn awer net dese Standardisatiounsprojete ofgewart a mir hunn am Fall vum Lycée Réiden schonn den Avant-projet sommaire fäerdeg. Dee war eng éischte Kéier an der Commission d'analyse critique an dee wäert ganz geschwënn der Regierung presentéiert ginn.

Wat de Lycée Jonglënster ugeet, do ass den Appel de candidature fir d'Architekten an d'Büroen eraus, obschonns mer nach net ganz genee mat den Terrainen eens sinn, mä awer wësse wéi d'Terrainé configuréiert sinn, wat jo och fir d'Planung net onwichtig ass.

D'Fro: Wat mécht d'Regierung, wa se d'Terrainen net kritt?, dat ass eng schwierig Fro an do sinn natierlech zwou Solutiounen. Déi éischt ass déi, vu datt mer am Plan sectoriel d'un commun accord ënner Regierungsmembere festgehalen hunn, datt wa mer net virukommen, datt mer dann d'Utilité publique an d'Loi d'autorisation vum Projet aschreiwien. Dat heescht natierlech, datt an deem Fall wou d'Utilité publique ugewannt gétt, den Zäitraum, an deem mer eens ginn, riskéiert méi laang ze ginn. Déi aner Solutioun, dat wier dann en alternativen Terrain ze sichen, an dat ass jo och net ëmmer esou einfach.

Fir mäi Fall kann ech soen, datt de Bauteministère säi Beschtt mécht fir d'Projeten, esou bal wéi se an der Prozedur sinn, och esou séier wéi méiglech ze bauen. Mir hu gesinn, datt mer beim Lycée Mamer vum Début de chantier 1999 u bis seng Mise à disposition am Hierscht 2003 jo awer eng relativ kuerz Zäit gebraucht hunn. Dat heescht, wann de Bagger bis leeft, da wäert et och séier virgoen.

Et dierft een awer net vergiessen, datt, wann de Projet hei gestëmmt ass, dann nach de Projet définitif, d'Detail-Pläng mussen ausgeschafft ginn, d'Prozeduren an d'Wee geleet ginn, dat heescht de Kommodo ugefrot ginn, d'Baugenehmung ugefrot ginn an alles wat zu engem Bauprojet gehéiert, esou datt mer domat och eng Zwëschenzäit hunn tèschent dem Vote vun dem Projet a sengem Ufank.

Fir den éischte Projet, de Lycée vu Réiden, rechne mer, datt mer vläicht am Fréijour 2004 mam Bagger kënnen lassfuere. Ech denke jo, dass mer keng Problemer hu fir vun der Gemeng d'Autorisatioun ze kréien, an déi aner Aarbechten, déi dierften awer bis dohinner ofgeschloss sinn.

Et dierft een allerdéngs och net vergiessen, datt niewent deenen neie Projete vill aner Projeten amgaange sinn, Ausbauten, wou deen demographesche Problem, dee jo och hei an der Fro matschwéngt, awer e bësse verbessert gétt, well wann ech un den neie Lycée zu Mamer denken, un d'Vergrëisserung zu Dikrech, un de Lycée technique zu Esch/Raemerech, un d'Vergrëisserung zu Dideleng beim Nic. Biewer, un d'Vergrëisserung déi zu Gréiwemaacher geplangt ass, un déi zweet Phas Wolz an dann deen neie Lycée zu Péiteng, dee Projet dee mer zu Dummeldeng an d'Wee geleet hunn, wou och, wat d'Terrainsproblemer ugeet, alles geléist ass, dann dierfte mer awer do, wat de Volume vu Plazen an eise Schoulen ugeet, eng Verbesserung kréien. Allerdéngs muss ech soen, datt mer mat dem Lycée technique zu Eitelbréck op Betong stoussen an do Schwierigkeete kréie wat d'Acquisitioun vun Terrainen ugeet, sou datt mer do eng vun deenen zwou Solutiounen, déi ech éinescht ugeedeit hunn, wäerte mussen applizéieren.

M. le Président.- Ier mer mat eise Froe weiderfuere, wollt ech d'Chamber froen ob se d'accord ass d'Fro 278 un den Här Innenminister Michel Wolter virzezéien, well den Här Minister Wolter nach eng dringend Auslandsverpflichtung huet.

(Assentiment)

Dir sidd domadder d'accord, da géinge mer elo d'Wuert un den Här Mars Di Bartolomeo gi fir d'Fro un den Innenminister iwwer en Ofkommen tèschent der Lëtzebuerger Polizei an der belscher Regierung. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

- Question 278 de M. Mars Di Bartolomeo concernant l'accord

„maintien de l'ordre“ du service de la police luxembourgeoise avec le Gouvernement belge et les conséquences qui en résultent pour les personnes concernées

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, Dir Damm an Dir Hären, an deene leschten Deeg ass ugekënnegt ginn, dass et zu Manifestatiounen vu belschen an daitische Stolaarbechter hei zu Lëtzebuerg géif kommen, géint d'Absichte vun dem Arcelor Management, fir Anlagen op enger Rei vu Siten an der Belsch an an Däitschland zouzemaachen.

Mat deene Bericht ass eng Informatioun verbonne ginn, dass an der Zwëschenzäit eng Rei vu Lëtzebuerger Polizisten an der Belsch géifen op belsche Wasserwerfer trainéieren, an et ass en direkten Zesammenhang gemaach ginn tèschent deem Training an där programmierter Manifestatioun virum Arcelor-Gebai.

Dofir wollt ech vum Innenminister wëssen, ob hie méi Detailler iwwert déi geplangte Manifestatioun huet? Ob déi Trainingsaarbechten, déi am noe Belschgebitt op belsche Wasserwerfer gemaach ginn, eppes mat där Manifestatioun ze dinn hunn? Wéi d'Approche vun der Regierung vis-à-vis vun esou Manifestatiounen ass? Ob mer vun eiser traditioneller Approche ofwäichen, déi dorop eraus leeft dass mer just am Extremfall polizeilesch, respektiv militäresch Presenz an iwwergrossen Mooss weisen? Wat d'Grundlag ass vun deem Training? Ob déi Wasserwerfer an deenen nächsten Deeg wäerten hei zu Lëtzebuerg optauchen?

Ech hu gemengt dass déi Fro noutwendeg wär, well eben den Zesammenhang tèschent belsch-lëtzebuerger Accorden an där Manifestatioun, déi geplangt ass, hiergestallt ginn ass.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Innenminister Michel Wolter.

M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Här President, Dir Damm an Dir Hären, et ass eng konsequent Politik vun der Lëtzebuerger Regierung, fir der Polizei dat Material zu Verfügung ze stellen, wat se am Kader vun der Erféllung vun hirer Missioun brauch. Mir wäerten an e puer Wochen iwwert d'Reorganisatioun vun de Forces de l'ordre hei an der Chamber d'Geleeënheet hunn ze diskutéieren, an dobäi wäerte mer gesinn dass säit 1999 e konsequent Programm opgestallt ginn ass, fir eiser Polizei Material zur Verfügung ze stellen, wat haut zum standardiséierte Material vun de Polizeie praktesch a Gesamteuropa gehéiert.

Dobäi gräife mir a gewëssene Fäll op d'Kooperatioun mat eisen Nopeschlänner zréck, iwwerall do wou eis dat sënnvoll erschéngt. Sou och eisen Accord, deen de 4. Juni 1996 tèschent der Lëtzebuerger Regierung an der belscher Regierung ënnerzecht ginn ass, relativ à la coopération policière transfrontalière, deen a sengem Artikel 4 gemeinsam Formatiounssessiounen a Stageformatiounen virgesäit, an deen a sengem Artikel 7 och virgesäit, dass Echange vu Material ka stattfannen op d'Demande vun där enger a vun där anerer Sait.

Mir si mat enger Echéance confrontéiert, an dat ass d'Présidentschaft vum Joer 2005, déi mer amgaange sinn ze presidéieren. Wann ee weess, dass déi Présidencen an deene leschte Jore mat zounemender Apparitioun vu méi oder manner gewalttätege Manifestatiounen confrontéiert war, huet et eis sënnvoll geschéngt fir eis Polizei des aujourd'hui op déi Evénementen, an op aner Evénementen, ze preparéieren, dofir hu mer vrun enger Rei vu Méint Kontakter mat der

Belsch opgeholl, fir mateneen déi Echéance do, an aner Echéancen, virzebereeden.

Ech erënnere drun, dass mer d'lescht Joer en Accord ënnerschriwwen hu wat d'Exploitatioun vun eisem Helikopter ubelaangt, dee mer an enker Zesummenaarbecht mat der belscher Polizei maachen. An deemselwechten Esprit sti säit enger Rei vu Méint Verhandlungen um Gebitt un, iwwer wat een nennt Maintien de l'ordre, wou mer zu enger Sait amgaange si Mannschaftsweeën an och Equipementer eise Polizisten zouzeleeën, déi mer an deenen nächste Wochen och am Public wäerte presentéieren, an zum aneren och en vue vun deenen Evénementen, wouriwwer mer eis mat deene Belsch eens gi si fir eng Rei Wasserwerfer an och blindéiert Truppentransporter, esou genannt APC-Transporter vun hinnen, an enger éischer Phas zur Verfügung gestallt ze kréien, en attendant dass mer d'Décisioun an der Regierung huelen, ob mer oder ob mer eis net selwer an deem Charoi och en Equipement zouzeleeën oder net.

Et ass och richtig, dass do gemeinsam Trainer scho stattfont hunn. Sou sinn och an deene leschte Wochen fënnf Equipé vun eis - wa meng Informatiounen richtig sinn - op deem Matériel do ausgebilt ginn, well dat ass ee Material wat een net einfach esou kann utiliséieren, mä wou eng gewëssen Ausbildung besteet.

Wat elo déi méiglech Manifestatiounen vun en Donneschden an e Freide virun der Arcelor ubelaangt, sou hu mer eis en prévision dovunner mat der belscher Polizei, dat heescht eis Polizei mat hinnen, ofgeschwat. Mir wäerte pour le cas où vun der belscher Polizei fir en Donneschden an e Freide véier Wasserwerfer zur Verfügung gestallt kréien, sechs blindéiert Truppentransporter a 600 Meter Barrière, sou genannte Cheval de frise, dat ass déi neiste Generatioun. Eis Poliziste mussen, wa se mat enger Manifestatioun confrontéiert sinn, zurzäit nach mat deene Clôturen ëmgoen déi mer soss fir den Tour de France an den Tour de Luxembourg benotzen. Dat ass awer politaktesch net méi déi leschte Generatioun, sou dass et eis noutwendeg geschéngt huet, och do déi noutwendeg Changementer virzehuelen a mer och, wéi ech dat scho gesot hunn, drun denken dat Material do eventuell anzekafen.

A wéi engem Mooss déi Outils do mussen agesat ginn, ech mengen dat hant net vun eis of, dat hant vum Déroulement vun de Manifestatiounen of. Et ass sécher, dass dat Material net agesat gétt wann déi Manifestatiounen sech an deene Kaderen, an deene Limiten opspillen, wéi mer se zu Lëtzebuerg gewinnt sinn.

Mir wollten awer, a mir sinn och genötegt an Zukunft preparéiert drop ze sinn, dass wa Manifestatiounen iwwerhand huelen, wa Saache geschéien déi net méi mam Maintien de l'ordre kënnen als compatibel ugesi ginn, eise Polizisten dat néidegt Material zur Verfügung ze stellen, fir eng adequat Protection fir si virzehuelen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Da komme mer elo zur Fro 273 vum Här Jos Scheuer un den Aarbechtsminister iwwert d'Inspection du Travail et des Mines. Den Här Jacques-Yves Henckes huet seng schréftlech Fro 2050 iwwert datselwecht Thema gläichzäitig agereecht, an dofir gétt se och mat där heiter behandelt. D'Wuert huet elo fir d'éischt den Här Jos Scheuer.

- Question 273 de M. Jos Scheuer au sujet d'une restructuration éventuelle de l'Inspection du Travail et des Mines

traitée conjointement avec la**- Question parlementaire 2050 de M. Jacques-Yves Henckes relative à l'audit de l'Inspection du Travail et des Mines réalisé par le BIT**

M. Jos Scheuer (LSAP).- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat déi Fro scho viru véierzeng Deeg agreeecht a wollt dem Aarbechtsminister se stellen. Se ass deemools dem Irak-Krich zum Opfer gefall.

Här President, et ass en Audit externe iwwer d'Inspection du Travail et des Mines gemaach ginn, an deen Audit externe soll natierlech de Fonctionnement vun der ITM analyséieren an och eng eventuell Reorganisatioun vorschloen. Aus iergendwelche Grënn sinn Detailler - awer nëmmen Detailler - oder Konklusiounen aus där doter Etüd duerchgesichert, dass se elo an der Stad méi natierlech de Fonctionnement vun der ITM analyséieren an och eng eventuell Reorganisatioun vorschloen. Aus iergendwelche Grënn sinn Detailler - awer nëmmen Detailler - oder Konklusiounen aus där doter Etüd duerchgesichert, dass se elo an der Stad méi natierlech de Fonctionnement vun der ITM analyséieren an och eng eventuell Reorganisatioun vorschloen.

An dozou wollt ech eng doublet Fro stellen. Éischtens: Wéi gedenkt den Aarbechtsminister mat där Etüd do ëmzegen?

Dat ass déi allgemeng Fro.

Déi zweet Fro, déi sech dorun uschléisst an déi natierlech och muss gestallt ginn: D'ITM ass dezentral organiséiert op dräi Plazen an d'Fro un den Aarbechtsminister ass, ob hie gedenkt d'ITM elo méi ze zentraliséieren. Dat géif heeschen, dass se elo an der Stad méi massiv géif opgebaut ginn. An deem Fall géif dat sech verbanne mat engem eventuellen Ofbau zu Esch an zu Dikrech.

Ech wollt do derbäiflécken, dass d'ITM elo keng back-office Administratioun ass, mä dass d'ITM hir Roll ze spillen huet am Kommodo/Inkommodo-Verfahren, dass se eng Ulaftell ass net nëmme fir d'Entreprises, mä och fir ganz vill Salariéen, wa se no hirem Recht froen oder wa se sech vergewëssere wëllen, dass se vum Patron richtig behandelt ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här Minister, ech si gewuer ginn duerch e Bulletin d'information vum Bureau international du Travail, deen eis vun der Chamber zougestallt ginn ass, dass eng Etüd gemaach gi wier hei zu Lëtzebuerg iwwer d'Reform vun der Inspection du Travail et des Mines.

(Interruption)

Ech sinn net Member vun der Kommissioun, mä ech hat virdrun de sozialistische Kolleeg héiere wéi hie gesot huet, dass do Indiscrétionne virkonn wieren.

Ech wollt nëmme soen, dass mer dat awer als normal Parlamentarier alleguerten zur Verfügung gestallt kritt hunn. Aus där Etüd geet anscheinend ervir, dass de Käschtepunkt vun de Krankmeldungen an den Accidenter beim Salariat sech pro Joer op 600 Milliounen Euro beleef. Dat ass en importente Chiffer. Den Audit huet verschidde Konklusiounen proposéiert fir kënnen d'Situatioun ze améloréieren, wat de Fonctionnement vun der Inspection du Travail et des Mines ueget. Duerfir wollt ech froen, Här Minister: Kënnt Dir ons matdeelen, wat déi Konklusiounen vun deem Audit sinn?

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Deen zweete Punkt ass: Wéi deelt sech de Käschtepunkt op? Dréitens wollt ech froen, ob d'Regierung gewëllt ass sech deene

Konklusiounen unzeschléissen oder net.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Aarbechtsminister François Biltgen.

(Interruptions diverses)

M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si selbstverständlech ganz fro fir hei kënnen iwwer d'Reform vun der Gewerbeinspektioun ze schwätzen, wat ech schonn e puermol an deemem Sall gemaach hunn, well et eng wichtige Reform ass. Ech wäert op all déi Froe wëllen esou kuerz wéi méiglech äntwerten. Erlaabt mer awer meng Verwonderung zum Ausdruck ze bréngen iwwer wéi wéineg verschidden Deputéierten déi politesch Aktualitéit suivéieren.

Ech hu vill an deser Chamber iwert dee BIT-Bericht geschwat. Ech hunn de 14. Januar déi Verantwortunglech vum BIT vu Genève e ganzen Dag op Lëtzebuerg komme gelooss, wou mer fir d'éischt moies an där zoustänneger Chamberkommissioun waren, wou ech mengen dass den ADR awer net vertraude war. Doropshin hu mer sämtlech Gewerkschaften, Patronatsvereinigungen an aner Acteure gebrieft a mëttes hu mer eng grouss Pressekonferenz ginn. Dee ganze BIT-Bericht ass mat all sengen Detailler vu mir selwer veröffentlecht ginn. Wann een hei Saachen eraussickere gelooss huet, da war ech et selwer, well ech hunn de 14. Januar dat öffentlech gemaach, well ech gär eng öffentlech Debatt gehat hätt.

Ech hu vun Ufank u gesot - fir direkt op d'Fro ze äntwerten, wéi d'Regierung mat dem BIT-Rapport ëmgoe wëllt -, dass dee BIT-Rapport eppes Ganzes ass. Do si Saachen dran déi mir manner gutt gefalen oder Saachen déi mir besser gefallen. Do sinn ëmmer Saachen dran, déi deem enge manner gutt oder besser gefallen, mä et ass e Bericht aus engem Goss. Mir hunn deen extraen Optrag gi fir eppes ze hu wat neutral ass, wat vu Leit zesummegestallt ginn ass déi eppes kenne vu Gewerbeinspektiounen an déi eis op d'Fro geäntwert hunn: Wat soll eng Gewerbeinspektioun vum 21. Jorhonnert sinn?

Mir ginn dat heiten als Ganzt un. Ech loosse mech duerfir net op deenen eenzelne Froen elo vun deenen eenzelnen Interesséierten ausernee rappen, well dat soll als Ganzt diskutéiert ginn. Wat herno erauskënn, wat herno vun der Regierung respektiv der Chamber erausgeet, well dat fléisst an e Gesetz an, dat wäerte mir diskutéieren opgrond vun enger Prozedur déi mer eis ginn hunn, eng Prozedur déi ganz kloer ass.

Den Här Henckes huet hei gefrot wat d'Konklusiounen sinn. Nach eng Kéier: Jiddfereen, dee gären dee Bericht hätt, kritt en. Ech hat gemengt d'Deputéierten hätten en alleguer, mä wann nach Demande do ass, Här President, Dir kritt gären nach vill Berichter. Ech soen lech nëmmen déi allerlescht Recommandations finales. Éischtens „ne pas se contenter de mesures isolées. Un électrochoc serait nécessaire pour garantir les meilleures chances de succès“. Zweetens „veiller à une approche participative“. Dréitens „constituer un comité interne d'examen et de suivi de la réforme avec des représentants de tous les secteurs de l'ITM, qui serait chargé notamment de hiérarchiser les problèmes, de fixer un planning des mesures, de contrôler leur mise en oeuvre et surtout de faciliter le processus de changement“.

Dat maache mer. Mir hunn en Aarbechtsgrupp, wou sämtlech Carrière vun der Gewerbeinspektioun dra vertraude sinn. Déi maache Virschléi. Mir hunn och en externen Aarbechtsgrupp mat de Sozialpartner, wou mer kucke fir iwwer d'Gesetz ze schwätzen. Dat alles gëtt

iwwer eng wierklech kollaborativ a participativ Mesure ausdiskutiert an da kommen an deenen nächste Méint d'Konklusiounen.

Wat elo d'Fro vum Här Scheuer ubelaangt iwwer Dezentraliséierung oder Net-Dezentraliséierung, ass et effektiv esou, dass elo verschidde Leit schrecklech opgereegt sinn a fäerten, dass hir Plaze géife verluer goen. Ech wëll dann iwwer d'Agencé soen, wat am Rapport steet, deen Der all kënnt noliesen: „L'isolement des agences“ ass ee Punkt, dee vum BIT opgegraff gouf. „Les agences sont isolées par rapport au siège de l'ITM, mais aussi entre elles. Elles peuvent être très bien organisées, mais elles travaillent en vase clos de manière autonome presque livrées à elles-mêmes. Le fonctionnement et les méthodes sont différents d'une agence à l'autre. Des échanges d'expérience sont pratiquement inexistantes. Les outils ne sont pas partagés. Aucune séance de coordination n'est organisée entre les agences“ an esou weider, wat beweist dass et net eleng duer geet fir ze soen: Mir hunn Agencé, fir dass d'Aarbecht gutt gemaach gëtt, mä do gëtt et Problemer.

Dofir seet de BIT a senge Konklusiounen Folgendes: „Promouvoir le principe d'une inspection nationale du travail avec des antennes décentralisées. Cela implique une unité retrouvée, une culture ITM. Les agences ne sont plus des entités autonomes, mais sont partie intégrante de l'Inspection du travail du Grand-Duché chargées de tâches particulières en harmonie avec la politique nationale. La mission se pose d'ailleurs la question de savoir s'il ne serait pas opportun de réunir dans un premier temps tout le personnel dans un seul bâtiment pour reconstruire une cohésion avant de reconstituer des représentations régionales.“

Dat ass dat wat am BIT-Rapport steet an et ass dat wat mer mat aller Seriositéit duerchdrécken. Ech wäert mech do net relles maache loosse vun deem engen oder aneren Drock. Ech mengen dat ass kloer.

Dann hat den Här Henckes nach d'Fro gestallt iwwer déi 580 Milliounen, wat dat géif kaschten. Do ass et esou, do hu mer eis baséiert op Informatiounen vun der Assurance-accident. Dat si 580 Milliounen Euro. Dat ass dat wat d'Patronen als Coûts directs bezuelen. Dat kënnt dobäi bei d'Coûts indirects. D'Coûts indirects ass alles wat ee verléiert vu Produktivitéit - elo schwätzen ech net vun dem Misär vun deene Leit, déi Aarbechtsaccidenter hunn, mä wat e Betrib vu Produktivitéit, vu Compétitivitéit verléiert, wa Leit duerch en Aarbechtsaccident ausfalen. Dat kënnt also nach alles do derbäi. Dat sinn eben déi Zuele wéi se mer constituéiert hunn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir wäert nach an deenen nächste Wochen a Méint vu mir héiere wéi dat weidergeet, well ganz viles kann innerhalb vun der Gewerbeinspektioun geschéien, fir méi effikass ze schaffen. De BIT-Rapport huet zum Beispill net geschriwwen mir missten Honnerte vun neie Leitustellen, mä et misste vill Aarbechtsmethode kommen. Dir wäert do vu mer héieren.

Natierlech geet dat de paire mat enger Reform vum Gesetz a schliesslech mussen all d'Sozialpartner, d'Gewerkschaften wéi d'Betribers matspillen. Ech hunn awer do all Vertrauen, dass déi zwou Parteien, souwuel d'Gewerkschaften wéi d'Betribers matspillen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 274 vum Här Jean

Huss un de Gesondheitsminister iwwer eng Relaisstation fir Mobiltelefoner zu Diddeleng. D'Wuert huet den Här Huss.

- Question 274 de M. Jean Huss relative aux problèmes soulevés au sujet d'une station relais pour téléphones portables à Diddeleng

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hat scho virun engem gudden Joer hei vun deser Plaz aus op méiglech Gesondheitsrisike vu Mobilfunkantennen higewisen.

Vun internationalen Noriichtengencé sinn zënterhier ëmmer erëm Fäll bekannt ginn, wou quer duerch Europa vill Leit - an Däitschland zum Beispill schéngt et am Moment 11.000 Biergerinitiativen ze ginn - sech iwwer onerklärlech Gesondheitsproblemer beklot hunn, nodeem an hirer Noperschaft Mobilfunkantennen opgebaut gi waren, an iwwerall gëtt praktesch ëmmer vun deeneselwechte Gesondheitsproblemer geschwat: net méi normal kënnen schlofen, Drock am Kapp, Kappwéi, Schwindel, Migränen, onerklärlech Häerzreeslaf- a Blutbildverännerungen, méi heefeg Kannerkränken an esou virun, vun onerklärlech geheefte Eenzelfäll vu Leukämie bei Kanner an Hirntumoren bei Erwuessenen op eenzelne Plazen am Ausland emol net ze schwätzen.

Här Gesondheitsminister, zu Diddeleng an der Cité op der Nuddelsfabrik hunn elo viru kuerzem 91 Leit, déi do wunnen, eng Petitioun ënnerschriwwen, fir dass d'Mobilfunkantenne vum Daach vun hire Wunnengen, dem Gebai dräi, erëm sollten ewechgeholl ginn, well och bei hinnen zënterhier onerklärlech Gesondheitsproblemer opgetaucht wieren: Schloflosigkeit, Kappwéi, Schwindel, Stéierung vum Blutbild an esou virun.

Zwee Dokteren zertificéieren Eenzelen vun hinnen och schréfflech e méiglechen Zesammenhang vun hire Symptomer mat desen Antennen.

Meng Froen un den Här Gesondheitsminister sinn déi heiten:

1. Stëmmt et, dass déi Antennen nëmmen zum Deel eng Autorisatioun hunn?

2. Sidd Dir als Santésminister bereet am Fall Diddeleng eng vum Bedreier onofhängeg Enquête ënner Abezéierung vun onofhängegen auslänneschen Expären an d'Weg ze leeden an eis hei doriwwer Bericht ze maachen?

3. Sidd Dir méi allgemeng gesi bereet, well biologesch Effeten op den Organismus an domat eventuell Gesondheitsbelaaschtungen vun onofhängege Wëssenschaftler scho wäit ënnerhalb vun den offiziellen Grenzwäerter festgestallt konnte ginn, de Principe de précaution unzewenden an hei am Land an um Niveau vun der Europäescher Unioun fir eng drastesch Senkung vun dese Grenzwäerter anzetrieden, esou wéi dat vun ëmmer méi Umweltmediziner a Wëssenschaftler europawäit gefuerdert gëtt?

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, selbstverständlech ass déi Problematik vun der Nuddelsfabrik zu Diddeleng mer bekannt. Ech weess, dass esou vill Leit reklaméieren an dass se soen, dass dat effektivement eppes mat deene Stations de base ze dinn hätt, déi wéi gesot bei deem Gebai vum Fonds de Logement stationéiert sinn.

Esou wäit wéi ech renseignéiert si stëmmt et, honorabelen Här Huss, dass wéi et schéngt een Deel vun den Autorisatiounen géif virleien,

dass en aneren Deel en instance wär de Moment. Ech weess och vum Buergermeeschter vun Diddeleng, dass en déi doten Affär suivéiert an dass momentan also nogekuckt gëtt, ob déi Zweek-Deel-Autorisatioun an der Rei ass oder net.

Ech sinn effektivement der Meinung, dass déi Autorisatiounen mussen d'Prozeduren à la lettre anhalen. Ech sinn och der Meinung, dass ee sollt preventiv Miessungen virhuelen, dat awer incombéiert net meng Servicer. Dofir si mir net geréicht, mä selbstverständlech geet dat an d'Kompetenz vun der ITM a vum Environnement.

Wat also d'Fro vun der Enquête ubelaangt, mengen ech, hunn ech déi domadder scho beäntwert. Ech mengen effektivement, dass een et net ganz einfach soll bei där Saach do beloossen.

Wat elo dee berühmte Principe de précaution ueget, wëll ech awer soen, honorabelen Här Huss, dass de Moment d'Positioun vun der OMS, der Organisation Mondiale de la Santé, absolut net bougiert huet zënter hirem Aide-mémoire vum Juni 2000, wou se soen dass nâischt drop hiweist, dass eng Exposition un d'Champs électromagnétiques de haute fréquence kënnt effektivement am Zesammenhang leie mat eventuelle Gesondheitschied. Et gëtt och dovun ausgaangen, dass munch Konfusiounen opkomm sinn duerch de Fait, dass de CIRC, dat heescht de Centre International de Recherche sur le Cancer, wat jo och en Departement ass vun der OMS, am Juni 2001 d'Champs magnétiques à basse fréquence effektivement an d'Kategorie vun de peut-être cancérogènes agestuufft huet. Mä d'OMS mécht eng fundamental Differenz tëschent de Champs électromagnétiques à haute fréquence an à basse fréquence. Dat zu deene leschten Erkenntnisser vun der OMS.

Ech wëll awer drop hiweisen, dass justement am Kader vun der OMS an der Kommissioun vu Bréissel deser Deeg hei zu Lëtzebuerg Réunionen waren. Gëschter war wéi et schéngt en öffentlechen Hearing, wou ganz kontradiktoresch diskutéiert gi wär, an haut ass eng Réunion interne hannert verschlossenen Dieren tëschent der OMS an der Kommissioun. Ech mengen, et wär interessant effektivement gewuer ze ginn, ob dee Moment de Principe de précaution vun hinne géif recommandéiert ginn oder net. Ech sinn op alle Fall gâr bereet, esou bal ech Informatiounen hunn, lech déi weider ze ginn, wëssend dass Der lech passionéiert fir deen dote Sujet.

Ech wëll awer och nach, Här President, betounen dass, wat de Principe de précaution ubelaangt, mir zu Lëtzebuerg deen awer en fait schonn eigentlech wenden, vu dass déi Normen, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, mat där strengster sinn europawäit, an ech mengen dat kënnen och d'Leit vum Environnement a vun der ITM bestätegen.

Ech soe merci.

M. le Président.- Da komme mer elo zur Fro 276 vun der Madame Renée Wagener un de Gesondheitsminister, iwwer d'Ariichtung vun engem Heem fir Drogenofhängeger hei an der Stad op der Gare.

- Question 276 de Mme Renée Wagener au sujet de l'implantation à Luxembourg-Gare d'un foyer d'accueil pour les toxicomanes et d'un local d'injection

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. En fait geet et ëm dee Foyer de nuit fir toxikoman Leit an d'Fixerstuff, déi soll an der Hollerecher Strooss installéiert ginn, a wou an der Press schonn op dee mir onverständleche Fait higewise ginn ass, dass dee Projet anscheinend a Fro gestallt wär, dass well d'Gemeng Lëtzebuerg net mam Choix vum Site d'accord ass.

Ech wëll drop hiweisen, datt dee Projet zesumme mat deem vum Foyer de nuit an och vun der Distribution contrôlée vum Heroin schon am Aktionsprogramm virgesi wor vum Gesondheitsministère, an datt de Projet sollt 2003 eigentlech an de Startlächer stoen.

Ech wollt vum Gesondheitsminister wesse wéi et méiglech ass, datt e Projet esou wäit ka fortschreiden. Emmerhi wore schon zënter enger Zäit zwee Posten am Budget virgesinn, ouni datt d'Fro iwwert de Site mat allen Acteurs gekläert an och definitiv tranchéiert ass. Ech weisen an deem Kontext op eng Äntwert vum Här Minister hin op eng Question parlementaire vu mir vum 3. September 2002. An där heescht et: „En ce qui concerne la création d'un lieu d'injection sous contrôle médical, je tiens à rappeler que le plan d'action prévoit son intégration dans le nouveau foyer d'accueil d'urgence dont le site et le financement sont garantis, et dont la construction débutera dès que les démarches administratives seront conclues.“

Zweetens wollt ech wëssen, wéi sou de Ministère an d'Gemeng, déi allenzwee vun DP-Hand gefouert ginn, net à même woren do ze communiquéeren.

Drëtens, vu wou deen Drock hierkënt, deen zur Afrostung vum Site gefouert huet, well ech selwer op meng Nofuerschung bei de Bistrotbesëtzer, déi et do an der Strooss gëtt, respektiv Bedreier, awer erausfonnt hunn ze mengen, datt den Drock net vun do hier kënt. Déi Leit sinn zwar net ganz glécklech mat deem Projet, mä et schéngen awer net si ze sinn, déi do elo nach eng Kéier insistéiert hunn.

Véiertens, awéiwäit deen alternativ Site, deen am Gespréich ass um leschte Steiwer, net och problematesch ass, well en net nëmme no bei engem zukünftege Lycée soll sinn, mä och beim Quartier Bouneweg, deen an Hisiicht Foyer d'accueil schon eng staark Charge ze droen huet, an ob een net hätt kënnen de Projet zu Hollerech ufänken, kucken ob et wierklech esou problematesch ass wéi dat vu verschiddene Leit a Säfte gemengt gëtt, an da gegebenefalls en cours de route driwwer nodenken, ob een anere Site sech géif eegnen, vu datt jo awer wierklech an deem heiten Dossier eng grousse Urgence besteet.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ka bestätegen datt déi sougenannte Fixerstube, wéi se jo op lëtzebuergesch genannt gëtt, effektivement an dem Plan d'action 2000/2004 vum Ministère de la Santé besteet. Ech muss och soen, mir hate laang Zäit mat der Stad Lëtzebuerg Konsensus iwwert de Site. Ech wëll drun erënneren, datt mer am Juni 2001 schon zesumme kumm si fir iwwert déi ganz Problematik ze diskutéieren. Ech wëll och drun erënneren, datt ech deen dote Projet am Januar/Februar 2002 duerch de Conseil de Gouvernement goe gelooss hunn, datt mer doropshin och eng Kéier am Mäerz 2002 mat der Stad Lëtzebuerg zesumme komm sinn, datt d'Stad Lëtzebuerg och scho virun der grousser Vakanz déi Plang presentéiert kritt huet, selbstverständlech déi provisoersch Plang, an datt mer also zesummen un där doter Aktioun geschafft hunn.

Ech sinn dunn am Januar dës Joers vum Buergermeeschter drop opmierksam gemaach ginn, datt et an hiren Aen net méi méiglech wär op där doter Plaz. Ech hunn dat an enger Réunion mam Buergermeeschter a mam Schaffen, dem Här Wiseler, de 4. Februar confirméiert kritt. Wat d'Ursaache sinn,

ech muss soen, honorabel Madame Wagener, ech hunn et bis elo nach selwer net richteg erausfonnt. Ech weess, datt Leit reklaméieren, mä ech weess net genau wéi eng Leit. Ech mengen, et ass also eng Fro, déi een éischer misst un d' Stad Lëtzebuerg riichten. Ech weess net, wou déi Pressioun genau hierkënt. Ech war bis elo der Meenung, et wäeren effektivement d'Leit vun deene Bistrot a Bare ronderëm déi reklaméiert hätten, mä Dir sot jo de Mëtteg, Äre Connaissances no wäeren et déi net.

Wat de Site alternatif ubelaangt, esou muss ech soen datt dee Site kaum kann a Fro kommen. Et ass nämlech net logesch, datt een op där enger Sait seet beispillsweis, et passt eppes net an d'Nuetsliewen eran. Dat waren d'Wierder vun der Stad Lëtzebuerg, et géif net an d'Nuetsliewekonzept erapassen, an op där anerer Sait dee Moment eppes wëlle bei e Lycée setzen. Dat besonnesch, vu dass mer wëssen, dass dat Nuetsliewe jo bekanntlech eréischt owes spéit ugeet, dee Moment wou d'Dieren, kann ee soen, vun der Fixerstuff zougespaart sinn, während am anere Fall mat deem Site alternatif, wou proposéiert ginn ass, do effektivement de ganzen Dag duerch géifen déi toxikomanesch Leit mat de Schüler zesumme lafe wat, wéi gesot, inakzeptabel ass.

Dee leschte Stand vun der Saach wëll ech lech awer och matdeelen. Dat ass deen, dass mer net méi spéit wéi gëschter eng, wéi soll ech soen, temporaire Alternativ proposéiert kritt hunn, en attendant dass géif eng besser oder méi eng ideal Plaz fir déi definitiv Fixerstuff fonnt ginn. Selbstverständlech hu mir net einfach blannemännerchers Nee gesot. Mir wäerten déi Alternativ ganz soigneusement studéieren, fir ze kucken ob ee kann op deem Plang mat sech schwätze loosse oder net.

Fir de Rescht ass, wéi gesot, dee Plang, wou mer fir d'Gebai 46, rue de Hollerich, haten, de Moment an der Stater Gemeng mat enger Demande d'autorisation.

Ech wëll awer och nach ofschléissend betounen, an ech mengen och d'Madame Buergermeeschter vun der Stat Esch kann dat bestätegen, dass mer och kucke mat der Stad Esch fir eventuell do Méiglechkeeten ze fanne fir d'Zukunft.

Ech soe merci.

M. le Président. - Komme mer elo zur Fro 279 vun Här Mars Di Bartolomeo un den Här Gesondheitsminister iwwer een Ofkommes vun der Regierung engersäits an den Dokter an den Zännkokteren anersäits. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

- Question 279 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'accord conclu entre le Gouvernement et l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir si virun der Vakanz gewuer ginn dass d'Regierung eens ginn ass mat der AMMD, wat d'Fuerderungen ugeet déi d'Dokteren op den Dësch geluecht hunn. D'Regierung huet bekannt ginn, datt se e Paquet ausgehandelt huet mat den Dokteren, deen d'Majoration bei den Tariffer an eng Indexéierung géif erlaben.

Bis haut ass d'Chamber iwwert deen doten Accord net informéiert ginn. De Minister weess dass d'Chamber sech ganz vill fir déi doten Diskussiounen interesséiert, well mer hei an der Chamber der Meenung waren, dass dee Conventiounement eng falsch Äntwert op en echte Problem wär, an dass d'Chamber och bereet war Äntwerten op déi echt Problemer ze ginn, déi Dokteren opgeworf haten. Mir sinn an deene leschten Deeg gewuer ginn dass d'UCM, d'Union des Caisses de Maladie, déi

d'Rechnung vun deem Accord soll bezuelen, bis haut näischt iwwert den Detail vum Accord mat der Regierung weess.

Dofir wollt ech haut vum Minister wëssen: Op wat fir enger Basis ass d'Regierung mat den Dokteren eens ginn? Ass et richteg dass d'Sozialpartner bis haut net iwwert deen Accord informéiert sinn? Wat ass de geneeën Inhalt vun deem Accord? Wat ass de Montant deen ausgehandelt ginn ass? Wéi sollen déi Moosname finanzéiert ginn? Si se budgetiséiert am Budget vun der Union des Caisses de Maladie? Huet d'Regierung optéiert fir Moosname mat engem allgemenge Charakter oder, wéi dat vun eis och suggeréiert ginn ass, fir selectiv Moosnamen, fir besonnesch och op de Problem vun de Generaliste kënnen anzegoen?

Lescht Fro: Wat fir eng Procédure stellt d'Regierung sech vir, fir dës Kéier ze verhënnen dass mer e Patzer kréien, wéi dat mam Index de Fall war, wou de Statsrot eis genéidegt huet en aus dem Gesetz eraus ze huelen? A virun allem: Wéi ass d'Zäitschinn, an där mer als Chamber mat deem doten Accord offiziell confrontéiert ginn? A wat fir engem Zäitplang gedenkt d'Regierung deen doten Accord ze verofschidden, dee jo ganz offensichtlech, vu dass en ausserhalb vun de Verhandlungen tëschent de Sozialpartner geschitt ass, e Gesetzprojekt wäert noutwendeg maachen?

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Fein, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn d'Impressioun dass ech eleng géif hei de Mëtteg matspillen.

Une voix. - Wann een eppes kann!

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Héiert!

Fir dann op déi verschidde Froen anzegoe vum Här Di Bartolomeo. Jo, et stëmmt dass d'Regierung en Accord mat den Dokteren fonnt huet. En Accord wou sech am Schnëtt op 6,62% beleeft. Dat heescht 6,65% fir d'Dokteren a 6,49% fir d'Médecins-dentistes.

Ech wëll och direkt vir op soen, dass mer effektivement deene Recommendation vum der Chamber nokomm sinn, wat awer eis fest Iwwerzeegung waren, dass een net sollt einfach linéaire Augmentatioun ginn, mä dass mer et am Kader vun de Besoinne vu verschiddene Branchë gemaach hunn, ganz besonnesch an der Medizin - et ass ëmmer geschwat gi vun de Generalisten -, wou déi also am meeschte betraff wäeren. Wou een awer och muss soen, dass och aner Disziplin betraff sinn. Ech wëll do erënneren, beispillsweis un d'Pédiatren, ech wëll och erënneren un d'Psychiatren an esou virun. Ech kann also soen, dass nëmme selectiv Mesurë geholl si ginn.

Wat elo d'Kommunikatioun oder d'Reünion mat de Partenaire-sociaux ubelaangt, sou hunn ech déi fir, mengen ech, den 12. Mäerz aberuff. Sou dass déi dee Moment op alle Fall am Detail iwwer déi sämtlech Mesuren an de Majoratione vun den Tariffer, déi mer niewent der Indexéierung geholl hunn, informéiert ginn.

Wat de Coût dovunner betrëfft, wou dat do selbstverständlech mat sech bréngt: Déi 6,62% sinn net budgetiséiert, konnten och net budgétiséiert ginn, wat mer am Moment vrun der Assemblée

générale vun der UCM am November net genau wossten, wou mer géifen higoen. Et ass awer esou, dass dat doten op alle Fall keng Belaaschtung vum Taux de cotisation wäert bréngen, zumindest bis d'Joer 2005 mat. Dass mer also mat dësem Joer och nach en plus déi nächst zwee Joren, wat op alle Fall den Taux de cotisation vun de Prestations en nature ubelaangt, wäerte kënnen relativ roueg schlofen.

Ech wëll awer drun erënneren, dass effektivement, wat den Taux vun de Cotisations ubelaangt, dass déi, an de Prestations en nature, de Moment méi déif leie wéi dat 1999 de Fall war. De Moment leie mer bei 5,10%, deemools louche mer bei 5,14%. An ech menge mir wäerte wahrscheinlech europawäit dat eenzeg Land si wat et trotzdeem fäerdeg bruecht huet, den Taux de cotisation souguer kënnen lichter erofzesetzen, dat awer nëmme als kleng Parenthèse.

Wat d'Procédure ubelaangt, sou ass et evident, dass muss e Gesetz gemaach ginn. Et muss eng deelweis Ännerung vum 92er Gesetz virgeholl ginn, wat selbstverständlech awer dee Moment och nees an de Kader geet, wou jo d'Kommissioun vun der Chamber am Dezember verlaangt hat, dat heescht sämtlech Mesurë fir d'Dokteren an een eenzeg Gesetz.

Mir hoffe mat deem Avant-projet de loi Enn Mäerz, ufanks Abrëll fäerdeg ze sinn. Duerno geet dat selbstverständlech säin normalen Instanzewe. Dat heescht dass et dee Moment nom Regierungrot an d'Chamber kënt an dass et duerno och kann an der Kommissioun vun der Chamber diskutéiert ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Heure de questions wier domadder ofgeschloss. Fir haut de Mëtteg huet d'Fraktioun vun deene Gréngen eng Aktualitéitsstonn iwwert d'Urgencen an de Lëtzebuurger Spideeler ugefrot. D'Riedezäit ass nom Artikel 78, laut dem Chamberreglement virgesinn. Et si bis elo agedroen: déi Hären Halsdorf, Di Bartolomeo, Bettendorf a Colombero. D'Wuert huet elo den Här Jean Huss als Verrieder vun der Fraktioun vun deene Gréngen, déi dës Aktualitéitsstonn ugefrot hunn. Den Här Huss huet d'Wuert.

5. Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG concernant la situation des services d'accueil et de soins d'urgence dans les hôpitaux luxembourgeois

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer als Gréng dës Aktualitéitsstonn hei ugefrot hunn, sou huet dat zwou Haaptursachen.

Éischtens déi, allgemeng gesinn, ëmmer méi heefeg Kriticken a Plainten iwwer schlecht Erfahrungen an de Services d'urgence vun eise Spideeler, déi een a Gespreecher ëmmer erëm mat kritt, an déi och ëmmer méi un d'Patienteverriedung eru bruecht ginn.

An zum Zweeten awer och déi recent Evolutioun am Dossier Kannerklinik, wou an der Diskussioun do ronderëm eng ganz Rëtsch vu Froen opkomm sinn. Froen iwwert den Accueil, iwwert d'Behandlung vun de Kanner, iwwer mangelhaft Infrastrukturen, iwwer Organisations- a Personalproblemer, iwwer laang Waardezäiten an esou virun.

An de President vun der Doktesch-association huet an dësem Kontext an engem Interview souguer d'Meenung geäussert, hie kéint ugesichts vun deenen drëttweltähnlechen infrastrukturelle Mängel net verstoen, wéi sou d'Patienten net scho laang op d'Barrikade gange wieren.

Nun, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, dat mannt wat ee ka soen a Saache fonctionnéiere vun de Services d'urgence, dat ass dass d'Regierung vun engem Land, dat zu deene rächste Länner vun der Welt gehéiert, et anscheinend net fäerdeg bréngt fir dese Problem ordentlech an de Grëff ze kréien.

Souguer wa mer haut hei net prezis wëssen awéiwäit d'Evenementer ronderëm d'Kannerklinik just déi sichtbarste Spëtzt vun deem berühmten Äisberg duerstellen, esou ass op jidde Fall kloer, datt mer et op dësem Gebitt mat engem déiwe Malaise ze dinn hunn.

Wann ech, Här President, vun engem déiwe Malaise schwätzen, esou mengen ech domadder net nëmme d'Plainten an d'Kriticken vun de Patienten, mä och beim Fleegepersonal gëtt et bekanntlech kloer iwwert d'Aarbechtsbedingungen an d'Personalmängel. E Malaise gëtt et och a verschiddene Kreesser vun Dokter an Spezialisten, déi sech engersäits iwwert d'Uspréich vun de Patienten an anersäits iwwer Aschränkunge vun hirer Liewensqualität bekloen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Ursaache vun dëser onzefriddestellender Situatioun leien an enger Partie vu politesche Feeler, Fehlplanungen oder Schlamperien aus de Regierungszäite vun deene vergaangenen 20 Joer, sief et datt nettement ze spéit reagéiert ginn ass fir déi noutwenneg Erneuerungen oder Erweiderung vu Spidolsinfrastrukture virzehuelen, sief et zum Beispill och datt net genuch preventiv iwwerluecht an agéiert ginn ass fir eventuell Pénurien a gewëssenen Dokteschsparten oder fir Personalmangelproblemer beim Fleegepersonal entgéint ze wirken.

Dës Problemer wierke sech haut aus op eis Santé an op eist Spidolswiesen insgesamt an dofir natierlech och op d'Problemer, déi an eisen Urgencen elo erkennbar ginn, woubäi ech awer direkt hei betoune wëll, datt eist Fleegepersonal an d'SAMUe gréisstendeels eng ganz gutt Aarbecht maachen an datt et bei dëser Diskussioun elo net soll drëm goen een einzelnen Dokter aus iergendenger Klinik ze culpabiliséieren.

Dir Dammen an Dir Hären, onofhängeg vun deenen elo justitéierte méi allgemengen Hannergrundsachen wëilt ech awer elo méi konkret un déi aktuell Situatioun eruegen, an zwar a Form vu prezise Froen un de Gesondheitsminister an un d'Regierung.

Här Minister, mir hu viru ronn zwou Woche vun Ärem Ministère e voluminöist Dokument, eng grousse Enquête zougestallt kritt, déi sougenannte Carte sanitaire vun eise Spidolswiesen. Hei ass dës voluminöist Dokument. Doran gëtt et ganz vill Tabellen, Zuelen a Statistiken iwwer all Méiglech. Ech hunn doran allerdéngs esou gutt wéi näischt fonnt, wat d'Situatioun vun eise Services d'urgence betrëfft. Firwat gëtt et doruwwer keng Donnéeën? Gëtt et dës Donnéeën an Zuelen iwwert dese wichtige Aspekt vun eise Gesondheitswiesen eventuell op enger anerer Plaz? Hutt Dir iwwerhaupt méi prezis Donnéeën iwwert dat, wat an deene verschiddene Services d'urgence ofleeft?

E puer weider Froen an deem Kontext: Wéi vill Leit kommen all Joer an déi verschidden Urgencen? Gëtt et Zuelematerial doruwwer aus wat fir Grënn déi Leit net op hiren Hausdokter oder e Spezialist am Extra-hospitalier zrëckgräifen, mä gläich an d'Urgence ginn? Wéi héich ass zum Beispill de Prozentsaz vu wierklechen Urgencen vitales par rapport zur Situatioun, wou Patienten direkt an d'Urgence ginn, well se soss eventuell méintelaang op e Rendez-vous beim Spezialist waarde missten? Wéi vill Leit ginn zum Beispill direkt an d'Urgencen, well samsdes, sonndes oder an der Woch no den normale Consul-

tationszeiten eventuell keng Generalisten oder Pédiatren ze fanne sinn, fir sech ëm si oder ëm hiert Kand ze këmmen? Wat sidd Der gewëllt ze ënnerhuele fir dësem Aspekt vu Relatiounen tëschent Mängel am Extra-hospitalier an dem Rush an d'Urgencé vun de Spideeler op där anerer Säit entgéint ze wierken?

E puer weider Froen, Här Minister: Gëtt et eng offiziell Evaluatioun vun de Services d'urgence? Anescht ers ausgedréckt, ass iwwerhaupt emol eng Kéier schonn eng Qualitätskontroll do virgeholl ginn? Wa jo: Wat waren oder wat sinn dovunner d'Resultater? Ginn et iwwerhaupt Qualitätsstandarden, sougenannte Critères de qualité an dëse Servicer? Wa jo: Wou sinn déi festgeluecht oder mécht do einfach all Spidol wat et fir richtig hält?

Wann ech mech richtig erënneren, esou huet d'Gesetz vun 1998 iwwert d'Spidolplanung am Artikel 10 der Exekutiv, dat heescht der Regierung, de Pouvoir gi fir iwwer e Règlement grand-ducal d'Norme fir d'Fonctionnéiere vun eise Spideeler ze definéieren a festzelleen. Bis haut hunn ech nach keen esou e Règlement grand-ducal gesinn. Et sinn awer elo ëmmerhi fénnef Joer an d'Land gaangen zënterhier. Weini gedenkt Der, Här Minister, eppes an dësem Sënn ze ënnerhuelen? Wat fir Pläng huet d'Regierung fir d'Organisation vun de Services d'urgence insgesamt ze standardiséieren an ze verbesseren?

Ech hunn nach e puer méi Detailfroen an dësem Kontext: Wéi gedenkt Der eng besser Vue d'ensemble ze kréien iwwert d'Kloen an d'Kritique vun de Patienten an iwwer hir méiglech Berechtigung? Wier et do zum Beispill net sénnvoll fir a gewëssen Zäitfständ d'Visiteure vun de Services d'urgence selwer ze befragen iwwer hir Zufriedenheet oder iwwer hir Onzufriedenheet mat dem offréierten Accueil a mat der Behandlung? Misst net, Här Minister, nach méi systematesch an allen Urgencen en Tri no klore Kriterien organiséiert ginn, am Intérêt vun de wierklech problemateschsten Urgencen?

Misst net eng besser Informatioun gemaach ginn iwwert d'Waardezäite bis een drükéint an och e besseren Accueil gebuede ginn an eng besser Informatioun fir déi Leit, déi mat hire Kranken, virun allem mat hire kranke Kanner, an d'Urgence kommen a sech heiansdo relativ laang am Wartesall musse Suerge maachen? Wier et net sénnvoll an néideg, Här Minister, fir am Intérêt vum Kranken, senger Famill oder senger Begleedung endlech besser, méi modern an ugepassten Infrastrukturen an den Urgencen ze schafen a fir an deem Sënn och de Moderniséierungsprogramm vun eise Spideeler nach eng Kéier ze iwwerschaffen?

E leschte Punkt, Här Minister, bezitt sech op d'Organisation an op d'Transparenz vun de Services d'urgence an op de Grad vun der Kollaboratioun vun den Dokteren, wou et jo anscheinend op manche Plazen, virun allem schéngt dat zu Esch an am Norden de Fall ze sinn, Schwierigkeete gëtt, well do eng Partie Spezialisten net méi gewëllt si matzemaachen oder um Punkt ze si schéngt fir net méi matzemaachen, wa se dofir keng Entschiedegung géife kréien.

Wéi, Här Minister, wëllt Der dësem Problem begéinen? Hutt Der zum Beispill an dësem Kontext scho Gesprécher gefouert mat de Spidoldirektiounen oder mat deene Concernéierten? Besteet do eventuell en Aarbechtsgrupp, dee sech mat dëse Froe beschäftegt, oder sidd Der eventuell gewëllt esou en Aarbechts- oder Réflexionsgrupp an d'Liewen ze ruffen?

Dir Dammen an Dir Hären, well meng Riedezeit bei dësem Exercice relativ begrenzt ass, wëllt ech just eng ganz kuerz a provisoresch Konklusioun hei zéien. Ech hu ver-

sicht just e puer vun deene wichtigste Froen am Zesammenhang mat de Problemer vun eise Services d'accueil et de soins d'urgence opzeweieren. Froen, déi an eisen Aen awer absolut néideg si fir dës Servicer am Intérêt vun de Patientene verbesseren ze kënnen. E puer vun deene wichtigsten Aspekter hu mer an enger Motioun festgehalten, déi ech lech, Här President, elo wäert iwwerreechen. Hei ass déi Motioun.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant le malaise perçé à jour suite au procès intenté contre divers médecins de l'hôpital pédiatrique du CHL;

- considérant les critiques formulées par un nombre considérable de patients et d'accompagnants quant à la qualité de l'accueil et des services d'urgence prestés dans les hôpitaux luxembourgeois;

- considérant le mécontentement souvent flagrant des médecins et du personnel soignant travaillant au sein des services d'urgence quant à leurs conditions de travail, la dotation en personnel, les infrastructures disponibles et la fréquence des services d'urgence;

- considérant en conséquence l'image de plus en plus négative des services d'urgence et le sentiment croissant d'insécurité auprès de l'opinion publique quant à l'accueil, la prise en charge et les soins y prestés;

- considérant le manque réel de données statistiques complètes et fiables tant au niveau quantitatif en ce qui concerne les services prestés, qu'au niveau qualitatif en ce qui concerne la perception et l'évaluation de ces services par les patients, les accompagnants, le personnel soignant et les médecins;

- considérant le manque de dispositions légales en matière de standards et de normes à satisfaire par tous les services d'urgence au Luxembourg;

invite le Gouvernement

- à procéder dans les meilleurs délais à la collection de données statistiques complètes et fiables quant aux services d'urgence prestés afin d'évaluer les besoins de la population ainsi que les capacités des services d'urgence;

- à procéder dans les meilleurs délais à une enquête de satisfaction auprès des patients, de leurs accompagnants, du personnel soignant et des médecins afin d'évaluer les conditions et circonstances dans lesquelles sont prestés les services d'urgence;

- à procéder à des évaluations quantitatives et qualitatives à intervalles réguliers afin d'adapter les services d'urgence aux besoins réels;

- à élaborer des standards et normes obligatoires à satisfaire par les services d'urgence concernant l'organisation interne, l'accueil des patients et de leurs accompagnants, des soins fournis, du suivi et de l'information des patients et de leurs accompagnants, des localités d'accueil et de soin, du matériel médical et du personnel;

- mettre sur pied un groupe de travail rassemblant toutes les parties concernées pour discuter des problèmes, manques et besoins de part et d'autre;

- à tirer en considération de toutes les données recueillies les conclusions qui s'imposent et de prendre les mesures nécessaires, notamment au niveau de la modernisation des hôpitaux, pour améliorer sérieusement la qualité des services d'accueil et d'urgence au sein des hôpitaux luxembourgeois.

(s.) Jean Huss, François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Renée Wagener.

Här Minister, ech si gespaant op d'Äntwerten op déi Froen. Ech sinn och gespaant wéi Der par rapport

zu där Motioun reagéiert, well ech der Meenung sinn datt mer et hei ze dinn hu mat engem ganz wichtigen Aspekt vun eisem Gesondheitswiesen, deen am Intérêt vun alle Bedeelegte verbessert gi muss, natierlech virun allem am Intérêt vun de Patienten. De Patient soll jo eiser aller Meenung no am Méttelpunkt stoen.

Merci.

M. le Président. - Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Jean-Marie Halsdorf age droen. Den Här Halsdorf huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut hei iwwert d'Urgencen an d'Polyclinique vun de Lëtzebuurger Spideeler schwätzen, dann ass dat sécherlech net einfach eng niewesächlech Diskussioun, well stellt lech vir - ech weess net, ob Der dat wësst -, a Lëtzebuerg sinn am Joer 2002 méi wéi 530.000 Patienten duerch déi Lëtzebuurger Hôpitaux généraux gaangen, wat beweist wéi wichtig et ass, dass een an deem dote Beräich organisatoresch a konzeptuell gutt virgeet. Dat beweist awer och, dass dat statistesch en Incident, wéi en elo an der Kannerklinik geschitt ass, och relativéiert, obschonn een hei muss feststellen, datt et engem natierlech Leed deet, wann ee gesäit dass e jonkt Mënscheliwe leider ewechfällt. Et ass kloer, dass een hei aus der Erfahrung léiere muss.

Déi Erfahrungswäerter, déi mer hunn, sinn typesch fir Lëtzebuerg. Wa fréier d'Polyclinique éischter vläicht vun engem Dokter en passant gemaach ginn ass - loosse mer emol esou soen - an an enger Zäit duerno vläicht d'Medeziner ganz oft hir éischt Erfahrungen a vill Erfahrungen an deem Beräich gesammelt hunn, esou gi mer haut an eng aner Logik eran. Ech meng ganz vill Spideeler ginn an d'Richtung vun engem sougenannte Médecin urgentiste mat engem qualifizéierte Fleegepersonal, zum Beispill enger Formatioun Infirmière anesthésiste. Dat ass e gudden Ufank. Et soll dann e gudden Triage gemaach ginn, dat ass immens wichtig an enger Urgence an enger Polyclinique, an et muss een den Degré d'urgence, dee besteet, kucken.

Kloer ass et och, dass een tëschent deene Leit ënnerscheede muss déi wierklech geplangt sinn an deenen déi net geplangt sinn an enger Polyclinique, respektiv an enger Urgence. Et sinn déi eenzel Spideeler, déi déi Elementer lues a lues a gutt an de Grëff kréien, sou datt ech mengen dass hei zu Lëtzebuerg dat Konzept, wat elo an den eenzelnen Haiser amgaangen ass ausgeschafft ze ginn, der Lëtzebuurger Realitéit entsprécht. D'Délais d'attente ginn tatsächlech, wann een Urgentisten astellt, zréck, d'Qualitéit vun der Prise en charge gëtt besser an de Patient als solche gëtt méi zefridden.

De Médecin urgentiste soll natierlech dem Spidol ugehaange sinn, dat heescht hie soll deem attachéiert sinn. A wat natierlech ganz wichtig ass an esou enger Problematik, dat ass den technesch-medezinesche Plateau deen do ass. Ech géif mengen an de leschte Jorzéngte wieren déi eenzel Spideeler do an déi richteg Richtung gaangen.

Wat awer elo déi ganz Problematik ugeet mat deem Accident, dee mer an der Kannerklinik haten, erlaabt mer do, dass ech am Fong geholl nach eng Kéier de Patient als solchen hei zu Lëtzebuerg resituéieren, well mam Gesetz vum 28. August 1998 huet de Patient ge-

setzlech Rechter kritt an hie gëtt sech vläicht duerch dës Schlagzeilen, dësen Accident méi bewosst, wou seng Méiglechkeete sinn.

Ech hoffen an ech wënsche mer, dass mer net an eng amerikanesch Logik ofrutsche wäerten, dass déi medezinesch Akten alleguerten als maximalistesche verstane ginn, dat besonnesch am medezineschen an am technesch Beräich, well dat géifen och maximal Belaaschtungen heesche fir eis UCM, wat natierlech op d'Käschteschrauf vun dësem Secteur drécke géif.

Dofir ass et wichtig, dass een d'Uwuesse vu medezineschen Akte versicht an de Grëff ze kréien, well et ass schwéier hei generell Regeln ze maache wat d'Krankheeten ugeet an och d'Accidenter, well all Mënsch an all Krankheet ass anescht. Et ass eng individuell Approche déi do gefrot ass.

Et geet warscheinlech an Zukunft esou, dass eenzel Medeziner sech wëllen optimal medezinesch ofsécheren, net nëmmen duerch eng Assurance déi se maachen, mä warscheinlech och bei der Diagnostik duerch eng Multiplizéierung vun de medezinesch technesch Akten. Et ass wichtig festzustellen, dass mer hei zu Lëtzebuerg aus enger Obligation de moyen, géif ech soen, an eng Obligation de résultat erakommen. Wa bis dato den Dokter ugesicht konnt ginn, well e vläicht net schnell genuch op der Plaz war, wär et mat dësem Urteel - wou mer mussen ofwaarde wat genau derbäi eraus kënnt, well et ass Appel ageluecht ginn - esou, dass de Medeziner misst justifiéieren, dass en all déi disponibel Méttel benotzt huet fir e Resultat ze kréien, dass e sech also optimal beholl huet. Dat ass net einfach. Besonnesch bei Kannerdiagnose wäert et an Zukunft esou sinn, dass Medeziner mat Erfahrung mussen, besonnesch ze maachen.

Dësen Aspekt wollt ech ervirsträchen, fir ze weisen dass mer och zu Lëtzebuerg eng Dynamik hunn an dësem Secteur an deene leschte Joren, dass ëmmer erëm nei Elementer derbäi kommen. Déi Dynamik cumuléiert dëst Joer doran, dass mer am Fong geholl den Artikel 51 vum Gesetz vum 28. August 1998 ëmsetzen, deen d'Exploitatioun vun de Spideeler festleet. Dëst muss bis den 1. Oktober 2003 geschéien. Do spillt déi Carte sanitaire, déi den Här Huss elo hei an d'Luucht gehalen huet, eng wichtige Roll bei deem Punkt wéi eng Servicer a wéi engen Haiser solle gemaach ginn, besonnesch déi berühmt Services spécialisés.

Et ass esou, dass hei déi quantitative Elementer ganz vill spillen, dat heescht d'Zuel vun de Patienten déi behandelt ginn, mä déi qualitative Elementer, Här Minister, do wär ech frou wann Dir déi och géift considérieren. Ech wënsche mer och, dass déi Zäit, déi déi eenzel Spideeler hunn - dat ass elo bis den 1. Juni - fir déi Formulieren ze preparéieren, optimal ka genotzt gi fir gutt Dossieren ze maachen, déi der Lëtzebuurger medezinescher Realitéit entsprechen.

Erlaabt mer dass ech hoffen, dass d'Kaarte kloer an zu gläichen Dealer verdeelt ginn. Ech géif wënschen, dass d'Spideeler alleguerten d'selwecht behandelt ginn, ob se de SAMU hunn oder net. Ech mengen aus deem rezente Fall aus der Kannerklinik sollte mer léieren, dass d'Interesse vun deem Einzelne musséi considéiert ginn, well mer brauchen an dësem Secteur besonnesch motivéiert Leit. Ganz wichtig ass dësen Aspekt, an ech géif mengen dat wär eng conditio sine qua non fir gutt an héichmedezinesch Leeschtungen ze bréngen.

Et bleift also nach munches ze doen, awer ech meng mer kéinten et packen.

Merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ugefaange mat enger Evidenz: Eis Gesondheet ass dat Wichtigst wat mer hunn, an dofir huet se kee Präis oder besser, mer mussen dee Präis dofir bezuelen, dee se kascht.

Deen, dee bei der Gesondheet op der falscher Plaz spuert, läit net nëmme falsch, mä ass geféierlech. Dofir hu mer eis vun Ufank u géint Ofbau, Konzentratioun ëm all Präis a Gesondheitspolitik mat dem Rescheschieber gewiert. Et ass traureg, dass dee kleng Bouf an der Kannerklinik huet misse stierwen, dass et zu deem staark mediatiséierte Prozess komm ass, fir dass mer eis elo op eemol déi richteg Froe stellen. Wat fir eng Gesondheitspolitik wëlle mer? Wéi performant medezinesch Servicer wëlle mer? Wéi sollen eis Urgencen organiséiert ginn? Wat fir ee Präis si mer gewëllt dofir ze bezuelen?

Ech wäert mech net mat deem Prozess ausenansetzen, deen an deene leschte Wochen a Méint fir genuch Diskussionsstoff gesuergt huet. Ech beschränke mech domat dem Dokter Nic Hoffmann a sengem ausgezechnete Bäitrag de Moien am Tageblatt 100%eg Recht ze ginn.

(M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Zu der Kannerklinik dat hei gesot: Mir sinn eis alleguer eens an dësem Haus, dass et urgent ass fir d'Kannerklinik ze moderniséieren, fir d'Infrastrukturen auszubauen, mä dat ass sécherlech net deen eenzege Problem. Déi Urgence gëtt ëmsou méi grouss wat den Ausbau an d'Moderniséierung vun der Kannerklinik ugeet, wa mer bedenken dass eng Rei vu gudde Pédiatren aus Käschtegrënn, a just aus Käschtegrënn, hu missen zougemaach ginn.

De Problem vun den Urgencen, deen an deene leschte Méint diskutéiert ginn ass, ass och nëmmen an eisen Aen d'Spëtz vum Äisbierg. A wa mer Urgence schwätzen, da solle mer wann ech glift net nëmmen Urgence schwätzen an eise Spideeler, mä mer sollen iwwer eise ganze System vun den Urgencé schwätzen, an zwar wat d'Netz vun de Generalisten a Spezialisten ugeet, de System vun den Ambulanzen, de SAMU. Dann handendru selbstverständlech och d'Urgencen an den normalen Zäiten an ausserhalb den normalen Aarbechtszäiten an de Spideeler, a virun allem och d'Urgence fir déi Patienten net vergiessen, déi schonn an de Spideeler leien.

An deene leschte Wochen a Méint hu mer eis fokaliséiert op Mängel. Mir hunn op extrem laang Waardezäiten higewisen. Mir hunn op de Problem vun der Selektioun, vum Choix vun de Patienten opmierksam gemaach, an et ass drop higewise ginn dass net nëmmen déi Problematik an der Kannerklinik besteet, mä op ganz villen anere Plazen.

An de Problem geet, an ech ënnersträchen dat nach eng Kéier, ganz ënnen un. E geet do u wou mer dermat konfrontéiert sinn, dass mer an eenzelne Regione vun eise Land mat engem ganz konkrete Mangel u Generaliste konfrontéiert sinn. Et geet domat un, dass mer an eenzelne Regione vun eise Land mat engem ganz konkrete Manktum, deen ëmmer méi grouss gëtt, vu Pédiatre konfrontéiert sinn. A wa mer Pédiatre schwätzen, dann ass et an eenzelne Regione nëmmen dem extremen Dëvouement vun eenzelnen Dokteren ze verdanken, dass mer iwwerhaupt nach iwwert d'Ronne kommen. Et gëtt Gemengen, do si Pédiatre 24 Stonnen op 24, siwen Deeg op siwe bereet. Stellt lech just vir, wann déi eng Kéier just no Vorschrift funktionéieren, wat et

dann zu engem Usturm op d'Urgencen an eise Klinike kënn.

Mir kënnen haut net méi eeschthaf virun enger Dokteschschwämm warnen, wa vill vun den Dokteren um Terrain 60 bis 70 Stonnen drumme mussen, fir dass de System nach funktionéiert. Däerfe mer eis iwwer laang Waardezäiten opreegen, wa mer zouloossen dass aus Käschtegrënn Pédiatrien zougemaach ginn? Firwat kommen ëmmer méi Leit, an dat huet de Jean Huss och schonn ënnerstrach, mat net onbedingt evidenten Urgencen an d'Urgencen eran? Ma well d'Waardezäiten ëmmer méi laang sinn.

D'Zentraliséierung, déi mer präconiséieren, féiert dozou, dass mer iergend eng Kéier beim Triichterprinzip landen. Et kënn méi uewen eran, wéi ënnen erausgeet, a mer packen et nëmme dann, wa mer déi Zentren, wou alles zesumme leeft, och a ganz grousser Urgence ausbauen.

D'zentral Fro, déi sech bei deem Problem an och bei anere Problemer stellt, ass ënner anerem déi, déi virdu vu mengem Virriedner opgeworf ginn ass, vun den Normen, wou mer op d'Exekutivbestimmung waarden, dann déi Fro vun der Dotation minimale en personnel, wou mer och op d'Ausführungsbestimmung waarden.

M. le Président. - Här Di Bartolomeo, Dir hutt Är fënnf Minutten iwwerschritt. Macht lech wann ech gliff fäerdeg.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Jo, Här Asselborn, ech wäert dat maachen, grad wéi mäi Virriedner.

Da fir méi positiv Noten ze kréien: Wa mer wëllen eis Servicer reorganisieren, gëtt et eng Rei vu Beispiller wou mer eis kënnen drun orientieren. Zum Beispill de Service de garde vun de Generalisten, dee mer frësch opgebaut hunn a wou mer déi Meenung net deelen, dass dat net e gudder Service ass. Do kënnen mer eis et iwwerleeën, ob mer op deeselwechte Wee an eise Klinike ginn. Et dierft kee Problem stelle bei salariéierte Medeziner, wa mer där salariéiert Medeziner an eenzelne Klinike genuch hunn, mä bei der Médecine à l'acte mussen mer kënnen iwwer Forfait fueren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen dann zur Konklusioun. Well ech mengen, dass mer haut net kënnen ausféierlech iwwert dëst wichteg Thema schwätzen, géif ech suggéieren, dass mer et ähnlech maache wéi an anere Beräicher, dass mer eis Zäit gi fir d'Leit um Terrain, fir d'Patienten ze héieren, fir vun hinnen gewuer ze gi wou de Schung dréckt a wat se bereet sinn ze maachen, fir dass eis Servicer optimal kënnen funktionéieren. Besonnesch an deem Beräich ass eng Stärken-Schwächenanalyse vun Nout.

Besonnesch an deem Beräich ass et noutwendeg, dass mer déi Ausföhrungsbestimmungen, op déi mer nach waarden, an enger Rekordzäit kënnen virleeën.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Di Bartolomeo. Den nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf. Et ass jo kloer, dass jidderee fënnf Minutten huet?

M. Niki Bettendorf (DP). - Mir hunn dat festgestallt, Här President.

Dir Dammen an Dir Hären, dës Aktualitätsdebatt iwwert den Accueil an de Services d'urgence an de Lëtzeburger Spideeler steet, a mir hunn et elo schonn héieren, och ënner dem Zeeche vum Prozess géint déi zwee Dokteren aus der Kannerklinik, wou vun een an eischer Instanz veruerteelt gouf. D'Uerteelsbegrennung läit haut, bal dräi Wochen no dem Riichtersproch

nach net vir. Mä och unni den Enoncé détaillé du verdict gouf d'Uerteel an der Öffentlechkeet schonns hefteg kommentéiert. An der Uerteelsbegrennung, déi wéi gesot nach net virläit, mussen d'Richter awer Froe beäntweren wéi déi, ob et sech ëm eng Faute médicale oder einfach eng Erreur de jugement bei den Dokteren handelt, ob vun hinnen eng Obligation de résultat verlaangt gëtt oder wéi bis elo üblech just eng Obligation de moyen, ob d'Organisation, d'Aarbechtsbedingungen, respektiv d'Infrastrukturen an der Kannerklinik, deemools viru méi wéi siwe Joer, mat responsabel ware fir den dramateschen Doud vun klenger Mike, oder war et net einfach d'Krankheet vun dem jonke Patient déi responsabel war.

Ech géif et besser fannen ze waarden op den Exposé des motifs vun dem Uerteel, fir dann en connaissance de cause ze reagieren, respektiv Schlussfolgerungen aus dëser traureger Affär ze zéien.

Här President, den Thema vun haut ass iwwerschriwwen „Accueil en service d'urgence an de Lëtzeburger Spideeler en général“. Ech géif gären dozou véier Bemierkunge maachen. Wann e modernt Spidol nach ëmmer zoustänneg war fir d'Prise en charge vun den Nouffäll, déi vun Hausdokteren, respektiv mat der Ambulanz geschéckt goun, esou verlagert sech an deene leschte Joren ëmmer méi hir Verantwortung och op déi ambulatoresch Versuergung vun der Bevöckerung. Dat heescht, de Patient geet net méi automatesch bei säin Dokter an d'Praxis, mä e préféiert oft den direkte Wee an d'Spidol. D'Spidol ass ebe 24 Stonnen op 24 Stonnen op, verfügt dobäi nach ëm e Plateau médico-technique, alles Avantagen déi den Dokter a senger Praxis net kann ubidden. Dës Tendenz, déi och an eisen Nopeschlänner besteet, bréngt et mat sech dass eis Kliniken a Spideeler oft iwwerfuert si par rapport zur Demande, virun allem an Epidemiezäiten am Wanter.

Zweete Punkt: Déi Haaptkritik bei de Leit bezitt sech op déi laang Waardezäiten, wa se an der Urgence sinn. Et gëtt kaum behaupt d'medezinesch Betreium am Kader vum Noutdénsgsch wier schlecht. Contestéiert gëtt dat ze laangt Waarden. An hei muss se sech awer d'Fro stelle wat dem Patient vun haut u Waardezäit zouemudden ass? Ass dat eng hallef Stonn oder eng ganz Stonn, oder awer zwou oder dräi Stonnen? D'Realitéit ass, dass all Patient mat enger seriöser Pathologie an all Spidol virgeholl gëtt, dass awer déi aner, bei deenen d'Problemer manner akut sinn, mussen waarden an och meeschtens akzeptieren, dass Prioritéite gestallt ginn. Et geet net anescht wéi datt en Tri gemaach gëtt. Am ideale Fall gëtt dat duerch e Médecin trieur, respektiv eng spezialiséiert Infirmière gemaach, déi de Moment oft net zur Verfügung steet.

An Här President, och an der Zukunft wäert fir de Patient de ganz bestëmmten, eegene klenger Bobbo, den Zipperlein, virgoe vis à vis vun dem Häerzinfarkt vu sengem Noper. Dat ass eben esou. Et ass mënschlech.

En drëtten Problem bezitt sech op de Rekrutement vun Dokteren, notament a verschiddene Spezialitéiten, déi och besonnesch vun den Urgencen concernéiert sinn, wéi d'Kannerdokteren, d'Gynekologen, d'Psychiatere an d'Anesthetisten. Et gesäit zum Beispill esou aus, dass mer an Zukunft net méi genuch Kannerdoktere wäerten hu fir an deenen dräi Régions sanitaires eng Permanence pédiatrique vu 24 Stonnen kënnen ze garantieren. Hei muss eng Zentralisatioun vum Service d'urgence pédiatrique op nationalem Niveau, am beschte mat der Kollaboratioun vun alle konzernéierte Generalisten a Kannerdokteren, diskutéiert ginn.

An zum Schluss als véierte Punkt weisen ech och nach op d'Problemer a puncto Spidolinfrastrukturen hin. Mir hunn zu Lëtzebuerg effektiv e groussen Nachholbedarf, mä ech mengen et kann een eise Gesondheitsminister, dem Carlo Wagner, net ofstreiden, dass en an deene leschte Jore vill Effort gemaach huet an deem Beräich, niewent deenen zwee neie Spideeler, déi dëst Joer opmaachen, um Kierchberg an zu Ettelbréck. Dat neit Finanzéierungsgesetz vun de Spidolinfrastrukturen, wat an deenen nächste Wochen hei am Plenum zum Vote kënn, weist op d'Volontéit vun dëser Regierung hin, och an deem Beräich Neel mat Käpp ze maachen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci, Här Bettendorf. Den nächste Riedner ass den Här Jean Colombero. Dat ass dee leschten ageschriwwene Riedner.

M. Jean Colombero (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Huss huet hei e ganz akute Problem ugeschwat, dee ganz interessant ass fir méi déif ze kucken. Mä leider mat fënnf Minutten kann een net déi ganz Problematik hei definieren.

Dee Problem besteet zënter Joren a Joren, an ech mengen d'Wuerzel vum Iwwel besteet doranner, dass de Beruff vun Generalist lues a lues ëmmer méi dévaloriséiert ginn ass. Fréier - wat heescht fréier, virun 30 Joer -, do konnt de Generalist nach verschidden Akte maachen. Hien däerf se och haut maachen, mä e mécht se net méi. Zum Beispill d'Fraen entbannen um Land, Souturë maachen, Verbänn uleeën. Dat heescht, de Patient ass ëmmer bei de Generalist gaangen. An du lues a lues ass d'Spezialisatioun ëmmer méi opkomm. D'Urologie si komm, d'Gastroentérologie, d'Neurologie an ëmmer méi, esou dass de Patient dann eisichter geduecht huet, wann ech de Käpp wéi hunn, da ginn ech bei den Neurolog, wann ech den Darm wéi hunn, da ginn ech bei de Gastroentérologue, wann ech d'Blos entzünnt hunn, da ginn ech bei den Urolog, a lues a lues ass esou de Generalist ëmmer méi praktesch zu engem administrativen Dokter ginn, an deem Sënn dass en haaptsächlech da Massagen opgeschriwwen huet, an deem Sënn dass en d'Krankeschäiner opgeschriwwen huet, an deem Sënn dass en all Mount Medikamenter opgeschriwwen huet, déi de Spezialist virgeschriwwen huet.

An deementspreechend ass, wéi gesot, d'Valeur vun Médecin généraliste, vum Hausdokter ëmmer méi verluer gaangen. An esou gesäit een och haut dass Leit, déi eppes hunn, net bei de Generalist ginn, mä direkt an d'Spidol, do wou d'Spezialisten ugesidelt sinn. An déi Spezialisten hunn niewent hirer eegener Praxis, wa se dann Déngsch hunn, och nach déi aner Leit am Supplément ze betreien, esou dass ee sech net ze wonnere brauch wann dann an enger Urgence oder an enger Polyclinique, wéi een dat och seet, do 150 bis 200 Leit vläicht pro Dag gesi ginn, an do ass jo den Haaptproblem dann, dass den Dokter muss ganz schnell schaffen am Minutentakt, an do passieren dann déi genannte Fehler.

An haaptsächlech nuets kommen och Leit dohinner, déi näischt do verluer hunn, well se am Laf vum Dag, amplaz bei den Dokter dräi Stonnen waarden ze goen, soe se sech, okay, ech waarde bis zéng Auer nuets an da ginn ech fir mäi Finger oder fir mäin Houscht an d'Polyclinique an ech loosse mech do behandelen.

Ech mengen, dass ass ee vun den Haaptiwuelen dee mer hei recontréieren, a mir mussen alles maachen an där Hisiicht dass de Médecin généraliste, den Hausdokter erëm dee Wäert kritt, deen en normalerweise misst hunn.

Ech hat den Här Minister de 24. November 1999 schonns eng Kéier ugeschwat iwwert dese Problem vum Noutdénsgsch an en huet mer geantwert, dass wär eleng d'Kompetenz vun de Spideeler. D'Spideeler eleng missten decidéieren wat am Noutdénsgsch gemaach gëtt. A wa keng Dokteren do sinn oder net vill Dokteren do sinn an d'Aarbecht ass ze vill, da muss ee kucken dass den een oder deen aneren Dokter méi do schafft. Am anere Fall misst ee sech awer d'Recht virbehale fir méttels engem Rondschréiw oder enger Verschäerfung vun der Reglementéierung do anzegräifen.

Ech mengen, Här Minister, elo wier et vläicht Zäit, net well elo dat Gerichtsuerteel do virläit, mä iergendwéi well de Malaise awer trotzdem ëmmer méi grouss gëtt, fir de Beruff vum Generalist ze revaloriséieren. Ech géif da virschloen, wéi a verschiddene Länner wéi a Frankräich, fir d'eischt an Spidol e Generalist ze hunn, deen e gewëssenen Tri mécht.

D'Leit kommen dohinner, de Generalist entscheet, et ass eng Urgence, et ass keng Urgence, ech kann et selwer maachen, ech kann lech e Verband uleeën, ech kann en ECG maachen, an dee Moment kann de Patient dann heemgoen. Wann hien natierlech net eens gëtt, da kann hien de gewëssenen Internist rufen, den Internist fir d'Blos, den Internist vum Daarm, den Internist vum Käpp, an da kann de kucken ob de Patient muss am Spidol bleiwen oder net. A wann et eng extra Urgence ass, wéi zum Beispill en Häerzinfarkt oder een deen e Bee gebrach huet, da kann hien dee Moment de Chirurg mat abezéien.

Ech mengen, Dir Dammen an Dir Hären, dass schéngt mer de Schlessel ze sinn, well och hautdésdags gesäit een dass d'Chirurgen, d'Internisten net méi bereet si fir 180 Clienté pro Dag ze huelen, si gi midd. Hei si verschidde Kliniken am Land, déi schonn ugebueden hu fir d'Generaliste mat anzebezeien, zwar nëmme nuets vun aacht Auer owes bis aacht Auer mueres. Ech mengen awer dass misst flächendeckend och während dem ganzen Dag gewährleistet ginn.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Colombero. D'Wuert huet dann de Minister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den honorabelen Här Huss huet d'ënescht schonn op deen Héritage vu Joren a Joren drop higewise wou et heescht ze bewältegen. Domat eleng geet et awer net duer - an dat gestinn ech an -, et muss een zouginn dass effectiveness villes an deem doten Domän ze maachen ass.

Et wär awer elo falsch engem, duerch en eenzegt Uerteel, wat e Cas isolé ass, wat ech géif nennen „iwwerdrüwwenen Alarmssem“ ze verfallen. Ech mengen dass wier op alle Fall falsch. Ass et dach esou, dass a manche Spideeler hei am Land trotzdem - loosse mer dat och emol eng Kéier öffentlech soen - déi Services d'urgence ganz gutt fonctionéieren. Et gëtt sech natierlech ëmmer nees op déi sougenannte Kannerklinik baséiert. Ech mengen awer et wier falsch sech dorobber ze focaliséieren.

Zweetens sinn ech der Meenung, dass een net alles däerf an een Déppe geheien. Hei gëtt ëmmer iwwer Urgencé geschwat. Mä, Här President, ech mengen da mussen mer emol definieren, wat mer alleguer ënner Urgence verstinn. Dat

wat regelrecht Urgencé sinn, dass heescht vital Urgencen, déi komme mam SAMU an d'Clinique de garde eran, an ech géif awer do gare behaupten dass mer, wat de SAMU ubelaangt, wahrscheinlech europawäit ee vun deene performanteste Services médicaux hunn. Wat déi aner...

(Interruption)

Dir hutt dat ugestraift, dass ganz richtig Här Huss.

Op där anerer Säit, wat déi sougenannten Urgencen an de Policliniquen ugeet - den Här Halsdorf huet d'ënescht e Chiffer genannt wou e bësselche verschidden ass vun deem wou ech héieren hunn, jee am Joer 2000 wäeren esou 626.000 Admissiounen an eise Polycliniqué gewiescht an et ass och do, Här Huss, an der Carte sanitaire, wou Dir dee Moment d'Donnéeé fannt, wou der d'ënescht ugeschwat hutt.

Ech muss soen...

M. Jean Huss (DÉI GRÉNG). - Dat sinn awer keng richtig Urgencen!

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale. - Mä justement, ech kommen och dorobber, Här Huss, dass ass den absolut groussen Problem. Deene Statistiken no, wou mer hunn, kann ee soen dass ënner deene Leit, wou an d'Polycliniqué kommen, effektivement 10 bis 15% ganz seriö Fäll sinn, dass ongeféier 15 bis 20% eng Hospitalisatioun mat sech bréngen, an dass déi aner Fäll awer beileiwen net an d'Kategorie Urgencen eran ze setze sinn, woubäi ee souguer muss dovun ausgoen, dass souguer 10 bis 20% dovunner dee Moment abusiv Visité sinn.

An ech mengen dass ass dat, wat d'ënescht och schonn hei ugeschwat ginn ass, an net nëmme d'Zuel vun deene Leit, déi direkt an d'Spideeler gi fir behandelt ze ginn, amplaz bei ganz ville Fäll direkt bei de Generalist ze goen. Vill Leit maachen dat hautdésdags aus enger sougenannter, wéi soll ech soen, Bequemlechkeet, well se menge si géifen do vill méi schnell bäikommen. Vläch awer och, well se menge si géife besser do zerwéiert ginn, well jo bekanntlech déi Spideeler iwwer e ganze Plateau médico-technique verfügen.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Wat d'Reklamatiounen ubelaangt. D'Patientevertriebung wäert selbstverständlech en Deel Reklamatiounen erakritt hunn; dees sinn ech iwwerzecht. Ech muss awer soen, déi Reklamatiounen, wou mir am Ministère de la Santé kritt hunn, sinn onwahrscheinlech rar. Sou hu mer an deene leschten dräi Joer, dass heescht 2000 bis 2002, am Ganzen 32 Reklamatioune kritt, wou vun der nëmme zéng d'Urgence betreffen.

Ech wëll domadder soen, dass trotzdem hei an deem Land effektivement munches a puncto Infrastrukturen an a puncto Personal am Service d'accueil et d'urgence besser ze maachen ass, dass mer awer net sollen, wéi gesot, der Tentatioun verfare fir ze iwwerdrüwen an alles méi schlecht ze mole wéi et ass.

Et muss een och soen, dass mer jo awer amgang sinn eng ganz Rei Redressementer ze maachen. Ech wëll un alleguerten déi Infrastrukturen erënneren, déi amgaange sinn ze kommen a wou deenen dote Facteuren, Service d'accueil, Service d'urgence, Rechnung gedroe ginn ass. Ech wëll beispillsweis un Ettelbréck erënneren, wou am Oktober opmécht, ech wëll och un de François Elisabeth erënneren wou de 4. Juli opmécht, ech wëll och beispillsweis un den HVEA zu Esch erënneren, unni selbstverständlech d'Pédiatrie vun dem CHL ze ver-giessen.

An der Pédiatrie ass et jo esou, dass an der Loi de financement vun 1999 ganzer 300 Milliounen Frang virgesi waren, fir d'Pédiatrie an d'Mise en sécurité vun der Maternité. An ech meng mir sinn all averstanen, dass een domat beileiwen net vill ka verbesseren. Duerch hu mer an der neier Loi de financement 45 Milliounen Euro virgesinn, wat eis dee Moment erlaabt e ganz, ganz seriöse Projet ze maachen.

Et kann ee mer roueg d'Fro stellen, firwat huet dat dann elo dräi Joer gedauert bis mer esou wäit ware fir déi Pédiatrie effectivement ze ernieren. Dat kënnt eben doduerch, well virdrun, virun 1999, absolut näischt geplangt war. Et louch absolut kee Projet vir a mir hunn op där anerer Säit - dat weess och jiddfereen - um Terrain vum CHL e gewëssene Raummangel, et muss also ganz rationell geschafft a projezéiert ginn, fir dass mer do alles ënnerdag kréien. A vun Ufank u war awer eis gross Ambition fir net nëmmen d'Kannerklinik nei ze maachen, mä fir duerno och no der Mise en sécurité vun der Maternité, déi nei Maternité ze bauen an déi zwou Saache kënne als Centre mère-enfant ze verbannen.

D'Saache sinn also ënnerwee a jiddferee weess och, dass dat grouss Stolegerüst, wat bei der Kannerklinik steet, e sougenannte provisoiresche Bau ass fir d'Kannerklinik ze ersetzen, déi Zäit wou do gebaut gëtt. A schonn eleng mat deenen Installatiounen wou mer do hunn a wou wäerten am Hierscht opgoen, sinn d'Conditions de travail scho bäi wäitem besser, wat d'Infrastrukturen ubelaangt. Et ka vill méi rationell dee Moment do geschafft ginn. Well mir wëssen och, souguer wann een zéng Leit huet an et bräicht een der nëmmen aacht, déi zéng déi hënnere sech méi wann effektiv d'Surface ze vill enk ass. Hei kann also vill méi rationell geschafft ginn.

D'éinescht huet den honorablen Här Halsdorf iwwer sougenannten Urgentiste geschwat. Et stëmmt effektiv dass där Tester gemaach ginn, mä et ass awer och esou gewiescht dass déi Tester net ganz concludant waren, dass een do op alle Fall net vill, wat d'Zäit ubelaangt, ka gewonnen. An et ass jo effectivement dee Moment esou, dass déi meescht Leit reklaméiere wéinst den Temps-d'attentes, woubäi een effectivement muss, an dat huet den Här Bettendorf richtig gesot, definéiere wat als Waardezäit fir d'Leit akzeptabel ass a wat net.

Den Här Huss hat nach d'Carte sanitaire ugeschwat an ech hunn lech dorobber scho geäntwert. Wat d'Evaluatioun vun de Services d'urgence ass, sou ass dat relativ schwéier, Här Huss, wéi ech d'éinescht gesot hunn, well et schwéier ass effectivement den Tri ze maachen tëschent deenen engen an deenen aneren Urgencen an deene wat net Urgencé sinn.

Wat d'Critères de qualité ubelaangt, där hu mer bestoen, an et ass och esou dass d'UCM souguer déi récompenséiert, wou deene Critères de qualité nokommen.

Et ass finalement do och geschwat gi vun den Normen, den Normen an de Services d'accueil et d'urgence, déi am Reglement vun 1979 enthalen sinn. Mam Reglement zum Gesetz vun 1976, do muss ech awer soen, hu mer net gewaart bis haut, Här Huss.

Mir sinn elo schonn amgaang un enger Revisioun vun deem Reglement ze schaffen, an zwar dass mer kucke fir dee Moment och Normes minimales anzusetzen, souwuel wat d'Raimlechkeeten ubelaangt wéi och wat d'Personal ubelaangt. Mir kënne awer nëmmen Normes minimales asetzen, well mer wëssen dass d'Besoinen u Personnel duerch d'Aktivitéite bestëmmt ginn. Ech sinn op alle Fall iwwerzeegt, dass, wa mer déi dote Saachen alleguete realiséiert hunn, mer et dann hei zu Lëtze-

burg wäerte fäerdeg bréngen fir de Patienten e seriösen, effikasse Service d'accueil et d'urgence offrëieren ze kënne.

Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeet.

M. le Président. - Kolleegen, ier mer weiderfuere mam nächste Punkt hu mer nach eng Motioun, déi agereecht ginn ass duerch den Här Huss. Déi Motioun ass ausgedeeelt ginn, et huet jiddferee se viru sech leien. Ech meng mir kéinten dann direkt zur Ofstëmmung iwwergoen.

Ass e Vote électronique verlaangt?

(Assentiment)

Motion 1

Mir stëmme dann of iwwert déi Motioun, déi den Här Huss abruucht huet.

Vote

Déijéineg déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun 1 ass ofgelehnt mat 33 Nee-, 22 Jo-Stëmme an enger Abstentiuon.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Ady Jung), Mme Marie-Josée Meyers-Frank (par M. Patrick Santer), M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler (par M. Norbert Hauptert);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Emile Calmes), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach.

S'est abstenue: Mme Mady Delvaux-Stehres.

Elo komme mer zum nächste Punkt, dat ass de Projet de loi 4968, d'Wiener Konventioun iwwert d'Vertragsrecht. Et si schonn age-droen: déi Häre Fayot a Rippinger. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Laurent Mosar.

6. 4968 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Vienne sur le droit des traités, signée à Vienne, le 23 mai 1969 et de son Annexe

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

M. Laurent Mosar (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleien-de Projet huet als Objet d'Konventioun vu Wien iwwert d'Recht vun den Traitéen, déi den 23. Mee 1969 ënnerschriwwen ginn ass, ze approvieren.

Laut dem Artikel 37 vun eiser Verfassung muss all Traité duerch e Gesetz approvieren an duerno publizéiert ginn. De 4. September 1969 huet eist Land dës Konven-

tioun ënnerschriwwen, déi de 27. Januar 1980 a Kraaft getraut ass. Et huet also 23 Joer gedauert ier d'Chamber mat engem Projet de loi befaasst ginn ass.

Ech kommen dann och net derlaanscht meng prinzipiell Kritik un d'Adress vun deene jeeweilege Regierungen a ganz besonnesch un déi sukzessiv Ausseministen ze richten, wat d'Prozedur vun der Ratifikatioun vun internationale Konventiounen betrëfft. Och wann dës Konventioun sech applizéiert ouni ausdrécklech vun deene verschiddene Länner ratifizéiert ginn ze sinn, esou kann et dach net sinn, dass et méi wéi 20 Joer dauert ier dës Chamber mat engem Projet de loi saiséiert gëtt. Dëst ëmsou méi wou dës Projet weder um Fong nach um Niveau vun der Prozedur gréisser Schwierigkeete bereet.

Ëm wat geet et elo genau an dëser Konventioun? Et geet eigentlech drëm, dass déi verschidden Normen vun internationale Recht kodifizéiert gi fir d'Rechtssécherheet ze garantéieren.

Déi ëmmer méi grouss Plaz, déi d'Traitéen am internationale Recht anhuelen, huet et noutwenneg gemaach allgemeng gültig Regeln auszuschaffen, déi sech op all Traité zwëschen de Staaten applizéieren an déi sech op där anerer Säit op d'Traité bezéien, déi zwëschen de Staaten an den internationalen Organisatiounen ofgeschloss ginn.

Dës Aarbecht huet sukzessiv zu zwou internationale Konventiounen gefouert. Dat éischt ass déi Konventioun vun 1969, déi mer duerch dës Projet de loi approvieren, an dat anert ass d'Konventioun iwwert den Droit des traités zwëschen de Staaten an den internationalen Organisatiounen oder zwëschen den internationalen Organisatiounen, déi op der Konferenz zu Wien den 21. März 1986 adoptéiert ginn ass.

Wat fir en Objektiv gëtt mat dëser Codificatioun verfolgegt? Eischstens geet et hei drëm fir all international Normen ze confirméieren, mä op där anerer Säit awer och nei Normen ze kréieren. An deem Sënn ass dann och déi Notioun vu Codificatioun vun internationale Recht net an engem statesche Sënn ze verstoen, mä an engem dynameschen, deen de Motor vun der Entwécklung vun internationale Recht soll sinn.

A sech hu sech keng wesentlech Problemer an dësem Projet de loi gestallt. Déi eenzeg Fro, déi vum Statsrot opgeworf gi war, bezitt sech op déi sougenannte Primautéit vun internationale Recht an der Hierarchie vun de juristeschen Normen. Dës Prinzip vun der Primautéit vun internationale Recht ass bei eis an der Verfassung net festgeschriwwen, wéi dat zum Beispill am Artikel 55 vun der franséischer Verfassung de Fall ass. Dëst huet awer bis elo ni zu engem konkrete Problem gefouert, well déi lëtzebueresch Juridictionen an den europäesche Geriichtshaff bis elo ëmmer d'Suprematie vun internationale Recht, respektiv vun kommunautairem Recht par rapport zum nationale Recht unerkannt hunn. De Statsrot gesäit dofir och keng absolut Noutwendegkeet a sengem Avis fir eppes un dëser Situatioun ze änneren.

Dat gesot, Dir Dammen an Dir Hären, géif ech lech ëm Är Zoustëmmung zu dësem Gesetz bidden a gläichzäitig eis grofherzoglech Regierung invitéieren, an Zukunft net méi 23 Joer ze waarden ier mer eng international Konventioun an der Chamber duerch e Gesetz approvieren.

Ech soen lech merci.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Ben Fayot.

Discussion générale

M. Ben Fayot (LSAP). - Här President, d'Konventioun vu Wien iwwert dat internationaalt Vertragsrecht aus dem Joer 1969 ass eng wichteg Konventioun. Si huet iwwergens och ouni Ratifikatioun, wéi mer gehéiert hunn, hir Wierkung voll kënne entfalten. Dat internationaalt Recht ass nom Zweete Weltkrich entstanden, och aus dem Ongléck eraus wat dësen Zweete Weltkrich iwwert d'Natiounen bruecht huet. Déi Natiounen, déi dat internationaalt Recht mat Féiss getréppelt hunn, hunn dee Weltkrich verursaacht. Mir hoffen, Här President, dass dës Ratifikatioun vun der Wiener Konventioun e klengt Zeechen ass an enger héichgefëerlecher Zäit, fir de Krich duerch rechtlech Mëttelen an internationaalt Recht ze ersetzen. Dofir si mir selbstverständlech mat dëser Ratifikatioun d'accord.

M. le Président. - D'Wuert huet elo den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur, deem ech merci soe fir säi Rapport, huet eis ëm eis Zoustëmmung gebiede fir dës Projet de loi ze stëmme. Och wa mir un deenen 23 Joer ganz wéineg Responsabilitéit hunn, si mer awer bereet dësen Text ze stëmme.

M. le Président. - D'Wuert huet elo d'Madame Minister.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics. - Här President, ech soen allen Intervenante merci fir hir Zoustëmmung zu dëser internationaler Konventioun. Wann et effektiv laang gedauert huet, huet dat jo awer am Fong näischt geännert, well d'Konventioun jo rechtskräfteg war. Et ass dofir en Akt vun héijem Symbolwäert, wann d'Chamber haut mat grousser Zoustëmmung dës Konventioun ratifizéiert. Ech wäert der groussherzoglecher Regierung dee Wunsch vun der Chamber matdeelen, dass dat an Zukunft soll méi schnell virgoen.

M. le Président. - Mir kommen dann elo zur Lecture vum Article unique a stëmme iwwert de Gesetzesprojet of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Artikel 1 ass gelies an uegholl.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4968 ass eestëmme uegholl mat 54 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Ady Jung), Mme Marie-Josée Meyers-Frank (par M. Patrick Santer), M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Fred Sunnen), MM. Patrick Santer, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Jean-Marie Halsdorf) et Claude Wiseler (par M. Norbert Hauptert);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. John Schummer), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mmes Mady

Delvaux-Stehres, Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5063, déi budgetär Upassung bei der Vergréisserung vun der Handwierkerschoul um Lampertsberg. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Loes, Scheuer, Bettendorf an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Nicolas Strotz.

7. 5063 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet d'extension du Lycée Technique des Arts et Métiers à Luxembourg-Limpertsberg

Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur. - Här President, Dir Dammen, Dir Hären, et war den 21. Abrëll 1993, also quasi virun 10 Joer, wéi mer hei an der Chamber de Projet de loi 3736 relatif à l'agrandissement et à la rénovation partielle du Lycée technique des arts et métiers à Lëtzebuerg-Limpertsberg diskutéiert an ofgestëmmt hunn.

Den deemolege Projet, deen de Bau vun 28 Klassenäll, 5 Zeechessäll, 4 Informatikssäll, 6 spezielle Säll fir praktesch Aarbechten, 2 Säll a Form vu sougenannten Amphitheateren, 2 Laboratoiren, Büro fir d'Direktioun an d'Sekretariat, e Foyer mat Videothék, Discothék a Projektionsraum an en Dépôt, respektiv Remisé beinhalt huet, sollt deemools laut Devis 485 Milliounen kaschten. De Rapporteur vum Projet war den honorablen Här Jeannot Krecké, dee sech zesumme mat der Kommissioun am Detail mam Projet ausernaner gesat hat.

Den Neibau war esou konzepéiert, dass dat bestehend Gebai an der Rue des Cerisiers op senger Westsäit quasi doubléiert ginn ass. Esou ass dee bestehende Gank vum ale Gebai d'Achs vum renovéierte Gebai ginn. D'Aarbechte sollte fir d'Joer 1996, dat heescht fir d'Jorhonnertfeier vun där Schoul, fäerdeg sinn. Leider konnt deen Timing net agehale ginn.

Iwwert de Sënn an den Zweck vun där Vergréisserung ass net vill diskutéiert ginn. Mer waren eis deemools an der Kommissioun eens, well jiddferee war sech der Noutwendegkeet vun deem Projet bewosst, ëmmerhin ass schonn zéng Joer virdu säiten der Schouldirektioun op deen akute Platzmangel higewise ginn.

Opgrond vun engem Avis, dee vun de Professeurs-ingénieurs aus der Schoul erstallt gi war, hunn d'Diskussioun sech méi konzentréiert op d'Bauweis an op ekologesch Baumaterialien an energiespuerend Technologien, déi zur Uwendung sollte kommen.

Vu déi deels ënnerschiddlech Usiichte vun den Theoretiker aus der Schoul an de Praktiker aus der Bauteverwaltung ass et zu ganz uuegereegten Diskussiounen komm, opgrond vun deenen d'Bauteverwaltung bereet war Kompromisser anzegoen, déi schlussendlech der Kommissioun wéi och de concernéierte Parteie Satisfactioun ginn hunn.

Esou detailléiert Diskussioun sinn am Fong geholl net üblech an der Kommissioun gefouert ze ginn, waren awer sännvoll, éischtens well et sech ëm den Embau vun enger technescher Schoul gedréint huet, déi eng Sektoun vum Baufach beinhaltet huet - wat zwar deemächst eriwuer ass, well déi Sektoun op Mamer an de Lycée technique Josy Barthel veruecht gëtt - a well d'Schüler vun där Sektoun mat um Oflaf vum Bau bedeelegt sollte ginn, fir esou praktesch Erfahrung sammelen ze kënnen.

Esou wäit zur Virgeschicht an zu den Diskussiounen, déi 1993 gefouert si ginn. Et waren déi Diskussiounen, déi nëtzlech waren, hu se dach den Ustouss gi fir nei, méi ëmweltbewusst Weeër am öffentleche Bauwiesen anzeschloen.

Dëst war och d'Meenung vum Willy Bourg. Erlaabt mer dofir, Här President, e puer Wieder anzeflechten, déi eise verstuere Kollege Willy Bourg zum Schluss vu senger Interventioun als Fraktiounssprecher 1993 zu deemem Projet gesot huet: „Et wär ze hoffen, dass an der Zukunft an där Kommissioun esou weider géng geschaff ginn. Et wär ze hoffen, dass an der Zukunft d'Vertrieder vum Bauteministere vläicht nach e bësse méi innovativ op deem Gebitt kéinte schaffen. Als fréieren Directeur-adjoint vun där Schoul hunn ech selwer un där Extensioun ëmmer matgeplangt. Ech ka meng Freed net verstoppen, dass et endlech esoch gëtt, dass d'Schoul endlech déi noutwendeg Raimlechkeeten an Infrastrukture kritt, déi se schonns laang verdéngt huet. Meng Fraktioun steet voll hannert deemem Projet.“

Ware mer als deemoleg Bautekommissioun an och als Chamber der Meenung, dee Projet kéint onni Problemer duerchgezu ginn - mir haten eis jo esou vill dermat beschäftigt -, esou si mer dach e puer Joer drop eppes Besseres beléiert ginn.

Während den Aarbechte si Problemer opgetaucht. Enner anerem si véier Firme Faillite gaangen, wat zu enorme Retarden an der Exekutioun an zu supplementären Ausgabe gefouert huet. Zousätzlech ass festgestallt ginn, dass d'Drofäggkeet vun den Dallen aus dem bestehende Gebai aus de 50er Joren net méi garantéiert war. D'Expertisen iwwert d'Statik vun deenen Dallen waren esou katastrofhal, dass kee méi d'Responsabilitéit iwwer eng weider Benotzung vun deene Raimlechkeete wollt a konnt huelen.

En Zousazprojet ass 1997 der Chamber virgeluecht ginn. Louch den Haaptakzent vum Projet op der Erneuerung vun den Dallen, esou huet dat dach eng ganz Rei aner Transformatiounen mat sech bruecht. Am ale Gebai huet missen den Daach erneiert ginn, nei elektresch a sanitär Leitungen hu missen veruecht ginn, nei Chappen a falsch Biedem hu missen hiergestallt ginn an d'Fassad huet deels missen erneiert ginn. Dëst alles huet, zesumme mat allen anere scho bekannte Mësselen, den ursprüngelechen Devis vu 485 op 610 Milliounen eropgeschraaft.

Als Bautekommissioun hu mer 1997 eng Visite des lieux um Chantier gemaach. Mir goufen do vun all deem an d'Bild gesat wat während den ursprüngelechen Aarbechte schief gelaf ass, vum Mangel u Surveillance iwwer Noléissegkeeten a Faillit vum Handwierkerfirmen. Des Weideren huet den Dialog tëscht de Schüler, Professeren a Responsabelen um Chantier net esou geklappt wéi et virprogramméiert war. Trotz allem konnte mer eis awer vergewësseren, dass d'Aarbechten am neie Fligel esou wäit ofgeschloss waren, an dat zur Zefriddenheet vun de Schoulersponsabelen. Mat den Demolitiounsaarbechten am ale Gebai war schonns ugefaange ginn.

Den Devis supplémentaire ass eestëmmege hei am Plenum gestëmmt

ginn an domat hat dann all Mënsch gemengt, de Projet kéint onni Problem zu Enn bruecht ginn. Dass mer eis elo nach eng Kéier mat demem Projet befaasse mussen ass bal, wéi d'Madame Marie-Josée Jacobs géif soen, e stareckt Stéck.

Firwat de Projet vun haut?

D'Ofrechnungen vun deenen eenzelne Corps de métiers hunn erginn, dass deen duerch d'Parlament genehmegte Montant vu 610 Milliounen Frang wesentlech iwwerschrafft géif ginn an zwar ëm 3.100.000 Euro oder ëm 124 Milliounen al Frangen. Et geet elo drëm deesen zousätzlechen Dépassement vun 3.100.000 Euro par rapport zum viregten Devis supplémentaire ze regulariséieren an esou mam Kontabilitéits- a Budgetgesetz vum Stat an Aklang ze sinn.

D'Aarbechte vum Embau ware schon am Joer 1998/99 ofgeschloss gewiescht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären,

Firwat dës Dépassementer elo?

Beim Embau vu bestehende Gebaier weess een ni, wat ee vun Iwwerraschungen erliewe kann. An deemem Fall huet nach zousätzlech de Problem bestanen, dass d'Aarbechte während de Schoulzäiten hu missen exekutéiert ginn. Fir iwwermëssege Kaméidi ze vermeiden a fir méi schnell virun ze kommen, sinn dofir déi al Dallen, anstatt se mam Lofthummer kleng ze maachen, duerchgeséit ginn. Eng bestehend Trap huet missen op Avis vum Service sécurité dans les écoles während der Vakanz erausgerappt an nei opgebaut ginn. Säitens der Direktioun vun der Schoul ass constatéiert ginn, dass ongenügend Sanitäranlage géife bestoen, also sinn aler, déi hors service waren, erëm komplett erneiert ginn. Eng Anlag fir preventive Brandschutz an e Brandschutzcompartimentage sinn zousätzlech ageriicht ginn. De Carrelage am ale Gebai huet misse quasi vollstänneg erneiert ginn an esou weider.

Zousätzlech sinn am Laf vun den Aarbechten, an dat kéint bal ëmmer vir wann d'Aarbechte sech iwwer esou e laangen Zäitraum hinziehen, dass nei Ufuerderungen un de Bauhär gestallt ginn. Duerch d'Emännerung säitens der Stad Lëtzebuerg vun der Rue des Cerisiers an der Rue Guillaume Schneider an eng Zone à faible circulation, huet de Busarrêt missen ëmgeännert ginn. Och huet den Uschloss un d'Cogénérationssystem anlag vun der Stad Lëtzebuerg, déi an den alen Halen an der Victor Hugo Strooss ageriicht ass, wéinst Verännerung vum Leitungstracé ëmgeännert misse ginn.

Fir manner Gefäll an de Schoulhaff ze kréien, sinn dräi Gradinen am Haff aménagéiert ginn, fir esou déi Fläche besser och als Sportinfrastrukture kënnen ze notzen. Déi al Ateliere fir d'Formation pratique am Génie civil sinn ëmgeännert ginn. Doranner sinn zwee Klasse-säll an och eng Salle de musculation mat Vestiaires ageriicht ginn. Bestëmmt wichteg am Hibleck op PISA.

(Interruption)

Dat ass fir d'Gehier ze trainéieren, dee Musculatiounssall!

Fiichtegkeetsproblemer sinn am Sous-sol entdeckt ginn an hu missen behuewe ginn, wat d'Verleeë vun neien Ofschlossleitungen bedéngt huet. Am Keller sinn och nach zousätzlech Brandschutzmesurë getrafft ginn. Des Weideren ass festgestallt ginn, dass deen ale Monte-charge aus de 50er Joren net méi den heitege Bedingunge géng entsprechen, an dofir ass en handicapéiertegerechte Lift agebaut ginn, deen all Etagen desserveiert. Eng gutt Saach, op déi ech besonnesch am europäesche Joer vun de Personnes avec handicap wëll hiweisen.

Fir weider Detailler verweisen ech op den Exposé des motifs.

Et gëtt also genuch Ursaache fir den Dépassement vum Devis ze rechtfertigen. Dese Projet huet erëm bewisen, dass et ëmmer problematesch ass un al Strukturen änneren ze goen. Aner Beispiller sinn de Lycée de garçons hei an der Stad, de Lycée vun Dikrech, fir nëmmen déi zwee ze nennen, wou et iwwerall zu Dépassementer komm ass.

Als Rapporteur an am Numm vun der Bautekommissioun wollt ech awer soen, dass mer an der Zukunft wierklech drop hale fir am Virfeld vun esou engem Projet, wéi deem vun haut, iwwert d'Problemer um Bau a besonnesch iwwer Programmännerungen informéiert ze ginn.

Bei der Realisatioun vu Projekte kann et ëmmer zu Problemer kommen. Och muss een iwwert dem Bauen, als Bauhär, Architekt oder Ingenieur sech kënnen korrigéieren wann ee feststellt, dass ee schlecht oder net genuch am Detail geplangt hat. Dofir misse mir als Parlament Versteedemach opbréngen, genau esou misse mer awer Opklärung erwaarden an dat net, wéi an deemem Fall, e puer Joer nodeems de Bau fäerdeg ass.

Der Madame Bauteministesch ass keng Schuldzuweisung ze maachen. Et wier een Affront vis-à-vis vun hier, well de Projet vun der Extensioun vum Lycée technique des Arts et Métiers ass ganz an der viregter Legislaturperiod realiséiert ginn.

Och der Kommissioun a speziell dem Rapporteur vum éischte Projet, dem honorablen Här Jeannot Krecké, ass kee Reproche ze maachen, au contraire. Hien hat beim éischte Projet vill a gutt Aarbecht gemaach an dach kout et, et ass bal net ze gleewen, zu Dépassementer. Dofir bieden ech hien, Virsicht walten ze looseren an der Budgetkontrollkommissioun wann iwwert d'Aarbecht vun anere Kommissiounen rieds geet a sech net zu Aussoen hiräissen ze looseren, déi absolut net richtig an doduerch iwwerflësseg sinn.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech gleewen net, dass se iwwerflësseg sinn.

■ M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ofschléissend wëll ech soen, och wa viles während dem Oflaf vun deem Chantier net riicht gelaf ass, dass d'Resultat vum Gesamtprojet sech awer weise léisst. Et ass e modernt a funktionnell Gebai entstanden, wat den Ufuerderungen, besonnesch am Informatikberäich, vun enger moderner technescher Schoul gerecht gëtt. Ech bieden lech och deemem Projet de loi relatif à l'adoption budgétaire du projet d'extension du Lycée technique des Arts et Métiers à Luxembourg-Limpertsberg, wéi deenen zwee viregte Projeten am Zesummenhank mat deem Gebai, eng grouss Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Här Jeannot Krecké.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech wollt dem Här Strotz trotzdeem soen, wann et Explikatiounen gi fir Dépassementer, da war ech nach ëmmer op fir esou eppes, wann ech mech gutt kann erënneren. Do wou ech drop gehalen hunn, dat ass dass et eng ordentlech Prozedur géng ginn, fir dass déi Dépassementer vum Parlament kënnen genehmeg ginn. Dorops hunn ech ëmmer Suergfalt geluecht. Ech hunn éischtens gekuckt dass et net dozou koum, a wann et dozou komm ass, mat gudde Grënn, wéi

Dir se elo explizéiert hutt, da soll d'Parlament dofir konsultéiert ginn. Méi hunn ech net gefrot an dat maache mer haut an dobäi bleiwen ech och.

(Interruptions diverses)

■ M. Nicolas Strotz (CSV), rapporteur.- Déi nächste Kéier maache mer et wéi beim Rapport iwwert den Zousazprojet vun der Coque, wou säitens der Budgetkontrollkommissioun der Bautekommissioun Reproché gemaach gi sinn, si hätt dee Projet net richtig analyséiert, an dorobber wollt ech hei hiweisen. Esou wéi Dir deemools, hat och déi Kéier d'Bautekommissioun hir Aarbecht gemaach.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dir hutt d'Parkingen net mat agerechent, dat war richtig.

■ M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Nico Loes agedroen. Den Här Loes huet d'Wuert.

Discussion générale

■ M. Nico Loes (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech denken de Rapporteur, den honorablen Här Strotz, huet eis en ausféierleche schrëfflechen an och mëndleche Rapport hei ofgelievert. Dofir soen ech him am Numm vu menger Fraktioun merci fir seng Aarbecht. Deem Rapport ass och net vill bäizéigen, well den Här Strotz huet eis ganz detailléiert d'Historik vun deem Projet duergeluecht.

Ech wëllt dofir awer dann, ob schonn dat et e Bauteprojet ass, e puer prinzipiell Iwwerleeungen zu dem Thema vun Ausbildung an Handwerk maachen. Ech fannen, dat dës virleierende Projet, dee jo déi sougenannten Handwerker-schoul ass, oder Lycée technique des Arts et Métiers, e gudden Ophänger ass fir dat ze maachen.

Här President, d'Zuel vun de Schüler am Enseignement secondaire technique geet stänneg an d'Luucht, an dofir geet et net nëmmen drëm fir den Ausbau vu bestehenden Infrastrukturen ze maachen, mä och ëm d'Schafung vu ganz neie Lycéeën. De Plan sectoriel Lycées ass jo rezenteweis an dräi Kommissiounen virgestallt ginn, an do freet et ech mech dann och besonnesch, dat de Lycée technique zu Réiden deemächst op de parlamentareschen Instanzewege gesat gëtt. Et handelt sech jo hei ëm e Lycée, wou och den techneschen Unterrecht dann ausgeriicht gëtt.

Mat dem leschtgenannte Projet, wéi och dee Projet iwwert d'Extensioun vum Lycée technique du Centre zur Dummeldeng, wéi och deem virleierende Projet kéint also weider Bewegung an d'Problematik vun deenen dréngend noutwendeg Schoulinfrastrukturen, an dofir sinn ech och frou dat d'Bauteministesch do wierklech Gas gëtt, dat mer dann déi Lacunen och kënnen ausfëllen, déi nach bestinn.

An deemem Kontext denken ech och, dat et sännvoll ass eis technesch gutt Equipementer an Infrastrukturen de Schüler zur Verfügung ze stellen, déi dann op der Héicht vun der Zäit misse sinn. Mä doniewent misse mer eis och mat e puer inhaltleche Froe beschäftigen iwwert den Enseignement, speziell an der Handwerker-schoul, an iwwert de Stellewäert vum Handwerk an der Lëtzebuurger Wirtschaft.

Et ass haut kee Geheimnis méi, dat sech ëmmer manner Schüler a virun allem Lëtzebuurger Schüler fir d'Handwerk décidéieren. Wann dëst awer de Fall ass, da versichen der ganz vill fir bei de Gemengen a beim Stat ënnerdaach ze kommen, onni an e Betrib schaffen ze goen oder sech eventuell selbststänneg ze maachen. Mir mussen eis awer an Erënnerung rufen, dat mir haut an deene 4.300 Betriber a Sociétéiten eng ronn 54.000 Beschäftegter

hunn, an déi droen 23% zum nationale PIB bäi. Dës Betriber hunn haut hir Schwéierpunkter am Bau, am Wunnungssektor mat ronn 2.000 Betriber, gefollegt vun den Entreprises, déi sech an der Liebensmittelbranche, der Santé an der Hygiène an an der Mécanique spezialiséiert hunn.

Iwwert den ekonomeschen a sozialen Aspekt eraus leescht dese Sektour e wichtige Beitrag fir de sozialen Zesummenhalt vun eiser Gesellschaft duerch d'Intégratioun vun auslännesche Matbierger.

Dee Sektour ass och e wichtige Baustein am sozio-ekonomesche Geflecht vun der Groussregioun, mat der Villzuel vun Aarbechter aus dem Grenzgebitt, déi bei eis schaffen kommen.

E Bléck op d'Statistik beleet dorwiwer eraus, dat d'Beschäftegung am Handwerk säit de 70er Jore stänneg an d'Luucht gaangen ass. Opfälleg bei deser Entwécklung ass d'Tatsaach, dat vill Ausländer bei dese Betriber beschäftigt sinn an dat d'Zuel vun de Lëtzebuurger, déi géigewäerteg bei 9.500 läit, an deene leschte Jore stagnéiert.

Schlussfolgernd kann een also soen, dat de proportionellen Undeel vun de Lëtzebuurger am Handwerk ëmmer méi erofgeet. An der Moyenne kommen all Joer eng ronn 200 Handwerksbetriber bäi, déi no engem Joer en Taux de survie vun 92%, no dräi Joer vun 78% an no fënnf Joer ëm 70% hunn. Ech hat lech dat jo virdu gesot, Här Bausch, ech wollt e puer prinzipiell Iwwerleeungen iwwert d'Handwerk soen, well den Här Strotz de Projet jo vun dem Baulechen hier duergestallt huet, an dofir wollt ech och e puer Iwwerleeungen dann heizou maachen.

Ech brauch dofir net ze ënnersträiche wéi wichteg dat d'Handwerk fir eis wirtschaftlech Struktur ass. Deem misse mer an deene kommende Joren och Rechnung droen, wa mer weiderhi wëllen e performanten Handwerkssektor hunn. Schön elo leescht de Stat waertvoll Hëllef bei der Betriebsgrënnung an eis Fraktioun hofft an deem Kontext, dat och d'Aarbechte vum Mittelstandminister Fernand Boden zur Reform vun der Loi cadre an deenen nächste Wochen a Méint hei zu hirem Ofschloss kommen. Ech denken, dat dat sécherlech eng Signalwirkung hätt am Kontext vun der géigewäerteger wirtschaftlecher Lag.

D'Ausbildung spillt onni Zweiweel eng wichteg Roll fir d'Handwerk, mä och d'Aussichten op en adäquate Loun si ganz wichteg. Mir mussen de Schüler, déi sech an de kommende Jore verstärken fir d'Handwerk interesséieren, an dat ass och eis Missioun, niewent den Infrastrukturen, déi mer zur Verfügung stellen, weisen iwwert de Wee vun enger Meeschterprüfung, dat si och kënnen am Handwerk hire Mann respektiv hir Fra stellen.

Am Kontext vun deene rezenten Zuelen um Aarbechtsmaart, ass dëst sécherlech keng einfach Saach fir eis Jugend méi fir d'Handwerk ze begeeschten, wann een a Betruecht zitt dat rezenteweis virun allem am Sektour vun der Industrie e Réckgang vu bal 400 Aarbechtsplaze während deenen néng éischte Méint vun 2002 komm ass. Et ass deemno ganz wichteg eis Schüler weider fir déi handwierklech Beruffer ze begeeschten an hinnen ze vermëttelen, dat hire spéidere Beruff eng Zukunft huet.

Wann een d'Zuelen aus dem Enseignement secondaire ukuckt, da kann een dach lichten Optimismus un den Dag leeën, well d'Zuel vun de Schüler, déi haut am Technique sinn, ass an deene leschte Joren zënter 1992 stänneg an d'Luucht gaangen a läit haut bei ronn 22.000.

Här President, ech denken, dat et vläicht och eng Kéier sännvoll wier hei an der Chamber oder an dee-

nen zoustännege Kommissiounen iwwert d'Handwierk ze schwätzen an och eng Kéier d'Ausbildung ze belichten, speziell déi an der Handwierkerschoul, déi mer elo wierklech infrastrukturell op de Point gesat hunn, an datt mer eis do eng Kéier Gedanken driwwer maachen. Mat dëser Propositioun schléissen ech meng Interventioun of a gi selbstverständlech den Accord vun der CSV-Fraktioun, zu deem Projet.

Merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

M. Jos Scheuer (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech verbäisse mer dann elo d'Loscht fir en Iwwerbléck iwwert de Stand vum Handwierk hei zu Lëtzebuerg ze ginn, wéi den Här Loes dat gemaach huet, an ech wäert mech kuerz faassen, eischstens aus gesondheetleche Grënn, zweetens well ech och wierklech fannen datt de Rapport vum Här Strotz gutt ass, esouwuel de schréfftleche wéi och de mëndlechen. Ech wëll dat net widerhuele wat e gesot huet. En ass jo zréckgaangen an d'Geschicht an en huet déi Geschicht opgeschafft bis d'Joer 1998 an doriwwer eraus bis zur Coque, déi um Kierchbiere gebaut ginn ass, a wäit iwwert dee Projet ass en och nach erausgaangen a sengem mëndleche Rapport.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëst Gesetz huet eng Virgeschicht an a Wierklechkeet ass dat hei e Gesetz wat mer ex post stëmmen. Dat ass schonn eppes aussergewéinlech, an zwar mat engem Retard vu Minimum véier Joer. Dat hat ech menges Wëssens no nach net gehat bei engem Bauprojet. Et ass dat drëtt Gesetz wat iwwert d'Handwierkerschoul gestëmmt gëtt. 1993 hu mer dat Gesetz gemaach. Den Här Krecké war deemools Rapporteur an ech sinn iwwerzeegt dervun, obschonn ech mech net méi esou erënnere kann, mä ech kennen e gutt, datt e schonn deemools a senger weiser Virausicht wosst, mir waren op der Plaz, datt et net bei deem Budget bleiwe konnt, deen deemools virgesi war.

Et huet net laang gedauert, 1997 hu mer dat zweet Gesetz gestëmmt an do stoung mer op der Plaz a mer hunn an déi Lächer gekuckt, déi am sougenannte Betong waren, a mer hu festgestallt datt alles, wat an de 50er Jore gebaut gi war, vun esou enger schlechter Qualitéit war, datt et net droe konnt.

Do hunn ech dann natierlech, deemools schonn, d'Fro gestallt, déi ech och haut stellen: War et net am Joer 1992 virauszugesinn, datt dee Betong an deem Zoustand war? Dorophin hu mer keng Äntwert kriit. Fait ass awer, datt déi Analyse mat enger relativ grousser Verspéidung gemaach gi sinn an datt also d'Programmation vun deem Bau am Joer 1992/1993 net optimal gelaf ass. 1997 war kee verwonnert wéi mer dunn nogestëmmt hunn, an ech mengen et ass och haut kee verwonnert, datt mer nach eng Kéier 3.100.000 Euro nostëmmen, déi awer scho längst ausgi sinn, dat heescht mir maachen am Fong just eng Aktioun fir d'Kontabilitéit à jour ze setzen.

Uschléissend un déi schlecht Baubsubstanz, vun där ee sech wierklech iwwerzeege konnt, sinn natierlech Impondérables dobäi komm: Failliten, et si Regieaarbechten dobäi komm déi net virgesi waren, an op där doter Plaz och nach Sécherheetsaarbechten, déi waren awer och schonn deemools ugekënnegt ginn an et ass och schonn 1993 dervu geschwat ginn, datt den öffentleche Verkéier op där doter Plaz net kënn esou bleiwe wéi en deemools war.

Ech wëll elo mat engem Zitat ofschléissen. Dat ass dann d'Zitat

aus dem 6. Kapitel vum Här Strotz sengem Rapport, dat kléngt esou e bësschen...

(Interruptions)

Jo, dat kléngt esou e bëssche wéi wann een de Magnifikat geholl hätt an d'sechst Kapitel, e bësschen d'Bibel, an et ass och esou formuliert: „La Commission souhaite toutefois à l'avenir, que tout dépassement de vie et tout changement de programme soit soumis au préalable à la commission des travaux publics.“

Dat ass e fromme Wonsch, deem schléissst eis Fraktioun sech nëmmen un. Fait ass, datt mer elo do fir de Moment e gudden Projet hunn, datt d'Handwierkerschoul gutt ënnerdaach bruecht ass an datt dat Bescht aus deem ale Gebai gemaach ginn ass, wat ee konnt maachen.

Domadder iwwerbréngen ech den Accord vu menger Fraktioun.

Merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. Den Här Bettendorf huet d'Wuert.

(Interruptions)

M. Niki Bettendorf (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken dem President-Rapporteur Néckel Strotz wierklech e grouss Merci soe fir säin excellent schréfftlechen a mëndleche Rapport. An ech schécken och direkt viraus, datt eis Fraktioun, d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei, dese Projet wäert à l'unanimité stëmmen.

Ech kommen awer net derlaanscht e puer Remarquen ze maachen. Éischt Remarque. Déi heiteg Bauteministesch an déi heiteg Unterrichtsministesch, déi sinn net dofir verantwortlech, well haut mussen 3,1 Milliounen Euro nogestëmmt ginn.

Une voix. - Si ass onschëlleg.

(Hilarité)

M. Niki Bettendorf (DP). - Ganz onschëlleg.

Une voix. - Ganz onschëlleg.

M. Niki Bettendorf (DP). - Zweet Remarque. D'Gebai ass zënter bal fënnf Joer fäerdeg, an da stëmme mir haut e Gesetz, en Zousazkredit. Firwat, muss ech lech wierklech froen. Wat soll dat? De Projet vum 27. Mee 1993 war deemools 12 Milliounen Euro, de 5. Juni 1997 war en dann op 15,1 Milliounen Euro an d'Luucht gaangen, 1998/1999 war d'Gebai fäerdeg an haut stëmme mir en Zousazkredit vun 3,1 Milliounen Euro.

Ech hat an eiser Kommissioun gefrot, ob eventuell Handwierksleit net bezuelt gi wieren, well jo kee Kredit do war. Ech gouf awer berouegt, si wieren alleguete bezuelt ginn, si hätten alleguerten hir Sue kriit. Da froen ech mech: Firwat brauche mer haut nach dëst Gesetz, en Zousazkredit?

Mir gouf gesot, d'Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire, hätt dëst Gesetz gefrot fir d'Kontabilitéit an d'Rei ze setzen. C'est de l'art pour l'art. Fir näischt stëmme mir dëst Gesetz. D'Regierung huet missen e Projet de loi ausschaffen. Et hu missen Avisé geholl gi beim Conseil d'Etat. Eis Kommissioun gouf domat befaasst, a mer schwätzen haut an der Chamber doriwwer, fir eppes wat wierklech näischt op sech huet.

Ech stellen der Kommissioun vum Här Jeannot Krecké d'Fro, ob et net duergaange wier, wa se eis e Rapport gemaach hätten an der Chamber gesot hätten, dass 1998/1999 d'Konten e bësschen - fir et emol léif auszedrécken - geréselt gi sinn, an d'Rei bruecht gi sinn, fir dass d'Handwierksleit och konnten alleguete bezuelt ginn, an dass et no baussen net soll duerchdréngen, dass et mat deem Zousazkre-

dit vun 1997 nach eng Kéier net géif duergoen. Esou gesäit dat hei sech un, wa mer hei e Gesetz stëmme fir 3 Milliounen Euro, wou schonn alles bezuelt ass.

Ech muss lech soen, an de Gemenge fonctionnéiert dat do guer net. An de Gemengen, do ass de Receveur haftbar mat sengem eegene Verméigen, wann hie Sue bezilt déi net vum Gemengerot genehmet gi sinn a vum Ministere de tutelle och nach approuvéiert gi sinn. Da froen ech mech natierlech: Wéi hu mer dann deemools d'Konten geréselt, dass mer d'Leit dunn alleguete konnte bezuelen, ouni dass mer deen Zousazkredit, dee mer haut hei stëmme a wou jidderee bezuelt ass, haten?

(Interruption)

Ech wollt lech soen, ech krut an eiser Kommissioun erkläert, dass dese Projet wichteg wier fir d'Kontabilitéit an d'Rei ze bréngen, dass d'Bauteministesch awer och guer net dofir kënn, dass kee dofir kënn, dass mer den Zousazkredit ebe brauchen. De Rapporteur huet eis wierklech excellent duergeluecht, dass all déi Aarbechten hu misse gemaach ginn, dass se hu misse réaliséiert ginn, an den Här Scheuer huet eis gesot dass mer haut en excellenten Outil de travail do stoen hunn, mat deem mer alleguerten zefridde sinn, dass mer haut eng gutt Schoul do hunn an dofir, ech hunn et aganks gesot, eis Fraktioun stëmmt geschlossen dese Projet de loi.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, sou wéi mer dat bei deem viregte Bauteminister gewinnt sinn, stëmme mer haut den Devis supplémentaire vum Devis supplémentaire. Da hu mer leider an der Vergaangenheet vill ze vill oft misse matmaachen. Dat stellt d'Chamber ëmmer virun déi Situatioun, datt se d'Impressioun huet, wéi mä Virgänger et elo richteg ervirgestrach huet, datt et ganz oft Moutarde après diner ass. Mä et ass awer och d'Geleeënheet fir d'Responsabilitéit politique festzelleen, iwwert déi Aart a Weis wéi hei mat öffentleche Gelder gefuer gëtt.

Mir gesinn datt mer haut en Devis supplémentaire vun 3,1 Milliounen Euro, oder 25% par rapport zu deem viregten Devis, muss stëmmen. Dat ass gehéireg. Déi ganz Prozedur weist, datt den Investitionsprogramm, déi ganz Devisen-Opstellung op allen Hisichte schlecht wor, a mir mussen eis do eng aner Prozedur ginn.

Mir mengen, oder ech mengen, datt et wichteg wier wann een de System géif iwwerhuelen, dee bei de Gemenge besteet. Dat ass, datt ee fir d'Éischt en Avant-projet sommaire mécht, wou d'Chamber sech ausschwätzt iwwert de Programm dee se wëllt baue loossen an iwwert ongeféier en Devis. An datt den Ablack d'Expäre vun der Regierung higinn an den Devis sou detailléiert maachen, en vue vum dem Programm dee vun der Chamber gestëmmt ginn ass, eventuell verschidde Rectificatiounen an Etüden nach maache loossen, mat engem effektiven Devis nach eng Kéier virun d'Chamber kënn, fir dann deen Ablack kënn méi no un de reelle Käschtepunkt erun ze kommen.

Et ass verständlech, datt et ëmmer verschidde Surprisé ginn, dat ass inévitable. Mä wann ee sou fiert, wéi mir et augenblécklech an der

Prozedur virgeschriwwen hunn, wou just nëmmen den Devis kënn, da gétt dat villeg méi schwéier, fir direkt richteg ze leien, mä hei huet een awer och nach heiansdo d'Impressioun, datt dee viregte Bauteminister des Prozedur délibérément gemaach huet. Et ass dat, wat grave ass, wann ee gesäit wéi dat leite gemaach ginn ass a wéi wierklech op eng criant Aart a Weis den Dépassement vun den Devisé muss festgestallt ginn.

Mir gesinn och, datt zwee Problemer opgetaucht si fir déi manifestement kee kann, mä wou et awer verschidde Responsabilitéite gëtt. Dat ass, datt véier Gesellschaften a Faillite komm sinn an datt d'Programmer géännert hunn.

Ech wëll do u meng Proposition de loi erënnere, wou ech gesot hunn datt et gutt wier, wa mer eng Assurance générale géife fir all d'Gebaikeete virgesinn. Déi géif eischstens duerfir garantéieren, wann e Betrib a Faillite kënn, deen Ablack de Bau ka fäerdeg gemaach ginn, a wa Responsabilitéite festgeluecht ginn oder Feeler festgehale ginn, datt deen Ablack fir d'Éischt reparéiert gëtt iwwert de Wee vun der Assurance, ier Responsabilitéite gesicht ginn. Dat hätt munches hei, och um finanzielle Gebitt, anescht gemaach.

Wuerfir? Well déi Assurance, déi dat bezeule muss, déi kuckt natierlech och de Bau no, ob dat richteg gemaach ginn ass an ob den Devis richteg ass. Mir gesinn, dass dat a Frankräich zu ganz ville Facilitéte gefuert huet an datt de Käschtepunkt dovunner ganz nidreg ass: 0,10% vum Bau, dat souwuel bei Privatleit wéi bei Entreprises, wéi beim Stat a bei de Gemengen.

Ech mengen et wier richteg, wann ee sech déi Iddi nach eng Kéier géif iwwerleeen. Mir wäerte bei dem Débat iwwert de Logement vläicht nach eng Kéier dorobber zréckkommen, mä ons schéngt et awer wichteg, datt een hei op nei Weeër geet fir méi Partenären an d'Responsabilitéite ze huelen a fir des onméiglech Situatioun, mat där d'Chamber haut konfrontéiert ginn ass, an Zukunft ze verhënnere.

Dat gesot, wollt ech soen, datt d'ADR-Fraktioun awer hien Accord hei gëtt, quitte datt mer bedauern datt et Moutarde après diner ass.

M. le Président. - D'Wuert huet elo nach den Här Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa schonn een ufängt d'Aart a Weis a Fro ze stelle wéi mer elo virginn - dat ass jo keng Iwwerraschung -, da muss ech awer zwee Wuert Explicatioun dozou ginn.

D'Kollegen aus der Travaux-publics-Kommissioun mat hirem President menge jo och ëmmer, si misse sech un eis reiwen. Dat ass mëttlerweil e bëssen zum Sport ausgeart. Ech hu kee Problem domadder, mä ech wëll hinnen an Erënnung ruffen, dass de Fait, dass mer elo esou Prozedure wéi déi heiten hunn, an de Fait, dass mer manner Dépassement an Zukunft wäerten hunn - dat ginn ech lech schréfflech op eng Salztut -, deen ass trotzdeem zu engem Deel dorop zréckzeféieren, dass mer haut eppes hu wat mer net haten an deene Jore virun, nämlech eng Kommissioun déi sech eleng mat der Exekutioun vum Budget emol ofgëtt.

Ech mengen déi meescht vun eise Kommissiounen waren einfach beschäftegt fir d'Projeten, déi do louchen, déi vun der Regierung oder vun den Deputéierte proposéiert gi sinn, hei an de Plenum ze bréngen. Hei gëtt et eng Kommissioun, déi sech quasi nëmme mat der Ausféierung vum Budget kann ofginn.

Mir hunn do zwou Démarchen. Ech wëll de Kollegen, besonnesch dem Här Bettendorf, an Erënnung ruffen, dass mer säit dem 1.

Januar 2000 eng Situatioun hunn, déi eng ganz aner ass wéi déi vu virun. Mir hunn e Kontabilitéitsgesetz, a sämtlech Parteien heibannen hu sech d'Wuert gi sech dorunner ze halen. Mir sinn eis mat der Bauteministesch, wéi mat anere Ministeren - mä et ass haaptsächlech mat der Bauteministesch, wou mer déi Diskussiounen do haten -, eens ginn op eng Prozedur, dat heescht e Bau. D'Wuert hate mer och gesot, dass mer nach eng Kéier doriwwer schwätze géifen, wéi et zu där Präisgestaltung vun deem Bau do kënn. Dat ass awer elo mëttlerweil schonn iwwer e Joer hier dass mer déi Diskussioun ugefaangen hunn an net zu enger Konklusioun komm sinn.

Mä iwwert dee Problem eraus, dass mer also zu engem gewësse Präis e Bau stëmme oder gegebenenfalls eng Strooss, maache mer e Suivi vun der Exekutioun a mir kucken, ob et eventuell zu Dépassementer kënn. Kënn et zu Dépassementer an d'Ministesch gëtt sech mat hiren Administratiounen, haaptsächlech deenen zwou Administratiounen, Instrumenter fir dee Suivi ze maachen, da solle mer am Virfeld kloer am Parlament d'Autorisatioun dofir ginn.

Wann dat mat Zäite geschitt, Här Bettendorf, da brauch Dir lech och an Zukunft keng Suergen ze maachen, da ginn d'Handwerker bezuelt. Da gi se en toute légalité bezuelt, dat heescht da gi se bezuelt, well d'Parlament déi Autorisatioun zum Bezuele ginn huet.

Déi Prozedur hu mer eis ginn an do hat ech d'Impressioun, dass jiddereen domat d'accord war, soss huelen ech déi Motioun eraus, déi mer hei eestëmmeg gestëmmt hunn. Elo stamen awer eng Rei Projeten aus där Period vu virun deem neie Kontabilitéitsgesetz, déi eng gréisser Envergure hunn, also moi je veux bien. Wann Dir d'Impressioun hutt 120 Milliounen wieren näischt an déi sollen ausbezuelt ginn, ouni dass d'Chamber jee eng Autorisatioun dozou ginn huet, da musst Der dat soen.

Ech sinn awer der Meinung dass dat net de Fall ass, quitte dass et elo après coup ass wou mer esou eppes legaliséieren. Dat ass ebe well mer de Passage vun engem System an deen anere gemaach hunn. Domat kann ee säi Problem hunn. Ech sinn awer frou datt mer dee Wee ginn, och wa mer elo nach zwee, dräi, ech weess net wéi vill där Projeten hunn, wou mer wahrscheinlech Saache mussen opschaffe vu virun deem Kontabilitéitsgesetz, mä duerno dierft dat doten normalerweis net méi entstoen.

Normalerweis misst den zoustännege Minister all Kéiers an der Lag si mat deenen Instrumenter, déi hie sech ginn huet, de Suivi esou ze maachen, dass hie mat Zäiten heihinner kënn, wann en Dépassement ass a wann et zu Dépassementer komm ass an hie kann dat valablement explizéieren, dann huet des Chamber jo nach ëmmer hir Zoustëmmung dozou bruecht, an zwar op bal alleguer de Bänken. Ech gesinn also do kee Problem.

Mir gi vun engem System an den aneren, an an deem System gëtt et ebe wahrscheinlech e puer esou Projeten, wou ee sech d'Fro stellt ob et noutwenneg ass. Mir legaliséieren après coup eppes a mir hoffen an Zukunft nëmmen eppes brauchen ze legaliséieren, wat och duerno eréischt ausbezuelt gëtt. Ech fannen, dass dat e Progrès ass. Dofir eleng ass déi Kommissioun scho wichteg.

Merci, Dir Dammen an Dir Hären.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Den Här Jean-Paul Ripinger huet nach d'Wuert gefrot.

M. Jean-Paul Ripinger (DP). - Här President, ech sinn natierlech ganz frou aus dem Mond

vun dem Fraktiounschef vun der Opposition ze héieren, dass dës Majoritéit sech nei Prozedure ginn huet, notament dat nei Kontabilitéitsgesetz...

(Interruptions diverses)

...notament och nach hien als President agesat huet vun där zoustänneger Kommissioun, esou dass de Schlamassel, dee virdrun an dem Bauteministerium énnert dem Här Goebbels geherrscht huet, net méi méiglech ass.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, ech wollt awer drop hiweisen, dass d'Basis...

(Brouhaha général)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Oh neen!

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här Henckes, wann Dir keng Zäit hutt, Dir dierft goen. Ech halen lech net zrëck.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Här President, ech wollt drop hiweisen, datt déi nei Prozeduren, déi déi nei Majoritéit sech ginn hätt, haaptsächlech an deem neie Kontabilitéitsgesetz bestinn. Ech wëll just drun erënneren, dass dat virun deene leschte Wahle gestëmmt ginn ass, also sinn et net just d'Prozedure vun der nei Majoritéit, mä och vun der aler Majoritéit, déi d'Schwächte vum System erkannt hat.

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Bauteministesch, d'Madame Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soe fir d'alleréisch der Kommissioun an dem Rapporteur Néckel Strotz merci fir déi gutt Aarbecht. De Rapport war explicite, dat heescht ech brauch net méi an den Detail vum Projet selwer anzegoen. Ech maachen awer selbstverständlech e puer Bemerkungen zum Prinzip.

Ech mengen emol éischtens muss mer entscheiden, ob et sech ëm eng Restauratioun oder ëm en Ausbau vun enger bestehender Schoul dréint, oder ob et sech ëm en Neibau dréint. Et ass natierlech beim Lycée technique des Arts et Métiers e komplexe Projet gewiescht, deen och évoluéiert huet, dat beweist schonn déi laang Zäit wou dru gebaut ginn ass, wou natierlech ëmmer nei Iddie komm sinn, an och nei Problemer komm sinn, an och wette mat lech datt heibanne kee Buergermeeschter ass, deen a senger Gemeng eng Restauratioun vun engem ale Gebai gemaach huet, ouni datt hie mat engem Devis supplémentaire huet misse bei säi Gemengerot goen.

Une voix.- Très bien, dat ass richtig.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics.- Domadder huet hie sech ofgeséichert, domat ass hien an aller Legalitéit sécher, datt hie seng Majoritéit souwuel informéiert huet a säi Gemengerot hanneren sech huet. De Minister kann dat net oder konnt et net. Mir hunn elo Méttel a Weeër fonnt.

Ech hat sengerzäit als Chambers-presidentin scho virgeschloe mer sollten eng Prozedur „genehmigt zur Planung“ an d'Wee leeden, fir datt dann och de Bauteminister mat engem fäerdege Projet détaillé heihinner kënn kommen, da wiere mer emol méi no bei der Wourecht. Dat ass awer aus constitutionnelle Grënn net akzeptéiert ginn, well dat eng Genehmigung wier, wou kee Käschtepunkt mat dra wier. Elo si mer op enger Prozedur wou mer genehmen, an do sinn ech net mam Här Henckes d'accord, well wa mer géifen dat maache wat hie

proposéiert an en Avant-projet sommaire fir d'éischt stëmme loosse an dann e Projet définitif stëmme loosse, dann hätte mer nach eng Kéier eng legislativ Prozedur dertëscht a mir géifen nach net wëssen ob dat dann effektiv de richtege Käschtepunkt wier, well de richtege Käschtepunkt kënn jo eréischt eraus wann d'Soumissioun gelaf sinn, an heiansdo ass e meilwäiten Énnerscheid tëscht engem Devis an enger Soumissioun.

Wat dese Projet am Speziellen ugeet, do ass natierlech den Zäitpunkt, wéi den Här Scheuer dat genannt huet, Moutarde après dîner. Et si véier Joer, déi tëscht dem Virleed vum engem Gesetz an der Exekutioun leien, déi engem ze denke ginn. Ech muss allerdéngs soen: Och fir de Bauteministère ass et eng opwenneg Prozedur fir nees Projet de loi mussen auszeschaffen, op den Instanzewee ze ginn an all déi Décomptes ze maachen. An esou vill Leit hu mer och net an deem Ministère an déi si voll op deene Projeten, déi se sollen ausschaffen. Dat sinn Architekten an déi hunn deemno bei där heiter Aarbecht vläicht net onbedéngt déi Prioritéit gesat, déi elo d'Chamber gefrot hätt, well eben déi aner Aarbechte virginn.

Mir komme souwisou net séier genuch no mat allen Aarbechten. Dat ass natierlech och en Element vun deene Projets de loi, déi mer muss virleed fir eis conforme ze setze mat de Gesetzer vun der Chamber.

Dat sinn awer Prozeduren déi mer akzeptéieren, an ech géif dofir drëm bidden, dass mer eis an Zukunft drëm beméie bei de Programmer méi genee ze sinn a bei der Ausarbechtung vun engem Programm, sief et fir en Neibau oder fir eng Restauratioun vun engem Albau, fir da vläicht méi Zäit drop ze verwende fir de Programm am Fong auszuschaffen.

Wat de Schoulbau ugeet, hu mer eis eng Prozedur ginn, déi mol eng Saach sécher stellt, dat heescht dass net ëmmer mat neien Iddien ugefaange gëtt an dass net ëmmer nees nei Wënsch während der Planungsphas un de Bauteminister eruedroe ginn. Selbstverständlech ass et fir d'Chamber wichteg, an ech kommen och dem Wonsch vun der Kommissioun no fir all Ännerung, déi um Programm virgeholl gëtt, der Chamber virzeleeën, mä ech muss leider soen, an deene Fäll wou ech elo mat Projets supplémentaires hu misse komme war emol d'Regierung net informéiert, well do sinn einfach Décisiounen a Programmännerunge geholl ginn zwëschenuewer, kulant wéi dat fréier gemaach ginn ass, an dann hate mer duerno d'Beschierung. Dat ass dann en Devis supplémentaire ginn.

Ech hunn drop gehalen, dass an de Plan sectoriel an den Text expressiv verbis soll dra kommen, dass all Changement de programme muss vun der Regierung genehmt ginn, an da kënn et selbstverständlech och an d'Chamber, well all Changement de programme ass jo meeschtens och e Changement vum Devis.

Ech gi mer also all Méi, Här President, well ech sinn der Meinung mir sinn an engem klenge Land, a grad an engem klenge Land soll et grouss Transparenz ginn. Ech hu keen Interessen drun, dass iergend ee Schiet op eiser Aarbechtsweis hänke bleift. Ech hunn näischt ze verstoppen an ech gi mer Méi fir och der Chamber all déi Informatiounen ze ginn déi se brauch a fir och dobaussen der Öffentlechkeet d'Gefill ze ginn, dass mat de Steiergelder spuersam gehandhaabt gëtt an och jiddere riicht ze stoen huet fir dat wat en ausgëtt.

Dat gesot, soen ech natierlech der Chamber merci fir dës Rectificatioun, fir dës Opschaffung vun Altlasten. Ech hoffen, dass ech net allze dack nach mat deenen dote

Problemer muss virun d'Chamber zrëckkommen an dass mer eis da mat där nei Prozedur och kënnen esou bewege wéi de Bauteministère dat brauch, dat heescht à la fois flexibel an transparent bis op de leschte Frang.

Merci.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmme driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir stëmme iwwer de virleiende Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 5063 ass unanime mat 55 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Ady Jung), Mme Marie-Josée Meyers-Frank (par M. Fred Sunnen), M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marco Schank (par M. Laurent Mosar), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Norbert Hauptert);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Jos Scheuer), Mme Lydie Err (par M. Georges Wohlfart), MM. Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling (par M. Fernand Greisen), Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagner.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Mir kommen dann zur Diskussioun vum Projet de loi 5017 iwwer zwee Verwaltungsgebaier fir déi europäesch Institutiounen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: déi Häre Fayot, Graas a Gibéryen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement.

8. 5017 - Projet de loi relatif à la location avec option d'achat de deux immeubles administratifs destinés aux institutions européennes

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, beim Gesetz 5017, dat d'Chamber haut zur Diskussioun an och zum Vote virlei-

en huet, geet et ëm d'Locatioun an ëm eng Option d'achat vun zwee Gebaier um Kierchbierg.

Et muss een dat alles am Kontext vun der Erweiterung vun der Europäescher Unioun gesinn, eng Erweiterung déi ëmmer méi no réckelt. Si stellt ouni Zweifel e weidere Baustee vun engem géeechten Europa duer. Si ass historesch, dat souwuel um Niveau vun der Enverger mat deem Zouwuess vun 105 Milliounen Awunner an enger flächeméisseg Vergrößerung vu 34%, wéi och um Niveau vun der kultureller Diversitéit vun deenen einzelnen Natiounen.

Dës Vergrößerung vun der Europäescher Unioun werft selbstverständlech och hire Schiet op den EU-Standort Lëtzebuerg. Et ass aus deem Grond evident fir eist Land, dass mir d'EU-Institutiounen, déi mer hei hunn, un déi bevirstoend Erausforderungen, souwuel um Niveau vun der Erweiterung upasse wéi och um Niveau vun der EU-Présidence 2005.

D'EU-Institutiounen hunn och schonn éischt Demandé virgelaucht, déi d'Regierung opfuere fir neien zousätzleche Büroraum zur Verfügung ze stellen. Dofir ass et net onwichtig an och aus sécherheetstechnesche Consideratiounen eraus sécher noutwendeg, dass dës Gebaier sech onmëttelbar an der Géigend vum Centre de conférences befanne sollen.

Déi europäesch Autoritéite sinn awer momentan net an der Lag fir ze soen, ob se dës Gebaier selwer kafe wëllen oder selwer loune wëllen. Aus deem Grond ass et dofir noutwendeg, dass de Lëtzebuerger Stat als Intermédiaire zwëschen dem private Promoteur an dem Europaparlament fungéiert.

Déi Gebaier, ëm déi et sech an der Saach dréint, sinn déi zwee Bâtiments-tour, déi alle béid 19 Stäck héich sinn a béidsäiteg vun der Avenue John F. Kennedy sech befannen. Si befanne sech onmëttelbar bei der Place de l'Europe mam Centre de conférences a mat der Salle philharmonique Grande-Duchesse Joséphine Charlotte.

D'Europäesch Parlament wëllt dës zwee Gebaier, déi eng gesamt Nutzungsfläch vu 34.166 m² fir d'Büroen an 6.275 m² fir Archiver an technesch Equipementer hunn, gäre lounen. Als Konterspartie dofir wëllt d'Europäesch Parlament dann de Bâtiment Alcide de Gasperi raumen. Et ass wichteg, dass dës Gebaier esou séier wéi méiglech fräi gëtt, fir dass d'Renovierungsarbeiten an den Ausbau vum Centre de conférences esou schnell wéi méiglech ofgeschloss kënnen ginn. Dat Ganzt ass och am Intérêt vun der Regierung déi, wéi gesot, 2005 d'Présidence vun der EU assuméiere muss, an dofir d'Bauarbeiten esou séier wéi méiglech och fäerdege stelle muss.

Wat de finanziellen Aspekt ubelaangt, esou muss ee festhalen, dass esouwuel de Loyer wéi och den Akafspräis vun deenen zwee Gebaier déi gesetzlech fixéiert Limite aus dem Artikel 99 vun der Constitution an dem Artikel 80 vum Kontabilitéitsgesetz iwwerscheiden. De järeleche Loyer, deen, muss ee soen, relativ héich ass, beleeft sech op ronn 13,25 Milliounen Euro, Loyer, deen iwwer e Kredit vum Finanzministère bezuelt gëtt.

D'Regierung ass doriwwer eraus duerch dës Gesetz awer och habiliteert dës Gebaier ze kafen. Am Fall vu Kaf vun de Gebaier lafen d'Käschten iwwer de Fonds d'investissements publics administratifs. En vue vun deem awer héije Loyerspräis ass et wichteg, dass eng Option d'achat besteet, eng Option d'achat déi och am Contrat de bail festgehalten ass. De méigleche Kafspräis ass och scho fixéiert. D'Tour A kascht entweder 81,5 Milliounen oder 79,2 Milliounen Euro, jee nodeems ob de Stat d'Option d'achat no sechs Joer

oder no néng Joer Locatioun benotzt. 91 oder 82,5 Milliounen ass de Kafspräis no zwee, respektiv no néng Joer Locatioun fir d'Tour B.

D'Finanzkommissioun ass ausserdeem der Meinung, dass et wichteg an och richtig wier, nodeems d'Regierung décidéiert hätt fir déi Gebaier ze kafen, dass dese Projet och an de Programme pluriannuel géif integréiert ginn.

Här President, de Projet ass den 23. August. 2002 vum Budgetminister Luc Frieden an der Chamber déposéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 8. Oktober ofginn. An der Sëtzung vum 24. Oktober ass de Rapporteur genannt ginn. De Projet de loi mam Avis vum Conseil d'Etat ass an der Sëtzung vum 19. Oktober analyséiert ginn. D'Kommissioun huet sech mat deene verschiddenen textuellen Ännerungsvorschläge vum Statsrot d'accord erklärt.

D'Kommissioun huet en Amendement fir den Artikel 2 adoptéiert, dee vum Statsrot a sengem Avis complémentaire de 14. Januar 2003 guttgeheescht gouf. De Schrëftleche Rapport ass an der Sëtzung vum 7. Februar analyséiert an och ugeholl ginn.

Ech wollt nach kuerz op den Artikel 2 vum Gesetzesprojekt agoen, deen a senger initialer Form dem Conseil d'Etat net explizit genuch war, wat eng eventuell Adaptatioun vum Loyer ubelaangt. D'Kommissioun huet dës Observatioun vum Statsrot Rechnung gedroen an den Text deementspreechend och amendéiert.

D'Kommissioun hat och d'Geleeënheet, fir mat Vertrieeder aus dem Ausseministère iwwer d'EU-Sëtzproblematik ze diskutieren. De Comité de Coordination aus dem Ausseministère huet op den Ennerscheid tëscht den EU-Institutiounen, déi hire Sëtz d'office zu Lëtzebuerg hunn, an de communautairen Agencen, déi zu Lëtzebuerg usäseg sinn, opmierksam gemaach. Eng ganz Rei vu Memberstate beméie sech intensiv drëm déi sougenannten Agencen an hir Länner ze kréien. No den Aussoen awer vum Comité de Coordination kann et duerch méiglech sinn, datt an de kommen Jore méi Personnel communautaire op Lëtzebuerg kënn. Doriwwer eraus ass preziséiert ginn, datt Lëtzebuerg drëm beméit ass fir datt keng Sessiou vum Conseil op Bréssel transferéiert muss ginn, och wann am Moment äifreg un deene verschiddene Gebaier um Kierchbierg geschaff gëtt. Zu deem Zweck also, fir datt keng Sessiou op Bréssel transferéiert muss ginn, sinn an de Foiresale provisoersch Infrastrukture virgesinn, fir e reibungslosen Oflaf vun de Conseilen ze garantieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dese Projet huet u sech zu kenge gréisseren Observatiounen an der Finanzkommissioun gefouert. Ech bidden dofir d'Chamber de Gesetzestext esou ze stëmme wéi e vun der Kommissioun proposéiert ginn ass. Mam Accord vun der CSV-Fraktioun schléissen ech da meng Interventioun a soen all de Kolleeginnen a Kolleegen, déi hei waren, merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als éischten Diskussionsriedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, dese Projet schreift sech an de Kader vun der Lëtzebuerger Sëtzpolitik fir europäesch Institutiounen an. Wann een an den Detail dovunner kucke geet, da mierkt ee munch Inkohärenzen a munch Onklarheiten.

De virleiende Projet huet jo dann, dat ass ons vum Här Rapporteur Clement gesot ginn, als Objektiv, datt de Lëtzebuerger Stat fir d'Europaparlament zwee Tiern un der

Porte de l'Europe lount, an dobäi spillt also de Stat Intermediaire tëschent dem Propriétaire an dem Europaparlament. D'Noutwendegkeet huet sech dofir erginn, well d'Europaparlament dat net wollt matmaache wat de Lëtzebuurger Stat fir d'éischt wëlles hat. Dir erënnert lech nämlech bestëmmt drun, an dofir sinn ech och frou datt d'Madame Hennicot hei ass, datt mer de 27. Juni 2001 hei an dëser Chamber de Projet 4771 iwwert den neie Centre de conférences diskutéiert hunn. Deemools huet de Rapporteur vun der Chamber, onse gudder Kolleg, den Här Willy Bourg, dee mer de Mëtting hei géiert hunn, a sengem Bericht erkläert, fir dee Centre de conférences ze baue misst d'Europaparlament aus dem Bâtiment-tour erauszéien a fir déi ongeféier 800 Beamten ennerzebréngge géif dann de Bâtiment administratif Kirchberg, och BAK genannt, vergréissert ginn. Bis dat kënnt geschéien, misst d'Europaparlament ee vun deenen zwee Tierm lounen, déi ufanks 2002 sollte gebaut ginn a vun deenen mer hei schwätzen.

Onse Rapporteur hat deemools gemengt, an ech huelen un dat war opgrond vun Informatiounen, déi e jo dann aus dem Bautemisterium huet misse kréien, datt dat eng reng privat Operatioun géif ginn, mat där de Lëtzebuurger Stat näischt ze dinn hätt, weder iwwert de Budget nach iwwert d'Loi de garantie. Dat huet sech als falsch erwisen. Dëse Projet ass de Bewäis dofir.

D'Europaparlament huet dat net matgemaach wat de Lëtzebuurger Stat et do wollt maachen dinn. Ech hat dat iwwregens schonn am Juni 2001 bei der Debatt hei virausgesot. An dat wat d'Regierung ons deemools hei erzielt huet war falsch, Här President, an och net seriö virbereet.

Ech hunn elo, wéi ech déi Dokumenter all gekuckt hunn, och constatéiert, datt d'Finanzkommissioun am Kader vun deemem Projet mam Generalsekretär vum Ausseministère, dem Här Georges Santer, geschwat huet an eben och iwwert d'Setzpolitik eng Aussprooch hat. Et goufen do eng Partie Froe beäntwert, déi ech schonn am Juni 2001 am Kontext vun der ganzer Classe de l'Europe opgeworf hat. Et bleiwen der allerdéngs nach eng Partie op, déi ech elo wëllt opwerfen a wou ech frou wär wann d'Regierung mer géif eng Äntwert dorobber ginn.

Éischtens eng Fro, déi mat deemem Projet natierlech beäntwert gëtt, ass, datt d'Europaparlament déi zwee Tierm besetze wëllt an net een, wéi dat am Juni 2001 hei vun der Madame Bautemister gesot ginn ass. Ech hat deemools zweemol nogehakt an d'Madame Hennicot hat deemools geäntwert, an ech zitieren de Compte rendu, Sait 2273: „Op jidde Fall, fir d'Europaparlament ass déi Plaz, déi et brauch, virgesinn an engem Tuerm.“

Ech hunn elo awer néierens gesinn an de Viraarbechten, och net an den Diskussiounen an der Kommissioun, firwat datt de Stat elo muss zwee Tierm lounen an net nëmmen een. Well schonn am Juni 2001 war bekannt, datt d'Europaparlament duerch d'Erweiderung méi Beamte kréich, an et war och bekannt, datt et ongeféier 400 Iwwersetzer an der Haaptsaach wäeren. Dobäi muss een och soen, wa mer iwwert d'Setzpolitik schwätzen, Här President, datt jo andauernd Beamte vu Lëtzebuerg no Bréssel ofgezu ginn, souwuel aus dem Europaparlament wéi och zum Deal aus der Kommissioun. Well all Kéier wann e President vum Europaparlament op Lëtzebuerg op Besuch kënnt, ass et fir d'Lëtzebuurger Regierung ze froen, fir weider Beamte vu Lëtzebuerg op Bréssel ze transferéieren.

Ech erënnere drun, wéi d'Madame Fontaine am Joer 2001 laanscht komm ass, huet d'Regie-

rung kuerz duerno weider 99 Beamte vum Europaparlament op Bréssel zéie gelooss. An datselwecht ass elo erëm amgaangen. Dat muss mer och wëssen, besonnesch fir d'Europaparlament. D'Europaparlament wëllt nämlech déi eenzeg nach iergendwéi politesch interessant Generaldirektioun 4, Etudes et Recherches, déi et nach hei gëtt, vu Lëtzebuerg no Bréssel ofzéien. Dat sinn 174 Beamten, a fir dat méiglech ze maache soll déi Generaldirektioun opgeléist ginn an an d'Generaldirektioun 2 integréiert ginn. Ech hu constatéiert, datt och eminent Europadeputéierte vun de Majoritéitsfraktiounen, d'Madame Flesch an d'Madame Lulling, sech dogéint staark gemaach hunn. Dofir wollt ech dat hei och nach eng Kéier ennersträchen.

Op jidde Fall, Här President, hätt ech gär wann d'Regierung ons géif soen, chiffres à l'appui, firwat mer entgéint hirer urspünglecher Absicht zwee amplaz een Tuerm muss lounen? Et wier also a mengen Aen eng wichteg Fro, well et muss een dat jo och am Kader vun der ganzer Bautepolitik an der Sätzpolitik gesinn. Et geet Rieds an den Explikatiounen vum Projet vu Bâtiments tampon, also Puffergebaier, déi ee kënnt gebrauchen, wann emol eng Kéier Nout um Mann wär en vue vun der Erweiderung. Et misst een ons dann awer soen, ëm wat fir Institutiounen et sech dobäi handelt. Handelt et sech zum Beispill ëm d'Kommissioun? Oder huet d'Kommissioun bis elo manifestéiert fir weider Gebaier ze kréien? Ech hunn net Kenntnis dovunner, well d'Kommissioun huet nach viru kuerzem gesot, de Bâtiment Jean Monnet géif duergoen.

D'europäesch Cour des Comptes baut selwer hir Gebaier um Kierchberg. D'Cour de Justice huet effektiv Besoinen. Ass et da fir déi? Dat wär interessant ze wëssen. D'Banque Européenne d'Investissements ass och amgaange sech selwer ze vergréisseren an et wär also interessant ze wësse wéi déi gesamt Sätzpolitik, wat de Bau ugeet, do steet, a wat een ënnert deene Bâtiments tampon versteet?

Eng weider Fro, Här President, ass déi vum Timing. Et gouf ons am Juni 2001 hei gesot, den neie Centre de conférences, also dee grouse Sall mat 1.000 Plazen, misst fir d'Présidence vun 2005 fäerdeg sinn. Dofir misst de Bâtiment-tour bis spëtstens 2003 eidel ginn. Et gouf ons och gesot, datt deesen Timing anzehale wär, an d'Madame Bautemister hat och am Juni 2001 versprach ons de geneën Timing zoukommen ze loosse, fir datt d'Chamber ka gesi wéi dat soll oflafen, well dat ass jo eng extraordinär Vitesse, mat där de Stat hei géif op eemol rise Gebaier bauen.

Dat ass allerdéngs bis elo nach net geschitt. Ech liesen och elo am Bericht - an den Här Clement huet et jo éinescht gesot -, dass d'Regierung eng provisoersch Struktur an de Foiré virgesäit, fir d'Sitzung vum Ministerrot zu Lëtzebuerg enner ze bréngen, während deem de Centre de conférences ëmgebaut gëtt.

Ech wär frou wann d'Regierung ons hei kloer an däitlech géif soen, ob si hiren Timing fir dee Centre de conférences anhale kann an ob dat bis 2005 fäerdeg gëtt. Well ech hunn dat ongudd Gefill, dass déi provisoersch Struktur och emol eng Kéier fir d'Présidence kéint hierhalen.

Eng drëtt Fro stellt sech och am Zesummenhang mam Bâtiment Schuman. Vläch ass eng Erklärung - ech weess et net, mä d'Madame Minister kann ons dat soen -, dass d'Europaparlament déi zwee Tierm wëllt, dass de Bâtiment Schuman soll méi schnell fräi gi wéi dat geplangt ass, well bis elo ass nach ëmmer nëmme vum Bâtiment Schuman à moyen terme geschwat ginn, well dat jo Gebai ass, wat mer fir d'Nationalbibliothék virgesinn, an dofir hunn ech

mech gewonnert, dass vun deem Bâtiment Schuman iwwerhaupt keng Rieds géing.

Eng véiert Fro wollt ech och nach an deemem Zesummenhang iwwert deenen neie Centre de conférences stellen. D'Regierung huet sech höfentlech Gedanke gemaach, wéi een dee risegen Neibau, dee just dräi Méint am Joer wäert besat ginn duerch d'Sitzung vum Conseil des Ministres, während dem Rescht vun der Zäit kann animéieren.

Här President, dat Gesetz, wat mer hei virun ons leien hunn, huet zwee Voleten. Den éischte Volet ass d'Locatioun, déi de Stat fir d'Europaparlament mécht. Den zweete Volet ass d'Autorisatioun fir d'Regierung déi Gebaier iergendwann ze kafen; ech soen iergendwann ze kafen. Dës Autorisatioun ass e Blankoscheck fir d'Regierung.

Mir kënne mat esou enger Prozedur, Här President, net d'accord sinn. Mir mengen dass d'Regierung, fir de Fall wou se dat Gebai wëllt kafen, misst erëm op en Neits virun d'Chamber kommen, fir déi Autorisatioun ze kréien. Mir mengen net dass d'Regierung kann an engem Gesetz fir d'Locatioun op eng Zäit X eraus eng Autorisatioun froen, fir e Gebai ze kafen.

An ech fannen dat och eigentlech an der augenblécklecher Situatioun net ganz glécklech. Well mir wëssen dass d'Präisser vum Büroraum amgaange sinn zu Lëtzebuerg ze évoluéieren. Et fängt un en trop plein vu Büroraum ze ginn, a fir elo ze soen, de Plaffong fir de Präis fir den Achat vun deene Gebaier ass deen, dee mer am Gesetz festgesat hunn, entzéit der Regierung am Fong geholl eng ganz Partie Handlungsspillraum, fir dee Fall wou se dat eventuell eng Kéier wëllt kafen.

Aus deenen Ursachen, Här President, souwuel wat déi Prozedur ugeet fir sech d'Autorisatioun, fir esou e Gebai ze kafen, op Jore viraus autoriséieren ze loosse, wéi och wat déi Onkloerheeten ugeet, déi an deem Dossier am Zesummenhang souwuel mat deenen Tierm wéi och mat deem Centre de conférences an der Onkohärenz vun där ganzer Prozedur säit 2001, ass meng Fraktioun net d'accord fir dese Projet ze stëmmen. Mir fannen dass een am Kader vun der Sätzpolitik an och besonnesch vun der Bautepolitik, wat d'europäesch Institutiounen ugeet, méi Kloerheet soll schafen, méi wäit viraus plangen an dann och méi Kohärenz an deem Plangen un den Dag leeën, an dofir wäert meng Fraktioun géint dese Projet stëmmen.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

■ M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zënter dem Ufank vun europäeschen Eenengungsprozess, viru méi wéi engem halwe Jorhonnert, hat d'Setzfro vun deenen eenzelnen Institutiounen jo ëmmer nees Ulass zu Diskussiounen ginn. Dobäi geet et un éischer Linn ëm déi verschidden Aarbechtsiten, och wann natierlech eenzelner duerch Vertrag festgeluecht sinn.

Et ass natierlech evident, datt mat der Implantatioun vun enger europäescher Institutioun an enger Stad, respektiv an engem Land, domadder och en héije Prestigewäert verbonden ass. Déi beschte Beispiller si jo enner anerem Stroosbuerg oder Bréssel, déi ouni Zweifel un Attraktivitéit gewonnen hunn, duerch eben d'Implantatiounen enner anerem och vum Europaparlament.

Mä och Lëtzebuerg, muss ee soen, huet jo ouni Zweifel en zousätzleche Stellerwäert krut, eben och duerch d'Implantatioun vun enger Rei vun europäeschen Institutiounen, respektiv Servicer, sief dat zum Beispill d'BEI, den Europäesche Rechnungshaff, den Office des Publications oder d'Cour européenne de Justice, fir nëmmen déi ze nennen. An dann däreft ech awer och net vergiessen, datt déi Bauten, déi Servicer, déi hei zu Lëtzebuerg implantéiert ginn, awer mat Sécherheet och e positiven Impakt op d'Ekonomie hei an eise Land hunn.

Et ass och net ze verkennen, an et ass jo och schonn hei vum Här Fayot ugeschwat ginn, datt et natierlech ëmmer erëm Spannunge gi sinn zwëschent der Kommissioun engersäits an der Regierung anersäits, haaptsächlech ebe wat d'Ofbaue vun europäeschen Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg ubelaangt. An d'Kommissioun huet do och gewësse Virstellungen, déi jo och net ëmmer am Intérêt vun eise Land sinn.

Mä enner anerem hu jo awer och d'Gewerkschaften et fäerdeg bruecht, datt an deene leschte Jore quasi keng Plazen hei zu Lëtzebuerg ofgebaut gi sinn. Trotzdeem muss mer awer als Land ëmmer vigilant bleiwen, well jo awer den Drock ëmmer do ass, fir awer weider Aarbechtsplaze gegebenfalls hei zu Lëtzebuerg ofzézien.

Zënter e puer Deeg ass et jo och offiziell, datt mer awer 460 nei Aarbechtsplazen op Lëtzebuerg kréien. Dat jo ebe bedéngt duerch d'Emstrukturéierung vum Iwwersetzungsdingesch, a mat där neier Direktioun A vun der Traductioun soll jo och u sech eng dauerhaft Presenz vun deem Service hei zu Lëtzebuerg garantéiert ginn.

Dat ass mat Sécherheet eng gutt Noriicht, an et soll een och hei d'Regierung fir hiert Verhandlungsgeschéck duerfir nach eng Kéier nodréiglech félicitéieren. Ech wëll vläch hei just nach drun erënnere, datt et sech iwwregens beim Iwwersetzungsdingesch vum der Kommissioun ëm ee vun deene Gréisste vun der Welt handelt. Jiddefalls konnt een dat mol an engem Artikel am Lëtzebuurger Wort noliessen, den 19. Juli 2002, wou de Generaldirekter Michel Van den Abeele gesot huet, datt 2001 zum Beispill 1.268.255 Säite produzéiert gi sinn, an datt dee ganzen Dingesch ronn 220 Milliounen kascht hätt; dat beweist also d'Envergure ouni Zweifel vun deem Iwwersetzungsdingesch.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch de Bau vun deenen zwee Immeublen, vun deenen Tierm, déi jo am Fong geholl haut den Objet vun deem Projet de loi sinn, wäert net nëmmen d'Silhouette um Kierchberg sech verännere, mä et kann een awer och soen, datt den europäesche Quartier do uewen um Kierchberg weider zementéiert gëtt. Vum architektonesche Standpunkt hier kann ee roueg soen, datt et eng gelungen Investitioun ass, an datt dee Bau vun deenen Zwillingstierm och eng Beräicherung vum Kierchberger Plateau ass. Et kann een elo, wéi gesot, als eng Zort Entréesdier zu dem Plateau och gesinn.

Bedéngt awer och duerch déi Gréisst vun deenen zwee Gebaier - si ëmfaasse jo ëmmerhin 19 Stäck - soll een awer och hei nach eng Kéier op de Sécherheetsaspekt hiweisen, dee jo ouni Zweifel net däreft négligéiert ginn. Am Hibleck op d'EU-Erweiderung, déi sech jo spëtstens den 1. Mee 2004 ganz grouss bemierkbar mécht - an et ass jo virun drun och schonn hei ugeschwat ginn -, ass et natierlech evident, datt mir als Land deem muss Rechnung droen, well an engem gudder Joer si mer, wéi gesot, zu 25, an nach kee kann ofgesi wéi wäit dass d'Europäesch Unioun sech och nach weider wäert entweckelen.

Wa mir also wëllen als Land - an ech gi jo dovunner aus datt mer dat wëllen - um europäesche Plang weiderhin eng gutt Figur maachen, dann ass et och wichteg datt mer fir déi néideg Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg suergen. An dann däreft ee jo awer schlussendlech och net vergiessen - et ass schonn hei ennerstrach ginn -, datt eist Land am Joer 2005 jo erëm eng Kéier d'Présidence iwwerhëlt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, natierlech ass dee Couët vun 13,5 Milliounen Euro d'Joer en héijen Ausgabepunkt, trotzdeem ass d'Demokratesch Partei allerdéngs der Meenung, dass dës Investitioun ouni Zweifel gerechtfäerdiget ass. D'Zukunft vun eise Land kann nëmmen an engem vereenegten Europa leien, an dofir solle mir och weiderhin Ustrengungen als Land maachen, fir datt eben europäesch Verwaltungen hei zu Lëtzebuerg adequat Infrastrukture virfannen. A mat der Locatioun vun deenen zwee Tierm droe mer deem och ouni Zweifel Rechnung, onofhängeg dovun datt se, wéi gesot, och dozou dengen, fir an där Period, wou eben de Centre de conférences internationales renovéiert gëtt, eben deen Transfert vun de Beamten deementsprechend och ze erlaben.

Ech wëll ofschléissend dem Rapporteur Lucien Clement nach eng Kéier merci soe fir säin ausféierleche méndlechen a schrëftleche Bericht a bréngge selbstverständlech d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun zu deemem Projet.

Ech soen lech merci.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Als nächsten Diskussionsriedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll uganks dem Kolleg Lucien Clement merci soe fir säi schrëftlechen a méndleche Rapport, deen hien eis haut zu deemem Projet virgedroen huet, wat d'Locatioun respektiv d'Méiglechkeet vum Ukaaf vun deenen zwee Touren um Kierchberg vum Lëtzebuurger Stat ubelaangt.

(Coups de cloche de la Présidence)

Ech mengen et stellt keen a Fro, dass mer als Lëtzebuerg, als ee vun deenen dräi Siten, wou déi europäesch Politik sech ofspillt, ons mussen en mesure setzen, fir dass, wann déi Europäesch Unioun elo déi Erweiterungen erlieft, mer dann och adequat Infrastrukturen hei zu Lëtzebuerg schafen, fir eben eiser Roll als eng vun den europäeschen Haaptstied och an Zukunft gerecht ze ginn.

Wat eis awer ze bedenke gëtt, dat ass d'Prozedur déi hei gewielt ginn ass, an där mer iwwert dese Projet eis Zoustëmmung solle ginn, wat awer net vun eiser Sait aus geschéie wäert. Déi Prozedur déi hei gewielt ginn ass, ass eng déi mer an där doter Form am Prinzip net esou richtig hei kennen, wou de Stat am Fong zwee Gebaier a Locatioun hëlt a sech dann d'Méiglechkeet gëtt, esou wéi et am Bail festgehale ginn ass, no sechs respektiv néng Joer déi Gebaier kafen ze kënnen.

Et stelle sech eng ganz Rei vu Froen, déi mer och bei dëser Geleeenheet un eis Ministesch stelle wëllen, an déi net aus dem Rapport ervirginn, och net aus dem Exposé des motifs ervirginn, zum Beispill: Wien ass de Propriétaire am Ableck vun deem Gebai? Mat weem mécht de Stat dee Contrat de bail? Wiem huet de Propriétéitsterrain, wou dat Gebai drop gebaut ginn ass, gehéiert a wien huet et haut an der Propriétéit? Et stellt sech d'Fro: Wéi ass de Marché ofgehandelt ginn? Mir si gewinnt, dass mer, wa mer öffentlech Gelder ausginn, iwwert d'Marché-publics-Gesetz fueren. Hei ass eng Méiglechkeet ge-

schafe gi fir dat Gesetz ze ëmgoen.

Wéi sinn d'Präisser gerechent ginn? Wéi sinn Devisé gefrot ginn? Wéi ass d'Selektioun getraff ginn? Wie war den Optraggeber? Wien huet d'Selektioun getraff, wat fir eng Entreprise déi Konstruktionskonstruktioun do kënn bauen? D'Fro stellt sech doriwwer eraus wéi d'Loyere berechent gi sinn. Mir kennen hei am Land Bestëmmungen, wat d'Loyerspräisser ubelaangt. Mir wëssen, dass dat heiten enorm héich Loyerspräisser sinn, déi hei bezuelt ginn. D'Fro stellt sech: Wéi ass et mat enger Ofsécherung vun der Locatioun vun der europäescher Kommissioun oder dem Parlament, ob dat Gebai hei och wierklech gelount gëtt, ob et integral gelount gëtt?

Une voix.- Et misst eng schréfflech Zouso do leien.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Et misst eng schréfflech Zouso do leien. Dat sinn also e ganze Koup Froen, déi sech bei dësem Projet stellen, wou den Exposé des motifs einfach keng Antworten drop gëtt. D'Fro stellt sech och, dass, wa mer wëssen dass mer elo ronn an ale Frange bal eng hallef Milliard d'Joer Loyer bezuelen an de Stat dann no sechs respektiv néng Joer dat Gebai kafe wëllt, de Stat dann nach quasi siwen, acht Milliarden op den Dësch leeë muss fir et kafen ze kënnen: Sinn dat da Präisser, déi vun Ufank u vum Stat mat kontrolléiert gi sinn?

Mir müssen och wëssen, dass dat heiten eng zousätzlech verstoppte Schold ass, déi de Stat hei engagéiert, déi mer awer nérens als eng Schold opféieren. Mir bezuelen en héije Loyer, wou mer also déi zukünfteg Budgeten domat engagéieren, mä mir soen net dass dat eng Schold ass, déi de Stat am Fong hei engagéiert huet. Mir wëssen och net a wat fir enge Fongen d'Regierung déi Kreditter virgesinn huet fir eventuell no sechs respektiv néng Joer dat Gebai do kafen ze kënnen. Et ass also eng Virwëtzung, déi mer hei stëmmen.

M. Lucien Clement (CSV).- Déi Décisioun muss jo eréischt geholl ginn.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Jo, mä...

M. Lucien Clement (CSV).- Hei ass jo just d'Méiglechkeet opgefouert.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Hei gi mer der Regierung d'Méiglechkeet fir dat ze maachen, duerfir muss mer och froen, wou d'Regierung dann déi Sue géif hierhuelen, wa se dat géif maachen. Et sinn op jidde Fall bis elo keng Fongen, esou wäit wéi mer bis elo d'Fonge kennen, virgesi fir déi doten Investitiounen ze maachen. Et sinn also eng ganz Rétsch vu Froen, déi sech hei stellen a fir déi mer keng Explicatiounen an de Rapporten fannen, a mir hunn och bis elo keng gehéiert. Mir wieren dofir frou, wann d'Madame Minister eis kéint Antworten op all déi Froen do ginn. Op jidde Fall kann eis Fraktioun hir Zoustëmmung ouni zoutreffend a kloer Antworten zu dësem Projet net bréngen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Ministesch vun den öffentleche Bauten, d'Madame Erna Hennicot-Schoepges.

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics.- Här President, ech sinn eigentlech net de Gespéichspartner vun der Finanzkommissioun, mä ech sinn hei a Verriedung vun deemselwechten. Et ass vläicht bei dëser Debatt och justifiéiert, well de Bauteminister an de Bauteministère hu jo mat all deene Froen vum Siège vun den europäesche Gemeinschaftsinstitutionen onheemlech vill ze dinn. Et ass e

komplexen Dossier. Ech hunn eigentlech bedauert, dass mer net d'Geleeënheet hate fir an der Kommissioun op verschidde Froen am Virfeld ze äntwerten, an dat mat den Expäre ronderëm.

Ech weess, dass d'Politique du siège d'Politik vum Statsminister ass. Et ass Chefsache. Et ass un éischter Plaz Chefsache, dofir wäert ech mech hidde fir mech an déi Politik eran ze beginnen. Ech si just confrontéiert mat dem Besoin u Gebai, an do ass dann natierlech de Bauteminister gefuerdert. Kuerzfristeg muss ech soen, well allze vill Plangen hate mer net do leie wéi ech 1999 an dee Ministère komm sinn. Et huet sech also erginn, dass déi ganz Politique du siège zesummenhängt mat der Bereetstellung vun Infrastrukture fir déi jeeeweileg europäesch Partner. Ech wëll direkt am Virfeld op dat agoen, wat hei esou énnerschwellig an de Raum gestallt gëtt. Déi lescht Interventionsriedner hu sech jo duerch bekannt zu den europäeschen Institutionen, mä awer d'Fro vum Käschtepunkt a vum Loyer a vun all deene Froen, déi ronderëm sinn, opgeworf. Ech mengen, alles huet säi Präis, an eng Politique du siège huet och fir Lëtzebuerg hire Präis a Käschtepunkt. Dat muss mer wëssen.

Wann a puncto Loyer den Dossier net méi hiert wéi am Exposé des motifs steet, dann ass dat ganz bestëmmt aus emol engem Grond, deen ech perséinlech kennen, dat ass dass mer stänneg amgaange si mat deenen Institutionen ze verhandelen an dass mer jo iergendwann och hoffen, dass se de Loyer selwer bezuelen. Dat emol gesot, ass natierlech den Zäitpunkt elo fir mech net ginn, fir do méi bindend Aussoen ze maachen a fir vun deene Verhandlungen, ier se definitiv ofgeschloss sinn, ze schwätzen, well mir hunn elo e bëssen d'Fro gestallt vun allen Institutionen, woubäi et jo och nach Énnerscheeder gëtt téschent deenen engen an deenen aneren.

Ech hu bei deene finanzielle Froen et vläicht am léifsten, wann d'Finanzkommissioun sech un de Finanzminister wennt fir déi dote Froen ugeet, déi den Här Fayot opgeworf huet, esou wäert ech mer elo Méi gi fir aus deem ganze Puzzle, deen dat jo um Kierchbiereg duerstellt, eenegermoosse kloer Antworten drop ze ginn.

De Centre de conférences ass gestëmmt ginn am Joer 2001 a mir hunn nach ëmmer d'Perspektiv fir 2005 mat dësem Bau fäerdeg ze sinn. Dir wësst dass, wann een amgaangen ass ze bauen a soubal ee seet mir ginn net fäerdeg, jiddferen nolisst. Mir halen de Kapp fir 2005. Mir ginn eis all Méi fir mat deem Gebai do fäerdeg ze ginn, fir dee Moment de Konferenzen, déi mer am Kader vun eiser Présidence hunn, déi néideg Lokalitéiten kënnen zur Verfügung ze stellen.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Erneuerung vum Centre de conférences bedingt, dass mer en Deel vum Europaparlament mussen transferéieren.

De grouse Projet fir d'Europaparlament war deen, dass mer d'Gebai Konrad Adenauer géifen ausbauen. Mir sinn och do mam Europaparlament zu enger Konkursioun komm, dat heescht mir hunn e konkrete Projet fir dat Gebai auszubauen, an dee Projet ass amgaangen ausgeschafft ze ginn, mä mir brauchen awer eng Zwëscheselung. De Punkt ass nun emol deen, dass d'Europaparlament eis 28.000 m² gefrot huet. Dat ass fir dat wat bäikënn plus dat wat am Centre de conférences am Tuerm muss libéréiert ginn. Ergo brauche mer dofir déi zwee Tiern.

Wann hei Messverständniss er ausso, déi ech sollt gemaach hunn, wann déi an deem Ablack net richtig war, da rectificéieren ech dat. Mir hunn an dem

sem Ablack 28.000 m² gefrot kritt. Mir hunn dofir déi Léisung mat deenen zwee Tiern virgesinn, déi zwee Tiern, wou deen een der Société Giorgetti gehéiert an deen aneren enger Sociétéit, déi Vazon heescht. De Stat ass mat deene Sociétéiten a Verhandlung fir eng Mise à disposition ze kréien. Mir hu gesinn, déi Tiern si relativ séier gebaut ginn, esou séier hätt de Stat ganz sécher net gebaut, a mir hunn nun eemol eng Méiglechkeet fir um Site vum Kierchbiereg a vun der Place de l'Europe dem Europaparlament dat zur Verfügung ze stellen, wou et och zefridden dermat ass, a wou mer kënnen - dat wat den Här Fayot richtegerweis Bâtiment tampon genannt huet - domat eng Zäit iwwerbrécken.

Wat d'Cour de Justice ugeet, do wäert an dësen Deeg de Chantier ugoen, a mer wäerten och do eng Iwwergangszäit musse virgesinn, well mer mat deenen Tiern eréischt kënnen ufänken, wann de Laboratoire vun der Kommissioun transferéiert ass. Dee gëtt transferéiert an e Gebai wat sech op der Kockelscheier befënnt, a mer kënnen dann definitiv mat dem Bau vun deenen Tiern, déi fir d'Cour de Justice virgesi sinn, ufänken. Dofir elo déi Zwëscheselung fir provisoersch déi Gebai um Boulevard Konrad Adenauer derbäi ze setzen, fir déi néideg Raimlechkeete fir d'Besoinen vun de Jungen ze hunn.

Dat alles muss an engem kuerzen Zäitraum geschéien, an do ass esouwuel de Fonds du Kirchberg wéi och de Bauteministère amgaang äifereg drun ze schaffe fir d'Délaie kënnen anzehalen.

Wat elo de Centre de conférences ugeet, do hu mer natierlech eng Iwwergangsléisung misse siche fir déi Conseilen, déi am Hierscht vun dësem Joer hei zu Lëtzebuerg solle stattfannen. Déi Iwwergangsléisung, déi soll am jéizege Foiresgebai an Zesummenaarbecht mat der Foire fir déi Sitzung stattfannen, fir dass mer och do net a Gefor kommen, dass mer eng Kéier ee Conseil net kënnen hébergéieren.

Wat elo de Bâtiment Robert Schuman ugeet, huet den Här Fayot gemengt, ob déi Tiern eventuell domat ze dinn hätten. Dat ass net de Fall. De Bâtiment Schuman, dee soll besat bleiwe vum Europaparlament bis den Ausbau vum BAK fäerdeg ass. Mir rechnen, dass dat ongeféier am Joer 2007 ass. Mir lancéieren awer elo schon de Projet de concours d'architectes fir de Bâtiment Robert Schuman an eng nei Nationalbibliothéik ëmzuedelen, fir dass mer an deem Ablack, wou d'Parlament d'Gebai fräi mécht, dann och kënnen direkt mat den Aarbechten ufänken.

Dat gesot, ass bei där doter Analys keng Referenz op d'Kommissioun gemaach, well och d'Kommissioun huet Projeten hei zu Lëtzebuerg. Do ass dann nach ëmmer de Bâtiment Jean Monnet, deen och op deem dote Site zur Verfügung ass. Et ass also an enger Hisiicht eng komplizéiert Operatioun, déi sech awer dans l'ordre mécht, well jiddfererech sech d'Méi gëtt de gréisseren Intérêt vun der Saach ze gesinn, an de gréissten Intérêt vun der Saach, dat ass leschten Enns deen, dass mer, wéi jo hei all d'Deputéierte betout hunn, eng Politique du siège maachen, déi eng authentesch Entwécklungspolitik vu Lëtzebuerg ass, well mer wëssen, mer kréien domat Aarbechtsplazen op Lëtzebuerg, mer kréien domat Leit heihinner déi consommeieren, a mir hunn dofir och Interessen ze investéieren, fir déi Leit hei ze halen a fir se zefridden ze stellen.

Wann elo gemengt gëtt, déi Operatioun déi wär vum Finanztechnischen hier net ganz an der Rei, do mengen ech, mir froen hei d'Autorisatioun vun der Chamber fir ge-

wässermoossen eng Location-vente ze maachen. Mir wëssen, dass loune fir de Stat ëmmer eng Operatioun ass déi deier ass, dass de Stat wéineg Propriétaire ass vu Gebai, dass ganz oft Ministère a gelounte Gebai sätzen an dass am Fong d'Politik, déi de Minister Frieden an där doter Bezéiung gemaach huet, déi éischter war ze kafe wéi ze lounen. Dofir ass och hei déi Perspektiv an d'A gafaasst. Wa mer elo een deiere Loyer mussen dofir bezuelen, solle mer eis dann net och d'Optioun oploosse fir dat ze kafen.

Et ass awer allerdings au vu vun der Evolutioun vun de Bürosraim, déi zur Verfügung sinn, déi net besat sinn, eng richtig Iwwerleeung fir virsichteg an där doter Bezéiung ze sinn a fir net onbedingt direkt dann d'Optioun vum Kaf ze huelen. Dat ass jo och net esou hei am Projet de loi virgesinn, well et ass jo expressis verbis vum Rapporteur, deem ech och nach wëll hei merci soe fir seng gutt Aarbecht, gesot ginn, dass och d'Regierung nach eng Kéier misst déi Décisioun fir ze kafe confirméieren, esou dass hei d'Chamber eng Autorisatioun gëtt fir ze lounen, woubäi natierlech de Montant dee vun engem Contrat de location ouni Gesetz jo iwwersteigt, an dat och de Sënn vun dësem Projet de loi war.

Här President, ech sinn awer gär bereet, a wann ech dat sollt net gemaach hu wat ech versprach hat beim Vote vun dem Centre de conférences vun der Cour de Justice, fir an d'Kommissioun ze komme mat de Pläng a mat den Expären derbäi, fir nach eng Kéier der Chamber Opschluss ze ginn iwwer déi dote komplizéiert Operatiounen, déi um Kierchbiereg stattfannen, wat och méi wéi een Interlocuteur fuerdert, an dofir ass jo och dee Comité de coordination regelméisseg zesummen, wou den Aussemistère mat dran ass, de Finanzministère, de Bauteministère an och de Fong vum Kirchbiereg.

Ech géif net gären héieren, dass mer eng Politik vun Onkohärenz oder vun dem Onklore géife maachen. Et ass eng komplizéiert Operatioun, Här Fayot, Dir wësst dat, an ech denken dass och hei d'Regierung keen Intérêt drun huet fir mat hirem Wëssen hannert dem Bierg ze halen. All déi Froen, déi Dir vläicht elo nach net vu mir zefriddenstellend beäntwert kritt hutt, kann ech lech ganz gären an enger Kommissiounssitzung vun der Chamber beäntweren. Ech wär natierlech frou, wann d'Chamber dëse Projet géif stëmmen, well et ass fir eis wichteg ze wëssen, dass mer fir d'Parlament déi Offer kënnen maachen, well déi Leit déi gi jo ongedëlleg. Déi Leit, déi héiere vu ville Projeten. Et dauert laang ier de Chantier ugeet. Heiansdo si se och net ëmmer gutt informéiert iwwer dat wat bei eis leeft, an da kënn op eemol Opreegung sur la place publique op, déi eigentlech net néideg ass, wann een den Dossier vu sengem Hannergrond hier kennt a wann ee weess, wéi nun emol dat eent an dat anert agräift. De Vote vun der Chamber haut huet an där Bezéiung och eng Signalwirkung an ech soe merci fir e positive Vote.

M. le Président.- Den Här Fayot freet d'Wuert.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, kann ech vläicht just an enger Fro nohaken?

(Assentiment)

Hu mer en Accord écrit, eng Konventioun mam Europaparlament, dass se déi Tiern do huelen, a wësse mer schon ongeféier wat mer als Loyer erëmkreien, well mir strecke jo de Loyer vir an d'Europaparlament bezilt ons de Loyer erëm?

Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics.- Här Fayot, de Bauteministère schléisst keng Accorde mam Europaparlament an deem

Sënn of. Ech kann lech op déi do Fro keng Antwort ginn an lech net jo an net nee soen. Ech géif dat léiwer nopréifen.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5017 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 5 si gelies an uegholl.

Mir stëmmen also elo iwwer de virleende Gesetzesprojet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 5017 ass uegholl mat 38 Jo- an 18 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Ady Jung), Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marco Schank (par M. Nico Loes), Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Nelly Stein);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming (par M. Niki Bettendorf), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry (par M. Jean Asselborn), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Lucien Lux), Mme Lydie Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par Mme Mady Delvaux-Stehres);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zum leschte Punkt vun eiser Dagesuerdnung, d'Diskussioun iwwer d'Chamberskonte vum Joer 2001. Et hu sech schon ageschriwwen: déi Häre Fayot, Stendebach a Greisen.

D'Wuert huet elo de Rapporteur, den honorablen Här Camille Gira.

9. 5087 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2001

Rapport de la Commission des Comptes

M. Camille Gira (DÉI GRENG), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Konte vum 2001 vun der Chamber si selbsterständlech och déi éischt, déi an Euro sinn, eng Ursaach weider fir mech fir lech net mat Dosende vun Zuele bis zwou Stellen hannert dem Komma an Cents hei ze belästegen. Dofir am Schnellduerchgank dat wat mer 2001 hei erakritt an ausginn hunn. Mir leien och gutt am Timing wat d'Presentatioun vun dese Konten ubelaangt. Dofir wëllt ech de Leit aus dem Kontabilitéitsservice häerzlech merci soen, mä net nëmmen dofir, och fir déi gutt Aarbecht

déi se iwwert d'ganz Joer leeschten. Émmerhin ass et e relativ substanzuelle Budget, dee se hei mussen zu relativ wéinege Leit gérieren. Dofir merci villmools, an och merci fir d'Redaktioun vun dem Rapport.

Déi Konte ginn normalerweis an zwee Dokumenter presentéiert, eng Kéier de Bilan an eng Kéier de Kont.

Beim Bilan halen ech mech relativ kuerz fir lech just ze soen, dass mer op den 31. Dezember 2001 esouwuel am Aktiv wéi am Passiv e Montant vu 4.518.736,51 Euro stoen hunn, an dass mer op den 31. Dezember 2001 nach Leasingkontrakter mat engem Montant vu 487.798,36 Euro lafen haten. Wat elo de Kont vun de Revenuen an de Chargen ubelaangt, vläicht ganz kuerz, an dann hutt Der d'Haaptdonneesen eigentlech vun de Konten. D'Gréissenerueerdung bei de Revenuen, d'Crédits budgétaires 21.646.442 Euro, wéineger e Kredit dee schonn am Budget 2000 ageschriwwen war vu 402.187,00 Euro.

Mir hu relativ vill Zënse kritt, well mer déi Budgetskredditer relativ fréi kréien, och nach Reschter vum leschte Joer an deene Jore virdrun haten. Dat sinn émmerhin 515.074,71 Euro, e puer kleng Recetté vun 2.762,77 a Produits exceptionnels vun 13.427,46. Dat mécht een Total vun de Revenuen: 21.775.519,94 Euro.

Bei de Chargen, Charges se rapportant à l'exercice: 20.757.751,49; Charges exceptionnelles: 78.703,21; Total des Charges: 20.836.454,70, wat dann zu där glécklecher Situatioun féiert, dass mer um Enn vum Joer en Excédent de revenus sur les charges hu vun 939.065,24 Euro.

Wat émmer ganz spannend ass, dat sinn natierlech déi jeeweileg Tableaux comparatifs iwwert d'Exercice op där enger Säit, op där anerer Säit awer och den Tableau deen de Budget vergläicht mat deem wat mer schlussendlech ausginn hunn, an ech mengesch scho kennen am Virfeld ze soen, dass mer relativ propper do sti wat déi zwee Tableaux ubelaangt, dass mer net iwwerméisseg vill Geld hei ewech ginn, an, ech kommen och nach drop, esouguer manner wéi mer eigentlech hätten daerfen a kennen ewech ginn.

Wat d'Evolution vun den Dépenses ubelaangt, kann ee feststellen, dass den Exercice 2001 par rapport zu deem vun 2000 ëm 4,17% an d'Luucht geet, wat, mengen ech, net aussergewöhnlech vill ass, wann een d'Inflatioun mat arechent a gewëssen Décisiounen, déi aner Leit geholl hu fir eis a wou mer eis mussen laut der legaler Situatioun, wou mer dra sinn, upassen.

Wat awer ganz spannend ass, dat ass eigentlech den Tableau, wann ee vergläicht wat de Budget war an d'Fräe vun 2001. Do hu mer nämlech 5,24% manner ausgi wéi dat wat am Budget steet. Mir fanen et als Kommissioun ganz positiv, dass et fäerdegbruecht gëtt an deem Betrib hei dës Sue gëtt ze gérieren. Mir hunn och doriwwer diskutéiert, hunn och gesot kritt, dass Efforten do gemaach gi sinn, besonnesch an deenen extrem voluminöse Budgeten déi mer hei hu wat d'Informatik insgesamt ubelaangt. Déi kennt Der och an de Konten zréckfannen, dass do endlech emol méi systematesch vum Bureau aus d'Gesetz vun der Konkurrenz spille gelooss gëtt, dass mer eis net nimm méi mat engem Partner aloosse wat d'Kontrakter ubelaangt an där ganzer Informatik, an dat gesäit ee spierbar an de Konten. Et gesäit een et och spierbar an de Budgeten. Mir kënnen de Bureau eigentlech nëmmen als Kontekommissioun encouragéieren op deem do Wee weider ze fueren, dass ee wierklech systematesch, dat wat mer och émmer vun der Regierung erwaarden, dat wat mer wëssen aus de Gemengen, dass et muss applizéiert ginn,

dass mer dat awer och wierklech hei an der Chamber applizéieren, a mir plädéieren dofir fir op de Wee ze goen, dass all déi Suen, déi mer kënnen an deem Beräich aspuewen, dass wa se sollten anzwousch agesat ginn, dass se da sollen a mënschlech Software agesat ginn, dass mer wierklech nach solle Leit astellen an deem Betrib hei. Ech mengen, et sinn Diskussiounen iwwert de ganzen europäesche Volet, wou mer alleguete wëssen dass mer meeschtens den Evolutiounen hannendru lafen. Also, wann hei kënnen Suen dégageiert ginn am technesche Beräich, da plädéiert d'Kontekommissioun op jidde Fall dofir, fir an d'Richtung ze goe fir méi Leit anzustellen.

Ech erspuewen lech dann déi Dossenden, déi honnerte vun Zuelen. Ech géing ganz kuerz just fir déi eenzel Beräicher d'Totaler soen, a vläicht deen een oder aneren interessanten Aspekt.

D'Sektioun A, dat sinn d'Deputéierten. Dat sinn am Ganzen Dépense vun 8.130.986,51. Do gëtt et net vill dozou ze soen, wéi dass fir eis och, glécklecherweis muss ee soen, den Accord salarial spillt. Dat hei ass nach ee vun engem Prozent. An deene Joren duerno wäert natierlech och dee vun 1,6% spillen. Et ass awer och esou, dass de Congé politique fir déi Onofhängeg e bëssen anescht formuléiert ginn ass, dass nämlech ab Januar 2000 net nëmmen dat Duebelt vum Mindestloun bezuelt gëtt, mä dat Véierfach vum Mindestloun, wat sech natierlech och an den Dépenses hei erëmispigelt.

D'Sektioun B, Institutions parlementaires internationales, do si mer relativ bescheiden, hunn ech d'Gefill, wat eis Presenz um internationale Parquet ubelaangt, well mat 483.749,23 Euro fir déi sëllegen Institutiounen, mengen ech, mécht eigentlech kee schrecklech grous Spréng.

D'Sektioun C, Groupes politiques, näischt Aussergewöhnlech fir 2001 ze vermellen. Dat sinn 1.510.384,37. Ausser dem Accord salarial, deen natierlech och fir d'Mataarbechter matspillt, ass och do net schrecklech vill ze vermellen.

D'Sektioun D, Personnel: 3.448.150,93. Do spillt selbstverständlech och den Accord salarial. Ech wëll nach eng Kéier widerhuelen, dass mer am Ganzen e Kader hu vu 47 Fonctionnaires, de Greffier, de Greffier adjoint, 10 Employéen an der Carrière supérieure, 25 an der Carrière moyenne an 10 an der Carrière inférieure. Och dofir, fir émmer erëm ze betounen, dass mir fannen dass dat eigentlech relativ wéineg Personal ass, an dass et eigentlech machbar ass mat deem wéinege Personal iwwert d'ganz Joer relativ vill an och ganz gutt Aarbecht ze maachen. Hei ass awer feststellen, dass mer während dem Joer 2001 fennef nei Leit agestallt hunn.

D'Sektioun E, Administration: 5.392.298,19. Do kennt Der am Detail noliese wéi lues a lues eng Emcharge vun dem Pabeier op d'Elektronik geschitt. Déi Budgetposten, wou gedréckt a wou verschéckt ginn ass, gi lues a lues erof, fir bal op Null ze goen. Op där anerer Säit geet natierlech de Courrier électronique wesentlech an d'Luucht, an et ass eben och, wann een hei de Budget kuckt an effektiv deelweis d'Dépenses, wou Dank dem Asaz vum Greffe an dem spille vun der Konkurrenz et méiglech ass, substanzuell Zommen anzesetze vis-à-vis vun anere Joren. Wéi gesot, mir kënnen dat nimm begréissen an ennerstëtzen, fir konsequent an déi Richtung weider ze goen.

Schlussendlech d'Sektioun F, Compte rendu: 1.870.885,47. Och do fänkt déi Émschichtung u vum Compte rendu, a mir krute confirméiert dass dat machbar ass, dass mer eng Kéier zum Präis vum ale Compte rendu kënnen déi nei Form vu Compte rendu plus de Fernseh

bezuelen. Mir apprécieieren dat an hoffen, dass déi Verspriechen och kënnen gehale ginn.

Da komme mer schonn zu de Konklusiounen. Nodeem mer dës Konten analyséiert hunn ass d'Kommissioun unanime zur Konklusioun komm, dass mer se kënnen stëmme well se an der Rei sinn.

Mir hunn och de Rapport vum Réviseur d'entreprise, hei ass nach vläicht e klengen Tippfeeler am Rapport, deen ass sécherlech net de 4. Juli 2001 erstallt ginn, mä de 4. Juli 2002. Ech mengen net, dass déi Leit och hellsehrech Fäegkeeten haten, mä se hunn de 4. Juli 2002 confirméiert, dass während dem Exercice 2001 alles korrekt ofgelaf ass. Sou dass ech lech, Här President, an all de Kollege recommandéieren dës Konten ze stëmmen.

Mä schlussendlech awer och déi Resolutioun, déi mer émmer zum Schluss folgendermoosse formuléieren: „La Chambre des Députés, vu le rapport de sa commission des comptes, approuve les comptes de l'exercice 2001 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la commission des comptes à la Cour des comptes pour y être enregistré.“

Merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Nico Loes.

Discussion générale

M. Nico Loes (CSV).- Jo, Här President, ech géif am Numm vu menger Fraktioun dem Rapporteur merci soe fir déi gewëssenhaft Aarbecht déi e beim Rapport gemaach huet. Ech géif och am Numm vu menger Fraktioun dem Greffe an de Servicer hei vun der Chamber merci soe fir déi gewëssenhaft Aarbecht bei der Opstellung vun de Konten, déi jo, sou wéi de Rapporteur et gesot huet, vun der Fiduciaire kontrolléiert goufen an och bei eis an der Kommissioun duerchforscht gi sinn.

Hien huet op verschidde Punkten higewisen, notamment wat d'Informatik ubelaangt, datt do d'Ausgaben elo méi strukturéiert sinn, datt do och Demandes de prix gemaach ginn, an ech géif och hoffen datt mer an Zukunft, wou mer eis den Akzent jo émmer méi op d'Informatik leeën, och do kucken datt d'Präisser eis net fortlafen. An an deem Sënn, wéi gesot, géif ech de Leit nach eng Kéier merci soen an dann den Accord gi vu menger Fraktioun.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, d'Konten vun der Chamber sinn eng Geleeënheet fir an öffentlecher Sitzung iwwert den interne Fonctionnement vun der Chamber ze schwätzen. Ech wëll uganks am Numm vu menger Fraktioun soen, datt d'Manéier, wéi eis d'Konten hei an der Chamber gefouert ginn, rigouréis a kloer ass, an et muss een déi Fonctionnaires, déi dofir responsabel sinn, félicitéieren.

Mir begréissen och den ausgezechnete Bericht vum Här Gira, dee sech lues a lues zu engem Spezialist vun de Konten vun der Chamber entwéckelt, a mir wäerte selbstverständlech och déi Resolutioun matstëmmen.

Ech mengen et ass besonnesch wichteg...

(Interruptions diverses)

Dat soll keng Floskel sinn, Här President, ech mengen et ass beson-

nesch wichteg, dass alles wat mat Suen a mat Politik ze dinn huet, dass dat absolut kloer an transparent an novollzéierbar ass, well d'Crédibilitéit an de Renom vun der Chamber hänken dovunner of.

Erlaabt mer wéi all Jores e puer Einzelheeten ervirzesträichen, déi mer ganz besonnesch um Häerz leien. Déi éischt, dat ass dass mir am Joer 2001 fir d'éischt an onsem Budget e Kredit hate fir den Deputéierten ze erlaben, niewent den normalen internationalen Institutiounen, och un internationale Kongresser, Séminairen a Réuniounen deel ze huelen, déi vun hire respektive politesche Familljen organiséiert ginn, oder och a Réuniounen déi elo net direkt mat deenen internationalen Institutiounen ze dinn hunn, an deene mer Member sinn.

Ech mengen dëst ass eng Méiglechkeet fir d'Deputéierten international present ze sinn, sief et a Réuniounen mam Europaparlament, sief et an der Participatioun u Séminairen oder u Symposien. An ech mengen déi Presenz vun onsen nationalen Deputéierten ass an enger Zäit, wou déi national Dimension an déi international Dimension émmer méi zesumme kommen, eng wichteg Saach.

Zweet Remarque. Am Joer 2001, ganz genee de 4. Dezember 2001, huet d'Chambertélevisioun ugefaangen an an de Konte vun 2001 sinn dann och déi Fräe fir déi Operatioun abegraff. An ech mengen et ass un de Bierger ze soen, ob dat eng gutt Operatioun ass oder net. Op jidde Fall, mengen ech, kënn d'Chamber net dolaanscht, fir déi Installatiounen ze valoriséieren a sech eng Kommunikatiounsstrategie ze ginn. Déi huet se bis elo nach net, an ech mengen déi Kommunikatiounsstrategie muss méi wäit goe wéi just nimm Pleniéren auszestrahlen.

Ech mengesch schonn, dass d'Chambertélevisioun dozou bäidroen kann, niewent den öffentleche Sitzungen, den Interesse fir d'Politik ënner der Bevölkerung ze vergréisseren. Zum Beispill duerch d'Retransmission vun Hearingen, virausgesat natierlech dass déi Hearinge gutt organiséiert sinn an natierlech och informativ sinn. An ech ginn et net op fir nach an dëser Legislatur dofir ze plädéieren, an ech hoffen och eng Kéier d'Majoritéit, d'CSV an d'DP, vun der Nétzlechkeet dovunner ze iwwerzeegen.

Drëtt Remarque. Wat onse Site Internet ueegt, Här President, ass et fir mech e ganz wichteg Instrument vu politescher Diskussioun an och vu politescher Informatioun. Dëse Site huet sech mat der Zäit ganz vill verbessert, munches ass nach ze verbesseren, ech denke ganz besonnesch un déi Partie déi fir d'Utilisateuren dobaussen op ass. Dee Site ass eng riseg Datebank, mä déi Datebank notzt natierlech näischt wann ee sech net dran erëm fént.

Eng Recherche avancée zum Beispill ënner dem Portail documentaire ass nach émmer relativ komplizéiert, an eng vun den Ursachen dovunner - ech wollt dat och soen, an do gesitt der wéi alles dat zesummenhängt - ass zum Beispill dat éiwegt Wiessle vun de Kommissiounen an onser Chamber vu Legislatur zu Legislatur. Dir hutt, wann Dir dee Portail documentaire kuckt, eng riseg Lëscht vu Kommissiounen, well eis Kommissiounen all Kéiers mat all neier Koalitioun änneren. An ech mengen dass ee sech doriwwer och Gedanke muss maachen, mir hunn dat jo an der Reglementskommissioun gemaach, fir sech emol eng Kéier méi definitiv Kommissiounsstrukturen ze ginn. An ech ka mer och virstellen dass een, wat den Internetsite ueegt, eng interaktiv Partie géif dropsetzen, déi de Kontakt mam Bierger encouragéiere géif.

Véiert Remarque, iwwert d'Personal. Déi parlamentaresch Institutioun huet sech an de leschten zéng, 15, 20 Joer vill geännert. Déi

parlamentaresch Aktivitéit vun den Deputéierten ass méi professionell ginn. Et steet dem Deputéierte méi Personal zur Verfügung, souwuel an de Fraktiounen wéi an der Chamber selwer.

D'Personal an de Fraktiounen huet eng méi politesch Funktioun, d'Personal an der Chamber huet eng méi technesch, eng méi administrativ Funktioun, mä déi zwou Zorte Personal si keng Konkurrenten, si schaffen an darselwechter Institutioun an hiert Zil muss sinn déi Institutioun Chamber staark an incontournabel ze maachen.

An dofir si mir an eiser Fraktioun der Meinung, dass een Deputéierten zum Beispill och emol e Fraktiounsmataarbechter an eng Kommissiounssitzung mathuele kann. A souwiesou si mer der Meinung, dass d'Kommissiounssitzungen, déi meescht op jidde Fall, sollen öffentlech sinn; an dat ass och erëm eng Kéier besonnesch am Fall vun den Hearingen.

Fënneft Remarque. D'Efficacitéit vun der Kommissiounsaarbecht, eigentlech d'Häerzstéck vun der parlamentarescher Aarbecht, steet a fält mat de Collaborateuren déi den Deputéierten ëmginn. Ech bleiwe bei der Meinung, dass mer an der Chamber ze vill Kommissiounen hunn an net genuch Cadres supérieurs déi d'Kommissiounsaarbecht encadréieren.

2001 hate mer der zéng, et sinn der an der Zwëschenzäit e puer méi dobäi komm. Mat 19 Kommissiounen, dat si bal zwou Kommissiounen op de Kapp fir e Cadre supérieur, a mir mengesch mir missten do zwou Richtungen aschloen, manner Kommissiounen, méi permanent Kommissiounen déi iwwert d'Legislatur eraus bleiwen, well eng Institutioun, déi sech als déi éischt vum Land versteet, muss sech staark intern Strukturen ginn, an dat sinn déi permanent Kommissiounen déi iwwert déi parteipolitesch Ännerunge vu Koalitioun zu Koalitioun ewech bestoe bleiwen a sech behaupten.

An doniewent bleift och déi europäesche Erausforderung, déi émmer méi grous gëtt, an enger Zäit wou émmer méi vun der Roll vun den Nationalparlamenten am europäeschen Décisionsprozess geschwat gëtt. A wann d'Chamber net nimm wëll eng „Chambre d'enregistrement“ si fir europäesch Gesetze, muss se sech selwer dokumentéieren, muss se selwer den Tri maache vun deem wat politesch wichteg ass, a sech hir eege Meinung zu de politeschen Décisiounen an Europa bilden. An dofir brauche mer menger Ansicht no och déi géeege Mataarbechter, souwuel an der Chamber wéi och an de Fraktiounen. Här President, mat deene puer Remarqué wollt ech selbstverständlech nach den Accord vun onser Fraktioun zu de Konte vun dem Joer 2001 bréngen.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Théo Stendebach agedroen. Den Här Stendebach huet d'Wuert.

M. Théo Stendebach (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Numm vun der Demokratescher Partei erlaabt mer heimat dem honorablen Här Camille Gira ze félicitéieren a merci ze soe fir säin excellente mëndlechen a schrëftleche Bericht bezunn op d'Konten vun 2001. Déiselwech Wieder an deem Sënn si gericht un d'Madame Ginette Biasini an hir Mataarbechter, deenen hir prezis Aarbecht vun der Fiduciaire affirméiert gouf.

D'Mission vun der Kontekommissioun gëtt definéiert am Artikel 155 vum Chamberreglement, a laut Artikel 155, Ofsaz 1, ass d'Vérification, wat d'Kontabilitéit vun de Fonge vun der Chamber ubelaangt, fir all Sessioun enger Spezialkommissioun, genannt Com-

mission des Comptes, uvertraut. Dës Kommissioun ass ënnerstëtzt vun engem Revisor, dee järelech vum Büro bestëmmt gëtt. Opgrond vun dëser Kommissioun hirem Rapport erkennt d'Chamber laut Artikel 155, Ofsaz 4, d'Richtigkeet vum Kont un. Dësen Entschued gëtt der Cour des Comptes zougestallt, fir enregistriert ze ginn. An deem Sënn hunn d'Chamberskonnte vun 2001 der Demokratescher Partei hiren Accord kritt.

M. le Président.- Den Här Fernand Greisen ass als leschte Riedner agedroen.

M. Fernand Greisen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, meng Virriedner hunn dat néidegste gesot, duerfir brauch ech net méi an d'Detailler anzugeoen.

An der Kommissioun sinn d'Zuelen am Detail virgestallt, erkläert a kontrolléiert ginn. Mir hunn op all Fro eng Äntwert kritt, an dofir hunn ech och de Rapport matgestëmmt. Am Numm vum ADR merci un d'Mat-aarbechter vun den zoustännege Chamberservicer fir hir gutt Aarbecht. Ech brénge selbstverständlech och den Accord vu menger Fraktioun.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss.

Esou wéi den Artikel 155 vum Chamberreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet, an déi folgende Wortlaut huet. De Berichterstatter Camille Gira huet se scho virgedroen, mä wéi et Virschreft ass droen ech se nach eng Kéier vir, dass jiddfere genau weess wat do dra steet: „La Chambre des Députés, vu le rapport de la Commission des Comptes, approuve les

comptes de l'exercice 2001 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.“

Résolution

Ass d'Chamber domat averstanen, doriwwer par main levée ofzestëmmen?

(Assentiment)

Vote par main levée

Da géing ech lech bieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen, wann Der dofir sidd.

Wien ass dogéint?

Ech stelle fest dass dee Rapport eestëmme gestëmmt ginn ass. Esou wéi den Artikel 155 vum Chamberreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Dir Dammen an Dir Hären, domat wäere mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass mar de Moien um néng Auer.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.50 heures)

Ordre du jour

Débat de consultation sur l'évolution de la crise internationale concernant l'Irak

(Discussion générale - Motions - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Michel Wolter, Luc Frieden, Mme Anne Brasseur, M. Henri Grethen et Charles Goerens, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.03 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Débat de consultation sur l'évolution de la crise internationale concernant l'Irak

Fir haut de Muere steet op eisem Ordre du jour d'Konsultationsdebatt iwwert d'Kris am Irak. D'Riedezeit ass nom Modell 2 festgeluecht.

Et si bis elo ageschriwwen: déi Härre Weiler, Asselborn, Rippinger, Henckes, Bausch an Urbany.

D'Wuert huet d'Regierung. Här Statsminister Juncker, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, während dat franséisch Parlament haut fir d'éischt iwwert den Irak debattéiert, presentéiert d'Lëtzebuerger Regierung sech fir d'dréi a manner wéi engem Mount am Plenum vun der Chamber, fir iwwert déi wichtegst Fro ze beroden, déi de Moment d'international Aktualitéit ausmécht an d'international Aktualitéit belaauscht.

Zënter eiser leschter Aussprooch vum 11. Februar an där vun haut hunn zwee wichteg Evénementer stattfonnt. Déi impressionant Fridensdemonstratioun vum 15. Februar, déi an Europa an am Rescht vun der Welt, mä och a grad hei zu Lëtzebuerg stattfonnt hunn, hu kloer gemaach, dass Leit aus alle Schichten a vun all Alter sech net mat der Fatalitéit vum Krich offanne wëllen. Dofir ware se an de Stroossen, an dat war och gutt esou.

Grad ewéi si verwerft d'Regierung d'Optioun vum Krich als normal an automatesch Fortféierung vun der Politik mat anere Mëttele. Der Tendenz, de Krich lues a lues an engem schläichende Prozess als gläichberechtigt Alternativ zu Politik an Diplomatie ze begräifen, wëlle mer entgéintrieden. Mir wëlle keng Welt am Krichsdauerzou-

stand. Zweek Deeg no der Marche fir Fridde sinn déi 15 Stats- a Regierungschefe vun der Europäescher Unioun an der belscher Hauptstadt zesumme komm, fir iwwert den Irak ze beroden. Mir hunn zu deenen éischte gehéiert, déi déi Sitzung gefrot hunn, well mer der Meenung waren dass déi europäesch Haltung an der Irakfro komplett onlieserlech gi war. Hir Lecture fällt nom Sommet vu Bréssel méi lücht, trotz dem spuenesch-englische Cosponsoring vun där zweeter amerikanescher Irakresolutioun.

Den Europäesche Rot vu Bréssel huet een däitleche Message u Bagdad geschéckt. De Saddam Hussein muss direkt ganz ofrëschen an direkt a voll ëmfänglech mat den UN-Inspektoren zesumme schaffen. Wann en déi lescht Chance net géif nutzen, esou sot den Europäesche Rot, misst en eleng d'Konsequenze fir seng onasichtlech Haltung droen.

D'Ofrëschtung vum Irak, esou gouf gesot, misst mat friddleche Mëttele geschéien. 15 Regierungen hunn dat gesot, keng huet de Géigendeel gesot. 15 Regierungen hu gesot, de Krich wier ze verhënnern. Keng Regierung huet gesot, de Krich misst mar de Mueren ugoen. Déi 15 Stats- a Regierungschefen hunn onzweedäiteg gesot, d'UNO misst den Dréi- an Aangelpunkt vun der internationaler Uerdnung bleiwen, an de Weltsécherheetsrot, deen iwwert dat internationaalt Gewaltmonopol verfügt, misst all Décisiounen, déi sech aus der Weigerung vum Saddam Hussein erginn, fir zesummen ze schaffen, huelen. De Weltsécherheetsrot, hien eleng. Kee Regierungschef huet probéiert dat ze nuancéieren.

Inspektoren vun der UNO, esou huet et den Europäesche Rot festgeluecht, missten Zäit a Mëttele kréie fir hir Missioun, déi net onendlech laang kënn daueren - dat hunn och déi 15 gesot -, erfëllen ze kënnen. Och an deemem Punkt keng Nuance.

Den Drock op den irakesche Regime misst oprecht erhale ginn. Déi 15 Regierungen hunn hirer Iwwerzeugung Ausdruck ginn, dass deen amerikaneschen Opmarsch ronderëm den Irak eng essentiell Roll gespillt huet, fir dass d'Inspek-

teren erëm zréck an den Irak konnte goen. Keen huet dat net gesot.

Déi Aussoe sinn an engem Saz zesummegefuert ginn, dee wichteg ass, nämlech deen dass de Konflikt misst friddlech geléist ginn an dass den Asaz vu Gewalt, deen eleng vum Weltsécherheetsrot ze decidéiere wier, wat een unilateraalt Virgoen ausschléisst, nëmmen déi allerlescht Konfliktléisung kann duerstellen. An anere Wieder, dat wat den Europäesche Rot vu Bréssel festgeluecht huet, entsprécht exactement deem wat mer den 11. Februar als lëtzebuergesch Positioun an der Irakfro hei am Parlament matgedeelt hunn.

Déi Aussoen, déi Festleeungen, déi Orientéierung vum Europäesche Rot, déi bilden den europäesche Konsenssockel, op deem kann opgebaut ginn. Weder de Saddam Hussein, nach den amerikanesche President - ech wëll déi zwee net op deeselwechten Niveau setzen -, kënnen deen europäesche Konsenssockel un d'Wackele bréngen. Déi eenzeg, déi e kënnen auserneeerappen, dat sinn d'Europäer selwer. Et gehéiert zu de strukturelle Schwächte vun der gemeinsamer Ausse- a Sécherheetspolitik, dass déi zwee Memberstate vun der Europäescher Unioun, déi permanent Membere vum Weltsécherheetsrot sinn an do och iwwer e Vetorecht verfügen, et als eng Fro vun hirem Ermessen ëmfannen, wéi si an hirer Qualitéit als permanent Membere vum UN-Sécherheetsrot déi Brésseler Décisiounen op sech selwer bezunn hunn an an deenen nächsten Deeg a Wochen interpretéieren.

Eng europäesch Aussepolitik, fir dass se effikass wier, fir dass se effizient wier, fir dass se op Dauer belaauschtbar wier, misst eng sinn, déi zur Konsequenz hätt, dass déi permanent an déi net permanent Membere vum Weltsécherheetsrot, komme se aus der Europäescher Unioun, keen ermiesene Spillraum hu fir europäesch Positiounen zu nationale Positiounen ze maachen, déi se am Weltsécherheetsrot géife virdroen. Do si mer nach net, do komme mer och esou bal nach net hin, mä d'Irakfris weist dass, wa mer eis net op dee Wee maachen, da geet d'Europäesch Unioun an der totaler internationaler Bedeitungslagegkeet ënner.

Well mer nach net mat enger Stëmm am UN-Sécherheetsrot schwätzen, a well mer och no dem europäesche Sommet nach net obligéiert sinn dat ze maachen, ass et natierlech och dozou komm, dass d'Spuenier an d'Engländer d'Amerikaner ënnerstëtzt hu bei hirem Versuch eng zweet UN-Resolutioun anzubréngen. Déi zweet UN-Reso-

lutioun ass eng déi d'Lëtzebuerger Regierung an hirer Opportunitéit ganz staark a Fro stellt, a wier d'Lëtzebuerger Regierung een net permanente Member vum UN-Sécherheetsrot, géife mer och géint déi Initiativ a géint déi Resolutioun, déi vun deenen dräi Regierungen abruecht ginn ass, stëmmen.

Mir sinn der Meenung, dass d'Inspektoren hir Missioun solle viru féieren. Mir sinn net der Meenung, dass d'Missioun vun den Inspektoren, déi Resultater weist, an déi ganz gutt Resultater géif weise wann den Irak géif voll kooperéieren, dass déi Missioun ofgebrach gëtt, mä mir sinn der Meenung dass déi Missioun méi Zäit a méi Mëttele muss kréie fir zu engem Resultat ze féieren, well mer der Meenung sinn dass een dese Konflikt mat friddleche Mëttele muss léisen, a well mer och der Meenung sinn dass een dese Konflikt mat friddleche Mëttele ka léisen.

Et ass gesot gi vun den Europäer, de Krich wier déi allerleschte Méiglechkeet fir dee Konflikt hei ze bëendegen. Déi, déi vireileg nei Resolutiounen abréngen, ginn d'Impressioun, et wier deen nächste Schrëtt. Mir sinn der Meenung, dass téschent der Inspektioun, wéi se elo fonctionnéiert, an dem Asaz vun deem allerleschte Mëttele, dem Krich, nach ee Schrëtt méi läit, an dat ass deen nächste Schrëtt. An deen nächste Schrëtt muss sinn, dass virugefuert gëtt, dee Konflikt mat friddleche Mëttele ze léisen. Dofir si mer der Meenung, dass déi Inspektiounen musse virgoen, wéi mer dat hei an der Chamber an zu Bréssel gesot hunn. D'Ressourcen an déi technesch Equipementer vun den Inspektoren musse vergréissert ginn.

Et ass keng Ursach do fir mar mam Irakkrich unzefänken. A wann et eng Kéier esou eng Ursach sollt ginn, well sech eendeiteg erweisen huet, dass den irakesche Regime net kooperéiert, dann ass et um Weltsécherheetsrot fir déi Décisioun ze huelen. Keng Regierung vun der Welt huet d'Recht en unilaterale Schlag lassgeléist vun der UNO-Disziplin op den Irak ze féieren.

Merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Lucien Weiler agedroen. D'Madame Ausseministerin Lydie Polfer freet nach d'Wuert.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister huet d'Schlussfolgerunge vun Europäesche Conseil explizéiert, kloer duergeluecht a kloer gewisen, dass Lëtzebuerg sech ganz an deenen Elementer erëmfënt. Eis Positioun war konstant an ëmmer fir all diplomatesch Mëttele ze gebrauchen, fir déi Kris am

Irak ze léisen, den Irak ze entwaffnen an d'Gefor, déi doduerch vum Saddam Hussein sengem Regime ausgeet op seng eege Leit, op d'Regioun an op eis, ze brieche. Dat war eis Politik, déi ech hei vun dëser Chamber explizéiert hunn den 10. Oktober, den 30. Januar, an datselwecht huet de Statsminister de leschten 11. Februar hei erkläert.

Mir hunn als Lëtzebuerger Regierung alles gemaach wat an eise Méiglechkeete war an der Europäescher Unioun, an der NATO an an der UNO, fir dass déi Stëmm vun den diplomateschen a friddleche Mëttele gehéiert, jo verstärkt gëtt. Ech wëll drun erënneren, dass d'Situatioun am September d'lescht Joer nach ganz anescht war. Ech hat d'Geleeënheet dat hei och schonn ze erklären.

Ech sinn a menger Ried an der Assemblée vun der UNO, zesumme mat deenen aneren Europäer, dee Moment, dat war Métt September, dofir agetrueden, dass den Débat iwwert d'Kris am Irak keng unilaterale Weeër soll goen, mä dass dës Diskussioun an der UNO soll stattfannen. A wéi ech de 4. Oktober de State Secretary Powell gesinn hunn, war eist Uleies, dass eng Resolutioun an der UNO soll den Drock op den Irak stärke, an Kader vun dem Sécherheetsrot vun der UNO. Dass d'Resolutioun 1441 dunn an der Eestëmmegkeet ugeholl ginn ass den 8. November, war eppes wat mer eis e puer Woche virdrun nach net onbedéngt erhofft haten. Et war weinst der Saach richtig, mä och fir eis mëttelelaangfristeg Objektiv absolut néideg, dass dës Kris am Irak an deene multilaterale Forume behandelt gëtt, wou Regeln a Prozeduren do si fir eis ze lenken a fir grouss a kleng Staten zesummen un den Dësch ze bréngen, fir wichteg international Froen ze klären.

Dat ass d'Method, déi och d'Basis ass vun eisem Handeln an der Europäescher Unioun, an dofir musse mer net ëmmer enger Meenung sinn, mä mir musse de Familljesënn, deen eis zesummen hält, gebrauchen, fir ëmmer erëm Weeër ze fanne fir nees Gemeinsames festzustellen. An dat hu mer och an deem leschte Mount e puermol fäerdig bivecht, sief et de 27. Januar um Niveau vun den Ausseministere, oder, wéi gesot, nach eng Kéier um Conseil Européen vum 17. Februar. An och dese Méideg, elo virun zwee Deeg, hate mer nach eng Kéier - déi 15 Ausseminister - de Point gemaach iwwer eist Virgoen op der Basis vun de Schlussfolgerunge vum leschte 17. Februar. Mir hunn dës Diskussiounen deelweis zesumme mam Generalsekretär a mat der aktueller libanesescher Presidentschaft vun der Arabescher Liga geféiert. Well et läit jo den Europäer speziell drun, fir dës Kris am Irak och an hirem regionalen Zesammenhank ze gesinn. Do-

fir hat d'gräichesche Presidentschaft eng Rei Länner vum Noen Oste besicht an de Minister Papandreou war och op der Sitzung vum den Ausseminister vum der Arabescher Liga de 16. Februar. Dës Länner, loosse mer et net vergiessen, sinn als éischt betraff vum deem Risiko, deen de Saddam fir d'Regioun ass, mä si sinn och besuergt, dass alles gemaach gëtt fir eng friddlech Léisung ze fannen, well all aner Weeër grouss Risike fir d'Stabilitéit vum der Regioun duerstellen.

Dofir schafft d'Europäesch Unioun ganz enk zesumme mat de Länner aus der Regioun, an et sinn och d'Euopäer déi ëmmer erëm am Zesammenhank vum Irak drop hige-wisen hunn, dass et parallell onof-déngbar ass de Friddensprozess am Noen Oste weider ze bréngen. Dat ass kloer och um leschten Europäesche Rot gesot ginn an de Schlussfolgerungen. An den israel-eschen Ausseminister huet d'aill-eurs den Europäer geschriwwen, fir sech iwwer dës Haltung ze beschwéieren, mä dat wäert eis awer net dovun ofbréngen ëmmer erëm de Problem vum Friddensprozess an der néideger Aarbecht vum Quartett opzebréngen.

Här President, de leschte Méindeg hu mer och zu 15 iwwert déi nei Texter geschwat, déi den Dag sel-ber nach dem Sécherheetsrot vir-geluecht gi sinn. Déi amerikanesch, englesch, spuenesch Reso-lutioun an de franséisch, däitsch, russesche Memorandum. Et ass ze begréissen, dass déi eng an déi aner weider d'Solutioun an der UNO sichen, a mir kënnen nëm-men hoffen dass an deene kom-mende Gespréicher am Sécher-heetsrot nach gemeinsam Weeër kenne fonnt ginn. Well d'Englänner an d'Amerikaner hunn ënnerstrach, dass si net drun denken dës Reso-lutioun direkt engem Vote virze-leeën, mä dass et einfach an dem Moment hir Determinatioun weist fir an den Diskussiounen weider ze kommen. Mä déi zwee sichen, wéi gesot, nach eng Léi-sung am Kader vum Sécherheets-rot.

Fir eis ass et kloer, dass mer nëm-me kënnen déi Beméiungen ënner-stätzen, déi weider probéiere mat friddlechen an diplomatesche Mët-telen d'Kris ze bëendegen. An de Statsminister huet et jo elo ganz kloer virdrun nach eng Kéier ënner-strach.

D'Inspektoren sollen eng lescht Chance kréie fir ze weisen, dass Progrès méiglech si mam Irak an dass dese wierklech mat den Ins-pekteren och aktiv zesumme schafft. Et ass un de Chefinspek-tere Blix an El Baradei, fir ze soe wat geet a wat net geet. Dat hu si elo schonns zweemol gemaach, de 27. Januar an de 14. Februar, a si hu festgestallt dass keng flagrant Problemer sinn, mä dass den Irak net aktiv genuch an net éierlech genuch mat hinnen zesumme schafft. Verschidde Schrëtter sinn du vu Bagdad gemaach ginn an et muss elo genau gekuckt ginn, wéi den Irak op déi Fuerderung vun der Zerstéierung vun den El Sa-moud 2 Missile reagiert.

Et ka jo och net sinn, dass téschent den Inspektoren an dem irakesche Regime Kaz a Maus gespillt gëtt. Dat entsprécht ganz sécher net dem Sënn an dem Text vum der Reso-lutioun 1441. Mir mussen also kucke wat um Terrain passéiert a wat dann d'Chefinspektoren dem Sécherheetsrot an hiren nächste Rapporte wäerte schreiwen a soen, a besonnesch de 7. März. Duerno muss erëm weider gekuckt ginn. Mä wéi och de franséisch, däitsch, russesche Memorandum seet, hunn d'Inspektoren an hunn d'Inspektiounen Resultater bruecht, an déi d'ärfen net ënnerschätzt ginn. Wann d'Inspektoren fannen dass nach Terrain ass fir weider ze fueren, da soll hinnen och déi Méiglechkeet gi ginn. Dat heescht awer net fir éiweg laang an et heescht och net, dass mer eng mi-litäresch Aktioun ausschléissen, esou wéi am Conseil Européen

festgehalde ginn ass. Neen, mä si muss a si ass fir eis nëmnen dee leschte Recours, wann alles soss keng Resultater bruecht hätt.

D'Sanktiounen an och déi mi-litäresch Aktioun sinn en Deel vum der Charta vum der UNO. Si sinn also en Deel vum dem internationale Recht, dat mir net wëlle leegnen an zu deem mir stinn.

Här President, vu militäresche Mët-telen ass och an der NATO Rieds gewiescht déi lescht Wochen. Hei wor d'Diskussioun vum den Ameri-kaner ugefaange ginn, fir ze kucke wat d'NATO plange soll fir d'Tierkei ze schützen am Kader vum der jët-zeger Kris. Lëtzebuerg hat Mëtt Ja-nuar Bedenken um Timing ausge-schwat wat dës Planung ube-laangt, well mir wollten op deen éischte grousse Rapport vum Blix an El Baradei waarden. Et gong jo drëms ze évalüieren, ob de Risi-kofacteur Irak géif kënne schnell duerch d'Inspektiounen ënner Kon-troll kommen. Dat war net de Fall. Vill Verbesserungen waren nach néi-deg an den Irak war net esou wël-leg wéi een dat gehofft hätt fir aktiv matzeschaffen. Dat huet den Här Blix ganz kloer de 27. Januar ge-sot.

An dofir hu mir dunn eisen Accord ginn an der NATO, dass déi Pla-nung kennt ufänken, well mir eis kloer bewosst waren, dass et hei ëm eis Obligatiounen engem Al-liéierte géintwuer gong an dass do, wann ee sech bedréit fillt, eis kollektiv Défense muss spillen, well dofir ass d'NATO schliesslech do. Dat huet och d'Demande vum der Tierkei, fir den Artikel 4 vum Vertrag vu Washington ze invoquéieren, kloer bestätegt. Draï aner Länner, Frankräich, Däitschland an d'Belsch, hu weider an der NATO awer drop beharrt, dass dës Moos-namen net kënnent akzeptéiert ginn, mä si wollte schlussendlech waarde bis de Rapport zu New York, de 14. Februar, géng virge-luecht ginn.

Verschidden Delegatiounen, mä och de Generalsekretär vum der NATO, haten an der Zwëschenzäit an de Medien dës Diskussioun eng Wichtigkeet ginn, déi eigent-lech Planungsmaasures an der NA-TO guer net sollten zoukommen. Et ass dunn awer schlussendlech sonndes de 16. Februar zu engem Accord an der NATO komm, deen an de grousse Zich deem ent-sprach huet, wat schonns virdrun um Dësch louch. Däitschland, Frankräich a Belgien hunn dunn och nach eng gemeinsam Er-klärung un d'Press gemaach, fir hir Attitude an hir nei Attitude duerze-leeën.

Et muss een hoffen, dass all weider Diskussiounen an der NATO, an der Method an och am Toun, sou geféiert ginn, fir erëm op déi gutt Traditioun vum dëser Organisatioun zrëck ze kommen. An ech soen dat besonnesch, well ech et och net richtig fonnt hu wéi eis belsch No-peren an deene 14 Deeg behan-delt gi sinn. A schwéieren Zäite muss een deem aneren d'Situati-on net nach weider erschwéieren. A si haten et heiansdo a villen in-ternationale Gremie ganz schwéier a si vu verschiddene Kolleegen op d'schäerfst attackéiert ginn.

(Interruption)

Mir hunn dat iwwerall gemaach an dat kënne se lech och bezeien. An Zwëschenzäit huet d'NATO ent-schieden déi Mesuren och ëmze-setzen an unzefänken - déi also mat dem Accord vum de Belsch an den Däitschen entschiede si ginn - an d'AWACSen an de Süde vum der Türkei ze schécken an och den Transport vum de Patriot-Missilen ze organiséieren; déi sinn dës Woch ënnerwee.

Här President, an der NATO, an der Europäescher Unioun an an der UNO stinn - a mir sinn eis et all be-wosst - grouss Décisiounen un. Verschiddener wäerten net am Konsens méiglech sinn, dat hu mer an der Europäescher Unioun ge-sinn. Mir sinn eis zwar op ville Prin-

zipien eens, mä mir deelen net déi-selwecht Meinung iwwert d'Me-thod, fir zu enger Entwaffnung vum Irak ze kommen. Dat kann ee be-dauern, dat muss ee bedauern. Et ass ons virgeworf ginn, mir hät-ten - an ech soen ons, der Lëtze-buerger Regierung - keng kloer Linn. Dat ass am Fong net richtig. Well mir konsequent vum Ufank un an deene leschte sechs Méint fir eng friddlech Léisung am Kader vum dem Weltsécherheetsrot age-tratt sinn. Wat wouer ass ass, dat mir keng verbal Excès gemaach hunn, keng Attacke geridde sinn, well mer der Meinung waren a sinn, dass alles muss gemaach gi fir d'Europäer net ze vill wäit aus-erneen driften ze loossen.

An dofir wëllt ech och en Appel maachen un déi eng an un déi aner, fir ze versiche méi och nach an deene kommende Wochen op deen aneren anzegoen an net ze versichen duerch onnéideg Pres-siounen um Timing eng dach nach géeneegt Haltung am Weltsécher-heetsrot méiglech ze maachen. Wann nämlech de Contraire géif geschéien, dann hätt dat ganz ne-gativ Konsequenze fir Europa, fir den Elargissement an och fir de Kredit vum der UNO.

Dat muss mer eis bewosst sinn, a mir Europäer mussen eis awer och bewosst sinn, dat mer nach vill mateneen ze maachen hunn. Dat do hunn ech och de leschte Méin-deg am Kader vum Conseil menge Kollege gesot. Mir hu villes ge-meinsam als Lëtzebuerg, als Euro-päesch Unioun, an och mat Ame-rika. Mir deelen déiselwecht Prinzi-pien a Valeuren an alles dat hu mer festgestat an eisen Institutiounen, an eisen internationalen Organisa-tiounen, fir deenen hir Crédiibilitéit mir ganz besonnesch mussen an-trieden, well besonnesch kleng Partner op ebe capabel Institu-tiounen mussen zielen.

Loosse mer also an där ganz schwéierer Debatt iwwert d'Ent-waffnung vum Irak an iwwer Krich oder Friden net vergiessen, dass den Irak a seng Massevernich-tungswaffen eist Belaangen ass, an dat et net drëm geet ob ee fir Krich oder géint Krich ass, fir Frid-den oder géint Friden. Mir alle-guer heibanne si fir de Friden a mir hunn och als Lëtzebuurger Re-gierung dat an deene leschte Méint ënner Beweis gestallt. Merci.

Plusieurs voix. - Très bien.

M. le Président. - Als éischen Diskussionsriedner ass den Här Lucien Weiler agedroen. Den Här Weiler huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Lucien Weiler (CSV). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Statsminister an d'Mada-me Ausseminister hunn an hire jee-weilegen Interventiounen - sou denken ech -, op eng onmëssver-ständlech Aart a Weis, nach eng Kéier d'Haltung vun der Regierung an där ganzer Irakfro duerge-luecht.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Ech wëll virop zwou Bemierkunge maachen. Éischstens. Meng Frak-tioun, déi ënnerstëtzt d'Approche vun der Regierung a mir maachen dat, Här President, well et eng Ap-proche ass, déi drop ausgeriicht ass dem Friden absolut Prioritéit ze ginn, well et eng Approche ass, déi de Géigner vum Friden, nämlech den Irak, kloer identiféiert, well et eng Approche ass, déi déi wichtegst Pisten an déi noutwendeg Mëttele proposéiert, fir den Irak zum Alenken ze brén-gen, a well et eng Approche ass, déi richtegerweis d'UNO an d'Völ-kerrecht an de Mëttelpunkt vum där ganzer Fro stellt.

Aus all dese Grënn, Här President, Grënn zu deenen et an eisen Ae keng Alternativ gëtt, soe mer Jo zur Haltung vun der Regierung.

Meng zweet Bemierkung. D'Dekla-ratioun vum Statsminister a vun der Ausseministesch haut de moie stelle keng Iwwerraschung duer, well ofgesi vun enger Rei vu Be-mierkungen, déi am Beräich vun de Motivatiounen ugesiddelt sinn, an ofgesi vun der Positioun zu dem neie Projet de résolution, deen vun den Amerikaner an den Englänner ervirbruecht ginn ass, hunn ech näischt an der Positioun vun der Regierung héiere wat nei wär, par rapport zu deem wat d'Re-gierung zënter laange Wochen an dëser Fro erkläert huet.

De Statsminister an d'Madame Pol-fer haten an deene leschte Méint, Wochen an Deeg bei ville Geleeën-heeten, hei am Parlament, op Pres-sekonferenzen, a Radiosendun-gen an an Interviewen, d'Positioun vu Lëtzebuerg duergeluecht an er-kläert. An ech hunn, wéi gesot, bei deem wat ech haut héieren hunn, keng nei Tounlag, keng nei Ap-proche gesi par rapport zu deem wat mer kann hunn.

A well ech gesot hunn, Här Presi-dent, dass meng Fraktioun d'Ap-proche vun der Regierung zu 100% dréit, wëll ech mol nach eng Kéier méi e geneeë Bléck op dës Approche werfen an zur selwech-ter Zäit versiche fir dat, wat déi zwee Regierungsmemberen haut de moien hei gesot hunn, ze ver-gläiche mat deem wat se an deene leschte Wochen ëmmer erëm ge-sot hunn.

Dese Versuch schéngt mer ëmsou méi wichteg ze sinn, well Einzelner nach bis an déi leschten Deeg era behaapt hunn, d'Regierung - an domadder wäre jo och d'Majoritéit-sparteie gemengt - hätt keng kloer Haltung, si géif en Zickzackkurs fueren, an et gouf jo och hei Leit am Haus déi gemengt hunn, aus Grënn op déi ech am Moment net wëll agoen, si missten d'Regierung areien an déi, déi angeblech nëm-men op e Krich auswieren.

Dofir wëll ech nach eng Kéier eis Haltung daitlech maachen, fir dass och déi, déi se bis elo nach net sollten héieren hunn, oder déi se net wollten héieren, oder déi sou gemaach hu wéi wa se net héieren hätten, wësse wou se dru sinn.

Punkt 1. Kee Mënsch wëllt e Krich, weder heibannen nach dobaus-sen. E verstännege Mënsch wëllt ni Krich, net géint den Irak, net am Noen Osten, néierens op der Welt. De Statsminister huet virdrun op dëser Tribün hei gesot: „De Konflikt muss friddlech geléist ginn.“ An de Statsminister huet virun zwou Wo-chen op dëser Tribün wuertwärt-lech gesot, ech zitéieren: „Egal wou mer hei sätzen, op lénks vum President oder riets, op de Still vun den Deputéierten oder op der Re-gierungsbänk, ech sinn iwwer-zeegt dovun, dat mer alleguer eng diplomatesch, eng politesch an eng friddlech Léisung fir den Irak-konflikt wëllen...“, an hien ass wei-dergefueh, andeems hie gesot huet: „...den Irak muss entwaffnet ginn, e muss mat friddleche Mëtte-len entwaffnet ginn.“

Punkt 2. Mir sinn der Meinung, dass d'UNO-Inspektiounen mussen weidergoen an dass den Irak hei muss kollaboréieren a méi aktiv matschaffe wéi dat bis elo de Fall war. Den Irak huet elo wéinstens an engem präzise Beräich, nämlech an deem vun den Al-Samoud-Rakéiten, d'Méiglechkeet seng ak-tiv Kollaboratioun ënner Bewäis ze stellen. Et geet hei net drëm fir dës Rakéiten ze zerstéieren, well se 20 oder 30 Kilometer ze wäit fléie wéi dat erlaabt ass, mä et geet ëm d'Glafwierdegkeet an et geet ëm d'Eeschhaftegkeet mat där mer mat den UN-Virschréften a mat den UN-Resolutiounen ëmginn.

(Interruption)

De Statsminister huet virun zwou Wochen op dëser Tribün gesot: „Dofir si mer, zesumme mat villen

aneren, fir d'Verstärkung vun den UNO-Inspektiounen, zuelmësseg a materiell, dofir si mer dofir, dem Irak eng lescht Chance ze ginn, fir seng Positioun ze iwwerpräiwen an d'Viraussetzung fir eng friddlech Léisung ze schafen.“ Haut huet hie gesot: „Mir sinn der Meinung, dass d'Missioun vum den Inspek-tere mussen weidergoen. Et ass keng Ursaach do fir muer Krich unzefänken...“, an hien huet hei nach eng Kéier développéiert wéi d'Re-gierung mengt dass déi Inspek-tiounen an der Breet, an der Déift an an der Zäit hir Chance mussen kréien, fir hei zu enger friddlecher Solutioun ze kommen.

Punkt 3. Mir stinn hannert dem Dé-cisiounen... a Gewaltmonopol vun der UNO a vum Weltsécherheetsrot. Och heizou huet d'Regierung virun zwou Wochen hei am Haus gesot, d'Sanktiounen mussen am Kader vum der UNO a vum Weltsécher-heetsrot getraff ginn, déi näischt d'ärfen onversicht loosse fir déi ul-tim Sanktioun vum Krich net mus-sen ze ergräifen.

Mir mussen der Ëmsetzung vun der Resolutioun 1441 all hir Chan-cé ginn. Wa se vum Saddam Hus-sein net ergraff ginn, da muss de Weltsécherheetsrot décidéieren.

Dir Dammen an Dir Hären, wann een e bëssen d'Deklaratiounen, déi d'Regierung an deene leschte Méint gemaach huet, kuckt, da gouf et ënner aneren och en Inter-view vum Statsminister um Enn vum Joer, wou hie sech daitlech zu där Fro positionéiert huet. Kee Mënsch wëllt dat héieren oder ge-sinn oder geet dat noliesen, mä ech wëll emol zitéieren, wat den 20. Dezember de Statsminister an engem RTL-Interview gesot huet.

Hien huet gesot, dass den Irak do-fir suerge muss, dass d'Virausset-zunge geschafe ginn, fir dass déi international Communautéit - net d'Amerikaner eleng, mä déi inter-national Communautéit - net zu dem Schrëtt komme muss. Dat war am Dezember, wou déi dote Posi-tioun kloer an daitlech formuléiert ginn ass, wou gesot ginn ass: „Et kann net eng eesäiteg Approche vu Saite vun de Vereenegte State ginn. Et muss eng Solutioun am Kader vum Conseil de sécurité vun der UNO, vun der internationaler Communautéit getraff ginn.“ Dat ass am Dezember gesot ginn.

Kee Mënsch hëlt dovunner Kenn-tnis. Dat war eng kloer an eng dait-lech Positionéierung wat déi ganz Problematik ubelaangt, déi mer hei diskutéiert hunn. Hien huet dee-mools gesot: „Il faut détester la guerre. Dat ass eppes wat mer net sollte maachen. Mir maachen dee butzegen Afloss, dee mer hunn, do geltend, wou et drëm geet dass d'Stëmm vun der Verhandlung eng Lëtzebuurger Stëmmche kritt.“ Och dat war eng daitlech Positioun. Et war eng daitlech an eng kloer Aus-so a weist wéi eng Approche dass dës Regierung par rapport zu dem Konflikt huet. Eng Ausso, déi méi wéi zwee Méint zrëckläit, déi awer anscheinend kee Mënsch méi wëllt zur Kenntnis huelen. De Stats-minister huet haut de Moien hei ge-sot, ech zitéieren hien: „De Weltsécherheetsrot muss den Dréi-an den Aangelpunkt bleiwen.“

Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen déi dote Punkte si kloer an daitlech, an aus deene ganze Posi-tiounen eraus kënnent eng lescht Hal-tung, an dat ass déi vun der ulti-mer Sanktioun, esou wéi se an der Reso-lutioun vun der Europäescher Unioun duergeluecht ginn ass. Ge-waltuwendung ass déi allerlescht vun den Optiounen, net déi näch-sten, mä déi allerlescht vun den Optiounen. Et ass dat eng Formu-latioun, déi den däitschen Ausse-minister, den Här Fischer, ge-bräucht huet. Eng Optioun, déi bis ganz zum Schluss net d'ärf zur Uwendung kommen, déi awer net komplett ausgeschloss gi kann.

Dat ass d'Positioun déi dës Regie-rung an dës Majoritéitsfraktiounen, déi dës Regierung ënnerstëtzen,

an där ganzer Debatt hunn, haten an zënter Méint hunn. A well dat eis Positioun ass, a well wierklech all d'Méiglechkeeten - esou wéi dat haut de Moie vun dem Statsminister an der Madame Ausseminister hei ennerstrach ginn ass - bis dee leschte Moment sollen ergraff gi fir zu enger friddlecher Léisung ze kommen, gesi mer d'Utilitéit vun där neier Resolutioun, déi vun den Amerikaner a vun den Englänner abruecht ginn ass, net an. Mir denken dass déi Approche, déi mer dévélouppéiert hunn an déi och vun Däitschland a Frankräich an hirem Memorandum ennerstézt gëtt, fir den Inspekteren all, mä awer och wierklech all, hir Chancen ze ginn, déi richteg Approche ass, an dofir denke mer dass esou eng Resolutioun an dësem Moment net a Fro kéint.

An dann, Här President, wat jo awer trotzdem glécklech ass, a wou ech fannen dass eist Land, eis Regierung dach awer extrem gutt do steet, dat ass dass déi Positioun, déi hei iwwer Wochen definéiert ginn ass an iwwer Woche kloer an däitlech war - och wa verschidde Leit dat net esou wollten héieren a gesinn -, dach deckungsgläich ass mat deem wat déi Europäesch Unioun an hirer Resolutioun virun zéng Deeg, wéi d'Stats- a Regierungschefen zesumme waren, festgehalen huet. Si stëmmt praktesch wuertwärtlech mat deem iwwereneen, wat d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung war. Do kënne mer dach net dernieft geleeën hunn. Do kënne mer net, wéi gesot ginn ass, tëschent de Still gesiess hunn.

Eis Positioun ass ganz genee déi Positioun, déi déi Europäesch Unioun festgehalen huet. Mir hu keng Ofstrécher bei där europäescher Resolutioun vun eiser Positioun misse maachen. Aner Länner hunn dat misse maachen. Groussbritannien huet mussen en Deel vu senger Krichsrhetorik ofréckelen, fir déi europäesch Positioun kënne mat ze droen. Den däitsche Bundeskanzler huet misse vu senger fundamentalistescher Positioun e Stéckchen ofréckelen, fir dat dote kënne mat ze droen. Hien huet sech ëmmer mat alle Mëttele gewiert géint de Krich. Hien huet awer hei d'Gewaltwendung als lescht Mëttel, als Ultima ratio an där dote Resolutioun mat gedroen. Anerer hu misse vun hirer Positioun ofgoen. D'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung war kloer an däitlech. Mir hunn net brauche vun eiser Positioun ofzegoen a mir hunn eis zu 100% an der Positioun vun den Europäer erëmfonnt.

Här President, wann een d'Debatten zréckkuckt, déi mer elo an deene leschte Wochen hei am Parlament iwwert déi ganz Problematik gefouert hunn, da gesäit ee bei der Beschreiwung vun der Irakfro - hei am Parlament weinstens -, dass ganz vill op d'Haltung vun de Vereenegte Staten an op d'Intériteit vun de Vereenegte Staten insistéiert gouf. Et gouf viles kritiséiert an net alles, wat do kritiséiert gouf, gouf zu Onrecht kritiséiert. Et goufen awer och vill Ennerstellungen gemaach, déi ech a kenger Hinsicht kann droen, mä et gouf ganz weineg vun Irak selwer geschwat. Et gouf ëmmer gesot de Saddam Hussein ass en Diktator, et ass e Schlämmen a mir sinn net frou mat him, an dann ass erëm ofgewach ginn an et ass sech erëm fokusséiert ginn op d'Haltung vun den Amerikaner.

Mä et muss een dach awer gesi wien hei en fin de compte de Feind ass. Mir dierfen dach awer net d'Amerikaner op d'Uklobänk setzen. Mir mussen dach awer gesinn, datt den irakeschen Diktator deen ass, deen zënter zéng Joer a méi wéi zéng Joer hei mat der Weltgemeinschaft mécht wat hie wëllt. Hie mécht de Geck mat den UN-Resolutiounen. Zënter zéng Joer ginn UN-Resolutiounen geholl. Hien huet keng eenzeg mat Energie gehollef ëmzesetzen.

Et ass ëmmer erëm gesot ginn, et si vun den UNO-Inspektore méi Waffe vernicht gi wéi dat am Golfkrich de Fall war. Här President, wann Der kuckt, déi Waffen, déi vernicht gi sinn opgrond vun den UN-Inspektiounen, de Gros dovunner réiert dohier wéi 1997 dem Saddam Hussein seng Eedeme geflücht sinn a verrodde hunn, wou dann déi Waffenarsenal waren. Eréischt doropshi konnt massiv zerstéiert ginn. D'UNO-Inspektore konnten eréischt no siwe Joer, während deene se vun irakesche Regime un der Nues ronderëmmer gefouert gi sinn a wou alles verstoppt ginn ass, déi gréissten Dépôté fannen, nodeems dat Ganzt duerch dem Saddam Hussein seng eege Famill opgeflu war. Eréischt du konnt se effikass ginn.

Duerfir gesäit een, dass de Problem net deen ass vun Amerika oder vun der internationaler Communautéit, déi hei Drock ausüben. Den Irak gëtt zënter 30 Joer vun engem Diktator regéiert, dee chemesch Waffe géint seng eege Populatioun agesat huet. Den Irak ass de Problem, e Land aus deem Milliounen vu Leit an den Exil gaange sinn - well se dem Terror vun dësem Regime wollten aus de Féiss kommen. Véier Milliounen Iraker liewen am Exil. Den Irak, an deem Honnerttausende vu Kanner an deene leschten zéng Joer nom Embargo gestuerwe sinn, well den Embargo den irakeschen Diktator gutt arrangéiert.

Kuckt emol, wéi einfach wär et gewiescht wann et hei zu enger Kollaboratioun komm wär, wann déi Kollaboratioun virun zéng Joer gemaach gi wier wéi d'UNO se verlaangt huet, wéi de Weltsécherheitsrot se verlaangt huet, da wär deen Embargo längst opgehuewen an dann hätte mer déi Dausenden an Dausenden - Här Bausch, Dir kéint dat jo herno anescht ausféieren - vu Kanner net, déi am Laf vun deene leschte Méint gestuerwe sinn. All Mount stierwen am Irak 5.000 Kanner opgrond an un de Konsequenze vun engem Embargo, dee provoziert gëtt, an dee systematesch, wëllentlech a wessentlech vun engem Diktator, deen zu Bagdad sëtzt, gefördert gëtt.

Deen Eenzeg, Här President, deen de Moment Krich féiert, dat ass de Chef vun Irak, an hie féiert Krich géint säin eegent Vollek. Dat ass de Problem an duerfir sollt mer eis net am Géigner ieren.

(Interruption)

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll ofschléissend nach eng Kéier an e puer Wieder d'Positioun, fir dass se ee fir allemol verstanen ass bei deene Leit, déi se bis elo net wollt verstoen, resüméieren.

Eischtens alles awer och alles ass ze versiche fir zu enger friddlecher Léisung ze kommen. Zweetens d'UNO-Inspektore mussen d'Zäit an d'Méiglechkeete kréie fir hir Aarbecht ze maachen, dat awer mat der proaktiver Mataarbecht vun Irak. Dofir menge mer och, dass an dësem Moment eng nei UNO-Resolutioun net hëllefbräich ass, mä d'UNO-Inspektiounen sollen an der Breet, an der Déift an an der Zäit déi Méiglechkeete kréien, esou wéi se och vun de Fransoussen an den Däitschen déi lescht Deeg proposéiert gi sinn. Dréttens den Décisiounsmonopol muss beim Weltsécherheitsrot bliwen. D'Völkerrecht muss voll zur Geltung kommen. Gewaltwendung kann nëmme déi allerleschte Méiglechkeet sinn a si muss vun der UNO décidéiert ginn. Eng unilateral Approche kann net eis Zoustëmmung fannen.

Ech denken, Här President, datt ënnert deenen Ëmstänn, esou wéi mer se haut kennen, an an där Situatioun, esou wéi se sech haut presentéiert, dat do eng raisonnabel an eng responsabel Approche zu där ganzer Problematik ass.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Weiler. Den nächsten Orateur ass den Här Asselborn. Här Asselborn, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Sätz wéi Krich dierfen nëmme Ultima ratio sinn. Krich ass ëmmer eng Nidderlag fir d'Politik. Wie wëllt scho Krich? Dat si jo Sätz, déi héiert een all Dag vun héichgestallte Perséinlechkeeten, Sätz déi iergendwou um Planet praktesch all Stonn de Moment geschwat ginn. Dës Phrasen hunn an Zweschenzäit awer am Fong hir Iwwerzeugungskraaft verluer. Et si Platitude ginn. Si klänge wéi huel Ausrieden, wéi Ofenkunge vun der eigentlech wesentlecher Fro, déi heescht: Firwat muss et elo Krich ginn am Irak?

Wat dreift d'amerikanesch Regierung ënnert dem President Bush haut an e Krich géint den Irak, an e Krich wou dese President am léifsten déi ganz sougenannten ziviliséiert Welt wëllt mat abezéien? Wéi ass dësen Drang, dësen dach scho bal instinktiven Drang, also am Sënn vun net a Fro gestallten Drang zu dëser Positioun ze erklären?

Selbstverständlech ass de Saddam Hussein, a mir hunn dat schonn hei gesot, e ganz schlëmmen Diktator, dee säi Vollek veruecht an him all Fräiheeten hëlt.

Selbstverständlech ass de Regime vun der Baath-Partei am Irak e Regime wou kee Millimeter Demokratie besteet.

Selbstverständlech ass den Saddam Hussein, dee vill Leit d'Liewe kascht huet, zënter 1979 un der Muecht.

Selbstverständlech dierf dese Regime keng Waffen hunn, déi eng Gefor fir d'Mënschen am Irak an an der Region duerstellen.

Ass et dann awer selbstverständlech, Här President, dass een duerch ee Preventivschlag dëst alles wëllt ewech bommen?

Mir si keng Amerikaner. Mir hunn net de Bezuch zum 11. September, deen d'Amerikaner kennen hunn. Dat stëmmt. Dofir soll keen an Europa dem amerikanesche Vollek heiranner eng Lektuon erdeelen, oder dësem Vollek seng Emotiounen vum September a Fro stellen. D'Amerikaner hunn eis Westeuropäer nom 1. an 2. Weltkrich gehollef d'Fräiheet erëmzekeréien. Alles dat stëmmt. Dausende vun hinnen si gefall, fir dass mir eis Demokratie nei opbaue konnten, och eis Wirtschaft an eise soziale Fortschritt. Amerika huet jo och eise Land seng Fräiheet, seng Eegestännegkeet a seng Dignitéit, virun allem 1945, mat zréckerkämpft.

Speziell meng Generatioun, déi nom Krich op d'Welt komm ass, also weder Krichsangscht, nach Hunger, nach Misär huet missen ausstoen, muss dëst bis zu hirem Liewensend och héichhalten.

Nom 11. September war Amerika an Nout. Amerika hat Angscht a war veronécher. Et war un eis Europäer fir esou ze hëllef, wéi mir et amstand sinn ze hëllef. D'Lëtzebuerger Bevölkerung huet Solidaritéit bewise mat Amerika nom 11. September, a politesch ware mer eis och eens, dass den nationalen Terrorismus mat alle wierksame Mëttele bekämpft muss ginn.

Afghanistan, dat Land wou de Regime vun den Taliban sech breet gemaach hat a wou den Osama Bin Laden operéiert huet, huet leider missen als Bühn fir militäresch Operatiounen duerhalen, fir d'Nascht vun Al Qaida ze zerstéieren.

Ech woen ze behaupten, dass d'international Communautéit, ugefouert vun Amerika, heibai an der Démarche eng Linn hat, déi verstane ginn ass. Haut ass jo och d'UNO an Afghanistan derbai mat Hëllef vu villen EU-Länner ze hëllef, dass de Risiko, dem Terrorismus eng ongestéiert Spillwiss ze loosse, esou kleng wéi méiglech ass.

Wann déi international Communautéit also mat där Interventioun averstane war an och d'arabesch Welt dëst gedroen huet, esou dierfe mer net vergiessen, dass Amerika an all déi aner Länner aus der ziviliséierter Welt sech an där Koalitioun engagéiert haten, aus der Koalitioun am Kampf géint den internationalen Terrorismus eng Koalitioun fir d'Bekämpfe vum Misär an der Welt a vun der Perspektivlosegkeet ze maachen, dëst fir dass d'Wuerzele vum Terrorismus, also den Haass an de Fanatismus ausgehielegt kënne ginn. Dat war en Engagement, wou vill Leit op der Welt déi gutt Sait vun där schrecklecher Katastroph vum 11. September gesinn hunn.

Nun, de Knackpunkt an der Approche vum Här Bush ass net, mengen ech, an enger rationeller Analys ze fannen. Mä eppes ass dach kloer, de Bin Laden ass net gepaakt ginn am Afghanistan. Mir wëssen, dass en iwwer Videokassetten iwwer Al Jasira der Welt wëllt Angscht maachen.

Aus der Siicht vun der amerikanescher Regierung ass d'Aarbecht géint den internationalen Terrorismus eréischt da gemaach, wann de Kapp vun deem Béisen, de Kapp vun Al Qaida gefall ass. Well de Kapp Bin Laden net ze situéieren ass, muss eng aner Zilscheif hier, dëst hätt kënnen den Iran ginn zum Beispill, et hätt och kënnen d'Palästinenser ginn, et ass den Irak ginn.

Zënter méi wéi engem Joer, Här President, gëtt mat enger formidabler Intensitéit an Ausdauer der Welt vu Washington hier gesot, dass de Saddam Hussein d'Sécherheet vun Amerika beeinträchtigt an dass e militäreschen Asaz dësen Diktator wäert zur Streck bréngen.

Amerika mécht dobai e risege Feeler, well et duerch déi revolutionär Doktrin vum Preventivschlag eng Démarche légitiméiert, déi géint all Regele vum internationale Recht verstéisst.

Et kann näischt mat Antiamerikanismus ze dinn hunn, wann aus dem alen Europa eraus dës Kéier Amerika gehollef gëtt dese Feeler ze ennerloossen.

Mir mussen den Amerikaner soen, hiert Land ass dat stärkste Land op der Welt mat där gréisster Arméi, dëst grousst Land mat ville gescheite Käpp brauch keng Bomben op Bagdad ze geheie fir seng iwwermächtig Stærkt als Weltmacht ze beweisen, a brauch och keng Bomben op Bagdad ze geheie fir d'Sécherheet vu sengem Vollek ze garantéieren.

Amerika brauch net d'Kontroll iwwert d'Uelechfelder am Irak, fir och am 21. Jorhonnert als wirtschaftlech Weltmuecht ze gëllen. Amerika brauch aus strategesche Grënn net eng Festung um Golf ze hunn, fir méi no bei China ze sinn, well d'USA iwwerall op der Welt Stützpunkten hunn, also och gefeit si fir enger multipolärer Welt an der Zukunft an d'Gesicht ze kucken.

Amerika brauch och net iwwerall op der Welt seng Kultur, seng Liewensweis, seng Denkweis ze ootroyéieren, well déi grouss Kommunikatiounsreseau ginn hinne schonn haut d'Méiglechkeet iwwerall present ze sinn.

Amerika brauch och seng Frënn op der Welt net därmoossen ze brückéieren, ze drängen an ze quetschen a Rollen, déi hir Rollen net sinn. Amerika ass ee grousst an ee fräit Land, dat sech am Fong guer keng Vasallen ze zille brauch fir Weltmuecht ze sinn.

Wann Europa an dësem Sënn der US-Regierung paroli bidde wëllt, kann nach eng kleng Chance bestoen: Eischtens, dass den Här Bush ufängt nozelauschteren, ob schonn hie jo de Krich zënter dem Hierscht 2002 fir de März 2003 praktesch a seng Agenda geschriwwen huet. Zweetens, dass virun allem an den USA de Widderstand géint de Krich an der Populatioun nach wissst.

Déi Milliounen Leit, déi de 15. Februar an der ganzer Welt op der Strooss waren, waren net mobiliséiert well Antiamerikanismus se gedriwwen hätt, si ware mobiliséiert well se déi Determinatioun vum President Bush, fir mat alle Mëttelen an egal wéi mat militäreschen Aktiounen am Irak ze operéieren, schäerfsten oflehen.

Dese méigleche Krich, esou interpretéiere mir de Message vun den Demonstranten, dee fir Amerika an England lücht ze wannen ass um militäresche Plang, geet am Interesse vum Weltfridden op allen aneren Niveaue verluer.

Mat Bomben op Bagdad ass dem internationalen Terrorismus, ech hunn et schonn hei gesot, net bai ze kommen. De Géigendeel wäert d'Folleg sinn. Blannen Haass a Fanatismus géint de Weste kréien dann neien Opdriff.

Mat Bomben op Bagdad gëtt de Problem vum Openanerstousse vun de grouse Weltreligiounen an ee Licht gestallt, wou nees de reliöse Fanatismus mat sengem ganzen negative Potenzial wäert nach méi geschürt ginn.

Mat Bomben op Bagdad brécht d'Stabilitéit am Noen Osten zesummen, an d'Revanche déi d'arabesch Welt dann huele wäert, virun allem och um wirtschaftleche Plang, wäert och fir eis schwéier ze verkaafte ginn.

Mat Bomben op Bagdad, an ech hat et am Januar hei gesot, gëtt dem Irak eng Mëschung vu Leningrad an Dresden zougemutt. Eleng wann een drun denkt, wat mir sougenannten ziviliséiert Welt deene Leit am Irak duerch dese méigleche Krich, deen, wéi et ausgesäit, onméiglech ze verhënnere ass, effektiv zoumudden u plakeger Angscht, da muss dës ziviliséiert Welt, zu där och mir gehéieren, sech schummen oder awer seng Démarche a Fro stellen. Eleng de Fait, dass elo zënter Méint a Méint all Owend aus dem Headquarter vum Här Bush dës Krichsdrounge kommen, muss dach d'Iraker entweder ennerlech opreiwen oder se esou ofhärden, dass se ofgeschloss hunn an nach just dohinner vegetéieren.

Déi Leit, déi op d'Strooss gaange sinn, an och déi Leit, déi ganz grouss Majoritéit, 70 bis 90% an Europa, déi géint ee Krich sinn, sinn dach keng ennerentwéckelt Sujeten, déi net capabel wiere sech ee Bild vun der Situatioun ze maachen. Si liesen dach d'Zeitung, lauschten de Radio, kucken d'Televisioun a gesinn do déi gescheit Stats- a Regierungschefen a kommen zur Konklusioun, dass am 21. Jorhonnert d'Welt regéiert sollt gi vu Leit, déi de Respekt virun enger breeder Meenung vum Vollek net ignoréieren dierfen, all Kéier wann et em Krich oder em net Krich geet.

Bemierkenswäert ass jo de Fait, dass genee an deene Länner, wou d'Regierungen am däitlechsten um Bushkurs leien, wéi an England, Italien, Spuenien an och Australien, den Opmarsch vun der Populatioun am gréisste war.

Kënnen dës Länner et woen e Krich ze féiere géint hir Populatioun? Et ass dach ze hoffen, dass dës grouss Statsmänner nach d'Kéier kréien. Sollt déi ziviliséiert Welt instinktiv am Irak misse Krich maachen, dann ass et schlecht gestallt fir d'Kanner alleguerten op der Welt.

Wéi steet Europa zu där Fro? Europa ass jo, wéi mer wëssen, zu enger Europäescher Unioun ginn,

well Europa deem Krich en Enn wollt maachen, la Grande Guerre, dunn den Zweete Weltkrich. En drëtte Weltkrich géif Europa net iwwerliewen. Et ass eng existenziell Fro, an enger Zäit wou d'Waffesystemer d'Welt dausendemol kënnen zerstéieren, komplett zerstéieren. Krich ass also an allen Hinsichte just dat wat d'EU net ass. Also sollte mer aus der EU net muttwëlleg aneren op der Welt Krich zoumuden.

An dach, d'EU ass gespléckt. Wéi kennt et anescht sinn? Stelle mer eis eng Sekund nëmme vir Moskau, net Washington, hätt aus ähnlechen Ursaachen argumentéiert an e Krich géint den Irak an d'Viséier geholl. Och Moskau kënt 150.000 Zaldoten an de Golf schécken. Och Moskau wier den Iraker militäresch haushéich iwwerleeën. An deem Fall kënt ech mer net virstellen, dass England, mam Tony Blair, mat Russland op enger Wellelängt reide géif. An den Här Aznar an den Här Berlusconi doutsecher och net; Bulgarien, Rumänien, Polen kaum.

Wann Amerika dat seet awer, fille sech der vill zur Solidaritéit opgeruff, net wéinst dem Zil vun där militärescher Aktioun, mä ganz einfach well Amerika mat senger ganzer Aura rífft.

Här President, Groussbritannien ass duerch seng Geschicht, seng Sprooch, seng Liewensweis, seng Kultur ganz no bei Amerika, dëst onofhängeg wéi d'Regierungen des Sait oder déi Sait vum Atlantik ausgesinn. Um Regierungsplang ass et des Kéier jo och net anescht.

Italien, Spuenien, Portugal, Dänemark an anerer hunn a jéngster Zäit Regierungskoalitioune kritt, wou e Mann wéi de President Bush als Virbild géllt. Däitschland huet aus Grënn, déi mat senger Geschicht zesammenhänken, Grënn, déi amplifiéiert gi sinn an enger Wahlcampagne, mä net duerch des Wahlcampagne a mengen Aen entfallt gi sinn, grousse Problemer mat Bedeelegungen u Waffegäng. Besser esou wéi emgedréint, fir dëst 80-Millioune-Vollek.

Frankräich an England, Frankräich an Amerika sinn och des Kéier, wéi esou dacks schonn an der Geschicht, net op enger Wellelängt. D'Interesse vu Frankräich a vu Groussbritannien praffen am Irakkonflikt haart openaner.

Déi nei Länner aus Osteuropa hunn an der Hierarchie tëschent EU an NATO sech längst fir d'NATO entscheet. D'NATO ass Sécherheet fir si, d'NATO ass Amerika. Fazit: Amerika zitt aus ennerschiddlechste Grënn wéi e Magnéit u villen EU-Länner.

D'Griewer vun den US-Zaldoten a Frankräich vum Éischten a vum Zweete Weltkrich mussen geleeentlech hierhalen, fir d'öffentlech Meinung géint déi Länner opzewegelen, déi net mat der Aart a Weis virzegoe vum Här Bush averstane sinn. Am Fong missten awer des Griewer an des Kierfechter aus deenen zwee Weltkricher am 20. Jorhonnert just de Géigendeel bewirken. Si missten den USA an och den Europäer soen, dass Krich alles hélt wat de Mensch huet, vu senger Eier bis zu sengem Liewen. Wann also den Doud vun Honnerttausende jonke Ménschen an deenen zwee Weltkricher net emsoss soll gewiescht sinn, da mussen genee des Griewer weisen, dass een net lichtfankeg, net muttwëlleg e sennlose Krich op anere Plaze vun der Welt féiere kann an dobäi vergiessen, wat een urricht.

Wien huet eis ale Westeuropäer, muss ee jo haut soen, 1945 gesot, dass d'Diplomatie, d'international Recht agebett mussen ginn an international Organisationsounen, mat un der Spëtzt d'UNO? D'Amikaner hunn eis jo dese Wee virgezeechent. D'Veereenegt Natoune sinn entstanden. D'Diplomatie huet eng aner Qualitéit kritt, eng ganz aner Qualitéit wéi dat bis dohinner de

Fall war. Stelle mer eis emol ee Moment vir an de 50er Joren, an de 60er Joren, an der Héichzäit vum kale Krich, oder och an de 70er Joren, wou d'Ostpolitik vum Willy Brandt entscheidend Schrëtt gemaach huet, fir eben den Osten an de Weste méi no unenaner ze bréngen, oder och bei der Kubakris, et wieren esou Statsmänner un der Muecht gewiescht a grouse Länner, déi esou aggressiv an esou stur reagiert hätten, wéi elo d'Administratioun Bush. Domadder wier d'Mënschheit schonn deemools schnurstracks an en drëtte Weltkrich gezerrt ginn.

D'Diplomatie ass de Géigepart vum Krich. Am Fall Irakkonflikt ass d'Diplomatie nach laang net auszeräissen. Krich wier een Affront géint d'Diplomatie. Krich wier en Attentat op d'Diplomatie. Mam däitschen Ausseminister Fischer muss ee froen, éischstens emol: Huet d'Diplomatie, zënter dass d'UNO-Inspekteren am Irak sinn, um Terrain, a Saache Waffevernichtung Fortschrëtt gemaach? Äntwert kloer: Jo!

Zweet Fro: Sinn all Méiglechkeete vun der Inspektioun ofgeschloss? Äntwert kloer: Neen!

Also ass et dach net responsabel dauernd vu Game over ze schwätzen, wéi den Här Bush. Et muss ee sech froen, ob d'amerikanesch Regierung duerch d'Inspektioun Krich verhënnere wëllt oder Krich justifiéiere wëllt. Nun, d'Europäesch Unioun huet jo zu Bréissel en typesche Kompromiss ausgeschafft, e Kompromiss deem säi Wäert, wat de Fong ugëtt, all Interpretatiounsméiglechkeeten opléisst. De griichesche Premier Costa Simitis huet keng Ustrengung gescheit, fir wéinegstens dat Resultat fäerdeg ze bréngen.

Dese Kompromiss verkierpert dat wat d'Europäesch Unioun a Saachen Aussepolitik ze bidden huet, nämlech divers Interessesgemeinschaften nationaler Natur.

Den Här Bush kann no Bréissel, Madame Polfer, weider soen, dass den Här Tony Blair aussergewöhnleche Courage hat an dass d'Häre Chirac a Schröder zum alen europäeschen Eise weider gehéieren.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Aus der Siicht vun eiser Partei ass dese Kompromiss wuel net sennlos, allerdéngs hätt des EU-Positioun, fir wierklech eppes Gräifbares duerstellen, eng europäesch Démarche fir déi zwee Länner, Frankräich a Groussbritannien, déi jo am UNO-Weltsécherheetsrot mat Veto-Recht setzen, fir déi aner EU-Länner an deem Rot missten ustriewen. D'Suite vun där Prozedur, an där mer dra sinn, spillt sech mat gréisster Wahrscheinlechkeet am Weltsécherheetsrot of. Aso misst d'EU eigentlech eng EU-Strategie hunn. Si huet leider nëmmen Nationalstrategien, wéi et och net anescht ze erwaarde war.

No deser Kris, a spéitstens bei den Europaparlamentswahlen am Joer 2004, muss d'Europäesch Unioun, wa se sech selwer nach esocht hélt, hir Strategie, hir Démarche, hiren Aflosspegel op der Weltbühn als Unioun iwwerdenken, wa se sech dem Wieler zur Wahl stellt.

Nun, Här President, mir sinn hei am Lëtzebuurger Parlament. D'Lëtzebuurger Demokratie, déi parlamentaresch Demokratie, ass kee Wagon-lit, wou ee soll feierlech ageschlof ginn. Dofir wëll ech mech an haarden an a kloer Wieder mat der Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung ausenaner setzen.

Spillt Lëtzebuerg als klengsten EU-Member, deen eenzeg, dee jo kee militäresche Potenzial huet, eng Roll am europäesche Kontext an där Fro? Äntwert: Onbedéngt, esou wäit mer nach eng European Aussepolitik wëllen hunn.

Ass d'Lëtzebuurger Innenpolitik am Positionnement vu senger Re-

gierung an deser Fro gefuerdert? Äntwert: All demokratesch Versteedsmech verbitt de Contraire. Wéi dacks hu mer de Lëtzebuurger Premier héiere soen, dass Europapolitik an all senge Facetten Innenpolitik wier. Mä wann et net an de Krom passt, dann héiert ee Freides mëttes, dass et falsch wier d'Thema vum Irakkonflikt, wat jo wéi keen anert een Thema ass vun EU-Politik, ze innenpolitiséieren. Nëmme an enger Banannerepublik gétt net iwwert dëst Thema diskutéiert, an d'Schwësteren an d'Bridder, souwuel chëschtlechter-säits wéi liberalersäits an Däitschland zum Beispill, hu sech bestëmmt kee Keuschheitsgürtel an deser Fro selwer operluecht. Bien au contraire.

Also, Här President, mir wäerten eis an där Fro do selbstverständlech kee Maulkuerf undoe loossen.

Huet d'Lëtzebuurger Regierung virum Sommet vu Bréissel eng Positioun gehat, notamment an der Démarche am Weltsécherheetsrot? Äntwert kloer: Neen, an ech wäert mech explizéieren. Huet d'Lëtzebuurger Regierung virum Sommet vu Bréissel eng kloer Positioun gehat par rapport zu enger unilateraler Interventioun vun den USA am Irak? Äntwert kloer: Neen.

Wou stoung d'Lëtzebuurger Regierung par rapport zu deenen, déi Amerika-trei alles matmaachen, wat de President Bush decidéiert, an deenen, déi wéi Däitschland, Frankräich an d'Belsch, sech gewier hunn? Äntwert: Néierens, am Niemandland.

Dir Dammen an Dir Hären, liest de Monde, liest d'Libération vum 14. respektiv vum 15. Februar. Do stellen d'Journalisten dëst objektiv fest aus der Distanz gesinn. Kann een, wann een eescht geholl wëllt ginn an esou enger Fro, tëschent de Still setzen, ier e Kompromiss ausgeschafft gëtt? Äntwert: Neen!

Weder déi eng nach déi aner huelen een da fir eescht. Et gëtt e Kompromiss ausgeschafft an et ass een net derbäi. A Saache Krich a Krichsverhënnere ass een entweder schwanger oder et ass een et net. Et kann een net iwwerall sinn an néierens. Wou hätt d'Lëtzebuurger Regierung sech also misse situéiere viru Bréissel? Dat ass déi Fro, déi d'Lëtzebuurger och dobaussen interesséiert. Äntwert ganz kloer: Bei den Däitschen, bei de Fransousen a bei de Belsch.

Eisen direkten Noperen, deenen ee kënt vläicht am allermannsten Anti-Amerikanismus am Fong duergehen, well si de Courage hunn - si haten de Courage a si hunn de Courage -, dem Här Bush de Spiegel dohinner ze halen. Lëtzebuerg awer stoung hannert dem Spiegel, de Kapp an de Sand ze strecken, ouni Courage, ouni Wäitsicht.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kommen och zu deemem Zäitpunkt net derlaanscht - well hei jo eng lieweg Demokratie ass an de Statsminister gären Débaten huet -, e puer Sätz iwwert de Regierungsspreecher Jean-Claude Juncker a Saachen Irakkonflikt nom Ministerrot vum 14. Februar ze soen.

An anere Länner ass de Premier net Regierungsspreecher, nu bei eis, dat wësse mer, ass jo säit längerem de Premier säin eegenen Impressario. Op där Freides-Mëttes-Bühn produziéiert dese Regierungsspreecher dann déi séileg Zoustänn, d'Aversiounen, d'Freed, d'Leift zur Muecht, wéi och den Haass géint déi, déi em woen ze widderprieche, also d'Opposition an déi CSV-Ongleeweg am Land vum Premier Jean-Claude Juncker. Dëst schizoid, also op Lëtzebuergesch gesot, séileg zerrassen Astellung vum Personnage Jean-Claude Juncker, ergëtt dann

esou Nummere wéi d'Lëtzebuurger se Freides owes als humoristeschen Apperitif zum Week-End no den Déck-Käpp um Radio gären héieren.

(Hilarité et interruptions)

D'Chamber ass a mengen Aen een ze héicht Haus, fir ze laang dee léifsten Ausdrock vum Franz-Josef Strauss, an zwar „Hinterfotzigkeit“, hei ze debattéieren. „Hinterfotzigkeit“ ass een Ausdrock, deen an CSU-Kreeser am Wildbad-Kreuth-Eck, an der Zäit vum Här Strauss, dacks ze héiere war.

Hei bei eis ass deen Ausdrock vun der Hinterfotzigkeit jo net esou geleeft am Sproochgebrauch. Mä den Här Juncker, deen deesen Ausdrock um Briefing vum 14. Februar 2002 gebraucht huet, setzt sech eben dofir an, dass déi teutonisch-bajuwaresch ausgefale Wieder net verluer ginn; a wann dat an Däitschland schwéier ass, da wéinstens hei bei eis.

(Interruptions diverses et brouhaha général)

Dat ass nun eben Europa, dëst am Interesse vum fortschrëttleche Wortschatz aus der Chrëschtendemokratie.

A Saache Revanche, déi den Här Juncker ugekënnegt huet, wëllt ech zwou Saache soen. Éischstens. De Langage vun der Revanche, der schrecklecher Revanche, wéi hien dat gesot huet, ass hoergenee d'Abziehbild, selbstverständlech op engem aneren Niveau, mä et ass et, vum Här Bush a vum Här Saddam Hussein hiren Drohungen zënter Méint.

(Interruptions diverses et brouhaha général)

Ech weess net ob de Regierungsspreecher Juncker dem Premier Juncker domadder e grouse Gefale mécht.

Zweetens. Ech roden dem Premier Juncker sengem Regierungsspreecher bäizebréngen, dass een de Mond viru Wahlen net soll vollhuelen mat Revanche-Erklärungen, et ass scho virkomm an der Demokratie, dass de Wieler Revanche geholl huet un deenen déi d'Revanche ugekënnegt hunn, an dat kënt dem Premier Juncker mat sengem Regierungsspreecher Juncker net ganz gutt bekommen.

(Interruptions)

Här Weiler, schreift dat, wat Der do sot, an Ären CSV-Espresso, a lauschtert elo mol no.

Zur Saach: Kee vun der LSAP huet dem Här Juncker...

(Interruptions et brouhaha général)

■ Une voix.- Här President, rufft dach emol zur Uerdnung! Dir rufft eis och ëmmer zur Uerdnung. Da rufft si elo och emol zur Uerdnung.

■ M. le Président.- Mä ech mengen lech misst ech fir d'éischt zur Uerdnung ruffen, well Dir sidd deen deen am meeschten ënnerbrécht.

(Hilarité et interruptions)

■ M. Jean Asselborn (LSAP).- Kee vun der LSAP huet dem Här Juncker Krichsdreiwerei virgehait. Keen. Mir hunn dem Här Juncker eppes ganz aneschters gesot. Mä, och hei muss een déi bekannten Taktik vum Här Juncker kloer un de Pranger stellen. Beim Débat iwwert déi sougenannten Telefonsaffär am Joer 2000...

(Interruptions diverses)

Sot, Här President, ass d'CSV-Fraktioun amgaange mer hei d'Wuert ze verbidden, oder wat féiere se op? Da lauschtert no. Wann Dir lech net wëllt domat ausenaner setzen, da gitt eraus.

(Brouhaha général)

Beim Débat iwwert déi sougenannten Telefonsaffär am Joer 2000 zum Beispill, hat ech fir eis Partei gesot, dass ee Justizminister, deen de Ri-

siko ageet fir de Responsabele vun der Justiz e Maulkuerf unzedinn, wat jo an enger Circulaire ministérielle deemools gewënscht gi war, an der Mentalitéit sech selwer an d'30er Joren zréckversetzt.

Den Här Juncker huet meng Aussoen als infeket bezeecht. Deemools hunn ech mech aschüchtere gelooss. Haut, Här President, ass dee Stadium iwwerwonnen, dat gräift net méi. Och déi, déi sech fir d'Lex Greenpeace asetzen, Här Juncker, déi loosse sech och net aschüchtere vun Ärem Saz, wou Dir gesot hutt: „Et bräicht keen hei am Land ze behaapten, Dir wëllt e Faschist genannt ginn“, och dat huet kee gesot, Här Juncker.

(Interruption)

Genee wéi kee vun der LSAP gesot huet, den Här Juncker wier ee Krichsdreiwerei. Mir hunn dem Här Juncker an der Regierung gesot, dass wann all Land - an ech widerhuelen et ganz däitlech nach eng Kéier - an der Europäescher Unioun sech esou verhalten hätt wéi d'Lëtzebuurger Regierung, also keng kloer Sprooch géint d'Absichte vun der Bush-Administratioun gefouert hätt, an de leschte Méint an an de leschte Wochen, da wier de Krich mat grousser Wahrscheinlechkeet schonn amgaangen.

Also, ouni déi couragéiert Positioun vun de Regierungen aus Frankräich, Däitschland an der Belsch, wier d'Gefor vum Krich scho laang Realitéit. Dëst ass eng Ausso déi, ob se elo gefält oder net, eng politesch Appréciation ass, déi eis Partei sech net verbidde léisst. Si ass richtig, a well se richtig ass, muss se och widerholl ginn.

Et war fir virum Bréisseler Sommet a virum der Debatt am Weltsécherheetsrot Stellung ze bezéien. Fir wat ass Lëtzebuerg net bei deenen, wou d'Leit an hirem Land gesot hunn, dass se houfreg iwwert d'Positioun vun hirer Regierung wieren? Hei hunn ech keen héieren, bei all deenen déi de 15. op der Strooss waren, dat soen.

A puncto NATO ware mer am Januar ee Moment op där richteger Sait, bei de Fransousen, bei de Belsch a bei den Däitschen. Kuerz drop liese mer dass d'Lëtzebuurger Diplomatie, opgrond vun enger Debatt an der Chamber, wou ech ni wouss wéini dass déi sollt stattfonnt hunn, sech désolidariséiert hätt. Wou war déi Debatt, Här President? D'Ausseministesche, d'Madame Polfer, sollt eis hei an och de Lëtzebuurger soen, wat dann elo de wierkleche Grond ass, dass mer vun deenen drai couragéierte Länner en principe ofgeréckelt sinn. Iwwregens ass d'Madame Polfer jo Presidentin vun der Demokratescher Partei, souwäit et d'Demokratesch Partei nach gëtt.

(Hilarité et interruptions)

Dës Partei mécht Communiquéen, am Sënn wéi déi obligatoresch Längt vun de Pegelen um Stausee soll sinn, mä an der Irakfro hunn ech nach keng kloer Positioun vun hir héieren. D'DP ass an där Fro weder an der Regierung present, nach an der Chamber, nach op der Strooss. Dofir, wou ass déi grouss dialogfreedeg, transparent Partei, déi mam Bierger eng Allianz agaange wier, fir hir Interessen an der Lëtzebuurger Politik ze vertrieeden.

Et ass ebe méi schwéier, Här President, sech an esou Theme wéi dem Irakkonflikt ze situéieren, wéi um Riedche vum Punktwäert ze dréien, fir sech iwwerall de schéine Männchen ze maachen.

Als LSAP hate mer der Regierung schonn den 10. Oktober 2002 an enger Motioun d'Méiglechkeet ginn, eng kloer Positioun hei am Parlament ze bezéien; a mer si jo eng parlamentaresch Demokratie. Dëst also zu engem Zäitpunkt wou et seriö ginn ass. Mir haten d'Regierung gefrot « de s'abstenir au soutien de toute action non couverte par un mandat du Conseil de Sé-

curité des Nations Unies ». Dës Motioun ass ofgeleent ginn, well d'Regierung eng kloer Positioun refuséiert huet. D'Argumenter ware schwach a wackeleger, mä den Här Rippinger huet gesot, eis Motioun ass e bësse méi komplett. Dobäi hate se d'LSAP-Motioun ratzecal ofgeschriwwen a just dee wichtigsten, de leschte Saz verbessert, dee Saz deen all unilateral Aktioun verbitt.

Den 30. Januar hei an der Chamber hu mer nees an enger Motioun gefuerdert « à demander au Gouvernement américain de s'abstenir de toute action militaire unilatérale contre l'Irak et de respecter les principes du droit international ». An zweetens « à s'exprimer publiquement contre toute participation dans une action militaire menée contre l'Irak au cas où la solution aux problèmes liés à l'Irak n'est pas recherchée dans la stricte application de la Charte des Nations Unies et des résolutions du Conseil des Nations Unies ».

Här President, ech stelle just fest, dass och deemools Verleeënheetsrieden hei gehale gi sinn, an dass och deemools déi Majoritéitsdeputéierte laviéiert hunn, schwadronnéiert hunn a si hunn eis Motioun erëm eng kéier ofgeleent; an da soll dann een hei behaupten, d'Regierung hätt ëmmer eng Linn gehat. Och dës Motioun ass, wéi gesot, vun de Regierungsparteien net ugeholl ginn, obshonn awer deeselwechten Dag, wéi mer dat diskutéiert hunn, den Här Bush gesot huet, coüte que coüte, wann d'UNO net wëllt mat marschéieren, da maache mir eng unilateral Interventionioun.

Schliesslech hu mer jo hei an der Chamber den 10. Februar 2003, e puer Deeg virum der Demonstratioun de 15. Februar, also virum Sommet vu Bréssel, nach eng kéier iwwert den Irak geschwat, a keng däitlech Positioun ass vun der Lëtzebuerger Regierung gesot ginn. D'Lëtzebuerger Regierung ass ouni Positioun op Bréssel gaangen.

An dat seet net d'politesch Oppositioun hei zu Lëtzebuerg, dat seet den Här Erny Gillen an dat seet den Här Jean-Claude Reding, déi d'Spreecher waren op der Demonstratioun. A praktesch alle Medien ass dat festgehale ginn, auslännesch Journalisten hunn dat och bestätegt, an ech hunn der och schonn zitiiert. Lëtzebuerg war op deem Punkt e wäisse Fleck op der Landkaart.

Fir kloer ze sinn, Här President, de Lëtzebuerger Premier, deen d'Ennerschrëft vun deenen aacht Europäer, déi sech zum President Bush geschloen hunn, nëmmen an der Form kritiséiert huet, deen Däitschland, Frankräich an der Belsch awer ze verstoe ginn huet, dass een hir Démarche verstoe géif. Hien, deen net an enger Krichslogik wëllt sinn, mä dem President Bush net seet dass hie falsch läit, wann hie seet Game over. Et gëtt Statspresidenten an et gëtt Premierer an Europa, déi geäntwert hu wéi den Här Bush gesot huet Game over, notament de franséischen. Deen huet gesot: „The game is not over“ an hien huet och gesot: „It's not a game“. Dat ass, mengen ech, e Mann, dee Fuert bekannt huet.

Fait ass a bleift also, dass wann all Land - dat ass meng Konklusioun zu där Fro - esou amorphe, esou multipolair an hirer Positioun agéiert hätt wéi d'Lëtzebuerger Regierung bis dato, dëst am strikte Géigendeel zu Däitschland, Frankräich an der Belsch, eisen direkten Noperen, gemaach huet, da wier längst Krich. Dann hätten d'Häre Cheney a Rumsfeld an d'Madame Rice, mam Här Bush un der Spëtzt, ouni dass Inspekteren am Irak gewiescht wieren, schonn zougeschloen.

Här President, d'LSAP ass dofir, dass de Saddam Hussein entwaffnet gëtt, dass all Waffepotenzial dësem Diktator aus den Hänn geholl gëtt, dass also d'Inspekteren

d'Mëttele an d'Zäit kréie fir ze inspektéieren, Zerstéierungen opzewéngen a se ze iwwerwaachen. Dëst Ganzt muss a regelméissegen Ofstänn dem Weltsécherheetsrot virgedroen an dokumentéiert ginn. D'LSAP seet haut, dass keng zweet Resolutioun no der 1441 néideg ass, dass opgrond vun dëser Resolutioun d'Mëttele fir ze inspektéieren verstärkt musse ginn an d'Zäit, déi néideg ass, och zur Verfügung muss gestallt ginn. Et ass also de Memorandum vu Frankräich, ënnerstëtzt vun anere grouse Länner, deen och d'Ennerstëtzung verdéngt vu Lëtzebuerg.

D'LSAP seet och, dass ënnert den Erkenntnisser, déi haut virleien, keng Krichsaktioun am Irak ze rechtfertigen ass, ouni - selbstverständlech -, mä och mat UNO-Mandat. Ech explizéiere mech. Kuckt een d'Pressiounen, déi vu Washington ausgi fir de Feu vert fir de Krich ze kréien, dann huet dës Drockdiplomatie näischt mat Humanismus, der Verteidigung vun de Mänscherechter am Irak oder der Bekämpfung vun internationalen Terrorismus ze dinn. D'Bedrohungspotenzial, dat vum Irak ausgeet, an d'Verhältnisméissegkeet vun de Mëttele schwätze kloer géint e Krich an ech hunn hei ausgefouert, dass de Risiko vum Embracement am Noen Oste riseg ass, wann et zur militärescher Aktioun vun den USA an anere komme sollt.

Mir wëssen, dass an der UNO-Charta eng militärescher Aktioun ënner ganz präzise Bedingunge virgesinn ass. Dëse Prinzip wëlle mir hei net generell ënnerhelegen. Am Fall, wéi et beim Irakkonflikt awer elo leeft, si mer awer zur Konkusioun komm, dass déi amerikanesch Regierung dëse Krich längst decidéiert huet an an der Inspektioun, wéi ech gesot hunn, eischer eng Justificatioun fir e Krich gesäit wéi fir de Krich ze verhënnere. Dat kënne mir, nach eng kéier, mat de Kenntnisser vun haut, net cautionéieren.

Här President, mat där Astellung si mer net eleng, weder op der Welt nach an der Europäescher Union oder am Land. Déi chrëschtlech Kierchen zum Beispill, déi jo an de leschte 50 Joer bäigeléiert hunn, mä awer och déi, déi d'Gefore vun engem Preventivschlag kategoresch ofweisen aus moralesche wéi aus politesche Grënn, aus Angscht dass zum Beispill Indien oder de Pakistan, déi béid d'Atomwaff hunn, sech vun esou enger Doctrine inspiréiere kéinten, rai-sonnéieren d'selwecht.

An der Literatur gëtt et masseg ze liesen iwwert d'Philosophie vum Krich a vum Fridden, net zulescht well de Krich esou all ass wéi d'Mënsche selwer. E puer Jordausende viru Christus huet den Sun Tsu gelieft. Hie war en héije Militärstrateg an och e Philosoph. Seng Schlüsselerkenntnis war folgend: „Dee beschte Krichshär ass deen, deen duerch säi politesch Talent e Krich verhënnert. Honnertmol gewannen“, sot hien, „an honnert Schluechten, dat ass net déi héchste Konscht. Déi héchste Konscht ass säi Feind ouni Krich ze bezwéngen.“

Um 9 Auer 10 haut de Moie war et kloer, endlech kloer, dass d'Lëtzebuerger Regierung géint d'Initiativ vun Amerika, England a Spuenien ass. Um 9 Auer 25 war dat net méi esou kloer. Duerfir wëlle mir elo, dass d'Lëtzebuerger Regierung endlech Fuert bekennt. Eis Motioun invitiiert fir d'„Initiative française“ vum Memorandum ze ënnerstëtzen.

Här President, ech ginn lech déi Motioun hei an ech soen lech merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- réaffirmant que le désarmement complet de l'Irak est l'objectif commun de la communauté internationale et que les Nations unies con-

stituent le seul cadre légitime pour en traiter;

- appelant les autorités irakiennes à apporter une coopération immédiate, active et sans réserve aux équipes d'inspecteurs des Nations unies;

- consciente de la nécessité de continuer à exercer une pression soutenue pour amener les autorités irakiennes à se conformer à ses obligations;

- considérant que le Conseil de Sécurité de l'ONU vient d'être saisi d'un projet de deuxième résolution déposé par les Etats-Unis et coparrainé par la Grande-Bretagne et l'Espagne, dans lequel le Conseil «décide» que l'Irak a dorénavant manqué de saisir la dernière chance qui lui était offerte dans la résolution 1441 et, partant, autorise l'action militaire;

- considérant en contrepartie, le mémorandum informel proposé par la France et soutenu par l'Allemagne, suggérant des mesures de nature à accroître l'efficacité et la rapidité des inspections;

- soulignant que tout doit être fait pour éviter le recours à la force armée;

invite le Gouvernement

- à plaider en faveur de la poursuite des inspections et au renforcement substantiel de leurs moyens humains et techniques, dans le cadre de la résolution 1441 du Conseil de Sécurité des Nations unies, dont toutes les possibilités n'ont pas encore été exploitées;

- à soutenir dès lors, sans délai, le mémorandum d'initiative française, et par conséquent, à s'opposer au projet de deuxième résolution sur l'Irak tant que toutes les voies politiques et diplomatiques ne sont pas explorées en vue d'assurer un règlement pacifique du conflit.

(s.) Jean Asselborn, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Den Här Statsminister Jean-Claude Juncker huet d'Wuert.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Fir datt hien an der Debatt méi séier virukënn, kann den Här Asselborn vläicht a fënnf, sechs Minutten déi franséisch, däitsch a russesch Initiativ am Detail erläuteren.

■ **Une voix.**- Très bien.

■ **M. Jean Asselborn (LSAP).**- Här President, mir sinn net hei am Oral. Den Här Juncker soll dat maachen, wat hien am beschte kann.

■ **(Hilarité et coups de cloche de la Présidence)**

■ **Une voix.**- Dir kennt se dach.

■ **M. Jean Asselborn (LSAP).**- De Memorandum vun de Fransosen, dee vun den Däitschen, de Russen an och vun de Chinesen ënnerstëtzt gëtt, ass eng Initiativ, fir dass wierklech déi Leit, déi d'Inspektioun maachen, d'Zäit kréien an d'Mëttele kréie fir dass um friddleche Wee dee Konflikt ze léisen ass. Dat ass dat, wat an deem Memorandum de Sënn ass vun där Démarche.

■ **(Interruptions diverses)**

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Do brauch ee keng sechs Minutten.

■ **Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Hu mir dann iergendeppes aneschters gesot?

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet elo den Här Jean-Paul Rippinger.

■ **(Interruptions)**

Ech bieden lech roueg ze sinn an elo dem nächste Riedner nozelauschteren.

■ **M. Jean Asselborn (LSAP).**- Et sinn och nach Leit, deene Saache gefalen, déi lech net gefalen, Här Strotz!

■ **(Interruptions et hilarité)**

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no der Interventionioun vu mengem Virriedner wëll ech mech erëm deem Eescht vun dem Sujet zouwenden.

■ **(Interruption)**

Do kommen ech net ëmhin lech ze soen: Déi Demokratesch Partei ass fir de Fridden a wëllt kee Krich.

■ **(Brouhaha général)**

Déi Demokratesch Partei ass mat hirem Koalitiounspartner, der CSV...

■ **(Interruptions)**

■ **M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie.**- Firwat gëtt d'LSAP dann elo esou nervös?

■ **(Hilarité)**

■ **Une voix.**- Et ass net nervös, et ass lächerlech.

■ **(Brouhaha général)**

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Déi Demokratesch Partei ass mat hirem Koalitiounspartner, der CSV an enger Regierung,...

■ **(Coups de cloche de la Présidence)**

■ **M. le Président.**- Ech géif lech biede roueg ze sinn an dem Riedner nozelauschteren.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- ...déi och kee Krich wëllt, och elo a besonnesch elo am Konflikt mam Irak. Dat ass keng eidel Floskel. Eis Regierung huet och deemno gehandelt an deem Sënn an op dat Zil hi war d'Positioun souwuel vum Statsminister, wéi vun der Ausseministerin, vun Ufank u kloer a si ass duerch d'Konklusioun vum Conseil européen vum leschte 17. Februar an duerch hir Ennerschrëft op dësem Dokument bestätegt ginn. Haut an dësem Débat de consultation an no der Interventionioun vun dem Statsminister, dem Här Juncker, a vun der Madame Polfer, hu si dat erëm op eng eklatant Aart a Weis ënner Beweis gestallt. De Message, dee si haut ginn hunn, ass ganz kloer.

D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei ënnerstëtzt ausdrécklech déi Haltung a si steet geschlossen hannert der Regierung. Och eis Fraktioun wëllt kee Krich am Irak, an dat net eréischt säit dem leschte 15. Februar, wou Milliounen vu Mënschen an alle Kontinente vun dëser Welt fir de Fridde manifestéiert hunn an op d'Strooss gaange sinn. D'Geschicht vun eiser Partei, déi aus de Resistenzbewegung vum Zweete Weltkrich ervirgaangen ass, beweist an ënnersträicht dat mat Nodrock. Mir brauchen also vu kengem eng Lektioun ze kréien, wann et drëm geet tëschent Krich a Fridden ze wielen. Ech weess hei am Land an och hei an dësem Parlament sti mir net eleng do mat där Attitud, an dat ass och gutt esou.

Mir sinn an dëser internationaler irakescher Kris an enger Situation, déi vun Dag zu Dag évoluéiert, wou een haut net soe kann, wat da mar effektiv geschéie kann. Dofir kann eis och dësen Débat haut net zu enger definitiver Prise de position zwéngen. Krich dierf awer ni e Mëttel zum Zweck sinn, well Krich ass schlussendlech ëmmer d'Resultat oder d'Konklusioun vun engem Echech, notament am Bestiewe sech an d'Regele vum internationale Völkerrecht ze halen

a virun allem op diplomateschem Wee all Méiglecheeten auszeschöpfen eng Krisis ze meeschteren.

Mä leider ass et esou, dass et meeschtens Diktature sinn, déi kee Respekt virun der Fräiheet vum Einzelnen an de Grondrechter vun de Mënschen hunn, déi e Krich eropbeschwieren. De Schlëssel fir dës Irakkris ze entschärfen an e Krich ze vermeide läit awer eenzeg an eleng beim Saddam Hussein. Mir kënnen haut nëmmen hoffen, dass dësen Diktator a säi Regime dach nach hirem Vollek Zerstéierung a Leed erspuere wëllen. Hien ass jo e Wiederholungstäter, well hien 1991 schonns eng kéier e Krich provoziert huet mat all deene katastrophale Folgen, déi dat fir d'irakescht Vollek an déi ganz Region eropbeschwier huet.

Hien ass deen Eenzegen, deen eng friddlech Léisung erbäiféiere kann an och haut nach e Krich vermeide kann, wann hie vollstänneg an emfangräich mat den UNO-Inspektoren kooperéiert.

Wat wëllt déi international Communautéit? A wat wëlle mir Lëtzebuerger als een intim klengen Deel vun dëser Völkergemeinschaft? Mä dës Völkergemeinschaft wëllt, dass de Saddam Hussein alleguerter seng biologesch a chemesch Waffeprogrammer oppen duerleet an zerstéiert. D'international Communautéit wëllt, dass de Regime zu Bagdad noweist, wat mat deene Waffeprogrammer geschitt ass vun deenen d'Waffeninspektoren Kenntnis haten, éier se 1998 aus dem Irak hu misse fortgoen. Dat ass dat, wat nach eng kéier an der Resolutioun 1441 vum leschten 8. November verlaangt gëtt. Dat ass dat, wat d'Europäesch Union ënnerstëtzt.

D'Konklusioun vum Conseil européen vum 17. Februar, déi nach bis zum heitegen Dag hir Gültigkeit hunn, hale fest, déi total a reell Entwaffnung vum Saddam, an dat soll op engem friddleche Wee geschéien. Ech zitiiere: „L'objectif de l'Union en ce qui concerne l'Irak demeure le désarmement total et effectif de ce pays conformément aux résolutions pertinentes du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Nous souhaitons atteindre cet objectif de manière pacifique.“

Et ass dat wat déi europäesch Völkergemeinschaft, also och mir, wëllen. „La guerre n'est pas inévitable. La force ne devrait être utilisée qu'en dernier recours“, steet do dran. An dann e ganz besonnesche Saz, deen ech mer erlaben hei nach ze widderhuelen an ze zitiiere: „Il appartient au régime irakien de mettre un terme à cette crise en se conformant aux exigences du Conseil de Sécurité.“ An et ass wichtig dee Saz ze ënnersträichen, well en de Problem ganz kloer op de Punkt bréngt. Et ass de Saddam Hussein a säi Regime déi dofir verantwortlech sinn, wann de Krich als allerlescht Instanz net méi ze vermeide wär.

Wien huet sech säit dem Enn vum Golfkrich iwwert d'UNO-Resolutiounen ewechgesat? Wie verfügt iwwer Massevernichtungswaffen, déi hie schonns laang net méi dierf hunn an déi e schonns laang net méi produzéieren dierf? Et ass d'Völkergemeinschaft, déi duerch d'Instrument vum Conseil de Sécurité vun der UNO nom Golfkrich decidéiert huet, dass de Regime vu Bagdad ofrüste misst. Et ass erëm d'Völkergemeinschaft déi unaniemement iwwert de Wee vun dem Conseil de Sécurité vun der UNO decidéiert huet, an hirer Resolutioun 1441, dass den Irak oppen a bedingungslos kooperéiere misst.

Wa mer vun allen diplomatesche Moyene schwätzen, dann ass et och kloer, dass déi eng militärescher Komponent hunn, also als lescht Instanz d'Uwendung vun der Gewalt. Kee kann haut behaupten, dass den Irak neien Inspektiounen zougestëmmt hätt, wann net dee staarken internationale mä och militäreschen Drock bestanen hätt. Esou ze soen d'Menace vum Krich

oder d'Menace vun enger militärescher Interventioun fir eben de Krich ze vermeiden. Et ass nëmmen d'Undroung vun enger militärescher Interventioun, déi d'Kontrolle vun den UNO-Inspektoren erméiglecht huet an dass hir Missiounen och konnten erweidert ginn.

Här President, de leschte 15. Februar hunn d'Leit uechtert d'ganz Welt op eng impressionant Manéier bewisen, dass si kee Krich wëllen. Och hei zu Lëtzebuerg waren Dausende vu Leit, jonker an aler, op der Strooss. Dat ass kloer een Optrag un eis Regierung an un hir international Partner, fir alles ze maache fir e Krich ze vermeiden. An deem Optrag ass och ugeholl ginn, an dat schonns virum 15. Februar. Mä et ass net nëmmen en Optrag un eis Regierung, et ass och een un déi international Communautéit. Et ass virun allem och een Optrag un de Saddam Hussein, fir eng militäresch Interventioun ze vermeiden, andeem e sech un d'Oplage vun dem Conseil de Sécurité hält.

Tatsaach ass awer och, dass d'Regierung vun dëser Welt d'Missioun hunn, d'Sécherheet vun hire Bierger ze garantéieren an doriwwer eraus agéiere solle fir d'geopolitesch Stabilitéit an eiser Welt ze garantéieren.

Tatsaach ass awer och, an dat ass och net vun der Hand ze weisen, dass de Regime vum Saddam Hussein eng Bedrohung fir seng Leit, säi Vollek, d'Regioun, de Mëtteren Orient an doriwwer eraus fir d'ganz Welt duerstellt.

Et gëtt mat allen diplomateschen a militäreschen Drockméttelen versicht e Krich ze vermeiden. Dës Situatioun, wou dorops gewaart gëtt dass de Regime vu Bagdad all Dag vläicht e weidere kleng Schrëtt mécht, fir der Resolutioun 1441 gerecht ze ginn, kann awer net éiweg undauern.

Et muss eng Limite an der Zäit ginn. Et gëtt Leit, déi d'Gefill net lass ginn, dass de Saddam Hussein schonns ze laang déi international Communautéit un der Nues erméigefouert huet. Hie kann elo bewisen, dass et him eescht gemengt ass, andeem dass en dem Hans Blix senger Opfuorderung nokënnt an den 1. März d'Al-Samoud-2-Rakéiten, déi eng Räichwäit vun iwwer 150 km hunn, ufänkt ze zerstéieren. Mir gesi kee Widersproch doranner, dass d'Inspektiounen weiderginn esou laang Resultater erziilt ginn. Den Drock op allen Niveauen muss awer weider oprecht erhale gi fir d'Waffeninspektiounen ze ënnerstëtzen.

Frankräich huet en zweete Memorandum am Conseil de Sécurité abuecht, dee proposéiert e klore Programm festzehalen, nodeems Resultater bei de Waffeninspektiounen erziilt sollte ginn. Däitschland a Russland ënnerstëtzen dat. Mir stellen also fest, dass déi Länner och der Meenung sinn, weider eng Léisung am Kader vun der internationaler Communautéit ze sichen, e Wee dee mir och ëmmer vertritt hunn, esou laang e Resultater bréngt.

D'Völkergemeinschaft huet sech nom Zweete Weltkrich en Instrument ginn, nämlech d'ONU an hire Conseil de Sécurité, fir Konflikter ze léisen, de Krich wa méiglech ze évitéieren a fir d'Gardienne vum geopoliteschen Equilibre an eiser Welt ze sinn. Alles dat wat sech momentan an der Irakfro deet geschitt ënner der Egide, der sougenannter Schirmherrschaft, vun der UNO, an dofir soll och alles dru gesat gi fir eng Léisung am Kader vun der UNO ze fannen. Dës Situatioun verlaangt, dass ee beduecht handelt. Mir wëllen e Krich verhënnere, mir wëllen awer och dass keng Gefore vum Irak géint d'Regioun vum Moyen-Orient a géint d'Welt ausginn.

Här President, dës Kris déi, esou wéi mir alleguerten hoffen, eng friddlech Léisung fanne soll, werft awer och eng aner Constatioun op.

Mir liewen haut an enger Welt, wou ëmmer méi Geforen, Konflikter a Krisen, déi ënnerschiddlecher Natur sinn, bestinn oder riskéieren ze entstoen an déi gläichzäitig musse géieréiert ginn. Dat verlaangt, dass iwwer nei pazifistesche a kollektiv Instrumenter nogeduecht gëtt, déi et der Völkergemeinschaft erlabe solle sech deenen Erausforderungen ze stellen. D'Völkergemeinschaft steet also virun enger ganzer Rei vun neien Erausforderungen.

No dem Fall vun der Berliner Mauer ass d'Weltuednung eng aner ginn. Et sti sech net méi zwee grouss Bléck géinteniwwer, enger säits de Weste mat sengen Allianzen an anersäits Russland mat senger Verbündeten. Derbäi kënn, dass nom 11. September, wou Amerika am Häerz getraff ginn ass, den internationalen Terrorismus an d'Diktaturen, déi et ënnerstëtzen, eng Menace duerstelle fir de Friden an der Welt.

Mir als déi klengsten Natioun hunn eist derzu bägedroen, wann ee bedenkt dass mer 0,84% vun eise Budget un Entwécklungshëllef ginn, an obwuel mer esou winzig sinn, mer awer zu gläicher Zäit kënnen stolz drop si Membre fondateur vun der CECA, der heiteger EU, Membre fondateur vun der UNO ze sinn, a mir waren och direkt derbäi bei der Kreatioun vun der NATO. Et ass also och duerch eis Geschicht, wou mer predestinéiert sinn iwwerall an ëmmer eis fir de Friden anzusetzen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet den Här Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här President, Dausende vu Leit zu Lëtzebuerg, Milliounen Leit an der Welt, hunn de 15. Februar fir eng friddlech Léisung vum Irakkonflikt manifestéiert. E puer Deeg méi spéit hunn d'EU-Ausseministeren eng gemeinsam Resolutioun zum Irakkonflikt ugeholl, an där d'Prioritéit vun enger friddlecher Léisung iwwer de Wee vun enger Resolutioun zréckbehalde gouf, wou d'Waffeninspektoren sollen Zäit hu fir hir Inspektiounen ze maachen, wou awer och festgehale gouf, dass e Krich méiglech wier wann den Irak net géing kollaboréieren.

Mä schonns den Dag no dëser Resolutioun wor nees alles beim alen. De spuenesche Premier, den Här Aznar, reest op Mexiko, fir de mexikanesche President ze iwwerzeegen enger Krichsresolutioun am UNO-Sécherheetsrot zoustestemen, an den Här Tony Blair versicht zu Roum de Poopst ze iwwerzeegen, e Krich am Irak wier gerecht fertegt a moralesch.

An elo, éier dass de Rapport vun de Waffeninspektoren virläit, ass vun der amerikanescher an der englescher Regierung schonns eng Resolution an der Négociatioun, wou gesot gëtt dass den Asaz vun de Waffeninspektoren näischt bruecht hätt an et wier un der Zäit dass d'Waffe sollte schwätzen. Mir si frou, dass Frankräich eng Géigepropositioun a Form vun engem Memorandum ausgeschafft huet, wou et zesumme mat Däitschland a Russland, fir nuren déi ze nennen, versicht déi Iddien duerchzebréngen.

An där ganzer Zäit gi mer awer och gewuer, dass d'Lëtzebuurger Regierung fir de Friden ass, grad ewéi de President Bush, den Här Tony Blair, de President Chirac, de Kanzler Schröder. D'Lëtzebuurger Regierung ass och zefridde mat där EU-Resolutioun, vun där ech virdu geschwat hunn, déi zwar d'Prioritéit festleet vun de Waffeninspektoren a seet se sollten Zäit hunn ier dass d'Waffe sollte schwätzen, mä, wat onkloer ass, dat ass den Délai an deem dat Ganzt soll stattfannen. Déi eng, d'EU-Minister, gesinn e maximalen Délai vu 14 Deeg vir, déi aner imaginéiere sech, wa Fortschreter

erziilt ginn, Délaie bis zu sechs Méint. D'Lëtzebuurger Regierung läit, wéinegstens hat ech d'Impressioun bis haut de Mueren, iergendwou derteschent, wou, dat weess kee genau.

Mir verlaangen, dass d'Lëtzebuurger Regierung sech solidarisiert mat onsen Nopeschlänner Frankräich, Däitschland an der Belsch, an esou eng Haltung anhëlt, déi onsem Land zur Eier kënn rechen.

A wann au contraire d'Regierung der Meenung ass, dat den Tony Blair an Europa déi richteg Haltung duerstellt, da soll se dat och soen. Da kënn mer hei an der Chamber eng kloer an däitlech Debatt féieren. Mä et huet een ëmmer d'Impressioun, dat d'Lëtzebuurger Regierung sech mat deem lëtzebuergesche Spréchwuert ganz gutt deet: Mësch dech an näischt, da kënn de an näischt.

Et ass awer Zäit, dat ee sech amécht als Regierung, an als Land Positioun bezitt. Dir hutt, Här Statsminister, haut de Moien eng kloer Ausso gemaach, andeem Der gesot hutt, Dir wiert haut géint eng zweet Resolutioun am UNO-Sécherheetsrot. Dat war kloer, mä wéi ech d'Madame Ausseministerin héieren hunn, du si mer nees Zweifel komm, ob dat dann elo wierklech d'Attitud vun der Regierung ass an ob net eventuell haut haut ass a net muer schon nees eppes anescht. Dat ass dat wat net gutt ass an der Attitud déi mer hunn. Et huet een d'Impressioun, dat zwee Leit d'Soen hunn an d'Politik definéieren an der Aussepolitik. Mir wéisste gären, ob déi Ausso vum Statsminister déi ass, déi Bestand huet, oder déi e bësselche seicht Ausso vum der Madame Ausseministerin?

M. Lucien Weiler (CSV). - Här President, huet den Här Henckes dann der Madame Ausseminister net nogelauschert?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Ech hunn hier justement nogelauschert!

(Brouhaha général)

M. Lucien Weiler (CSV). - Muss een lech dann alles mole wat Der net wëllt zur Kenntnis huelen?

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - De Mérite vum Här Statsminister ass, dat et kloer wor.

Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur. - Sot mer: Wou sinn Är Onklarheeten? Ech géif lech gären äntworten.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - D'Onklarheet läit doranner, Madame Ministerin, dat Der ganz vill em de Bräi geschwat hutt an dat herno, wann Der sollt soen: Wat fir e Standpunkt ënnerstëtzt Der? Sidd Der dofir dat d'Lëtzebuurger Regierung e kloert Bekenntnis mécht géint d'amerikanesch Resolutioun a fir déi franséisch Resolutioun?, wann Der déi Ausso hei op der Tribün maacht, da si mer d'accord. Ech wollt just nëmme soen dat Är Ried, wéi se opgesat wor, héchstwahrscheinlech net mam Statsminister ofgeschwat wor an déi wor manner kloer. Et ass dat wat ech wollt ënnersträchen.

(Interruptions)

Voilà, dat war esou bësselche sech mat de Fransousen an de Belsch gutt halen a mat den Amerikaner gutt halen. Mësch dech an näischt, da kënn de an näischt. An dat ass déi Attitud, déi mer net gutt fannen. Mir als ADR gehéiere garantéiert net zu de Pazifisten. Mir hunn am éischte Krich...

(Hilarité)

(Interruptions diverses)

Mir gehéieren zu deenen, déi de Krich am Afghanistan guttgeheescht hunn, déi fir den éischten Irakkrich woren, den Asaz am Balkan an och fir eng militäresch, europäesch Arméi antrieden. Mä et ass awer och kloer,...

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dot de Stolhelm emol aus!

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - ...dat vun Ufank u mir der Meenung waren, an dat och an enger Resolutioun gesot hunn, dat eng militäresch Entwaffnung vum Irak misst duerchgesat ginn an dat eng militäresch Entwaffnung awer nure berechtigt wier, wann den Irak net géing kollaboréieren.

Den ADR huet keng Vokatioun fir iergendeen Diktator oder Saddam Hussein ze ënnerstëtzen, au contraire!

Mir wëssen och wat Amerika den amerikaneschen Zaldoten ze verdanken huet, déi fir ons Fräiheet gekämpft a gestuerwe sinn. Mir sinn net rosen op Amerika, mä mir sinn traureg, dat mer net mat hinzen zesummen um selwechte Wee kënnen eng besser Welt opbauen, eng Welt déi sech opbaut um internationale Recht an op der Prioritéit, fir Konflikter tëschent de Länner um diplomateschen an um friddleche Wee ze léisen. An dat dat méiglech ass, dat beweist d'UNO an dat beweist Amerika am Fall vun Nordkorea. Do besteet eng reell nuklear Gefor, mat interkontinentale Rakéiten, déi déi Gefor bis an den Occident an an Amerika an an Europa kënn bréngen. Do gëtt den diplomatesche Wee gesicht. Ass et well et do keen Uelech gëtt, oder well et do eng Millioun fanatiséiert Zaldote ginn? Mä do gëtt de militäresche Wee ausgeschloss an alles geet op den diplomatesche Wee.

Dofir froe mer ons: Firwat ass dat net méiglech mam Irak? Firwat geet den amerikanesche President hin an e mécht militäreschen Drock, deen u sech vläicht néideg ass, an dee muss ausgeübt ginn? Firwat geet deen esou wäit, dat den amerikanesche President op eng Kéier an enger Krichslogik dee ganzen Opmarsch do opmaache mécht? Dat ass d'Gefor, déi sech engagéiert, dat den amerikanesche President op eng Kéier net méi zréck kann an där Krichslogik, déi e sech opgebaut huet, an dat en deen Ablack een Alleingang kënn versichen a géint de Wëlle vun der UNO kënn agéieren.

Mir soe ganz kloer, a mir hätten och do gären eng Ausso vun der Lëtzebuurger Regierung, dat en Alleingang vun Amerika, géint de Wëlle vun der UNO, ouni en neit UNO-Mandat, Amerika zu engen Pays hors la loi internationale misst maachen.

Mir mengen dat am Irak alles muss gemaach gi fir de Saddam Hussein ze désarméieren, mä ënner der Konditioun dat een och Waffe féint. Bis elo muss ee festhalten, dat d'Waffeninspektoren näischt fonnt hunn. Et gi keng Nuklearwaffen, keng biologesch a keng chemesch Waffe si bis elo fonnt ginn. Dat eenzegt, wat opgewise ginn ass, dat sinn e puer Rakéiten, déi 20 km iwwer dat erausschéisste wéi dat wat anscheinend virgesinn ass. Mä dat justifiéiert awer op jidde Fall kee Krich, e Krich deen Dausenden, vläicht Honnerttausende vu Leit am Irak direkt oder indirekt géif an den Doud driewen. Dat muss ee sech iwwerleeën, dat een an där Krichslogik net därer schaffen. Mir bedauern, dat eng Krichslogik géing e staarken Impuls fir den Terrorismus ginn, well alleguerten déi Doudes, déi sech aus deem Krich do erginn, géifen héchstwahrscheinlech Ulass gi fir sech zu kleng Bin Laden ëmzewandelen.

Mir fannen och déi Aart a Weis falsch, wéi d'amerikanesch Regierung d'Problemer nom Krich wëllt léisen, andeem se en amerikane-

sche General, e Pro-Konsul oder Gauleiter als Chef vun dem neiem Irak, vun dem besatene Irak géif hisetzen.

Ech mengen, dat ass grondfalsch. Dat ass en totaal Mëssverständnis vun der Situatioun. Mir fäerten, dat am Fall vun engem Krich déi ganz Problematik tëschent de Kurden, de Sunniten an de Schiite sech wäert ausweiden, dat et wäert zu Kämpf kommen an dat herno d'Situatioun nach méi schlecht gëtt wéi elo. Dës Situatioun ass explosiv, an dofir menge mer dat en Asaz vu Waffe sech absolut net justifiéiert, esou laang wéi et iergendwéi nëmme méiglech ass fir den Irak friddlech ze désarméieren.

Mir mengen och, dat muss en Dialog tëschent de Muslimanen an de Chrëschte weider beste bleiwen. Esou en Dialog gëtt awer garantéiert net duerch de Krich gefördert. Mir si géint e Schock vun zwou Zivilisatiounen, well et ass esou wéi den Irakkrich dobaussen ëmfonnt gëtt, notamment an de musulmanesche Länner. Am éischten Irakkrich hat de President Bush 50 Natiounen aktiv op senger Säit fir den Irak an d'Knéien ze zwéngen an aus dem Kuwait eraus ze drécken. Haut besteet nuren eng kostspieleg Koalitioun vu Vasallen an Teppchhändler op Säite vum augenbléckleche President Bush. Et ass net mat esou Positiounen a mat esou Allianzen wou een e Krich moralesch ka justifiéieren, an dofir hoffe mer dat d'Lëtzebuurger Regierung sech resolut a kloer bekennt op der Säit vu Frankräich a vun deene Länner, déi an deem Sënn wëllen um UNO-Sécherheetsrot agéieren.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här François Bausch agedroen. Den Här Bausch huet d'Wuert.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG). - Här President, Dir Damen an Dir Hären. Ech wëll, am Kader vu menger e bësse méi längerer Interventioun, zéng Punkten opwerfen, wou ech mengen dat dat déi zéng Punkte sinn déi eigentlech ëmschreiwene em wat dat et an dësem Konflikt geet.

Den éischte Punkt, dat ass, an dat wëll ech direkt vir ewech soen, et kann ee scho bal soen, e bësselchen déi Floskel ginn, déi jiddferen, wann en iwwer de Konflikt vum Irak schwätzt, vu vir eran ëmmer seet, an dofir soen ech deen natierlech och am Ufank, ob-schonn och awer der Meenung sinn dat en, iwwer déi Floskel eraus, eng méi déifgehend Bedeitung huet. An dat ass selbsterständlech déi Feststellung, dat éischstens de Regime vum Irak eng Diktatur ass, dat zweetens ee Personnage wéi de Saddam Hussein virun d'Krichverbiechertribunal gehéiert an dat dréttens den Irak genau - an ech betounen - wéi all Land op der Welt an der Völkergemeinschaft op biologesch, chemesch oder soss Massevernichtungsméttelen muss verzichten. Dat ass fir eis als Gréng kloer an dat muss een, als éischt Viraussetzung, fir an d'Diskussioun eran ze klammen, betounen.

D'Fro déi sech allerdéngs haut am Kontext vum Irakregime stellt - iwwer dee mer jo hei schwätzen -, dat ass wéi dee Regime dohinner komm ass, wéi en zu deem ginn ass, wat en haut ass, wéi déi sougenannten Irakkris ugaangen ass, an och wéini déi sou genannten Irakkris ugefaangen huet. An ech mengen dat et wichteg ass, dat ech vläicht och mol erëm e bëssen an d'Gedächtnis vun deene meeschte Leit heibannen awer och dobaussen zréckruufen, dat d'Irakkris eigentlech net - wéi den Här Weiler eis dat virdrun hei versicht huet kloer ze maachen - 1990 mam Amarsch vum Irak an de Kuwait ugefaangen huet, mä dat d'Irakkris hiren Ursprung eigentlech laang virdrun huet.

Ech wëll net esou wäit goen an d'ganz Joren, vun ufanks vun leschte Jorhonnert bis an d'60er Jore belichten, och do wär vill dozou ze soen an och do leie vill Erklärungen dran, firwat datt déi englesch Regierung haut an England déi haart Haltung huet déi se huet. Nämlech déi Jorzénge Verstéiss vu kolonialer, neokolonialer, britescher Ausbeutung vum Irak, an duerno d'Veisucher nach bis an d'60er Joren eran, fir dauernd ëmmer erëm Marionetteregimer am Irak um Pouvoir ze halen, fir den Afloss am Irak oprecht ze erhalen. Ech wëll lech dat erspueren, well dat géif ze wäit féieren.

Mä ech wëll eigentlech, well dat och fir de Konflikt vun haut méi wichteg ass, bei de 60er Joren ufänken, an zwar virun allem bei deem Zäitpunkt an de 60er Jore wou - an ech betounen - mat amerikanescher CIA-Hëllef, am Irak e Statsträich, e Putsch gelongen ass, deen déi heiteg sech um Pouvoir befandend Baath-Partei un de Pouvoir bruecht huet. 1968 huet de Saddam Hussein bei deem Putsch eng führend Roll gespillt, hie war zwar nach net Premier oder éischte Mann am Irak - hien ass duerno Vizepräsident ginn -, mä hien huet schon eng führend Roll gespillt, an de General Hasan Bakar ass als alleeneg Herrscher vum Irak un de Pouvoir komm, als Virsätzende vun der deemoleger Baath-Partei.

An de 70er Joren ass dunn en zolitte Broch komm téschent dem Irak an de Vereenegte Staten. De Grond dovunner war, datt den Irak d'Uelechindustrie verstaatlecht huet, awer virun allem nach, an dat war de wesentlech Punkt firwat et zu Konflikter komm ass mat de Vereenegte Staten, dat war datt den Irak d'Kontroll iwwert dee strategesch wichtegste Schëfffahrtswee hat, de Shat al-Arab, dee fir den Accès zum persesche Golf wichteg ass, deen eng ganz wichteg Roll spillt fir Uelechtransporter, zumools déi Zäit, vum persesche Golf an aner Regione vun der Welt, a virun allem och an d'Veereegte Staten.

Dee Konflikt mat den USA, deen an de 70er Joren téschent dem Irak an den USA bestanen huet, deen huet en abrupt Enn fonnt, wéi den deemolege Vizepräsident vum Irak, de Saddam Hussein, d'Kontroll vun deem Schëfffahrtswee Shat al-Arab un den Iran iwwerginn huet, also eigentlech wéi den Irak sech d'accord erkläert huet, datt den Iran dee Schëfffahrtswee do soll kontrolléieren.

Dir wësst, datt an de 70er Joren am Iran deen deemools vun den USA agesate bluddege Shah-Regime um Pouvoir war. Och ee Regime deen d'Veereegte Staten aus machtpolitesche Grënn deemools agesat hunn, an dee se duerno - wou ech nach wäert zrëck kommen - deier ze stoe komm ass.

De Konflikt Iran-Irak an de 70er Jore war eigentlech d'Produkt vum kale Krich an deem d'Welt sech déi Zäit befonnt huet. Et war d'Angscht virun de Vereenegte Staten, datt den Afloss vun der deemoleger Sowjetunioun an där Region ze vill grouss géif ginn an datt iergendwann eng Kéier d'Sowjetunioun ze vill eng grouss Kontroll iwwert déi bedeitend Uelechvirkommissen an där ganzer Region do géif kréien.

An 1979 sollt an där Region dat Schicksalsjoer vun de ganz grouss Verännerunge ginn. 1979 ass dee vun den USA gestützten, bluddege Regime vum deemolege Shah gestierzt ginn. Un d'Macht ass ee Mullah-Regime komm, ënert der Herrschaft vum Ayatollah Khomeini. Ee Mullah-Regime iwwert deen een haut eigentlech, sou wéi en déi Zäit op alle Fall fonctionnéiert huet, net méi vill Wiederbrauch ze verléieren. Mä et ass kloer ginn, datt dee Regime ganz daitlech géint d'Veereegte State war, datt dee Regime do souguer sou wäit gaangen ass fir eng ame-

rikanesch Botschaft ze besetzen an amerikanesch Diplomaten als Geiselen ze benotzen, wat, haaptsächlech téschent dem Iran an de Vereenegte Staten, zu enger fierchterlecher Kris an der Region gefouert huet.

Gläichzäitig ass am Irak zu deem Zäitpunkt ee weidere Putsch geschitt, de President Bakar ass ersat ginn duerch de Saddam Hussein an de Saddam Hussein huet duerch eng komplett Liquidéierung vu sämtleche Führungsleit vun der Baath-Partei de Pouvoir am Irak definitiv iwwerholl.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

An dat, muss ech lech soen, schonn zu deem Zäitpunkt, mat enger zimlech grousser Genugtuung vun der Administratioun vun de Vereenegte Staten, well d'Veereegte State gesinn hunn, datt sech doduerch nei Perspektiven, iwwert den neie Feind dee sech am Irak gebilt hat, géifen opmaachen.

An den 80er Jore sinn öffentlech Opfuerderunge komm, vum Member vum amerikaneschen, nationale Sécherheitsdëngscht Brzezinski, den Irak soll den Iran militäresch ugräifen. Virun allem ass deen Opruff gemaach ginn - an dat kënn der entre-temps an alle Geschichtsbücher noliesen -, well d'Veereegte State gare gehat hätten, datt den Irak dee berühmte Waasserwee Shat al-Arab vun den Iraner soll zrëck erueren an datt et souguer, wann et méiglech wier, dozou soll kommen, iwwert esou ee Krich den Ayatollah-Regime am Irak ze stierzen.

An erëm eng Kéier war hei och de Gros vun der Angscht vun de Vereenegte Staten, datt d'Sowjetunioun géif ze vill e groussen Afloss huelen, well den Iran-Regime, deen dunn un de Pouvoir komm ass, higaangen ass - well en och soss keng aner Méiglechkeet zu deem Zäitpunkt hat - a sech a Richtung Sowjetunioun gedreht huet. En huet der Sowjetunioun Accès an d'Land ginn an huet eigentlech déi gréissten an déi meeschte Wirtschaftshëllef vun där Säit kritt, an dofir war d'Angscht erëm vun de Vereenegte Staten, datt d'Uelechfelder um persesche Golf a Gefor wäeren.

1980 ass de Saddam Hussein der Opfuerderung vun de Vereenegte Staten nokomm an hien huet ënnert sengem Kommando en Amarsch an den Irak gemaach. Den Iran-Irak Krich huet bis 1988, also aacht Joer gedauert. Honnerttausende Mënsche sinn ëmkommen.

Ënnert dem Ronald Reagan sinn d'Bezëiungen téschent den USA an dem Irak wesentlech verännert ginn, respektiv se hu sech souguer staark verbessert a sinn ëmmer méi enk matenee verknäppt ginn. An den 80er Joren ass vun de Vereenegte Staten eng planméisseg Oprüstung vum Irak geschitt.

1982 ass den Irak vun der amerikanescher Lëscht vun deene State gestrach ginn, déi angeblech den Terrorismus géifen ënnerstëtzen. 1984 si voll diplomatesch Bezëiunge mam Irak erëm opgeholl ginn. An 1984 ass eng engste militäresch an norichtendéngschtlech Kooperatioun téschent de Vereenegte Staten an dem Irak opgeholl ginn.

An dozou gehéiert an éischter Stell d'Oprüstung vun den irakeschen Truppe mat schwéiere Waffen. Zweete Punkt, d'Bereetstellung vu Satellitbiller iwwer iranesch Truppestationéierung. Drëtten Punkt, tatesch Planungen a wéi ee Kampfféierung mécht. A leschte Punkt, Ënnerstëtzung vu Loftgrëffer vun de Vereenegte Staten zu Gonschte vum Irak géint den Iran.

An der Ära Reagan ass d'Sat fir déi heiteg Kris geséit ginn; dat steet am Buch vun den zwee Amerikaner William Rivers Pitt a Scott Ritter geschriwwen. All deemools vum Irak verübte Greuelatzen, inklusiv déi brutal Géftgasgrëffer um

Schluss vum Iran-Irak-Krich sinn ignoréiert, jo souguer ënnerstëtzt ginn.

Eréischt wéi no dem Iran-Irak-Krich international un d'Öffentlechkeet komm ass, datt den Irak chemesch Kampfstoff agesat huet an och nach no deem Krich chemesch Kampfstoff géint d'irakesch Kurden agesat huet, hunn d'USA sech beweegt a fonnt, datt een dat net méi kann toleréieren a si hunn et, zumindest verbal, condamnéiert.

D'Irakris ass deemno aus der Sat ervirgaangen, déi vun den USA ënert dem Ronald Reagan aus geopoliteschen an ekonomesche Grënn an den 80er Jore geséit ginn ass. Dat muss een esou daitlech haut soen. Et kann een net d'accord sinn, wann haut déi Argumenter vun engem President vun de Vereenegte State gebraucht gi géint all déi Massevernichtungsmittelen, wann ee weess dass et dat nämlech Land ass, dat an den 80er Joren duerfir gesuergt huet, datt den Irak se kritt huet, an datt en se och agesat huet.

Zweete Punkt: Am Moment gëtt jiddferen, dee sech kritesch mat der Politik vun der aktueller amerikanescher Regierung ausenaner setzt, als Géigner vun Amerika duergestallt. Dobäi misst et jo eigentlech an Demokratien nëmmen normal sinn, datt Kritik, jo souguer ganz hefteg Kritik, un enger Regierung muss erlaabt sinn a souguer ubruecht sinn. Wie wär dann zum Beispill op d'Iddi komm fir der ganzer EU no hirer extrem haarder, kritescher an hefteger Haltung bei der Bildung vun der Schüssel/Haider-Regierung eng Anti-Éisträich-Haltung ze ënnerstellen?

Et gëtt och nach net wéineg Politiker a souguer Regierungsmitglieder, déi der Regierung aus Berlusconi an Italien méi wéi kritesch gégeniwwer stinn. Sinn amerikanesch Politiker, wéi de fréieren amerikaneschen demokratesche Präsidentschaftskandidat Jesse Jackson, de fréieren amerikanesche Justizminister Ramsey Clark oder den heitege Senatsmember Robert Byrd antiamerikanesch ginn, wa se sech haut aus deenen nämlechte Grënn wéi d'Majoritéit vun de Krichsgéigner aus Europa géint dese vu laanger Hand virbereeten aus geopoliteschen an ekonomesche Machtinteressen organiséierte Feldzuch géint de ganze Mëttleren Orient stellen?

Well, Dir Dammen an Dir Hären, et ass genau dat wat an der Theorie vun der Achse vum Bösen dra steet. Dat kënn Der schwaarz op wäiss an deenen Texter do noliesen, déi Der zur Verfügung hutt, an déi déi Der net zur Verfügung hutt, gi wahrscheinlech nach méi wäit.

De fréieren amerikanesche Justizminister Ramsey Clark huet des Woch souguer eng Impeachment-Prozedur géint de President Bush wéinst Amismëssbrauch verlaangt. Dir kënn feststellen, datt an deene leschten Deeg d'Kritik an de Vereenegte State géint déi doten Administratioun ëmmer méi hefteg gëtt. Haut konnt een nach an den internationalen Zeitunge liesen, datt an de Conseile vun deene meeschte groussen amerikanesche Stied entre-temps Antikrichsresolutiounen ugeholl ginn an datt et an der Zwëschenzäit an d'Richtung geet, datt souguer op Statenniveau an de Vereenegte Staten ëmmer méi Resolutiounen ugeholl gi géint dese Krich.

Eng kritesch Haltung zu dem machtpoliteschen Abenteuer, dat elo vun der Bush-Administratioun geplangt ass, ass eiser Meinung no, angesichts vun de Fakten déi um Dësch leien, leider zur Pflicht ginn. Et muss een daitlech a kloer soen, datt et der aktueller US-Administratioun hei virrangeg ëm

Machtpolitik geet. An der Tëschenzäit ass quasi ee vun zwee Amerikaner géint dese Krich, trotz méintelaangem Propagandafeldzuch, virun allem vun de groussen Medien an den USA. Ech hunn net méi spéit wéi virgëschter op ARTE e ganz interessante Bericht gesinn iwwert d'Situatioun an de Vereenegte Staten, wou zum Beispill gesot ginn ass, datt an de Vereenegte Staten eréischt zënter zwou Wochen emol iwwerhaupt bericht gëtt, datt et an Amerika selwer Manifestatiounen gi si géint dee Krich, an datt déi Manifestatioun zu Washington virun annerhallwer Woch, wou 300.000 Leit do waren, no offizielle Schätzung vum der Polizei, an de Medien an Amerika duergestallt ginn ass wéi wann et der nëmmen 30.000 gewiescht wieren.

Déi Gréng, Dir Dammen an Dir Hären, sinn net géint Amerika, loin de là, mä mir soen awer ganz daitlech, dass mir géint d'Politik si vun där aktueller Bush-Administratioun an datt mer alles wäerte maache wat an eise politesche Méiglechkeete steet, mat eise grénge Kolleegen iwwerall an der Welt, inklusiv mat deenen aus de Vereenegte Staten, fir datt déi dote Bush-Administratioun hir Muechtpolitik net duergesat kritt.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Drëtten Punkt: No dem Golkrich krut den Irak vun der UNO kloer duerch verschidde Resolutiounen eng Rei Regeln a Konditiounen operluecht. An deem Kontext stelle sech, Dir Dammen an Dir Hären, fir eis zwou Froen. Déi éischt Fro ass déi: Gëlle fir Amerika oder fir d'amikanesch Administratioun vun haut beim Anhaler vun UN-Resolutiounen zweeërlee Mooss a Gewiichter? Wann all Land, dat géint eng UNO-Resolutioun géif verstoussen, direkt géif preventiv militäresch ugegraff ginn, da wär d'Welt an engem dramateschen Zoustand am Moment. Ech wëll nëmmen zwee Beispiller eraus huelen, wou dat permanent de Fall ass.

Deen éischte Fall ass Israel. Israel verstéisst zënter 15 Joer mat enger Beharrlechkeet géint all UNO-Resolutioun, déi hiresgläiche sicht. Ass da jeemools ee Mënsch op d'Iddi komm, datt een elo misst higoen an e militäresche Preventivkrich géint Israel féieren? Gott sei Dank ass dat net de Fall. Gott sei Dank gëtt versicht am Dialog ze diskutéieren, och mat Israel, fir datt am Noen Oste Fridde kënn.

Dat zweet Beispill ass Nordkorea. Nordkorea verstéisst am Moment géint all Resolutiounen, déi et mat gedroen huet an déi et vun der UNO kritt huet. Firwat gëtt dann net den nämlechte Wuertlaut géint Nordkorea gebraucht wéi géint den Irak? Ma ganz einfach, well Nordkorea wahrscheinlech am Besëtz ass vun Atomwaffen. Da muss ee sech emol virstellen, wann een déi dote Logik zu Enn denkt, zu wat dat féiere kann. Do liwwere jo déi Vereenegte State selwer e Beispill wéi een et muss maachen, fir datt ee sech am beschten als Diktatur virun der Pressioun vun der internationaler Communautéit schützen kann, nämlech andeem een oprüst, weider oprüst a massiv oprüst.

Déi Lëscht vun de Verstéiss iwwergens kënn ee weider féieren. Ech hunn elo déi zwee erausgeholl, well deen am nooste bei der Region ass a well deen zweeten am meeschten an der Aktualitéit ass, mä et kënn een déi Lëscht bal onendlech weider féieren. Déi zweet Fro, déi sech stellt: Wat heescht et géint eng Resolutioun ze verstoussen? A virun allem: Muss bei der Sanktioun, déi bei engem Verstouss geholl gëtt vun der UNO, net och d'Verhältnismëssigkeit vun de Mëttele gewahrt bliwen, op déi opgepasst ginn?

Den Irak huet ganz sécherlech an den 90er Joren nom Golkrich méi eng Kéier géint d'Resolutiounen verstouss, mä an esou ze soen alle

Fäll hunn d'UNO-Inspekteren téschent 1991 an 1998 et fäerdeg bruecht fir des Verstéiss erëm réckgängeg ze maachen a si konnten hir Aarbecht weider féieren. Mat Gedold an onermiddlechem Asaz hu se et laut dem deemolege responsablen UNO-Inspekter fir Massevernichtungswaffen, dem Scott Ritter, fäerdeg bruecht bis 1998 90 bis 95% vun deem groussen a fir d'Nopeschlänner geféierleche Waffepotenzial vum Irak ze zerstéieren.

D'Fro déi sech stellt ass, firwat des Inspektiounen 1998 gescheitert sinn. War et wierklech esou wéi oft behaupt gëtt, datt d'Inspekteren einfach un hirer Aarbecht gehéiert gi wäeren, an datt se herno schlussendlech vun dem Regime aus dem Land gehäit gi wäeren? Méi wéi ee vun den deemolegen Inspekteren ass do enger ganz anerer Meinung a gesäit d'Ursache vum Scheitern a vum Enn vun hirer Missioun 1998 op engem ganz aneren Niveau ugesiedelt.

Ech kann nëmme jiddferengem recommandéieren dat Buch ze liese vum deemolegen Inspekter vun der UNO, dem Scott Ritter, en héich dekoréierte fréieren amerikanesche Marinesoffizier, deen den George W. Bush nach 2000 am Wahlkampf ënnerstëtzt huet, deen haut awer an de Vereenegte Staten als Landesverreider verschrie gëtt, well hien net d'accord ass mat der nämlecher Administratioun, well hien a sengem Buch mat Fakte beleet, wat eigentlech wierklech um Terrain an den 90er Jore geschitt ass. Hien huet bis haut all Accès zu de Medien an de Vereenegte Staten verwierft kritt, souwéi all Gégeniwwerstellung vu senge Fakten am Senat, am Representantenhaus an deene leschte Méint. Hie gëtt awer net midd dat ze verlaangen.

Ech wëll lech soen, Här Weiler, Dir hutt virdu gesot, den Embargo wär 1998 gescheitert duerch d'Veerhale vum Regime. An deem Buch hei kënn Dir noliesen, datt et net esou war, datt d'Ophiewung vum Embargo kuerz virun der Dier stoung an datt et wahrscheinlech souguer esou war, datt vu verschidde Geheimdëngschkreesser vun de Vereenegte Staten alles gemaach ginn ass, fir d'Missioun 1998 zum Scheitern ze bréngen, fir datt den Embargo net huet missen opgehuewe ginn. Dat sinn d'Realitäten a Fakten déi um Dësch leien, Här Weiler.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- ..., déi soe ganz aner Saachen.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Här Weiler, déi hunn dat bis haut...

■ M. Lucien Weiler (CSV).- ...just de Géigendeel.

■ M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Ech kann lech just soen: Déi heite Quellen, déi ech hunn, kënnen dat beleen an déi si bereet virun allen amerikaneschen Institutiounen opzotriede fir dat ze beleen, mä déi Leit, déi de Contraire behaupten, si bis elo nach all Beweis schëlleg bliwwen, datt et net esou war. Dat kënn Der och iwwerall noliesen.

Véierte Punkt, Här President: Wat soll dee Krich eigentlech erreechen, deen do soll entfacht ginn? Déi amerikanesch Administratioun seet e soll d'Entwaffnung erreechen an demokratesch Verhältnissen am Irak schafen. Mir bezweifelen aus ville Grënn, déi nëmmen esou hehr Uspréich, déi hei an de Vierdergrond geschobe ginn, déi a Verbindung sti mat deenen heiten zwee Punkten. Mä huele mer och nach souguer u si wäeren esou wéi se beschriwwen ginn, da muss ee jo awer emol kucken, wat fir eng Situatioun datt een am Irak virfënn.

60% vun der irakescher Bevëlkerung ass eng schiitesch proiranesch Moslembevëlkerung. Dir konnt geschter an engem Artikel op der internationaler Säit vum Lëtzebuerger Wort noliesen - deen excellent war -, wat déi 60% oder déi

führend Leit vun där schiitescher Populatioun do gären hätten. Op kee Fall wëlle se d'Amerikaner am Land hunn. Si wëllen esou séier wéi méiglech e musulimesche Regime nom Modell vum Iran aféieren a si wëllen op jidde Fall esou séier wéi méiglech, datt d'Amerikaner, wa se et da fäerdeg bréngen de Baath-Regime ze stierzen, erëm tréppelen a sech hirer Wee maachen, ansonsten droe se elo schonns, fir datt et ganz kloer ass: Da lehne mer eis och op géint d'Amerikaner.

60%, datt ass d'Majoritéit vun der Bevölkerung. Wann een en demokratisches Regime wëllt schafen, wann ee muer och nach einfach esou géif d'Wahlen do aféieren, da kéint een dovun ausgoen, datt d'Chance ganz héich wär, datt déi dote Couche vun der Populatioun d'Majoritéit duerstellt.

Déi zweetgréisst Communautéit sinn d'Kurden: 23%. Déi sinn éischtens an dräi Clané gespléckt a si virun allem just interesséiert um Norde vum Irak fir en eegestännege kurdesche Stat auszeruffen. Eng legitim Fuerderung kann ee soen. Et muss ee sech awer emol am Detail ukucke wien d'Führungsleit si vun deene kurdesche Gruppen a wat déi zum Beschte ginn an hiren Interviewen, déi se maachen. Da kritt een awer schon emol Bedenken, ob dat en demokratisches kurdesche Stat géif ginn, deen do installéiert soll ginn.

Mä dat ass nach de niewesächlechste Problem. Dee gréisste Problem ass, datt d'Türkei riskéiert a fierchterlech Schwierigkeeten ze geroden. An de Widerstand an der Türkei, och bei der Regierung, datt sech esou laang gewiert gétt géint de Konflikt, deen huet jo domat ze dinn, well d'Angscht besteet, datt all déi Efforten, déi d'Türkei an deene leschte Jore gemaach huet, och fir e bessert Verhältnis ze kréien zu hirer eegener kurdescher Populatioun, null und nichtig gemaach ginn a kierzester Zäit, jee nodeem wéi dee Konflikt hei ausgeet, mat alle Konsequenze vun Destabiliséierung vun der Türkei. Sinn dat d'Zilsetzung vum Krich?, froe mir ganz kloer.

Déi aner 17% si Sunniten am Irak, zu där Bevölkerungsgrupp och de Saddam Hussein gehéiert. All Literatur, déi ee kann noliesen, weist op, datt déi sunnitesch Stämm, an haaptsächlech hiert Führungspersonal, wat een um Enn kennt, och déi déi géint den Hussein sinn, alleguer am Endeffekt kee Millimeter besser si wéi hie selwer, an datt wahrscheinlech de Risiko gross ass, egal wien ee vun deenen asetzt, datt et muer zu deemselwechte Resultat féiert.

Dofir riskéiert, och wann deen direkte Krich séier eriwuer ass, aus enger Anti-Hussein-Haltung ganz schnell eng Anti-Amerika-Haltung ze gi vun deene Gruppen. Wann ech dann awer esou abenteuerlech Saache muss héiere wéi datt d'Veereenegt Staten, well se jo dat natierlech entre-temps och wëssen, wëllen e militäresche Stadtverwalter asetzen, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass eng réimesch Imperialmentalitéit déi do zu Dag kennt. Dat ass eng Mentalitéit, do hat ech geduecht, déi wär am 19. Jorhonnert endlech ofgeschafft ginn, oder spéitstens bei der franséischer Revolutioun. Dat ass dach awer eng Mentalitéit an eng Iddi, déi net fir zwee Sou crédibel an net fir zwee Sou duerchsetzbar sinn.

Ech froe mech, wéi een iwwerhaupt op d'Iddi komme ka fir esou eppes ze proposéieren. D'Nokrichsperspektiven, déi sinn einfach null, wann een dee Krich do gefouert huet, ausser datt een eenzeg grosse Chaos produziéiert gétt am Irak selwer an an der Regioun.

An da kommen ech zum fénnefte Punkt, de Risiko vun engem Flächebrand an där ganzer Regioun. Mir mussen eis bewosst sinn, datt déi Arabesch Welt, an ech sinn esouguer der Meenung, wäit doriwwer eraus déi ganz mus-

limesch Welt, d'Virgehensaart a Weis vun der aktuereller Administratioun an de Vereenegte Staten als erniddregend ömfénnt. Dat ass onofhängeg vun der Aschätzung, déi si hunn iwwert den Diktator Saddam Hussein. Hei geet et dréms, datt eng ganz Völkergemeinschaft sech als erniddregt gesäit. Et ass ganz kloer, dat wësse mer allegueren, an dat gétt och vu villen Autore beluecht queesch duerch d'Welt, datt de Kampf géint de Saddam Hussein ganz schnell ka münden an engem Kampf vun de Kulturen.

Do soen ech ganz kloer, dann huet de fanatesche Massemäerder Bin Laden, deen den atheisteschen Hussein-Regime genau esou haast wéi de Rescht vun der net moslemescher Welt, mam 11. September genau dat erreecht, wat e wollt errechen, nämlech nom Irakfeldzuch geet seng Rechnung voll op. E bréngt et fäerdeg, d'Welt definitiv an zwee Lageren ze spalten an ze destabiliséieren, an da gétt de Nährbuedem fir Haass an Terrorismus massiv erweidert an net verklengert, an de gesamten Noen Oste riskéiert eng total Destabiliséierung.

Sechste Punkt, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen eis och emol bewosst sinn an eise Käpp, datt wa mer hei e Krich féieren, dann ass dat e bewosst A-Kaf-huele vun zéngtausenden, wann net honnerttausenden onschëllegen Zivilaffere am Irak, an dat zu engem Zäitpunkt wou eng drockvoll awer gedëlleg Aarbecht vun den UN-Inspektoren besser Oferschätzungssultater kënn errechen. De Beweis hu mer zwéischent 1991 an 1998 kritt, wou wéi gesot 95% vun dem Massevernichtungspotenzial vum Irak zerstéiert ginn ass. Also deit alles drop hin, datt eng gross Chance besteet, dat Bësse wat en nach huet u Waffepotenzial, virun allem dat wat geféierlech ass fir d'Nopeschlänner, fir dat vollstänneg iwwert d'Inspektoren zerstéiert ze kréien an den Irak iwwert dee Wee vollstänneg entwaffnet ze kréien, insofern een net aner Ziler verfollegt wéi net nëmme d'Entwaffnung. Dat muss een esou däitlech soen. All d'Texter, déi vu verschidene Säiten an deene leschte Woche komm sinn, loossen drop schléissen, datt och aner Ziler hei verfollegt ginn.

Dofir ass déi däitsch-franséisch-russesch Initiative, wou jo d'Essenz draläit, fir ze soen: Éischtens, den Inspektoren keen Zäitdrock operleeën. Zweetens, hinne logistesche aner Méiglechkeete ginn, inklusiv Spionagefliger, ee vläicht esouguer an enger leschter Phase nach Blohelmer mat asetzt. Dat muss ee gesinn, esou wäit si mer nach net. Déi Chance muss genotzt ginn, an déi Chance muss eng Chance kréien.

Et gesäit een awer, an do muss ech soen, Här Weiler, sinn ech net mat lech averstanen, datt zënter dem Dezember 2002, an et kënn een esouguer nach méi wäit virdu goen, ech schwätzen elo mol zënter Dezember 2002 wéi d'Kris ugefaang huet sech wierklech zouzespéizen, de Sproochgebrauch vun der amerikanescher Administratioun a vun hirem President eppes ganz anescht war. Et ass ëmmer nëmme dréms gaangen, mir mussen den Irak ugräifen, et ass Game over, de Saddam muss ewech, dat do notzt alles näscht.

Dir hutt d'Beispill zitéiert vun deene Rakéiten, déi méi wéi 150 Kilometer wäit kënnen geschoss ginn. Den amerikanesche President huet, ier deen éischte Saz vum irakesche Regime komm ass, scho gesot: Och wa se dat maachen, datt ass alles ganz egal, et ass längstens erwisen a beluecht, datt d'Resolutiounen net agehale ginn, dat ännert un der Saach guer näscht, mir wäerten awer zouschloen.

Dir muss lech emol virstellen, wann ee weess datt déi Rakéiten do zu engem Deel, egal wat een elo vum irakesche Regime hält,

kënnen notze wann den Irak militäresch uegraff gétt, fir sech national ze verteidigen, a wat fir engem Dilemma datt dee Regime och elo do steet. Ech sinn zwar der Iwwerzeugung, datt mer wäerte gesinn, datt och deen heite Kalzong nach wäert ausgedoe ginn, fir et emol bildlech auszedrecken, mä och dat wäert net duergoen, an et kann net duergoen, well et ass schon am Virfeld gesot ginn.

D'Bush-Administratioun reit sech, wéi den däitsche CDU-Politiker Heiner Geissler et kierzlech an engem Interview richtig gesot huet, an hirer Krichsrhetorik um Kopf und Kragen, an dat zënter datt d'Kris amgang ass, an de Verdacht läit méi ewéi no, datt Bush-Administratioun, an ech betounen, déi heite Bush-Administratioun, eng friddlech Léisung vun dësem Konflikt vun Ufank un net wollt.

Siwente Punkt, Här President, den Embargo muss opgehewe ginn. Eiser Meenung no sinn déi Hongersnout an deen Elend, déi duerch deen Embargo an där Aart a Weis, wéi en duerchgezu ginn ass am Irak, quasi gläichzesez mat Völkermord. Zéngtausende Leit, haaptsächlech Kanner, sinn ëmkommen am Irak an den 90er Joren am Embargo, ouni dat gérgste Resultat. Mir mussen eng Situatioun kréien, datt d'Vollek net leit. Den Diktator soll leiden an net d'Vollek.

Do gétt et Méiglechkeete fir dat ze errechen. Mir mussen et fäerdeg bréngen, datt eng Normaliséierung bei der Bevölkerung kënn. Datt niewent der humaner Noutwendegkeet, fir deen Embargo opzehiewen, sech eng Mëttelschicht erasubilt, sech mëttelfristeg eng Grondlag bilt fir demokratesch Verhältnisser ze kréien, an dat ass méiglech wann een deen Embargo ophieft an engem gezielte Kontroll iwwert den Irak mécht an der niewent eng ganz gezielte Kooperatiounspolitik an deenen nächste Jore fir d'Zivilbevölkerung.

Mä do muss ee Geduld hu fir déi Saachen. Do muss ee sech bewosst sinn, datt déi westlech Industriatiounen net kënnen higoen a jorzéngtelaang kolonial Feeler do maachen, déi vill Misär geschafen hunn, an dann ze mengen et kënn een déi mat engem Fiederstréch bannent zwee Joer erëm ofschaffen. Dat funktionnéiert sécherlech net.

Aachte Punkt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir mussen d'UNO an d'Völkerrecht erëm hiestellen. Ech sinn der Meenung, datt an deene leschte Méint d'Völkerrecht an d'UNO zu engem groussen Deel schon zertrümmert gi sinn. Et ass versicht gi mat méifache Mëttelen d'UNO ze erpressen. Déi ganz Rhetorik, déi permanent vun der amerikanescher Administratioun an deene leschte Méint ubruecht ginn ass géint d'UNO, déi muss ee sech emol eng Kéier an Erinnerung ruffen:

- Labbergremium.

- Wien net fir eis ass, ass géint eis.

- Wann de Sécherheetsrot eis Positioun net iwwerhëlt, dann ass et e schwarzen Dag fir d'UNO.

- D'UNO ass handlungsonfäeg wa se net krichswëlleg ass.

Dat si Sätz, déi si gebetsmühenhaft an deene leschte Méint vun der amerikanescher Administratioun iwwerholl ginn. Wou soll een nach kënnen an engem Weltsécherheetsrot normal an human schaffen, wann esou versicht gétt déi ganz international Communautéit regelrecht ze erpressen? Op déi ekonomesch Erpressungsmëttel wëll ech emol guer net agoen.

De Bush-Blair-Feldzuch däerf op kee Fall, eiser Meenung no, vun

engem UNO-Mandat, dat regelrecht erpresst ginn ass, legitiméiert ginn. Dëst wier d'Enn vun der Glawierdegkeet vun der UNO. Ech hunn haut de Muere séier deen Interview gelies vum Politwissenschaffler vu Lëtzebuerg, dem Här Armand Clesse an der Revue, deen huet ee flotte Saz gesot zum Schluss vum Interview an deem dote Kontext, datt hie sech eigentlech haut freet, ob et effektiv net esouguer gewollt ass vun de Vereenegte State fir d'UNO an där Form ze zertrümmen, esou wéi se haut besteet. Ech mengen, datt een dee Gedanken net einfach esou verwerfe kann.

Néngte Punkt, Här President, zéng Milliounen Mënschen hu virun zwou Woche manifestéiert. Sondagë weltwäit ginn entre-temps eng iwwerwältigend Majoritéit fir d'Oflehnung vun deem Krich. Ech soe ganz däitlech hei, wann iwwert d'Käpp ewech vun der Bevölkerung vun deene Länner dese Krich duerchgezu gétt, da bedeit dat en dramatesche Vertrauensverloscht vun der gesamter Classe politique mat Konsequenze fir Politik an Institutionen, déi an dësem Moment kaum reell viraussobar sinn, mä déi mat Sécherheet net positiv wäerte sinn.

Zéngte Punkt, Här President, d'Haltung vun der Lëtzebuurger Regierung. Diplomatie ass net gläichbedeitend, eiser Meenung no, mat lavéierend, a virun allem dann net wann et em Krich a Fridde geet.

Ech ka verstoen, datt Verrieder vun engem klenge Land et méi schwéier hunn, sech bei esou geopolitesche Konflikter Gehéier ze verschafe wéi gross Länner.

Ech mengen d'Belsch ass awer e gutt Beispill als klengt Land, dat hei an deem Dossier vun Ufank un eng zimlech kloer Sprooch geschwat huet, heiansdo esouguer eng zimlech haart Sprooch geschwat huet, an dofir hu se och eise Respekt. Mir hätten eis gewénscht, datt déi Lëtzebuurger Regierung vun Ufank un och esou eng kloer Sprooch geschwat hätt, esouguer dann, Dir Dammen an Dir Hären, wann Drock ausgeübt gétt vu verschidene Säiten, esouguer dann och wa wirtschaftlechen Drock vu verschidene Säiten ausgeübt gétt op Lëtzebuerg.

D'Lëtzebuurger Regierungsmembere si sécherlech keng Krichsdreier. Wien dat behaupt, dee läit voll dernieft. Dat ass ganz kloer. Esou eng Behauptung wär sécherlech net nème maasslos iwwerdriwwen, mä och nach perséinlech méi wéi blessant.

(Interruptions diverses)

Dës Behauptung, Här President, ass och vu kengem heibannen am Parlament opgestallt ginn, weder hei am Parlament nach ausserhalb vum Parlament. Ech hunn op alle Fall keen, ...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Loosst dach de Riedner schwätzen.

■ M. François Bausch (DÉ/GRÉNG).- ...weder heibannen nach dobaussen, héieren déi do Behauptung opstellen. Wat awer kritiséiert ginn ass, dat war d'Fehle vun enger offener Sprooch an dësem Konflikt, vum Courage fir haart an däitlech ze soen, dass hei keng héich moralesch ugesiedelt Zilsetzung vun deene géinge verfollegt ginn, déi dese Krich zënter e puer Méint förmlech erbärieden. Dat ass dat, wat mir vermësst hu bei där kloer Sprooch. Dëst Fehle vun enger offener a couragéierter Sprooch géint déi, déi dese Krich erbärieden, ass vu ville kritiséiert ginn, an net nème vun der parlamentarescher Oppositioun hei am Parlament. Och esouguer vu villen, déi dem Premierminister eigentlech politesch ganz no stinn.

Dës Kritik an der fehlender offener a couragéierter Sprooch an dësem Konflikt muss e Premierminister

aushalen, ouni dass seng politesch Géigner gläich mat fiirchterlecher Revanche gedrot kréien.

Déi parlamentaresch Oppositioun ass vum Premier weinst hirer Kritik der Hinterfotzegkeet bezeecht ginn, wat fir mech méi wéi inakzeptabel ass, bei allem Verständnis wat ech kann hunn, bei muenchmol emotiounsgeluedene politeschen Debatten, fir verschidden Ausrutscher.

Wat verlaangen déi Gréng elo vun deser Regierung? Mir verlaangen, datt géint dese Krich a fir eng diplomatesch Léisung mat Courage a Vehemenz soll agetruede ginn aus deene ville Fakten, déi um Dësch leien, déi beleee firwat een dat muss maachen.

Kuerzfristeg solle mer deene Länner hëllef, esouwäit mer dat kënnen an d'Méiglechkeeten dozou hunn, mat eise bescheidene Méiglechkeeten, muss ee soen, fir ze verhënnere datt déi nei Bush-Blair-Resolutioun am UNO-Weltsécherheetsrot eng Majoritéit fénnt. Ech muss och soen, ech sinn net averstane wann d'Ausseminitesch hei seet, déi zweet Resolutioun wär vun den Amerikaner an den Englänner nëmme abruecht gi fir Drock auszeüben. Dat ass net richtig, Madame Polfer, all Rieden an all Aussoen déi gemaach gi sinn an deene leschten Deeg, esou gutt vum Här Blair wéi vum Här Bush, waren eng däitlech Sprooch, dat war gesot, d'Spill ass eriwuer, déi do Resolutioun muss séier ëmgesat ginn. Den Här Bush huet gesot, acht Deeg, den Här Blair sot, banne 14 Deeg. Et ass kloer, dass och ëmmer direkt hannendru gesot ginn ass, et gétt e schwarzen Dag fir d'UNO, wa se eis net follegt, a wa se dat net mécht, dat ass eis souwisou egal, dann intervenéiere mer awer.

Dat si keng Methode fir ëmzegen an dat huet och näscht méi ze di mat Drock op den Irak, dat ass Drock op de Rescht vun der internationaler Communautéit, well se eng aner Meenung huet wéi des Administratioun an de Vereenegte Staten, an dat ass inakzeptabel.

Et muss gehollef ginn, datt déi däitsch-franséisch-russesch Virschléi, wou mer den Detail sécher nach net kennen, mä wou zumindest dat wat mer kenne vun den Optiounen hier eiser Meenung no déi richtig sinn. Nämlech éischtens, keng Délaien ze setze fir d'Inspektoren, se massiv logistesche ze ënnerstëtzen, se materiell an human weider ze ënnerstëtzen, an och esouguer zum Deel militäresch, andeem dat gemaach gétt wat Frankräich och scho gemaach huet, nämlech zum Beispill Mirage-Spionage-Fliger zur Verfügung gestallt huet.

An dann e leschte Punkt, Här President, mir mussen mëttel- bis laangfristeg en Engagement fir eng rapid wirtschaftlech a sozial Verbesserung an dem gesamten Noen Oste kréien. Nëmme datt ass de Garant fir Fridden an Demokratie. All déi dote Saachen, Här President, hunn ech och an enger längerer Motioun zesummegefaasst, déi ech lech herno wëllt iwwerreechen.

Ech wëll awer soen, datt mer d'LSAP-Motioun och kënn matstëmmen, well dat wat an hirer steet och an eiser drasteet. Mir hu just nach eng Rei Saachen derbäi gesat. Mir stëmmen hir och mat.

Beim Irakkonflikt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, geet et längst net méi em d'Nagelprobe, wéi ëmmer gesot gétt, ob de Saddam Hussein nogétt oder net. Mä dese Konflikt ass zur Nagelprobe ginn, fir d'Machtverhältnisser an d'Dominanzgelüste am 21. Jorhonnert. Et muss d'Aufgab si vun all Demokrat fir ze verhënnere, dass dat 21. Jorhonnert, zwar ënner komplett anere geopolitesche Virzeechen, mä trotzdem am Endeffekt genau esou fatal ufänkt wéi dat 20. Jorhonnert ugefaangen huet, mat alle Konsequenzen déi mer duerno erlieft hunn.

Hégémonie, Kolonialismus, Neokolonialismus, imperialist Gebahren gehéieren net méi an dat komplex a globaliséiert 21. Jorhonnert. Krich als allerleschte Mëttel am Fall vum Recht vum engem Vollek oder vu méi Völker op Selbstverteidigung, dëst och an der UNO-Charta unerkannter, eiser Meenung no richteg Definitiou, daerf am 21. Jorhonnert net méi fir Muechtpolitik méssbraucht ginn, Dir Dammen an Dir Hären.

Ech soen Iech merci.

Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant la résolution 1441 qui définit les modalités de travail des experts en désarmement en Irak;

- considérant que malgré l'acceptation de ladite résolution par le gouvernement irakien les gouvernements américains et anglais ont non seulement préparé la guerre en Irak depuis des mois, mais ont également tenté d'imposer leur point de vue et leur volonté belligère par la pression voire le chantage envers les autres pays;

- considérant qu'aucune preuve n'a été fournie jusqu'à présent par l'administration américaine de l'implication du régime irakien dans les activités terroristes d'Al Qaida;

- considérant dès lors que la question de la lutte légitime contre le terrorisme n'est pas liée à celle du renversement du régime de Saddam Hussein;

- considérant donc que la volonté des autorités américaines de renverser Saddam Hussein a beaucoup moins à voir avec le développement de la démocratie ou la protection des droits humains, et que les visées de l'administration Bush sont essentiellement d'ordre économique et géopolitique;

- considérant que les moyens politiques pour arriver à un désarmement de l'Irak ne sont pas épuisés et que les options militaires des gouvernements des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne sont contraires à l'objectif de pacifier durablement le Moyen-Orient;

- considérant qu'une initiative militaire américaine, qu'elle bénéficie ou non du soutien du Conseil de Sécurité de l'ONU, risque de plonger non seulement l'Irak mais tout le Moyen-Orient dans le chaos et que, dans un tel scénario, les frustrations politiques qui ont fourni le terreau aux actes terroristes n'en seraient que renforcées;

- estimant que la mise en cause de la politique américaine en Irak pour toutes les raisons précitées ne signifie en rien le soutien au régime dictatorial irakien qui s'est rendu coupable, depuis des années, de violations massives et systématiques des droits de l'homme, y compris de crimes contre l'humanité comme l'utilisation des armes chimiques et biologiques contre la population kurde;

- saluant les efforts des gouvernements français et allemand qui, avec les soutiens de la Russie et de la Chine, proposent un échéancier précis pour des inspections renforcées comme alternative au recours aux armes;

- considérant que les sanctions déployées contre l'Irak depuis 1990 ont non seulement manqué d'atteindre leur but, à savoir d'affaiblir l'emprise du régime dictatorial de Saddam Hussein, mais ont surtout conduit à saigner à blanc la population civile;

invite le Gouvernement

- à s'opposer à toute prise en otage du Conseil de Sécurité des Nations Unies par l'administration américaine au terme de laquelle une initiative américaine unilatérale se verrait frappée du blanc seing forcé des Nations Unies - dans ce sens, même une intervention militaire formellement autorisée par le Conseil de Sécurité n'en serait pas moins illégitime;

- à s'opposer à toute initiative unilatérale du gouvernement américain à l'encontre de l'Irak et à la constitution d'une coalition internationale en dehors du cadre de l'ONU dans le cas où le Conseil de Sécurité n'autoriserait pas l'usage de la force ou ne se prononcerait pas;

- à se rallier à la position franco-allemande en soutenant leur initiative proposant un échéancier précis pour des inspections renforcées comme alternative au recours aux armes;

- à s'engager pour la levée des sanctions frappant surtout la population civile et pour l'instauration de mécanismes de contrôle plus équitables et plus efficaces dans le cadre de l'ONU;

- à s'engager, dans le contexte actuel au Moyen-Orient, contre tout recours à la contrainte armée, avec ou sans l'aval des Nations Unies, étant donné les conséquences désastreuses pour la population civile en Irak et pour la paix au Moyen-Orient en général.

(s.) François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

■ M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

■ M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann een dee Problem hei no strikt legalistesche Kritäre beuertelee wëllt, ouni op de strategeschen, politeschen an ekonomesche Kontext anzegoen, dee jo hei vu verschiddene vu menge Virriedner eingehend behandelt ginn ass, a fir dat ze maache mer iwwregens och d'Zäit hei feelt, mengen ech, muss ee feststellen, wann een d'UNO-Charta kuckt a wat do drasteet, dass de Krich nëmme méiglech ass wann eng Gefor fir de Fridde virläit oder wann de Fridde gebrach gëtt vun iergendengem Stat. Et ass nëmme da méiglech géint dee Stat e militäreschen Agrëff ze féieren, selbstverständlech ënnert der Hégémonie vun der UNO. Ech muss awer feststellen, Här President: Hei an dem konkreten Fall läit de Moment keng Gefor fir de Fridden vir. Et geet keng Gefor fir de Fridde vun Irak aus, an dofir ass och laut UNO-Charta keng Ursach ginn, fir e militäreschen Ugrëff de Moment an iergendenger Form ze rechtfertigen oder ze begrënnen.

Ech wëll dat och versichen hei méi kloer ze erläuteren. Ech hunn de Rapport vun de Chefinspektore Blix an El Baradei vum 14. Februar virum UNO-Sécherheetsrot zimlech genau gelies. Ech mengen iwwregens, dass et vläicht besser ass, et liest ee méi d'UNO-Resolutiounen an d'UNO-Texter wéi d'Zeitungen. Do gëtt een heiansdo vill méi gewuer, well an den Zeitunge gëtt alles op déi eng oder déi aner Manéier verzerrt erëmbrecht.

Wat seet den Här Blix zum Beispill a sengem Rapport, deen en de 14. Februar virum UNO-Sécherheetsrot gemaach huet? E seet eischens emol: D'UNO-Kontrollkommission ass a vollem Asaz: si ass am vollen Ausbau; si ass amgaang regional Büroen anzerichten zu Mosul an zu Bassora. Zu hirer Verfügung steet eng ganz Flott vu Flieger a vun Helikopteren a weider Oplärungsflieger, wéi dee berühmten U2, si geplangt a goufen och vum Irak ugeholl.

E seet desweideren: Bei 400 Inspektiounen ouni Umeldung op 300 Siten, dorënner Presidentesiten a Privatwunnengen, déi reibungslos alleguerten opgemaach gi si fir d'Inspektiounen, konnte keng verbuede Waffe festgestallt ginn. All chemesch a biologesch Prouwe sinn negativ verlaf. D'Inspektoren hu Lëscht mat Nimm an Adresse vu Wëssenschaftler iwwerrecht kriit, déi fir Interviewen zur Verfügung stinn, ouni dass eng Iwwerwachung domat verbonnen ass. Verschiddener sinn och scho mat Erfolleg befrot ginn.

Den Irak, seet e weider, huet Kooperatioun versprochen, och wat den Noweis ugeet vun der Zerstiierung vu chemesche Stoffen, an erwaart gëtt sech och esou eng Kooperatioun wat d'biologesch Stoffen ugeet, déi jo bei den Inspektiounen vu virun e puer Joer konnte festgestallt ginn. An d'Kriticken um Irak, dass en net genuch aktiv kooperéiert, schéng sech wierklech deem Bericht no virun allem op dee ganz kloer ëmressene Beräich ze beschränke vum Feststelle vu gewëssene Stoffen, déi virun enger Rei vu Jore bei Inspektiounen konnte festgestallt ginn.

D'Fro vun der Portée vu Kuerzstreckemissilen, déi berühmt Al-Samoud-Missilen, wier amgaang mat den Iraker diskutéiert ze ginn, fir ze kucke wéiwäit si et erlabe fir méi wéi 150 Kilometer wäit geschoss ze ginn. Dat betrëfft och d'Capacitéit vun der Hierstellung vun esou Missilen a vun esou Motoren, déi derbäi passen. An der Tëschenzäit, dat wësse mer jo, ass den Irak opgefuerdt ginn, fir déi Rakéiten ze zerstiieren, well se no der Meenung vum Här Blix géint d'Resolutioun vun der UNO géife verstoussen.

Den Här Blix huet a sengem Rapport och festgestallt - an ech mengen dat ass wichteg -, dass d'Inspektiounen et elo scho méiglech gemaach hunn, fir dee Gruef opzefellen, deen entstanen ass zënter dem Enn vun der eischter Serie vun Inspektiounen am Joer 1998 déi et méiglech gemaach haten, e groussen Deel vun deem Waffepotential, wat do gelagert war, ze zerstiieren, wéi mer jo wëssen, och vum bekannte fréiere Waffeninspektoren, deen hei zitéiert ginn ass, den Här Ritter, dee gesot huet: Mir hunn zu iwwer 90% dem Irak säi Potential u Massevernichtungswaffen zerstiirt.

Den Här Blix seet elo: Mir hunn et fäerdeg bruecht eis e Bild ze verschafen iwwer déi Situatioun, wéi se entstanen ass zënter 1998, iwwer déi industriell a wëssenschaftlech Landschaft, déi sech elo am Irak weist, an och iwwer d'Méiglechkeet vun deem Land, fir Missilen hierzestellen.

Den Här Baradei sengersäits seet, dass zënter 1998 - dat war dat Joer wou senger Ausso no den irakeschen Atomprogramm komplett zerstiirt konnt ginn -, kee Beweis konnt fonnt gi fir Nuklearaktivitéiten, dass awer nach iwwer verschidde Verwendungen, déi méiglech wieren, vu gewësse Materialien, déi den Irak importéiert huet, wéi sou relativ banal Saache wéi Magnéiter a Metalltuben, misste Recherché gemaach ginn. Mä och hei wier eng relativ grouss Kooperatioun vun de Wëssenschaftler a vun den Autoritéite festzestellen.

Et ass wuel evident, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass och hei betount ginn, och vu Säfte vun der Majoritéit, dass ënnert deene Bedingungen d'Inspektiounen musse fortgesat ginn, déi jo net nëmme eng Kontroll zum Zil hunn, mä och eng Zerstiierung vun deene Waffen, déi fonnt ginn.

D'Presenz vun den Inspektoren am Irak, a wann et muss sinn iwwer laang Zäit, ass déi beschte Garantie, fir dass vum Irak keng Gefor fir de Fridden ausgeet a keng industriell Basis fir d'Erëmhierstelle vun atomaren, chemeschen, biologeschen oder anere Massevernichtungswaffen an deem Land erëm kann opgebaut ginn.

Ech wëll och rappeléieren, wéi den Här Bausch dat scho viru mir gemaach huet, dass d'Inspektiounen an den 90er Joren - 1998 - op Drock vun den Amerikaner ofgebrach gi sinn. Dat wier e schwärzen Dag fir d'UNO, huet deemools de Kofi Annan gemengt, wéi an enger Sitzung vum Sécherheetsrot,

déi den Irak zënter Dagesuerdung hat, matgedeelt ginn ass, d'Amerikaner an d'Brite wieren amgaang am Irak ze bombardéieren.

D'Inspektiounen sinn also eiser Meenung no en zuverlässeg Mëttel, wa se richteg agesat ginn a mat deem néidege politeschen an ekonomeschen Drock begleet sinn, an deen ekonomeschen Drock och esou differenziert ass, dass en net d'Leit trefft, wéi dat de Moment de Fall ass, mä de Regime.

Au contraire, duerch eng Besserstellung vun de Leit eleng - an ech mengen, et ass ganz wichteg, dass do déi onmenschlech, ondifferenziert ekonomesch Sanktiounen opgehuewe ginn -, kann déi néideg Basis fir de Widerstand geschafte ginn, a wann do eng international Kontroll op der Plaz täteg ass, gëtt och eng gewëssen Öffentlechkeet geschafte, fir d'Leit virun Iwwergrëff ze schützen a fir hinne Courage ze maachen, fir sech fir hir Rechter anzusetzen.

Mir mengen, dass dat och méiglech ka sinn ouni permanente militäreschen Drock, ouni déi Drohkuliss, déi do opgebaut ginn ass an déi jo a Wierklechkeet nëmme deenen déngt, déi se och effektiv wëllen asetzen.

Et muss ee sech bewusst sinn, dass net all Ofrüstungsproblem e Krichsgrond op Grund vum Artikel 7 vun der UNO-Charta ka sinn. An e gewaltsame Remplacement vun engem Regime ass och net an der UNO-Charta virgesinn. En l'état actuel, no deem Bericht, dee mer vun den UNO-Inspektoren héieren hunn, misst also schon eendeitig bewise ginn, dass déi Saachen, déi nach eventuell am Irak fonnt ginn - ech wëll jo net behaupten, dass de Saddam Hussein en éierlechen Diktator wier, et kann ee jo dovun ausgoen, dass och nach Saachen do leie vun deenen hien näischt seet, ech gi souguer dovunner aus -, dann awer och esou e Charakter missten hunn, dass ee ka vun deene Waffen, déi elo nach do leien, soen: Et geet eng ganz däitlech Gefor fir de Fridden aus, déi et erlaabt no der UNO-Charta, Kapitel 7, fir eng militäreschen Aktioun duerchzuführen. An ech fannen, dass ebe just dat de Moment net de Fall ass, a ganz eendeitig net de Fall ass.

Wann ee gesäit, dass verschidde Leit, an et sinn haaptsächlech d'Amerikaner, soen - heiansdo héiert een och esou Téin heibanen -: Wann de Saddam Hussein net beweist dass en éierlech kooperéiert - aktiv a proaktiv, huet den Här Juncker hei emol gesot -, da geet dat schon als Krichsursach duer.

Ech fannen dat ass och net konform zum internationale Recht. Et geet do net ëm Intentiounen vu Leit, ëm eng mangelnd Kooperatioun vu Leit, mä et geet drëm fir festzestellen, ob effektiv vun deene Leit oder vun deene Länner eng ganz konkret Gefor fir de Fridden ausgeet. An déi ganz Diskussioun iwwer déi mangelnd Kooperatiounsbereitschaft huet awer och e bësschen derzou bäigedroen, fir Waasser op d'Mille vun deenen ze kierpen, déi hei ganz kloer wëllen a Richtung vu Krich goen.

Ech mengen et ass jo ganz däitlech, dass d'USA versiche mat alle Mëttelen, an heiansdo och ganz komesche Mëttelen, wéi ekonomesch Erpressungsversich an esou weider, eng ganz Rei vu Leit op hir Sait ze zéien. An ech muss souguer soen, Här President, wann een déi UNO-Resolutioun sou liest, da fënnst een do heiansdo ganz komesch Formuléierungen an dann huet een heiansdo souguer d'Impressioun, dass se elo schon unilateral géife verschiddene Staten erlaben, an zwar déi lescht UNO-Resolutioun 1441, e Krich ze provozéieren, anzegräifen, wa se der Meenung sinn, UNO-Resolutiounen wieren an engem oder deem anere vun hire Punkte verletzt ginn.

An der UNO-Resolutioun 1441 vum 8. November 2002, also déi allerlescht, steet zum Beispill déi folgend Formulierung dran: «rappelant que sa résolution 678» vum 1990 - sou wäit geet déi Begrënnung also zréck - «a autorisé les Etats membres à user de tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer la résolution 660...» vum 2. August 1990. (1990 ass et ëm de Kuwait gaangen, dee besat gi war a wou gesot ginn ass: All State sinn elo opgefuerdt fir mathëllefen de Kuwait ze befreien.) An da gëtt sech dorop bezunn, fir elo nach ze soen: «...et toutes les résolutions pertinentes adoptées ultérieurement». Déi ginn och nach mat a Betracht gezu fir dee Blankoscheck, dee jo da quasi an der Praxis d'USA an d'Engländer hei géife kréien, fir och unilateral anzegräifen, andeems se soen: Mir maachen dat net a Violatioun vun der UNO-Charta, mä mir maachen dat ganz däitlech op der Basis vun der UNO-Charta, well d'UNO-Charta erlaabt eis dat an deem Passage, deen ech elo virgelies hunn.

Do muss een awer heiansdo soen: Och wa verschidde Länner elo ganz couragéiert versiche géigenzesteieren, do hu se awer eestëmme akzeptéiert, dass esou eng dubios Formulierung an d'UNO-Resolutioun vum November 2002 ageschriwwen ginn ass. Da muss een awer e bëssche seng Zweifelen hu wéi dat elo soll weidergoen, an da kann ee vläicht net méi esou optimisteschen sinn, ob déi Länner dann och bis zum Schluss wäerten an hirer Haltung géint déi Decisiounen duerchhalen, déi eventuell vun der UNO geholl kënnen ginn.

Ech kann och dofir net de Standpunkt vun der Regierung deelen, wa se d'Debatt einfach nëmme wëllt reduzéieren op d'Fro ob den Irak UNO-Resolutiounen akzeptéiert oder net. A wann e se net géif akzeptéieren, géif dat jo zimlech automatesch no deem Scénario deen opgebaut ginn ass heeschen, och mat der UNO hirer Hëllef, dass et zum Krich géif kommen, och wann dat, natierlech wéi ëmmer verséichert gëtt, en dernier recours wier. Et muss een ëmmer erëm dorobber zréckkommen. Krich ass nëmme méiglech duerch d'UNO, wann e Stat eng Menace pour la paix duerstellt, an dat muss konkret vu Fall zu Fall ënnersicht ginn.

Dat alles huet näischt mat der Fro ze dinn, Dir Dammen an Dir Hären, ob ee sech net en demilitariséierten an demokrateschen Irak ouni de Saddam Hussein a säi Regime géif wënschen. Selbstverständlech wënsche mir eis dat och.

(Coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président. - Här Urbany, Är Zäit ass ëm.

■ M. Serge Urbany (déi Lénk). - An et ass och esou, dass déi Lénk Oppositioun am Irak warscheinlech an der Zäit den héchsten Tribut un den Diktator bezuelt huet. Et ass mol vill geschwat ginn - haut net méi esou vill - vun de Pendants de Bagdad, wou ganz Reie vun Oppositionellen öffentlech zu Bagdad higericht gi sinn, an dat sinn déi Leit déi haut feelen, fir den Diktator ze stierzen. Dat huet awer deemools kee vun deenen eminenten Membere vum Weltsécherheetsrot gestéiert, weder aus Ost nach aus West, muss ech soen, fir mam staarke Mann vu Bagdad an d'Geschäft ze kommen an deen an d'LAG ze versetzen, de Krich géint den Iran ze féieren, mat deem ganze Begleitcortège an interner Repressiounen, déi och schon deemools bekannt waren.

■ M. le Président. - Här Urbany, Dir hutt Är Zäit schon dräi Minuten iwwerschritt. Ech bieden Iech zum Schluss ze kommen.

■ M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här President, ech hu jo nach fënnf Minutte bei de Resolutiounen.

M. le Président.- Neen, et sinn der nach zwou. Dir hutt duerch d'Motioun der och schonn dräi eran. Ech sinn net klenglech, awer ech géif lech bieden zur Schlussfolgerung ze kommen.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Ech géif da versiche mat där Zäit, déi ech bei de Motiounen hunn, zum Schluss ze kommen.

M. le Président.- Gutt, maacht dat.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Deemools ass och den Här Rumsfeld, mam Seege vu Big-Oil a Big-Gun, op Bagdad gereest an huet diplomatesch Bezielunge mam Diktator opgeholl an dat war grad zu enger Zäit, wou deen, iwwregens am flagrante Géigesaz zu haut, bis un d'Zänn bewaffnet an um Héichpunkt vu senger Mu-echt war.

Et ass duerfir och keen Antiamerikanismus, wann ee sech elo géint déi kloer ausgedréckte Krichsabsicht vum Här Bush a senger Equipe zur Wier setzt, där hiren Hannergrond jo relativ bekannt ass. Et kann een do ganz berouegt sinn, well déi kloerst an déi daitlechst Kriticken un där Politik kommen aus den USA selwer, wou et och eng gross Friddensbewegung gëtt.

D'Resultat vun engem zweete Golfkrich, och wa keen e wollt, mä wann en herno kënn, ass virusze-gesinn. Mir hu gesinn, datt den éischte Golfkrich Zéngtausende vun Doudege gefuerdert huet. Mir hu gesi wéi wirtschaftlech Sanktiounen ouni all Differenzierung dozou gefouert hunn, dass Zéngtausende vu Leit hu mussen dru gleewen, an dass déi Leit mat deene Sanktiounen a Wierklechkeet jo deem Regime ausgeliwert gi sinn.

En zweeten Irakkrich bréngt ouni Zweifel nach méi wäitgehend Konsequenzen, an zwar net nëmmen eng humanitär Katastroph, mä de Krich géif och riskéieren de ganze Mëtteren Osten a Brand ze setzen an zu engem richtege Kulturkrich an zu enger wierklecher Gefor fir aner Dealer vun der Welt ze ginn. Aner Leit viru mir hunn dat zimlech daitlech beschriwwen.

Ech hunn elo nach näischt gesot iwwert d'Roll vun den USA, mä och vun anere Groussmiechten an där Géigend vun der Welt, iwwer hir ekonomesch Interessen, zum Beispill d'Interesse vum Pétrol, déi jo an der amerikanescher Regierung esou iwwervertratt sinn, mä déi awer och d'Interesse vun anere sinn, wéi den Europäer, de Russen, de Chinesen oder de Japaner. Et ass souguer ze fäerten, dass zum Schluss de Kuch vum irakeschen Uelech um Bockel vum irakesche Vollek opgedeelt gëtt ënnert deene verschiddenen UNO-Sécherheitsrotsmembersen.

Ech hunn och nach näischt gesot iwwert d'Hierkunft vun all deene Massevernichtungswaffen op der Welt.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Här Urbany, Dir musst awer elo Schluss maachen. Dir hutt elo och d'Motiounszäit scho mat ageholl. Ech sinn net klenglech, mä kommt awer elo wann ech glift zum Schluss. Dir fänkt ëmmer erëm en neit Kapitel un.

(Hilarité)

Mir hunn nach eng hallef Dose Riedner agedroen. Näischt géint näischt, awer...

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Här President, et ass e ganz kompliziert Thema.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Jo, mä et muss ee sech konzentréiert faassen. Et sinn der, déi vill méi kuerz dozou geschwat hunn.

(Brouhaha général)

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- De Krich ass natierlech ganz einfach am Verglach zum Versuch fir emol esou e komplizierten Tatverhalt duerstustellen. Dat ass ganz kloer.

(Interruption)

Ech sinn iwwerzeegt, Här President, dass eis nëmmen eng gewuesse Weltöffentlichkeet, déi sech de 15. Februar ganz daitlech gewisen huet, déi international Legalitéit bréngt, déi mer vis-à-vis vun der Globaliséierung vun der Wirtschaft a vum Versoe vun der Politik, wéi mer et de Moment zimlech daitlech erliewen, brauchen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Jaerling huet elo nach d'Wuert.

Une voix.- Oh neen!

(Interruption)

M. le Président.- Jo, hien huet nach e puer Minutten zegutt.

M. Aly Jaerling (*ADR*).- Här President, haut ass vill iwwert de Krich an de Fridden debattéiert ginn, an et huet mer elo esou geschéngt wéi wa mer schonn e kleng Krich am Parlament hätten, an zwar Oppositoun géint Regierung, wou jiddfer ee mengt an der Irakfro Recht ze hunn, a menger Meenung no och Recht huet, well mer schlussendlech all datselwecht wëllen, nämlech eng friddlech Léisung vum Irakproblem, just jiddfer een hätt dat gären op seng Aart a Weis.

Mä wa mer vu Krich schwätzen, da froen ech mech awer, ob mer net schonn iwwer zéng Joer Krich féieren, zwar kee Waffekrich, mä e Krich iwwer Embargoen, déi sech just géint dat irakescht Vollek richten. Embargoen, wou d'Modalitéiten an enger UNO-Lëscht festgehale sinn, déi awer de Saddam Hussein net konnten an d'Knéien zwéngen, mä déi just dem irakesche Vollek substanzuell Liewensmoyenen entzunn hunn. Et ass zum Deel doduerch wou de Saddam Hussein et fäerdeg bréngt säi Vollek ëmmer erëm géint déi international Communautéit opzebréngen.

Wär et duerfir net am Sënn vun enger friddlecher Léisung, all Embargoen ausser déi, déi mat Krichs- a Vernichtungsmaterial a Verbindung ze bréngen sinn, opzehiewe fir dem irakesche Vollek ze bewisen, datt et net géint si geet, mä eleng géint deen onmenschleche Regime vum Saddam Hussein, fir domadder dat irakescht Vollek dovun ze iwwerzeegen, datt eng Zesummenarbecht vun hinne mat den Inspektoren a mat deene Leit, déi hinnen hëllef wëllen, dozou bäidreit de Regime vum Saddam Hussein op eng friddlech Aart a Weis duerch eng demokratesch Regierung ofzeléisen, déi de Fridde laangfristeg garantéieren kënn, an net duerch iergendeng Pétrolsregierung no engem Krich?

Dofir misst déi UNO-Lëscht, déi d'Embargoartikele festleet, iwwerduecht gi fir den Iraker erëm Liewensqualität ze garantéieren, andeem hinnen déi liewenswichtig Moyenen erëm kënnen zougänglech gemaach ginn, well ech sinn der Meenung, datt een an der Weltöffentlichkeet net mat zwou Moosse miesse kann: engersäits Embargo géint eng Hussein-Diktatur ausschwätzen, anerersäits awer Embargo géint eng Nordkorea-Diktatur ophiewen, wou ganz kloer bewisen ass, datt déi Massevernichtungsmittelen hunn an dass déi sech och scho geäussert hu wéi wa se déi wëllten asetzen. Ech mengen dat sinn deux poids et deux mesures, an do misst och vun der UNO aus eng kéier iwwerduecht gi fir awer wierklech do eng aner Politik ze féieren.

Ech hoffen op jidde Fall, datt mer haut e Konsens fannen, wou dat ganz Parlament kann op ee Wee

goen, an datt d'Regierung alles dru setzt, esou wéi si et ugekënnegt huet, fir eng friddlech Léisung ze fannen, mä ech si perséinlech awer der Meenung, wann dat net sollt de Fall sinn, dass een dann awer dat lescht Méttel, wat een huet fir dee Mann ënner Drock ze setzen, op kee Fall soll ausser Uecht loossen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Lucien Weiler huet nach d'Wuert.

M. Lucien Weiler (*CSV*).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Parteichef vun der sozialistescher Partei huet haut de Moien eng Interventioun gemaach, wou een am éischten Deel vu sengen Ausféierung kann op enger Rei vu Strecke mat him d'accord sinn, mä hien ass leider am zweeten Deel vu sengen Ausféierungen dem Versuch erleeë sech net nëmme mat der Positioun vun der Regierung ausernee gesat ze hunn, mä virun allem och parteipolitesch Elementer an déi Debatt hei afléisse gelooss ze hunn. Dofir wollt ech e puer Remarque maachen.

Et fällt op, dass déi sozialistesche Partei zënter Woche versicht fir esou ze maache wéi wa si déi eenzeg Formatioun am Land wier, déi fir de Fridde wär, an esou mécht wéi wann déi aner, virun allem d'Regierung an déi Parteien, déi se stützen, an et ass textuell esou gesot ginn, wéi wa mir eis deenen ugeschloss hätten, déi nëmmen an der Gewalt eng Léisung fannen.

Éischtens ofgesinn dovun, dass dat total falsch ass - an et ass haut de Moien a bei anere Geleeeënheete scho méi oft ervirgestrach ginn, dass et total falsch ass -, esou sinn d'Sozialisten och déi eenzeg, déi d'Haltung esou gesinn. Wann ech kucke wat europäesch Regierung zu eiser Haltung gesot hunn, wat all d'Presseagenturen zënter Woche mellen, da gesäit een dass mir néirens ageeit ginn an déi Kategorie, déi Amerika bedingungslos hei géif ënnerstetzen. Mir figuréieren néirens am Lager vun den Häre Blair, Aznar a Berlusconi.

Wann een dann d'Äußerungen héiert, déi de Parteipresident hei mécht, da stellt ee vill Contradictione fest. Op där enger Säit gëtt gesot d'Regierung wär an engem No man's land, am Figaro hätt Lëtzebuerg figuréiert mat enger wäisser Plaz, mir hätten also keng Positioun, ...

(Interruption)

...an der selwechter Zäit, gëtt hei op der Tribün erkläert, d'Regierung huet de Camp vun deene gewielt, déi just an enger militärescher Interventioun eng Léisung gesinn.

Or, Här President, de deux choses l'une. Ech muss soen: Keng vun deene Positiounen ass an eisen Ae gerechtfäerdeg, et ass dacks genuch gesot ginn, mä wann et dann esou wär wéi den Här Asselborn seet, dann ass een entweder an engem No man's land an et huet ee keng Positioun, oder awer et ass een am Camp vun deenen, wéi hie seet, déi eng militärescher Interventioun wëllen. Décidéiert lech emol! Wann Dir de Leit dobausse wëllt soen, scho suggéieren, wou dës Majoritéit, wou dës Regierung steet, da musst Der lech awer decidéieren fir déi eng oder fir déi aner. Et geet jo net, fir zur selwechter Zäit an engem No man's land ze sinn an op där anerer Säit awer e Camp gewielt ze hunn.

Dat nëmmen zu där Contradiction an den Ausféierung vum Här Asselborn, deen iwwregens zënter Wochen hartnäckeg d'Positiounen, déi d'Regierung ageholl huet, ignoréiert, einfach net zur Kenntnis hält an de Kapp an de Sand streckt bei deem wat à multiple reprise gesot ginn ass. An haut de Moien,

Här President - dat war jo apaart flott -, wéi d'Regierung nach eng kéier hei daitlech hir Haltung definéiert an erkläert huet, ass den Här Asselborn hei op d'Tribün komm an huet gesot: „Ma dat do si jo lauter Plattitüden.“

Jo, lauschtert emol: Wochelaang näischt zur Kenntnis ze huelen, einfach de Kapp an de Sand ze strecken, ze maache wéi wann näischt wär an dann haut de Moien, wann ee schliesslech net méi derlaanscht kënn, fir nach tant soit peu glaubwürdeg ze bleiwen, wéi alles nach eng kéier daitlech hei op den Dësch geluecht gëtt, dann heihinner ze kommen an ze soen dat wäere Plattitüden. Also, Här President, ech weess net méi wat een nach soll soen opgrond vun esou enger Haltung. Wat maacht Der mat engem Diskussionspartner, deen einfach net wëllt, deen näischt zur Kenntnis hält a wann hien et zur Kenntnis hält, da seet hien: Dat do ass näischt.

Den Här Asselborn huet och gesot d'Majoritéit hätt lavéiert a schwadronnéiert em d'Fro vum Gewaltmonopol an dem Völkerrecht. Ech verweisen nach eng kéier hei drop hin - an ech hunn et de Moie schonn eng kéier gemaach -, wat viru méi wéi zwee Méint an engem RTL-Interview vum Chef vun der Regierung gesot ginn ass, wou hie gesot huet: „Déi international Communautéit an net d'Amerikaner eleng mussen handelen. D'Völkerrecht muss zur Geltung kommen.“ Dat huet hien am Dezember kloer an daitlech gesot. Jo firwat gëtt dat...

M. Jean Asselborn (*LSAP*).- An eis Motioun stëmmt Dir net?

Mä, Här Asselborn, Är Motioun am Oktober ass hei net nëmmen net gestëmmt gi vun der Majoritéit; och déi Gréng, och den ADR hunn déi Motioun ofgelehnt.

M. Jean Asselborn (*LSAP*).- Déi hu se gestëmmt.

M. Lucien Weiler (*CSV*).- Neen, déi hu se net gestëmmt. Dir waart déi eenzeg, déi se gestëmmt hunn, all aner Fraktiounen hei am Parlament hunn déi Motioun ofgelehnt. Här Asselborn, Dir kënn lech emol net méi drun erënnere wie se gestëmmt huet oder net. D'ganzt Parlament hei war géint Är Motioun, well an Är Motioun Dir méi wäit gaange sidd an Är Logik wéi an där Logik, wou mir eis deemools net wollten hi beginn. Dat hunn déi Gréng esou gesinn, dat huet den ADR esou gesinn, an dat hunn d'Majoritéitsparteien esou gesinn. Dir wëllt et einfach net zur Kenntnis huelen, Dir streckt de Kapp an de Sand virun deem wat gesot ginn ass.

Da wëll ech nach soen, Här President, dass den Här Asselborn och gesot huet, d'Majoritéit schwadronnéiert a lavéiert em déi Fro vum Gewaltmonopol.

(Interruption)

Ech erlaben et elo net. Stellt Dir Är Zwëschefroen herno, Här Asselborn.

M. le Président.- Här Asselborn, Dir kënn jo herno d'Wuert froen.

M. Jean Asselborn (*LSAP*).- Wat hate mer da gefrot?

„- à demander au Gouvernement américain de s'abstenir de toute action militaire unilatérale contre l'Irak et de respecter les principes du droit international;

- à s'exprimer publiquement contre toute participation dans une action militaire menée contre l'Irak, au cas où la solution aux problèmes liés à l'Irak n'est pas recherchée dans la stricte application de la Charte des Nations Unies et des résolutions du Conseil des Nations Unies.“

Här Weiler, dat heite war am Januar, dann hätt Dir dat jo kéinte stëmme bis Är Positioun emol klor gewiescht wär.

M. Lucien Weiler (*CSV*).- Dann huet d'Motioun déi vun der Majoritéit gestëmmt ginn ass. Dat war déi Positioun, déi mir arrétéiert hunn.

M. Jean Asselborn (*LSAP*).- Ma do steet iwwerhaupt näischt dran.

M. Lucien Weiler (*CSV*).- Här President, ech wëll lech soen, dass am Oktober schonn em déi Fro vum Gewaltmonopol oder em dat unilateraal Virgoen hei am Parlament Konsens bestanen huet, an den Här Asselborn huet dee Konsens am Oktober hei am Parlament iwwert déi dote Fro festgehalten. Ech zitieren den Här Asselborn, deen hei gesot huet: „Dat schéngt ganz kloer ze sinn. Mir wëllen allequerten heibannen net dass unilateraal gehandelt gëtt.“ Dat huet den Här Rippinger, dat huet d'Madame Polfer an dat hunn och aner Kollegen esou gesot.

(Interruption)

Ech schwätze vun der Roll vum Conseil de Sécurité, ob soll unilateraal virgaange ginn oder net. Do hu mer Konsens hei am Parlament am Oktober d'lescht d'Joer festgestallt. An der Debatt viru 14 Deeg, Här President, huet den Här Asselborn zwou Froen un d'Regierung gestallt. En huet gefrot: Här Juncker, Madame Polfer, stitt Der op der Säit vun deenen, déi am internationale Recht an an der Diplomatie Instrumenter gesitt, fir friddlech Léisungen och a komplexen a schwierege Froen ze sichen? Dat ass eng kloer Fro: Madame Polfer, Här Juncker, stitt Der op der Säit vun deenen déi internationaal Recht béie wëllen an och Méttelen dozou hunn, fir dat Recht ze béie fir Krich ze verantworten?

Här President, déi dote Froen, déi do gestallt gi sinn, déi ware beäntwert. Déi ware schonn am Oktober beäntwert, an déi sinn am Dezember beäntwert ginn, déi sinn op engem Briefing vun der Regierung de 7. Februar beäntwert ginn. Et war an allen Zeitunge bis an den Detail neneliesen. De Statsminister huet deklaréiert bis zur leschter Sekonn: eng politesch, eng diplomatesch Léisung, nei diplomatesch Initiative fir eng friddlech Léisung, méi Zäit, méi Méttel fir d'UNO-Inspektoren, en toute hypothèse näischt ouni UNO-Mandat, keng Alleingäng.

Dat war de 7. Februar. Den 11. Februar kënn den Här Asselborn erëm heihinner a freet, wéi et mat der Haltung vun der Regierung wär. Dunn huet de Statsminister an där Debatt déi dote Positiounen nach eng kéier kloer an daitlech duergeluecht. Dräi Deeg drop héieren ech den Här Asselborn nees op enger Radiostatioun, wou e seet: Keng kloer Positioun vun der Regierung.

Här President, muss een dann dem Här Asselborn et mole wéi een et gesäit, bis dass hien endlech wëll verstoen?

Nach dräi Remarken:

Den Här Asselborn freet ëmmer, wat huet d'Regierung dann ënnerholl fir den USA ze soen, dass den Irakkonflikt net mat militäresche Méttelen ze léisen ass. Et ass eng Fro op déi d'Regierung muss äntweren, ech kann net dorop äntweren, ech weess awer, dass déi amerikanesch Ambassade all Verlautbarung vun der Regierung minutiéis ophëlt an Amerika dat mell. D'Amerikaner wouste ganz genau, an eis europäesch Frënn och, wéi d'Haltung vu Lëtzebuerg wär.

Wann den Här Asselborn ëmmer d'Regierung hei freet, als Chef vun der Oppositoun ass hie jo awer och a Foren dran, wou se eng Meenung ka geltend maachen.

(Interruption)

D'accord als Chef vun enger Oppositounspartei. E mécht ëmmer wéi wann e Chef wär vun där ganzer Oppositoun.

D'Lëtzebuenger sozialistescher Partei ass Member vun der Sozialistescher International. Ech froen emol wéi eng Schrëtt de President vun der Sozialistescher Partei ënnerholl huet, fir dass d'sozialistescher International zu enger klorer an daillecher Positioun kéim, well déi mell sech jo zu ville Punkten zu Wuert.

Ech hunn d'Resolutioun vun der Sozialistescher International vum 20. an 21. Januar virleien. A wann Dir déi liest an deenen zwee, dräi wesentleche Passagen, ass et exactement dat, net méi an och net manner, wéi dat wat d'Haltung vun der Lëtzebuenger Regierung ass. Wann déi Haltung also net gutt ass, da froen ech mech, firwat den Här Asselborn säi Poids an der International - en ass jo ëmmer do derbäi - net geltend gemaach huet, fir dass dat, wat en hei seet, wat net gutt wär a wat net richtig wär an der Haltung vun der Regierung, dass dat Afloss fonnt hätt an d'Resolutioun vun der International. Ech kann lech dat virlesen, ech kann lech et och ofginn, Här President, fir dass et den Deputéierten hei ausgedeelt gëtt. Si ass deckungsgläich, déi sozialistescher International, mat der Haltung vun eiser Regierung.

(Interruptions diverses)

Ech muss awer och soen dass déi Sprooch, där de President vun der LSAP sech an deem Dossier bemächtigt huet, dach awer relativ appart ass.

En huet hei op der Chambertribün gesot, dass zu Washington déi d'ceciert gi wär, dass geschoss a gebommt misst ginn, an dass och eng Zilscheif hierhale misst.

Haut de Mueren huet en nach dropgeluecht a gesot, et gëtt elo den Irak, mä et hätt awer och kënnen den Iran oder Palästina ginn.

Wat ass dat do da fir eng Sprooch vun engem responsable Politiker an där heite Fro? Ech hunn d'Debatten aus dem däitsche Bundestag zum Kanzler Schröder senger Erklärung nogelies. Do gouf vun alle Säite Positioun ergraff, vu villen Deputéierte vun alle Borden. Do gouf ganz kritesch mat Amerika ëmgaangen, mä keen huet awer esou eng ongehuwelt, wann ech dat d'ceciert esou ausdrécken, Sprooch gebraucht fir déi heite Problematik ze beschreiwen, wéi den Här Asselborn dat gemaach huet.

Den Här Bausch huet an zwou oder dräi Interventiounen an deem Parlament zu der Irakproblematik Stellung geholl an en ass äusserst kritesch mat Amerika ëmgaangen, mä en huet awer eng Sprooch gebraucht, Här President, déi dem Eescht vun der Situatioun entsprach huet. En ass net mam Huwel virgaangen, dass Spein geflu sinn. Dat ass awer bei esou enger Sprooch wéi där doten de Fall.

Et gëtt nach e Politiker, deen esou eng Sprooch huet. Dat ass den Här Rumsfeld, deen och a grouse Kategorien a mat den Huwelspéin ka gutt ëmgoen. Wéinegstens op engem Punkt sinn déi zwee sech gläich, an zwar am Punkt vun där onnuancéierter a plomper Sprooch vis-à-vis vun enger Problematik wou et net ubruecht ass.

Zum Ofschloss zwee Wieder nach. Wat ee bedauere muss, dat ass dass déi ganz Problematik och vu Säite vum President vun der LSAP fir parteipolitescher Zwecker benotzt gëtt. Ech ginn lech zwee Beispiller, Här Mars Di Bartolomeo, wann Dir mengt, ech géif do net richtig leien.

(Interruption)

O, wéi aarm, dat kënnt Der elo gläich soen, wann ech lech zitieren den Artikel aus dem Tageblatt, deen de President vun der LSAP virun zwou Woche geschriwwen huet a wou en, fir et emol douce auszudrécken, op eng extrem polemischer Aart a Weis - ech kënnt aner Terme gebrauchen - mat enger Partei ëmgaangen ass.

Do ass vu Feigheet geschwat ginn, vu Mëssbrauch, vu Schlegelgheet. An dann huet e gesot: „Die CSV ist willig einem Krieg im Irak zuzustimmen.“ Ech muss soen, Här President, dat ass eng Gemengheet, wann een d'Aussoe vu führende Leit vun eiser Partei kennt, wann een d'Communiqué kuckt, déi eis Partei an där dote Fro publiziert huet. Wann een déi gelies huet an et kënnt een zu esou enger Konkusioun, dann ass dat eng hannerhältig Ennerstellung. Ech loosse dat net op eis setzen, dass den Här Asselborn, als President vun där gréisster Oppositionspartei, iwwer eng aner Partei esou Onwourecht an d'Welt setze geet. An et geet net d'ceciert domat.

En huet da gesot: „Die CSV verachtet die Ehre.“ Ech muss soen, mir ass während enger gewëssener Zäit, wéi ech dat do gelies hunn, d'Sprooch ewech bliwwen. Ech froe mech, wou den Här Asselborn d'Recht hierhëlt, fir enger Partei wéi der CSV, déi 10.000 Memberen huet, fir deenen 10.000 Memberen d'Éier ofzeschwätzen, ze soen, déi géifen d'Éier veruechten. Dat acceptéieren ech net. Op esou eng Manéier geet een net ëm mam politeschen Adversaire.

Dat doten ass Ehrabschneiderei déi hei gemaach gëtt. Mir respektéieren d'Éier vun der sozialistescher Partei. Mir wëssen dass se eng huet. Mir respektéieren déi a mir zéie se net an den Dreck. A wann dat hei gemaach gëtt mat enger Partei vun 10.000 Memberen, da wieren ech mech bis op dat allerlescht géint den Här Asselborn, géint esou Aussoen.

An dann, Här President, kënnt den allerleschte Punkt. Et ka keen dem President vun der LSAP virschreien, dass en de Statsminister soll appréciiieren. Mä wat en haut de Moien hei gemaach huet, fir de Statsminister op den Niveau vun dem irakeschen Diktator ze setzen, fir e mat engem Abzëbild vun deem ze vergläichen, engem Mann wou den Här Bausch virdru gesot huet, dee géif virun e Krichsverbriechertribunal gehéieren, fir dat ze maachen, Här President, dat ass en Niveau, Här Asselborn, deen ass net méi ze ënnerbilden.

Muss ee sech dann hei am Lëtzebuenger Parlament wierklech all Dénigratioun, all Erniddereung am allgemenge gefale loosse? Wann dat de Fall ass, Här President, dann hätte mer besser d'Dieren hei zouzemaachen. Ech muss soen, de President vun der LSAP huet haut de Moie weder sech nach senger Partei en Déngscht gelescht.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Asselborn freet d'Wuert.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech ginn net op alles a wat de Kollege Weiler elo hei produziert huet. Ech wëll awer just zum Fond fir d'éischt soen, dass mir jo an enger parlamentarescher Demokratie sinn. An ech verstinn eigentlech net déi Sturheit, déi d'CSV an och Regierungsvierder einfach an déi Tatsaach erleeën, dass si eng Positioun gehat hätte vum Oktober un, déi kloer definéiert gewiescht wier. Firwat? Am Oktober, soen ech nach eng kéier, hate mir hei an enger Motioun gefrot, dass ouni Mandat vun den Nations Unies keng Aktioun kënnt ënnerholl ginn. An ech hat e Gespräch, ech soen lech dat, mat führende Leit aus der Lëtzebuenger Regierung driwwer. Dat ass der Regierung dee Moment ze wäit gaangen. Mir wollten am Oktober Klorheit hunn.

Déi zweet Saach ass, dass mer hei eng Motioun déposéiert haten, an ech hunn dem Här Weiler se elo virgelies, wou ganz kloer dra steet, dass d'Lëtzebuenger Regierung opgefuerdert gëtt géint all Actions militaires unilatérales ze sinn, an dass se och fir all Actions militaires

unilatérales all Participatioun misst ofweisen. Sot mir emol, wann Är Positioun esou kloer war, firwat ass dat dann ofgelehnt ginn? Firwat hutt Der dat aus Är Motioun erausgestrach? Dir kënnt dach net d'Lëtzebuenger fir domm halen. Hei ass dach e Parlament. Wann eppes heihinner geluecht gëtt fir ofzestimmen an Dir stëmmt dergéint, dann ass dat dote jo net Är Positioun. Da kënnt Der hei ziele komme wat der wëllt.

Elo soen ech lech nach eppes zu där Saach. Wann d'Oppositioun ënnerstallt kritt, mir hätten hei d'Onwourecht gesot oder mir wieren net logesch an eise Reasonnement, dann ass den OGB-L, dann ass d'Caritas, dann ass d'Lëtzebuenger Wort, an ech zitieren lech d'Lëtzebuenger Wort, da sinn déi alleguerten daf. D'Lëtzebuenger Wort schreift den 20.02: „Luxemburg, da hilft kein Schönreden,...“

(Interruptions diverses)

„Luxemburg, da hilft kein Schönreden, hat eine Chance verpasst sich auf der internationalen Bühne Gehör und Ansehen zu verschaffen. Deshalb die Regierenden hier zu Lande als wilde Kriegstreiber darzustellen und quasi als verlängerten Arm der Bush-Administration zu geisseln, ist zumindest eine Art politischer Unehrllichkeit.“

Dat hu mir net gesot. Mir hunn net gesot, dass een aus der Regierung e Krichsdreier wier. Mä ech soen et nach eng kéier, wat mer gesot hunn. Mir hu gesot, wann all Regierungen an Europa sech verhalten hätte wéi d'Lëtzebuenger Regierung, am Contraire zu der belscher Regierung, an d'Belsch ass net vill méi grouss wéi Lëtzebuerg, am Contraire zu Däitschland an am Contraire zu Frankräich, da wier dee Krich do laang amgaangen. Da wier nämlech keng Oppositioun do gewiescht, fir den Amerikaner ze soen, neen, halt, mir musse wierklech anhalen ier mer elo do duerschloen.

Nach eppes, Här President, déi Leit, déi op der Strooss waren, an dat ass fir mech de Kritär, do hunn ech keen héieren hei zu Lëtzebuerg, an ech soen dat nach eng kéier wat ech de Moie gesot hunn, dee sot, ech sinn houfreg mat der Positioun vun eiser Regierung, déi ass kloer doranner. Dat hunn awer Leit an der Belsch gesot, dat hu Leit a Frankräich gesot, dat hu Leit an Däitschland gesot. Dat ass den Ennerscheid tëschent der Positioun vun deenen dräi Länner an eise Land.

Elo déi Geschicht mat der CSV. Mir kenne jo déi Ethik vun der CSV. Esou bal se ugegraff gëtt, da fänkt se un déi Rieden do ze halen, déi elo grad den Här Weiler hei gehalten huet. Dat kenne mer zënter Joren a Joren.

Här President, ech wëll lech soen, ech hunn net, a kee vun eiser Partei huet ee gewëssene Moment vu Revanche geschwat, a geschwat wierklech dass déi Revanche géif bluddeg ginn. Dat huet kee vun eis gesot. Dat huet en CSV-Mann gesot, dee Statsminister ass, an et huet och kee vun eis dat Wuert mam „Hinter“ gesot. Dat huet kee vun eis gesot, dat bayrescht Wuert, wat ech elo net méi soen. Dat huet en CSV-Mann gesot, dee Premierminister ass. Do muss ee sech dach kenne wieren dergéint.

Wa mer dat alles hei unhuelen an enger Demokratie, da pake mer an. Da kënnt Der soen oder maache wat Der wëllt. Ech soen lech just eent, wann hei d'CSV bei esou Attacks, déi de Statsminister, en CSV-Mann, soen ech nach eng kéier, hei reit, an da geet direkt hei dee schwaarze Jammerchouer un, wann ee sech dergéint wiert. Ech soen lech dat, de Stat, d'öffentlech Meinung an d'Lëtzebuenger Politik

stinn net ënnert der Fuchtel vun der CSV. Mir sinn am 21. Jorhonnert, gleefft mer dat, an et gëtt nach besser wéi et elo ass.

Dann eng drëtt Saach, déi ech wollt soen, d'international Sozialisten. Mir wäerten eis wëssen ze wieren. Dir huet hei eng Resolutioun zitiiert, Här Weiler, vun den internationale Sozialisten. Déi ass am Januar, den 20. an 21. geholl ginn. Dir huet ee Saz net zitiiert, dee seet: „parallèlement, nous ne pouvons pas permettre que la communauté internationale soit l'otage d'un seul Etat.“

Ech soen lech elo emol nach eppes, Här Weiler. De Moien hunn ech kloer hei expliziiert, dass mer ënnert den Erkenntnisser, déi mer haut hunn, net de Prinzip a Fro stellen, dass an der UNO, opgrond vun der UNO-Charta, ni d'ceciert militäresch Gewalt appliziiert ginn am Kader vun engem Konflikt. Mä an deem Konflikt mam Irak ass d'Bedrohungspotenzial vum Irak net grouss genuch, an d'Schied, déi géifen entstoën, dat heescht déi negativ Sait vun enger Interventioun, schéngen eis vill ze vill héich ze sinn, an dofir hu mir gesot, à ce stade, vun eise Connaissances déi mer hunn, si mer mat an ouni UNO-Mandat dergéint, dass militäresch intervenéiert gëtt.

A fir ofzeschleissen, Här President, et kann een alles zerrieden, wierklech alles. Mä hei ass eng Zeitung, déi heescht „Le Monde“, an hei ass eng Zeitung, déi heescht „Libération“. Vun deene kann een hale wat ee wëllt, mä dat si seriö Zeitungen, an do si Journalisten hei an d'Land komm, déi hu sech informéiert, wéi ass d'Positioun vun all Land, och hei zu Lëtzebuerg. An der „Libération“ steet bei Luxembourg: „Sans position officielle“. Also wäerte se dach iergendwou an der Regierung eng Positioun gefrot hunn a si hu keng Äntwert kritt. Kuckt beim „Monde“, ech weisen lech dat heiten, ech maachen och eng Kopie, fir dass jiddereen dat am Dossier gesäit: „Luxembourg ass wäiss, d'Schwaiz ass wäiss“. Dat sinn déi Länner, déi keng Positioun hunn. Dofir, wann ech gelift, Dir kënnt hei argumentéiere wéi Der wëllt, mä haalt d'Lëtzebuenger net fir domm.

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Ausseminister Lydie Polfer.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wäert versichen den Débat nees op eng roueg Manéier ze bréngen, well d'Situatioun ass grave genuch, dass mir eis op eng roueg, verstänneg a responsabel Aart a Weis, iwwert dat wat de Moment d'Debatt iwwert den Irak mat sech bréngt, kenne roueg an, wéi gesot, verstänneg a respektvoll ee vis à vis vun deem aneren heibanne féieren.

Et ass alt nees eng kéier de Moien, awer ëmmer nees vun där nämlecher Sait gesot ginn - an ech sinn zwar frou dass vun der Sait vun der Oppositioun awer och aner Stëmmen do waren, déi de Message vun der Lëtzebuenger Regierung ganz gutt verstanen hunn -, mir hätte keng Positioun. An ech muss soen, ech fannen et wierklech schonn traureg, wann hei Artikelen vun der Libération oder vum Monde oder wien och ëmmer zitiiert gi fir dat ze beleeden. Fir dat heibannen ze behaupten, muss een effektiv entweder daf sinn oder wierklech awer de très mauvaise foi, well ech gleewen net dass an iergend...

(Interruptions)

Et huet kee Mensch vum Monde a vun der Libération bei mir nogefrot a si schéngen op alle Fall d'Debatten hei vun der Chamber net nogelies ze hunn, well soss wësst se dat ganz kloer. Well et wäert a kenger parlamentarescher Institu-

tioun esou vill a wierklech esou detailléiert iwwert deen heite Froekomplex, deen et och der Méi Wäert ass, diskutiiert gi wéi hei.

Ech widerhuelen et net nach eng kéier. De 26. September war ech an der Commission des Affaires étrangères. Den 10. Oktober hate mer heibannen eng laang Diskusioun, wou ech op déi kloer Aart a Weis, an ech kann dem Här Asselborn awer elo beleeden, mir mussen eis just e bëssen Zäit huelen, wat ech dee Moment alles gesot hunn, eis Positioun duergeluecht hunn. Mir mussen dann zwee Sätz nach eng kéier soen. Mir sinn, mir waren a mir wäerte fir eng friddlech Léising sinn, déi mat diplomatesche Mëtelen erreicht ka ginn, a mir wëllen een Allengang vun den Amerikaner mat anere verhéieren, vermeiden.

Dat ass déi Positioun déi mer awer wierklech, mat enger Stëmm, oder eng kéier de Premier an eng kéier ech selwer, an eng kéier d'Verriider vun deenen zwou verschidde Majoritéitsparteien, hei an allen Tounaarte gesot hunn. An een deen dat net wëllt nolauschten, wéi gesot, deen huet eng vun deenen zwou Qualitéiten déi ech vidru gesot hunn.

Mir halen eis Positioun, do kann ech wierklech jiddereen heibanne berouegen, déi gëtt zesumme festgeluecht, déi gëtt am Ausseministere vun deene Leit, déi op deene verschidde Plazen a Poste sinn, ausgeschafft, déi droen ech am Conseil de Gouvernement vir, an ech kann lech och de verséieren, dass mer eis ganz vill Zäit geholl hu fir intensivst iwwer eis Positiounen an déi verschidde Haltungen ze diskutéieren.

A wa mer déi do Positioun ageholl hunn, dann ass et net fir ze lavéieren oder, wéi ech et de Moie vun iergendwou hei gehéiert hunn, fir sech mat deenen engen a mat deenen anere gutt ze halen. Neen, et ass net dofir, mä et ass wierklech den engagéierte Wëlle fir ze vermeiden, dass et ebe mar géif zu engem Allengang vun deem engen oder deem anere géif kommen.

A firwat? Mä net fir engem Freed ze maachen, mä well et eisen ureegen Intérêt ass. Et ass nun eemol den Intérêt vun engem klengen Land, dass déi Institutiounen, europäescher Natur, um Plang vun der Europäescher Unioun, ekonomesch a politescher Natur, um Plang vun der militärescher Natur, d'NATO a virun allem um Niveau vun der UNO, aarbechtsfäeg sinn, an dass déi Partner, déi mer an deenen engen a mat deenen aneren hunn, wa méiglech net komplett auserene driften, mä dass mer alles musse maache fir se sou laang wéi méiglech zesummen ze halen an datt mer et solle fäerdeg bréngen, duerch all Diskussiounen wou verschidde Sensibilitäten zum Ausrock kommen, fir se op eng gemeinsam Linn ze kréien oder ze halen.

Dat ass eisen Intérêt, an ech hoffen dass heibanne jiddereen sech bewosst ass, wéi wichteg dat do ass. Ech klengt Land wéi mir - an ech schwätzen elo hei net aus falscher Bescheidenheet, mä aus engem ganz grouse Realismus - muss wëssen, dass seng lwwerliwens-chance an enger internationaler Communautéit sech kënnen ze bewegen, wou et Regele ginn, wou et Plaze gi wou déi Regele kënnen ageklot ginn a wou déi Regelen och respektiiert ginn, wierklech ganz staark dovunner ofhänken. Dat mécht jo eise groussen Engagement um europäeschen an um internationale Plang aus. An dofir kämpfe mer jo, an dofir si mer jo op all deene Plazen esou dofir fir déi Unitéit, déi effektiv och de Moment nach net garantéiert ass, oprecht ze erhalen.

Ech ginn net méi op alles dat an, mä ech kéint dem Här Asselborn soen, deen de Moie gesot huet, ech gi mol net op d'DP an, ech kann lech nëmme soen, ech sinn

net schizophren, dass ech als Ausseminister keng Problemer mat menger Qualitéit als DP-Präsidentin hunn, dofir braucht Der lech doriwwer keng Gedanken ze maachen. Eis Positioun war, ass a wäert an dëser Affär glaskloer bleiwen. Mä een deen net wëllt lauschteren, deem kann een et oft erklären, dee wäert et och ni verstoen.

Ech hunn lech et den 10. Oktober heibanne gesot an ech wëll nëmmen dee Punkt eraus huelen, fir ze weise wéi komplizéiert an nuancéiert d'Debatt effektiv ass. Den 10. Oktober, wëll ech drun erënneren, hu mer virun allem drop geschafft, dass Amerika sech soll op de multilaterale Plang beginn; a si waren nach net do. An am Kader vun dem Conseil de Sécurité sinn d'Diskussiounen geféiert ginn, besonnesch och dee Moment zwëschen den Amerikaner an de Fransosen, fir sech eens ze maachen op eng Motioun. A mir hunn alles gemaach fir dat ze ënnerstëtzen.

Ech war de 4. Oktober beim Colin Powell fir och do eis Positioun, net nëmmen déi lëtzebuergesch, mä déi europäesch, virzebréngen. A mir hunn dee Moment gesot, komm mir ënnerstëtzen dat, ëmmer aus deene selwechten Ursachen. An ech hunn lech dee Moment geäntwert.

A wann et eis Eescht ass, sou wéi et och an Ärer Motioun steet, Här Asselborn, et ass eben em déi Demande gaangen, déi Dir elo just hei nach widderholl hutt, firwat dass mer dann net dee Moment scho gesot hunn et soll kee militäresche Schlag kommen a firwat dass mer dat net wollten...

(Interruption)

Ech hunn lech den 10. Oktober drop geäntwert.

(Interruption)

Wann et eis Eescht ass, esou wéi et och an Ärer Motioun steet, Här Asselborn, dass mer dem diplomateschen Effort all Chance wëlle ginn, da muss ee sech d'Méiglechkeet ginn ze verhandelen an dorop de ganzen Akzent ze leeën. A wann dat dann eieren net géif zu engem positiven Ausgang kommen, da misste mer natierlech heihinner zrëck kommen an dee Moment eis Responsabilitéiten huelen.

Dat heescht dee Moment mir wollten net, a mir sinn an där Analys vun eben och deene Gréngen ënnerstëtzt ginn. Et war net fir dee Moment scho vu militäreschen Aktiounen ze schwätzen, an engem Moment wou een eng Resolutioun mol iwwerhaupt soll ausschaffen, fir e Kader vun den Nations Unies ze fixéieren.

(Interruptions)

Mir hunn d'Resolutioun net ausgehandelt, déi ass dee Moment ausgehandelt ginn a si ass ufanks November, Gott sei Dank, an do ware mir alleguerter ganz frou driwwer, zu engem positive Vote komm, deen à l'unanimité, ech erënneren hei nach eng Kéier drun, vum ganze Conseil de Sécurité matgedroe ginn ass, entre autres och vu Syrien. Mä ech hunn déi do Diskussioun hei geféiert.

Den 10. Januar si mer heihinner zrëck komm a mir hunn et dee Moment nach eng Kéier, opgrond vun deem wéi d'Diskussioun den 30. Januar gelaf ass, kloer gesot. Ech ginn net méi drop an.

Une voix.- Ah dach, dat ass interessant.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Ech huele just ee Punkt, well ech et wierklech schlëmm fanne wéi hei versicht gétt ze soen - an Dir hutt et elo de Moie ganz prezis gesot -, wann all d'Natiounen esou gehandelt hätte wéi d'Lëtzebuurger Regierung, da wiere mir elo schon am Krich.

Mä da misst ech soen, da misste mer jo elo dra sinn. Well zënter dem 16. Februar waren Däitschland, den Här Fischer, an d'Belsch mat deene Positiounen, déi mir geholl hunn, d'accord. Wann Der also Recht hätt, da misste mer jo elo schon zënter laangem dra sinn. Et ass awer nëmme fir ze weisen, wéi sou eng Duerstellung absolut net éierlech ass. Mir hunn an der NATO effektiv vu Mëtt Januar bis no dem Här Blix sengem éischte Rapport wierklech eis Positioun an eis Sensibilitéiten, an déi deele mer absolut mat deenen anere Partner.

An ech kommen nach drop zrëck wéi mer elo stinn. Well déi Diskussiounen si jo all net ofgeschloss. Hu mer effektiv eis Sensibilitéiten duerbruecht a gesot dass, wann een d'Aarbecht vun den Inspektoren wëllt seriö huelen an hinne wierklech déi Valeur gétt, déi mer hinnen all wëlle ginn, da muss ee wéinstens ofwaarde bis se hire Rapport virbruecht hunn?

Dofir hu mer gesot, wa mer och um Fong d'accord waren, den Timing géif eis net schéngen dee Richtigen ze sinn. A gleefft mer, mir hunn do schon, gewëss als klenge Partner, mä crédible Partner, eis Stëmm héiere geden. A gleefft mer, si ass och iwwerall do ukomm wou se sollt ukommen. Mir hunn also do schon de Fanger op dat geluecht wou mer gemengt hunn dass et wichteg wier.

Koum dem Blix säi Rapport - Dir kennt d'Geschicht wou de Blix seet, et muss méi Pressioun gemaach ginn -, dunh hu mer gemengt dat wier de Moment fir eng aner Positioun ze huelen. Déiselwecht Positioun, déi 14 Deeg drop eben, no deem se deen zweete Rapport ofgewart hunn, dee komescherweis awer méi positiv war, an nawell hu se d'Positioun geänert. Dat ass keng Kritik, ech stelle just fest.

Une voix.- Très bien.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Ech stelle just fest, de 15. Februar ware Milliounen Demonstratiounen an Europa, et bien, den Dag drop sinn eben déi zwee Länner, déi virdrun nach net op déi Positioun ageschwenkt waren, drop ageschwenkt, a mir ware Méindes de 17. um Conseil Européen, ech brauch net méi op deen Accord anzegoen.

(Interruptions)

M. Francois Bausch (DÉI GRÉNG).- Madame Minister, et ass vläicht eppes do derbäi wat awer net richtig ass. Dir wësst awer och datt déi zwee Länner do gläichzäitig gesot hunn, datt si dat do géife maache fir d'Europäesch Unioun als Unioun ze retten, mä datt si bei hirer grondsätzlecher Haltung, nämlech beispillsweis Däitschland, dat grondsätzlech géint de Krich ass, géife bleiwen. Hei ass et drëms gaangen, am Kader vun deem Conseil do, e minimale Konsens erëm hierzestellen no deem Zirkus deen zwou Woche virdu war. Dat war den Objektiv, wat dann zum Beispill Däitschland, mä och souguer Frankräich, bereet war ze ënnerschreien.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Abee, Här Bausch, mir hu genau déiselwecht Suerg, fir de minimale Konsens an der Europäescher Unioun ze halen.

M. Francois Bausch (DÉI GRÉNG).- Jo, mä d'grondsätzlecher Haltung vun Däitschland a Frankräich ass eng aner gewiescht wéi Är.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Ech hunn am Ufank gesot, dass dat, wat an dem Ganzen um Spill steet, wäit iwwer eis Käpp ewech geet. Awer wäit. Et steet effektiv um Spill, den Zesummenhang vun der Europäe-

scher Unioun, den Zesummenhang vun der NATO an den Zesummenhang vun der UNO.

(Interruption)

An dofir - dann nach eng Kéier - si mer vun Ufank u fir eng friddlech Léisung mat diplomatesche Mëttele agetrudeden, well mer dat richtig fannen a well et eben och eisen Interêt ass. Dat hu mer riichtduerch an allen internationale Gremien duerchgezunn. Et kann een awer leider effektiv de Moment nach net soen, dass mer en 100%teg Resultat hätten. Dat ass effektiv an deem Moment wouer.

Komme mer elo wou mer elo stinn. De 17. Februar war de Conseil Européen mat Positiounen, wou jo awer virdrun, an elo kann een dat dréine wéi ee wëllt a soen, jo si wollten e Konsensus hunn, mä an där Motioun, an där Resolutioun vun dem Conseil Européen, sti jo awer extrem kloer Saachen, an do waren de Joschka Fischer an den Här Schröder och domat d'accord. Ech soen dat net als Reproche fir si, ech soen dat just, well et einfach net richtig ass ze maache wéi wann et déi eng géif ginn a wéi wann et déi aner géif ginn. Ech kommen elo op dës Woch zrëck.

(Interruptions)

Ech kommen elo op dës Woch ze schwätzen. Dës Woch, wou e Méindeg d'Ausseministeren zesumme waren a wou eis englesch an eis spuenesch Kollegen ënnerstëtzt vun e puer vum Conseil Affaires générales eis gesot hunn, dass deen Owend zu New York eng Resolutioun géif tabléiert ginn, déi eben elo wierklech géif froen - wéi soll ech soen - méi tough duerzufieren, fir festzustellen: „determined decides that Iraq has failed to take the final opportunity afforded to it by resolution 1442“. Déi géingen se tabléieren.

Ech kann lech elo nëmmen dat soen, an ech hoffen Dir gleefft mer dat, dass dee Moment eis Kollegen, déi dat heiten tabléiert hunn, ons am Conseil gesot hunn, dass dat eng Propositioun wier, déi op den Dësch géif geluecht ginn, mä déi net à ce stade zur Diskussioun wier a wou et och net géif zu engem Vote kommen, mä dass et fir si e Moyer wier fir d'Pressioun méi staark ze maachen. Dat huet hiren Ambassadeur, an da liesen ech lech et vir, och zu New York an engem Text, dee verdeelt ginn ass, deen also jiddferee kann noliessen, och nach eng Kéier gesot. Hie sot, an ech zitieren: „There is still time under pressure from the council for Iraq to make the right choice. We shall not call for a vote on this text until a proper debate has been held and we are ready for the propositions in the text to be fully examined.“ Dat ass e Méindeg, wéi gesot, wéi deen Text...

(Interruption)

Här Bausch, loosst mech wann ech glift ausschwätzen. Mir sinn nach laang net fäerdeg. Ech hunn lech dat heite geäntwert, well Dir gesot hutt dat wier net wouer wat ech gesot hätt, dass se dat net géifen elo zum Vote stellen. Ech wollt dat just hei virbréngen.

Deen nämlechte Moment an dem Conseil vun e Méindeg huet eise franséische Kolleg, den Här Dominique de Villepin, ons awer och gesot, dass si Propositioune géife maache wéi een d'Inspektiounen dann elo kéint méi reforcéieren a wat ee kéint maachen. Ech kann dat hei ganz kloer soen: Déi Propositioun ass dans le droit fil vun der Logik vun dem Conseil européen, well wa mer um Conseil européen soen d'Inspektoren sollen Zäit kréie fir hir Aarbecht uerdentlech ze maachen, da muss si jo och uerdentlech Zäit kréien. Da kann dat net no zwee Deeg eriwwer sinn.

Dat wat d'Fransouse soen ass souguer bal wuertwärtlech den Text vum Conseil européen erëmgeholl, wou se soen: „Pour qu'une solution pacifique soit possible les inspections doivent pouvoir bénéficier du temps et des ressources nécessaires.“ Domat si mer all d'accord. Dat hate mir de 17. gesot. Mä da soe se: „...mais pour autant elles ne peuvent se poursuivre indéfiniment. L'Irak doit désarmer.“

Dann, an ech liesen dat besonnesch fir den Här Asselborn vir, a fir lech ze soen dass déi Diskussiounen nach net eriwwer sinn an dass et, esou laang een nëmmen e Schimmer vun Hoffnung huet - deen ass vläicht ganz kleng, do sinn ech gär domat d'accord -, awer nach kann zu engem Konsensus, also engem positiven Ausgang kommen. Dat wier e friddlechen Ausgang, wou den Irak sech géif deene Konditiounen béien. D'Fransouse soen des Weidere an hirem Text: „...et ceci comprend notamment la fourniture d'informations spécifiques complémentaires sur les questions soulevées et la combinaison d'un programme d'actions précises avec des inspections renforcées, un calendrier...“ - Här Asselborn, lauschtert gutt, an ech wier frou wann Dir dat dann och kéint ënnerschreien - „...clair et les préparatifs militaires.“ Dat steet am franséischen Text.

Ech wëll lech dat nëmme soen, well et waren der jo e puer hei, déi gemengt hunn um 10 op 9 wier et esou gewiescht an um 9 Auer 25 wier et aneschtens gewiescht. Dat eent ass net onbedéngt kontradiktorech zu deem aneren, well déi zwee - an esou wäerte si et warscheinlech maachen - sëtze sech jo elo zesummen a versiche sech an der Mëtt vun deenen zwou Haltungen, wou déi eng ganz kloer öffentlech méi op d'Pressioun ausgeet an déi aner ganz kloer méi op d'Zäit ausgeet, ze treffen. Dat ass eben dee Schimmer Hoffnung, deen et nach gétt. Ob en sech da wierklech réaliséiert, dat kann ech lech à ce stade net soen, mä dat ass awer dee Schimmer, deen et nach gétt an op dee mer an deem Moment musse setzen.

D'Fransouse schwätzen also och ganz kloer an hire Propositioune vun de Préparatifs militaires. Dat fir lech ze berouegen, dass dat eent net onbedéngt kontradiktorech zu deem aneren ass, an dat hunn ech e Méindeg och gesot. Wann an deem Moment iwwert déi zweet Resolutioun géif ofgestëmmt ginn, da kéint mir déi natierlech net ënnerstëtzen, well se net dem Geescht vun dem Conseil européen entsprécht, awer an de franséische Propositioune stinn eben och nach eng ganz Rei Froen op. D'Resultat vun den Inspektiounen soll awer nach ëmmer den Désarmement vun Irak sinn. An do komme mir nees bei dat, wat esou oft vergiess gétt: De wichtegste Punkt an deem Ganzen ass effektiv den Désarmement vun Irak ze errechen. An dann ee Wuert...

M. Jean Asselborn (LSAP).- A wat maacht Der mat onser Motioun?

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Déi huele mir un.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Okay.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Majo, déi huele mir un, well déi am droit file...

M. Jean Asselborn (LSAP).- Dir hutt bäigeléiert.

(Brouhaha général)

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Neen, mir hunn net bäigeléiert.

(Brouhaha général)

Enfin, wann dat lech Freed mécht. Här Asselborn, ech hunn e Méindeg genau dat nämlecht gesot. Ech hunn dat awer och virdu gesot, mä Dir wëllt eben net no lauschteren oder Dir hutt do e Problem.

M. Jean Asselborn (LSAP).- D'Motioun ass vun eis, Madame Polfer.

(Interruptions diverses)

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Dat hei ass genau dat wat eis Positioun ass. Ech géif se awer unhuele mat engem Zousaz, an dat wier...

Une voix.- Mir hunn lech endlech elo do, wou...

(Brouhaha général)

Dir hutt laang gebraucht. Dat do fret eis.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Mir sinn nach net fäerdeg.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Neen, dat sot Der gutt.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Ech menge mir mussen eis jo bewosst sinn, dass mir weder de Krich decidéieren, nach gewannen, nach verléieren.

Une voix.- Jo.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Mir mussen verënnern, esou wäit et an eise Kräfte steet, dass et zu engem Aleingang vun deem engen oder deem anere kënn, well dat wier a mengen Aen e schwéiere Feeler. Mir mussen alles maache wat an eise Moyene steet fir dat do ze verënnern, mä mir sollen eis awer kengen Illusiounen hignn, dass mir, a wa mer dat à l'unanimité hei stëmmen, capabel wieren dat effektiv ze verënnern. Mir kënnen nëmmen awierken.

Mir kënnen awierke fir eng Positioun, déi op d'Unitéit am Kader vum Conseil de sécurité an am Kader vun der Europäescher Unioun hinziit. Dofir hu mir eis als Europäer zu der Responsabilitéit vun dem Conseil de sécurité bekannt. Ech géif dann awer och proposéieren dat hei mat dran ze huelen, an zwar hannert „à soutenir dès lors, sans délai, le memorandum d'initiative française, et par conséquent, à s'opposer au projet de la deuxième résolution sur l'Irak tant que toutes les voies politiques et diplomatiques ne sont pas explorées en vue d'assurer un règlement pacifique du conflit“.

Et ass dat wat mer zënter Oktober ganz kloer soen, mä mir sollten nach dobäi schreien: „et de soutenir sans réserve le conseil de sécurité dans l'exercice de ses responsabilités“, well mir alleguerter hunn dohinner d'Responsabilitéite geluecht. Da muss mir och do d'Responsabilitéite loosse.

Bon, ech mengen dat waren déi puer Kloerstellungen. Wéi den Här Weiler zurecht géif soen: Et ass näischt Neies. Effektiv, mä et war alt nach eng Kéier preziséiert wéi d'Positioun vun der Lëtzebuurger Regierung ass. A fir dem Här Bausch ze soe wéi offen a wéi tolerant mer sinn a wéi giereg mer si fir eis esou wäit wéi méiglech ze informéieren, wëll ech soen dass, och wann den Här Scott Ritter op anere Plaze vläicht net wëllkomm ass, esou war den Här Scott Ritter awer virun e puer Méint an der Lëtzebuurger Ambassade zu Bréissel fir do all seng Iwwerleungen a seng Kenntniss matzedeelen.

Dat nëmme fir lech ze soen, dass mer eis net eesäitig informéieren an dass mer wierklech versiche mat deene Moyenen, déi mer zur Verfügung hunn, e Krich ze verhënnern an eng friddlech Léisung iw-

wert den diplomatesche Wee erbäi ze wënschen.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet elo de Premier- a Statsminister, den Här Jean-Claude Juncker.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass an dëser Debatt viles gesot gi mat deem ee selbstverständlech averstane muss sinn.

Notamment war ech net nëmmen angenehm iwwerrascht, mä och beandrockt, dass den Här Bausch sech d'Méi ginn huet - well dat ass no e puer Wochen den Haaptpunkt vun engem méigleche Konflikt, vun deem mer hoffen dass et en net gëtt - fir déi ganz regional Komplexitéit ze weisen, déi entsteet wann net opgepasst gëtt wat ee mécht. Dat wat hien un Elementer hei zesummegedroen huet si selbstverständlech Stécker, déi och d'Regierung bei hire Positionsbeschreibungen ëmmer begleeten an déi se am Kapp huet. An déi Stécker, déi een dann am Kapp huet, sinn der ouni Ausnahm nëmmen, déi engem kënnen Angscht maachen, insofern war dat, wéi ech fonnt hunn, eng guut Ergänzung eigentlech fir d'Problemstellung an der ganzer Mass, déi se ausmécht, ze illustréieren.

Mä et sinn och aner Saache gesot ginn, op déi een net alleguer kann goen. Ech wëll just am perséinlechen Numm zwou Saache kloer stellen, well jo hei aus menge Pressekonferenzen zitëiert gëtt. Ech hunn ee Feeler. Een, deen ech haut mol zouginn.

(**Hilarité**)

Dir kennt alleguer déi aner. Dir vergläicht se zu Ärem Désavantage mat Ären.

(**Interruptions diverses**)

Mäi Feeler ass, dass ech jo awer heiansdo rose gi wann ech d'Zeitunge liesen. Net nëmme wann ech d'Lëtzebuurger Wort liesen. Do ginn ech och rosen. D'Tageblatt ass mer éischter gënschteg geséint.

(**Hilarité**)

Mä ech hat deen Dag de Jeudi gelies an do hat ech folgende Problem entdeckt. Do hunn ech gelies, datt opgrond vun där logescher Weiderentwécklung vun eiser Positioun, annoncëiert a consommëiert, Lëtzebuerg sech drëm beméit huet fir den NATO-Konsensus méiglech ze maachen, eng Woch ier eis belsch, franséisch an däitsch Kolleegen dat och gemaach hunn, an hunn ech weider gelies, dass déi Décisioun vun der Lëtzebuurger Regierung, fir d'Planungsarbechte fir d'Türkel ufänken ze kënnen, eng Décisioun fir de Krich wier. Do hunn ech da gelies: „Par ce oui-là“, deen herno och d'Belsch, d'Fransousen an déi Däitsch ausgeschwat hunn, „notre gouvernement a ajouté son nom sous la lettre des huit.“

Ech wëll do mol a passage just soen, wann ech gesot hunn, ech hätt mat dem Contenu vun deem Brëif vun deenen Aacht keng Schwierigkeiten, datt ech do en fait nëmmen den Här Chirac, den Här Schröder an den Här Fischer zitëiert hunn. Dofir soll ee mir dat net ëmdréinen, wann aner Leit dat soen, vun deenen ee soss seet, si hätten ëmmer Recht an dëser Fro. Ech hunn d'Opportunitéit an d'Toppegkeet vun deem Brëif méi schaarf kritiséiert wéi aner.

„Par ce oui-là, notre gouvernement se retrouve dans le camp de la guerre. Il signe un chèque en blanc au va-t-en-guerre. Désormais, vu de l'extérieur, le Grand-Duché n'est plus une simple machine à laver de l'argent, désormais il est dans le camp de la guerre.“ Dat fannen ech ee staarkt Stéck. Dat ass kee vun lech, well ech hunn net lech mat enger Re-

vanche gedroht an ech hunn och net vun Ärem «hinterfotzege Behuele» geschwat, wéi d'Relecture vum Verbatim vun der Pressekonferenz daitlech weist. A wann Der dat net gleeft, liesen ech et vir, da kritt Der de volle Genoss.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).**- Mir waren net derbei.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Mä Dir schwätzt awer driwwer, wéi wann Der derbei gewiescht wäert.

(**Interruption**)

Jo, voilà! Ech wëll lech soen, a schwierege Froen, international an heiansdo och an innepolitesche Verästelungen, ass et guut, wann ee sech net nëmmen op d'Televisioun verléisst.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Luet eis op de Briefing an. Kee Problem!

(**Protestations**)

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Ech hat mol eng Kéier an enger fréierer Regierung e Vize-President vun der Regierung, dee wollt ëmmer matgoen. Dat hat ech net zougelooss. Ech gesinn net an, firwat dass ech elo soll d'Oppositioun mat op Briefingen huelen.

Mä ech wollt lech just soen, dass ech net vun enger bluddeger Revanche geschwat hunn, wéi hei behaupt ginn ass.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Enger schrecklecher.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Och emol net. Ech hu gesot: Mä d'Revanche gëtt schrecklech.

An dat, gesitt Der, ass een Ausproch, deen net besonnesch intelligent ass. Dat kennt lech net vir, mir kommen esou Saache vir. Et ass eng mangelnd Erfahrung am Émgang mat der Press a mat der Öffentlechkeet, dofir schläicht dat sech ëmmer eran, mä dat hunn ech awer och wéi ech President vun enger Regierung war an där d'sozialistesche Partei war an wéinegstens dräi Pressekonferenze gesot, an d'Revanche ass jo guer net schrecklech ginn, well d'DP ass haut an der Regierung.

A wou sidd Dir?

(**Hilarité**)

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- D'Revanche war schrecklech fir lech, Här Statsminister.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Ech wëll lech soen, dass ech mech iwwert deen Artikel do opgereggt hunn. Dat soll een eigentlech net maachen, mä fir ze soe Lëtzebuerg steet am Camp vum Krich, wann een engem Regierungschef dat esou schreift, dee sech net do gesäit, deen och do net steet, wou eigentlech och soss keen en do gesäit, dass een da seet, Lëtzebuerg wier definitiv als am Lager vun de Krichsunhänger ukomm ze gesinn, a wann een dat schreift - schreift, net seet -, dat ass vu grousser intellektueller Onéierlechkeet a vun enger moralescher Hinterfotzkeet, déi kaum ze beschreiwen ass.

Dat war also keng Ausenanersetzung - dat wëll ech just soen, fir dass dat net tëscht eis hei stoe bleibt - mat de Kolleegen vun der LSAP. Dat war eng Ausenanersetzung mat engem Zeitungartikel. Dat soll een am Prinzip net maachen, mä ech zéien awer net ee Millimeter vun deem zréck, wat ech zu deem Artikel do gesot hunn. Lëtzebuerg ass weder eng Anlag an där Geld wäiss gewäsch gëtt, nach ass Lëtzebuerg e Krichslager, wéi et an där Zeitung steet. Dat kann ech liesen, kann ech vergiesse; mä wann ech an enger Pressekonferenz Froe gestallt kréien iwwert d'Aart a Weis wéi d'Lëtzebuurger Publizistik a bestëmmten

Deeler mat där Irakfro ëmgeet, dann däerf ech awer main lenger awer zum Ausdrock bréngen iwwer esou eng, wéi ech fannen, masslos Ennerstellung, Vereinfachung a Verdäiwelung vun enger Oppositioun, déi mer net hunn an déi ech net hunn.

Ech hat do wierklech net d'Lëtzebuurger Sozialistesche Aarbechterpartei gemengt, déi ech d'ailleurs respektéieren, och wann de President vun der LSAP mengt, d'CSV géif hir eegen Eier net respektéieren. D'LSAP ass eng traditiounsräich Partei mat ville Mériter, an ech falen net esou iwwert d'LSAP hier wéi de President vun der LSAP pausenlos eigentlech iwwer meng Partei hier fällt. Mä fir déi hunn ech hei net ze schwätzen, ech schwätzen hei fir d'Regierung.

Ech wëll just nach dobäi soen, Här Asselborn, sot ni méi, wann ech iwwert d'LSAP géif schwätzen, da géing ech dat mat Haass maachen. Ech sinn zu Haass net fäeg. Sot net, ech géif iergendeen haassen. Ech haasse keen heibannen.

■ **Des voix.**- Très bien.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Guer net.

Wat d'Positioun vun der Regierung ubelaangt, a wou jo d'Behauptung opgestallt gëtt, déi Positioun wieren net kloer, huet d'Madame Polfer iwwer Méint an och haut nach pedagogesch a roueg duergestallt, wéi déi Positioun ass. Dass déi Positioun net an der Rhetorik ëmmer esou ass wéi Membere vun der Oppositioun oder wéi Beobachter vun der CARITAS, vum OGB-L a vum Lëtzebuurger Wort dat gären hätten, dat ëmfannen ech net als Reproche. D'Regierung dréckt sech op eng bestëmmten Aart a Weis aus an déi muss vun enger, wa se aussepolitisch schwätzt fir dass keng falsch Hoffnungen opkommen, gewëssener Retenue an der Rhetorik gedroe sinn. Mä déi Positioun vun der Regierung hat ech - well Der d'Televisioun jo ëmmer kuckt, mä do kann een net schneide wann esou ee laangen Interview kennt - daitlech an deem désormais traditionelle Silvesterinterview op der Lëtzebuurger Televisioun duergeluecht, mä ech weess datt Silvester net jidderee kann nolauschten, do hunn ech gesot, ech si mat der amerikanescher Irakpolitik a ville Punkten net, wierklech net d'accord - dat war eng Ausso, an da kennt ee Wuert iwwert d'Method -, mä et mécht kee Sënn dass ech dat op allen Diecher vun den europäeschen an aneren Hauptstied erëmruffe ginn, dat kann ee jo och am Direktgespräch erleeeden. A genau dat hu mer am Direktgespräch gemaach, do wou mer Geleeënheet haten.

Et ass zu Washington an op anere Plaze keen am Onkloeren driwwer, wat d'Positioun vun der Regierung ass, wann ee géif zu engem unilaterale Schlag usetzen. Ech hu souguer gesot, ech géif hoffen, dass zu Washington Verstand a Gefill sech géifen duerchsetzen. An ech hu gesot, wann et géif zum Krich kommen, da gëllt fir dëst Land, dass mer eis selbstverständlech net un deem Krich bedeelegen. An iwweregens freet och keen eis, hunn ech gesot, esou wéi och keen Däitschland gefrot huet, fir Zalldoten an dee Krich ze schécken. Mir hunn awer eng Bündnissolidaritéit ze erfëllen, esou wéi Däitschland, esou wéi Frankräich an esou wéi d'Belsch. Dat hunn ech Silvester gesot, ier ech gesot hunn, d'Lëtzebuurger Stëmm géif bei déi Stëmmen derbäi kommen, déi eng Verhandlungsléiung a keng Krichsléiung wëllen.

An da gëtt gesot, an der internationaler Press - meeschtens gëtt jo

bemängelt, dass een ze vill do ënerwee ass -, wär déi Lëtzebuergesch Positioun net kloer zum Ausdrock komm. An dann zitëiert den Här Asselborn hei de Monde an d'Libération. Dat ass ee geféierlech Spill, well ech kann lech aus dem Monde an aus der Libération Zitater iwwer Lëtzebuerg weisen, déi weisen dass déi zwou Redaktiounen sech net ëmmer ganz intensiv ëm d'Lëtzebuergesch Realitéit bekëmmern. Dat ass éischter esou, wann et ëm d'Finanzplaz geet, an der Tounlag vum Jeudi bis elo gewiescht. Mä et gëtt eng Hellesull, eng onendlech Wull vun Zitater déi ee ka virdroen aus aneren internationale Presseorganer an aus den internationale Presseagencen. Déi sinn am Regelfall besser informéiert.

Ech wëll lech just soe wéi d'DPA, dat war den 23. Januar 2003, dat gemaach huet. Vergläichen Irland mat Lëtzebuerg, déi kleng Länner, vun den Iren a vun de Finnen, a vun de Griichen an de Schwede gëtt jo hei net geschwat, grad wéi wann et déi Länner op Ärer Weltkaart net géif ginn. Op menger gëtt et se schonn, well mir schwätze mat deene Leit. Et gëtt net nëmmen Däitschland a Frankräich an der Europäescher Unioun. An ech hu Gott weess vill Sympathien a vill Frëndschaft fir déi zwee, mä wann ech an deene leschten dräi Joer ëmmer gemaach hätt wat déi zwee gär vu mer gehat hätten, wa gemengt gëtt dat wär eng diplomatesch Traditioun, dass Lëtzebuerg ëmmer bei Däitschland a bei Frankräich a bei der Belsch wär, an engem aneren Dossier hätte mer dann eng ganz aner Resultatsfindung gehat wéi déi, déi mer haten. Mä ech wëll déi zwou Saachen net matenee vermëschen.

(**Interruptions diverses**)

Voilà, an et ass och den Intérêt vu Lëtzebuerg, deen d'Regierung ganz staark an den Aen hat, wa mer eis hei positionéiert hunn. Gitt emol dovun aus, an et huet näischt mat amerikaneschem Drock ze dinn. Ech hunn och an där Zeitung „Jeudi“ gelies, ech wär eng Kéier an d'amerikanesch Ambassade bestallt ginn, an do hätt ech gesot kritt wat ech ze maachen hätt. Also, et muss een lech scho bal félicitéieren, dass Der dat net iwwerholl huet.

(**Hilarité**)

Ech wëll just soen, d'DPA zum Beispill vum 23. Januar, mä ech ginn dem Här Asselborn méi eng komplett Sammlung, wou de Focus Enn Januar mech als eng vun de groussen Dauwen an der Europäescher Unioun duerstellt, a Leit déi lech méi no stinn, déi si vläicht blann, mä de Focus, de Monde, d'Libération, d'DPA, d'Neue Züricher Zeitung, d'Frankfurter Allgemeine a weider Pressen, d'New York Times, d'London Times an d'Financial Times si bei wäitem net fäeg esou blann an esou daf ze si wéi Dir, Här Asselborn, gleeft mer dat!

D'DPA schreift jiddefalls iwwer Irland, wat eng schwierig Situatioun huet: „Irland hat sich weder auf die eine, noch auf die andere Seite geschlagen.“ Ech huelen hei eng vum 23. Januar, well dat jo eng Woch virun där Debatt vum 30. Januar war. „Luxemburg dringt auf eine diplomatische Lösung. Einen Alleingang der USA und Grossbritanniens will Luxemburg nicht unterstützen, sondern nur ein Vorgehen mit UN-Mandat.“

Esou ass et vum Summer vum leschte Joer en, esou war et hei am Oktober, esou war et hei den 30. Januar, esou war et hei den 11. Februar, esou ass et, esou bleibt et, dat ass d'Positioun vun der Regierung, an, ech sinn iwwerzeegt dovun, et ass och Är Positioun.

(**Hilarité**)

■ **M. le Président.**- Den Här Asselborn freet nach d'Wuert.

■ **M. Jean Asselborn (LSAP).**- Ech géif lech bieden, mir sinn hei an engem Parlament an net an enger Frittebud.

Här President, d'Madame Polfer huet eng Remarque gemaach zu der Motioun, déi eis gefällt. Si huet e Saz dobäi gesat a proposéiert: „et de soutenir le conseil de sécurité sans réserve dans l'exercice de ses responsabilités“. Wann Der d'accord wäert, well mer dat heite jo awer net wëllen am Krich ofschléissen, an endlech och als Parlament eng gemeinsam Positioun kréien, géife mir lech vläicht froen: „et de soutenir le conseil de sécurité dans l'exercice de ses responsabilités pour le maintien de la paix“. Ech mengen, dat wier eng Positioun, déi dee Moment géif hiweisen op...

■ **Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Här Asselborn, mir hunn am Fong als Traditioun, datt mer konsequent mat eis selwer sinn, an d'Konsequenz verlaangt, datt mer Texter, déi mer virun zéng Deeg mat all eisen europäesche Kolleegen ugeholl hunn, an zwar am Conseil Européen, datt mer am Fong geholl déiselwech Texter sollen hei iwwerhuelen, well soss géing jo gesot ginn: Wéi, hutt Der elo Är Positioun geännert? Dee Moment waart Der dach d'accord. Ech liesen lech den Text vir vum véierte Paragraph vum Conseil Européen: „Nous déclarons soutenir sans réserve le conseil dans l'exercice de ses responsabilités“. Also wann den Här Schröder an den Här Fischer dat kenne matdroen, ech mengen, dann dierft Dir et och. An den Här Chirac.

■ **M. le Président.**- Den Här Bausch huet nach d'Wuert gefrot.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, wann ech d'Motioun vun der LSAP richtig interpretéieren, si ass jo relativ kuerz gehalten, dat heescht, et ass d'Suerg vun der LSAP-Fraktioun, dass mer hei unanime zu enger Haltung kommen, déi virun allem drop ofzitt elo emol dee franséischen, däitschen, belschen, russesche Memorandum, a wien net nach alles, och Lëtzebuergesch Proposen ze ënnerstëtzen. Ech muss awer allerdéngs soen, mir hätte se esou wéi se hei virläit kënnen matstëmmen, wann een dat „sans réserve“, wéi den Här Asselborn gesot huet, eraus geholl hätt. Ech soen lech och firwat. Et gëtt zweeërlee. Et gëtt engersäits natierlech d'Positioun, déi eng Regierung um europäeschen Niveau a verschiddene Situatiounen anhält, an et gëtt anersäits eng grundsätzlech Haltung, déi mir zum Beispill hunn, déi seet aus deene Grënn, déi ech virdrun opgezitt hunn, dass mer der Iwwerzeugung sinn, dass et natierlech wichteg ass dass een d'UNO als Institution rett. Wann een dee „sans réserve“ eraushält, wéi den Här Asselborn et proposéiert, ass dat garantéiert hei am Text.

Doniewent ass et awer esou, dass mir eng prinzipiell Haltung hunn, déi eben heescht, dass aus deene Grënn, déi ech virdrun a menger Ried opgezitt hunn, datt egal wéi, e militäresche Konflikt an där heiter Situatioun méi Schued mécht wéi en eis wäert notzen, an immens Risikoe mat sech bréngt. Aus deem Grond kënnen mir keng Motioun stëmme wou „sans réserve“ dra steet, en plus, wou ech de Verdacht net lassginn, dass de Moment wierklech en onwahrscheinlechen Drock gemaach gëtt op d'UNO, d'UNO regelrecht erpresst gëtt, als Geisel geholl gëtt.

(**Interruptions diverses**)

Ech kucke jo awer och d'Televisioun, an ech lauschten no wat d'amerikanesch Administratioun seet. An ech muss lech éierlech soen, do ass an der leschter Woch keen ee konziliante Saz komm, fir nach där franséischer Initiativ ier-

gendeng Chance ze ginn. Dat ass d'Realitéit, Madame Ausseminister, dat ass eis Positioun, a mir bleiwen dobäi, a wann hei dat „sans réserve“ dra stoe kënn, dann ass et ganz kloer, da kënnen mir déi Motioun net stëmmen.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet nach gefrot den Här Statsminister.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Leschte Problem, d'Regierung virun allem, mä d'Chamber vläicht och, mir waren, d'Madame Polfer an ech, dee leschte Méindeg zu Bréissel a mir hunn d'Schlussfolgerunge vum Conseil Européen ugeholl. An an deene Schlussfolgerunge steet, aus der Economie vum deene Schlussfolgerungen ergëtt dat sech aus enger friddlecher Perspektiv vum der Roll vum der UNO, dass mer „sans réserve“ de Weltsécherheetsrot an dem Ausübe vu senger Responsabilitéit solle ennerstëtzen.

Wann d'Regierung proposéiert ee Saz aus de Konklusioone vum Conseil Européen an eng Motioun vum der sozialistescher Partei eran ze setzen, fir kohärent bei enger Positioun ze bleiwen, déi mer zu 15 Regierunge virun enger Woch geholl hunn, a wann da probéiert gëtt dee Saz ze änneren, dee 15 Staten, 15 Premierer a 15 Ausseministeren ugeholl hunn, da kritt dat eng Interpretatioun, déi a verschidde Richtunge lassgeet.

D'Regierung hätt gären, dass mer an der Kohärenz vum den Décisioune vum der Europäescher Unioun bleiwen. Iwwregens huet dat spuenescht Parlament eng Motioun gestëmmt mat alle Konklusioone vum dem Europäesche Rot, an d'Oppositioun huet sech bei deene Konklusioonen enthalen. A wann d'Regierung hei proposéiert ee Saz aus de Konklusioone vum Conseil Européen ze huelen, da kann d'Regierung net domat d'accord sinn dass dee Saz da geännert gëtt, well et ass ee Saz, deen d'Politik...

(Interruptions diverses)

Neen, et kann een en net eraus loossen, well et ass wichteg dobäi ze soen, well dat ass wat ech genannt hunn de Konsenssockel an Europa, dass de Weltsécherheetsrot all Décisioune muss huelen. A bei aller Ofleenung vum dem amerikaneschen, briteschen a spuenesche Resolutiounsentwurf, muss een awer gesinn, dass deen nach ëmmer de Wee probéiert iwwert d'UNO ze goen, an dofir, mengen ech, kann d'Regierung op kee Fall domat d'accord sinn, dass ee Saz aus de Konklusioone vum Conseil Européen geännert gëtt.

■ **M. le Président.**- Den Här Bausch huet d'Wuert gefrot.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- Här President, et steet jo dran, dass de Conseil de Sécurité eng gewisse Roll do spillt. Wann een dee „sans réserve“ eraushëlt steet dat dran. Ech wëll lech awer soen, et gëtt déi Positioun selbstverständlech, déi am Conseil vum der Ministere vum deene 15 geholl ginn ass. Mä an allen eenzelne 15 Länner gëtt et ënnerschiddlech Positioune vum den nationale Parlamenten. Däitschland ass bis elo, dat kënn Der noliesen, leschten Donneschden war en Artikel an der Zeitung, en Interview mam däitschen Ausseminister, dee sot, un der grondsätzlecher däitscher Positioun huet kee Jota geännert. Dat heiten ass e Komproméss um europäeschen Niveau. Dat heescht, et muss duerch méiglech sinn an engem Parlament esou eppes wéi dat heiten unzuhuelen, à ce stade, wou mer elo sinn, déi zwee Wiederer der „sans réserve“ erauszuhuelen, fir dass mer unanime dat kënnen hei ofstëmmen.

An da stäipt sech natierlech d'Regierung hei nach ëmmer op eng Majoritéit.

(Interruption)

Neen, mä dat kann duerch funktionéieren. Wann Dir natierlech eng Unanimitéit wëllt, da kommt mir diskutéieren net méi laang, kommt mir stëmmen esou of, an da stëmme mir dogéint.

■ **M. le Président.**- D'Madame Ausseminister huet d'Wuert gefrot.

■ **Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Also ech soen dem Här Premier merci, dass e virdu gesot huet, ech wär pedagogesch. Ech mengen, ech muss et awer nach eng Kéier soen, et war nach net duergaangen.

■ **M. François Bausch (DÉI GRÉNG).**- An der Pedagogie kënnen mer lech och e puer Lektioune ausdeelen, Madame Ausseminister.

(Interruptions diverses)

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.*- Här Bausch, Dir verkennt de Rôle vum Conseil de Sécurité. Wann Däitschland seet, egal wéi si mir awer géint e Krich, dann ass dat guer net incompatible mat ze soen: „on soutient sans réserve le conseil de sécurité dans ses responsabilités“.

Well fir datt et am Conseil de Sécurité zu enger Décisioun kënn, ...

(Interruption)

...muss eng Majoritéit vum néng sinn, an et dierf kee vum deene fënnf, déi de Veto hunn, sech opposéieren. Et kann awer ganz gutt sinn, datt zum Beispill Däitschland, wat eben elo wierklech par hasard zu deenen zéng net Permanente gehéiert, sech, wann eppes virgeluecht gëtt, enthält, an datt awer eng Motioun à la majorité ugeholl gëtt, mä dat presupposéiert, datt kee vum deene fënnf sech opposéiert. An dann, wann eng Motioun vum dem Conseil de Sécurité ugeholl gëtt, dann ass dat nach e ganz anere Schrëtt, ob ee Land mat mécht oder net, dat steet jo dann nach op enger ganz anerer Linn, dann ass just eng Aktioun duerch de Conseil de Sécurité legitiméiert, a wa mer dozou net méi stinn, wa mer dat net sans réserve appuyéieren, datt de Conseil de Sécurité e wichtege Rôle an der Organisatioun vum der Weltnatioune ze hunn huet, ech mengen da gi mer direkt dat allerwichtigst op, op wat mir eis awer mussen upaken, an dat fir eis extrem wichteg ass.

■ **M. le Président.**- Jo, den Här Statsminister, an dann den Här Henckes.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Här President, ech entschëllege mech nach eng Kéier fir hei anze-gräifen, well...

(Interruption)

Dach dat war, dat ass net de Punkt.

Ech wëll awer einfach zur Genèse vum deem Text eppes soen. Dir mengt jo ëmmer Lëtzebuerg géif un deenen Texter net matschaffen, dat war net grad esou op deem Passage wéi och op aneren.

Mir hunn eng Diskussioun ëm Europa gehat, déi ass gekläert, wou Leit d'Impressioun ginn hunn, si wärem mat engem unilaterale Virgoe vum eenzelne Memberstate vum der Weltcommunautéit d'accord. An do hu mir een Text kritt, wou gesot gëtt, d'UNO, wéi ech dat elo énescht a menger Ried genannt hunn, wär den Dréi am Angelpunkt.

An et ass nach vill Méi wou dobäi gesat ginn ass, fir wierklech kloer ze maachen, datt mer géint d'Méiglechkeet vum engem unilaterale Virgoe sinn, ob et vum engem oder vum zwee wier, datt mer sans réserve de Conseil de Sécurité am Exercice vu senger Responsabilitéit wëllen ennerstëtzen. Dat heescht, d'Absicht vum deem Text zu Bréissel war eigentlech déisel-

wecht wéi déi, déi den Här Bausch an anerer hei transportéiert hunn, dat ass een däitleche Message géint een unilaterale Virgoen, a gläichzäiteg ee Rappel, datt et eng Weltuednungsdistanz gëtt, an dat ass de Weltsécherheetsrot, an datt deen eleng hei soll décidéieren, d'ailleurs opgrond vum de Rapporten vum den Inspekteren, an nach net nënnen aus eegener Ermies-senheet.

Dofir mengen ech datt dee Saz, dee 15 Regierunge ugeholl hunn, deen an x Parlamenten vum der Europäescher Unioun gestëmmt ginn ass, net a Contradictioun steet mat iergendengem senger Positioun dee sech heibanne geäussert huet, mä et ass fir d'Regierung wichteg den Usschluss ze fannen, tëscht dem Conseil Européen an deeser Debatt. An dofir géif ech d'Chamber bidden, andeem ech och soen datt dat net géint iergendengem heibannen engesdags ka verwennt ginn, fir deen Text esou unzuhuelen, wéi d'Madame Ausse-ministesche e proposéiert.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Den Här Asselborn.

■ **M. Jean Asselborn (LSAP).**- Här President, ech menge mir si bereet, fir wierklech en Accord ze fannen, fir datt mer kënnen eng Unanimitéit kréien. Ech géif awer elo, no deem wat den Här Juncker gesot huet, d'Fro stellen: Wann d'Resolutioun vum den Amerikaner a vum den Englänner a vum der Spuenier géif ugeholl ginn, ...

(Interruption)

...wa mer dann deen Text hei sans réserve huelen, si mer dann domadder d'accord? Dofir géif ech awer mengen, deen Hannergedanken hei, mat deem „sans réserve“, ...

(Interruption)

Entschëllegt, deen Hannergedanken hei mat deem „sans réserve“, dat si jo awer déi Länner déi wëlle militäresch virgoen, déi deen hu misse kréien, fir datt se sech apaiséiert hunn, huelen ech emol un. Datt dat heiten...

(Interruptions)

...op Drock vum den Englänner, nee mä...

(Interruptions diverses)

■ **Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Also eng Motioun um Niveau vum Conseil de Sécurité ka jo nënnen ugeholl ginn, wann d'Fransousen oder d'Chineesen oder d'Russen op d'mannst net hire Veto aleeën. Also.

■ **M. Jean Asselborn (LSAP).**- Also, Madame Polfer, loosst mech just mäi Saz nach eng Kéier soen. Kommt mir resüméieren emol. Mir hunn eng Motioun hei virgeluecht an do hutt Dir gesot, Dir kéint se stëmmen; sou, dat wat de Prinzip ueget. Dunn hutt Dir awer gesot, mer wëllen nach e Saz dobäi hunn. D'Fro ass jo elo, ob mer eis elo effektiv wëllen an déi Interpretatiounsschwieregkeete vum deem Saz dobäi do aloossen.

Wa mer de Saz géifen ewech loosen, mir si jo awer hei am Lëtzebuurger Parlament, an et ass héchstwahrscheinlech méi schwéier mat engem Tony Blair a mat engem Berlusconi a mat engem Aznar ze verhandele wéi hei mat eis, fir elo op där Schinn, no där Diskussioun hei, e Wee ze fanne wou mer alleguerten eens wieren. An dofir géif ech dann nach eng Kéier d'Propos maache fir den Text esou unzuhuele wéi mer e proposéiert hunn, oder den Text unzuhuelen „de soutenir le conseil de sécurité dans l'exercice de ses re-

sponsabilités“, an ech hu jo hand-nendru gesot, dat „sans réserve“ ewech, an dann „pour le maintien de la paix“.

Da soe mer jo awer wat mer dann domadder wëllen, an am éischten Turet steet jo dran, datt d'„Nations unies constituent le seul cadre légitime pour en traiter“. Ech mengen dat wär jo awer dann eng Méiglechkeet fir lech, a vläicht och deenen déi heivunner Auteur sinn, gerecht ze ginn.

■ **M. le Président.**- Här Juncker.

■ **M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.**- Ech menge mir sinn eis eens, mä mir ginn eis net gutt eens. Et muss een einfach wëssen - ech entschëllege mech datt ech esou Rappelen hei maachen -, de Conseil de Sécurité ass laut Charta zoustänneg fir Resolutiounen ze huelen a fir Resolutiounen ze exekutéieren. Déi Resolutiounen déi en hält, domat setzt en internationaalt Recht.

Et ass dee Wee op deem d'Europäescher Unioun mat grouse Problemer vum August, Conseil informel vum den Ausseminister an Dänemark, un d'lescht d'Joer probéiert huet d'Amerikaner ze kréien. An et ass einfach wichteg, fir mol een Ausdruck ze gebrauchen deen een iwwerhaapt net dierft gebrauchen, well en ëmmer fir een anere gebraucht gëtt, fir Pressioun op déi ze maachen, déi e Wee laanscht d'UNO sichen, fir däitlech ze maachen, datt de Conseil de Sécurité, an deen eleng a sans réserve, ouni datt een dat kann nuancéiere wat e seet, zoustänneg ass fir den Endrecessment a fir d'Enddécisioun.

Dat ass ee Schrëtt, deen noutwendeg ass fir datt een zu eng friddlecher Léisung ka kommen, datt ee sech an d'Hänn vum Conseil de Sécurité gëtt, vum deem d'Madame Polfer sech d'Méi ginn huet ze erklären, wéi e politesch a positionsméisseg zesummegesat ass. Opgrond vum der Positioune, déi Regierunge hunn, hält jo de Conseil de Sécurité déi amerikanesch, britesch, spuenesch Resolutioun net un. Mä e kann awer och net dee franséischen Initiativantrag einfach an der Loft hänke loossen, dee franséischen Initiativantrag an eng Motioun ze setzen ouni ze weisen op wat fir eng Schinn datt e soll kommen ass net richtig. Dofir géif ech wierklech bidden, a mir streiden och herno net méi doriwuer, datt een dach hei d'Autoritéit vum der UNO, déi mer dringend brauchen, fir eng friddlech Konfliktléisung erbäizekréien, net duerch eng falsch Debatt, déi een hei féiert, amgaangen ass ze hëllefen ze ennerminéieren. Et sinn der genuch déi wëlle laanscht d'UNO kommen, mir sollen eis fir de Weltsécherheetsrot aussprechen.

■ **Plusieurs voix.**- Très bien.

■ **M. le Président.**- Den Här Henckes huet d'Wuert nach.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, ech menge wann een déi Motioun vum der Sozialiste kuckt, an och deen Amendement deen d'Regierung virgeschloen huet, da kéinte mir mat deem Amendement och zesommen d'accord sinn. Woufir? Ma well dat am Aklang steet mat där éischter Motioun, déi mer vum der sozialistesche Kollege kritt haten, an och mat där Motioun déi mir bei der leschter Debatt presentéiert haten.

(Coups de cloche de la Présidence)

Mir hunn an deenen zwou Motiounen - souwuel d'sozialistesche Kollege wéi mir - gesot, datt mir d'Décisioun beim Conseil de Sécurité vum den Nations Unies géinge loossen. Ech verstinn och datt déi gréng Kollegen e Problem mat der Motioun hunn, well wann ech hiren Text gesinn, do steet ganz kloer dran, „à s'engager (...) contre tout recours à la contrainte ar-

mée, avec ou sans l'aval des Nations Unies (...)“.

Dës Motioun hätte mir zum Beispill net kënnen mat droen, well hei steet, wann en Aval vum den Nations Unies do ass, da si mer bereit fir eng Krisinterventioun mat virzege-sinn. Mä do si mer elo nach net. An dofir mengen ech, datt mer mat deem Text, sou wéi en hei virsteet, kéinten d'accord sinn. Quitte datt ech och bedauern, datt hei „sans réserve“ steet, mä dat ass awer den Text vum der Europäescher Unioun, an ech menge mir mussen hoffen, datt déi Länner wéi Frankräich, Däitschland, déi sech bis elo opposéiert hunn, hir Responsabilitéiten am Conseil de Sécurité wäerten duerchzéien.

■ **M. le Président.**- Als leschte Riedner hu mer den Här Rippinger.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Jo, Här President, zum Fong ass elo alles gesot, et misst ee sech elo virstelle wéi ee géing virgoen, a mir proposéieren also Folgendes. Et ass déi Motioun vum der Sozialisten déi mer jo, an d'Regierung, unhëlt, mat deem Zousaz deen d'Madame Ausseminister gesot huet. Mir proposéieren de Sozialisten hir Motioun mat deem Zousaz ze amendéieren a se esou zum Vote ze stellen. Ech sinn awer och d'accord, datt d'Sozialisten, wa si net domadder d'accord sinn, hir Motioun ofstëmme loossen, sou wéi si se redigéiert hunn. Dat heescht, dee Moment hätte mer zwou Motiounen, eng amendéiert Motioun, mat deem Zousaz vum der Regierung, an eng Motioun, déi d'Sozialisten erabruecht hunn.

(Interruption)

Et ass eng nei Prozedur, mä wann Dir net d'accord sidd, da stëmme mer iwwer Är of, an déi kënnen mer net stëmmen. Sou einfach ass et.

■ **M. le Président.**- Also mir stëmmen dann of. Den Här Urbany freet nach d'Wuert.

(Interruptions diverses)

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).**- Et ass eng Propositioun gewiescht.

■ **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech hu just eng Verständnissfro: Dee franséisch-däitschen Antrag, läit deen dann dem Parlament a senger ursprénglecher Form vir, sou wéi en an der UNO virgeluecht ginn ass? Ech war nach gëscht um Site vum der UNO, ech hunn deen Antrag net fonnt. Ech menge mir sollten eis awer net opgrond vu Presseberichter hei definitiv festleeën. Mir hu gesi wéi déi lescht UNO-Resolutioun kann op verschidde Manéieren interpretéiert ginn, a wéi och eenzel Leit se tatsächlech op verschidde Manéieren interpretéieren. Et ass sech hei an där Fro zum Beispill op de Standpunkt vu Syrien beruff ginn, wou gesot ginn ass: Jo, och Syrien ass unanime der Meinung, et soll als lescht Konsequenz e Krich méiglech sinn. Mir hunn elo keng Zäit méi, mä ech kéint lech hei aus der Ried wou syreschen Ausseminister zitéieren, dee sech zum Beispill ganz däitlech géint de Krich ausgeschwat huet.

Ech mengen och um Niveau vum der UNO ginn et nach ganz ennerschiddlech Positioune, an ech weess net ob mer eis elo sollen op déi dote Motioun festleeën, déi wierklech all Dieren opléisst. Ech zéien do wierklech déi Motioun vir, déi vum deene gréng Kollegen erabruecht ginn ass, wou sech kloer an däitlech géint all Krich ausgeschwat gëtt. Ech wäert nëmmen déi stëmmen. D'Unanimitéit kritt Dir also souwisou net.

■ **M. le Président.**- Den Här Asselborn kritt nach d'Wuert, an dann d'Madame Minister, an duer-no stëmme mer awer of.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Mir probéiere jo elo hei zu engem Konsens ze kommen. Et ass mir elo grad agefall: Wann een an de Considérante bei „La Chambre des Députés“ géif dobäi schreiwen, dass een den Accord vu Bréissel géif notéieren, well wa mer do den Accord vu Bréissel notéieren, da bräichte mer jo hannen net „sans réserve“ ze mentionnéieren an da stéing et dran.

(Interruption)

An de Considérante den Accord vu Bréissel. Da kéint ee jo eis Motioun unhuelen esou wéi se war.

Une voix.- Jo.

Une autre voix.- Soss gëtt et e Vote.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Geet dat dann net, wann een den Accord vu Bréissel...?

M. le Président.- Madame Ausseminister, Dir hutt d'Wuert.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Dat häntk dovun of wat Dir zum Accord vu Bréissel sot, ob Dir en appuyéiert oder ob Dir einfach Kenntnis dovunner huet.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Considérant den Accord vu Bréissel.

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Jo neen, „considérant“, dat ass...

Plusieurs voix.- Oh neen!

(Brouhaha général)

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- „Considérant“ geet net duer. Kann ech vläicht nach ee Wuert soen? Ouni deen Amendement, deen d'Regierung virbruecht huet, mécht dat virdrun iwwerhaapt kee Sënn, well mir weder als Regierung nach als Parlament kréie jo jee d'Chance dorüwer ofzestëmme. Déi Ofstëmmung an déi Négociatioun vun dem Text mécht sech téschent deene 15 am Conseil de Sécurité.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Fir eis mécht et Sënn, am Kader vun der Europäescher Unioun, eis Partner wëllen dohin ze bréngen, mateneen ze schwätzen.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Ma ja.

(Brouhaha général)

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Bon, mä um Niveau vum Conseil de Sécurité kréie mir jo guer net d'Chance jo oder neen ze soen. Iwwerhaapt net.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Här President, däréf ech der Madame Polfer an dem Här Juncker awer eppes nach soen? Nach ee leschte Versuch.

M. le Président.- Den Här Asselborn huet d'Wuert.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Wa mer net géife schreiwe „considérant“, mä wa mer géife schreiwen „appuyant l'accord vu Bréissel“, an da brauche mer dann hannen dat doten net ze mentionnéieren.

(Brouhaha général)

Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*.- Jo.

M. le Président.- Den Här Weiler freet nach d'Wuert.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

M. Jean Asselborn (LSAP).- Mam Accord vu Bréissel waart Der dach d'accord!

M. le Président.- Den Här Weiler huet elo d'Wuert. Déi aner solle lauschteren.

(Coups de cloche de la Présidence)

M. Lucien Weiler (CSV).- Den Här Asselborn huet eng Proposition hee gemaach. Déi schéngt mer akzeptabel ze sinn. Wa mer énnert de „Considérant“ e leschten - oder et muss ee gesi wou een et dra setzt -, mä et muss een awer prezis soe wat ee seet: „approuvant la résolution du Conseil dans son intégralité“, oder iergendeppes, oder awer et référiert ee sech op dee Passus, deen d'Madame Ausseminister proposéiert hat. Mer musse jo awer elo wësse wat mer stëmme. Mir musse jo en Text hunn.

M. le Président.- Den Här Statsminister huet d'Wuert nach gefrot.

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Här President, mir sinn no drun. Mir proposéieren einfach, den Här Asselborn an ech - et geschéien nach Wonner - virum „soulignant“ - Här Asselborn, Dir musst nolauschteren, soss wësse mer net wat mer zesumme proposéieren! -, do steet „soulignant que tout doit être fait pour éviter le recours à la force armée“, dass een do virdu schreift „appuyant les conclusions du Conseil européen du 17 février 2003“.

M. Jean Asselborn (LSAP).- An dann eis Motioun esou wéi se ass?

Plusieurs voix.- Jo.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Ouni en Zousaz dobäi?

Une voix.- Genau.

(Brouhaha général)

M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*.- Dann entfällt d'Noutwennegkeet...

(Interruption)

...fir de Saz dobäi ze setzen, dass mer sans réserve de Conseil de Sécurité soutéieren, well dat ass een Deel vun de Konklusione vum Conseil.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Här President, ech ginn dovun aus, dass all Mënsch elo weess wat hie stëmmt.

Motion 1 modifiée

La Chambre des Députés,

- réaffirmant que le désarmement complet de l'Irak est l'objectif commun de la communauté internationale et que les Nations unies constituent le seul cadre légitime pour en traiter;

- appelant les autorités irakiennes à apporter une coopération immédiate, active et sans réserve aux équipes d'inspecteurs des Nations unies;

- consciente de la nécessité de continuer à exercer une pression soutenue pour amener les autorités irakiennes à se conformer à ses obligations;

- considérant que le Conseil de Sécurité de l'ONU vient d'être saisi d'un projet de deuxième résolution déposé par les Etats-Unis et coparrainé par la Grande-Bretagne et l'Espagne, dans lequel le Conseil « décide » que l'Irak a dorénavant manqué de saisir la dernière chance qui lui était offerte dans la résolution 1441 et, partant, autorise l'action militaire;

- considérant en contrepartie, le mémorandum informel proposé par la France et soutenu par l'Allemagne, suggérant des mesures de nature à accroître l'efficacité et la rapidité des inspections;

- appuyant les conclusions du Conseil européen du 17 février 2003;

- soulignant que tout doit être fait pour éviter le recours à la force armée;

invite le Gouvernement

- à plaider en faveur de la poursuite des inspections et au renforcement substantiel de leurs moyens humains et techniques, dans le cadre de la résolution 1441 du Conseil de Sécurité des Nations unies, dont toutes les possibilités n'ont pas encore été exploitées;

- à soutenir dès lors, sans délai, le mémorandum d'initiative française, et par conséquent, à s'opposer au projet de deuxième résolution sur l'Irak tant que toutes les voies politiques et diplomatiques ne sont pas explorées en vue d'assurer un règlement pacifique du conflit.

(s.) Jean Asselborn, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Lucien Lux.

M. le Président.- Et ass elo kloer an däitlech, em wat dass et geet. De Statsminister huet elo eng Proposition nach gemaach. Mir stëmme elo of iwwert déi sozialistesche Motioun, mat dem Zousaz wéi den Här Asselborn en elo virgeschloen huet an zu deem den Här Statsminister Stellung geholl huet.

Vote

Wien dofir ass, ass gebieden d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dogéint?

Wien enthält sech?

Ech stelle fest, dass mat grousser Majoritéit déi Motioun esou ugehall ginn ass wéi se amendéiert ginn ass vum Här Statsminister, mat Averstännis vum Här Asselborn.

Motion 2

Da komme mer zur Motioun 2 vun deene Gréngen, déi virläit. Do ass e Vote électronique verlaangt. Mir stëmme also of iwwert d'Motioun vun deene Gréngen, déi den Här Bausch abruucht huet.

Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dogéint si stëmme mat Neen oder si enthalte sech.

D'Motioun ass ofgeleent mat 38 Nee- a 17 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Alex Bodry (par M. Mars Di Bartolomeo), Mars Di

Sommaire des séances publiques

Dépôt d'un projet de loi	page 374
Débat d'orientation relatif à la Convention sur l'avenir de l'Europe	pages 374-386
Ordre du jour	page 386
Hommage à la mémoire de Monsieur le Député Willy Bourg, Vice-Président de la Chambre des Députés	page 387
Ordre du jour	page 387
Communications	pages 387-388
Heure de questions au Gouvernement	
- Question 268 de Mme Agny Durdu au sujet des projets de construction de nouveaux lycées	page 388
- Question 278 de M. Mars Di Bartolomeo concernant l'accord "maintien de l'ordre" du service de la police luxembourgeoise avec le Gouvernement belge et les conséquences qui en résultent pour les personnes concernées	page 388
- Question 273 de M. Jos Scheuer au sujet d'une restructuration éventuelle de l'Inspection du Travail et des Mines	pages 388-389
traitée conjointement avec la	
- Question parlementaire 2050 de M. Jacques-Yves Henckes relative à l'audit de l'Inspection du travail et des mines réalisé par le BIT	pages 388-389
- Question 274 de M. Jean Huss relative aux problèmes soulevés au sujet d'une station relais pour téléphones portables à Dudelange	page 389
- Question 276 de Mme Renée Wagener au sujet de l'implantation à Luxembourg-Gare d'un foyer d'accueil pour les toxicomanes et d'un local d'injection	pages 389-390
- Question 279 de M. Mars Di Bartolomeo relative à l'accord conclu entre le gouvernement et l'Association des médecins et médecins-dentistes du Grand-Duché de Luxembourg	page 390
Heure d'actualité demandée par le groupe DÉI GRÉNG concernant la situation des services d'accueil et de soins d'urgence dans les hôpitaux luxembourgeois	pages 390-393
4968 - Projet de loi portant approbation de la Convention de Vienne sur le droit des traités, signée à Vienne, le 23 mai 1969 et de son Annexe	page 393
5063 - Projet de loi relatif à l'adaptation budgétaire du projet d'extension du Lycée Technique des Arts et Métiers à Luxembourg-Limpertsberg	pages 393-396
5017 - Projet de loi relatif à la location avec option d'achat de deux immeubles administratifs destinés aux institutions européennes	pages 396-398
5087 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2001	pages 398-400
Débat de consultation sur l'évolution de la crise internationale concernant l'Irak	pages 400-414

Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zannussi;

M. Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: MM. Lucien Clement, Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler (par M. Ady Jung);

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling (par M. Marco Schroell), Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Maggy Nagel (par M. Niki Bettendorf), MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell, John Schummer et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombero, Fernand Greisen (par M. Aly Jaerling), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling et Jean-Pierre Koepp.

Mir wärem domadder um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung sinn den 11., den 12. an den 13. Mäerz. Den Ordre du jour gëtt lech schréfflech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 13.06 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg

Chamber TV

weist all öffentlech Sëtzung
live an integral

mat enger Rediffusioun

all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 10 / 2002-2003

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1935	Mars Di Bartolomeo	Soutien des bibliothèques publiques, communales et régionales
1936	Mars Di Bartolomeo	Modernisation de la procédure de la gestion contrôlée
1937	Mars Di Bartolomeo	Personnes bénéficiaires du forfait d'éducation
1938	Mars Di Bartolomeo	Remboursement des médicaments homéopathiques
1939	Gast Gibéryen	Montant total de la masse salariale de l'Etat
1940	Xavier Bettel	Information du citoyen concernant les permissions de voirie
1941	Xavier Bettel	Autorité parentale
1942	Xavier Bettel	Transposition de directives en droit luxembourgeois
1943	Ady Jung	Commissariat de proximité
1944	Jacques-Yves Henckes	Droits d'auteur et les droits voisins dans la société de l'information
1945	Mars Di Bartolomeo	Expérience faite avec l'introduction des "baby years"
1946	Mars Di Bartolomeo	Evolution des effectifs dans la sidérurgie luxembourgeoise
1948	Jean-Marie Halsdorf	Procédure d'adjudication relative à la transformation de 50 wagons "Shimms"
1949	Claude Wiseler	Organisation des cours de langue luxembourgeoise
1950	Mars Di Bartolomeo	Vaccination contre la méningite
1951	Mars Di Bartolomeo	Médecine scolaire
1952	Mars Di Bartolomeo	Bilan de la réorganisation du système de garde de nuit des médecins généralistes
1953	Mars Di Bartolomeo	Retard dans le paiement du solde aux volontaires de la formation policière
1954	Mars Di Bartolomeo	Projets de valorisation des friches industrielles
1955	Aly Jaerling	Aide financière de l'Etat pour études supérieures
1956	Mars Di Bartolomeo	Plans de développement dans le domaine du logement
1958	Jean Colombero	Logement des médecins généralistes lors du service de garde à la Clinique Saint Louis
1959	Robert Mehlen	Centre militaire "Härebierg"
1960	Marc Zanussi	Soumission publique pour la transformation des wagons "Shimms"
1962	Mars Di Bartolomeo	Cours d'éducation morale et sociale dans l'enseignement primaire
1963	Mars Di Bartolomeo	Construction de nouvelles écoles primaires
1964	Mars Di Bartolomeo	Vente d'alcool à des enfants
1965	Mars Di Bartolomeo	Volume des investissements publics dans la construction
1966	Mars Di Bartolomeo	Modernisation du secteur hospitalier
1967	Mars Di Bartolomeo	Reconduction des travaux extraordinaires dans l'intérêt public (Notstandsarbeiten)
1968	Robert Mehlen	Suites réservées à la décision du Ministre de retirer l'autorisation en vue d'installation d'antennes à Berdorf
1969 urgente	Gast Gibéryen	Allègement du secret bancaire
1970	Marco Schank	Etat actuel du dossier de la peste porcine au niveau européen
1971	Laurent Mosar	Interprétation de la loi 11-12 germinal au sujet des prénoms dans le registre de l'état civil
1972	Laurent Mosar	Audit de sécurité du Centre pénitentiaire de Schrassig
1973	Mars Di Bartolomeo	Feux d'artifice et pétards
1974	Nicolas Strotz	Installation de la "Maison de la Grande Région"
1975	Laurent Mosar	Structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe
1976	Jean Colombero	Pollution par la lumière artificielle
1977	Georges Wohlfart	Baisse des taux des crédits bancaires

Question 1935 (9.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le soutien des bibliothèques publiques, communales et régionales:

Au même titre que la bibliothèque nationale, les bibliothèques publiques, communales et régionales jouent un rôle important dans la promotion de la lecture.

J'aimerais dès lors savoir de Mme la Ministre dans quelle mesure ces bibliothèques peuvent compter dans le cadre de la politique culturelle décentralisée sur le soutien du Ministère de la Culture tant en ce qui concerne les investissements dans l'infrastructure qu'en ce qui concerne les frais d'animation et de gestion.

Quelles sont les bibliothèques qui fonctionnent actuellement et quels sont le cas échéant les projets qui bénéficieront du soutien du Ministère de la Culture?

Réponse (14.1.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche*:

1) Le Grand-Duché dispose à l'heure actuelle des bibliothèques publiques suivantes:

- Bonnevoie
- Differdange
- Dudelange
- Eschdorf
- Esch-sur-Alzette
- Grevenmacher

- Luxembourg
- Troisvierges

ainsi que de deux bibliobus qui parcourent tout le pays (quelque 300 tournées) et mettent à disposition du public quelque 100.000 livres par an. Le service du «Bicherbus» est financé et géré par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche.

2) Le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche donne les aides suivantes:

- don de livres gratuits
- subsides pour le fonctionnement et l'achat de livres.

Il est à noter qu'à l'article budgétaire 02.0.12.041 «Bibliobus et bibliothèques régionales: alimentation, reliures et frais divers», un montant de 100.000 € est inscrit au budget 2003. Profiteront, en 2003, d'une aide financière les bibliothèques régionales d'Eschdorf, de Troisvierges, de Dudelange et la bibliothèque du Grand Séminaire.

- Finalement le Ministère peut donner une aide financière pour des investissements dans l'infrastructure si des bibliothèques sont intégrées dans des centres culturels régionaux ou locaux et si elles figurent au plan pluriannuel de financement.

3) Une autre aide de l'Etat, de type logistique et financière, se situe au niveau de l'utilisation du système ALEPH visant un regroupement des bibliothèques publiques du pays. Le réseau des bibliothèques luxembourgeoises utilisant le système ALEPH regroupe jusqu'à présent une vingtaine de bibliothèques publiques, parmi elles les bibliothèques communales suivantes:

- Bibliothèque municipale de la ville de Dudelange

- Bibliothèque municipale de la ville de Luxembourg

- Bibliothèque du Conservatoire d'Esch-sur-Alzette

- Bibliothèque du Conservatoire d'Ettelbruck

- Bibliothèque du Musée d'Histoire de la ville de Luxembourg

Le système ALEPH 500 est financé par le Centre informatique de l'Etat et la Bibliothèque nationale. La BNL assure en particulier la maintenance du système et son développement ainsi que la coordination du réseau et la formation des bibliothécaires utilisant le catalogue collectif ALEPH.

Toutes les bibliothèques membres du réseau bénéficient de ces services à titre gratuit. La formation permanente, considérable en volume, est financée sur le budget de l'INAP (Institut national d'Administration publique) et celui de la BNL.

4) Il ressort donc clairement que les efforts du Gouvernement portent leurs fruits dans la mesure où ils visent à établir des liens de coopération entre les bibliothèques publiques, condition essentielle pour leur permettre de s'adapter aux nouvelles techniques d'information et de transmission du savoir.

Dans ce contexte, on peut se demander si les bibliothèques publiques ne gagneraient pas à être reliées, ou regroupées, avec les «Internet-Stuffen» de plus en plus nombreuses dans le pays! Le livre et l'écran peuvent coexister, se compléter et même entrer en dialogue!

Question 1936 (9.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la modernisation de la gestion contrôlée:

Suite à l'augmentation très importante du nombre des faillites, le Gouvernement avait annoncé la réforme de la législation sur les faillites en mettant l'accent sur la prévention et la modernisation de la procédure de la gestion contrôlée.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre, quel est l'état d'avance-

ment de ce projet et quelles sont les modifications principales vis-à-vis de la situation actuelle.

Réponse (13.2.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Les grandes lignes de la réforme ont été exposées dans mon intervention à la Chambre des Députés en date du 30 janvier 2003 dans le cadre du débat parlementaire sur les faillites. Comme indiqué lors de ce débat et tout en me rapportant à mon intervention orale publiée, je compte proposer au Conseil de Gouvernement avant l'été un projet de loi s'orientant aux principes suivants:

- introduire une véritable solution de redressement en faveur des entreprises confrontées à des difficultés sérieuses, mais susceptibles d'être résolues,

- augmenter le caractère attractif de ce nouveau régime pour les débiteurs qui acceptent de se soumettre tôt au contrôle du tribunal, et

- assouplir la procédure de la gestion contrôlée.

Question 1937 (9.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les personnes bénéficiaires du forfait d'éducation:

La loi du 28 juin 2002 1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension; 2. portant création d'un forfait d'éducation; 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti a instauré un forfait d'éducation de 76,13 euros (LUF 3.000.-) par mois et par enfant aux mères ou pères qui se sont consacrés à l'éducation des enfants. Une des modalités d'octroi consiste dans l'obligation pour les bénéficiaires d'introduire une demande. Pour cette raison, un courrier a été adressé par le Fonds national de solidarité à toutes les personnes susceptibles de pouvoir bénéficier de ce forfait d'éducation.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de M. le Ministre si ce courrier a également été adressé à tous les bénéficiaires, dont les enfants sont nés et ont été éduqués au Luxembourg, mais qui, à la suite de leur vie active, ont réintégré leur pays d'origine? Dans l'affirmative, quel a été le fichier qui a servi de base pour la détermination des personnes bénéficiaires? Sinon, pour quelles raisons les personnes mentionnées n'ont-elles pas reçu le courrier en question?

Réponse (20.1.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*:

L'article 11 de la loi du 28 juin 2001

1) adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension;

2) portant création d'un forfait d'éducation;

3) modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

dispose que «les demandes en vue de l'octroi du forfait d'éducation sont à adresser au Fonds national de solidarité».

Il échet de noter que l'organisme ainsi chargé de l'exécution de la loi n'était pas astreint à recenser les demandeurs potentiels ni à les aviser sur leurs éventuels droits.

Conscient cependant du nombre élevé de personnes pouvant entrer en ligne de compte et afin de faciliter les travaux de démarrage, le Fonds national de solidarité, en étroite collaboration avec le Centre informatique de la Sécurité sociale a préconisé de faire parvenir un formulaire de demande aux membres de la population féminine âgée de 60 ans et plus, pour lesquelles les indicateurs de la base de données font référence à au moins un enfant.

En considération du fait que pour la réalisation de ces travaux préparatoires, le Fonds national de solidarité a eu recours au répertoire général des personnes physiques du Centre informatique de la Sécurité sociale, il paraît évident que seules les personnes résidant sur le territoire national ont pu être répertoriées, fautes de données fiables concernant les étrangers ayant réintégré leur pays d'origine.

Il va sans dire que l'organisme gestionnaire, à savoir le Fonds national de solidarité, se tient à la disposition de toute personne qui remplirait les conditions d'octroi de la prestation du forfait d'éducation pour leur faire parvenir le formulaire en question.

Question 1938 (9.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le remboursement des médicaments homéopathiques:

En date du 12 novembre 2002, M. le Ministre s'est prononcé en séance publique de la Chambre des Députés pour le maintien du remboursement des médicaments homéopathiques: „(...) mä op alle Fall kann ech soen, dass de Fait, fir déi homeopathesch Produkter vun der Lëscht erofzuehelen, fir mech ouni Zweifel e Schrëtt an déi falsch Richtung wär.“ Par ailleurs, il s'est engagé à intervenir dans ce sens auprès du représentant du gouvernement dans l'UCM.

Or, malgré les propos tenus par M. le Ministre, il a été retenu lors de l'assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie du 15 novembre 2002, que les médicaments homéopathiques ne feront plus l'objet d'un remboursement. Cette décision repose sur les dispositions de la loi du 31 mai 2002 portant introduction d'une liste positive des médicaments pris en charge par l'assurance maladie et modifiant le code des assurances sociales.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre par quels moyens le Gouvernement entend rétablir le remboursement des médicaments homéopathiques? Est-ce qu'un nouveau projet de loi modifiant la loi du 31 mai 2002 est en cours d'élaboration?

Réponse (9.1.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

La loi du 31 mai 2002 qui a transposé en droit national la directive européenne concernant la transparence des mesures régissant la fixation des prix des médicaments à usage humain renvoie de manière explicite aux dispositions des articles 17, paragraphe 1^{er}, et 23, paragraphe 1^{er}, du code des assurances sociales.

D'après la première phrase de l'article 17 du code des assurances sociales «Sont pris en charge dans une mesure suffisante et appropriée (...)». L'article 23, paragraphe 1^{er}, du code des assurances sociales dispose que «Les prestations à charge de l'assurance maladie accordées à la suite des prescriptions et ordonnances médicales doivent correspondre au

mieux à l'état de santé des assurés. Elles ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale».

Contrairement à certaines prises de position émises il faut constater que la loi du 31 mai 2002 n'a pas changé l'environnement juridique établi en la matière depuis la loi du 27 juillet 1992 portant réforme de l'assurance maladie et du secteur de la santé.

En date du 15 novembre 2002, l'assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie a pris la décision d'exclure certains groupes de médicaments, dont notamment les médicaments homéopathiques au motif d'absence d'efficacité du point de vue de la pharmacologie.

Si l'Union des Caisses de Maladie constate sur base des avis d'experts dont elle doit s'entourer que les médicaments exclus ne répondent pas au critère de l'efficacité du traitement et de la conformité aux données acquises par la science et à la déontologie médicale, elle se place dans le cadre légal établi par la loi de 1992.

Une modification de la loi du 31 mai 2002 serait dès lors superflue. Si le législateur entend inclure dans la prise en charge les médicaments homéopathiques il doit modifier l'article 23 du code des assurances sociales.

Question 1939 (9.12.2002) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant le montant total de la masse salariale de l'Etat:

La masse salariale auprès de l'Etat constitue un des postes les plus importants dans le budget annuel de l'Etat. Malgré son importance il s'avère en pratique quasiment impossible de trouver les chiffres exacts du montant total de la masse salariale.

Dans ce contexte je pose la question parlementaire suivante à Mme la Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative et à M. le Ministre du Trésor et du Budget:

Quels sont les montants resp. prévisions exacts dans les budgets et comptes annuels des années 1992 à 2003 de toutes les dépenses de la totalité des salariés de l'Etat (p.ex. fonctionnaires de l'Etat, employés et ouvriers ou assimilés de l'Etat, les employés des secteurs conventionnés et des établissements publics, etc.).

Réponse (12.2.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Dans son courrier du 9 décembre 2002, M. le Député Gaston Gibéryen souhaite avoir des informations sur les montants respectivement prévisions exacts dans les budgets et comptes annuels des années 1992 à 2003 de toutes les dépenses de la totalité des salariés de l'Etat, par exemple fonctionnaires de l'Etat, employés et ouvriers ou assimilés de l'Etat, employés des secteurs conventionnés et des établissements publics etc. L'honorable M. Gibéryen constate qu'il s'avère en pratique impossible pour lui de trouver dans le budget de l'Etat les chiffres exacts du montant total de la masse salariale.

En réponse permettez-moi de vous renvoyer d'abord au premier des cinq grands principes budgétaires à savoir celui de l'unité du budget de l'Etat qui dispose précisément que «toutes les recettes et toutes les dépenses de l'Etat doivent être portées au budget...».

La règle de l'unité poursuit tant un but politique qu'un but technique.

Elle tend à offrir à la Chambre des Députés, lors du vote annuel du budget, une vision globale et complète des prévisions de dépenses (dont toutes celles concernant les rémunérations) et de recettes de manière à lui permettre un contrôle efficace sur l'exécutif. Au point de vue technique, la règle de l'unité sert à assurer une présentation claire et transparente du budget.

J'en déduis qu'il est certes compliqué, mais non pas impossible pour examiner et pour additionner année par année les différents montants budgétaires se rapportant aux rémunérations des agents de l'Etat et de ceux qui leur sont assimilés.

Je tiens à vous rappeler ensuite que lorsque l'on parle de masse salariale à charge du budget de l'Etat, il y a lieu de comprendre par là non pas seulement celle des agents de l'Etat proprement dits, mais également celle des agents dans les différents secteurs assimilés. Par ailleurs il y a lieu de prendre en considération dans tous les secteurs non pas seulement les traitements et salaires de base, mais encore toutes les différentes allocations et primes qui s'y ajoutent en vertu d'études, de diplômes ou de sujétions spécifiques, et qui en font donc nécessairement partie. Or il se trouve à ce sujet que le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative n'a jamais disposé d'une compétence générale en la matière, mais d'une compétence qu'il partage avec presque tous les autres membres du Gouvernement, si bien que les chiffres dont il a connaissance ne correspondront à aucun moment aux montants complets et exacts que vous souhaitez et ne pourront à ce titre refléter que des vérités partielles.

Je me permets de citer quelques exemples qui ne sont pourtant pas exhaustifs.

Les employés des secteurs conventionnés que vous visez ne sont pas rémunérés par les services de la Fonction publique proprement dite, ni d'ailleurs ceux des établissements publics dont les crédits de rémunération de son personnel se retrouvent en règle générale inscrits dans les budgets des établissements respectifs. Ainsi encore les rémunérations des volontaires de police et des assistants pédagogiques sont assurées par leurs départements de tutelle, de même que les heures supplémentaires du personnel enseignant sont à charge de leur département d'attache.

Est-il nécessaire de rappeler qu'une partie des rémunérations de l'ensemble du personnel de l'enseignement préscolaire et de l'enseignement primaire est couverte par les budgets des communes respectives, tandis que les frais en matière de traitements des agents de la police grand-ducale étaient jusqu'au moment de la fusion en un seul corps en 1999 supportés à 60% par l'Etat et à 40% par les communes? Finalement un grand nombre d'allocations et de primes diverses sont pour la plupart du temps prises en charge par les budgets des départements ou administrations directement concernés et donc directement versées aux différentes catégories de personnel sous leur tutelle.

Question 1940 (9.12.2002) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'information du citoyen concernant les permissions de voirie:

En date du 8 novembre 2001 j'avais posé à Mme le Ministre une question parlementaire concernant les délais pour les permissions de

voirie. Dans ce contexte, Mme le Ministre m'avait informé que 16% des demandeurs devaient attendre plus de 12 semaines pour diverses raisons.

Ainsi, Mme le Ministre m'avait informé qu'un remède constituerait en la mise à disposition de tous les intéressés de lignes de conduite plus précises et que de plus elle envisageait l'élaboration d'un fascicule complet rassemblant toutes les lignes de conduite sur les plans techniques et administratifs.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Mme le Ministre des Travaux publics:

Mme le Ministre a-t-elle fait éditer un tel fascicule? Dans la négative, quelles en sont les raisons?

Mme le Ministre peut-elle m'informer des délais actuels concernant les autorisations?

Réponse (30.1.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

Un «Guide d'application» pour l'établissement des permissions de voirie ministérielles, rassemblant toutes les lignes de conduite concernant l'alignement des constructions et l'agencement des accès carrossables en bordure de la voirie de l'Etat, a été élaboré par l'Administration des Ponts et Chaussées et mis en vigueur le 15 mars 2002 par le Ministère des Travaux publics. Un exemplaire en a été offert à toutes les administrations communales et par l'intermédiaire de l'Ordre des Architectes et des Ingénieurs-Conseils, la grande majorité des professionnels concernés a pu se le procurer.

L'accusé de réception adressé à chaque demandeur d'une permission de voirie ministérielle l'informe que le délai d'instruction du dossier sera de l'ordre de trois mois, durée une fois retenue comme étant un délai raisonnable, compte tenu du temps nécessaire à la constitution des parties écrites et graphique du dossier d'une part et de contrôle et de vérification sur le terrain d'autre part.

De tous les dossiers de permissions de voirie traités au cours de l'année 2002, 86% en ont été évacués endéans ce délai, contre 83% en 2001. Cette part comprend 98% des permissions de voirie directes vis-à-vis de 90% en 2001.

L'effet accélérateur du nouveau guide d'application s'est fait ressentir en 2002 dans une nette augmentation à 53% des dossiers de permissions de voirie ministérielles évacuées dans un délai de trois mois, quote-part qui était de 43% en 2001.

Question 1941 (9.12.2002) de M. Xavier Bettel (DP) concernant l'autorité parentale:

A la question parlementaire N°1497 du 24 janvier 2002 (cf. *compte rendu N°5/2001-2001*), M. le Ministre m'avait répondu que l'article 380 alinéa 1^{er} du code civil concernant l'autorité parentale d'un enfant naturel allait être modifié et qu'un projet de loi était en élaboration. En effet, dans un jugement du 26 mars 1999 la Cour constitutionnelle du Grand-Duché de Luxembourg notait que „l'instauration d'un principe de l'exercice privatif de l'autorité parentale par la mère naturelle, créant dès l'abord une inégalité entre le père naturel par rapport à la mère naturelle et au père légitime, et par-là même un clivage entre les situations des enfants selon qu'ils sont nés ou non dans le mariage, constitue une différenciation qui n'est ni adéquate ni proportionnée à son but“.

Cette même Cour estimait que l'article 380 alinéa 1^{er} du code civil, en ce qu'il attribue l'autorité parentale d'un enfant naturel reconnu par les deux parents privativement

à la mère, n'est pas conforme à l'article 11 de la Constitution.

Dans ce contexte j'aimerais poser la question suivante à M. le Ministre de la Justice:

M. le Ministre peut-il m'informer si le Gouvernement compte toujours légiférer en la matière pour modifier l'article 380 alinéa 1^{er} du code civil et le rendre conforme à la Constitution?

Dans l'affirmative, M. le Ministre peut-il me faire connaître l'avancement de ce projet?

Réponse (31.12.2002) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Le Gouvernement compte toujours légiférer afin de modifier l'article 380 alinéa 1^{er} du code civil et d'adapter en conséquence les autres dispositions législatives en matière de responsabilité parentale.

Ce projet sera soumis à la Chambre des Députés durant l'année 2003.

Question 1942 (9.12.2002) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la transposition de directives en droit luxembourgeois:

A une question parlementaire posée en décembre 1999 (cf. *compte rendu N°6/1999-2000*), Mme le Ministre m'avait informé qu'il restait 214 directives à transposer en droit luxembourgeois.

A une seconde question parlementaire, posée le 31 janvier 2001 (cf. *compte rendu N°10/2000-2001*), Mme le Ministre m'avait informé que ce retard avait été réduit de quelque 54%.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Mme le Ministre des Affaires étrangères:

Mme le Ministre peut-elle m'informer de la situation actuelle concernant la transposition de directives en droit luxembourgeois?

Réponse (10.1.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:

En réponse à la question parlementaire du 9 décembre 2002 de l'honorable député M. Xavier Bettel, je tiens à rappeler ma réponse de février 2001 qui précisait que sur les 214 directives considérées comme non transposées en décembre 1999, il s'était par la suite avéré que 19 directives ne nécessitaient pas de mesure de transposition par le Luxembourg, de sorte qu'au 1^{er} janvier 2000, le nombre de directives non transposées était effectivement de 195 directives dont 119 étaient en retard de transposition.

Au 1^{er} janvier 2001, le nombre de directives non transposées était de 124 dont 55 étaient en retard de transposition. Au 1^{er} janvier 2002, le nombre de directives non transposées était de 129 dont 33 en retard de transposition.

Au 31 décembre 2002 le nombre de directives non transposées est en légère augmentation de 13 unités pour s'établir à 142 directives dont 42 (+9) sont en retard de transposition.

Le nombre de directives nouvellement adoptées par le Conseil était de 91 en 2000, de 87 en 2001 et de 103 en 2002.

Le nombre de directives transposées par le Luxembourg était de 162 en 2000, de 82 en 2001 et de 90 en 2002.

L'augmentation en 2002 du nombre de directives restant à transposer par le Luxembourg (142), respectivement celles que le Luxembourg est en retard de transposition (42) reflète principalement une augmentation de l'activité législative des instances de l'Union

européenne, le rapport entre directives à transposer et celles en retard de transposition restant globalement le même.

Question 1943 (10.12.2002) de M. Ady Jung (CSV) concernant le commissariat de proximité:

Suite au vote de la loi du 31 mai 1999 portant création de la police grand-ducale et de l'Inspection générale de la police, réunissant la Gendarmerie et la police à partir du 1^{er} janvier 2000 en un corps unique, il y a lieu de constater que malgré des effectifs toujours insuffisants, la nouvelle structure policière a fait des progrès remarquables dans l'intérêt de la mission qui lui incombe.

Je constate également avec satisfaction les efforts déployés par le Ministre de l'Intérieur et les autorités compétentes pour aboutir au recrutement de personnel et au perfectionnement des équipements indispensables à l'accomplissement des tâches à la fois délicates et dangereuses de nos agents de police. D'autre part, ces efforts sont soutenus efficacement par des dotations budgétaires en permanente augmentation.

Les objectifs principaux de la réorganisation se résument en trois points essentiels, à savoir le travail de proximité, la rapidité d'intervention et la création de services spécialisés plus proches de la population.

Or, il appert que dans certains commissariats de proximité les heures d'ouverture arrêtées du lundi au vendredi de 8 à 12 heures et de 14 à 18 heures ne sont pas toujours observées et que les bureaux afférents sont souvent fermés temporairement, dû au fait que les agents y attachés sont chargés d'autres missions spéciales commandées.

M. Ministre est-il au courant de ces faits qui sont fort désapprouvés par la population, laquelle voit dans le commissariat de proximité une certaine garantie de sécurité?

M. le Ministre ne croit-il pas qu'un commissariat de proximité devrait être un lieu où le citoyen puisse trouver appui et obtenir des renseignements aux heures fixées et annoncées et que seulement pour des raisons vraiment extraordinaires il pourra y être dérogé?

Réponse (23.1.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Sachant que les commissariats de proximité travaillent avec un effectif limité de quatre à six fonctionnaires, il n'est pas possible pour les policiers de garantir, d'une part, une présence optimale dans leur quartier d'attache et d'offrir, d'autre part, des plages d'ouverture de huit heures par jour de leur commissariat, comme le préconise M. le Député.

En effet, une forte présence physique de la police sur le terrain, conférant ainsi une image rassurante à la population et ayant aussi un effet dissuasif certain sur les délinquants, prime sur le besoin d'une présence continue des forces de l'ordre dans les locaux de service, de sorte que des plages d'ouverture plus limitées ont été mises en place, et ceci en concertation avec les autorités locales.

Ces horaires, qui sont à chaque fois portés à la connaissance du public, sont à respecter par les commissariats de proximité, sauf si les policiers sont appelés à participer à des missions spéciales commandées au niveau de la direction régionale de police ou à des opérations dites de service d'ordre pour renforcer l'unité de garde et de réserve mobile dont l'effectif ne permet actuellement pas encore d'assurer pleinement son rôle.

Question 1944 (10.12.2002) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les droits d'auteur et les droits voisins dans la société de l'information:

Le 27 novembre 2002 la police a découvert au Luxembourg un dépôt de CD pirates qui alimentaient un vaste réseau de marchés noirs à travers toute l'Europe. Selon des estimations il s'agit probablement de la plus grande saisie de ce genre jamais effectuée en Europe. Dans ce contexte il y a lieu de rappeler que le 22 mai 2001 le Parlement européen a adopté la Directive 2001/29/CE sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information. L'échéance fixée pour la mise en œuvre de la législation dans les Etats membres est fixée au 22 décembre 2002.

La directive prévoit que les Etats membres sont tenus d'assurer la protection juridique contre la violation des dispositifs de protection (code d'accès, décryptage, ...) d'une œuvre ou de tout autre objet protégé. Les Etats membres doivent prévoir une protection juridique appropriée contre toute activité qui permet ou facilite la neutralisation des dispositifs de protection; la directive visant également les actes préparatoires à la production ou l'offre de dispositifs de neutralisation.

Toutefois, en ce qui concerne la copie privée, la qualité et la quantité des copies à usage privé et le développement du commerce électronique rendent nécessaire une plus grande protection, des titulaires de droits vis-à-vis des moyens d'enregistrement numérique (qui permettent d'exécuter rapidement un nombre illimité de copies parfaites).

L'article 5 de la directive précitée donne aux Etats membres la faculté de prévoir une exception au droit de reproduction lorsqu'il s'agit de reproductions effectuées sur tout support par une personne physique pour un usage privé et à des fins non directement ou indirectement commerciales, à condition que les titulaires de droits reçoivent une compensation équitable.

Dans le régime juridique luxembourgeois (ainsi qu'en Irlande et en Grande-Bretagne) le mécanisme de la compensation équitable n'existe cependant pas.

Je pose dès lors les questions suivantes à M. le Ministre:

- 1) Etant donné que l'échéance est fixée au 22 décembre 2002 et que le non-respect de cette échéance entraînera des sanctions pour le Luxembourg, quand le Gouvernement a-t-il l'intention de présenter au Parlement un projet de loi transposant la directive communautaire du 22 mai 2001 relative au droit d'auteur dans la société de l'information et les droits voisins dans la société de l'information?
- 2) Quelle est la position du Gouvernement quant à l'exception de la copie privée telle que prévue par l'article 5 de la directive?
- 3) Dans l'hypothèse d'une position favorable du Gouvernement face à l'exception de la copie privée, comment le Gouvernement entend-il résoudre la problématique de la compensation équitable?

Réponse (17.1.2003) de M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie:

Question 1

La Direction de la Propriété industrielle et des Droits intellectuels au sein de mon département a élaboré un avant-projet de loi modifiant la loi du 18 avril 2001 sur les droits

d'auteur, les droits voisins et les bases de données (la «loi») et transposant la Directive 2001/29/CE du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information (la «directive»).

Questions 2 et 3

En ma qualité de Ministre de l'Economie, je me permets de vous répondre comme suit. Nous avons l'intention de maintenir l'exception pour copie privée dans notre arsenal législatif. La directive nous impose l'introduction d'une compensation équitable. Dans ce contexte, l'actuel article 10 4° de la loi doit être adapté. Les conditions de fixation et de perception ainsi que le niveau de cette compensation seront cependant fixés par règlement grand-ducal.

Il faut noter toutefois que la forme que la compensation équitable devrait prendre n'est pas précisée par la directive. En effet, selon la directive, il convient de tenir compte des circonstances propres à chaque cas lors de la détermination de la forme, des modalités et du niveau de la compensation. Un critère serait le préjudice potentiel subi par les titulaires de droits en raison de l'acte en question. Ainsi, certains cas où le préjudice pour le titulaire du droit est minime pourraient ne pas donner naissance à une obligation de paiement.

Il résulte par ailleurs des commentaires de la Commission que les Etats membres disposent d'une certaine latitude dans l'interprétation de la notion de «compensation équitable». Il faut noter que la notion de «compensation» n'équivaut pas à la notion de «rémunération».

D'après la Commission européenne, il peut n'y avoir aucune obligation de paiement ou de paiement supplémentaire dans certains cas mineurs. De plus, la compensation ne doit pas nécessairement revêtir la forme de taxes sur les services commerciaux de copie, les ventes de cassettes vierges et les appareils d'enregistrement mais, au contraire, est laissée «au choix des Etats membres en fonction de leurs traditions et pratiques juridiques»ⁱⁱ.

Le Grand-Duché de Luxembourg ne taxe actuellement ni les supports enregistrables, tels que les cassettes et DVD, ni les équipements de reproduction tels que les photocopieuses, les scanners, les imprimantes ou encore les disques durs des ordinateurs.

Une telle taxation forfaitaire ne correspond pas à l'idée que le Luxembourg se fait de la société de l'information et de la libre circulation de l'information. L'objection majeure étant qu'une taxation forfaitaire ne prend pas en considération l'utilisation finale effective des supports ou appareils. En effet, les redevances doivent être payées que l'équipement soit utilisé pour reproduire une œuvre protégée par les droits d'auteur ou les droits voisins ou non. Il suffit simplement que les supports et appareils soient utilisables aux fins de reproduction d'œuvres protégées.

La mise en place d'un système de taxation forfaitaire des équipements et supports enregistrables nécessiterait la création d'un cadre normatif et administratif lourd et entraînerait des contraintes administratives importantes pour les opérateurs économiques.

Il découle de tout ce qui précède qu'il n'est guère opportun d'introduire en droit luxembourgeois un système de taxation forfaitaire des équipements de reproduction et des supports enregistrables. J'avais d'ailleurs déjà annoncé cette position lors des discussions précédant le vote de la loi à la Chambre des Députésⁱⁱⁱ.

En revanche, des formes alternatives plus équilibrées de compensation seront explorées avec les titulaires de droits et les utilisateurs des objets protégés.

ⁱ voir le communiqué de presse « La Commission se félicite de l'adoption par le Conseil de la directive sur le droit d'auteur dans la société de l'information », publié sur le site

www.europa.eu.int/comm/internal_market/fr/intprop/news/copyright.htm

ⁱⁱ voir la communication prémentionnée de la Commission européenne

ⁱⁱⁱ Compte rendu des séances publiques de la Chambre des Députés, N°11/2000-2001, p. 1352

Question 1945 (10.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'expérience faite avec l'introduction des „baby years“:

Les années bébés dites „baby-years“ ont été introduites en 1987 par la loi du 27 juillet 1987 et progressivement étendues à 2 ans par enfant.

Après une expérience de 15 ans, j'aimerais savoir de M. le Ministre combien d'assurés ont bénéficié de cette mesure?

Quelle a été l'influence de cette mesure dans la constitution de droits à pension respectivement de droits à une pension minimale?

Réponse (23.1.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Suite à l'introduction de la loi du 28 juin 2002, le Centre commun de la Sécurité sociale (CCSS) a entamé des travaux de reprise des enregistrements baby-years dans un nouveau fichier. Cette étape est préliminaire à la mise en place de la nouvelle procédure de calcul automatique des pensions.

Selon les informations du CCSS, ce fichier contient 18.657 enregistrements (1 enregistrement = 1 inscription enfant); ces chiffres ne sont pas définitifs à 100%, vu que quelques 140 cas doivent encore être contrôlés et saisis manuellement. La durée moyenne brute de mise en compte de période baby-years (avant test de superposition avec d'autres périodes d'affiliation) est de 26,48 mois.

Il s'agit de 13.691 bénéficiaires différents, dont voici la répartition:

Nombre d'enfants	Nombre d'assurés bénéficiaires
1	9.577
2	3.375
3	637
4	93
5	8
7	1
Total	13.693

Pour les quatre caisses de pension du régime général, le CCSS compte actuellement 154 pensions avec mise en compte de périodes baby-years, dont 103 pensions personnelles et 51 pensions de survie.

Pour une évaluation générale de l'importance de la mesure baby-years dans la constitution de droits à pensions respectivement de droits à une pension minimale, une analyse de la situation ne pourra se faire qu'après la mise en place des nouvelles procédures de calcul du CCSS qui seront opérationnelles à la fin de l'année 2003.

concernant l'évolution des effectifs dans la sidérurgie luxembourgeoise:

La Commission de l'Union européenne avait lié son accord à la constitution d'ARCELOR à la vente de l'unité de galvanisation au Greisdahl à Dudelange.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre quelle a été l'évolution dans ce dossier?

L'unité de galvanisation a-t-elle été vendue entre-temps et le cas échéant quel a été l'acquéreur et quels sont ses projets avec cette unité?

Quelle a été l'évolution des effectifs de notre sidérurgie depuis son entrée dans ARCELOR?

Réponse (31.12.2002) de M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie:

Suivant mes informations, l'unité de galvanisation de la société „Laminor de Dudelange“ n'a pas encore été cédée. Des discussions sont actuellement en cours avec plusieurs candidats repreneurs. L'issue de ces négociations est attendue dans les 2 à 3 mois à venir.

En ce qui concerne les effectifs de la sidérurgie luxembourgeoise, ils s'établissent au 30 novembre 2002 à 4.875 unités dont 418 sont affectées à des usines que le Groupe ARCELOR ne contrôle pas (STFS, TLM).

Ce chiffre se compare à un effectif de 4.972 ouvriers et employés au 31 janvier 2002, dernier chiffre disponible avant la date effective du regroupement ARBED, ACERALIA et USINOR dans ARCELOR en février 2002.

Je voudrais par ailleurs préciser qu'au cours de l'année 2002, la sidérurgie luxembourgeoise a embauché au total 172 personnes.

Question 1948 (10.12.2002) de M. Jean-Marie Halsdorf (CSV) concernant la procédure d'adjudication relative à la transformation de 50 wagons „Shimms“:

Le Conseil d'administration des Chemins de Fer luxembourgeois (CFL) a retenu dans sa réunion du 8 juillet 2002 d'entamer la procédure d'adjudication relative à la transformation de 50 wagons „Shimms“. Il est rappelé que ces wagons se prêtent particulièrement au transport des rouleaux de tôle (coils) sensibles à l'humidité. Les travaux envisagés visent à améliorer la technique d'ouverture et de fermeture des capots télescopiques installés sur ces wagons.

Les ateliers de Pétange disposent du personnel et de l'infrastructure nécessaires pour effectuer la transformation précitée des wagons. Les travaux en question ont été déjà effectués il y a une décennie. Le savoir-faire et les connaissances spécifiques pour garantir une bonne exécution des travaux nécessaires sont donc disponibles sur le site et n'attendent qu'à être sollicités. Le personnel des ateliers de Pétange a manifesté sa volonté d'intégrer les travaux précités dans leur programme sans que les travaux de maintenance normaux soient perturbés.

Il est à préciser qu'il n'existe pas d'autre atelier spécialisé en la matière au Grand-Duché, les travaux doivent, en cas d'adjudication dans le secteur privé, être confiés à une entreprise étrangère. Lors de l'adjudication pour la modification des wagons „Talsn“, la Direction générale des CFL a pris comme critère de sélection des travaux, entre autres, la productivité des différents établissements ayant présenté une offre. Dans le temps, ce furent les ateliers de Pétange qui ont décroché le projet.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes au Ministre des Transports:

Question 1946 (10.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

Est-ce qu'une décision est déjà prise quant à l'adjudication en question?

Etant donné que les ateliers de Pétange disposent du know-how approprié, ne jugez-vous pas opportun d'attribuer les travaux aux ateliers précités, au lieu de recourir à une entreprise étrangère?

Réponse (14.1.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

La question parlementaire concerne la transformation de 50 wagons Shimms, acquis en 1980, sur lesquels les capots télescopiques en acier qui se trouvent dans un état vétuste, nécessitent d'être remplacés par un bâchage mécanique plus fiable à la manutention.

Comme le fret constitue une activité relevant de la gestion autonome des CFL, les décisions à prendre dans ce domaine sont de la compétence des responsables de l'entreprise.

La transformation desdits wagons est inscrite au programme d'investissement des CFL. Le projet a été approuvé par le Conseil d'administration de la société le 8 juillet 2002 avec un crédit de 1.250.000 réservé pour la transformation en question.

C'est surtout dans le domaine de l'activité fret où la balance financière des CFL est en net déséquilibre. C'est pourquoi la société a jugé opportun de réduire dans la mesure du possible le prix de la transformation qui fait augmenter considérablement la valeur nette comptable des wagons, coût qui pèse lourdement face à la nécessité des CFL d'affronter la concurrence sur le marché du transport fret.

Bien que les ateliers de Pétange disposent du know-how approprié, l'industrie privée, spécialisée dans la construction de matériel neuf et dans la transformation de matériel ferroviaire, s'avère plus compétitive. En effet, les ateliers des CFL sont surtout équipés pour la réparation et l'entretien périodique des wagons, travaux qui déterminent les besoins moyens en personnel pour l'exploitation des ateliers et non des travaux occasionnels comme une transformation.

En considération de ce qui précède, les CFL ont procédé pour cette transformation à un appel à la concurrence dans l'optique de connaître la compétitivité des ateliers de Pétange. En raison du montant de la dépense une publication au Journal des Communautés européennes était nécessaire.

Une décision au sujet de l'adjudication sera prise après le 25 février 2003, date limite pour la remise des offres. De toute façon les ateliers de Pétange sont invités à participer à cet appel d'offres. Au cas où l'offre de leurs ateliers sera la plus avantageuse, les CFL passeront commande à leurs propres ateliers ce qui, le moment venu, dépendra en plus de la charge de travail des ateliers pendant la période envisagée pour l'exécution de la transformation.

Question 1949 (10.12.2002) de M. Claude Wiseler (CSV) concernant l'organisation des cours de langue luxembourgeoise:

Comme il est prévu de procéder à l'avenir à l'organisation de cours de langue luxembourgeoise dans l'intérêt du renforcement de la politique d'intégration des étrangers je prie M. le Ministre de bien vouloir me fournir les renseignements suivants:

- Qui sera impliqué dans les préparatifs: partenaires sociaux, Centre de Langues, autres opérateurs de cours de langue, etc.? M. le Ministre compte-il associer les communes à l'organisation de ces cours?

- Qui sera en charge du choix des méthodes de formation, du choix des formateurs et du suivi pédagogique?

- Quels sont les groupes cibles, le nombre de personnes escomptées?

- La fréquentation de ces cours pourra-t-elle partiellement être intégrée dans l'horaire de travail des personnes concernées?

- Le Gouvernement a-t-il analysé des formules existant déjà dans d'autres pays, comme aux Pays-Bas ou en Suède?

Réponse (20.1.2003) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

J'ai eu une première entrevue avec l'Union des Entreprises luxembourgeoises (UEL) au mois d'octobre 2002.

J'ai demandé aux représentants de l'UEL de me faire parvenir leurs premières réflexions au sujet de l'intégration des étrangers par la voie de l'apprentissage du Luxembourg dans le cadre de leur travail. Ces réflexions devraient me parvenir dans les prochaines semaines.

Les questions posées par M. le Député sont précisément celles qu'il s'agit de résoudre en vue de la mise en place d'un tel système d'apprentissage du Luxembourgeois.

Etant donné que les réponses supposent des apports concrets de la part des partenaires sociaux, et considérant que les réflexions du Gouvernement n'ont ainsi pas encore atteint le degré de précision que réclameraient les réponses aux questions de l'honorable député, je ne suis pas en mesure de prendre position en détail actuellement.

Néanmoins je donne à considérer que la ligne budgétaire dont je dispose pour 2003 suffira dans une première phase à financer l'un ou l'autre projet pilote, sans pouvoir agir sur une large échelle.

D'un autre côté, les travaux impliquent le Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, d'une part au vu de ses compétences générales en matière de formation, d'autre part pour évaluer dans quelle mesure les dispositions de la loi du 22 juin 1999 ayant pour objet le soutien et le développement de la formation professionnelle continue peuvent être applicables à l'apprentissage du Luxembourgeois dans le cadre du travail.

Finalement, en vue de la systématisation de cet apprentissage, il faudra aussi prendre en compte les travaux des partenaires sociaux (tripartite formation) relatifs à l'accès individuel à la formation continue et les décisions du Gouvernement sur un accompagnement des accords des partenaires sociaux.

Question 1950 (11.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la vaccination contre la méningite:

Suite à l'apparition d'un certain nombre de cas de méningite au Luxembourg, le Ministère de la Santé avait encouragé les parents à faire vacciner leurs enfants contre la méningite.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre quel a été le résultat de cette action.

Combien d'enfants ont été vaccinés et combien de familles ont profité du remboursement des dépenses afférentes par l'assurance maladie?

Le Ministère est-il d'avis qu'il faut persévérer dans la vaccination contre la méningite et quelles sont les directives en la matière?

Réponse (9.1.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Le nombre des vaccins vendus en officine sur ordonnance médicale entre mars 2001, date de la disponibilité du vaccin, et début décembre 2002 s'élève à 39.967.

Le nombre des vaccins directement distribués aux médecins par la Division de la Pharmacie et des Médicaments entre septembre 2001, date du début du programme conjoint de vaccination arrêté entre mon Ministère et l'Union des Caisses de Maladie, et début décembre 2002 s'élève à 46.950.

Il convient de rappeler que le programme conjoint de vaccination décidé avec l'UCM avait pour but d'assurer la couverture vaccinale de tous les enfants et adolescents de 1 an à 18 ans accomplis.

La vaccination systématique sera poursuivie, mais avec des répercussions financières nettement moindres, alors que dorénavant il ne s'agira plus que de vacciner les enfants au moment où ils atteignent l'âge d'un an.

Question 1951 (11.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la médecine scolaire:

Notre médecine scolaire est réglée par la loi du 2 décembre 1987.

En ce qui concerne son organisation dans l'enseignement primaire et préscolaire il faut constater différentes formules.

Un nombre limité de communes a réalisé son propre service médico-scolaire alors que la plupart des communes ont confié ce domaine à la Ligue luxembourgeoise de Prévention et d'Action médico-sociale.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre quelles sont les communes qui disposent de leur propre service?

Quel est le mode de financement de la médecine scolaire?

Est-ce que la Gouvernment entend introduire la médecine scolaire dans l'éducation précoce?

Comment les statistiques fournies par les services médico-scolaires au Ministère de la Santé sont-elles traitées et évaluées?

Quelles sont les principales pathologies constatées ces dernières années auprès des élèves et quelles ont été les conclusions du Ministère notamment en matière de mesures de prévention?

Réponse (9.1.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Les communes qui disposent de leur propre service médical scolaire sont celles de Luxembourg, d'Esch/Alzette, de Dudelange, de Dudelange, de Rumelange et de Schiffange.

Un service de médecine dentaire scolaire indépendant fonctionne dans les communes de Luxembourg (en train d'être remis en place), Dudelange, Esch/Alzette, Diefendange, Bettembourg, Schiffange, Kayl, Mondorf, Sanem, Niederanven, Junglinster, Rambrouch, Contern, Bissen, Troisvierges et Reisdorf.

Les examens bucco-dentaires scolaires des autres communes sont effectués par les médecins-dentistes de la division de la médecine scolaire de la Direction de la Santé.

Au niveau de l'enseignement post-primaire, l'organisation de la médecine scolaire est prise en charge par la division de la médecine scolaire de la Direction de la Santé.

Les professionnels de santé (assistantes d'hygiène sociale, infirmière

graduée, infirmières) de la division de la médecine scolaire assurent l'encadrement des médecins scolaires. Les médecins scolaires agréés des différents établissements de l'enseignement secondaire et secondaire technique sont rémunérés par l'Etat.

D'après l'article 6 de la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire, les administrations communales sont chargées d'organiser la médecine scolaire (y compris la médecine dentaire scolaire) au niveau de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

Les médecins scolaires et médecins-dentistes scolaires agréés des établissements d'éducation préscolaire et d'enseignement primaire sont à charge du budget des administrations communales, à l'exception des médecins-dentistes de la division de la médecine scolaire auprès de la Direction de la Santé qui assurent les examens bucco-dentaires dans les communes ne disposant pas d'un propre médecin-dentiste scolaire.

Actuellement il n'est pas envisagé d'introduire la médecine scolaire dans l'éducation précoce étant donné que les mesures et examens de médecine scolaire sont obligatoires pour les élèves et qu'il est impossible d'imposer une mesure obligatoire dans le cadre d'un enseignement facultatif.

L'enregistrement des statistiques sur ordinateur est progressivement mis en place. L'évaluation des statistiques médicales scolaires est déjà possible pour l'enseignement secondaire et secondaire technique. Elle doit encore être perfectionnée en ce qui concerne l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire.

Parmi les principales pathologies constatées, il faut citer les problèmes de poids (notamment surcharge pondérale et obésité, parfois maigreur excessive), les problèmes musculo-squelettiques (mauvais maintien, attitude scoliotique, scoliose etc.) les déficiences visuelles, les problèmes de peau (eczéma, acné, mycose etc.). Les maladies chroniques et les allergies sont le plus souvent signalées par les parents ou les élèves plutôt que détectées lors des examens médicaux scolaires.

En ce qui concerne la médecine dentaire scolaire, il faut relever que depuis 1974, grâce aux examens et à l'éducation à l'hygiène bucco-dentaire, la carie dentaire est en constante régression.

S'agissant des mesures de prévention, il échet de relever que dans le cadre de la médecine scolaire une attention particulière est portée aux pathologies susmentionnées. Le suivi individuel de chaque élève a été amélioré au cours des dernières années. Les parents qui ont été avertis par écrit des anomalies constatées et qui n'ont pas consulté suite à cet avis sont contactés par téléphone, s'il s'agit d'un important problème de santé.

Une étude sur les indices de masse corporelle a eu lieu dans les écoles d'enseignement post-primaire au cours de l'année scolaire 2000/2001 pour évaluer l'ampleur et la distribution des cas de surcharge pondérale et d'obésité, afin de déterminer les principaux points d'intervention. L'étude sera finalisée sous peu. Elle permettra de cibler davantage les mesures de prévention.

Des conseils alimentaires et d'hygiène de vie (augmentation de l'activité physique et sportive) sont régulièrement donnés dans le cadre de la médecine scolaire avec distribution de brochures sur la nutrition saine et équilibrée. Par ailleurs mon Ministère vient d'éditionner en novembre 2002 un guide pratique de la restauration scolaire qui se propose d'être un outil de référence pour tous les acteurs qui œuvrent dans le domaine de l'alimentation des enfants et des jeunes.

Question 1952 (12.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le bilan de la réorganisation du système de garde de nuit des médecins généralistes:

Depuis quelques mois le nouveau système de garde de nuit des généralistes fonctionne dans notre pays.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre s'il dispose d'un premier bilan de cette réorganisation?

M. le Ministre n'estime-t-il pas qu'il faudrait étendre ce système aux week-ends et jours fériés?

Réponse (14.1.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Le comité d'évaluation prévu à la convention conclue avec l'AMMD en vue du service de remplacement de nuit des médecins généralistes a procédé à une première évaluation du service pendant les sept premiers mois de son fonctionnement, c'est-à-dire du 8 avril au 8 novembre 2002. Le nombre total des interventions s'est situé à 3.740, ou en moyenne à 17,5 par nuit, avec une fréquence dans les régions du Centre, du Sud et du Nord de respectivement 7,4, 5,6 et 4,5 interventions.

Le pic des interventions se situe au début du service de nuit, c'est-à-dire de 22 à 23 heures. Les interventions sont un peu plus nombreuses le samedi et le dimanche qu'en semaine.

En général il a été constaté que le système fonctionne bien, si on fait abstraction de quelques petits problèmes de maintenance de l'équipement ainsi que de problèmes d'hébergement des médecins et chauffeurs surtout dans la région du Nord.

Une décision sur une éventuelle extension du service sur l'ensemble du week-end, c'est-à-dire non limité à la période de la nuit, ne sera pas prise avant qu'une expérience d'au moins un an ait été acquise. D'ores et déjà il ne faut pas se cacher que pareille extension poserait un problème non négligeable de financement, sans parler de l'astreinte qu'elle ferait peser sur le corps médical.

Question 1953 (12.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le retard dans le paiement du solde aux volontaires de la formation policière:

Le premier octobre de cette année, 66 volontaires ont entamé leur formation policière.

Or, il me revient que ces volontaires n'avaient pas encore touché le solde au début du mois de décembre. Entre-temps ils ont bénéficié d'une avance sur cette solde.

Comme jusqu'ici le solde avait toujours été viré endéans le mois suivant le début de la formation, j'aimerais savoir de M. le Ministre, quelles sont les raisons de ce retard et ce que M. le Ministre entend entreprendre pour éviter de tels délais à l'avenir.

Réponse (31.12.2002) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Mon département a été informé par l'Administration du Personnel de l'Etat qu'elle a été dans l'impossibilité de verser pour les mois d'octobre et de novembre derniers les indemnités mensuelles aux membres de la quatrième promotion des volontaires de police, alors que les dossiers qui lui ont été communiqués se sont avérés incomplets.

Le Ministère de l'Intérieur a réagi promptement en faisant les démarches nécessaires pour accorder aux volontaires de police concernés une avance sur les montants dus. Parallèlement, j'ai fait élaborer des directives claires et précises afin de prévenir à l'avenir de tels incidents.

Question 1954 (12.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les projets de valorisation des friches industrielles:

Le projet de valorisation des friches industrielles situées dans les communes d'Esch/Alzette et Sanem bénéficie actuellement d'une grande priorité.

Comme des friches d'une étendue respectable sont situées dans d'autres communes du sud, j'aimerais savoir de M. le Ministre quel est l'échéancier pour la valorisation de ces terrains.

Quelle est la démarche qui sera suivie?

Réponse (24.1.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

En réponse à la question sur l'échéancier pour la revalorisation des friches industrielles, je voudrais renvoyer au rapport présenté en date du 31.5.2002 par le Ministre de l'Intérieur à la Chambre des Députés.

Il ressort de ce rapport:

- qu'au sud du pays, l'effort de reconversion de l'Etat se concentre actuellement sur les sites devenus disponibles à la suite du passage de la filière fonte à la filière électrique. (Accords conclus à l'issue de la tripartite sidérurgique du 24 avril 1996);
- que le Gie Ersid a fait établir en 1997 l'étude AGIPLAN qui comporte pour les 10 sites concernés par cette décision des propositions de reconversion et qui recommande de retenir quatre sites prioritaires, à savoir Belval-Ouest, Ehlerange, Terres-Rouges et Rodange. Cette proposition a trouvé à l'époque l'accord des communes;
- que la société de développement Agora travaille actuellement sur base de ces priorités;
- qu'un concept de reconversion en trois étapes a été défini (voir page 18 du rapport).

Ledit rapport souligne également la nécessité de situer le dossier des friches industrielles dans le contexte du plan régional Sud. Comme le syndicat régional PRO-SUD a été constitué au mois de décembre 2002, rien ne s'oppose à ce que les communes qui se sentent concernées par le thème de la reconversion initient à ce niveau la prise en considération de terrains en friches qui n'ont à l'époque pas été intégrés à l'étude AGIPLAN.

Question 1955 (12.12.2002) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'aide financière de l'Etat pour études supérieures:

D'Gesetz vum 22. am Broochmount 2000 regelt d'finanziell Bähëllef vum Stat un d'Héichschulstudenten. D'explizit Zil vum Gesetz ass „de faciliter l'accès aux études supérieures“ (Artikel 1). Et ass d'groussherzoglecht Reglement vum 5. am Wäimount 2000, dat d'Ausféierungsbestëmmunge vun dësem Gesetz klärt.

Onerklärecherweis fixéiert d'Reglement awer net nëmmen een Délai fir d'Erareeche vum entspreichende Formulaire, mä fir all Semester jee weils zwee Délai. Fir d'Wantersemester ass et fir d'éischt emol den 31. am Wäimount, wou d'Bähëllef ugefrot muss sinn (Artikel 2), deen zweeten Délai ass dann 30 Deeg drop am Allerhellgemount (Artikel 3). Et ass nämlech eréischt op d'Ufro vum Student hin, datt him den entspreichende Formulaire zouggeschéckt gëtt. Dëse muss da bis spëitstens den 30. am Allerhellgemount, mat den entspreichende Piëcen, eragereecht ginn.

Dësen dueblen imperativen Délai gëtt vu ville Betraffenen als bürokratesch Schikan gewäert. Zumools well de Student all Kéiers risquéiert fir sechs Méint all staatlech Ënnerstützung ze verléieren.

Dofir dës Froen:

- Wéivill Studenten hunn dëst Joer, entweder fir d'Summersemester oder fir d'Wantersemester, wéinst dem Iwwerschreide vun engem vun dësen zwee Délai, hir Bähëllef verweigert kritt?
- Wat ass de Grond fir deen éischten imperativen Délai? Géing den Délai fir d'Erareeche vum Formulaire, den 30. am Allerhellgemount, net duergoen?
- Firwat mussen déi Formulaire schrëftlech ugefrot ginn, kann ee se net och op de Gemengen, am Cedies oder um Internet (dat géing hautdësdays de Studenten am meeschten entgéintkommen a wier e konkreten einfach ze realiséierende Schratt a Richtung „egovernment“ zougängelech maachen)?

Réponse (30.1.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- De Service vun den Studienbähëllef vum Cedies huet 7.009 Demandë fir e Questionnaire geschéckt kritt. Vun deene 7.009 Demanden hunn der 48 (1,46%) net konnten ugeholl ginn well den Delai vum 31. Oktober 2002 verpasst gi war. De Service vun den Studienbähëllef huet 6.046 Questionnairen zeréckgeschéckt kritt. Vun deenen 6.046 Questionnaire sinn der 35 (1,73%) refuséiert ginn well se nom Délai vum 30. November 2002 an der Post gestempelt gi sinn.
- Well ëmmer mei Studenten d'Studienbähëllef vum Stat ufroen (4.153 Dossiere fir 1199/2000, 5.021 Dossiere fir 2000/2001, 5.688 Dossiere fir 2001/2002) a well déi administrativ Aarbecht domat natierlech zouhëllt huet de Legislatuer decidéiert en Délai fir d'Erareeche vun der Demande vum Questionnaire ze fixéieren. Den Délai ass den 31. Oktober, well ee kann dovun ausgoen dass zu deem Zäitpunkt all Jonke misst wëssen ob en an deem akademesche Joer studéiert oder net. De Student deen de Questionnaire dann um allerleschten Délai ufreet huet awer dann nach ee Mount Zäit, bis den 30. November, fir en ze complétéieren.
- De Cedies huet bei der CNSI e Projet „egovernment“ deposéiert an deem et drëm geet en interaktiven Internet site „étudesbähëllef“ opzebauen, fir et esou dem Student ze erlabe seng Demande iwwer Internet ze maachen a sai Questionnaire och iwwer Internet auszufüllen.

Question 1956 (13.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les plans de développement dans le domaine du logement:

Lors de sa déclaration sur l'état de la Nation en 2001, M. le Premier Ministre avait annoncé des aides majorées en matière d'infrastructures scolaires et sociales en faveur des communes qui sont disposées à accepter de nouveaux projets de lotissements.

Cette année, lors de sa déclaration sur l'état de la Nation, M. le Premier Ministre a nuancé ces promesses en annonçant que le Ministre de l'Intérieur serait chargé de l'élaboration de plans de développement dans le domaine du logement avec un nombre restreint de communes.

Comme depuis lors il n'y a pas eu d'actions dans ce domaine, j'aimerais savoir de M. le Premier Ministre avec quelles communes de tels accords ont été conclus et quel est le cas échéant leur contenu?

Réponse (30.1.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

A ce stade, la réflexion menée par le Ministère de l'Intérieur au sujet des plans de développement du logement annoncés par M. le Premier Ministre lors de sa déclaration sur l'état de la Nation a déjà abouti à certaines conclusions en ce qui concerne l'objet précis, le choix des communes pouvant bénéficier de cette mesure et le cadre législatif des dits plans.

Compte tenu du fait que d'une part, la fonction du logement nécessite en complément la création des infrastructures scolaires et sociales évoquées par l'honorable député et que d'autre part, il échoit de promouvoir une mixité des fonctions dans les agglomérations, il est proposé d'élargir la portée des plans en question à l'ensemble des fonctions urbaines (logement, formation, culture, loisirs, activités économiques compatibles avec l'habitat, commerces...). Voilà pourquoi il est préférable de parler de contrats de développement plutôt que de contrats-logement seulement.

Le choix des communes devra être effectué par référence aux objectifs du programme directeur et sur base de données actuelles, complètes et fiables.

En ce qui concerne le premier point, il convient de contacter en priorité les communes qualifiées par ledit programme directeur de centre de développement et d'attraction, respectivement de centre de délestage ceci en vue de matérialiser sur le terrain la notion de déconcentration concentrée.

Les communes concernées par la revalorisation de friches industrielles devraient également être englobées dans la démarche pour autant qu'elles ne constituent pas déjà un CDA.

En ce qui concerne les données de référence, il convient de relever que le concept intégratif de l'aménagement du territoire et des transports (IVL= Integratives Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept) développera entre autres des propositions au sujet des fonds à urbaniser compte tenu des impératifs d'un développement durable et des objectifs du projet de programme directeur. Il est dès lors indispensable de faire le lien avec les travaux en question qui avancent rapidement et qu'il est prévu de conclure au mois de septembre 2003.

La prise en considération de tous les éléments évoqués ci-dessus permettra d'aboutir dans un contexte plus global à des propositions cohérentes et ciblées.

Dans le contexte des plans de développement à conclure il faudra par conséquent analyser au moment où les propositions mentionnées ci-dessus seront disponibles et compte tenu des instruments existants au niveau de l'aménagement

du territoire (loi de 1999) respectivement de l'aménagement communal (loi de 1937) quelle solution il convient de retenir à ce niveau. A noter encore que le projet de loi N°4486 concernant le développement urbain et l'aménagement prévoit un certain nombre de nouveaux instruments qui pourraient être appliqués dans ce contexte (zones de développement, zones à restructurer et réserves foncières).

En ce qui concerne le volet financier, il a été question d'un «effort supplémentaire» à fournir par l'Etat. Il faudra donc clarifier à la fois la nature, l'objet et l'envergure de cette aide financière supplémentaire.

A noter finalement que pour ne pas renchérir le coût des terrains, le Ministère de l'Intérieur a d'ores et déjà relevé les contributions financières accordées par l'Etat aux communes pour leur alléger la charge financière relative à leurs obligations légales en matière de réalisations d'infrastructures scolaires.

Question 1958 (13.12.2002) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le logement des médecins généralistes lors du service de garde à la Clinique Saint Louis:

Actuellement les médecins du Nord exercent leur garde de nuit dans des conditions déplorables. Ainsi les médecins doivent passer la garde dans une chambre à la Clinique Saint Louis d'Ettelbruck sans pouvoir se déplacer en dehors de cette chambre pour se servir par exemple une boisson dans un automate situé à un étage différent. Les médecins risquent de réveiller les autres personnes ayant garde à l'hôpital, lorsque par exemple le téléphone sonne. L'administration de l'hôpital refuse de mettre à disposition des médecins une prise d'électricité permettant de chauffer la voiture de service en période hivernale.

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Est-ce qu'il existe une autre possibilité de logement des médecins généralistes de garde; par exemple dans un autre établissement, qui permettrait de meilleures conditions de travail?
- Quel est le loyer par mois demandé par la Clinique Saint Louis d'Ettelbruck pour le stationnement de la voiture de service des médecins de garde?
- Est-ce que dans la nouvelle clinique à construire à Ettelbruck des chambres ont été prévues pour les médecins généralistes?

Réponse (14.1.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Il est un fait que les conditions d'hébergement à la Clinique Saint Louis d'Ettelbruck dans lesquelles les médecins généralistes assurent la disponibilité pour le service de nuit dans le Nord du pays sont peu satisfaisantes.

Aussi un accord a-t-il été trouvé avec le Centre hospitalier neuropsychiatrique pour la mise à disposition de locaux adéquats à partir du 1er avril de l'année en cours.

L'hôpital qui héberge le service de remplacement touche de la part de l'Etat un forfait de 1.000 /mois par médecin, soit de 2.000 /mois dans la région du Nord. Ce forfait s'entend pour la mise à disposition du logement adéquat des médecins et chauffeurs pendant le service, mais aussi d'un parking pour la voiture de service ainsi que pour la maintenance du matériel.

Question 1959 (13.12.2002) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le Centre militaire „Härebierg“:

Aus dem „Programme pluriannuel des dépenses en capital“ geet ervir, datt gréisser Aarbechten um Militärkomplex Härebierg bei Direkch geplangt sinn. Och gëtt mer gesot, datt eng Vergréisserung vun de Kasären ëm circa 50% geplangt wär. An deem Zesammenhang wëll ech lech folgend Froe stellen:

- Wat fir Aarbechte sinn um Härebierg virgesinn, a wat solle se kaschten?
- Ginn dës Aarbechten iwwert de Budget vun der „Administration des Bâtiments publics“ realiséiert?
- Wat fir Marchéen (inklusive Etüden, Pläng asw.) si bis haut zougedeelt, an am eenzelnen no wat fir enger Prozedur (soumission publique, soumission restreinte, marché de gré à gré...)?
- Stëmmt et, datt déiselwécht auslännesch Firma (B.-O.), déi beim Pei-Musée mat der Koordination beoptraagt ass, och um Härebierg mat Aarbechte chargéiert ass?
- Wa jo, wat sinn déi wichtegst Bestëmmunge vun dësem Marché? Wéi ass et zu dësem Marché komm? Hu Lëtzeburger Büren déiselwecht Chance gehat, fir un dësem Marché deelzehuelen?

Réponse (30.1.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

Zu der 1. Fro ass ze preziséieren, datt den Budget 2003 engersäits bei dem «Fonds d'investissements publics administratifs» «loi budgétaire» 3 Projeten am Interesse vum Härebierg virgesäit.

Et handelt sech ëm d'Konformisation vum Schéisstand Bleesdall, déi 1.240.000 € kascht, de Bau vu Munitionsdepoten, déi 2.850.000 € kaschten an d'Astandsetzung vun 3 Pavillons-type, déi 6.000.000 € kaschten. Et wär ze bemierken, datt de Bau vun de Munitionsdepoten eventuell am Kader vun engem Vergréisserungsprojet vum Härebierg, vun deem mir duerno schwätzen, ausgefouert gëtt.

Den Artikel 34 „Frais d'études“ gesäit anersäits Kréditter vir, fir Etüde vum der Vergréisserung, der Transformation an der Renovation vun der Kasär Härebierg ze maachen. Et gëtt nachguer keng Estimatioun vun Käschtenpunkt. Bis elo ass nëmmen ee spezialiséierte Büro beoptraagt ginn, fir eng Etüd ze maachen iwwert d'Besoinne vun der Arméi.

Zu der 2. Fro ass ze soen, datt all dës Projeten op de Budget extraordinaire vum Departement vun den öffentleche Baute imputéiert ginn.

D'Prozedur fir den Zouschlag vun den gefrotten Aarbechten (Fro 3) ass déi folgend fir déi verschidde Projeten:

Et wär fir d'éischt ze bemierken, datt d'Kontrakter mat den Architekten an Ingenieurbüroen am Kader vu marchés de gré à gré gemaach ginn. Duerch den Ordre légal vun dësem Beruffer ginn d'Prestatiounen aus dem normale Spill vun der Konkurrenz erausgeholl. Et ass dofir net méiglech eng öffentlech Ausschreibung ze maachen.

- Schéisstand Bleesdall: zur Zäit sinn nëmmen eng topographesch Levée a Virbereedungsarbechte beoptraagt ginn, déi keng Approbatioun vum Regierungsrat brauchen
- Munitionsdepoten de Regierungsrat huet de prinzipiellen Accord fir eng Kontraktsschlëssung mat dem Architekt L. Weisgerber an den Ingenieurbüroen J. Kenkel a Luxengineering Bevilacqua et Ass.

ginn, mä d'Kontrakter sinn nach net approvüiert (marché de gré à gré)

c) Pavillons-type:

Nom Accord vum Regierungsrat si Kontrakter mam Büro Berenschott F. Thoma an dem Ingenieurbüro SGI ofgeschloss ginn (marché de gré à gré). D'Bordereuen an d'Devisé vum Gros-oeuvre a vun den Elektresch-, Sanitär- an Heizungsarbeiten sinn approvüiert (öffentlech Ausschreibungen).

d) Vergrößerung vun der Kasären:

No dem prinzipiellen Accord vum Regierungsrat ass e Kontrakt mam Büro Berenschott Osborne ofgeschloss gi fir eng Etüd ze maachen (marché de gré à gré).

Wat de 4. Fro ugeet, geet jo aus dem Abschnitt virdrun ous, dass e Kontrakt mam Büro Berenschott ofgeschloss ginn ass. Si sollen eng Etüd maachen, wéi d'Bedierfnisser un Infrastrukture fir de Militärkomplex zu Dikrech an den Etat major vun der Arméi an der Stad sinn. Op Basis vun de Wësch vun der Arméi schafft de Büro Berenschott e Programm vun deenen Aarbechten aus, déi gemaach musse ginn. Fir de Moment geet d'Missioun vun Berenschott net méi wäit.

Zur 5. Fro muss ee feststellen, dass et no eisem Wëssen kee Lëtzebuerger Büro gëtt, deen esou eng Etüd mécht. Dofir musse mir op auslännesch Büros zréckgräifen. Mir hunn de Büro Berenschott erausgesicht, well déi aner auslännesch Büros déi mir kenne fir de Moment nach mat Missiounen op anere vum eise grouse Schantercher beschäftigt sinn, an dofir net direkt dës nei Missioun erfëlle konnten.

Question 1960 (13.12.2002) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant la soumission publique pour la transformation des wagons „Shimms“:

Le constat que le domaine du fret de la SNCFL est déficitaire n'est pas nouveau. Cet état des choses est dû à toute une série de causes, notamment à la situation concurrentielle qui favorise nettement le secteur du transport de marchandises par route ou encore à l'absence d'une politique volontariste en matière de développement et d'entretien de l'infrastructure ferroviaire.

Prenons l'exemple des ateliers des CFL à Pétange, qui présentent de bonnes performances et dont les réalisations entrent en compte dans le calcul du bilan du domaine du fret de la SNCFL. Il semble évident que de tels ateliers, qui possèdent du personnel qualifié et compétent et qui disposent d'équipements adéquats, puissent pouvoir effectuer les plus divers travaux qui entrent dans leurs compétences. Il y a à peu près dix ans déjà, une des tâches qui a été accomplie dans les ateliers de Pétange consistait en une transformation de la catégorie de wagons «Shimms». En effet, le travail de remplacement des toits télescopiques en métal de ces wagons par un système de bâches a toujours donné une grande satisfaction. Or, maintenant le plan de travail des CFL pour 2003 prévoit une transformation de 50 wagons supplémentaires du type précité, et d'après le Journal officiel des Communautés européennes les CFL ont décidé de procéder à une soumission publique pour ces travaux sans même avoir proposé aux ateliers de Pétange d'effectuer lesdits travaux.

Cet état des choses semble indiquer une tendance inacceptable vers une privatisation progressive, et qui plus est, la possibilité de fai-

re effectuer les travaux en question par une entreprise privée engendrerait des coûts considérablement plus élevés que s'ils étaient effectués dans les ateliers CFL de Pétange.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à M. le Ministre des Transports et de l'Economie:

- M. le Ministre peut-il me préciser comment il est possible que la décision de procéder à une telle soumission publique ait pu être prise et à quel niveau elle a été prise?

- Pour quelles raisons les travaux en question n'ont-ils pas été accordés aux ateliers de Pétange qui disposent déjà du personnel et des équipements nécessaires?

- Doit-on conclure que la tendance des CFL consistera dorénavant en une réduction progressive des travaux à effectuer par les ateliers de Pétange? Existe-t-il une intention de poursuivre dans le sens de privatisations telles que celles illustrées plus haut?

Réponse (17.1.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

La question sous examen se subdivise en deux parties.

La première partie de l'intervention de l'honorable député concerne une analyse de la compétitivité des CFL. Cette analyse repose sur un certain nombre de prémisses inexactes qu'il convient de redresser pour ne pas induire inutilement en erreur un lecteur non averti.

Je partage le constat que l'activité fret des CFL est déficitaire se soldant par un excédant de dépenses qui de 25 millions d'euros actuellement a tendance à passer à 65 voire 70 millions d'euros en 2009. Conformément aux dispositions de l'article 7 de la loi du 28 mars 1997 ayant e.a. amendé les statuts des CFL, l'Etat peut apporter son concours financier à la couverture de ce surcoût jusqu'en 2009. Mais du vœu des auteurs de la loi de 1997 les CFL devront être à même de présenter à partir de cette échéance des coûts en équilibre pour l'ensemble des activités relevant de leur autonomie de gestion, dont notamment l'activité fret par chemin de fer.

Les initiatives prises par l'actuel Gouvernement qui tendent notamment à mettre définitivement un terme à la présence d'un secteur des transports routiers virtuel au Luxembourg, et qui ont créé le cadre pour lutter de façon efficace contre les sociétés „boîtes aux lettres“ ou contre l'emploi d'un personnel de conduite non convenablement protégé en matière de sécurité sociale et de législation du travail, sont faites pour supprimer les distorsions de concurrence entre le rail et la route. Je n'ai pas besoin de rappeler que pendant les 15 ans antérieurs la politique volontariste des gouvernements précédents a attiré des transporteurs routiers au Luxembourg grâce à un démarchage actif et grâce à la création d'un cadre favorisant la gestion internationale de leurs activités à partir de centres décisionnels virtuellement établis au Luxembourg.

Un troisième point de cette première partie de l'intervention comporte le reproche d'une politique volontariste défailante en matière de développement et d'entretien de l'infrastructure ferroviaire. Sur ce point l'honorable député fait encore erreur.

J'en prends pour témoins la dotation et les dépenses du Fonds du rail à partir de sa création en 1995 tant pour ce qui est des investissements qu'en ce qui concerne l'entretien courant:

	1995	1996	1997	1998	1999
dotations budgétaires					
- investissements	12.394.676	12.394.696	7.436.806	7.436.806	7.436.806
- gestion courante	82.109.847	84.540.269	59.548.437	57.540.153	66.931.252
- alimentation supplémentaire (plus-values budgétaires)	18.592.014	7.436.806	45.860.302	37.184.029	/
total	113.096.537	104.371.771	112.845.545	102.160.988	74.368.058
dépenses					
- investissements	22.250.288	33.999.603	28.696.415	35.395.693	23.666.457
- gestion courante	82.109.772	85.196.387	64.636.604	64.448.792	73.026.610
total	104.360.060	119.195.990	93.333.019	99.844.485	96.693.067

* sur base du décompte de janvier-septembre 2002

J'ajouterais que, nonobstant la réduction des rentrées fiscales et la diminution concomitante générale de la dotation des fonds d'investissement de l'Etat à partir du budget de l'Etat pour 2003, le Fonds du rail bénéficie en matière d'investissement de dotations progressant de l'ordre de 50, 20 et 15,5 % entre 2003 et 2006, la norme de progression pour l'ensemble des autres fonds étant limitée à 8%. Cette évolution fait qu'à partir de 2006 le niveau des crédits gérés par le Fonds du rail dépassera pour la première fois celui des dépenses du Fonds des routes. Depuis la loi du 24 juillet 2000 j'ai dans cet ordre d'idées soumis à l'approbation de la Chambre des Députés des projets d'envergure (c.-à-d. des projets dont le coût individuel dépasse le seuil de 7,5 millions d'euros) d'un ordre de grandeur de 890,4 millions d'euros. Ce relevé sera complété en 2003 par les projets de loi suivants

- raccordement ferroviaire de Kirchberg et de Findel;
- antenne ferroviaire Belval-Usines - Belval-Mairie à l'orée sud de Belval-Ouest;
- réaménagement de la tête Nord de la Gare de Luxembourg et construction d'un nouveau pont ferroviaire parallèle au viaduc de Stadtgrund.

Parallèlement j'estime pouvoir finaliser les avant-projets sommaires pour la réalisation d'une ligne nouvelle entre Esch-sur-Alzette et Luxembourg et pour le dédoublement de la ligne Bettembourg-Luxembourg, tout comme je suppose que la Chambre des Députés approuvera encore au cours du 1er semestre 2003 le projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement du TGV Est-européen et de sa prolongation vers Luxembourg.

Quant au deuxième volet de l'intervention comportant les questions proprement dites, je me permets de renvoyer à ma réponse du 10 janvier 2003 à la question parlementaire N°1948 qui traite du même sujet (cf. ci-avant).

Question 1962 (16.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le cours d'éducation morale et sociale dans l'enseignement primaire:

Par la loi du 10 juillet 1998, portant modification des articles 22, 23 et 26 de la loi modifiée du 10 août 1912 sur l'organisation de l'enseignement primaire, le Gouvernement avait introduit l'obligation pour la création de l'éducation morale et sociale dans notre enseignement primaire.

J'aimerais dès lors savoir de Mme la Ministre si cette offre fonctionne actuellement dans toutes nos communes?

Quelle est la proportion des élèves qui fréquentent le cours d'éducation morale et sociale dans l'enseignement primaire?

Réponse (20.1.2003) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

Des cours d'éducation morale et sociale sont offerts dans toutes les communes du pays. Il convient cependant de noter que dans certaines classes, tous les élèves étant inscrits dans le cours d'ins-truction morale et religieuse, il n'y a pas lieu de faire fonctionner un cours d'éducation morale et sociale.

Pour l'année scolaire 2002/2003 un total de 5.992 enfants sont inscrits dans les cours d'éducation morale et sociale ce qui équivaut à 18.73%. Le détail des inscriptions suivant les différentes années scolaires est repris dans le tableau ci-après.

1 ^e année d'études	15.07%
2 ^e année d'études	17.45%
3 ^e année d'études	16.39%
4 ^e année d'études	19.74%
5 ^e année d'études	21.56%
6 ^e année d'études	24.28%

Question 1963 (16.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la construction de nouvelles écoles primaires:

Les communes qui se proposent de construire de nouvelles écoles primaires ou préscolaires bénéficient de la part du Ministère de l'Intérieur de subsides de l'ordre de 0 à 45%.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre quelles sont les écoles communales qui ont bénéficié ces dernières dix années de subsides de la part du Ministère de l'Intérieur?

Quel a été pour les différents projets le coût d'investissement total par projet et quelle a été la participation de l'Etat au coût total des différents bâtiments?

Quels sont les éléments subventionnables dans le domaine des écoles primaires et préscolaires?

Quelles sont les raisons pour lesquelles les rénovations des bâtiments scolaires du primaire et préscolaire ne sont pas subventionnables?

Existe-t-il des exceptions à cette règle et les cas échéant lesquelles?

Réponse (30.1.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Les aides du Ministère de l'Intérieur dans le domaine des constructions scolaires varient suivant les différents types d'enseignement.

En ce qui concerne l'enseignement primaire, on distingue entre écoles primaires centrales et écoles primaires non centrales.

Pour les écoles primaires centrales regroupant toutes les classes de l'enseignement primaire d'une commune ou bien des classes de

l'enseignement primaire de plusieurs communes, le subside du Ministère de l'Intérieur s'élève à 50% d'un plafond subventionnable de 275.000 euros par salle de classe supplémentaire créée. Dans la déclaration du Gouvernement sur la situation économique, sociale et financière du pays, le Premier Ministre avait annoncé le 7 mai 2002 une plus grande participation de l'Etat aux frais d'infrastructure résultant pour les communes de l'évolution de la population. Dans ce contexte le taux d'intervention pour les écoles primaires centrales vient d'être augmenté à 75% et ce rétroactivement pour les engagements pris à partir du 1^{er} janvier 2002. Cette aide promotionnelle est destinée à inciter les communes à regrouper toutes les classes primaires de leur commune ou bien des classes primaires de plusieurs communes ce qui permet de mettre à disposition des élèves, à côté des salles de classe proprement dites, une meilleure infrastructure pour les autres activités scolaires et parascolaires comme des salles d'informatique, des salles de musique, des petites salles pour les cours d'appui, des salles de gymnastique, des cantines etc. La présence d'un nombre plus élevé de classes dans le bâtiment garantit une diminution du coût de construction par salle de classe et une utilisation plus rationnelle des infrastructures annexes.

Les subsides accordés pour les écoles primaires non centrales et préscolaires de même que ceux qui seront alloués après 2005 pour les infrastructures de l'éducation précoce constituent une aide au budget de la commune lorsque celle-ci est obligée d'investir dans les infrastructures et équipements relevant de ses missions de base. La construction de salles de classe relève depuis 1912 de la compétence et de la responsabilité des communes qui partant sont obligées d'y affecter prioritairement leurs deniers publics. Comme il s'agit d'un effort financier important surtout pour les communes les plus faibles, le Ministère de l'Intérieur accorde des subsides de „compensation“ variables avec la situation financière de la commune. Dans ce contexte je me permets de rappeler mes réponses aux questions parlementaires N°221 du 18 février 1997 de M. le Député Mars Di Bartolomeo et N°341 du 25 avril 1997 de M. le Député Niki Bettendorf (cf. *comptes rendus N°8/1996-1997 et N°12/1996-1997*).

Les salles de classe du primaire ne répondant pas aux critères d'une école centrale sont subventionnées à raison de 0 à 40%, suivant la situation financière de la commune, d'un plafond de 275.000 euros par salle de classe. Le taux vient d'être relevé de manière à avoir un taux variant de 25 à 65% suivant la situation financière de la commune pour les engagements pris à partir du 1^{er} janvier 2002.

Pour ce qui est de l'enseignement préscolaire, les communes bénéficient d'un taux allant de 0 à 40%, en fonction de la situation financière de la commune, d'un plafond de 325.000 euros par salle de classe. Ce taux variera de 25 à 65% pour les engagements pris à partir du 1^{er} janvier 2002.

La situation financière de la commune est appréciée sur base d'une moyenne sur six ans du rendement de l'impôt commercial.

En ce qui concerne l'éducation précoce, le Ministère de l'Intérieur accorde un subside de 50% d'un plafond subventionnable maximal de 400.000 euros par salle de classe. Il est prévu d'augmenter ce taux fixé par la loi budgétaire à 75% pour tous les engagements pris et futurs concernant des infrastructures pour l'éducation précoce. Le Ministère de l'Intérieur proposera cette augmentation dans le cadre de la préparation du budget pour l'année 2004. Ces aides à taux fixe ne seront cependant accordées que jusqu'en 2005 pour promouvoir la réalisation rapide de ces infrastructures. Passé ce délai le régime ordinaire pour les infrastructures de base (taux variable de 25 à 65%) sera également applicable pour les infrastructures de l'éducation précoce.

En principe, un subside ne peut être accordé, quel que soit le type d'enseignement, que si des salles de classe supplémentaires répondant aux normes prescrites sont créées. Dans certains cas, les communes peuvent également toucher des subsides pour l'exécution de travaux d'envergure ayant pour objet l'adaptation aux besoins pédagogiques et de sécurité d'écoles existantes à condition toutefois que ces écoles aient fonctionné depuis au moins 20 ans et que l'état obsolète des infrastructures respectivement l'état de vétusté de la construction ne laissent plus aucun choix à la commune. Dans ces cas, le plafond subventionnable par salle de classe varie suivant l'état du bâtiment existant apprécié de cas en cas. Cette détermination de l'aide laisse aux communes la liberté et la responsabilité de décider en toute objectivité si elles préfèrent maintenir l'ancien site de l'école en raison de sa situation centrale par exemple, respectivement si elles préfèrent procéder à une nouvelle construction en un autre endroit. De cette manière, la politique d'aide reste neutre et ne risque pas d'inciter les communes à abandonner les bâtiments existants au détriment de nouvelles constructions pour des considérations de subsides uniquement. Il va sans dire que les travaux d'entretien courant exécutés par un seul corps de métier (p. ex. peinture, chauffage, toiture, etc.) ne sont pas éligibles pour un subside.

Le Ministère de l'Intérieur ne dispose pas des données statistiques demandées par M. le Député.

Question 1964 (16.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la vente d'alcool à des enfants:

Le „Centre de prévention des toxicomanies“ dans le bilan relatif à la campagne „Keen Alkohol ënner 16 Joer, mir halen eis drun“, relate qu'environ 10% des jeunes entre 12 et 13 ans, 23,4% des jeunes de 14 ans et près de la moitié des jeunes de moins de 15 à 16 ans admettent de consommer plus ou moins régulièrement de l'alcool qu'ils se procurent dans des supermarchés, des stations-service respectivement dans des bistros.

Même si cette enquête n'a pas la prétention d'être complète, elle a le mérite de renseigner sur un phénomène qui mérite réflexion et réaction.

J'aimerais dès lors savoir des membres du Gouvernement concernés quelle est la situation légale dans ce domaine?

Quelle est l'attitude du Gouvernement face aux résultats de cette enquête dans laquelle un nombre non négligeable de revendeurs d'alcool reconnaissent avoir vendu de l'alcool à des enfants?

Quelles sont les mesures préconisées en matière de prévention, d'information et de respect de la législation dans le domaine de la vente d'alcool à des enfants?

Réponse commune (19.2.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

La loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets prévoit, en son article 20, qu'il est interdit de recevoir dans un débit de boissons des incapables majeurs et des mineurs de 16 ans, non accompagnés par leur représentant légal ou la personne exerçant sur eux l'autorité parentale ou par toute autre personne âgée de plus de 18 ans en ayant la charge ou la surveillance. Il est fait exception à cette interdiction en ce qui concerne les mineurs de 16 ans en voyage ou obligés de prendre leurs repas hors de leur domicile ainsi qu'en cas de festivités organisées à l'intention des mineurs. Le même article interdit expressément de servir ou d'offrir des boissons alcooliques à des mineurs de 16 ans.

L'article 14 de la même loi prévoit encore notamment que l'installation d'appareils automatiques distribuant des boissons alcooliques directement à la clientèle est interdite. Cette interdiction ne concerne pas les appareils distributeurs placés dans les hôtels autorisés à exploiter un débit, à condition que ces appareils soient normalement accessibles aux seuls résidents de l'hôtel.

Les infractions aux articles 14 et 20 précités sont punies d'une amende de 251 à 1.000 euros.

L'article 21 de la loi modifiée du 29 juin 1989 punit, d'une manière générale, d'une amende de 500 à 2.000 euros celui qui fait boire jusqu'à l'ébriété un mineur âgé de moins de 16 ans accomplis. Si le coupable exerce la profession de débitant de boissons, cette peine est portée au double.

Il y a lieu de relever par ailleurs que la loi du 15 juillet 1993 concernant les débits de boissons non alcooliques punit d'une amende de 500 à 10.000 euros le débitant d'un débit de boissons non alcooliques à consommer sur place, tels que les salons de consommation, milk-bars, snack-bars, crémeries et restaurants sans débit de boissons alcooliques qui servent des boissons alcooliques.

A l'initiative du Ministre de la Santé, dans un accord signé le 28 mai 1991, les producteurs, distributeurs et vendeurs de boissons alcoolisées au Luxembourg se sont ralliés à un code déontologique de la publicité en faveur des boissons alcoolisées qui bannit entre autres la publicité dans les écoles, institutions sociales et de santé, lieux de travail, les publications qui s'adressent particulièrement aux enfants, jeunes gens et sportifs ainsi que certains messages publicitaires à caractère incitatif pour des mineurs.

En novembre 2000, une campagne médiatique visant à prévenir l'abus d'alcool a été lancée sur l'ensemble du territoire luxembourgeois en collaboration avec le Centre de Prévention des Toxicomanies (CePT) et le Ministère de la Santé, mettant à l'avant plan la responsabilité personnelle des jeunes et des adultes ainsi que des adultes envers les jeunes. Sous le slogan, «pas d'alcool aux jeunes de moins de 16 ans» les restaurants, cafés, stations-service et supermarchés ont été appelés à ne pas servir ni vendre de l'alcool aux moins de 16 ans.

Une conférence de presse, des annonces presse, des interviews, un mailing d'affiches, de brochures et de vitrophanies à accoler sur les vitrines des commerces ont été or-

ganisés. Cette campagne a été réalisée avec le soutien de l'Horesca et de la Chambre de Commerce.

Une évaluation ultérieure a montré que la fréquence des refus de délivrer de l'alcool à des jeunes de moins de 16 ans a augmenté par l'effet de cette campagne. Le CePT continue d'utiliser et de diffuser le matériel de cette campagne qui a été inclus dans le matériel scolaire et fait partie intégrante du projet «Suchtprävention an der Gemeng» qui englobe actuellement 15 communes.

Des annonces sur le thème sont faites également régulièrement dans tous les journaux avant les jours fériés.

Le Gouvernement envisage une relance de cette campagne, notamment dans les grands supermarchés.

En ce qui concerne les différentes structures d'accueil placées sous la tutelle du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse - tels que internats socio familiaux, centres d'accueil avec hébergement pour enfants et jeunes adultes, maisons d'enfants de l'Etat ou centres socio-éducatifs de l'Etat - les chargés de direction respectifs soutiennent activement les initiatives et campagnes menées par les services spécialisés et offrent une prise en charge particulière aux adolescents dans le chef desquels une consommation abusive d'alcool a été établie.

Question 1965 (16.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant le volume des investissements publics dans la construction:

Récemment le Gouvernement a reçu les représentants des entreprises de construction luxembourgeoises pour un échange de vues sur la situation dans la construction.

Dans ce cadre les entreprises se sont plaintes d'une régression sensible des adjudications publiques et de leur carnet de commandes.

J'aimerais dès lors savoir de Mme la Ministre si elle peut confirmer cette évolution et quelle en est le cas échéant la cause, étant donné que le volume des investissements publics dans la construction n'a pas fléchi?

Réponse (30.1.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:

En réponse à la question parlementaire N°1965 de M. le Député Mars Di Bartolomeo, il y a lieu de confirmer que le volume des investissements publics dans la construction n'a pas fléchi.

Ainsi les sommes dépensées restent élevées, ceci tant dans le domaine des bâtiments de l'Etat que dans celui des infrastructures routières.

Il est vrai que les représentants des entreprises de construction luxembourgeoises m'ont fait part de leurs soucis, notamment en ce qui concerne une régression de leurs carnets de commandes.

Principalement concernées par ces ennuis sont celles des entreprises oeuvrant majoritairement dans le domaine de la construction des routes.

A signaler dans ce contexte que le programme des chantiers de la voirie normale dont les dépenses sont imputées à charge des crédits du budget extraordinaire, continue à évoluer positivement.

Ainsi, pour ce qui est du redressement et de l'aménagement des routes nationales, les crédits votés

se sont chiffrés à 18.400.000 € pour l'exercice 2002 et à 19.000.000 € pour l'exercice 2003.

En ce qui concerne les chemins repris, les crédits afférents de l'exercice 2003 s'élèvent à 26.500.000 € et se situent ainsi au même montant élevé que pour l'exercice 2002.

A noter qu'en fin d'exercice les crédits dont question sont généralement entièrement absorbés.

Dans le domaine de la grande voirie, les investissements à charge des crédits du Fonds des routes continuent aussi à évoluer à un haut niveau.

Toutefois, les entreprises luxembourgeoises semblent moins profiter de ces adjudications souvent très substantielles en volume, dû au fait qu'il s'agit surtout d'importants travaux en relation avec la construction de tunnels, travaux pour lesquels des capacités respectivement des spécialisations exceptionnelles sont requises. Comme les firmes indigènes ne peuvent pas toujours répondre à ces contraintes, bon nombre de commandes sont adjudgées à des sociétés ou groupes étrangers.

Question 1966 (16.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la modernisation du secteur hospitalier:

Le Gouvernement vient de décider un certain nombre d'adaptations à la loi de financement des établissements hospitaliers de 1999. Ces modifications correspondent à une enveloppe de quelque 70 millions d'euros.

Force est de constater que certains projets dont le coût a évolué depuis le vote de la loi de 1999 sont exclus du projet de loi récemment évacué par le Gouvernement.

Dans ce contexte je ne citerais que le „Rehazenter“ dont le coût a doublé, le nouvel hôpital d'Ettelbruck confronté à un coût supplémentaire de 25 millions d'euros.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre si un deuxième projet de loi concernant le financement des hôpitaux est prévu par le Gouvernement?

Quels sont les établissements concernés et quelle en sera l'enveloppe globale nécessaire à la modernisation du secteur hospitalier?

Réponse (9.1.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Aucun projet n'a été exclu du champ d'application du projet de loi autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers.

Toutefois les montants prévus pour certains projets hospitaliers, pour lesquels un dépassement de l'enveloppe prévue par la loi de 1999 s'impose, n'ont pas fait l'objet d'un amendement à ce stade, du fait que je ne détiens pas encore de renseignements fiables sur les montants exacts des éventuels coûts supplémentaires.

Tel est notamment le cas pour les projets cités par l'honorable député.

En ce qui concerne plus particulièrement le „Rehazenter“ j'attends un projet pour fin janvier, qui sera soumis ensuite aux organes à consulter en la matière et notamment à la Commission permanente pour le secteur hospitalier.

S'agissant de la nouvelle clinique à Ettelbruck, des dépassements ont certes été signalés par le maître d'ouvrage, mais ceux-ci ne sont pas à considérer à ce stade comme définitifs.

La loi du 21 juin 1999 sera amen-

dée au fur et à mesure des nécessités, en fonction des projets pour lesquels l'enveloppe prévue s'avère, pour des raisons impératives et dûment justifiées, insuffisante.

Question 1967 (16.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la reconduction des travaux extraordinaires dans l'intérêt public (Notstandsarbeiten):

Le Gouvernement vient de décider la reconduction des travaux extraordinaires dans l'intérêt public (Notstandsarbeiten) pour l'année 2003.

Seront concernés 65 travailleurs du secteur sidérurgique et de la WSA.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre quels travaux seront réalisés en 2003 et quels sont les travaux qui ont été réalisés en 2002?

Selon quelle procédure ces travaux sont-ils définis et sélectionnés?

Réponse (21.1.2003) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Le projet de règlement grand-ducal portant reconduction de l'autorisation conférée au Gouvernement par l'article 15 de la loi modifiée du 26 juillet 1975 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à prévenir des licenciements pour des causes conjoncturelles et à assurer le maintien de l'emploi pour l'année 2003 a été soumis entre autres à l'assentiment de la Conférence des Présidents de la Chambre des Députés.

Le projet de règlement grand-ducal en question précise dans son exposé des motifs les postes vers lesquels sont détachés les différents salariés de la sidérurgie et de la W.S.A.

Ces travaux ne sont pas à chaque année redéfinis et resélectionnés, mais il s'agit de la reconduction de 65 détachements, qui s'inscrivent dans les mesures composant le volet social de la restructuration sidérurgique, reconduites par la tripartite sidérurgie le 9 juin 2002, et sont également destinés à résorber une partie des sureffectifs de la société W.S.A., afin d'éviter le recours à la mise au chômage de ces salariés.

La différence dans le nombre de personnes concernées en 2003 par rapport à 2002 est due au fait que 12 personnes ont bénéficié du régime de la préretraite et que ces personnes ne sont pas remplacées.

Vous trouverez en annexe, à toutes fins utiles, copie du règlement grand-ducal en question (*annexe à consulter au Greffe de la Chambre des Députés*).

Question 1968 (16.12.2002) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant les suites réservées à la décision du Ministre de retirer l'autorisation en vue d'installation d'antennes à Berdorf:

Meng Fro bezéit sech net op déi gesondheetleche Risiken, déi vu Mobilfunkantenne kënnen ausgoen, mä strikt op d'Legalitéit vun hirem Betrib, op de Respekt virun de Gesetzer an op d'Ausféierung vun de rechtskräftegen Uerteeler an eisem Stat. Ech explizéiere mech: Am konkrete Fall, wou dräi Antennen am Kierchturm vu Berdorf bedriwwen ginn, hu Berger aus der Uertschaft géint déi betreffend Autorisatioun geklot.

Den 12. Februar 2001 huet den Tribunal administratif hinne Recht ginn, an déi betreffend Autorisatioun fir ongültig erkläert. D'Post an den Aarbechtsminister hunn dogéint Appell ageluet. Den 20. De-

zember 2001 huet d'Cour administrative d'Uerteel vum éische Gericht voll a ganz confirméiert. Dorophon huet den Aarbechtsminister seng Autorisatioun den 22. Februar 2002 zréckgezunn a verfügt, datt d'Antennen direkt missten ausser Betrib gesat a bannent engem Mount ofmontéiert ginn. Trotz ville schréftlechen a mëndlechen Interventiounen vu Säite vun den interesséierte Bierger am Laf vun dësem Joer ass bis haut awer nach guer nâischt geschitt an d'Post mécht, wéi wann et dat Uerteel an déi ministeriell Décisioun guer net géif ginn.

Duerfir meng Froen:

1. Ass dëse Sachverhalt den Häre Ministere bekannt?

2. Wéi ass et ze erklären, datt d'Post sech erlabe kann, Uerteeler a Gesetzer flagrant ze verletzen an datt d'Force publique trotz schréftleche Plaiten net an Aktioun trëtt?

3. Ass Lëtzebuerg e Rechtsstat, wou jiddfereen, also och en Etablissement public, virum Gesetz gläich ass?

4. Wat gedenkt Dir ze ënnerhuelen, fir dësem rechtsstaatleche Skandal en Enn ze maachen?

Réponse (3.2.2003) de M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:

En ce qui concerne les radiations non ionisantes, le règlement grand-ducal du 16 juillet 1999 accompagnant la loi du 10 juin 1999 relative aux établissements classés prévoit deux classes, à savoir la classe 3 pour les émetteurs d'ondes électromagnétiques d'une puissance isotrope rayonnée équivalente maximale (P.I.R.E.) comprise entre 100 W et 2.500 W et la classe 1 pour les émetteurs ayant une puissance isotrope rayonnée équivalente maximale (P.I.R.E.) supérieure à 2.500 W. La plupart des stations sont à autoriser conformément au régime de la classe 3, notamment celle de Berdorf.

Il va sans dire qu'un émetteur d'une puissance isotrope rayonnée équivalente maximale (P.I.R.E.) étant inférieure à 100 W ne nécessite pas d'autorisation d'exploitation relative à la législation des établissements classés.

Quant à l'historique de la station en question, il y a lieu de retenir les dates suivantes et de se tenir aux faits:

- Introduction du dossier de demande d'autorisation auprès de l'ITM par l'Entreprise des P&T pour une station GSM comprenant 3 antennes ayant chacune une puissance isotrope rayonnée équivalente de 500 W (27 dBW): 1^{er} mars 2000;
- Autorisation de la station GSM à Berdorf par le Ministre du Travail et de l'Emploi portant le no 3/2000/0031/39200/106: 16 mars 2000;
- Refus prononcé par le Tribunal administratif contre l'autorisation du Ministre du Travail et de l'Emploi: 12 février 2001;
- Arrêt de la station GSM prononcé par la Cour administrative: 20 décembre 2001;
- Retrait de l'autorisation no 3/2000/0031/39200/106 par le Ministre du Travail et de l'Emploi portant le no 3/2000/0031/39200/106 retrait: 22 février 2002;
- Introduction d'un recours gracieux contre le retrait d'autorisation: 5 avri 2002;
- L'entreprise des P&T représentée par son avocat, Me Georges Krieger, a été entendue dans ses explications dans le cadre du recours gracieux en date du 16 mai 2002;
- Le Ministre du Travail et de l'Emploi a refusé la demande du recours gracieux par sa lettre adressée au Cabinet d'avocats Wolter & Krieger en date du 1er août 2002.

Suite à cette lettre, l'Entreprise des P&T a interjeté un recours en réformation auprès du Tribunal administratif en date du 22 août 2002 concernant le refus du recours gracieux et le retrait d'autorisation portant le no du rôle 15.332;

- Le Ministre du Travail et de l'Emploi a répondu à ce recours en réformation en date du 2 octobre 2002;
- Jusqu'en date d'aujourd'hui, le Tribunal administratif n'a pas encore prononcé de jugement dans cette affaire.
- Il n'appartient dès lors pas au Ministre de commenter une affaire en cours.

Question urgente 1969 (17.12.2002) de M. Gast Gibéryen (ADR) concernant l'allègement du secret bancaire:

La presse internationale relate que le Ministre luxembourgeois des Finances envisagerait de proposer à la prochaine réunion du conseil «Ecofin» prévue en janvier 2003 un «allègement du secret bancaire» et d'accorder aux services fiscaux étrangers une information sur les comptes bancaires et d'introduire une retenue à la source sur les revenus de capitaux pouvant aller jusqu'à un taux de 25% («Handelsblatt» du 17.12.2002).

Ainsi, la question suivante s'impose:

Est-ce que le Gouvernement luxembourgeois envisage de faire les propositions dont la presse notamment allemande s'est fait l'écho au prochain Conseil des Ministres de Finances?

Réponse (17.12.2002) de M. Jean-Claude Juncker, *Ministre des Finances*:

J'ai l'honneur de vous informer que la réponse à la question parlementaire urgente N°1969 que l'honorable député M. Gast Gibéryen vient de me poser en date d'aujourd'hui est non.

Question 1970 (17.12.2002) de M. Marco Schank (CSV) concernant l'état actuel du dossier de la peste porcine au niveau européen:

Six mois après l'apogée de la peste porcine, les agriculteurs restent confrontés à des problèmes financiers majeurs. Bien que les indemnités pour les pertes directes, qui ont résulté des abattages des porcs, ont pu être attribuées d'une façon immédiate aux agriculteurs concernés, les remboursements pour les pertes indirectes se font attendre. Il est à préciser que ces dernières sont avant tout causées par des étables inoccupées et le rétablissement complet de la production porcine en tant que telle.

Dans ce contexte, je prends la respectueuse liberté de poser les questions suivantes:

- Quels sont les moyens que le Ministère entend mettre en oeuvre afin de remédier à cette situation difficile pour bon nombre d'agriculteurs?
- Etant donné que les institutions européennes sont également concernées, quel est l'état actuel du dossier au niveau européen? Quelles sont les conséquences pour le Gouvernement luxembourgeois?
- Est-ce que M. le Ministre peut indiquer une date approximative pour les remboursements indemnisant les pertes indirectes?

Réponse (24.1.2003) de M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*:

La question parlementaire posée par l'honorable M. Marco Schank a trait aux aides financières que le Gouvernement a décidées en faveur des exploitations porcines pour compenser les pertes de revenu indirectes encourues par suite de l'éclosion de la peste porcine et qui se rapportent à la période d'arrêt obligatoire de la production à la suite de l'abattage et à la période nécessaire à la reconstitution du cheptel jusqu'au retour à une production normale.

Les différentes questions soulevées appellent les réponses suivantes:

1. La perte de revenu à compenser est calculée sur base de la marge brute standard et par jour d'arrêt et de reconstitution de la production.

Pour la période allant jusqu'au 24 juillet 2002 l'aide globale ainsi calculée s'élève à 327.201 €.

2. S'agissant en l'espèce d'une aide directe au revenu des exploitants agricoles, une notification du projet d'aide a dû être faite à la Commission européenne aux fins d'accord au titre des articles 87 et 88 du Traité, accord qui est un préalable au paiement des aides.

3. A ce jour, la Commission ne s'est pas encore prononcée sur le projet d'aide. Toujours est-il qu'à la suite de renseignements complémentaires fournis à la Commission sur la demande de celle-ci on peut raisonnablement admettre que la décision de la Commission sera disponible au courant du mois de février prochain.

Question 1971 (18.12.2002) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'interprétation de la loi 11-12 germinal au sujet des prénoms dans le registre de l'état civil:

L'article 1er de la loi 11-12 germinal an XI énumère de façon limitative les noms qui peuvent être reçus comme prénoms sur les registres de l'état civil. En l'occurrence, il s'agit „des noms en usage dans les différents calendriers et ceux des personnages connus de l'histoire ancienne“. D'après la disposition précitée, „il est interdit aux officiers publics d'en admettre aucun autre dans leurs actes“.

D'après mes informations, des officiers publics seraient de plus en plus souvent saisis de demandes visant à inscrire, à titre de prénom, sur les registres de l'état civil des noms fantaisistes, respectivement des noms qui ne rentreraient pas dans les prévisions de la loi précitée. Dès lors, se pose la question si cette législation très ancienne est encore adaptée aux réalités et aux besoins de notre époque.

- 1. Est-ce que M. le Ministre peut me confirmer mes informations?
- 2. Est-ce que M. le Ministre a donné aux officiers de l'état civil des directives concernant l'interprétation et l'application de la législation précitée? Dans l'affirmative, quel est le contenu de ces directives?
- 3. Est-ce qu'il ne faudrait pas réformer la législation précitée afin de l'adapter aux réalités et aux besoins de notre époque?

Réponse (4.2.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

La législation sur les prénoms prévoit que les prénoms doivent être choisis parmi ceux en usage dans les différents calendriers. Dans la mesure où ces calendriers sont, à l'instar de notre société, devenus beaucoup plus internationaux pour les uns, voire plus luxembourgeois pour les autres, la pratique des of-

ficiers de l'état civil en matière de prénoms a, à juste titre, fortement évolué.

Sont aujourd'hui acceptés tous les prénoms, à condition qu'il s'agisse d'un véritable prénom pour une personne du sexe en question, même s'ils sont d'origine anglaise, scandinave, russe, ou autre. Il s'agit en général de noms qui sont devenus connus et courants partout en Europe.

Cependant les officiers de l'état civil doivent refuser à inscrire dans les actes de naissance les noms purement fantaisistes, ceci dans l'intérêt des enfants.

Les parquets de Luxembourg et de Diekirch qui ont pour mission de surveiller les activités des officiers de l'état civil conseillent ceux-ci quant aux choix des prénoms opérés par les parents des enfants.

Au vu de ce qui précède, une réforme législative n'est pas envisagée.

Question 1972 (17.12.2002) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'audit de sécurité du Centre pénitentiaire de Schrassig:

En date du 7 novembre 2001, la Commission juridique a visité le Centre pénitentiaire de Schrassig. Un des problèmes qui a été abordé lors de cette visite concernait la sécurité de la prison. Dans ce contexte, M. le Ministre de la Justice a approuvé l'idée de faire un audit de sécurité. Dès lors se pose la question des suites que M. le Ministre de la Justice a réservées à ce dossier.

- 1. Est-ce que l'audit de sécurité est déjà finalisé?
- 2. En cas de réponse négative, quand l'audit de sécurité sera-t-il clôturé?
- 3. Dans l'affirmative, quelles sont les conclusions et recommandations de l'audit de sécurité?
- 4. Quelles sont les suites que M. le Ministre de la Justice, respectivement la direction du Centre pénitentiaire de Schrassig entend réserver à l'audit de sécurité?
- 5. Est-ce que M. le Ministre de la Justice est disposé à présenter l'audit de sécurité devant la Commission juridique?

Réponse (10.1.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

L'étude de sécurité menée à l'heure actuelle par une firme suisse au CPL de Schrassig est une suite de l'étude réalisée en 1992 par la même entreprise. Elle a pour objet de réévaluer et d'adapter régulièrement les normes de sécurité du CPL.

Cette étude sera probablement terminée vers Pâques 2003.

Comme il s'agit de constats et de recommandations touchant à la sécurité d'un établissement pénitentiaire, il va de soi que les conclusions et recommandations de l'étude ne seront pas rendues publiques.

Question 1973 (18.12.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant les feux d'artifice et pétards:

Pour les fêtes de fin d'année beaucoup de personnes privées vont tirer des feux d'artifice. Cette animation pyrotechnique, quand elle est organisée sans précaution, peut présenter des risques.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur:

- M. le Ministre, peut-il me renseigner sur les dispositions offi-

cielles concernant la vente, le stockage et l'utilisation des feux d'artifice et des pétards? Est-ce que tous les produits qu'on peut acheter au Luxembourg possèdent l'agrément nécessaire?

- Quelles consignes de sécurité et de protection sont applicables?
- Quelle est la législation pour les personnes privées?
- Est-ce que la permission de vente va de pair avec la permission d'utilisation?
- Quelles sont les consignes de vente concernant les mineurs?

Réponse (5.2.2003) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

La question de M. le Député Mars Di Bartolomeo porte sur tous les aspects liés à la sécurité lors du tir de feux d'artifices et concerne donc plusieurs Ministères.

Les dépôts et entrepôts (y compris dans les étalages de vente) de produits pyrotechniques relèvent des dispositions de la législation concernant les établissements classés et doivent disposer d'autorisations d'exploitation. Conformément au règlement grand-ducal du 16 juillet 1999 portant nomenclature et classification des établissements classés, lesdits dépôts et entrepôts de produits pyrotechniques comprenant un poids total de matières actives de 500 grammes à 2.000 grammes relèvent de la classe 3A et sont donc soumis à l'autorisation du Ministre du Travail. Lorsque le poids total de matières actives est supérieur à 2.000 grammes les dépôts et entrepôts relèvent de la classe 1 et nécessitent une autorisation du Ministre du Travail et du Ministre de l'Environnement.

L'autorisation du Ministre du Travail couvre les aspects concernant la sécurité des personnes: stockage, classification et marquage des produits, aménagement et équipement des lieux de stockage, interdiction de vente à des personnes mineures pour des articles relevant de plusieurs classes de produits d'artifice, etc.

L'utilisation des articles pyrotechniques n'est pas réglementée par la législation relative aux établissements classés.

A noter encore que les entreprises qui vendent des articles pyrotechniques disposent en principe d'une autorisation d'établissement pour «jeux et jouets» délivrée par le Ministre des Classes moyennes.

Les questions liées à la sécurité publique que soulève le tir d'un feu d'artifice relèvent de la compétence communale. Il appartient en effet aux communes de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la protection du public lors du tir d'un feu d'artifice sur leur territoire.

La ville de Luxembourg par exemple soumet le tir de feux d'artifices à l'autorisation du bourgmestre. Si une autorisation est accordée, elle fixe les conditions dans lesquelles doit se dérouler la manifestation. L'autorisation détermine ainsi notamment une zone de chute et une zone de sécurité en fonction de la situation des lieux et de la taille des bombes utilisées. Le tir de fusées est en principe interdit. D'autres conditions sont imposées selon les circonstances.

Question 1974 (19.12.2002) de M. Nicolas Strotz (CSV) concernant l'installation de la „Maison de la Grande Région“:

Depuis quelques années le concept de la „Grande Région“ fait partie intégrante de l'agenda de la vie politique luxembourgeoise. Le 12 novembre 2001, le 6e Sommet de la Grande Région, qui a ras-

semblé les représentants politiques des régions et entités côtoyant notre pays, a eu lieu à Mondorf-les-Bains. Le 12 mars 2002 la Chambre des Députés s'est penchée au cours d'une interpellation sur les chances et opportunités économiques et culturelles de la Grande Région. Ces deux événements ne font que souligner l'importance croissante du concept pour notre pays.

Le Gouvernement luxembourgeois a réussi à convaincre ses partenaires d'établir une „Maison de la Grande Région“ au Luxembourg qui à l'heure actuelle se trouve provisoirement dans un bureau, sis rue Ste Zithe à Luxembourg-ville. Selon le rapport de la Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture sur le projet de loi relatif à l'établissement public nommé „Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster“, le CCRAN accueillerait éventuellement la Maison de la Grande Région, ou du moins ses activités culturelles.

Depuis la signature des accords de Schengen, la popularité de cette localité ne va que s'accroissant. Bon nombre de politiques notoires et de touristes ne cessent de rendre visite à cette localité. Or, il s'est avéré que malgré les efforts tant des autorités communales que de l'Etat, l'attrait de Schengen ne répond pas tout à fait à ses vocations. L'établissement de la Maison de la Grande Région à Schengen permettrait, d'y remédier et d'enrichir du même coût le dispositif touristique de la région.

Pour l'heure actuelle, une très belle propriété, ancienne maison vigneronne, située en plein centre de Schengen, se prêterait d'une façon exemplaire à héberger la future Maison de la Grande Région.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre d'Etat:

- Est-ce qu'un lieu définitif pour l'installation de la Maison de la Grande Région a déjà été retenu?
- Dans l'optique des efforts entrepris par le Gouvernement de procéder à une décentralisation des instances gouvernementales (en l'espèce une instance à vocation interrégionale et européenne), ne serait-il pas souhaitable de retenir la localité de Schengen comme site définitif pour la Maison de la Grande Région?

Réponse (16.1.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat:*

Lors du 4e Sommet des chefs des exécutifs de la Grande Région qui s'était tenu en 1998 à Trèves, les participants avaient approuvé l'idée de la création d'une Maison de la Grande Région à Luxembourg. Celle-ci est installée depuis 1999 au numéro 14 de la rue Ste Zithe à Luxembourg-ville.

Il s'agit en principe d'une solution provisoire comme l'écrit à juste titre l'honorable député. Un lieu définitif pour l'installation n'a pas encore été retenu. Un défaut majeur du site actuel est son manque d'espace qui ne permet pas de pouvoir abriter l'ensemble des différentes organisations interrégionales intéressées.

Les réflexions autour d'un site définitif ont jusqu'à présent compris le «Centre culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster» à Luxembourg-Grund, la nouvelle Chambre de Commerce à Luxembourg-Kirchberg ainsi que les friches industrielles à Esch-Belval. A l'instar de celles-ci, le site de Schengen s'inscrirait dans la politique du Gouvernement visant à promouvoir la décentralisation. S'y ajouterait la renommée européenne et transfrontalière de cette localité mosellane. Quant à l'idée soulevée par l'honorable député que cette Maison pourrait enrichir le dispositif touristique de la région, l'on peut

estimer qu'un tel impact ne devrait pas être surévalué étant donné qu'il s'agit d'un secrétariat «administratif» et dont le caractère fonctionnel (plutôt qu'esthétique) des installations est primordial.

Il convient de rappeler que la décision susmentionnée de 1998 concernait la ville de Luxembourg et qu'un accord de tous les partenaires est également indispensable pour changer de localité. Or, l'image de marque de Luxembourg-ville en tant que capitale d'un Etat souverain et d'un des trop lieux de travail des institutions européennes n'est plus à démontrer.

Cet aspect revêt une importance non négligeable pour nos partenaires interrégionaux. S'y ajoute la proximité géographique des instances politiques, des chambres professionnelles, des organisations syndicales, des médias.

Comme la MGR est également ouverte au grand public, il importe que son site puisse être bien desservi par les transports en commun transfrontaliers, ce qui vaut plus particulièrement pour les liaisons ferroviaires avec Namur/Bruxelles, Trèves et Metz/Nancy.

En conséquence, toute décision future concernant le site d'une Maison de la Grande Région sera prise en fonction de critères objectifs et rationnels.

Question 1975 (20.12.2002) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant les structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe:

Il n'est un secret pour personne que les structures d'accueil et d'hébergement pour personnes sans domicile fixe des grandes agglomérations sont surchargées et ce en particulier en période hivernale. Cet état des choses n'est pas sans poser de problèmes tant pour les personnes sans domicile fixe concernées qui doivent braver des conditions climatiques difficiles, que pour les foyers submergés qui tentent de satisfaire une demande sans cesse grandissante, et in fine les riverains desdits foyers qui voient défilé nombre de sans abri qui s'installent, faute de places suffisantes, aux abords des foyers.

Dans le cadre de la question parlementaire N°1556 (cf. *compte rendu N°6/2001-2002*), Mme la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse a annoncé que le Gouvernement allait prendre des dispositions, afin de mettre en place des structures d'accueil et d'hébergement pour adultes en détresse notamment au niveau régional dans le but de désengorger les foyers des principales agglomérations et pallier ainsi au manque chronique en infrastructures adéquates.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

Qu'en est-il de la régionalisation de l'offre en matière d'accueil et d'hébergement des personnes sans domicile fixe? Quels sont les projets qui ont pu être réalisés d'ores et déjà? Quels sont ceux qui sont sur le point d'être mis sur pieds, respectivement qui le seront dans un avenir relativement proche? Quelles sont, de manière générale, les mesures que le Gouvernement entend prendre en matière d'encadrement des personnes sans domicile fixe?

Réponse (14.1.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:*

En réponse à la question parlementaire de M. le Député Laurent Mosar, je voudrais d'abord rappeler qu'en conformité avec la loi sur

le domicile de secours, il incombe aux administrations communales «d'organiser les moyens convenables de donner les secours publics aux nécessiteux» et «en cas de nécessité urgente de secourir tout indigent, indigène ou étranger, se trouvant sur son territoire».

Malgré cette répartition des compétences, le Gouvernement est néanmoins prêt à assumer ses responsabilités et a même décidé d'intensifier son intervention et de diversifier sur le plan régional l'offre d'hébergement de personnes sans abri.

Un programme national pour offrir un hébergement aux personnes sans abri durant les mois d'hiver a été mis en place. Les principaux axes de ce programme sont les suivantes:

- répartition de bons pour séjourner dans des hôtels et pensions de famille par le Service social de proximité de la Croix-Rouge qui a des antennes à travers tout le pays;
- accords pris avec les administrations communales de Bettembourg, de Dudelange et d'Esch/Alzette pour prendre en charge des bons pour hôtels et pensions de famille;
- accord avec les structures du Nord du Comité national de Défense sociale pour répartir des bons pour hôtels et pensions de famille en cas de nécessité;
- au niveau de la ville de Luxembourg, le Ministère de la Famille a pris un accord avec différents hôtels et pensions de famille qui réservent des chambres pour accueillir des sans abris; l'asbl. Caritas Accueil et Solidarité distribue des bons pour pouvoir bénéficier de cette offre.

En ce qui concerne les structures d'accueil et d'hébergement fonctionnant toute l'année et visant une réintégration des adultes en détresse deux nouvelles structures viennent d'ouvrir leurs portes, l'une à Diekirch, l'autre à Hautbellain.

Le Ministère de la Famille est également en train d'élaborer un projet pour une structure similaire avec les administrations communales d'Ettelbrück et de Luxembourg. Il a entamé des pourparlers en vue de la création de structures pour adultes en détresse dans le sud du pays avec les administrations communales de Bettembourg, de Dudelange et d'Esch/Alzette.

Concernant l'encadrement de personnes sans domicile fixe, il faut relever qu'en dehors des initiatives relevées ci-dessus le Ministère de la Famille subsidie le fonctionnement de différentes structures de jour telles la «Téistuff» et la «Volekskichen» à Luxembourg et depuis cette année le café-bistrot «NEIERS» à Diekirch. Des discussions sont en cours avec d'autres instances pour organiser des prises en charge dans d'autres régions du pays.

Il échet par ailleurs de noter que le Ministère de la Santé offre des structures d'encadrement et d'accueil aux personnes toxicomanes.

Question 1976 (20.12.2002) de M. Jean Colombara (ADR) concernant la pollution par la lumière artificielle:

Europa, Japan und Nordamerika sind Spitzenreiter im Bereich der „Lichtverschmutzung“. Luxemburg macht da leider keine Ausnahme und gehört zu den Gegenden mit höchster „Verschmutzung“ durch künstliche Beleuchtung. Laut einem Bulletin der britischen Royal Astronomical Society haben 99% der Menschen in der Europäischen

Union noch nie einen wirklich dunklen Himmel gesehen. In den USA beispielsweise geht man davon aus, dass 70% der Außenbeleuchtung sinnlos in die Nacht geschickt werden. Dies kommt einem Energiegegenwert von 104 Millionen Tonnen Steinkohle pro Jahr gleich.

Die Folgen der Lichtverschmutzung sind flächendeckend. So haben Botaniker in Gebieten starker Lichtverschmutzung ein vorzeitiges Vergilben von Pflanzenteilen sowie Blattmissbildungen und Störungen bei der Fruchtentwicklung beobachtet. Besonders lichtstarke „Skybeamer“, vornehmlich von Diskotheken benutzt, bringen Zugvögel von ihrem Kurs ab und der hohe Ultraviolett-Anteil im Licht der Straßenbeleuchtung lockt jede Nacht zahllose nachtaktive Insekten in den strahlenden Tod. Entomologen lasten der Lichtverschmutzung das Aussterben etlicher Nachtfalter-Arten an. Wissenschaftliche Untersuchungen lassen zudem vermuten, dass die sukzessive Verdrängung der Nacht den Fortpflanzungstrieb bestimmter Säugetiere beeinträchtigt.

Aber nicht nur Flora und Fauna leiden unter dem nächtlichen Lichtsmog. Humanmediziner haben herausgefunden, dass massiver Nachtmangel unter anderem zu Einschlafstörungen, Stoffwechselbeschwerden, Immunschwäche, depressiven Verstimmungen und Irritationen im Hormonhaushalt führen kann.

Die Vereinten Nationen haben bereits reagiert: Im Juli 1999 wurde der Sternenhimmel auf einer UNO-Konferenz in Wien offiziell zum schützenswerten Kulturgut erklärt. In Tschechien trat im Sommer 2002 ein Gesetz gegen die Lichtverschmutzung in Kraft. Dort müssen Lichtverschmutzer mit Geldstrafen bis zu 5.000 € rechnen.

In diesem Zusammenhang stelle ich folgende Fragen an die Herren Minister:

1. Ist sich die Regierung der Problematik der Lichtverschmutzung in Luxemburg bewusst und verfügt die Regierung eventuell über Zahlenmaterial zu diesem Thema?
2. Gibt es in Luxemburg gesetzliche Bestimmungen diesbezüglich?
3. Wenn nicht, gedenkt die Regierung dem Beispiel Tschechiens zu folgen und ebenfalls einen gesetzlichen Kader zu schaffen um die Lichtverschmutzung zu reduzieren und etwaige Lichtverschmutzer gerichtlich verfolgen zu können?

Réponse (14.1.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement:*

Zum Thema Lichtverschmutzung gibt es zur Zeit kein Zahlenmaterial.

Es gibt keine direkte gesetzliche Bestimmungen welche die Lichtverschmutzung regeln, es gibt jedoch Vorschriften welche indirekt die Lichtverschmutzung betreffen könnten. Hervorgehoben sei hier das Gesetz vom 10. Juni 1999 über die genehmigungspflichtigen Betriebe nach welcher verschiedene Laser genehmigungspflichtig sind.

Nach Punkt 221 der grossherzoglichen Verordnung vom 16. Juli 1999 mit dem Verzeichnis und der Einteilung der genehmigungspflichtigen Betriebe müssen folgende Laser genehmigt werden:

1. Geräte für den industriellen Einsatz 3A
2. Geräte für den Einsatz in Unterhaltungseinrichtungen 3A
3. Geräte zur Punkt-für-Punkt-Übertragung von Informationen, die sich ohne künstliche Führung im Raum ausbreiten 1

Zurzeit wird nicht an einem spezifischen Gesetz über Lichtverschmutzung gearbeitet.

Question 1977 (20.12.2002) de M. Georges Wohlfart (LSAP) concernant la baisse des taux des crédits bancaires:

Le 5 décembre 2002, la Banque centrale européenne a baissé son taux d'intervention de 0,50%, qui passait de 3,25% à 2,75%. Les institutions financières de leur côté n'ont cependant pas encore procédé à une baisse des taux d'intérêts. Le président de l'association fédérale des banques allemandes Rolf-Ernst Breuer avait annoncé que les banques, vu leur situation financière actuelle peu favorable, n'étaient pas en état de baisser les taux d'intérêts. Cependant, en cas d'augmentation du taux d'intervention, les taux de crédits bancaires augmentent assez rapidement.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre des Finances:

- M. le Ministre, la baisse du taux d'intervention engendrera-t-elle également une baisse des taux de crédits bancaires?
- Dans l'affirmative, pour quand cette baisse est-elle envisageable et à combien la baisse moyenne peut-elle être estimée?

Réponse (7.1.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre du Trésor et du Budget:*

Le 5 décembre 2002, la Banque centrale européenne a effectivement pris la décision de réduire de 0,50% ses trois taux d'intérêt directeurs. Les banques luxembourgeoises ont suivi ce mouvement sans tarder, la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat ayant décidé dès la veille d'emboîter le pas à la BCE.

En tant que Ministre de tutelle, j'ai approuvé le 9 décembre 2002 la réduction de 0,50% des taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires pour le financement des logements ainsi que sur les livrets d'épargne. Le Conseil de Gouvernement a en conséquence décidé de baisser de même le taux de référence en matière d'aide au logement. La baisse linéaire de tous les taux débiteurs et créditeurs de la BCEE est devenue effective à la première échéance mensuelle ayant suivi la décision de la BCE, le 1er janvier 2003.

Contrairement à ce qui s'est passé en Allemagne et ce qui a provoqué la question de l'honorable député, l'économie luxembourgeoise a dès lors pu profiter immédiatement et pleinement de la réduction des taux d'intérêt.

Comme j'ai eu l'occasion de le souligner en réponse à des questions parlementaires dans le passé, l'orientation générale pour les adaptations des conditions débitrices et créditrices de la BCEE devra être de respecter leur cohérence avec l'évolution des taux sur les marchés monétaires et financiers qui, dans le contexte de l'UEM, sont tributaires de la politique monétaire de la BCE. C'est dans ce cadre que je veille systématiquement à une évolution continue en parallèle des deux taux clé précités pour le marché domestique dont la fixation est sujette à mon approbation.

Chamber TV

um Réseau vun der
Eltrona/Siemens (imagin)
um Kanal S 40 / 455.25 MHz

um Réseau vun der Coditel
um Kanal S 29